This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

600076582Y

MÉLANGES

TOME VI

ANGERS. IMP. COSNIER ET LACHÈSE.

MÉLANGES

RELIGIEUX, HISTORIQUES, POLITIQUES

ET LITTÉRAIRES

PAR LOUIS VEUILLOT

Rédacteur en Chef de l'Univers

—

TOME VI

1851 — 1856

—

PARIS

L. VIVÈS, LIBRAIRE-ÉDITEUR

rue Cassette, 23

—

1857

275. a. 147.

M. SAINTE-BEUVE ET RABELAIS.

9 octobre 1850.

Entre les grands écrivains du grand parti de l'ordre qui livrent tous les jours tant de grands combats en faveur des grands principes sociaux, M. Sainte-Beuve, de l'Académie française, mérite une mention spéciale et par sa diligence et par la qualité singulière des services qu'il rend à la vertu publique. Cet homme de lettres donne tous les huit jours un article qui tient un bon quart du *Constitutionnel*. C'est l'accomplissement d'un vœu; c'est pour sauver la patrie que M. Sainte-Beuve se condamne à la corvée hebdomadaire, comme un débutant, sans prendre garde qu'il porte un fagot de lauriers. Ayant vu la France du Gouvernement provisoire, il fut saisi d'un sentiment pressant et soudain qui, à grande volée de locomotive, l'envoya professer la littérature en Belgique

ou en Hollande. Sa muse, un peu valétudinaire, n'aimait point l'air des lampions. En ces tristes jours, où rien ne semblait drôle, tout Paris s'amusa de cette hégire. Revenu quand l'inondation démocratique laissa voir un peu de terre ferme aux colombes du Parnasse, M. Sainte-Beuve parla comme le maître à danser de M. Jourdain : il avait médité dans son exil, et il avait vu que nos malheurs provenaient d'un défaut de littérature ; en conséquence, il allait reprendre le harnais et faire tous les huit jours une leçon de goût; par là, il défendrait la religion, la famille et la propriété; et les oreilles délicates n'entendraient plus l'air des lampions.

Ce dessein nous parut un peu haut. Quoi! lui aussi, l'auteur de *Volupté,* le gardien du cimetière où dorment toutes les muses court-vêtues, et qui sait si bien leurs secrètes histoires, et qui fait ses délices de les narrer cent fois et toujours, à présent il va moraliser! Mais nous songions à tant de prodiges que la Révolution a faits, à tous ces masques tombés, à tous ces yeux ouverts, à cette pourpre de la splendeur matérielle si largement déchirée et qui a laissé voir à nu le corps affaibli et gâté de la société française : Pourquoi un académicien ne verrait-il pas aussi bien qu'un autre ces choses lamentables? M. Sainte-Beuve est homme de mérite ; il sait, il pense, il a du talent, il se fait vieux : pourquoi ne changerait-il pas de voie et ne ferait-il pas la guerre aux mauvais livres?

En effet, il parut vouloir démentir son passé littéraire, chargé de choses malsaines. Ses premiers articles semblaient rompre avec cette passion étrange qui donne le cachet à tout ce qu'il a écrit et qui fait de la collection entière nous ne savons quel ossuaire d'épicuréisme, un temple à Vénus momifiée, desservi par un invalide mé-

lancolique. Son style y gagnait. En faisant la guerre au pesant et au vide, il se garait du précieux et du tortillé. C'était une autre plume dans une autre main.

Cependant le temps se faisait meilleur; l'inondation baissait toujours et s'écoulait par petits ruisseaux jusque par delà les frontières; à l'air des lampions, tout-à-fait éteint, succédait le *Ça ira* du *Constitutionnel :* notre académicien sentit se tarir la veine catonique et se renfler la veine janséniste et galante; car il est janséniste et ne tient guère moins de Port-Royal que de Paphos. Invincible nature! La garde municipale, à peine organisée, ce pénitent de Hollande recommença de déterrer les Cidalises. Il en restait quelques-unes qui étaient oubliées ou pas assez connues. On ne parlait plus de M^me^ de Courcelles, le public n'avait pas examiné à la loupe le compte-rendu que cette coureuse a laissé d'elle-même pour l'admiration des Saumaise futurs; il n'existait aucun inventaire bien fait des grâces sexagénaires et philosophiques de M^me^ du Deffant; on savait mal l'histoire amoureuse de M^me^ Geoffrin; quelques toiles d'araignées même s'étaient formées sur M^me^ du Châtelet. M. Sainte-Beuve arrive avec son époussetoir, rebrosse tout cela, l'enchâsse, et fait vénérer aux lecteurs du *Constitutionnel* les reliques de ces dames qui eurent le double mérite d'être libres penseuses et de répondre aux feux des hommes de lettres de leur temps. Ce ne sont que beaux adultères, bien raisonnés, bien effrontés, bien philosophiques, accompagnés d'un charmant petit mépris pour les étroites prescriptions de la morale et de la croyance vulgaires. Si une de ces commères a laissé un mot hardi contre ses devoirs injuriés ou de chrétienne ou d'épouse, ou tout simplement de femme, M. Sainte-Beuve le ra-

masse, l'entoure d'une glose qui le met bien en saillie et bien en honneur. Ce sont ses friandises ; il a un goût à les trouver et une adresse à les assaisonner que personne n'égale. Nous ne croyons rien exagérer en disant que pas un écrivain de ce temps-ci n'a poussé si loin l'art d'insinuer, par d'imperceptibles piqûres et sans paraître y toucher, les venins les plus dangereux. Ce n'est pas un furieux qui se rue contre les principes avec des cris de bête enragée ; ce n'est pas un visionnaire dont les déclamations ont pour excuse et pour contrepoids la sincérité et l'évidence de sa folie ; ce n'est pas un romancier qui arrange des fictions : c'est un historien qui propose l'exemple véridique du vice content, paisible et même honoré. Cette femme qui a tout foulé aux pieds, eh mon Dieu ! mais elle était charmante, et spirituelle, et bonne ; elle écrivait bien, elle a été heureuse ; et, après le bonheur, elle a eu la gloire ; et, depuis cent ans qu'elle est morte, il se rencontre encore, comme vous voyez, des gens d'esprit, d'honnêtes gens, qui prennent soin de sa mémoire ; elle a encore des amants.

Le bel exemple ! Sans parler du profit général qui en résulte pour les mœurs du grand parti de l'ordre, combien ce cours de « saine littérature » doit devenir utile à la religion, à la famille et même à la propriété, à celle du moins que constitue le mariage !

Mais M. Sainte-Beuve ne se contente pas d'être revenu à son penchant ; il y cède et s'y enfonce. Ce fleuve où chantent les syrènes adultères roule sur un fond de boue. On peut s'y tenir quelque temps, vaille que vaille, à fleur d'eau ; mais, dès que l'on s'y engage, il faut tôt ou tard toucher le fond et que l'*animalis homo* se déclare. Personne ne peut se soustraire à cette loi vengeresse.

M. Sainte-Beuve la subit : sa dernière leçon de « saine littérature » est une apologie de Rabelais.

Rabelais ne trouvera jamais un juge impartial qui le caractérise avec plus d'indulgence que La Bruyère : « Rabelais est inexcusable d'avoir semé l'ordure dans ses écrits. Son livre est une énigme. C'est un monstrueux assemblage d'une morale fine et ingénieuse et d'une sale corruption. Où il est mauvais, il passe bien loin au-delà du pire ; c'est le charme de la canaille : où il est bon, il va jusqu'à l'exquis et l'excellent ; il peut être le mets des plus délicats. » Assurément, La Bruyère le ménage, par un effet de cette faiblesse qu'il avait comme auteur pour les gens de talent, et comme mécontent pour les libres penseurs et les gens d'opposition. Si la délicatesse est un mélange de goût, d'honnêteté et de bon sens, Rabelais, malgré tout son génie, n'a pas une page où il puisse être « le mets des plus délicats. » L'ordure le souille de toutes parts. Quel contentement peut recevoir un noble esprit de cet éternel rire, encore ignoble dans les rares instants où il n'est pas obscène et ordurier ? Celui qui ne sait que rire de la nature humaine ne l'a pas connue. Quelque gloire que s'efforcent de lui faire des hommes qui ont leurs raisons pour l'admirer, leur escrime est vaine ; le bouffon n'est qu'un esprit inférieur. Il s'arrête au rire, pour n'avoir pas su monter jusqu'à la source haute et sacrée des larmes ; il est grotesque par impuissance d'être beau, et cette impuissance est dans son âme ; il ne sait peindre l'humanité sous d'abjectes couleurs, il ne la montre lâche, vile, ridicule, que parce qu'il la voit telle en lui et clouée à la terre par d'infâmes asservissements. Jamais âme ne fut plus enchaînée à l'ignominie que celle de Rabelais, moine apostat et prêtre sacrilége.

Il fut une vivante incarnation de cette fureur de la chair qui ferme l'esprit aux choses élevées et saintes, et c'est là le mot de son livre, qui n'est pas du tout une énigme indéchiffrable. L'homme charnel, l'*animalis homo*, la bête y hurle ce qu'elle peut rêver de plus immonde, s'y vautre dans ce qu'elle peut trouver de plus dégoûtant. Ce qu'il y avait primitivement de noble dans sa nature, elle ne le voit plus, elle ne le sait plus, elle ne le sent plus que pour le nier et le haïr. *Animalis homo non percipit ea quæ sunt Dei.* Par conséquent, toutes ces lumières de Dieu qui illuminent la conscience et qui deviennent le mobile des grandes actions, ce saint amour du bien, ce sentiment exquis et quasi-divin de la beauté morale, cette haine vigoureuse du mal, cette vue profonde et en même temps miséricordieuse des faiblesses humaines qui tempère l'indignation et l'incline à la pitié, tout cela est retiré à l'homme charnel; et il rit au spectacle du monde, comme l'idiot qui voit des marionnettes, ou comme le truand qui s'amuse d'un supplice. Comment ce rire pourrait-il beaucoup ou longtemps plaire à des hommes qui se sentent en possession d'une âme immortelle.

Mais nous ne voulons pas ici chicaner sur le goût littéraire et moral des amateurs de Rabelais; et nous aurions laissé M. Sainte-Beuve courir au parfum qui l'attire de ce côté si, pour relever encore plus son auteur, il ne jugeait pas à propos de nous vanter sa vie, ses doctrines, ses mœurs, et d'en faire la satire de tout ce que Rabelais abjura et renia. Il est naturel qu'un disciple de Rabelais haïsse les couvents, les moines, la rigueur de la discipline catholique; néanmoins, cette aversion ne dispense pas ceux qui l'éprouvent de toute raison

et de toute justice, surtout lorsqu'ils veulent s'en exprimer publiquement.

M. Sainte-Beuve commence par un portrait de Rabelais qui est le comble de la fantaisie. Il se persuade que l'auteur de Pantagruel devait, en certaines occasions, « avoir un air *vénérable* de docteur et de maître, et re-» présenter en lui la *majesté* de la science. » Le portrait de Rabelais est à Versailles, à côté de celui de Luther. Jamais la pensée n'a pu sortir majestueusement de ces lèvres d'où le blasphème semble s'exhaler en fumée livide avec une odeur de fromage et de gros vin. Rabelais est assurément le seul prêtre à qui nos libres penseurs puissent pardonner un pareil visage. Mais ce n'est rien. Personne n'ignore que Rabelais, d'abord moine franciscain, s'échappa de son couvent ou en fut chassé, après avoir été puni pour une polissonnerie, commise probablement à la suite de beaucoup d'autres déjà pardonnées. Voici comment M. Sainte-Beuve tourne ce détail biographique : « Il avait commencé par être moine, et moine cordelier. » Le *sérieux* et l'*élévation de ses goûts*, la liberté natu-» turelle et *généreuse de ses inclinations*, le rendirent » bientôt un objet *déplacé* dans un couvent de cet ordre, » en cet âge de décadence. Il en sortit, essaya d'un autre » ordre *moins méprisable*, de celui des Bénédictins, mais » il ne put s'en accommoder davantage ; c'est alors qu'il » quitta l'habit régulier, c'est-à-dire monacal, pour » prendre celui de prêtre séculier. » Ainsi, c'est par vertu toute pure que Rabelais quitta successivement les deux ordres où il avait fait profession ! Que dirait M. Sainte-Beuve si les Cordeliers ou les Bénédictins avaient gardé ce confrère ? Plus loin, à propos de l'éducation de Gargantua, dont M. Sainte-Beuve fait l'éloge

d'un seul mot, en disant qu'elle est la première notion du système développé par Rousseau dans l'*Emile*, il revient sur le compte des moines : « Le jeune Gargantua avant » d'être confié aux soins de Ponocrates se conduit déjà » comme le plus *cancre* et le plus glouton des moines de » ce temps-là, commençant sa journée tard, dormant la » grasse matinée, débutant par un déjeuner copieux, en- » tendant nombre de messes qui ne le fatiguent guère, et » en tout adonné au ventre, au sommeil et à la paresse. » En lisant ces descriptions, comme on sent bien le dégoût » que Rabelais dut éprouver de cette ignoble vie, quand » il était Cordelier ! » En vérité ! c'était de trop boire, de trop manger, de trop dormir, en un mot, de trop vivre, suivant la chair, qui dégoûtait Rabelais du régime monastique !

M. Sainte-Beuve sait parfaitement à quel point il se trompe et sur Rabelais et sur les moines du temps de Rabelais. Sans doute, beaucoup de désordres affligeaient alors les couvents ; il n'en faut pas d'autre preuve que la quantité de huguenots qui s'y trouvèrent. On faisait, dit Bonnivet, de bons protestants avec ces mauvais moines. M. Sainte-Beuve sait cela, et il sait aussi quelle fut la principale amorce des apôtres luthériens pour attirer au giron de la religion nouvelle tous ces catholiques engagés dans le sacerdoce et dans la vie religieuse qui avaient les généreuses inclinations de Rabelais. Mais enfin, si ce dernier ne souffrait que de l'oisiveté et des bienfaisances de ses confrères ; s'il voulait plus de travail, plus de fatigues, plus de mortifications, il pouvait se satisfaire sans sortir du cloître ni de la famille de saint François. Ce siècle si méprisable et si mal élevé, selon M. Sainte-Beuve, et qui cependant a fourni à l'Eglise

et au monde les évêques du Concile de Trente, ne manquait pas de couvents austères ni de religieux menant une vie apostolique et sainte. Qui empêchait Rabelais d'aller dans un de ces couvents-là, satisfaire son goût pour l'étude et pour la pénitence?

Il faut que la passion contre l'Eglise catholique soit bien forte, pour que des gens qui n'ont rien de plus cher que l'honneur de leur esprit risquent tout, même de se faire accuser d'ignorance, dans le seul but de l'outrager et d'affranchir ce qu'elle réprime. Ce XVI^e^ siècle, qui produisit Luther, Calvin et Rabelais comme l'expression la plus complète de la révolte contre la loi de Dieu, vit l'Eglise remporter, par sa seule sagesse et par sa seule vertu, son plus mémorable triomphe, après celui par lequel elle se fonda. A côté de sa face humaine, représentée par Luther, Calvin et Rabelais, le XVI^e^ siècle en a une autre, toute céleste, toute rayonnante de science et de piété, près de laquelle ces prétendus grands hommes ne paraissent et ne sont que la figure hideuse de la bestialité vaincue. En butte à toutes les forces et à toutes les trahisons du monde, l'Eglise répondit par une floraison merveilleuse de docteurs, d'apôtres et de saints. Tandis que Rabelais bouffonnait dans les cabarets et dans les antichambres; tandis que Luther tendait la main à l'islamisme, dont il avait adopté les dogmes impies et impurs, l'Eglise établissait sa foi et réformait sa discipline au concile de Trente; elle voyait naître la Compagnie de Jésus, elle se rajeunissait en Europe dans le martyre, elle conquérait l'Amérique à son Christ persécuté, elle ouvrait partout des écoles illustres, et elle perdait des royaumes sans diminuer l'abondance de ses charités. Il est permis à M. Sainte-Beuve

d'ignorer l'histoire des saints de la famille franciscaine qui fleurirent à l'époque où Rabelais se trouvait trop vertueux pour l'habit de saint François. Nous ne lui parlerons pas de saint Pierre d'Alcantara, de saint Félix de Cantalice, de saint Pascal Baylon, de saint Benoît de Philadelphe, de saint Séraphin et de vingt autres; mais il ne lui est pas permis d'ignorer que le XVI^e^ siècle produisit saint Jean de Dieu, saint Thomas de Villeneuve, saint Jean de la Croix, sainte Thérèse, saint Ignace, saint François-Xavier, saint Charles Borromée, saint François de Borgia, saint Pie V; que c'est le temps où écrivaient Bellarmin, Suarez, Tolet, Sirlet et Maffei; où saint Philippe de Néri fondait l'Oratoire avec Baronius, le savant; Tarugi, l'orateur, Silvio Antoniano, le poète; que si la muse des mauvais lieux vomissait Rabelais, la muse chrétienne inspirait Camoëns et le Tasse; que si un apostat faussait la science historique par les centuries de Magdebourg, Clavius, Muret, Baronius et tant d'autres léguaient à la postérité des travaux que la critique n'a point ébranlés; et que ce siècle enfin, où la civilisation chrétienne, un moment submergée en Allemagne, avait failli périr dans toute l'Europe, vit, à son terme, l'islamisme écrasé par la main d'un Pape à la bataille de Lépante, et légua au siècle suivant saint François de Sales, saint Vincent de Paul et le règne de Louis XIV, cette splendeur de la France, où certainement l'esprit de Rabelais n'est pour rien.

Que serait-il arrivé, que fussent devenus les lettres, les arts, les sciences, et que fût devenue l'Europe entière si tout ce qu'il y avait de moines, de prêtres et de catholiques dans la première moitié du XVI^e^ siècle eussent eu les allures, les goûts et les « généreuses inclinations » de

Rabelais? S'il ne s'était pas trouvé tant d'hommes saints et forts de leur sainteté, qui, foulant aux pieds les séductions de l'orgueil et de la chair, auxquelles les auteurs et les fauteurs de la révolte cédaient lâchement, ont aimé la foi catholique jusqu'à monter pour elle sur tous les bûchers et sur tous les gibets que leur dressait l'hérésie? Car c'est ainsi que l'on aime l'Eglise et qu'on l'aimera toujours, en dépit des bourreaux et des beaux esprits qui montrèrent alors et qui montreront toujours à quel point on peut la haïr.

Mais, si tout est plaisir dans cette haine, tout n'y est pas profit, et il faut que M. Sainte-Beuve et le *Constitutionnel* le sachent bien : c'est cette haine, quand elle a trop duré et s'est trop contentée, qui met le peuple en rumeur et qui force les gens de lettres à se sauver en Hollande.

LE PAPE ET L'ANGLETERRE.

(Rétablissement de la hiérarchie.)

---

12 novembre 1850.

Vers la fin du vi^e^ siècle, un moine romain qui avait été l'un des plus grands seigneurs de Rome, vit, exposés en vente sur la place publique, des esclaves barbares dont il admira la beauté. Il s'informa de leur nation, et il apprit qu'ils étaient anglais et idolâtres. En ayant délivré autant qu'il put, il s'éloigna, pleurant que de si nobles créatures fussent soumises au démon, et il forma le projet de racheter de cet esclavage, plus terrible que l'esclavage matériel, la nation des Anglais tout entière. Bientôt il voulut quitter sa patrie, sa famille, franchir les monts et les mers, braver la mort, pour aller porter

aux Anglais la lumière et la liberté du Christ. Il fallut que Rome, effrayée de le perdre, le retînt par force. Afin que cet homme nécessaire à son salut ne la quittât jamais, elle le plaça sur la chaire auguste et redoutée où, depuis six siècles, n'avait point séché le sang des pontifes martyrs. Ce moine était l'homme de Dieu que la reconnaissance et l'admiration du monde ont appelé saint Grégoire-le-Grand. Personne, en effet, n'a opéré plus saintement de plus grandes choses. Devenu pape, saint Grégoire ne renonça pas au projet que lui avait inspiré sa charité pour les Anglais. Ne pouvant aller lui-même les évangéliser, il leur envoya un homme selon son cœur, un moine du couvent où il avait jadis fui la gloire du monde et d'où le monde l'avait tiré pour la gloire de Dieu. Accompagné de quelques confrères choisis comme lui à cause de leur sagesse et de leur vertu, ce moine, nommé Augustin, partit de Rome pour conquérir l'Angleterre, c'est-à-dire pour détruire le culte des idoles, pour enseigner la loi de Dieu, pour faire respecter la vie de l'homme, pour combattre les vices, pour introduire enfin cette nation dans le sein de la famille chrétienne. Les armes qu'il leur donna furent quelques livres de prières, quelques ossements tirés du tombeau des martyrs, et sa bénédiction.

Cependant les Anglais avaient un tel renom d'incrédulité, d'ignorance et de barbarie, que le courage manqua aux missionnaires : ils s'arrêtèrent en Provence, n'osant entrer dans leur mission, et ils demandèrent au Pape de les dispenser d'une entreprise si dangereuse et si incertaine. Le Pape leur enjoignit de passer outre, se confiant à Dieu, sans craindre les fatigues, ni les menaces, ni la mort. Ils obéirent.

Ils trouvèrent, contre leur attente, un peuple plus disposé à les bénir qu'à les lapider. Néanmoins, le chef du pays ne voulut les voir pour la première fois qu'en plein air, craignant, s'il les écoutait dans une maison, qu'ils ne le surprissent par quelque opération de magie. Ils allèrent à lui en procession, portant la croix et l'image du Sauveur, et ils lui annoncèrent le salut. Les ayant écoutés, ce Barbare leur adressa des paroles que nous recommandons aux Anglais lettrés et civilisés du XIXe siècle; ils les trouveront dans Bède, le premier historien de leur nation : « Vos promesses sont belles; mais, » comme elles sont nouvelles et incertaines, je ne puis y » acquiescer et abandonner la religion que j'ai observée » depuis si longtemps avec tout mon peuple. Toutefois, » parce que vous êtes venus de loin pour nous faire part » de ce que vous croyez le plus vrai et le meilleur, je » veux vous bien recevoir et vous fournir tout ce qui » sera nécessaire à votre existence; et nous ne vous em- » pêchons point d'attirer à votre religion tous ceux que » vous pourrez persuader. » Il leur donna un lieu pour s'établir dans sa ville capitale, qui fut depuis Cantorbéry. Ils y vécurent et y prêchèrent librement, et, deux ans après, en 598, le pape saint Grégoire écrivait à saint Euloge, patriarche d'Alexandrie : « La nation des An- » glais était demeurée dans l'infidélité, adorant du bois » et des pierres. J'y ai envoyé un moine de mon monas- » tère. Les évêques des Germanies (royaumes des Francs) » l'ayant ordonné évêque par ma permission, ils l'ont » fait conduire chez cette nation, à l'extrémité du monde, » et nous venons de recevoir des nouvelles de l'heureux » succès de ses travaux; car il a fait tant de miracles, lui » et ceux qui l'ont accompagné, qu'ils semblent appro-

» cher de ceux des Apôtres, et nous avons appris qu'à la » dernière fête de Noël, notre frère et co-évêque a bap- » tisé plus de dix mille Anglais. » Parmi ces nouveaux baptisés se trouvait le roi Ethelbert, que l'Eglise compte au nombre de ses saints. La nation des Anglais n'avait été jusqu'alors qu'une confédération de hordes : ce jour-là naquit la grande Angleterre.

Saint Grégoire n'abandonna pas son œuvre, et ses successeurs la continuèrent avec le même amour. Il n'y a pas de nation qui doive autant que l'Angleterre à l'Eglise romaine. L'Eglise romaine l'a mise au jour, l'a élevée, l'a protégée, et lui a fait ce solide tempérament social qui a pu résister, seul dans l'histoire, à trois siècles d'hérésie. Aussi n'y a-t-il rien de plus beau, rien de plus touchant et de plus constant que la sollicitude des Papes pour achever et perfectionner l'œuvre de la civilisation de l'Angleterre. La tendresse maternelle n'est pas plus vigilante et plus ingénieuse et n'a pas de plus abondants trésors de miséricorde et de pardon. Le monde sait quel fut le fruit prompt et glorieux de tant de charité. Grâce au zèle des évêques envoyés par les Papes ou institués par eux, et qui n'épargnèrent ni leurs sueurs, ni leur sang, la nouvelle nation catholique se couvrit de monastères et d'écoles; de fréquents conciles abolirent les superstitions et les lois barbares, et les remplacèrent par les lumières et par la législation chrétienne; sur le trône, la piété la plus tendre remplaça la férocité; les lettres et les arts firent des progrès rapides. Cent trente ans après l'établissement de saint Augustin à Cantorbéry, le Vénérable Bède, un fils de ces Barbares convertis d'hier, était une des lumières du monde et prenait place au rang auguste des Docteurs de

l'Eglise; un autre, saint Boniface, rendant à l'Eglise ce que sa race avait reçu d'elle, devenait le type des missionnaires et conquérait à Jésus-Christ une partie de l'Allemagne encore païenne.

A travers toutes les vicissitudes et toutes les révolutions politiques, l'Angleterre était devenue l'*Ile des Saints*, et Dieu, récompensant ce peuple qui cherchait d'abord le royaume du Ciel, l'avait affranchi de la misère. Il n'y avait dans l'Ile des Saints que des pauvres volontaires. Aucune créature faite à l'image de Dieu n'y était sans amis et sans pain. Les invasions mêmes, en y apportant du trouble et des guerres, n'y apportaient pas la famine; et telle était sur cette terre bénie la force des institutions catholiques, qu'elles triomphaient de l'orgueil des vainqueurs et finissaient par les assouplir au joug de la charité. Durant les cinq cents années de guerre civile presque non interrompue qui suivirent la conquête, les moines défrichaient la terre, couvraient le sol de monuments magnifiques, enseignaient le peuple et lui inspiraient cette sagesse, ce respect de l'autorité, cet amour de la tradition qui a jusqu'à présent maintenu l'Angleterre au premier rang parmi les nations du monde. L'Eglise faisait toutes ces œuvres non pas sans être troublée, mais sans être jamais découragée. Que l'on regarde au fond de toutes les luttes qu'elle a dû soutenir, on verra que ce furent des luttes de la civilisation contre la barbarie.

Ce bel édifice du génie civilisateur de l'Eglise romaine a été envahi il y a trois siècles par le génie destructeur de l'hérésie, le même, sous un nom différent et sous des formes à peine nouvelles, qui avait déjà détruit la civilisation de l'Orient et de l'Afrique. Un roi chrétien, mais

que ses passions brutales faisaient descendre au niveau des anciens chefs des Merciens et des Northumbres, et qui voulait avant tout secouer le joug de l'Evangile, eut recours aux supplices pour arracher les Églises de l'Angleterre à leur mère, l'Eglise romaine. Il y parvint; et, après trois siècles, la nation des Anglais est devenue plus barbare qu'elle ne l'était avant le roi Ethelbert et le missionnaire Augustin.

Oui, plus barbare! Mon Dieu, nous connaissons comme tout le monde les merveilles de l'industrie, de la politique et de la puissance anglaises. Nous savons qu'il n'y a nulle part d'aussi belles brasseries qu'à Londres, que nulle part on ne construit avec plus de splendeur les docks et les vaisseaux, on ne fabrique avec plus de perfection les allumettes chimiques, les épingles et les livres; nous accordons que c'est le pays de la terre où l'on parle le plus, où l'on parle le mieux, où l'on conduit avec le plus de prudence et de succès toute entreprise humaine : mais c'est le pays du monde aussi où le riche connaît le moins son âme et où l'âme du peuple est le plus méprisée; et c'est ce que nous appelons la barbarie.

Il y a plus de prostituées dans la capitale de l'Angleterre que dans aucune autre; il y en a plus qu'il n'en existait au temps de saint Grégoire dans toute la nation : c'est ce que nous appelons la barbarie.

Il y a des multitudes d'hommes en Angleterre dont l'ignorance et la misère n'ont point d'égales au monde : c'est ce que nous appelons la barbarie.

Il y a des évêques en Angleterre qui se disent chrétiens et qui souffrent qu'un de leurs collègues soit forcé de donner à une partie de son troupeau un pasteur qui nie la régénération baptismale; et cet évêque, après avoir

vainement protesté contre l'impiété, s'y résigne : c'est ce que nous appelons la barbarie.

Il y a un gouvernement qui tolère qu'une immonde populace promette le gibet et le bûcher aux apôtres qu'on lui envoie, et qui trouve bon que l'effigie du chef suprême des chrétiens soit traînée dans les boues de la ville et brûlée aux acclamations des bourgeois; il y a des lettrés qui proclament que cette farce ignoble est l'acte d'un peuple libre : c'est ce que nous appelons la barbarie.

Pie IX a vu cette barbarie; il en a gémi comme son prédécesseur Grégoire, et plus amèrement, car l'état de ce peuple est pire qu'il n'était. Comme son prédécesseur, il envoie à la nation des Anglais quelques missionnaires pour lui porter le salut et la paix, pour lui apprendre à connaître la vérité, à pratiquer la justice, à aimer les pauvres, pour la faire rentrer enfin dans la famille chrétienne; car, en vérité, elle semble n'y être plus.

Les hommes d'Etat anglais du XIX^e^ siècle ne semblent pas disposés à faire au nouvel archevêque de Wesminster l'accueil libéral et généreux qu'un roi sauvage du VI^e^ siècle fit au premier archevêque de Cantorbéry. C'est l'affaire des hommes d'Etat de l'Angleterre ! S'ils refusent la bénédiction, la bénédiction s'éloignera d'eux. Le peuple qu'ils ne veulent pas que l'on convertisse les convertira. Selon toute apparence, ils vivront assez pour aller à ce catéchisme.

S'il y a quelque chose de beau dans ce siècle, c'est de voir un prêtre sans armes, sans appuis, sans autre force que sa foi, prendre en compassion le puissant empire d'Angleterre penchant vers sa ruine méritée, et le partager, pour en prévenir la chute totale, entre quelques

disciples que l'on menace comme lui des fers et de la persécution. Saint Grégoire-le-Grand aussi était assiégé et presque captif dans Rome, lorsqu'il étendit sa main libératrice sur l'Angleterre, captive de l'idolâtrie. Les envoyés de Grégoire-le-Grand eurent une longue et glorieuse suite de successeurs. Le sentiment intime de l'humanité attentive promet, malgré tout, aux envoyés du grand Pie IX la même gloire et la même postérité. Dieu fasse cette grâce à l'empire britannique! Pie IX est le Vicaire de Celui qui a reçu en héritage toutes les nations de la terre, et l'on voit cesser d'être celles qui refusent d'être à lui.

LES FAQUINS.

22 novembre 1850.

On est en veine de peindre dans la presse. Les partis, depuis quelque temps, laissant la plume pour le crayon, se croquent avec une émulation qui produit par-ci par-là d'assez bons traits; et l'on voit des artistes en premiers-Paris qui n'auraient besoin que d'un peu de littérature pour devenir de petits La Bruyère. Celui-ci dessine la figure de l'aventurier politique; cet autre lance une vive pochade de l'homme important; un troisième esquisse le brouillon, l'impuissant et le jaloux. Ce n'est pas parfait, mais il y a de la ressemblance. Nous apportons notre tribut à la collection. Il est un personnage que les peintres ménagent trop, qu'on voit partout, et qui, par le rôle

qu'il joue, serait plutôt un sujet d'épopée qu'un sujet de satire : c'est le faquin.

Suivant les étymologistes, faquin vient de l'italien *facchino*, porte-faix. Huet le tire de l'arabe *fakiron*, gueux, mendiant; ce qui ferait remonter l'antiquité du mot jusqu'aux croisades. Nous ne discuterons pas ces deux origines, qui se peuvent d'ailleurs concilier, les *facchini* étant renommés pour leur insolence à mendier ou plutôt à exiger le *pour-boire*, et rien n'étant au monde plus insolent qu'un gueux enrichi ou même pauvre. Mais le faquin de France et surtout le faquin de nos jours est une espèce particulière. Il ne porte point de fardeaux, il en impose; il ne demande pas l'aumône, il se la fait. Le faquin de France a toujours été un seigneur; seulement, du temps qu'on parlait français, la langue et l'opinion le distinguaient du gentilhomme et surtout du galant homme. C'était proprement le parvenu, l'homme de rien, qu'un caprice de la fortune élevait non pas au-dessus de son esprit, mais au-dessus de son cœur.

> Qu'on fasse d'un *faquin* un conseiller du Roi,
> Il se ressent toujours de son premier emploi.

Ainsi parle Boileau. Un autre poète dit :

> Il croyait ce temps favorable
> Pour trouver à la cour moins de *faquins* d'esprit.

Donc, il y avait, dès autrefois, des faquins à la cour. Il n'y en avait pas seulement là. On en trouvait beaucoup dans l'administration, dans les finances; plusieurs entretenaient des poètes. Boileau prétendait là-dessus ne point ressembler à tant d'autres favoris des muses :

> Je ne sais point en lâche essuyer les outrages
> D'un *faquin* orgueilleux qui me tient à ses gages.

Voilà le faquin bien établi. Il a de l'esprit, il est à la cour, il est riche. La Bruyère le dépeint quelque part couvert de soie, ruisselant d'or, en carrosse à six chevaux, traitant sur le pied d'égalité Mortemart et Créqui : *Il tutoie en parlant ceux du plus haut étage.* Mais cette fortune n'est rien en comparaison de celle où le faquin est arrivé. Sous Louis XIV, Fouquet, un glorieux faquin, et pour qui se changeait en encens le rire des poètes, tant il avait soin de les fournir de culottes neuves, — Fouquet, le surintendant, disait : *Où ne monterai-je pas?* Le roi le mit à la Bastille. Aujourd'hui le faquin met le roi à la porte. — Cette échelle des révolutions, par où tant de gens descendent, n'a servi au faquin qu'à monter; il est au faîte; il regarde vers quel lointain sommet il pourrait encore ramper : il n'y a plus de sommets et le faquin s'ennuie. On l'entend se plaindre de sa grandeur, convoiter les douceurs de la vie obscure. Il regarde ses bottes vernies, son linge blanc, son portefeuille, ses cordons : *Que ces vains ornements, que ces* honneurs *me pèsent!* Il demande à faire un repas de fromage avec sa femme, sous les arbres. Haute nouveauté de notre temps, figure que les siècles anciens n'ont pas connue; le faquin dégoûté!

Il y a une autre nouveauté, le faquin bête. L'ancien faquin avait de l'esprit. Il lui en fallait pour faire fortune et, de gueux ou de laquais, devenir faquin. N'était pas faquin qui aspirait à l'être. Un poète maigre et jaloux pouvait bien diffamer dans ses vers le faquin enrichi, auquel il venait tirer le teston, et le donner pour sot à mettre dans les ponts-neufs; le public n'était point dupe : il savait qu'on ne vient pas à faire figure sans un peu de quelque sorte d'esprit et que, pour franchir tant

de barrières élevées entre la multitude et le monde, il ne suffisait pas de l'entêtement de la fortune. Les barrières sont abattues, nous jouissons du faquin bête. Ce n'est pas celui qui a le moins d'importance, et par le rang, et par le nombre. Que de motions il fait dans les assemblées! Que d'articles il écrit dans les journaux! Que de places il occupe! Et qu'il est fier partout! Voyez si rien l'étonne, si rien l'embarrasse? Il n'a jamais lu un livre, jamais causé avec un honnête homme; il n'a ni grammaire, ni arithmétique, ni catéchisme, ni civilité; il sort de son tripot, de sa coulisse, de sa boutique aux gains suspects; la fortune le pousse sur la scène, sans lui laisser le temps de se laver les mains: il prend la parole, ou la plume, ou la boule, et parle, écrit, vote sur la politique, sur la législation, sur les lettres, sur les sciences. Il le fait en toute sécurité, ce sont choses de son ressort; il dit: Nous autres écrivains, nous autres publicistes, nous autres orateurs, nous autres hommes d'Etat.

C'est ce drôle inepte qui, entre tous, fait rage contre les privilégiés. — Parce qu'un Turcaret l'arme journaliste, parce qu'une multitude brute le sacre représentant, Monsieur croit à son mérite; il déclame contre les anciens gentilshommes, favoris du sort ou favoris de la puissance. Sa langue empâtée de lieux communs, sa plume embourbée de solécismes amplifient sur la honte de ces temps où l'on voyait de grands seigneurs qui ne savaient pas lire. — Eh! citoyen, mettons qu'ils ne savaient pas lire: ils avaient du moins sur vous cet avantage, qu'ils n'écrivaient pas.

Près du faquin bête, espèce pullulante et horrible, le faquin d'esprit paraît aimable. Tel est le malheur des temps; car, pour quelques bons mots qu'il frappe et

quelques actes sensés qui lui échappent, le faquin d'esprit pousse l'orgueil jusqu'au délire : il se pose en sauveur et veut qu'on lui donne carte blanche pour rétablir l'ordre social. C'est lui qui seul sait ce qu'il faut : quelle dose de liberté, quelle dose de religion, quelle dose de gendarmerie. Ne demandez pas plus, ni moins, ni autre chose : il a tout pesé, tout réglé et lui seul est capable de composer la mixture. En vain les siècles parlent, et le bon sens objecte, et les factions mugissent : rien n'y fait. Il a son plan, il ne nous sauvera qu'à ce prix et par ce moyen. Eh bien! soit, sauvez-nous! Non pas! Il veut qu'on le désire, qu'on le prie; il ménage sa gloire, son état, son règne. Il entend ne nous sauver qu'à ses heures.

La splendeur extraordinaire des faquins leur a valu des disgrâces : troisième nouveauté, nous avons le faquin proscrit. Un jour de caprice insolent, la fortune happe au hasard une poignée de noms dans les catalogues de librairie, dans les journaux, dans les archives de la police, et les jette sur les pages blanches de l'histoire : voilà le monde en rumeur. On s'épouvante, on s'étonne, on s'enhardit; bientôt les intrus sont arrachés et renvoyés à leur premier lieu. Se font-ils oublier? Point! Ils écrivent des almanachs et ils signent : *un tel*, PROSCRIT! O gloire de l'infortune et de l'exil, gloire du Dante, gloire des grands lutteurs, des grands révoltés, des grandes victimes; honneur des grandes vertus, orgueil des grands forfaits, vous voilà par terre et contaminés comme toute hauteur. Le faquinisme n'est pas proscrit, hélas! mais la proscription est faquinisée.

Arrêtons-nous. Nous pensions ne faire qu'un portrait, nous avons esquissé un tableau de famille; si nous voulions épuiser la matière, nous aurions à peindre une

légion. Ne disons rien du faquin héroïque, qui offre sa poitrine aux poignards et flagorne toutes les passions sur lesquelles s'aiguisent les couteaux; ne disons rien du faquin monomane, qui vient tous les huit jours jeter une goutte d'encre contre les vérités éternelles, et qui s'attend à les voir crouler; ne disons rien du faquin frénétique, qui court par les places et par les rues, montrant le poing au ciel et provoquant la foudre, en vue surtout d'étonner les bourgeois; ne disons rien de tant d'autres : ils sont assez nombreux et assez dominants pour baptiser l'époque. On cherche un nom à l'époque, il est tout trouvé : c'est l'*ère des faquins*. Et voilà justement pourquoi l'on voit poindre l'ère des Césars.

LE TRAVAIL DE DIEU.

24 décembre 1850.

I. On nous demande des nouvelles de la solution. Ne se trouve-t-il plus de solution sur le tapis? Si fait! Et même il s'en trouve plusieurs. On les sonde, on les examine, on les pèse et on les contrepèse. Au Jardin-des-Plantes, de grands savants passent leur louable vie à étudier l'appareil digestif des coqs d'Inde, se flattant d'en extraire une doctrine morale qui remplace celle d'autrefois, définitivement abrogée par la souveraineté de la raison. Dans le monde politique, quatre douzaines d'hommes d'Etat et de publicistes, non moins experts en leur genre que ces savants, étudient sans relâche d'autres coqs d'Inde : la souveraineté du peuple et la suite des principes de 89. Il s'agit de tirer de là l'union des citoyens, le secret des lois justes, l'art de respecter ces lois,

non moins grand que celui de les faire; et, si tout cela ne se trouve point, de trouver le moyen de s'en passer. Les chercheurs ne désespèrent pas. Ils sont assurés de leur principe et à peu près d'accord sur le point de départ. Seulement, l'un veut rester, l'autre avancer, l'un tire à droite, l'autre à gauche, l'autre en arrière. On écrit fort, on parle beaucoup, on manœuvre finement. Qui est-ce qui gagne du terrain? Ce n'est pas encore la solution; c'est toujours la difficulté.

A qui la faute? Plus nous y regardons de près, plus il nous semble difficile de signaler ou des innocents ou des coupables. Il y a partout de bonnes intentions et beaucoup d'orgueil, des parcelles de vérité dans des blocs d'erreur. Quelque chose se moque de la sagesse humaine, divise invinciblement ces hommes qui ont tant besoin de se réunir et qui le savent si bien! La bonne solution serait l'accord des partis, tout le monde le sent; cet accord, tout le monde le sent impossible. L'accord, c'est le sacrifice. On ne fait de sacrifice qu'à la vérité. Où est la vérité? Quelle raison a de quoi satisfaire la raison d'autrui, et de quoi se satisfaire elle-même?

On se tend la main. Chacun dit à chacun : Venez à moi. Mais aucun ne dit à aucun : Je vais à vous. Et personne ne se rallie à personne. De tant de paroles dépensées pour démontrer qu'il faut s'unir, le résultat le plus clair est une division, une pulvérisation constamment plus achevée et plus parfaite. Si, d'aventure, trois hommes s'entendent, ne dites pas que demain ils seront trois : demain ils ne seront plus que deux, et après-demain ces deux se sépareront. Heureux celui qui, demeuré seul, restera d'accord avec lui-même et voudra encore le soir ce qu'il voulait le matin!

Quand le socialisme aura repris haleine et voudra sérieusement revenir à la charge contre le prétendu parti de l'ordre, il ne trouvera plus que des monceaux de poussière à la place de la muraille devant laquelle il s'est arrêté. Pour faire de cette muraille un mortier, que faudra-t-il y répandre?

Nous sommes meurtris, disloqués, broyés. La société ne croit pas à elle-même, les membres n'obéissent pas à la tête, la tête ne sait pas ce qu'elle veut. Ecoutez ceux qui parlent pour elle : quel défaut de suite, quelle absence d'énergie, quelle impuissance à trouver les mots qui expriment leur pensée, ou quelle crainte puérile de les prononcer! L'homme habile est celui qui parle pour ne rien dire, dans ce prétendu gouvernement de la parole. On porte des toasts à la concorde : qu'est-ce que c'est que la concorde? On fait une sortie contre l'irreligion : qu'est-ce que c'est que l'irreligion? Le grand personnage qui parle contre l'irreligion sympathise avec des journaux qui ne veulent pas que, même l'Etat, respecte le repos du dimanche; et il est en son particulier si religieux, qu'ayant à festiner, il choisit un jour d'abstinence, conviant l'élite des sommités sociales, qui détestent comme lui « l'irreligion, » à mépriser les lois de l'Eglise. Il ne l'a pas fait exprès, sans doute; mais, en attendant, voilà l'irreligion joliment combattue, et les gens de bien s'y entendent! C'est ainsi qu'ils combattent tout le reste. Ils déclarent la guerre au mal : ce qu'il faut faire pour le vaincre, ils ne le savent pas, ils ne le voient pas, ils ne le peuvent pas, ils ne l'osent pas, — et souvent ils ne le veulent pas.

Parmi ces timides et parmi ces sceptiques, se lève-t-il un homme de foi? Tous s'épouvantent des clameurs qui

l'accueillent. Ou ils ne le soutiennent qu'à regret, ou ils l'abandonnent; et plusieurs en sont à regretter les batailles que ce fanatique a gagnées pour eux. — Que faites-vous donc, Monsieur de Montalembert? Un signe de croix! Vous que l'on avait cru capable de devenir un homme politique! Si vous continuez, nous ne vous suivrons pas. Point d'irreligion, à la bonne heure; mais, s'il vous plaît, point de religion! Comment! se reposer le dimanche? IL FAUT SE MOQUER DES PRÊTRES QUI EXIGENT DE TELS RÉGLEMENTS! Voilà ce que disait l'autre jour un trouveur de solutions.

La solution étant d'instituer quelque chose qui mette l'ordre dans les esprits, dans les consciences et dans les mœurs, on devine combien de tels publicistes et de tels hommes d'Etat sont aptes à en donner une. La vérité est qu'ils n'y comptent pas eux-mêmes, à travers tout le fracas qu'ils font. En proposant leur solution, ils voient l'expédient venir; et ils y sont d'avance résignés, bornant tous leurs soins à ne point passer pour y mettre trop de bonne grâce.

Quant à nous, depuis longtemps nous prévoyons ce dénouement, qui n'en sera pas un. Nous n'avons rien à ajouter à ce que nous en avons toujours dit. La prorogation était un fait probable; les adroites menées des partis conservateurs ont fini par le rendre inévitable. Ces partis, qui sont monarchistes, ne voulant pas en majorité de la monarchie et ne voulant pas davantage de la république, ils sont amenés à épuiser sous le pouvoir présidentiel tout ce qui reste encore de formes et d'habitudes monarchiques. Ce ne sera pas long. Ensuite nous serons livrés au génie de la république. Selon toute apparence, nous userons alors moins d'encre et de papier qu'aujourd'hui.

C'est une chose admirable de voir par quels circuits toujours les mêmes, l'erreur, après avoir séduit les sociétés, les entraîne d'abord au châtiment, et les ramène ensuite à l'ordre, dont les chefs de leur révolte croyaient bien s'être affranchis pour jamais. Manifestement, et sauf le bon plaisir de la miséricorde divine, nous sommes destinés à passer sous la herse du socialisme. Qu'est-ce que le socialisme? où est sa raison, où est sa force? On ne la trouve pas en lui, elle est tout entière dans la société qu'il doit châtier. C'est une chétive bande, et qui, si la garnison le voulait, n'entrerait jamais dans la place; mais il faut qu'elle entre : on lui jettera la clef par-dessus les murs, et, au besoin, on lui ouvrira la porte.

Quand les Normands vinrent insulter jusqu'au cœur de la France les indignes descendants de Charlemagne, ils avaient contre eux le nombre des soldats et la tactique militaire; mais ils avaient pour eux l'incurie, l'impéritie, la cupidité incurable et les incurables divisions des chefs de la société qu'ils ravageaient. Trente sauvages, sortis de leurs barques amarrées par un lien de jonc aux rives du fleuve, saccageaient une contrée : leur seul aspect mettait en fuite paysans, magistrats, gens d'armes; personne ne songeait à leur résister ni à leur couper la retraite. Lorsqu'ils s'étaient retirés, dès qu'on les croyait loin, alors les défenseurs du sol reparaissaient; et si quelque abbaye n'était pas tout-à-fait en cendres, si quelque monastère n'était pas tout-à-fait pillé, ils achevaient le pillage. Ensuite paraissait l'empereur, en grand appareil; il levait un tribut sur les églises que les Normands n'avaient pas visitées, soit pour les besoins de la cour, soit pour empêcher les Normands de revenir en

leur envoyant par avance ce qu'ils comptaient prendre. Cela dura environ cent ans : le temps d'écraser une race devenue incrédule et de déraciner un pouvoir infidèle à sa mission ; le temps aussi de retremper le sacerdoce par le martyre, et d'implanter profondément dans le sol, au milieu des tempêtes, ce noble et vigoureux rameau qui se nommait Robert-le-Fort et qui devint l'arbre magnifique des Capet. Ensuite, les conciles se réunirent, les saints se multiplièrent, les miracles éclatèrent et l'on vit commencer avec les grandes destinées de la monarchie, les grands siècles de l'Eglise et de la France, dont les Normands devinrent les plus glorieux enfants et les plus énergiques soldats. L'histoire de ces temps offre plus que de l'analogie avec celui où nous sommes; et cette ressemblance n'est pas produite par des cas fortuits, mais par l'action des règles les plus apparentes du gouvernement de la Providence. Dieu fait aussi sa solution ; il y emploie les débris des nôtres.

Le monde a formé une grande conjuration contre l'Eglise. La conjuration a réussi comme ces sortes d'entreprises réussissent toujours; son succès est sa punition, comme toujours; et son dernier résultat sera, comme toujours, un accroissement pour l'Eglise, accroissement de sainteté, accroissement de puissance et de gloire. Voilà la solution de Dieu, vers laquelle nous marchons et qui s'accomplira malgré ceux qui se « moquent des réglements des prêtres. » Et parce qu'ils se moquent, elle s'accomplira à leurs dépens. Ils ont beau se moquer, Dieu se moquera aussi.

Cette solution, que le XVIII^e^ siècle n'a pas prévue et que le XIX^e^ siècle verra, ce n'est pas nous qui l'annonçons : elle a été prédite, il y a quelques milliers d'années,

aux habiles gens consommés dans l'art de bien dire et de bien mentir, qui mettent leur confiance dans leur parole et qui croient n'avoir besoin que d'une tribune pour gouverner le monde. Voici le texte; il n'est pas nouveau pour nos lecteurs, mais nous engageons les adversaires de la « superstition » à le méditer sérieusement.

« Sauvez-moi, Seigneur, parce que les saints man-
» quent sur la terre, parce que la vérité s'est affaiblie
» parmi les enfants des hommes.

» Chacun adresse à son prochain des paroles vaines :
» les lèvres sont trompeuses et les cœurs sont doubles.

» Le Seigneur confondra la bouche qui trompe et la
» bouche qui se glorifie;

» Il confondra ceux qui ont dit : Nous serons puissants
» par nos paroles; nos paroles sont indépendantes : et
» qui est donc notre maître? »

Cela se trouve dans les psaumes de David.

26 décembre 1850.

II. La nuit de Noël a été célébrée dans les églises de Paris avec une ferveur admirable. Partout la foule était grande et recueillie, partout les communions ont été nombreuses. Nous ne rapprocherons pas cet empressement des fidèles et la sainteté de ces cérémonies de la parodie détestable qu'en ont essayée quelques centaines de socialistes, l'année de la révolution de Février, ni de la profanation non moins douloureuse qu'on en fit longtemps sous le régime de Juillet. Alors, la police fermait les églises pendant la nuit de Noël et ouvrait les bals masqués; ce qui, pour le dire en passant, n'offusquait

aucunement le libéralisme et la philosophie des journaux qui défendent avec tant d'éloquence aujourd'hui l'inviolabilité des cabarets. Mais on a commencé d'ouvrir les yeux et les oreilles, et Dieu a envoyé des prédicateurs qui ont été mieux écoutés que ses prêtres. Quand la parole ne redresse pas, la verge corrige.

On oppose cet incontestable mouvement religieux, ce réveil manifeste de l'esprit de foi, aux appréhensions que l'avenir nous inspire et que nous exprimons souvent. Nous ne sommes pas les derniers à voir et à saluer ces consolants indices du meilleur état des âmes : ils prouvent que la société voudrait se sauver, ils donnent l'espérance qu'elle se sauvera. Nous n'avons jamais douté et nous ne doutons pas qu'elle n'ait à subir de cruelles épreuves; nous n'avons jamais désespéré et nous ne désespérons pas de son salut.

Au commencement de la première révolution, lorsque déjà l'on voyait crouler tout l'ordre social, au milieu de l'épouvante et du découragement qui s'emparaient des cœurs honnêtes, un conservateur fit une brochure intitulée : *Voici pourquoi tout va mal;* un autre conservateur y répondit par une brochure intitulée : *Voici comment tout pourrait aller bien.* Nous n'avons ni l'un ni l'autre de ces écrits; nous ne savons s'ils indiquaient vraiment le mal et vraiment le remède; mais ce qui est sûr, c'est qu'il serait facile de les refaire aujourd'hui et de dire avec beaucoup de vérité pourquoi tant de choses vont mal, et comment tout pourrait aller bien. Les éléments du bien sont nombreux et apparents; il n'y a rien dans les forces du mal qui semble invincible : on en triompherait rien qu'en armant contre lui ceux qui en sont visiblement menacés et qui le disent. Seulement,

pour s'armer contre le mal, ils devraient souvent s'armer contre eux-mêmes : voilà l'effort qu'ils ne feront point et la bataille qu'ils ne livreront pas.

Les socialistes seront chrétiens avant que certains conservateurs qui déclament contre l'*irreligion* aient pris leur parti d'être protégés par la morale chrétienne. Nos conservateurs contraindront la Providence à faire contre eux ce que, depuis vingt ans, et surtout depuis trois ans, elle leur offre de faire avec eux et par eux.

Ce mouvement religieux, cet instinct du salut qui s'éveille dans la foule inquiète des intérêts et qui la pousse à chercher enfin le sol ferme des croyances, n'attendez pas qu'ils le secondent! Ils le contrarieront plutôt; ils seront secrètement et quelquefois ouvertement d'accord avec leurs ennemis les plus redoutables pour empêcher qu'un acte de foi ne se fasse au grand jour. Ils auront peur de tout : peur d'irriter des adversaires qu'ils ne peuvent adoucir, peur d'humilier et de compromettre leurs fausses et vaines doctrines, auxquelles ils restent attachés; peur même d'être ridicules. Ah! Dieu convertit ceux qui n'ont pas reçu la lumière, mais il punit ceux qui l'ont éteinte! Nous verrons ces apostats commettre un acte de stupide ingratitude, et, après s'être abrités quelque temps derrière les préceptes de l'Evangile, les écarter eux-mêmes avec mépris et se livrer ainsi au fer qui les cherche. Quand on les observe, comme on s'explique bien pourquoi la pitié et l'horreur du sort qui les attend ne sont pas sans quelque mélange involontaire d'une joie terrible!

Tout ce qui fondra sur eux et les écrasera, ils l'auront voulu. Ils auraient pu l'éviter, ils en auront eu et le temps et les moyens : ils s'y seront refusés. Les avertissements multipliés de la Providence n'auront obtenu d'eux ni un

acte ni un mot de repentir sincère et intelligent. Jusqu'au dernier moment ils croiront, contre l'évidence, ou qu'il n'y a point de Dieu, ou que ce Dieu ne se mêle point de leurs affaires, ou qu'il ne se prend pas plus au sérieux qu'ils ne le prennent eux-mêmes. L'angoisse universelle de cette société qui redemande des croyances, ils ne l'auront pas mieux comprise qu'ils n'ont jadis prévu les conséquences du scepticisme où ils l'endormaient; et ils la laisseront s'égarer à la suite des écoles socialistes plutôt que de consentir à la diriger vers l'Eglise, plutôt que de souffrir seulement qu'on lui en montre le chemin.

C'est cette impuissance des chefs de la bourgeoisie à comprendre les besoins de la société et les avertissements d'en haut, ou cette volonté formée de les mépriser, c'est là ce qui nous fait prédire non pas le règne, mais le passage du socialisme. A cet égard, les rédacteurs de la *République*, qui sont aujourd'hui les doctrinaires du socialisme, nous adressent des remercîments que nous ne méritons pas, ou qu'ils nous paient bien tard. Il y a longtemps que nous le disons : Le socialisme passera comme une herse sur cette société que, depuis soixante ans, les révolutions labourent. Mais quand la herse, avec ses dents aiguës, passe sur le sol, elle n'est, comme les bœufs qui la traînent et comme le manœuvre qui la conduit, qu'un instrument du maître qui tout-à-l'heure ensemençait le champ. Si ce manœuvre ignore ce qu'il fait, s'il se réjouit de cette aridité où il se promène, nivelant tout, pulvérisant tout, arrachant tout, qu'importe sa joie ignorante et sauvage? Son labeur n'en aura pas moins pour résultat de faciliter la germination.

Ce sera là l'office du socialisme; et c'est ainsi que Dieu

se moque, suivant sa parole même, et du méchant esprit qui a semé l'ivraie, et du faible esprit qui, voyant l'ivraie envahir la terre, dit : Cette terre est mauvaise, frappons-la de stérilité. Dieu ne veut sur la terre, ni l'ivraie inutile, ni la stérilité ; il y veut des moissons. Et il emploie à les produire aussi bien la folie qui ignore ses desseins que la folie qui se targue de les rompre. Ce n'est pas là un jeu facétieux de sa puissance, comme l'écrivent les graves docteurs de la *République;* c'est une intervention constante de cet amour qui, tout en respectant la liberté de l'homme, ne consent pas à l'avilissement et à la perte de l'humanité.

Ces mêmes docteurs du socialisme qui écrivent dans la *République*, sous l'inspiration de M. Pierre Leroux, et qui prétendent ne rien dire d'obscur, affectent de ne point nous comprendre lorsque nous parlons de la grande conspiration que le monde a formée contre l'Eglise. Il n'y a pas eu de conspiration, selon eux, et l'Eglise seule a conspiré contre le monde et contre elle-même. Or, comme à leur avis l'Eglise est vaincue, et vaincue pour jamais, il s'ensuit probablement que le monde ne s'est point écarté des voies de la Providence. D'où vient donc que nous le voyons en si mauvais état, et que les docteurs de la *République* en font de si noires peintures, et aspirent avec tant d'ardeur à promener sur lui non-seulement la herse, mais le feu?

S'ils ne veulent pas ramener le monde aux préceptes de l'Eglise, que prétendent-ils y changer? Qu'ils étudient bien leur conscience et qu'ils voient s'ils ne sont pas, sans le savoir, sur la voie de tant de réformateurs qui n'ont jamais voulu réformer dans le monde que la position qu'ils y occupaient.

Les socialistes un peu pourvus de littérature et de doctrine s'amusent souvent à prouver que les conservateurs de la bourgeoisie ne sont que des révolutionnaires. Il ne serait pas autrement difficile de leur prouver à eux-mêmes qu'ils ne sont que des conservateurs. Qu'on leur laisse prendre la maison; ils s'engageront bien volontiers à ne pas chasser les violons ni les almées, et à ne pas affranchir les esclaves!

UNE RÉPARATION.

7 janvier 1851.

Par décrets individuels insérés aujourd'hui au *Moniteur*, et rendus sur la proposition de M. le général Schramm, ministre de la guerre, M. le Président de la République a nommé chevaliers de la Légion-d'Honneur sept soldats du 14e régiment d'infanterie de ligne, blessés le 24 février 1848 à l'attaque du poste du Château-d'Eau. L'on sait que la prise de ce poste fut le grand exploit militaire des fondateurs de la République. Après l'avoir vainement cerné, ils y mirent le feu, et plusieurs soldats y périrent brûlés. On fit prisonniers ceux qui échappèrent à la mort ; beaucoup étaient blessés. Aujourd'hui, le Président les récompense de leur courage et de leur fidélité. C'est le plus grand acte de justice nationale qui ait été fait depuis trois ans et en même temps une mesure politique vraiment honnête, par conséquent vraiment intelligente. La croix d'honneur a pu être aussi bien placée, jamais, nous ne craignons pas de le dire.

elle ne l'a été mieux ni plus à propos que sur la poitrine de ces humbles martyrs du devoir. Les ministres qui ont précédé le général Schramm doivent lui envier la gloire d'avoir contresigné ces décrets expiatoires. S'il y a un jour qu'il faille, pour le salut et pour l'honneur de la société, effacer de la mémoire publique, c'est celui où l'on a vu dans les rues de Paris les bandes de la révolte victorieuse escorter en hurlant quelques pauvres soldats, tête nue, déchirés, et qui ne savaient pas si on les conduisait à la prison ou à la mort. La garde nationale, plus effrayée qu'eux, se mêlait au cortége pour les protéger et criait : Respect aux *vaincus!* Il est juste, en effet, que ces vaincus soient respectés; car eux, du moins, s'ils ont succombé, ils n'ont pas failli. Puisse l'hommage tardif dont ils sont l'objet racheter la souscription *nationale* qui fut ouverte pour les vainqueurs,... et qui n'a pas même servi à solder des dettes de tapis-franc! Mais, dès longtemps déjà, justice est faite des pirates de Février. Tous, à peu près, par diverses portes d'ignominie, ont promptement disparu et sont arrivés d'eux-mêmes à la destination où le bras judiciaire aurait dû les conduire. S'ils ont besoin de vengeance, ils nous ont laissé leur œuvre; qu'ils se contentent de cela! Et nous, vaincus sans blessures, découvrons-nous devant les vaincus dont le sang a coulé.

Voici les noms de ces braves gens :

Péloni, sergent-major, trois blessures; — Susini, sergent, deux blessures; — Ribemont, voltigeur, deux blessures; — Renaudie, voltigeur, six blessures; — Havard, fusilier, une blessure, cuisse traversée; — Pelletier, fusilier, a perdu l'œil gauche; — Luzy, fusilier, une blessure.

DES ORDRES RELIGIEUX

à propos de l'établissement des Capucins.

---

4 février 1851.

Nous avons annoncé la prochaine fondation, à Paris, d'une maison de religieux capucins. Nous avons dit que la fondation serait faite spécialement en vue de donner satisfaction à l'un des sentiments les plus profonds et les plus respectables du peuple : la piété envers les morts. Ce projet, connu dans le peuple, n'y rencontre que des sympathies, et les offrandes populaires dépassent en nombre celles des bienfaiteurs riches. Mais le peuple a des *amis* qui ne croient point à l'utilité de la prière pour les morts, et à qui les Capucins font peur. Il est bien évident que l'installation de sept ou huit Capucins aux

portes du cimetière du Sud, met en péril toutes les conquêtes de 1789, de 1830 et de 1848. Voilà ce que les *amis du peuple* qui rédigent la *République* ont découvert, et ce qu'ils s'empressent de dénoncer, en laissant percer le regret d'en être réduits à la plainte. Nous citons :

RESTAURATION DES CAPUCINS.

« Bénis soient la Vierge et les saints!
On rétablit les Capucins. »

(BÉRANGER.)

« C'est l'*Univers* qui nous apprend cette heureuse nouvelle. Le rétablissement des Capucins était un besoin de l'époque. Les Capucins, en effet, sont la sanctification vivante de la mendicité. Le peuple, perverti par les folles doctrines du socialisme, a l'aumône en horreur; il met sa dignité, son honneur à *vivre en travaillant;* cela lui inspire des sentiments au-dessus de sa condition, et qui sont très dangereux pour les classes comme il faut.

» On va donc lui apprendre à vénérer la mendicité, la crasse et la fainéantise des Capucins comme le modèle dont il doit se proposer l'imitation. Quand le peuple souverain ira, la besace sur le dos, chercher sa pitance à la porte des couvents, on pourra sans danger lui laisser le suffrage universel. Il aura perdu jusqu'à l'idée de s'en servir.

» Le Père Lacordaire, supérieur des Dominicains, va prêcher pour les Capucins, à Notre-Dame, en mémoire de l'amitié qui unissait saint Dominique et saint François. Saint Dominique, vu le malheur des temps, ne peut plus brûler les hérétiques, mais saint François peut encore avilir les fidèles; il faut bien se contenter du possible.

» L'Empereur rêvait l'extinction de la mendicité. Les commis de son neveu rétablissent les ordres mendiants et président à Rome à la restauration de l'inquisition et de la torture.

» Nous retournons en plein moyen âge.

» On souscrit pour l'œuvre des Capucins dans les bureaux de l'*Uni-*

vers, et sans doute aussi dans ceux du *Journal des Débats* et du *Constitutionnel*.

» Les malheureux qui mendient par nécessité continueront d'aller en prison; quant aux mendiants volontaires institués pour l'abrutissement du peuple, ils sont au-dessus des lois et pourront librement harceler les passants de leurs cyniques importunités sous la protection de la police.

» O républicains de l'âge d'or, faites donc bénir vos arbres de liberté! Il faut convenir que cette bénédiction leur a porté bonheur. »

Deux religieux capucins ont prêché le carême, l'an passé, dans une paroisse populeuse au centre de Paris. Pendant deux mois, revêtus de leur robe de bure et chaussés de leurs sandales, ils ont parcouru toute la ville. Nous avons eu l'honneur de les interroger plusieurs fois sur l'attitude du peuple à leur égard : nous pouvons attester que jamais, dans aucun quartier, d'aucun habitant de Paris, ils n'ont reçu les grossières injures que leur adresse aujourd'hui le rédacteur de la *République*.

Et, ce qu'il y a de plus triste, c'est que l'écrivain qui descend à ce langage si violent et à ces excitations si coupables, n'est pas un révolutionnaire inculte, comme il y en eut et comme il en reste dans la presse républicaine. Celui-ci (1) est un homme instruit, un philosophe qui a voulu jadis faire une religion et qui s'est promené par les rues affublé de la jacquette saint-simonienne. Il est écrivain de profession et non sans talent. La lumière conservatrice l'ayant touché un jour, il ne parut pas indigne d'exercer des fonctions diplomatiques, et même d'écrire dans le *Journal des Débats*. Voilà ce que deviennent ces sectaires qui ont constamment revendiqué le droit de proclamer toutes les affirmations et toutes les négations, de tout essayer, de tout entreprendre, de tout

(1) M. Guéroult.

instituer, de tout réformer! Voilà ce qu'ils deviennent, lorsqu'enfin, d'avortements en avortements, ils arrivent au socialisme, terme commun de toutes les routes de néant qu'ils ont battues! Voyant qu'ils n'ont pu rien tirer des principes de liberté dont ils se targuaient, ils les abjurent; et, comme ils n'espèrent désormais que dans la force brutale, ils abjurent aussi la vanité de leur esprit. Ils ne raisonnent plus, ils ne font plus cas de ce qu'ils ont appris jadis, de ce qu'ils savent encore. Ce qu'ils ont pu acquérir de connaissances sérieuses et ce qu'ils ont pu conserver d'idées élevées et d'habitudes décentes n'est plus qu'une gêne dont ils s'affranchissent. Ils ne s'efforcent plus de convaincre leurs adversaires, mais d'ameuter leurs séides. Et, en effet, à quoi bon raisonner contre les Capucins? Ne suffit-il pas qu'on les assomme!

La question serait de savoir si ces religieux qui sont des citoyens comme M. le rédacteur de la *République*, peuvent prêcher la foi chrétienne, comme M. le rédacteur de la *République* a prêché la foi saint-simonienne et prêche encore le socialisme; — peuvent recevoir des aumônes pour les services qu'ils rendent, comme M. le rédacteur de la *République* reçoit des appointements pour les articles qu'il fait; — peuvent vivre avec trois cents francs par an, comme M. le rédacteur de la *République* en aurait la liberté, s'il lui prenait la fantaisie un jour de se mettre au même régime, ou s'il y était réduit par ses abonnés; — peuvent accepter par souscription une maison près du cimetière du Sud, comme M. le rédacteur de la *République*, étant lévite du sacerdoce saint-simonien, accepta par souscription une maison à Ménilmontant; — peuvent porter un froc, comme M. le rédacteur de la *République* a porté une

jacquette et porte maintenant un habit; — peuvent aller pieds nus, comme M. le rédacteur de la *République* peut aller en voiture: — peuvent chanter les hymnes de l'Eglise, comme M. le rédacteur de la *République* chante les hymnes de Beranger; — peuvent même être « crasseux, » comme M. le rédacteur de la *République* et son prophète, M. Pierre Leroux, sont libres de soigner leur toilette.

Voilà vraiment la question. Mais à quoi bon y toucher? L'honneur de la dispute resterait peut-être aux amis des Capucins. Dire tout rondement que les Capucins viennent *crasser* et *abrutir* le peuple, c'est bien plutôt fait et bien plus efficace! Avec de telles paroles, il ne faut plus que cent hommes de bonne volonté qui insultent les Capucins, qui les pillent, qui les chassent. Immédiatement, droit, raison, justice, tout est refait.

Celui des rédacteurs de la *République* qui emploie cette argumentation peu conforme aux lois de la controverse et au droit des gens, serait cependant capable de raisonner. Nous voulons lui offrir l'occasion de parler d'une façon plus honorable pour son esprit. Mon Dieu! il ne perdra rien à se montrer une fois moins ennemi de la pensée, ses écrivains sauront rattraper cela. Essayons de causer comme des hommes qui voudraient savoir s'ils peuvent s'entendre.

I. Il s'agit, entre notre adversaire et nous, de l'intérêt du peuple. La question nous touche de près. Si le peuple n'est pas heureux, nous savons très bien qu'il ne sera pas paisible; s'il n'est pas paisible, nous n'aurons point la paix. L'esprit même ne peut s'abstraire de cette préoccupation; le cœur ne peut s'en délivrer. Tant que le

peuple s'estimera malheureux, il n'y aura sécurité pour les biens ni pour la vie de personne. Il faut donc travailler au bonheur du peuple.

Le bonheur du peuple est aux mêmes conditions que celui de tous les hommes : la sécurité morale et la facilité de la vie matérielle. Sécurité de la vie morale par les croyances, facilité matérielle par le travail. La vie morale supplée aux jouissances matérielles, qui sont le partage du petit nombre et qui ne font le bonheur de personne. Si la vie morale s'altère, si les croyances défaillent, la vie matérielle devient immédiatement plus difficile et plus dure. L'appétit des jouissances grandit dans les masses à mesure que les moyens de le satisfaire diminuent; l'envie et la haine dominent dans les sociétés, elles y introduisent les révolutions, les révolutions font régner la mort.

Tous, tant que nous sommes, membres de la société actuelle, nous l'avons trouvée, en naissant, privée de croyances, privée de vie morale, par conséquent altérée de jouissances matérielles, divisée contre elle-même, en proie aux révolutions.

Et quiconque a senti en soi autre chose que le brutal amour de soi-même, s'est efforcé de saisir un fil conducteur pour sortir de ce chaos, une pensée, un plan pour y remettre l'ordre et l'harmonie. De là tant de systèmes, tant de sectes, tant d'enquêtes. — Les uns ont pris pour base de la réorganisation sociale, la vie matérielle, qu'ils ont essayé de spiritualiser : ils ont inventé une doctrine qu'ils ont appelée « la réhabilitation de la chair; » ils ont été saint-simoniens, phalanstériens, conservateurs, socialistes. — Les autres ont pris pour base l'esprit, qu'ils ont voulu en quelque sorte matérialiser :

ils sont devenus catholiques; ils ont, autant qu'ils l'ont pu, rétabli les institutions catholiques; ils ont bâti et restauré des temples, fondé et peuplé des couvents; ils ont ressuscité des ordres anciens, créé des congrégations nouvelles, ravivant, pratiquant, propageant la vie morale, dans la conviction que la vie matérielle en deviendrait plus douce à la multitude de ceux qui, par la loi même de l'espèce humaine, doivent vivre dans le travail et dans la médiocrité.

Nous voulons croire que les uns comme les autres se sont sincèrement proposé, se proposent sincèrement encore l'avantage du plus grand nombre des hommes. Cependant il est arrivé ceci : Les doctrines de la réhabilitation de la chair, après beaucoup d'écrits et de discours, ont abouti à des coups de fusil, à une division plus profonde et plus menaçante, à une privation de vie morale plus terrible. De ces misères qui font trembler la société jusqu'en ses fondements, le peuple en a principalement porté le poids. C'est dans ses indigentes demeures que la faim est entrée, c'est dans ses rangs que le fer a frappé. Si la révolution continue, il n'y aura pas de ruine et de mort patriciennes qui ne coûte au peuple des milliers de ruines et des milliers de vies.

Les doctrines catholiques, les doctrines de la réhabilitation de l'esprit, quel mal ont-elles fait? qui en a souffert? A l'exception des missionnaires, apôtres de la foi chrétienne chez les barbares de la Chine et chez les sauvages de l'Océanie, qui en est mort? On a bâti des églises et des couvents : n'y eût-il que cela, l'industrie y aurait plus gagné qu'à la construction encore attendue des phalanstères. Des hommes et des femmes se sont voués à la vie religieuse : qui les y a forcés? Quel tort fait le Jésuite

à ses concitoyens? Quel tort fait la Sœur de charité à ses malades? Quel tort fait la religieuse du Bon-Pasteur à la prostituée devenue par ses soins repentante et pure? Quel tort fait le Frère des écoles aux enfants de sa classe? Quel tort vous font à vous-mêmes le Chartreux, le Trappiste, le Dominicain et tous les autres? Ils mènent une vie qui ne vous convient pas et prêchent une philosophie que vous n'aimez point? Croyez-vous que votre vie et votre philosophie leur plaisent! Le tort est nul, ou plus que compensé; le bien est immense : et de tout ce bien, le peuple en a principalement recueilli le fruit. Il a été instruit dans son ignorance, assisté dans ses maladies, consolé dans ses douleurs, secouru dans ses besoins. Vous autres, qui avez-vous soigné à l'hôpital, qui avez-vous vêtu, qui avez-vous nourri? En attendant que vous ayez banni de ce monde la maladie, la pauvreté, la souffrance, il y a des infirmes, des affamés, des abandonnés : faut-il qu'ils meurent? Quand vous aurez inauguré l'âge d'or, nous verrons si les religieux sont encore nécessaires; jusque-là, nous essayons de fonder nos couvents. Il ne s'en établit pas un qui ne devienne pour les malheureux du voisinage une maison amie, pleine de bons exemples, pleine de bons conseils; une maison dont les hôtes sauront toujours ouvrir, dans les environs, d'abondantes sources d'aumônes, non pour eux, mais pour leurs voisins; une maison où toujours le fidèle pourra trouver, suivant son besoin, ou une généreuse parole ou une main généreuse.

Mais vous ne voulez pas d'aumônes. Vous en parlez à votre aise! Les *Petites Sœurs des Pauvres*, instituées depuis dix ans, ont déjà fondé onze maisons en France. Il y en a une à Paris, que nous vous conseillons d'aller

voir. Dans ces onze maisons, elles logent, habillent, nourrissent, servent, consolent six cents pauvres. N'ayant rien à elles, les *Petites Sœurs* quêtent pour subvenir à la vie de ces six cents vieillards; elles les font vivre d'aumônes. Savez-vous où étaient ces six cents pauvres, avant que les *Petites Sœurs* les eussent recueillis? Sur le pavé; chassés par leurs familles, accablés de misère, dévorés de vermine, souvent pourris de vices, délaissés du monde entier. Les plus heureux faisaient queue à la porte des hôpitaux : ceux-là avaient une espérance! Allez leur demander s'il faut abolir l'aumône, et, pour les consoler de la vieillesse, de l'abandon, de la maladie, de la faim, donnez-leur à lire les brochures de M. Pierre Leroux!

Les *Petites Sœurs des Pauvres* méritent tous les reproches que vous adressez aux Capucins : elles *avilissent* le peuple en le nourrissant d'aumônes; elles l'*abrutissent* en lui enseignant à bénir et la Vierge, et les saints, et même à respecter « les classes comme il faut; » elles quêtent, elles sont vêtues de bure, elles ne dépensent rien chez la modiste ni chez le parfumeur; enfin, elles révèrent les Capucins, qui prêchent pour elles et chez elles, qui convertissent leurs pauvres, qui les confessent, qui glorifient la pauvreté, qui sont les imitateurs du Dieu indigent. Vous devriez proscrire les Sœurs des Pauvres. Si vous les proscriviez, qu'est-ce que le peuple y gagnerait? Il y aurait six cents mendiants de plus sur la terre.

Si tous les chrétiens de France abhorraient comme vous l'aumône, la société serait immédiatement accablée d'un million d'individus que leur charité nourrit. Sans doute, ce million d'affamés vous rendraient momentanément un grand service. Vous pourriez les employer à

tarir pour jamais les sources de l'aumône. Et après? Quand ils viendraient, le lendemain, vous demander non pas seulement du pain, mais des jouissances, que feriez-vous? Ce que l'on a fait toujours en pareil cas, ce qu'il faut toujours faire : vous feriez avancer de la cavalerie et du canon. Quand les ordres mendiants disparaissent, des armées de mendiants leur succèdent, et c'est par la mitraille que la politique se débarrasse de « leurs cyniques importunités. » Jamais elle n'a eu d'autre moyen, jamais elle n'en aura d'autres. C'est ainsi que Luther répondit aux paysans d'Allemagne, Elisabeth aux paysans d'Angleterre, l'Angleterre aux paysans d'Irlande, la République de 1848 aux socialistes de Paris. Est-ce que les ateliers nationaux n'étaient pas une armée de mendiants? Est-ce que les hommes du drapeau rouge, la carabine à la main, ne demandaient pas aux riches précisément ce que le capucin leur demande : une part de leur superflu? Quête pour quête, et, dans notre intérêt et dans celui du peuple, nous aimons mieux la quête du capucin. Si sa prière importune, elle ne tue pas; si le pauvre pour lequel il prie éprouve un refus, le refus n'est pas chargé à mitraille!

II. Reste la question de dignité. MM. les rédacteurs de la *République* ne peuvent pas voir un capucin. Un capucin avilit dans sa personne toute l'espèce humaine; il est pauvre, il est crasseux. Singulier reproche de la part des adulateurs de la blouse! Mais enfin c'est leur goût. Nous nous contentons de dire que ce n'est pas le nôtre : le froc du capucin nous semble aussi beau que le chapeau pointu de M. Caussidière et le haillon rouge des Montagnards, aussi beau même que l'écharpe des représen-

tants. Pour le surplus, nous affirmons formellement que MM. les rédacteurs de la *République*, ou ne savent pas ce qu'ils disent, ou n'en croient pas un mot.

Nous nions qu'un capucin, qui passe ses journées à prêcher, à confesser, à étudier pieds nus dans une cellule sans feu; qui passe une partie de ses nuits au chœur, et le reste sur un lit de paille, leur paraisse un type de vie molle et fainéante. Nous nions que ce capucin, constamment occupé à la prédication, à la méditation, à l'étude, à la prière et aux œuvres du ministère sacré; que ce prêtre qui porte partout les paroles de la paix, les sentiments de la charité, les pensées de la vie éternelle; que ce religieux qui s'est retiré de toutes les joies et de toutes les ambitions du monde, et qui même abdique son nom; nous nions que cet homme, malgré son froc, sa barbe et ses pieds nus, fasse moins d'honneur à l'espèce humaine qu'un danseur d'opéra, un auteur de vaudeville, un poète, un écrivain et n'importe quelle espèce de personnage littéraire et politique.

III. En terminant, nous demandons à M. le rédacteur de la *République* ce que nous pouvons augurer, nous autres catholiques, de la situation que nous fera son parti devenu le plus fort. Serons-nous traités comme nous l'annonce son article? Nous livrera-t-on, nous, nos prêtres, nos religieux et nos croyances, à la *justice* du *peuple*, que nous sommes accusé de vouloir avilir, abrutir et asservir?

Oui, sans doute; autrement, à quoi bon ces fureurs? Alors, c'est une guerre à mort qu'on nous déclare dès à présent. Eh bien! mais il nous semble qu'on ne devrait pas tant nous reprendre de notre antipathie pour des

doctrines qui nous promettent un tel destin, et MM. de la *République* pourraient nous permettre de chercher à nous faire quelques amis parmi ce peuple dont le bras est déjà levé sur nos têtes.

Entre la doctrine catholique et les doctrines socialistes, il y a une opposition radicale. La religion catholique conseille à ses fidèles et impose à ses ministres un triple vœu de pauvreté, d'humilité, de chasteté; les religions socialistes enseignent à leurs adeptes un vœu triple aussi, dont elles ne relèvent pas leurs prêtres et leurs apôtres : elles reposent sur un triple vœu de richesse, d'orgueil et de volupté. Il est naturel que des religions si contraires dans leur essence et dans leur pratique soient ennemies.

Le combat entre elles ne date pas d'hier et ne finira pas demain.

Mais c'est précisément parce qu'il ne doit pas finir, qu'il faudrait chercher quelque moyen de le continuer autrement que par le fer et le feu.

La *République* semble croire que ce moyen terme n'existe pas, ou que, s'il existe, il n'est pas à l'avantage de ses idées. Nous croyons que le moyen existe, et il est vrai que nous y avons confiance. C'est pourquoi nous demandons la liberté de l'Eglise, et c'est pourquoi la *République* n'en veut pas; c'est pourquoi nous profitons de la petite part de liberté qui nous est laissée pour fonder des maisons de Capucins, et c'est pourquoi la *République* oppose à nos Capucins ses émeutiers. On nous accuse de trouver plus facilement des moines que des raisons. Hélas! ceux qui le disent, cherchent des sicaires avec plus d'ardeur encore que nous ne cherchons des moines; et quand ils ont trouvé leurs sicaires, que leur importe nos moines et nos raisons!

8 février 1851.

I. La *République* nous fait une réponse plus conforme à notre attente qu'à nos désirs. Autour de toute question religieuse, historique ou dogmatique, les libres penseurs entretiennent une garnison de lieux communs injurieux que nous sommes presque assurés de voir défiler au moindre mot qui les provoque. Ces banalités sont doublement commodes : elles dispensent les écrivains d'étudier, et elles produisent sur la masse des lecteurs tout l'effet que les partis désirent. Le rédacteur de la *République* n'en dédaigne aucune. Il injurie en deux pages les religieux qu'il s'était contenté d'injurier en vingt lignes. C'est ainsi qu'on nous fait expier ordinairement le tort d'avoir raison. Nous ne voulons pas laisser dire que des prêtres, des religieux *abrutissent* et *avilissent* le peuple au service duquel ils ont consacré leur vie; nous tâchons de faire comprendre combien cette accusation est odieuse et combien elle est absurde : on y revient avec une tranquillité méchante, on y ajoute des calomnies qui n'atteignent plus seulement un ordre religieux, mais tout le sacerdoce; on écrit que « le vœu de » pauvreté conduit *les* ordres monastiques à entasser les » millions par centaines, que le vœu de chasteté aboutit » aux pratiques de la plus fangeuse débauche, et que » le vœu d'obéissance est récompensé par la plus tyran- » nique des dominations. » Et on ne se contente pas de l'écrire : on atteste, la main sur la conscience, qu'on l'a vu... au Mexique! Allez vérifier!

Nous irons, néanmoins. En attendant, nous aussi, la

main sur la conscience, nous attestons que cette manière de discuter, pour être la plus usitée envers nous et la plus habile, n'est pas la plus loyale. Ce sont là les façons d'un esprit qui n'a cherché ni la vérité ni la justice, ou qui les a cherchées sans courage et qui, les ayant aperçues, s'est détourné pour ne rien entendre, ne rien voir et rester tout entier à sa passion. Tout à l'heure nous mettrons notre adversaire lui-même en mesure de s'en convaincre. Mais d'abord, faisons-lui une réparation.

Cet écrivain si exact envers ceux qu'il attaque, nous reproche d'avoir perfidement travesti ses antécédents personnels. Il a été saint-simonien, c'est vrai, mais il n'a pas porté la jacquette. Du moment qu'il l'affirme, nous le croyons. De peur de commettre une autre perfidie, nous ne lui demandons point s'il a également rejeté l'habit bleu-barbeau. Il n'a pas davantage voulu faire une religion. Seulement, « il est très vrai qu'après avoir » *constaté* (vers l'âge de vingt ans) que la religion *n'est* » *plus* dans le Catholicisme, » notre scrupuleux adversaire « l'a cherchée ailleurs, non sans profit, » et qu'il « a pris une part active à la propagation des idées saint-» simoniennes. » On voit combien nous nous trompions ! Il est encore très vrai que, tout en cherchant la religion, notre adversaire, comme plusieurs autres chercheurs de la même école, a trouvé une place et même en a trouvé deux, l'une parmi les agents diplomatiques du Gouvernement, l'autre parmi les rédacteurs du *Journal des Débats*. Certainement ce n'est pas là ce que l'on peut appeler chercher « sans profit. » Du reste, la grâce conservatrice l'avait *si peu touché*, que, dès 1837, il refusait de prendre part à la rédaction politique du *Journal des Débats*, malgré des offres qui lui font bien de l'honneur,

et au *Journal des Débats* aussi. Il n'avait point constaté que la religion fût là. Et, s'éloignant du journal, il ne gardait que ses pauvres fonctions et son pauvre costume diplomatiques. Parlons après cela des vœux de pauvreté, d'obéissance et de chasteté. Voilà le vrai moine!

Enfin, notre adversaire proteste que ce n'est pas sérieusement que nous l'accusons de vouloir faire assassiner les Capucins. Il n'a pas assez de religion pour cela! Personne n'ignore que « persécuter, exiler, torturer, » pendre, brûler les dissidents religieux, c'est là une » doctrine toute catholique, récemment rafraîchie et re- » nouvelée par la plume des abbés de l'*Univers*, » et que les catholiques, depuis trois ou quatre ans, ont parfaitement mise en pratique, dans l'Amérique espagnole, en Suisse, en Allemagne, à Rome, en Piémont, en Angleterre et en France. Ce sont des catholiques perfidement déguisés, qui ont chassé de Suisse les Sœurs de charité et volé les moines du Saint-Bernard; qui ont, à Fribourg, emprisonné et exilé l'évêque sans le juger; à Turin, jugé et exilé l'archevêque sans l'entendre; qui, dans le pays de Bade, proscrivaient jusqu'aux reliques d'un jésuite, et qui, à Rome, ont enrichi d'autres reliques le couvent de Saint-Calixte; qui ont expulsé les Jésuites de la Nouvelle-Grenade; qui ont, à Madrid, dans l'effervescence sympathique de la révolution de Juillet, égorgé des jésuites encore, et qui même en ont *mangé* un. Ces commissaires du gouvernement républicain qu'on vit à Lyon et à Avignon, pour premier acte de leurs pouvoirs illimités, fermer des maisons religieuses, ils étaient catholiques, ils agissaient à l'instigation des abbés de l'*Univers*. Qui ne voit qu'en ce moment lord John Russell et la canaille de Londres pratiquent

contre les dissidents religieux une doctrine *toute catholique*, parfaitement étrangère aux protestants, aux libres penseurs et aux socialistes? Faire assassiner les Capucins, fi donc! On dit qu'ils viennent *abrutir* et *avilir* le peuple et le réduire à porter la besace dans la crasse et l'ignorance; on affirme qu'il *est impossible de rien voir* (rien!) *de plus hideux, de plus corrompu, de plus abject*, et qu'ils se livrent, par une conséquence naturelle du vœu de chasteté, à des forfaits que les pudiques docteurs de la réhabilitation de la chair ne sauraient décrire..... Est-ce pour les faire assommer qu'on affirme tout cela? Nullement. Tout cela est simplement présenté à titre de considérations philosophiques sur l'existence des ordres religieux. L'écrivain qui dit et affirme ces choses n'a point de haine, point de fanatisme; c'est un chercheur, il cherche une religion. Ayant *constaté* que la religion n'est point dans le Catholicisme, point dans le saint-simonisme, point dans le *Journal des Débats*, il espère la découvrir entre M. Louis Blanc et M. Ledru-Rollin. Il ne s'occupe pas du reste. Que si quelques lecteurs de la *République* se ruent sur le premier capucin qu'ils rencontreront et le mettent hors d'état de jamais avilir ni abrutir le peuple, notre chercheur n'en répond point. Il n'a pas *écrit, depuis vingt ans, une seule ligne qui lui coûte aujourd'hui un seul instant d'embarras et de regret;* il est plein de candeur, il aime l'humanité; il ne refuserait pas son estime à un capucin qui jetterait le froc aux orties, se ferait socialiste et prendrait femme.

II. Nous avons donné place à la justification de M. le rédacteur de la *République;* venons à ses accusations. Il s'agit d'établir quelques capucins à Paris, près d'un ci-

metière, pour assister les vivants et honorer les morts. M. le rédacteur de la *République* objecte que les Capucins sont tout ce qu'il y a de plus hideux et de plus corrompu... dans l'Amérique espagnole. Qu'est-ce que cela prouve contre les Capucins de France? Dernièrement, les journaux conservateurs ont publié une très longue liste de noms inscrits après février sur le livre d'or de la République, et qui, depuis, pour divers faits — non politiques, — ont été reportés sur les registres de la police correctionnelle et de la cour d'assises. Si notre adversaire le veut, nous tirerons de cette révélation authentique des conclusions autrement sérieuses contre les républicains qu'il n'en saurait tirer lui-même de ses allégations contre les Capucins. Nous prendrons le code moral des uns et des autres, nous verrons lequel des deux codes met le mieux un homme sur la voie logique du crime.

Si les Capucins de l'Amérique espagnole sont tels que les peint M. le rédacteur de la *République*, il faut en conclure que ces religieux n'ont plus de religieux que le nom et l'habit; ils ont trahi leurs vœux, abandonné leur règle. De la doctrine catholique de la mortification de l'esprit et de la chair, ils ont passé à la doctrine sensualiste et socialiste de l'orgueil de la chair et de l'esprit. M. le rédacteur de la *République* croit avoir vu des moines; il n'a vu que des libres penseurs. Si la vie de ces libres penseurs le révolte, nous louons sa délicatesse et nous admirons son inconséquence. Nous pouvons, nous, condamner, détester, exécrer ces mœurs oisives, corrompues, abjectes et, pour tout dire, anti-chrétiennes; mais les savants qui ont *constaté* que la religion n'est plus dans le Catholicisme, c'est-à-dire que le Catholicisme n'est plus la règle, n'est plus la loi de l'âme humaine,

n'est plus la vérité, qu'ont-ils à dire contre ceux qui l'abjurent? Quelle vérité a remplacé le Catholicisme? Et à quoi bon remplacer la vieille vérité catholique par une autre, qui imposerait au corps et à l'esprit de l'homme les mêmes commandements et les mêmes gênes?

Notre adversaire a un avantage sur nous. Le gouvernement de Louis-Philippe ne nous a pas mis à même d'étudier de si près les Capucins de l'Amérique espagnole. Cependant nous nous défions extrêmement de la solidité de ses observations. Un homme qui, dès sa tendre jeunesse, avait *constaté* que la religion n'est plus dans le Catholicisme, et qui est arrivé au Mexique avec quelque secret désir d'y découvrir la femme libre, n'a pas pu s'y montrer observateur bien sage et bien impartial de la vie religieuse; il aura cru trop aisément tout ce qui caressait son préjugé. Il porte sur tous les couvents d'Espagne, d'Italie et d'Amérique un jugement sommaire que voici : « Hormis les Jésuites, que l'*ambi-*
» *tion* (certainement!) préserve de la débauche, *le reste*,
» hommes et femmes, est en proie à une corruption pu-
» tride. »

Qu'en sait-il? Nous le croyons sujet à dire des choses dont il n'est point sûr. Il parle de pécheresses qui voilent la statue de la Madone. A-t-il vu cela? Nous savons bien que tous les commis-voyageurs le disent et que nos artistes français en font des lithographies pour moraliser le peuple; mais il faudrait d'autres témoins. Et puis, encore une fois, quel argument veut-il en tirer contre les Capucins de France?

Nous savons que le Mexique est dans un état de corruption et de démoralisation auquel les institutions républicaines que ce pays s'est données ne remédient guère,

si elles ne l'aggravent pas. Là-dessus les voyageurs sont unanimes. Ils ne disent pas avec la même unanimité que la corruption du clergé surpasse celle des généraux, des armées, de la magistrature, de la population de ces républiques. Notre adversaire est le seul, jusqu'à présent, qui ait vu dans cette corruption générale un effet naturel et nécessaire des vœux de pauvreté, d'obéissance et de chasteté; et l'histoire nous enseigne que les moines ont été les vrais conquérants, les vrais civilisateurs de l'Amérique. Il y a des contrées, la Californie en est une que la suppression des couvents a réduites à l'état de désert. Les moines y avaient construit des édifices magnifiques et établi des mœurs pures. On sait ce que bâtissent et établissent les chercheurs d'or. Malgré leur décadence les moines entretiennent encore dans l'Amérique espagnole une étincelle de foi qui suffira, pour qu'au souffle d'un apôtre, tout ce pays un jour renaisse et se relève et c'est son unique chance de salut. Que l'on regarde dans l'Inde ce qu'y fait l'Angleterre, qui n'emploie point de moines, et ce qu'elle y laissera, si elle est un jour chassée. Elle y laissera un empire à l'islamisme.

III. Nous contestons le témoignage hideux et inutile à la discussion que M. le rédacteur de la *République* nous apporte, touchant les moines de l'Amérique espagnole. Nous sommes en Europe et en France. Là il y a un Pape, il y a des évêques, il y a des généraux d'ordre, il y a des chrétiens, et, pour tout compter, il y a des incrédules qui nous garantissent des moines tels que nous les voulons, des moines que l'Eglise pourra montrer à ses amis et à ses ennemis. Mais, après tout, ces moines mexicains si indignes, qu'ont-ils fait du peuple qu'il

ont abruti? Précisément ce que nos libres penseurs et nos socialistes travaillent à faire du peuple qu'ils prétendent élever.

Le rédacteur de la *République* donne, comme traits caractéristiques de la dégradation mexicaine, les détails que voici : « La superstition y fleurit, le culte des ima-» ges s'y étale dans toute sa splendeur... Pas un brigand » n'administrera un coup de couteau sans acheter, avant » la fin du mois, une indulgence, une *papeleta* bénite, » moyennant laquelle il a la conscience nette comme au » sortir des eaux du baptême. »

Soit! croyons tout cela les yeux fermés, bien que très peu vraisemblable. Nous observons précisément les mêmes signes à Paris.

Quant à la superstition, indépendamment de celle des esprits forts qui vont consulter les somnambules et les tireuses de cartes, il y a toutes celles des pauvres gens qui croient formellement au progrès indéfini, à la divinité de l'homme en général, et à celle de tel ou de tel docteur en particulier; il y a l'école de M. Pierre Leroux qui croit à la métempsycose, et qui invoque le *circulus;* il y a l'école de M. Proudhon qui croit à la banque d'échange et qui soupire après l'an-archie; il y a l'école de M. Considérant qui croit aux cinq lunes; il y a l'école du *National* qui croit aux bœufs, pourvu qu'ils aient les cornes dorées; il y a l'école de M. Louis Blanc qui croit à l'égalité des intelligences et des salaires; il y a l'école de M. Cabet qui croit à l'Icarie; il y a l'école voltairienne qui ne croit à rien. Et, autour de toutes ces écoles, il y a un malheureux peuple qui croit à tout : car qui peut énumérer les superstitions de l'incrédulité!

Quant au culte des images, c'est assez de parcourir les

quais : il s'y étale dans toute sa splendeur, et quelle splendeur! Nous doutons que le Mexique offre rien de tel, et que la Cafrerie, si elle savait peindre, pût exposer rien de pire. Notre adversaire n'a donc pas visité le Salon? Il n'a donc pas compris quel est chez nous le culte et la frénésie de l'obscénité? Il ne sait donc pas que tous les jours la police, si tolérante à l'égard des images, saisit sur les colporteurs des campagnes, parmi les ballots de brochures socialistes, des gravures qui sont le chef-d'œuvre de l'infamie? Il n'a donc eu entre les mains, au collége, aucun recueil de ce genre? Il ignore donc qu'il y a un journal, intitulé le *Charivari*, qui fonde une partie de sa fortune sur des lithographies consacrées à reproduire les aventures et les poses les plus dégagées des bals publics? Si toutes ces images (dont la *République* n'a jamais demandé qu'on arrêtât la vente) contribuent en France à moraliser le peuple, pourquoi, au Mexique, les images de la Vierge et des Saints contribueraient-elles à le démoraliser?

Reste la *papeleta* bénite, qui rend le brigand blanc comme neige après qu'il a coupé une bourse ou tiré un coup d'espingole. Cette institution n'est pas inconnue en France : seulement, la *papeleta* n'est pas bénite et s'appelle un journal. On s'abonne à la *papeleta*, on la lit quelque temps, on y voit que le peuple est opprimé, trahi, volé, abruti; qu'il doit, en conséquence, détruire l'oppression, écraser l'infâme capital, procurer le règne de la justice, établir l'égalité des intelligences et surtout l'égalité des fortunes; — et puis, un beau jour, on fait des barricades, on tue des soldats, des gardes nationaux, de vieux généraux vieillis au service. On tue sans hésitation, sans remords et même avec plaisir : la *papeleta*

a rassuré les consciences. Si on est vaincu, on lit encore la *papeleta* pour se consoler et s'enhardir à recommencer; si on est vainqueur, on donne une place au moine qui rédigeait et vendait la *papeleta*. Nous avons vu au mois de juin les effets merveilleux de la *papeleta;* nous en jouissons et nous en jouirons encore!

IV. M. le rédacteur de la *République* nous promet, à la fin de son article, que le jour où son parti deviendra le plus fort, nous ne serons point persécutés. L'assurance est aimable, mais les termes n'en sont point rassurants : « Le parti catholique a déclaré la guerre, une guerre à » mort à la liberté, à la science moderne, à la Républi- » que, à l'émancipation intellectuelle et morale des » masses. Le jour où cette cause sacrée triompherait, il » serait assez naturel que la République répudiât ceux » qui l'ont répudiée et refusât de solder ceux qui travail- » lent à la détruire. Quant aux persécutions et aux tra- » casseries personnelles, elle n'imiterait pas, *nous l'es-* » *pérons,* les mauvais exemples qui lui sont donnés en » ce moment même. » Pauvres gens! agneaux immaculés! nous les tracassons *en ce moment même!* Nous les empêchons de parler, nous leur faisons une guerre à mort, nous voulons établir à Paris une maison de Capucins! Sans doute, il *serait assez naturel* qu'après avoir une première fois dépouillé complétement l'Eglise, ils la réduisissent, par une seconde mesure, à la mendicité, et que, par une troisième mesure, ils lui défendissent de mendier. Mais cela se fera si doucement, avec tant de bénignité et de justice, et cela sera si favorable à l'émancipation intellectuelle et matérielle des masses, qu'on ne nous permettra pas même de nous plaindre; en sorte

que le Catholicisme achèvera de mourir par la faim, sans qu'on ait seulement l'importunité d'entendre le râle. A la sérénité avec laquelle notre adversaire envisage cet avenir, nous lui prédisons qu'il peut devenir un éminent artiste en *papeleta*.

11 Février 1851.

I. La *République* nous promet de reprendre un de ces jours la discussion qu'elle a ouverte contre nous au sujet de l'établissement, à Paris, d'une maison de Capucins. Nos adversaires nous trouveront toujours prêts à les suivre sur un terrain où nous sentons que la justice nous accompagne. Mais, puisque la *République* prend du temps — nous l'exhortons à dompter la passion qui l'a trop animée jusqu'ici, et à nous présenter des objections qui nous fassent moins douter de ses lumières et de sa sincérité. Il n'est pas impossible que certains esprits hostiles à la religion et aux œuvres chrétiennes ne soient sous l'empire d'une sorte de bonne foi; les préjugés contre la religion sont nombreux, enracinés, l'éducation les inculque de bonne heure, et nous savons par nous-mêmes combien il est difficile de s'en dégager. Cependant, lorsqu'il s'agit d'une chose qui touche à la liberté, à l'honneur de nos concitoyens, au soulagement matériel et moral du peuple; aucun préjugé ne nous dispense de vérifier les faits et de peser nos paroles. L'intérêt de parti nous en dispense moins encore. Si l'intérêt de votre parti vous permet de dire et de commettre sciemment des injustices, ne voyez-vous pas quelle arme vous donnez contre vous? Vous n'êtes pas encore les plus forts, et vous contestez déjà aux autres l'exercice le plus évident du droit et de la

liberté! Vous les calomniez dans le présent, vous les menacez dans l'avenir!... Mais, alors, de quelle iniquité pouvez-vous vous plaindre, vous qui revendiquez hautement pour vous le droit de l'iniquité?

Il y a parmi les socialistes quelques esprits distingués, surtout si on les compare à la cohue qui les entoure. Nous ne méprisons ni l'intelligence de M. Pierre Leroux, ni le talent de quelques autres. Nous ne partageons aucune de leurs doctrines, mais nous n'avons néanmoins nul titre à être comptés parmi les admirateurs de tout ce qu'ils combattent. Nous trouvons que la société actuelle nécessite beaucoup de changements et d'améliorations, et notre penchant ne serait guère pour ceux qui veulent tout conserver, si leurs adversaires ne voulaient tout détruire. Nous souhaiterions que les docteurs socialistes ne bornassent pas toujours notre choix entre un instinct de conservation stupide et un instinct de destruction sauvage. Qu'ils nous fassent entendre l'accent de l'étude, de la réflexion, de la conviction, et non pas toujours les clameurs de la haine. S'ils savaient abjurer une bonne fois ces détestables procédés, considérer les choses comme elles sont, discuter humainement et loyalement, ils obtiendraient autant d'estime qu'ils excitent de répulsion, et ils arriveraient infailliblement au plus noble résultat qui puisse couronner les efforts de l'homme : ou de s'éclairer soi-même ou d'éclairer les autres. Nous nous persuadons que le peuple n'y perdrait rien.

De quel profit peuvent être pour le peuple en général, pour la cause socialiste en particulier, et pour la gloire personnelle de ses docteurs, ces déclamations où ils amoncellent tantôt les erreurs les plus justement méprisées, tantôt les allégations les plus folles? L'écrivain

socialiste que nous combattions avant-hier, ayant à justifier d'avance les mesures que son parti prendra contre l'Eglise, finit par s'écrier : « Le parti catholique a dé» claré une guerre à mort à la *liberté*, à la *science mo*» *derne*, à la République, à l'*émancipation intellectuelle* » *et matérielle des masses.* » Cela nous montre bien comment on peut, en deux lignes d'écriture, se réfugier au plus profond de l'ignorance et de l'iniquité; mais, franchement, que veut-on que nous pensions ou des connaissances ou de l'esprit de justice qui ont dicté ces deux lignes? Que veut-on que nous y répondions? Comment pouvons-nous espérer jamais de convaincre cet écrivain que les catholiques n'ont pas déclaré une guerre à mort à la liberté, à la science moderne, à l'émancipation intellectuelle et matérielle des masses? C'est l'histoire du monde qu'il faudrait lui mettre sous les yeux, depuis le Golgotha jusqu'au trône où siége Pie IX. Le combat que le « parti catholique » a livré pour la liberté, pour la science, pour l'émancipation intellectuelle et matérielle des masses remplit tout l'espace entre ces deux calvaires. L'écrivain qui le nie, nie la lumière du jour; ou bien il appelle liberté, science, émancipation, des doctrines d'esclavage, d'aveuglement et de misère que les forces de l'humanité les plus hautes, les plus nobles, les plus saintes ont toujours combattues. Sans doute, pour le moment, sa formule n'est que risible, et nous pouvons nous contenter de hausser les épaules; mais demain, cette même formule, dans une autre bouche, sera le discours de la *bête cruelle* qui prétend n'être que juste en déchirant la brebis, accusée de troubler son breuvage.

II. Notre adversaire fait aux Capucins des reproches analogues à ceux qu'il adresse aux catholiques, et qui partent du même fonds d'ignorance réelle ou feinte. Nous avions dit que, dans ce temps et dans ce pays d'orgueil et de convoitise, les Capucins seraient l'image de la *pauvreté contente*. Le mot lui semble criminel.

« La pauvreté contente et résignée, s'écrie-t-il, cela veut dire aussi la richesse rassurée dans sa mauvaise conscience et dispensée de bien agir. Parlons franchement : le Capucin n'est ici que la sentinelle avancée de l'usure, de tous les monopoles, de tous les désordres et des parasites qui en vivent et qui sont bien aises qu'on enlève au pauvre l'espoir de tout allégement ici-bas, pour mieux assurer l'éternité de leurs égoïstes jouissances..... Evidemment, les Révérends Pères se trompent d'adresse. S'ils croient, en effet, à la vanité de la richesse et à la nécessité de la misère ici-bas pour arriver au bonheur éternel, que ne vont-ils prêcher le renoncement aux riches et à tout l'état-major du parti de l'ordre.... »

Comment ! Monsieur, sincèrement, vous croyez que des hommes de ce temps-ci, des enfants de la bourgeoisie et du peuple, des lettrés qui avaient leur part faite dans les jouissances du monde, ont renoncé au monde, à toute fortune et à toute ambition, se sont réduits à vivre d'aumônes, se sont vêtus de bure et ceints d'une corde, prient, jeûnent, étudient, marchent pieds nus, s'exposent à vos mépris et à vos colères, pour le plaisir d'être les « sentinelles avancées de l'usure ! » Sincèrement, vous croyez qu'ils embrassent cette vie dure et humiliée pour servir de rempart et de protection à tous les désordres ! Sincèrement, vous croyez que c'est parce qu'ils rassurent le riche dans ses égoïstes jouissances que tous les voltairiens, tous les matérialistes, tous les mauvais riches, les ont tant haïs ! Sincèrement, vous croyez que l'archevêque de Paris les autorise à s'établir dans son diocèse, que les

plus vénérables curés les y appellent, que le P. Lacordaire élèvera la voix en leur faveur, et que nous enfin nous, citoyens de toutes les classes, pauvres et riches ouvriers et bourgeois, gens de fortune et gens de labeur nous les désirons pour endurcir les consciences qui n'ont pas le même Dieu que nous! Vous croyez cela, sincèrement!...

III. Il est vrai, comme il y aura toujours des pauvres sur la terre, nous les aimons mieux contents que mécontents; nous les aimons mieux assistés qu'abandonnés nous les aimons mieux consolés à l'église qu'enivrés au cabaret. Nous ne voulons pas qu'ils épouvantent même le mauvais riche, car ils n'y gagnent que des coups de fusil; mais nous voulons que le mauvais riche soit épouvanté à leur profit, par d'autres que par eux, et d'une autre puissance que la leur, d'une puissance que le canon de l'ordre matériel n'atteint pas et qui se fait craindre encore quand la rente monte et quand la rue est paisible. Cette puissance, ce n'est pas la vôtre, c'est celle de la parole de Dieu. Si vous demandez aux Capucins de la faire retentir aux oreilles des riches, rassurez-vous : ils n'auront garde d'y manquer. Conseillez aux riches de venir les entendre, venez-y vous-mêmes ; vous ne risquerez qu'une chose : ce sera de vider votre bourse dans les mains des pauvres et de donner votre manteau au premier vieillard mal vêtu que vous rencontrerez en sortant du sermon.

IV. En attendant que vous vous procuriez ce plaisir souffrez que les catholiques le prennent. Si quelques spéculateurs se réunissaient pour fonder aux environs du cime

tière du Sud un vaste cabaret à bon marché, ou un bal, ou un théâtre, ou quelque autre lieu de plaisir, un phalanstère complet, vous n'y verriez sans doute aucun mal; et même vous y verriez un grand bien, si l'on mettait sur l'enseigne un triangle ou quelque autre symbole fraternel. Eh bien! les catholiques veulent fonder dans ces quartiers, où les lieux de plaisir ne manquent pas, un établissement dont l'absence est un sujet de scandale et de douleur, une maison de prières, non pas à bon marché, mais entièrement gratuite. Cette maison sera desservie par une association entièrement fraternelle; sur la porte, on verra la croix, qui est aussi un emblème de fraternité. Les familles y trouveront toujours un ministre des autels pour honorer les restes et pour bénir la tombe du parent qu'elles auront perdu; les pauvres y trouveront toujours un bon accueil, un bon conseil et du pain lorsqu'il en aura. Voilà ce que nous voulons faire, sans qu'il en coûte qu'à ceux qui voudront apporter leur offrande. En le faisant, quelle loi blessons-nous? quelle loi juste pouvons-nous blesser? quel tort pouvons-nous faire au peuple, à vous-mêmes, à qui que ce soit sur la terre?

13 février 1851.

I. La *République* nous annonce, dans le *post-scriptum* d'un article assez étendu, qu'elle répondra à nos dernières observations au sujet des Capucins, dès que les exigences de la polémique lui en laisseront le temps. Nous sommes à ses ordres, et nous lui affirmons qu'elle ne désire pas plus vivement nous donner de bonnes raisons que nous ne souhaitons nous-mêmes de les en-

tendre. C'est notre conviction très profonde, que si les adversaires de la foi et des œuvres catholiques prenaient, avant de parler, la salutaire habitude de réfléchir un peu, tous ceux qui ont l'esprit assez droit, le cœur suffisamment grand, et qui aiment vraiment le peuple et la liberté, trouveraient moins facile et moins juste de nous combattre. Il leur arriverait ce qui nous est arrivé à nous-mêmes. Pesant aux balances de la conscience et du bon sens ces arguments tout faits qui ont cours depuis des siècles contre le Christianisme, ils en trouveraient beaucoup à rejeter, et des plus réputés, et des meilleurs. Cette révision déciderait certainement la *République* à mettre totalement au rebut les sophismes qu'elle allègue pour proscrire les ordres religieux.

La vérité de bon sens contre laquelle tous les sophismes et même tous les abus ne prouvent rien, la voici :

Les ordres religieux représentent trois aspects augustes et sacrés de la liberté humaine : liberté de l'étude, liberté de la prière, liberté du dévouement.

Aucun ordre religieux n'a été, ne peut être institué que pour étudier, prier, se dévouer aux hommes.

Ce triple but, tous les ordres religieux l'ont réalisé, depuis les solitaires de la Thébaïde jusqu'aux Petites Sœurs des Pauvres, créées de nos jours et sous nos yeux. Tous, ou par l'étude, ou par la prière, ou par le dévouement, et le plus ordinairement par ces trois choses à la fois, ont travaillé, suivant le programme de la *République*, à « l'émancipation intellectuelle et matérielle des masses. »

Où en serait le genre humain, si, pour ce grand ouvrage il n'avait pas rencontré ces grands ouvriers; s'il n'avait eu que des philosophes, des gens d'esprit, des hommes de guerre?

Le monde était déjà vieux, il périssait de vieillesse lorsque le Christianisme apparut : qu'avait-il fait? Le Paganisme avait eu, pour ainsi dire, son Christ dans la personne et dans la doctrine de Socrate : qu'en était-il résulté pendant trois siècles pour l'émancipation intellectuelle et matérielle des masses? La famille humaine ne formait qu'un troupeau d'esclaves.

Depuis l'avénement du Christianisme, une société immense a vécu tout entière en dehors de ses lois, pratiquant des dogmes qui sont le contraire des siens; c'est la société musulmane : où en est-elle? La Russie, quoique chrétienne, s'est séparée du corps vivant du Christ, et n'a gardé que la forme d'un sacerdoce. Il n'y a point là de moines, ni de clergé, ni de parti catholique qui puisse combattre la liberté et l'émancipation intellectuelle et matérielle des masses : quel progrès y font toutes ces choses?

Il ne suffit pas d'improviser une théorie absurde sur les vœux de religion et de citer quelques exemples en l'air, pour infirmer tous les témoignages de l'histoire. On devrait penser que si l'on croit avoir de bonnes raisons pour être socialiste, d'autres peuvent en avoir d'aussi bonnes et d'aussi honorables pour être chrétiens. Parce que l'on a regardé le Mexique et l'Espagne à travers les lunettes saint-simoniennes, il ne faut pas crier que l'on connaît le monde : on ne connaît pas même l'Espagne et le Mexique. Si l'on veut être juste, il faut ôter ses lunettes, vérifier ses notes, tenir compte des circonstances politiques qui ont amené le relâchement et la corruption de la discipline religieuse, et ne pas juger tous les moines et tous les couvents sur un moine ou sur un couvent gâté. Que dirait-on d'un homme qui ferait arracher tous les arbres à fruits de ses domaines, sous prétexte que,

dans un canton éloigné, par défaut de culture, quelques uns de ces arbres, jadis excellents, seraient devenus stériles ou donneraient de mauvais fruits?

II. Les moines du Mexique sont gâtés, soit! Ces religieux, que l'on nous représentait l'autre jour comme possédant trois fois les revenus de la République et gouvernant souverainement, par le double ressort de la faim et de l'idolâtrie, les trois quarts de la population, font encore, nous dit-on aujourd'hui, le métier de marchand d'*agnus* et de porteurs de billets doux. C'est un étrange métier pour des gens si puissants et si riches! S'ils le font, ce n'est pas la règle de Saint-François qui les y invite. En tous cas, il est certain que nous n'avons nul besoin d'instituer des religieux pour qu'ils exercent les mêmes fonctions chez nous. Ils n'y réussiraient pas! ils trouveraient trop de concurrence! Pour les *agnus*, il y a les débitants de lithographies et de statuettes, tant secrètes que publiques; il y a les éditions illustrées des poésies de Parny et de Voltaire, bien autrement intéressantes que nos petits recueils de cantiques et bien plus efficaces pour l'émancipation intellectuelle des masses; il y a les journaux à images, dont la quatrième page, pour plus de commodité, est remplie d'annonces de pharmacie; il y a plus de cent mille cabarets et estaminets qui servent tout à la fois d'entrepôts et de véhicules à ce négoce. Autant de facilités dont l'infâme Mexique est privé et qui ne laisseraient chez nous rien à faire aux moines. Le commerce des *agnus* n'irait pas. Quant aux billets doux, à quoi bon? Nous avons les bals, les théâtres, les romans, et surtout la partie littéraire de la *papeleta*, le feuilleton, qui travaille en grand à former le cœur et l'esprit des

dames. Le feuilleton sait effacer tous les scrupules, rassurer toutes les consciences; il remplit parfaitement les offices du porteur de billets doux. Ce personnage est bon pour le Mexique et l'Espagne, pays religieux, pays arriérés. Nous autres, Français, peuple émancipé, libre et « penseur, » nous sommes en état d'appliquer les moines à un autre usage.

III. Mais la *République* n'a pas seulement à nous citer le Mexique et l'Espagne. Son rédacteur a vu aussi l'Italie, et ne manque pas d'en tirer argument. Il assure que les Capucins y sont abominables et détestés.

J'ai parcouru l'Italie quand je n'avais encore embrassé aucune doctrine religieuse, et dans des dispositions, à l'égard du Catholicisme, plus voisines de la haine que de l'amour. La foi catholique me demandait des choses qu'un libre penseur de vingt-cinq ans ne concède pas volontiers. Pour appuyer ma résistance, je cherchais partout des arguments, bons ou mauvais. Je vis les Capucins, et je dus avouer que la France abonde en gens plus sots et plus sales. La première église que je visitai à Rome, la nuit de mon arrivée, était une église de Franciscains, l'*Ara-Cœli*. On y célébrait les Quarante-Heures. Le dernier édifice que j'avais visité à Paris, la nuit de mon départ, était la salle *Valentino;* on y fêtait le mardi-gras. Les fonctions de prieur des Franciscains ne me parurent point devoir être placées dans l'ordre moral au-dessous de celles d'un chef d'orchestre de bal masqué; et je me sentis incliné à croire que le peuple qui employait sa nuit à prier devant l'autel de l'*Ara-Cœli* n'était pas plus dégradé que celui que j'avais vu danser en habits de pierrot sous l'œil des sergents de ville. Plus

tard, des relations plus directes avec les Capucins d'Italie ne me les firent pas mépriser davantage; et enfin, ni par eux, ni par d'autres, je ne parvins, malgré la meilleure envie du monde, à constater que la religion n'est plus dans le Catholicisme.

IV. Etait-ce de ma part stupidité pure? Manquais-je d'yeux pour voir, d'oreilles pour entendre?

Mon Dieu! j'ai rencontré en Italie ces gens que l'on rencontre partout, qui savent le fond des choses et qui, tout en voyageant pour les indiennes, les livres et la quincaillerie, apprennent les histoires intimes des couvents. Avant de les écouter, je savais ce qu'ils allaient dire, et il ne leur restait rien à m'apprendre sur les terribles effets du gouvernement des prêtres. Je connaissais les petits contes de la *République* touchant les madones voilées, les indulgences vendues aux assassins, les religieux porteurs de galants messages. Quel commis-voyageur n'en a pas la mémoire pleine? Je connaissais également « la misère et la dépopulation où le gouverne-» ment du Vicaire de Jésus-Christ a réduit un des plus » beaux pays du monde, l'état barbare et tout féodal de » la justice, l'inquisition rétablie, l'intolérance poussée » au point que..., etc. »

A priori, tout cela ne prouve pas grand' chose contre les ordres religieux. Si la campagne de Rome est malsaine et si les Marais-Pontins sont stériles, comme la Sologne et les Landes, est-ce la faute des Capucins? Quant à l'Inquisition, elle existe à Rome, c'est vrai. Elle existe aussi en France, et nous en savons quelque chose, nous qui écrivons ceci. Il y a partout des tribunaux pour faire respecter la loi du pays. La différence entre Rome et la

France, c'est qu'à Rome on sait à quoi l'on s'expose lorsque l'on attaque la loi, et qu'en France on ne le sait pas. Un jury pris au hasard en décide suivant son bon plaisir et vous condamne pour avoir exercé un droit que la législation garantit. Quant à l'état tout féodal de la justice, nous avons en France, suivant l'occasion, ou une justice toute militaire, ou pas de justice du tout. On se fait justice soi-même des deux côtés de la barricade, et ensuite on éprouve la justice du vainqueur. Quant à l'intolérance, nous admirons que ce reproche nous soit adressé par des hommes qui, sous l'empire de la liberté des cultes, prétendent nous empêcher de bâtir un couvent. Connaissez-vous donc vous-mêmes! Avant d'accuser les autres, voyez donc ce que vous êtes et ce que vous faites!

Mais il ne suffit pas d'écouter les commis-voyageurs et de comparer l'Etat romain à la France. Nous avons pris la peine de lire, de consulter des témoins bien informés. Avez-vous entendu parler du comte de Tournon? Il a été préfet de Rome du temps des Français. Il a étudié le terrain, le peuple, les institutions, et il a fait un livre estimé de tous les esprits sérieux, qui met à néant ces lieux communs d'une haine ignorante, sans cesse ressassés contre la barbarie, l'incurie et les autres vices du gouvernement pontifical. Il n'y a peut-être pas, dans le monde, une institution vraiment philanthropique, vraiment populaire qui ne soit née à Rome et du cœur d'un prêtre, et qui n'ait eu quelques religieux pour premiers instruments.

Cependant, s'écrie la *République*, « il est notoire que » si l'armée française quittait Rome, il ne se passerait » pas vingt-quatre heures sans que le Pape et le Sacré-

» Collége fussent victimes de la haine populaire accu- » mulée contre eux par des siècles d'oppression. » Rayez d'abord les siècles d'oppression : ils sont dans vos journaux, ils ne sont pas dans l'histoire. Pour le reste, nous enregistrons l'aveu : il est dépouillé d'artifice. Ah! le peuple de Rome, ce peuple républicain, ce peuple qui n'est plus dévot, mais qui *pense*, ce peuple régénéré par vos doctrines, par vos amis, par vos écrits, ce bon peuple, si les Français n'étaient plus là, il assassinerait le Pape, les cardinaux, tout le clergé? — Quand nous vous disons que vos déclamations peuvent servir à quelque chose, vous voyez bien!

Mais ici encore, votre argument est à deux tranchants, et les deux tranchants vous blessent. Dites-nous dans quelle partie du monde, catholique, protestante ou autre, le peuple, grâce à la *papeleta* démocratique, ne croit pas avoir à venger « des siècles d'oppression » et n'est pas disposé à le faire? Que se passerait-il à Paris, si Paris n'était pas gardé par 50,000 hommes? Il y a plus d'un demi-siècle, cependant, que Paris n'est plus souillé, avili, abruti par les Capucins. Londres en est délivré depuis plus longtemps encore : croyez-vous que le gouvernement anglais pourrait licencier les *policemen*? Il y eut une époque où Paris vivait tranquille sous la protection d'une faible garnison. On y voyait alors moins de casernes que de couvents. Mais, depuis que les couvents agrandis sont devenus des casernes, il a fallu bâtir des casernes nouvelles; aux casernes il a fallu ajouter des forteresses, et, pour dernier progrès, il y a deux ans, il a fallu faire des camps dans les rues. Que de fois la mort est sortie de là pour se répandre par la ville! Fervents amis du peuple, vous n'avez pas oublié comment ces

nouveaux moines le pacifient! Nous allons construire un nouveau couvent. Si vous devenez les plus forts, vous en chasserez les hôtes que nous y voulons mettre, c'est entendu. Mais que ferez-vous de l'édifice? Il sera trop faible pour servir de prison, trop petit pour devenir une caserne; un hôpital rappellerait trop sa première destination, et d'ailleurs le peuple n'aura pas besoin d'hôpitaux : vous le transformerez en corps-de-garde.

V. Nous nous efforçons de démontrer à la *République* le peu de consistance des objections qu'elle nous propose. Elle en sent elle-même la faiblesse, et, tout en multipliant les assertions les moins fondées et les plus vagues, elle vise à déplacer la question. « La question, dit-elle, est » celle-ci : Les pays où il y a des moines sont-ils plus » moraux et plus heureux que ceux où il n'y en a pas? »

Pardon! La question n'est pas si simple.

Il s'agit de savoir ce que sont les moines dans la force et dans la vertu de leur institution; pourquoi ceux que vous dites gâtés se sont gâtés, et si les causes qui les ont fait déchoir ailleurs les feraient également déchoir chez nous. Il s'agit de peser la valeur de vos assertions. Il s'agit d'expliquer par quel motif, vous, qui réclamez tant de liberté et qui avez prêché et pratiqué si largement vos doctrines, vous nous contestez la liberté de prêcher et de pratiquer les nôtres. Il s'agit de préciser les dangers publics qui résulteraient de la présence, à Paris, d'une dizaine de Capucins chargés d'honorer la dépouille mortelle des pauvres. Voilà la question.

Mais prenons-la telle qu'il vous plaît de la poser, sans même exiger que vous définissiez la moralité et le bonheur.

Il n'y a pas de moines en Angleterre, il n'y en a pas en Russie, il n'y en a pas en Prusse, il n'y en a pas en Turquie, il n'y en a pas en Egypte, et, s'il y en a en France, ils ne sont pas à l'usage des lettrés, des bourgeois voltairiens et de la masse incrédule. Êtes-vous sûr que le peuple de tous ces pays l'emporte en moralité et en bonheur sur le peuple d'Italie, d'Espagne et même du Mexique? Pour nous, très sincèrement nous ne le croyons pas; après avoir consulté les documents les plus authentiques, écouté les voyageurs les plus sérieux et les plus impartiaux, la main sur la conscience, devant Dieu et devant les hommes, nous ne le croyons pas!

VI. Mais nous croyons bien moins encore que le bonheur et la moralité du peuple puissent se maintenir, s'accroître ou renaître dans les sociétés qui rejettent l'action des ordres religieux. L'histoire du monde entier atteste que les ordres religieux sont utiles, nécessaires, indispensables à la prospérité morale et matérielle des peuples; l'histoire des temps où nous vivons n'en renfermera pas les moins éclatants témoignages.

C'est un lieu commun historique, que l'Europe a été défrichée, civilisée, pacifiée par les Ordres religieux; c'est un lieu commun d'économie politique, que les Ordres religieux retirent du combat et des concurrences de la vie les athlètes les plus ardents, pour les appliquer au service de ceux à qui ils ont déjà laissé leur part. Qu'est-ce qu'un religieux, au simple point de vue humain? C'est un instituteur gratuit, un garde-malade gratuit, un savant gratuit, un propriétaire qui donne aux pauvres les revenus d'un fonds qu'il n'a pas la permission d'aliéner.

Ne voir d'une pareille institution que les inconvénients ui peuvent s'y mêler, c'est le propre d'un esprit léger; ttribuer ces inconvénients à l'institution elle-même, ns tenir compte des circonstances extérieures qui l'ont iciée, c'est ajouter à la légèreté beaucoup d'ignorance u beaucoup de mauvaise foi; arguer de ces inconvéients non pour réformer l'institution là où elle a faibli, ais pour la proscrire partout, c'est le comble de la déaison et de l'injustice. Et cette erreur suprême, cette uprême iniquité est en même temps la négation la plus yrannique de la liberté religieuse, et l'impiété la plus riante envers les besoins et les souffrances du pauvre ue l'on prive par là de ses amis les plus tendres, de ses erviteurs les plus dévoués, de ses esclaves les plus fidèles. ar le dévouement religieux, c'est l'esclavage antique, ais honoré, sanctifié et devenu sublime. Et, si cet sclavage était proscrit, l'autre reparaîtrait. Nos adversaires ont bien mal étudié le mécanisme du monde, s'ils roient qu'une société peut marcher sans esclaves.

VII. Ce qui ajoute immensément à la déraison, à l'iniquité de ces doctrines de proscription contre les ordres eligieux, c'est de les entendre professer par des hommes ui ont la double prétention d'être, par excellence, les mis du peuple et les défenseurs de la liberté, et qui, ans les actions que cette double prétention leur inspire, ne font jamais que parodier ou contrefaire misérablement l'Eglise catholique. Ils veulent qu'on se dévoue au peuple, et ils veulent étouffer les dogmes qui, depuis dix-huit siècles, ont été la source unique du dévouement. Ils ne veulent pas d'une congrégation religieuse, et ils sont le parti des sociétés secrètes. Ils injurient ceux qui por-

tent le crucifix, et ils n'oseraient pas dire un mot contre ceux qui jurent par le poignard.

C'est là l'inconséquence étrange qui nous a fait produire quelques arguments tirés de la situation personnelle du rédacteur de la *République*. Par une autre inconséquence, cet écrivain, si prompt à flétrir tous les moines, tout le clergé, tous les catholiques qu'il accuse de vouloir avilir et abrutir le peuple, crie à la personnalité, parce qu'on lui rappelle qu'il a été saint-simonien. Qu'il se calme. Nous avons une sorte de sympathie pour tous ceux qui sont ou qui tâchent d'être quelque chose, et nous réservons nos mépris pour ceux qui se vantent de n'être rien. Heureux l'homme qui a trouvé la vérité, respect à celui qui la cherche sincèrement! Nous ne faisons pas un crime à notre adversaire d'avoir été saint-simonien, mais de l'avoir été et de ne pas vouloir que l'on soit capucin.

Nous relèverons encore un passage de sa réponse, qui dénote, comme plusieurs autres, ou l'absence de lumière, ou le défaut de réflexion. Le plan de ses amis est de réduire l'Eglise à la mendicité, et leur doctrine est de l'empêcher de mendier : d'où nous concluons qu'ils veulent tuer le Catholicisme par la faim. Ce n'est pas que nous les croyions à court d'autres moyens, si celui-là ne suffisait pas. Mais, sur ce mot : « Le Catholicisme achèvera de périr par la faim, » notre adversaire nous plaisante. « Quoi! dit-il, le Catholicisme périr par la faim! vous » avez donc besoin d'argent pour vivre? Nous n'avons » point entendu dire que saint Paul eût une liste civile, » et que saint Boniface et saint Colomban fussent inscrits » au budget. » Notre adversaire n'a pas entendu, parce qu'il excelle à ne pas entendre. Mais ses plaisanteries n'y

font rien, et les exemples qu'il cite sont fort mal choisis. Saint Paul touchait, sur sa demande, la liste civile que nous voulons faire aux Capucins, et saint Boniface et saint Colomban étaient précisément inscrits au budget où nous voulons inscrire ces Pères. Ce budget, dont M. le rédacteur de la *République* n'a pas entendu parler, c'est le budget de la charité. On peut voir dans nos colonnes comment il s'établit. Si les socialistes suppriment l'autre, ils feront une très mauvaise action et une très grande injustice; mais qu'ils nous laissent celui-là, et nos croyances n'auront rien à craindre de leur *idée*.

21 février 1851.

I. Nous reprenons avec la *République* la question des Capucins, devenue la question des ordres religieux. Nous allons examiner les raisons enfin philosophiques par lesquelles nos adversaires, qui nous reprochent tant de *gêner* la liberté et les philosophes, sont décidés, s'ils deviennent nos maîtres, à *proscrire* cette liberté et cette philosophie; car ils reconnaissent que l'état religieux est une liberté et que la vie religieuse est une philosophie, et néanmoins ils les veulent proscrire. Sur quoi nous les prions de remarquer une chose, c'est qu'à leur avis comme au nôtre, toute liberté n'est pas légitime et toute philosophie n'est pas bonne. Donc, si nous contestons l'impeccabilité de la nature humaine, ils en font autant. La différence est que nous *gênons* ce que toute la sagesse de l'humanité a reconnu mauvais et nuisible, et qu'ils *proscrivent* ce qui leur déplaît. Pour n'en citer qu'un exemple, nous combattons l'enseignement incrédule

donné à la jeunesse : ils déclarent qu'ils interdiront l'enseignement religieux, et que nous ne pourrons pas confier à nos prêtres même nos enfants. Notre motif pour refuser l'enseignement de l'incrédule, c'est qu'il ne peut pas donner des leçons de Christianisme; ce motif leur paraît pitoyable et criminel. Leur motif pour interdire l'enseignement chrétien, c'est que le prêtre est suspect de ne pas savoir faire aimer la République; et ce motif est, à leur avis, si triomphant, qu'ils ne prennent pas autrement souci de rendre la République aimable. On doit aimer la République pour elle-même, quoi qu'elle fasse, quelle qu'elle soit. Un chrétien qui aime Dieu dans les afflictions, dans la pauvreté, dans la souffrance, et supporte tout et se console de tout par l'espérance et par la prière, est un fanatique idiot : il faut le séquestrer ou le supprimer; mais celui qui croit à la République dans tous les essais et dans toutes les entreprises de sa fantaisie, qui n'appréhende pas de voir entasser beaucoup de ruines et répandre beaucoup de sang, qui supporte tout en récitant le *Credo* facile du progrès, qui se console de tout par l'attente du *circulus*, qui croit fermement que ni Proudhon, ni Considérant, ni Louis Blanc, ni Pierre Leroux, bien que peu d'accord, n'ont pu se tromper, voilà l'homme sage et grand, l'ami, la lumière, la merveille de l'humanité. Défense d'en douter, sous peine d'esclavage et de mort.

II. Et nous ferons ici une seconde remarque générale, commune à toutes les variétés de la grande espèce des libres penseurs. On trouve chez eux, sur des proportions folles et monstrueuses, tout ce dont ils se moquent chez nous. Ils nous raillent bien agréablement de croire à

l'infaillibilité dogmatique du Pape; voyez avec quelle frénésie d'entêtement ils croient tantôt à l'infaillibilité de n'importe qui, tantôt à leur propre infaillibilité. Chez nous, où il existe une règle de foi fixe et définie, celui qui ne croit pas comme le Pape est rejeté de l'Eglise : chez eux, qui n'ont ni foi ni règle, ni droit d'en avoir, non-seulement nous trouvons l'*index*, la censure, l'excommunication; mais encore, quiconque est rejeté de leur église ou n'y veut point entrer, court grand risque d'être rejeté de la vie. Il y en a des exemples dans le passé; les théories du présent nous en promettent dans l'avenir. La doctrine de l'infaillibilité est surtout en pratique parmi les socialistes. On avouera que, pour introduire dans une société des institutions contraires à ses immémoriales coutumes; pour y changer absolument la religion, la famille, la propriété; pour affronter les risques d'une pareille transformation, pour l'imposer par la privation des droits naturels, y compris le droit de vivre, il ne faut pas faiblement adorer sa propre raison.

III. Nous étions curieux d'étudier les sources de cette infaillibilité si prompte à trancher dans le vif. La *République* va nous les découvrir. On ne les trouvera ni bien claires ni bien profondes. Nous espérons étonner nos adversaires eux-mêmes de la sécurité de conscience avec laquelle ils y puisent le droit d'appliquer à l'humanité leurs moyens de régénération.

Pour commencer, la *République* nie le péché originel :

« L'*Univers*, dit-elle, croit que l'homme, conçu dans le péché, naît méchant, que sa volonté incline naturellement vers le mal où l'entraînent l'indiscrète curiosité de son esprit et surtout les impulsions dépravées d'une chair corrompue. »

Oui, nous croyons cela, et le rédacteur de la *République* le croit aussi. Nous lui rappelons ce qu'il disait l'autre jour de l'effet des vœux de religion. Suivant lui, non pas suivant nous, l'homme qui fait vœu de pauvreté, de chasteté, d'humilité, n'est ni moins avide, ni moins charnel, ni moins orgueilleux qu'un autre, et même l'est davantage. C'est l'avis, ce nous semble, d'un philosophe qui n'est pas médiocrement persuadé de l'existence et de l'empire de la corruption originelle. Il ne dira pas que cette corruption est un attribut particulier des catholiques et des moines. Il reconnaît le même caractère à tout le parti conservateur, qui n'est pas le parti catholique; et peut-être que si nous causions tête à tête, sans sténographe autour de nous, il avouerait que les socialistes en tiennent un peu. Comment! l'homme ne naît pas méchant et soumis aux impulsions dépravées de la chair, et cependant nous le voyons méchant et corrompu dans tous les pays, dans tous les âges, dans tous les partis, dans toutes les écoles! et vous, par-dessus le marché, vous affirmez qu'il est plus méchant et plus corrompu qu'ailleurs dans les sanctuaires où il a fait vœu d'être pur et où il a mis en œuvre toutes les forces de son esprit pour se contraindre à être bon! Manifestement vous croyez au péché originel, et même vous y croyez plus que nous.

IV. Mais si nous constatons tous deux le fait, nous ne l'appelons pas du même nom. Pour la *République*, le mal est la chose en soi la plus légitime et la plus innocente du monde; c'est *un accident, un degré inférieur du développement de l'homme, l'ébauche informe de l'existence qui s'essaie et qui cherche sa voie*. Au milieu

de la foule, une main se glisse dans votre poche : n'y faites pas attention ! pur accident, ébauche informe, simple essai d'un être encore mal développé qui cherche à trouver son mouchoir ! Les catholiques font au mal beaucoup plus d'honneur :

« Le mal (chez les catholiques) est une entité vivante, une essence éternelle, c'est un demi-Dieu, c'est Satan qui, attaché sur l'humanité comme sur une proie, est destiné, de l'aveu de l'Eglise, à triompher de Dieu lui-même, auquel il ne laisse qu'un petit nombre d'élus, lui enlevant chaque jour l'immense majorité des créatures humaines qu'il entraîne dans l'enfer. »

Quand la *République* parle de ses doctrines, son autorité suffit ; lorsqu'elle parle des nôtres, elle devrait consulter le Catéchisme. Elle y apprendrait que Satan n'est pas destiné à triompher de Dieu et que l'homme, pour se préserver des effets de la chute originelle, a la grâce et la liberté. Nous verrons comment les docteurs socialistes peuvent aider l'homme à chercher sa voie, le protéger lui-même et garantir les autres des « essais » qu'il tente dans « sa période inférieure de développement. » Mais d'abord examinons les conséquences politiques que la *République* attribue à la croyance au péché originel :

V. « Dans cette conception, le travail est à la fois une malédiction et un frein, les gouvernements sont les gardes-chiourmes et les flagellateurs des peuples ; le bourreau est le pivot et la clef de voûte de l'ordre social. Toute tentative des peuples pour échapper au mal (qui est éternel) est une aberration et une impiété qui doivent être réprimées par la force. »

Si la *République* croit que le monde vivra sans travail, ou travaillera sans répandre de sueurs ; si elle croit que ce monde, qui pourra se passer de travail, pourra se

passer encore de gouvernement et que le socialisme réalisera l'*an-archie* de M. Proudhon au milieu des guinguettes de M. Considérant, nous n'avons rien à dire. Cela s'opérera par des moyens que nous ne comprenons pas. En dépit de nos « superstitions, » nous ne pouvons croire aux sorciers qui annoncent ces merveilles. Mais si la *République* admet, comme nous, qu'il n'y a nul moyen, pour aucun homme, de faire un seul repas, ne fût-il que d'une bouchée de pain noir, avant qu'un grand nombre d'hommes se soient fatigués pour produire à vil prix cette bouchée de pain; si elle admet, toujours comme nous, qu'un gouvernement est le principal outil du travail, et par conséquent de la vie, que veut-elle que nous lui répondions? Elle trace, avec les couleurs chargées de son école, la peinture de toute société qui n'est pas livrée à l'état sauvage et dont les membres ne se dévorent pas entre eux. Qu'on appelle le travail malédiction ou bénédiction, il faut du travail pour faire pousser une pomme de terre. Qu'on appelle les gouvernements gardes-chiourmes ou chefs d'ateliers, flagellateurs ou conducteurs des peuples, il faut des gouvernements pour maintenir l'ordre et protéger le travailleur contre le voleur. Que le bourreau soit qualifié de clef de voûte de l'ordre social ou de citoyen exécuteur des hautes œuvres, qu'il soit chargé de pendre, de décapiter ou de veiller à la porte du bagne, il faut une main qui applique aux grands coupables les grandes vengeances de la société. S'il n'y avait point de bourreau dans la République sociale, comment s'y préserverait-on des Capucins? La *République* oublie complétement que, sous le gouvernement idéal qu'elle nous prépare, le simple fait de porter un habit religieux, de pratiquer une croyance religieuse

leviendra un *mal;* que ce mal, signalé dès à présent au peuple comme une tentative pour l'abrutir, sera considéré alors comme une *aberration et une impiété qui doivent être réprimées par la force.* Dans notre système barbare, le gouvernement punit le méchant qui vole ou qui tue, afin de jouir; dans le système perfectionné de la *République*, le gouvernement punit le méchant qui enseigne le mépris des jouissances et la pratique de la résignation au sein de l'adversité. Cela est nouveau, ingénieux, propre à nous confondre!

VI. Après avoir ainsi renversé la *conception* catholique et toutes ses conséquences, notre adversaire étale, non sans un peu d'orgueil, sa propre conception. La voici : nous ne connaissons rien qui montre mieux ce que l'on gagne à s'écarter de l'enseignement de l'Eglise :

« Nous, au contraire, nous croyons que l'homme a été créé imparfait, sans doute, mais perfectible, et que le progrès est sa loi; nous croyons que le mal, loin d'être, comme l'enseigne l'Eglise, une sorte de divinité subalterne, n'est que le signe et le cachet de l'imperfection humaine, la condition de sa nature finie, le champ ouvert à ses progrès ultérieurs. Nous croyons que l'homme doit, avec la grâce de Dieu, le concours de tous ses frères et par ses propres efforts, restreindre de plus en plus l'empire du mal dans une proportion dont il est impossible d'assigner la limite. »

Il n'y a dans toute cette profession de foi qu'un mot qui signifie quelque chose : « L'homme a été *créé* imparfait; » et il résulte des paroles de la *République* que ce qu'elle appelle *imperfection* est précisément ce que nous appelons *mal.* Le reste est contradiction, parodie, plagiat, verbiage. Quelle peut être la perfectibilité d'un être créé imparfait, c'est-à-dire, suivant la définition de la *République*, avec le *signe et le cachet* du mal? Il est im-

parfait par essence, il restera imparfait. D'un œuf de grenouille il peut sortir la plus belle grenouille du monde, il n'en sortira jamais l'Apollon du Belvédère. Qu'importe que le bien se développe dans l'être *créé* imparfait? Le mal, l'imperfection, se développera dans une proportion semblable, et le résultat restera le même; l'imperfection est dans le principe, elle sera dans les conséquences. La grâce de Dieu, que vous alléguez par quelque réminiscence des idées chrétiennes dont vous ne pourriez pas vous rendre bien compte, la grâce de Dieu serait superflue et n'y pourrait rien. Et, quant au concours des autres hommes, qu'est-ce que cela veut dire dans votre bouche? Comment concevez-vous que l'être créé imparfait puisse être corrigé par des êtres créés imparfaits? Formerez-vous une nouvelle espèce d'hommes, créés dans des conditions toutes spéciales, pour redresser l'œuvre du Créateur? Chez nous, ces hommes existent. Par la prière, par la grâce, par la vertu des sacrements, par une vie toute pure et toute mortifiée, ils ont dépouillé la nature corrompue, ils se sont, autant que possible, rapprochés de cet état de perfection où l'homme était avant la chute, lorsqu'il sortit innocent et bon des mains de Dieu. Ces hommes-là, qui sont des anges sur la terre, peuvent relever, par les moyens qu'ils ont employés pour se relever eux-mêmes, de pauvres créatures devenues, et non pas créées imparfaites; ils peuvent, en accroissant le nombre de leurs imitateurs et de leurs disciples, *restreindre de plus en plus l'empire du mal;* mais ces hommes-là sont des Jésuites, des Capucins, des Chartreux, des prêtres, des saints, — et vous les proscrivez!

VII. Ainsi, en ôtant de la « conception » socialiste ce

ui est chimérique, ce qui ne lui appartient pas, ce qui st en contradiction avec la formule elle-même et avec es autres doctrines de l'école, il en reste ceci : « L'homme été CRÉÉ imparfait, » et, avec ce seul petit mot, notre dversaire a trouvé moyen d'affirmer jusqu'à l'excès out ce qu'il nie, de nier jusqu'à l'excès tout ce qu'il ffirme. Il nie le dogme chrétien de la chute originelle, t il le reprend, après en avoir fait le dogme extravagant de l'imperfection par essence. Il affirme la loi du rogrès, et il annule la possibilité du progrès dans le ien par la nécessité du progrès équivalent dans le mal. Il croit au péché originel incomparablement plus que ous, au progrès incomparablement moins que nous.

VIII. Il nous reproche de ne pas considérer le mal mme un accident, et il en fait une essence, l'essence u Créateur et du Créé, quelque chose de permanent et 'inguérissable. Où a-t-il vu rien de pareil et d'aussi xcessif chez nous? Nous croyons que l'homme a été réé à l'image de Dieu, bon et libre, non pas perfectible, ais parfait suivant sa nature, et n'ayant besoin, pour onserver sa perfection, que de bien user de sa liberté. Il fait un usage mauvais de cette liberté, son plus bel panage; il est tombé, mais il peut se relever; le mal a rise sur lui, mais il peut s'y soustraire. L'imperfection u'il a contractée n'éteint pas son intelligence, ne détruit as sa liberté. Il a l'espoir, la Rédemption, les sacrements, un Dieu vivant et agissant qui l'encourage, qui ui tend la main, qui l'invite, qui l'aime. Par tous ces ecours, il peut progresser dans le bien jusqu'à la sainteté, et ce progrès vers le bien moral, à mesure qu'il s'opère, neutralise le mal physique, le rend supportable,

tend à le faire disparaître autant que le comporte la condition de l'humanité.

IX. Quand les socialistes auront trouvé un moyen de supprimer le vice, le travail, la maladie et la mort, ils pourront dire que la « conception » catholique ne vaut pas la leur. Comme il n'y aura plus de méchants, ni de pauvres, ni de malheureux d'aucune espèce, on pourra, en effet, se passer de la doctrine qui convertit les méchants, qui assiste les pauvres, qui console les malheureux. Mais, en attendant, les méchants, les pauvres, les malheureux abondent sur cette terre, qui ne livre ses fruits qu'au labeur. L'homme naît méchant et puni, et tout le prouve : que peuvent, pour son salut et sa consolation, ceux qui lui disent qu'il a été créé méchant? Ils peuvent l'irriter contre Dieu et contre lui-même. En lui enseignant le progrès indéfini du bien et du mal, en le nourrissant de théories à l'état de néant pratique, ils lui ôtent l'effroi de l'autre vie et lui inculquent dans celle-ci le désespoir.

La *République* nous demande si nous comprenons pourquoi elle ne veut pas que l'on fasse des couvents? Nous lui faisons l'honneur de croire que nous le comprenons mieux qu'elle-même. La confusion qui règne dans ses idées nous fait croire qu'elle ne sait pas très bien que son aversion pour les couvents est une forme de sa sympathie pour les barricades.

Mais, à sa place, nous interrogerions très sérieusement notre conscience, et nous nous demanderions s'il nous est bien prouvé que les barricades puissent changer quelque chose à la nature de l'homme CRÉÉ imparfait.

Même date.

X. La *République* trouve que nous faisons trop de bruit pour une question d'argent, et elle veut bien nous rassurer. Quand ses amis seront au pouvoir, ils supprimeront le budget des cultes, mais elle nous promet qu'ils laisseront aux fidèles la permission de subvenir aux besoins de l'Eglise. C'est précisément ce que nous voulions savoir et ce que la *République* semblait ne vouloir point dire. De ses menaces contre le budget des cultes et de ses déclamations contre les ordres mendiants, nous avions naturellement conclu qu'après avoir réduit l'Eglise à la mendicité, elle comptait bien encore l'empêcher de mendier. Voici les déclarations fort nettes qu'elle nous fait à cet égard :

« Que les catholiques fervents, que ceux qui croient à l'infaillibilité du Pape et au reste, paient la dîme aux ministres de leur culte, rien de mieux, et nous ne ferons jamais rien pour l'empêcher. Mais pourquoi les dissidents, les hérétiques, les libres penseurs, les socialistes, seraient-ils obligés de payer tribut? »

Nous louons la franchise de la *République*, nous ne pouvons louer ni sa justice, ni sa libéralité. En supprimant le salaire du culte, les socialistes ne supprimeront pas seulement la rémunération d'un service public, ils supprimeront aussi une dette de l'Etat, une indemnité due à l'Eglise pour les biens dont on l'a dépouillée. Leurs principes les y autorisent, mais leurs principes les autorisent-ils à supprimer le culte pour les pauvres qui ne peuvent pas le payer? Il y en a beaucoup, de ces pauvres, qui tiennent à la religion et qui n'ont aucun moyen d'en faire les frais. Parce qu'ils sont pauvres, ils ne pourront

plus pratiquer leur religion ? Ils ne seront plus baptisé plus mariés, ils ne recevront plus les derniers sacremen ils ne seront plus enterrés ?... On devrait pourtant song que tout le monde n'est pas encore assez socialiste po se passer volontiers de tout cela.

Si les libres penseurs ont le chagrin de payer pour l frais du culte, les catholiques paient beaucoup de cho aussi qui ne leur plaisent pas, ou dont ils n'usent p On pourrait en faire le compte et y trouver une somı ronde de 40,000,000. Seront-ils dispensés de ces cont butions, lorsque les libres penseurs ne paieront plus trib à l'Eglise ?

Quand Paris fera une révolution à laquelle les cath liques n'auront point contribué, qu'ils ne désirent pas tout, qui ne leur profitera aucunement, seront-ils di pensés de subvenir aux ateliers nationaux, de payer 45 centimes, de faire les fonds de l'instruction gratu et obligatoire ?

En attendant que la *République* réponde à ces questio nous la félicitons de la façon plus humaine dont elle pa des Capucins. Elle est, assurément, très libre de ne point aimer, et nous ne songerions pas à réclamer, si e se bornait à ne les aimer point. Nous avons réclaı parce qu'elle les diffamait.

Dans un autre article, la *République* nous prie de li une note du *New-York-Herald*, de laquelle il résult rait que les rentes du clergé mexicain s'élèvent à pl de 100,000,000 de francs et ses propriétés au chiffre 130,000,000. Cela nous fait grand plaisir pour les pauvı du Mexique ; mais, quand le gouvernement du pays se socialiste, il prendra tout, le clergé deviendra pauvr et les pauvres mourront de faim.

Nous avons aussi reçu des notes sur le Mexique, et l'une d'elles intéressera celui des rédacteurs de la *République* qui nous a fait un tableau si formidable des vices, de la crasse, de l'abjection des Capucins qu'il a vus dans ce pays :

Il n'y a point de Capucins au Mexique.

LES ROUGES A LA MESSE.

25 février 1851.

Les démocrates, convoqués par leurs journaux, ont fêté hier le troisième anniversaire de la République, en assistant au service religieux célébré à Notre-Dame. Nous pourrions nous étonner de cette manifestation. Le parti qui l'a faite n'a pas l'habitude d'exprimer ses sentiments par la prière, et surtout les journaux qui le conseillent et le guident ne lui parlent pas un langage qui puisse le conduire au pied des autels. Mais, premièrement, nous vivons dans un temps et dans un pays où il ne faut s'étonner de rien; secondement, la manifestation en elle-même n'a rien que nous puissions blâmer, et nous voudrions pour beaucoup, au contraire, qu'elle de-

int un usage général. Tout le monde y gagnerait; le arti démocratique, en particulier, serait assuré d'un rand et noble triomphe s'il devenait chrétien et obser- ait une conduite chrétienne. Nous n'avons nul dessein, ulle envie de railler. Les démocrates s'en convaincront 'ils veulent nous écouter jusqu'au bout.

Nous commençons par leur dire, et c'est notre avis lepuis longtemps, qu'ils n'ont nul besoin de se faire hrétiens pour devenir les maîtres du pays. Nous ne pen- ons pas que ce succès puisse leur manquer; nous vouons que, pour l'atteindre, la voie révolutionnaire ous semble la plus courte. S'ils ont aujourd'hui les sen- iments anti-chrétiens que leurs journaux expriment or- linairement; si leur présence à Notre-Dame n'a été u'une raillerie ou qu'une hypocrisie, la raillerie est uperflue, l'hypocrisie n'est point nécessaire. Les con- ervateurs n'exigent pas qu'ils prennent ce masque, les atholiques contestent leurs doctrines et non leur force. Nous ne cherchons donc en aucune manière à leur per- uader qu'ils n'obtiendront la victoire qu'après l'avoir implorée du Dieu juste et bon. La victoire telle qu'ils la veulent, s'ils l'imploraient dans la sincérité de leurs âmes, Dieu, ému de pitié, la leur refuserait; il leur en- verrait d'autres désirs. Mais, précisément parce qu'ils ne la demandent pas ainsi, ils l'auront, plus ample proba- blement qu'ils ne l'attendent et même que beaucoup d'entre eux ne la souhaitent. Elle ne sera pas la récom- pense de la prière, elle sera la rétribution de l'iniquité; elle viendra, elle éclatera sur nos têtes et bientôt sur les leurs, non comme le don du père, mais comme l'arrêt du juge. Ce sera la victoire du mal contre l'auteur du mal; l'instant terrible où la société qui a détruit en elle

les œuvres de Dieu, se trouve en présence de ses propres œuvres, des instruments de destruction qu'elle a créés et dont elle s'est servie.

Les démocrates croient que cet instant approche. Ils n'ont pas lieu d'en douter. L'abaissement où ils sont tombés est réel; nous concevons qu'ils s'en plaignent, nous ne comprendrions pas qu'ils en fussent alarmés. Puisqu'ils sont si redoutables étant si avilis, c'est à leurs adversaires de trembler. Malgré la prépondérance de ce qu'on a appelé et de ce qui ne fut jamais « le parti de l'ordre, » le gain des hommes de Février n'est point entamé. Ils l'ont placé à gros intérêt dans les mains de ceux qu'ils disent et qui se croient leurs ennemis. Six ou huit mois après la Révolution, M. Guizot disait des conservateurs : « On sera étonné de tout ce qu'ils ont livré et perdu en quelques jours. » Que dirait-il, maintenant que trois ans se sont écoulés? Que n'ont pas perdu les prétendus conservateurs, y compris ces trois ans du précieux répit que leur accorde la Providence! Les obstacles élevés en hâte, sans pierre et sans ciment, ne sont plus que des monceaux de poussière à travers lesquels l'esprit démocratique pourra passer quand il le voudra. Personne ne s'est présenté pour combattre, n'a opposé une parole de foi au retentissement des affirmations révolutionnaires, n'a fait entendre nulle part autre chose que l'humble écho des sophismes et des mensonges de l'anarchie. La politique a renié misérablement les protestations isolées de la conscience et de l'intelligence. Le monde de la force matérielle n'ose pas refuser son adhésion aux formules victorieuses de l'erreur, et c'est pourquoi cette force n'est qu'une fantasmagorie. Les démocrates ne peuvent l'ignorer; ils n'ont pas besoin de le savoir. Un

our, quelque pauvreté qu'ils auront imaginée pour don-
er signe de vie, deviendra une révolution. Tout enchaî-
és, bâillonnés et effarés, ils verront fuir ceux qu'ils
ppellent leurs oppresseurs; ils seront les maîtres, et ils
ront leur œuvre.

Humainement, cela est immanquable. Ainsi donc,
ncore une fois, en conseillant aux démocrates d'essayer
devenir chrétiens, nous ne voulons point les prendre
ar l'appât du succès, et nous plaidons moins qu'ils ne
supposent notre cause personnelle. Nous savons qu'ils
ous réservent des jours laborieux, pour ne rien dire de
lus; ils nous le disent, nous les en croyons, et nous ne
ésirons pas leur règne. Après tout, cependant, nous ne
craignons pas plus qu'il ne faut. Quelle que soit la
urée de la tempête, nous savons où est le port. Si les
évolutionnaires ont leurs espérances pour le jour, nous
vons les nôtres pour le lendemain. Mais ce lendemain
ui nous rassure, qui nous réjouit quand nous songeons
nous, nous effraye quand notre pensée s'arrête sur
ux.

Nous les étonnerons peut-être en leur disant que
es chrétiens ne sauraient éprouver de crainte qui ne soit
nêlée de beaucoup de pitié envers ceux qui leur donnent
ujet de craindre; ils connaissent trop peu notre histoire
our se rendre bien compte d'un pareil sentiment. Rien
ourtant n'est plus réel, et c'est l'impression qui nous
omine. Parmi la foule des démocrates qui se sont
endus aujourd'hui à Notre-Dame, nous voulons croire
qu'il s'est rencontré, et même en assez grand nom-
bre, des esprits animés, dans leur aveuglement, d'une
certaine espérance du bien, d'une loyale volonté de
le faire; des intelligences séduites, des raisons ébran-

lées par l'apparente injustice qui règle les conditions humaines et qui veulent y remédier, non sans bonne foi.

Ceux-là, quel réveil les attend ! Et les autres, ceux qui font froidement une expérience ou qui tentent froidement la fortune, et qui vont jusqu'au pied des autels dresser fièrement leur tête remplie de pareils desseins, quelle punition leur est réservée !

Nous voudrions que les uns et les autres, invoquant sérieusement leur conscience, après avoir accompli cet acte apparent de christianisme, se demandassent ce qu'ils devraient faire s'ils étaient vraiment chrétiens.

S'ils étaient vraiment chrétiens, ils aimeraient le peuple : non pas la popularité, non pas les louanges, non pas l'amour éphémère de cette foule trompée qui attend d'eux des vengeances funestes et des jouissances chimériques, et qui met sa force à leur disposition ; mais le peuple, c'est-à-dire cette masse qui travaille dans l'ignorance et dans l'abandon, et qui a perdu sa part possible et facile de bonheur matériel, parce qu'elle n'a plus sa part des lumières de l'esprit, des espérances de l'âme, des joies du cœur.

Le peuple qu'ils aimeraient ainsi ne serait plus dans leurs mains un instrument de ruine et de terreur, divisé en deux camps, dont l'un cherche à prendre par les révolutions ce que l'autre a conquis par le travail ; où chacun change d'amis en changeant de fortune ; où l'enrichi de la veille, regardant ceux qui étaient hier ses compagnons de labeur et de souffrance, n'y voit que des envieux, contre lesquels il devra désormais se défendre les armes à la main.

Au lieu d'avoir devant elle des forcenés qui lui déclarent une guerre à mort, et qui, par la fureur insensée de leurs prétentions, rendent tout arrangement impossible, la société verrait des hommes qui demandent justice, et elle n'aurait rien à leur refuser.

Cette justice, s'ils étaient chrétiens, ils se la feraient eux-mêmes, sans violence, sans troubles, sans risques. Aujourd'hui qu'il n'y a plus de force politique contre le mal, il n'y en aurait plus contre le bien. Si le peuple voulait jouir des trésors moraux et matériels de l'Evangile, qui l'en empêcherait? Il languit dans l'ignorance : qui empêcherait que la France ne se couvrît d'écoles absolument gratuites? Il a des malades : qui empêcherait que la charité n'élevât partout des hôpitaux? Il est dévoré par une effroyable quantité de spéculations immondes; on le corrompt et on le vole dans des milliers de tripots; il reçoit par le théâtre, par le journal, par la brochure, un enseignement de perdition qui lui fait haïr le travail, la famille, l'ordre, la paix, le devoir, qui le rend hostile à Dieu et aux hommes, qui l'éloigne de toutes les sources du bonheur en cette vie : s'il le voulait bien, si ceux qu'il écoute lui apprenaient à le vouloir, qui l'empêcherait de secouer cette vermine engraissée de son sang et de sa chair? Après la révolution, nous avons un moment espéré que le suffrage universel ferait surgir du sein du peuple un homme du peuple, simple, fort et juste, et capable de dire à la tribune, sans haine et sans envie, quelles sont les véritables douleurs, les véritables souffrances, les véritables besoins du peuple. Cet homme ne s'est pas rencontré. Afin, sans doute, que l'impuissance et le mensonge du suffrage universel fussent mieux démontrés, la Providence n'a pas permis que le peuple,

solennellement convoqué dans toute l'étendue de la France, trouvât ou voulût choisir un seul homme qui parût en effet, au milieu de tous, le REPRÉSENTANT DU PEUPLE. Il ne s'est produit que de ternes échantillons de la sagesse conservatrice la plus mince, ou de la frénésie révolutionnaire la plus outrée; et, de part et d'autre, les partis, qui voulaient à l'envi montrer du peuple, se sont vus réduits, qu'on nous pardonne l'expression, à *faire mousser* de pauvres ouvriers, médiocrement serinés par le socialisme ou par la bourgeoisie. Les plus vaillants de ces orateurs n'ont pu atteindre à l'éloquence des moindres avocats. Mais si l'homme que nous aurions voulu voir avait enfin paru, et qu'un Cathelineau, par exemple, eût fait entendre à l'Assemblée constituante la voix de son mâle et honnête bon sens, croit-on que cet homme-là n'aurait pas été écouté, suivi, obéi, même des plus épais conservateurs? On se serait disputé l'honneur d'accomplir avec lui tout ce qu'il aurait demandé pour la vraie liberté, pour le vrai bien-être, pour l'amélioration effective de la condition des masses sous le rapport moral et sous le rapport matériel.

Ce qu'un tel homme aurait fait, les démocrates, devenus chrétiens, le feraient encore. Et, s'ils le faisaient, ils fonderaient la République, au lieu de déchaîner le chaos. Savent-ils pourquoi ils ne peuvent que déchaîner le chaos? Nous le disons à ceux qui ont les intentions les plus droites et les plus respectables : c'est qu'ils ne songent qu'à réaliser des améliorations purement matérielles, et qu'ils ignorent que la première condition pour arriver aux améliorations matérielles, est d'obtenir d'abord des améliorations morales. L'amélioration morale n'est autre chose que la soumission au devoir, l'amour

du devoir dans toutes les conditions et dans toutes les œuvres de la vie. Or, il n'y a point de révolution qui puisse imposer cela, il n'y a point de parti ni de secte politique qui sache ou qui veuille seulement l'enseigner. Pour en concevoir la pensée, pour en acquérir le droit, il faut abaisser le drapeau des opinions et arborer celui de la foi.

Ce n'est pas là, sans doute, ce que les démocrates ont été faire hier à Notre-Dame! Mais qu'allaient-ils donc y faire? Nous serions contents qu'un de leurs journaux voulût le dire.

Quelle que soit leur réponse, il y a pourtant un signe dans cette manifestation. Elle prouve combien, en dépit de tous les systèmes et de toutes les révoltes, le Christianisme est profondément mêlé à notre vie. Les partis anti-chrétiens ressemblent à ces individus qui se targuent superbement de n'avoir aucune religion, de ne rien croire des vérités catholiques, et qui ne sauraient se passer ni de faire bénir leur mariage, ni de faire baptiser leurs enfants, ni de faire enterrer leur père. Ils nient le Christ, et on les voit perpétuellement à genou devant lui, tantôt pour l'adorer comme un Dieu, tantôt pour l'ajuster comme une victime. Ils écrivent contre le culte, et ils vont aux messes politiques. Il y faut aller! C'eût été trop risible de borner toute la cérémonie à parader, une fleur d'immortelle à la boutonnière, devant la colonne de Juillet. On a senti que ce deuil ressemblerait à un mariage civil. Le *Vote universel*, qui a fièrement repoussé la cérémonie religieuse, a paru ridicule; les autres n'ont été que singuliers.

Nos basiliques n'ont pas encore croulé, et si un acte de démence impie les renverse, en tombant sur l'autel, elles

ne l'écraseront pas! Jésus-Christ était hier, il est aujourd'hui, il sera demain, seul souvenir du passé, seule force du présent, seule sécurité de l'avenir. Rien de ce qui se fait sans lui ne subsiste, rien de ce qui se fait contre lui ne dure, rien de ce qui se fait avec lui ne peut périr! Regardons d'un œil ferme et ce qui passe, et ce qui va passer, et tout ce qui commence à poindre au seuil d'un avenir chargé de menaces de mort, mais plein aussi de germes de vie. Au milieu de tant d'agitations et de paroles inutiles ou funestes, il nous est donné de pouvoir faire des œuvres certainement bonnes, certainement fécondes. L'édifice dont nous creusons les fondements sera-t-il achevé? Nous n'en savons rien. Si nous ne l'avons pas fondé sur la terre, nous l'aurons fondé devant Dieu éternellement. Tandis qu'autour de nous les uns fuient les autels et les autres les saluent de la même manière que les gens de Caïphe saluaient le Fils de Dieu, soyons de laborieux ouvriers de l'Eglise, multiplions nos efforts, ensemençons comme si nous étions assurés de moissonner. Là est le salut du monde! Veut-on que nous disions aux conservateurs et aux démocrates quand est-ce que le monde aura des indices certains du retour de l'ordre, du règne de la paix, du triomphe de la fraternité? Ce n'est pas lorsque nous verrons paraître de beaux livres, prononcer de beaux discours, gagner de grandes batailles, ni même célébrer en pompe des services religieux : c'est quand on annoncera que tel grand, tel riche, tel puissant de la terre vient de se retirer du monde et de se jeter dans un couvent. Alors on pourra dire que d'illustres événements se préparent, que le mal va enfin être combattu, que la société va enfin remporter de sérieuses victoires. D'ici là, la plume, la parole, l'épée,

l'argent, la hache peuvent se donner carrière : il y aura d'inutiles succès de la vanité, d'atroces succès de la force, mais pas un esprit éclairé, pas un cœur apaisé, pas une misère secourue, pas un jour de sécurité pour le vainqueur.

M. DESCHANEL POÈTE.

20 avril 1851.

Aujourd'hui, la *Liberté de penser, Revue démocratique*, publie des vers de M. Emile Deschanel, intitulés : *Vendredi-Saint*. Il va sans dire que le Christ et son Eglise y sont insultés, traités de choses finies, d'œuvres humaines qui ont vécu, qui sont mortes, qui ne ressusciteront point. Ce sont là les gentillesses et l'industrie de nos penseurs. Blasphémer ainsi en prose et en vers, n'importe quel jour de l'année, ne serait pas chose entièrement nouvelle, et M. Deschanel, très petit poète, quoique grand incrédule, n'est pas homme à trouver une rime capable de rajeunir ces vieilleries. Mais insulter le Christ en pleine semaine sainte, en présence de la croix voilée et du sanctuaire en deuil, et quand le chant du *Stabat* retentit dans la Chrétienté, c'est au moins choisir son heure, et l'opportunité de l'outrage dispense d'y mettre du talent.

Nous n'avons nulle intention de relever les insultes de M. Deschanel. On est sujet à entendre ces choses-là le Vendredi-Saint comme les autres jours. Prononcées dans la rue, elles sont justiciables des sergents de ville; imprimées dans les journaux, elles regardent le parquet; rimées, elles ont droit à quelque chose de l'indulgence qu'il faut avoir toujours pour les faiseurs de vers. Tant mieux pour M. Deschanel s'il est *né poète!* c'est une circonstance atténuante. Il promet la mort aux prêtres qui se rendraient coupables d'un crime que la *Liberté de penser* leur impute tous les jours, celui de combattre la philosophie démocratique. Rien ne pourra les préserver de la fureur du peuple, ni M. Deschanel ni personne... pas même la *vertu même*. Mais tout cela est en vers; et l'on sait que la rime a ses exigences :

Quand je veux dire blanc, la quinteuse dit noir.

Pour s'en convaincre, il suffit d'écouter un instant le poète Deschanel :

Malheur! si vos autels *cachent des arsenaux*,
Si la tour du Seigneur se *chargeait* de créneaux,
Et si l'airain sacré, voix de plainte et de larmes,
Se changeait quelque nuit en un beffroi d'alarmes,
Aux mains des *imprudents* cachés dans votre sein,
Dont les ambitions sonneraient le tocsin!
Alors, n'écoutant plus la voix de ceux qu'il aime,
Ce peuple si longtemps trahi... La vertu même
Ferait, pour l'arrêter, des efforts superflus!
Ce peuple sévirait, et ne respecterait plus
Vos asiles sacrés devenus des repaires,
Il broierait du pied ces races de vipères!...

On voit que M. Deschanel n'a pas de talent pour les vers et que la rime peut le rendre plus féroce qu'il ne voudrait l'être en réalité.

Le plus triste et le plus curieux, et ce qui prouve bien l'incurable faiblesse d'un homme qui tient quelques vers en portefeuille, c'est la date du morceau. Ces rimes agglomérées à grand renfort de chevilles, sont un travail de la jeunesse de l'auteur. Travail de patience! Il les fit à Bourges, c'est lui qui nous l'apprend, en 1843, sans doute après une mauvaise lecture. M. Deschanel était alors professeur de l'Université. Il ne croyait pas plus en Dieu qu'à présent, nous lui devons cette justice; mais par crainte de scandale et peut-être aussi par un peu d'attachement pour sa carrière et pour ses gages, il tint son chef-d'œuvre secret, ne le communiquant tout au plus qu'à un petit nombre d'amis, probablement aussi un certain nombre d'élèves.

Et voyez la justice! Cet homme coupable d'avoir fait de mauvais vers, n'a pas eu de repos qu'il ne se fût dénoncé. L'âge est venu et ne lui a pas révélé l'inexprimable ridicule de ces couples d'alexandrins étiques, harnachés de vieilles ficelles, boiteux, poussifs, couronnés, qui traînent et cahotent la patache d'une incrédulité malhonnête. Il les a relus mille fois sans apercevoir les inepties, les pesanteurs, les chevilles, les fautes de prosodie et les fautes de français qui les empuantent; sans éprouver aucune gêne et aucune honte d'outrager la foi chrétienne précisément le Vendredi-Saint, comme un butor qui s'en irait ce jour-là dévorer quelque charcuterie sur le seuil d'une église. Il n'a pas rencontré un ami pour l'avertir qu'il faisait du même coup, blasphème à part, une chose grossière et des vers plats. Il a fallu qu'il reçoive son châtiment, et que la pièce vînt au sifflet. C'est bien fait, c'est bien juste!

LA COMMUNION PASCALE

à Notre-Dame de Paris.

21 avril 1851.

La communion générale des hommes, à Notre-Dame, pour la clôture de la retraite prêchée par le R. P. de Ravignan, s'est faite hier, suivant l'usage, mais avec plus de majesté que jamais. Ce grand acte de foi a dignement terminé le spectacle si consolant que Paris a offert durant toute la semaine sainte. Les communiants, en plus grand nombre que les années précédentes, voyaient parmi eux des recrues précieuses. Toutes les classes de la société française étaient là représentées. Nous avons remarqué sur le même rang, se rendant du même pas à la table sainte, en récitant les mêmes prières, un soldat, un homme en blouse et un ancien président du conseil des ministres.

Combien d'autres s'y trouvaient, que de tels rapprochements auraient pu étonner, et qui ne s'étonnaient pas, parce que Dieu *a écrit* sur eux *son nom nouveau!* Cependant, ce qui dominait, ce qui formait la foule, c'était l'élite de la population, des hommes qui ne pourraient disparaître sans laisser d'immenses vides dans la cité et dans la patrie. C'est ainsi que Dieu répond à ceux qui annoncent la chute et la mort de son Eglise. Venez voir ce qu'il en est, fiers prophètes! Parmi ces pénitents et ces croyants qui vont publiquement participer aux saints mystères, vous reconnaîtrez plusieurs de ceux qui naguère prophétisaient avec vous et comme vous.

Il y a quelques années, lorsque commençait à s'établir cette grande institution des Pâques de Notre-Dame, un homme d'esprit, qui avait encore quelque chose à apprendre, mécontent de voir revivre les chrétiens, disait: *Il faut mettre la main de Voltaire sur ces gens-là.* On le fit; on mit sur l'Eglise la main de Voltaire, du Voltaire que l'on put se procurer; ce fut M. Sue. Et certes, le vrai Voltaire n'aurait pas obtenu un succès aussi prompt et aussi formidable! Toutes les vieilles calomnies remises à neuf, toutes les vieilles injures relevées et rajustées au goût du temps, toutes les forces de la publicité employées à les répandre : et tout ce qui sait lire les lut! Quelle défense eût été possible? Il n'y en eut point. Ni la presse, ni la tribune, ni le Gouvernement, ni la justice, ne prirent le parti de l'Eglise si violemment frappée. Qu'est-il arrivé, cependant? Deux choses : la société, qui avait laissé commettre ce crime, a vu éclater la révolution de Février; l'Eglise, qui l'avait subi, voit dans le monde entier le Jubilé de 1851, et à Paris les Pâques de Notre-Dame.

Comparez le sentiment de honte et d'effroi qui se répandit dans Paris lorsque l'auteur du *Juif-Errant* fut porté sur les bancs de l'Assemblée nationale, et celui que fait naître dans les âmes la communion de Notre-Dame, couronnement des prédications d'un jésuite! Réfléchissez au rôle que jouent, à la figure que font en France ces deux hommes, le citoyen Sue sur la crête de la montagne, le P. Ravignan dans la chaire de la cathédrale!

La voilà pleine de croyants, pleine comme aux jours de sa jeunesse et de sa splendeur, cette cathédrale du moyen âge qui vit les scènes de 1793, que Saint-Simon proposa d'acheter pour en vendre les pierres, que le philosophisme réduisit, sous la Restauration, au rang de la chapelle royale, que la révolution de Juillet saccagea, qui resta de longues années dans l'isolement et dans la solitude, qui parut n'être plus qu'un sépulcre tombant en ruines sur un cadavre! Le bras de Dieu rouvre ses portes; il les fait rouler sur cet obstacle que la main de l'homme ne peut arracher, sur cette mousse des ans qui arrête l'effort de l'esprit humain comme le grain de sable arrête l'effort de la mer; il pousse dans ses murs, déjà trop étroits, les multitudes qui cherchent un pasteur et un abri; et, tandis que des voix insensées se réjouissent encore de sa décrépitude, la vieille église bénit l'époux immortel qui la rend féconde : *Qui habitare facit sterilem in domo, matrem filiorum lætantem.*

Ce sont là de grands signes, il est impossible de ne les point voir et de n'en être point rassuré. La société n'est pas sauvée; elle ne le sera pas sans de grands combats, sans de grandes épreuves, sans de grands sacrifices. Mais, puisqu'il y a des chrétiens, elle ne peut périr; les épreuves seront supportées, les combats seront soutenus,

les sacrifices seront consentis. On n'est pas chrétien comme on est conservateur ou socialiste, on ne fait pas un acte de foi comme on rend un vote. L'homme qui, dans la liberté de sa raison et de son cœur, a passé par le confessionnal et s'est nourri au banquet eucharistique, n'est plus ce qu'il était. Il a perdu des passions, et surtout il a trouvé des lumières. Ses passions, affaiblies ou vaincues, cessent de l'arrêter au seuil des voies qu'illumine le radieux éclat de la justice et de la vérité. De là naîtront des choses nouvelles, qui ne seront, comme toujours, que des choses oubliées. Là s'établira un mouvement et se fortifiera en même temps une résistance dont la nature et les effets ne sont inconnus que de ceux qui n'ont pas étudié la vie et l'histoire du Christianisme. Par leurs travaux, par leurs prières, par leurs souffrances, plus encore par leur bonne volonté, ces chrétiens qui se forment et qui s'élèvent rétabliront dans la société l'ordre chrétien, c'est-à-dire l'ordre normal. Ils donneront satisfaction aux besoins réels de l'époque, peu différents des besoins réels de toutes les époques; et cette satisfaction donnée au Vrai fera, par elle seule, tomber beaucoup de dangereuses chimères. On reproche aux chrétiens de n'avoir pas de génie. C'est une question de savoir si les chrétiens ont moins de génie que leurs adversaires! En tout cas, ils peuvent leur laisser cet avantage : Dieu leur a ménagé d'autres ressources. L'Eglise a toujours un martyr à donner pour effacer de son sang les beaux livres qui la déshonorent. Le libre penseur du faubourg Saint-Antoine qui, le 25 juin, tenait l'Archevêque au bout de son fusil, a pu bourrer l'arme avec une page du *Juif-Errant;* mais il n'a pu faire que le sang de ce *jésuite* ne noyât l'ouvrage et l'auteur. Voilà le génie des chré-

tiens! il ne leur coûte pas d'immenses efforts, et c'est tout ce qu'il faut à l'humanité. Qu'ils soient prêts, seulement; Dieu et ses ennemis se chargent du reste.

La simple germination de la société chrétienne enfermée dans les catacombes, a fait crouler l'empire romain par deux raisons : la première, parce que la société chrétienne avait la vérité; la seconde, parce que l'empire romain reposait sur le mensonge. Ce sont deux grandes raisons politiques. Elles existent encore aujourd'hui dans les mêmes termes; elles agissent de la même manière; elles concourent au même résultat. Toutes les fois qu'un chrétien lavait les pieds d'un pauvre, il portait un coup terrible à l'empire; toutes les fois qu'un sénateur faisait fouetter un esclave, il enlevait un lambeau de la fortune de Rome. Les choses se passent sous l'empire de l'erreur comme elles se passaient sous l'empire de la force. Les patriciens de l'erreur ne font plus rien qui ne leur nuise; les humbles enfants de la vérité n'ont besoin, pour triompher, que de vivre suivant les conseils de la vérité. Lorsqu'ils seront assez fermes et assez nombreux pour faire des lois et fonder des institutions chrétiennes, les chimères socialistes disparaîtront, comme à la clarté du jour disparaissent les monstres de la nuit.

L'épreuve sera plus ou moins longue, plus ou moins terrible, selon que le monde tardera plus ou moins à s'incliner devant le Maître qui a dit de lui-même : « Je » suis Celui qui est, qui était et qui doit venir. Je suis le » premier et le dernier; celui qui vit, et j'ai été mort; » mais maintenant je suis vivant dans les siècles des » siècles, et j'ai les clefs de la mort et de l'enfer. »

LE *CHARIVARI.*

1er avril 1851.

I. En France, le métier des bouffons est libre. On le tolère, à titre de consolation, aux envieux, aux impuissants, aux infirmes. Ils peuvent railler jusqu'à la calomnie, jusqu'à l'insulte; c'est leur privilége; mais ils n'ont jamais l'honneur de fâcher personne. La bienséance défend de leur répondre. Je ne veux point violer le privilége du *Charivari*, ni exercer sur lui des représailles auxquelles il n'a point droit. Je pourrais dire ce qui résulte, pour la moralité générale, d'une entreprise comme celle-là, qui est une entreprise légale de mépris public, de diffamation publique, d'obscénité publique. Je le ferai plus tard. Dans un travail sur la grande institution du journalisme, j'apprécierai l'utilité sociale des Gautier-

Garguilles vendeurs d'images. Aujourd'hui, j'ai autre chose en vue : l'intérêt seul des rédacteurs du *Charivari* m'occupe. Je laisse parler une fois la compassion qu'ils m'inspirent tous les jours.

On leur accorde de l'esprit. Ils en ont. Pas immensément! L'abonné, auquel ils promettent un régal de bons mots, ne reçoit que bien juste sa petite ration chaque matin. Il y a du réchauffé et de la piquette; en tout, l'ordinaire est chiche. Ils sont sept ou huit dans cette cuisine, les uns tenant la plume, les autres le crayon. Deux ont du mérite ; des deux, un seul est vraiment distingué, c'est Cham. Monsieur Daumier n'est qu'une manière d'ouvrier en facéties, peu inventif, dépourvu de grâce, avec de l'habileté au bout des doigts et qui rencontre parfois une pincée de gros sel. Mais quel rire! quelle odeur de fromage et de vin vert! quelle main faite pour déchirer les gazes de Paul de Kock! Faut-il compter Cham parmi les rédacteurs du *Charivari?* Il est fin, fécond, sans haine et sans insolence. Il plaisante en galant homme et ne diffame point. Il n'outrage rien de respectable. Il n'est point républicain. Ses vifs croquis révèlent un peintre de mœurs et un publiciste très supérieur aux neuf dixièmes des gens du métier. Qu'il ne prenne pour lui, dans mes réflexions, que cet éloge sincère de son aimable et courageux talent. Quant aux autres, ceux qui maculent la pierre lithographique, ceux qui barbouillent le papier, ils ont une signature, point de nom. Ils flottent du médiocre à l'inepte, et plus d'un parmi eux reste à ce dernier degré. Tous ne gagneraient pas leur vie à la foire. Si l'on avait quelques coups de sifflets à perdre, on pourrait les placer par là. Voyez-vous ces Messieurs, avec les dons que la nature leur a

départis, traduisant gaillardement à leur barre écrivains, orateurs, généraux, hommes d'Etat; trouvant tout mauvais, tout mesquin, tout ridicule! Et notez qu'ils ont une opinion et un parti. Ils sont républicains, les malheureux, de la nuance du *Siècle!* En sorte qu'ils s'égaient tous les jours du caractère, du talent, de la figure de M. de Montalembert, et qu'ils respectent tous les jours le caractère et le talent de M. Crémieux, et sa figure! Et ce n'est pas leur seule infortune. Ils ont des velléités de littérature : ils font des moitiés de roman, des quarts de vaudeville, qui tombent en dépit de cent réclames; et le plus vaillant d'entre eux ne peut devenir un rival pour les frères Cogniard. Qui a jamais entendu parler d'une chose littéraire de leur façon? Qu'est-il sorti de là, depuis vingt ans, homme ou livre? Ce qu'ils ont produit de plus grandiose, c'est un feuilletoniste pour le *Constitutionnel.* Nul ne sait où le reste a passé. Que deviennent les vieux rédacteurs du *Charivari?* Et ces infimes..... Mais je ne suis pas sur la terre pour effeuiller leurs lauriers, et je les laisse en paix se moquer du pauvre monde. Après tout, si je me trompe, s'ils ont plus d'esprit qu'il ne me semble, tant mieux pour eux et tant mieux pour moi; ils comprendront plus aisément ce que j'ai à leur dire.

Ils ont passé la première jeunesse, ils ne sont pas nés dans leur bureau, ils ont vu des hommes, ils doivent s'avouer que le métier qu'ils font n'est pas des plus reluisants. 500 francs par mois y sont attachés, c'est vrai; mais, là, de bonne foi, le maréchal Bugeaud, pour ne rappeler qu'une de leurs victimes, ce maréchal Bugeaud dont ils ont dit si longtemps (à 500 francs par mois) qu'il avait les cheveux rouges et qu'il déshonorait la

France; ce maréchal Bugeaud, devenu dans leurs colonnes le type du soldat stupide et féroce, et que M. Daumier *chargeait*, lorsqu'il faisait, lui, en Afrique, d'autres charges autrement périlleuses : est-ce que le maréchal Bugeaud, si longtemps l'objet de leur mépris, ne leur paraît pas s'être classé dans l'ordre moral et dans l'ordre intellectuel à quelques degrés au-dessus d'eux? Je pourrais en nommer d'autres; je pourrais nommer tout ce qu'il y a dans notre pays d'hommes estimés, de forces honnêtes, de talents reconnus. Ils les ont insultés tous : lequel croient-ils qui voulût changer avec eux de personnage, et cesser d'être ce qu'il est pour devenir ce qu'ils sont?

Ce caractère humble et ravalé de leur profession, quelque orgueil qu'ils y mettent, ils le sentent eux-mêmes : on les voit souvent déposer la marotte pour tâter du genre sévère; et même, c'est alors qu'ils donnent une bonne pièce. Ils ont des phrases rondes, une rhétorique de parquet; ils s'écoutent parler. Ah! qu'ils voudraient bien qu'on les crût capables de faire un article de fonds! Parmi ces folâtres, leur chef, l'honnête M. Huart, est le seul qui ne prétende point à la haute éloquence. Voilà un déridé consciencieux et résigné! Il rit par état, comme l'employé des pompes funèbres mène les gens en terre. Il a ses outils, il prend ses mesures, il est appliqué; il rêve en se promenant au bon mot qu'il fera la semaine prochaine, et, s'il ne le trouve pas, il rafistole le bon mot du mois dernier; et toujours gaîment et posément, et sans aspirer à la présidence de la République. Il n'a point la note plaintive, ni la note foudroyante, ni le pleur à l'œil; il est gai à jamais, c'est le plâtre de la gaîté française. Il se défend l'article nécrologique, et ce

n'est pas lui qu'on pourra prendre à pérorer dans les cimetières.

Je crois fermement que M. Huart est content de son destin, il a raison; mais ses compagnons gémissent du leur, et ils n'ont pas tort. Pour des gens un peu fiers, cette vocation est disgracieuse. On a toujours remarqué la tristesse des farceurs. Lui-même, ce fringant M. Huart, il a pourtant je ne sais quel aspect mortifié. On croirait voir passer la maladie des pommes de terre. L'homme n'est pas fait pour rire toujours, pour se moquer toujours. Celui qui se retranche l'admiration, se mutile; il se condamne au double supplice de la jalousie et de la stérilité. Il en reste cet air jovial de M. Huart, qui ferait pleurer les petits enfants. Mais ce n'est pas tout: les plaisantins du *Charivari* ajoutent à leur fardeau. En leur qualité de républicains, ils sont tenus de respecter, de vénérer même tous les noms, tous les caractères, toutes les œuvres, tous les visages politiques et littéraires de la République, depuis le *Siècle* jusqu'au *Bien-être universel*. Quel dur métier! Vilipender l'évêque de Chartres, et s'incliner devant les prospectus de M. de Girardin! S'attacher comme le détritus de la route à la chaussure de tous ceux que le monde estime, et s'étendre en tapis de fleurs sous les pas de tous ceux qu'il renie! Esclave insulteur derrière Titus, esclave adulateur devant Catilina!

Ils l'ont voulu, ils le font tous les jours de leur vie; ils le font sans esprit, sans vergogne, sans gloire, sans que jamais l'histoire, en recueillant les noms qu'ils insultent, puisse être tentée de prendre note de leurs glapissements. Ce serait bien suffisant! Qui les pousse à se surcharger? Lorsque, grâce à leur infirmité, ils ne se

donnent, après tout, envers les hommes que des torts pardonnables, pourquoi se donnent-ils des torts envers Dieu ? Quel besoin ont ces bouffons d'être impies ? Ils le sont à faire pitié !

Ils n'avaient pas, autrefois, ce vilain défaut : leur plume indécente et leur crayon malsain s'arrêtaient du moins devant les choses sacrées. C'était, dit-on, pour ménager quelques groupes d'abonnés légitimistes. Ils doivent regretter cent fois de n'avoir plus cette bride : elle les empêchait de se vautrer tout-à-fait. Maintenant, un jour ne passe guère sans qu'ils attaquent non-seulement des prêtres, mais la religion.

Je ne veux pas ici montrer ces facéties répugnantes. Cela échappe à toute citation comme à toute réfutation. C'est le rire idiot de la tabagie. Pour trouver quelque chose de semblable, il faudrait remonter aux farces abjectes de Pigault-Lebrun. Encore, Pigault-Lebrun avait-il une excuse, une espèce de passion sauvage, maladie générale de son époque. Pour eux, ils n'ont point de passion : ce sont des bourgeois, des fabricants, de simples incrédules. Nul fanatisme en eux, nulle croyance à rien : ils ne sont ni saint-simoniens, ni fouriéristes, ni socialistes, ni cousiniens, ni de la religion du mapah. Ils auraient suivi, si Cham l'avait toléré, les bœufs du Gouvernement provisoire, mais sans fanatisme. Ils sont républicains de la nuance du *Siècle,* voilà leur doctrine : elle ne peut prendre dans leur âme la place d'un dogme, et ils n'aspirent pas à faire un grand-prêtre de M. Huart. Que veulent-ils donc ? A quels mauvais conseils cèdent-ils, lorsqu'ils fourbissent ces vieux quolibets et rapetassent ces vieilles guenilles de Pigault, de Dulaure, de Touquet ?

Quel est leur plan? S'ils trouvent que l'on croit trop en Dieu dans le temps où nous sommes, ils n'y changeront rien. En vingt ans d'efforts, ils n'ont pu enlever à M. Viennet son petit renom d'homme d'esprit; ils n'arracheront pas la croyance en Dieu du cœur d'un seul honnête homme. Sur les intelligences où ils peuvent avoir quelqu'action, la besogne est déjà faite. Dernièrement, un libre penseur de petite ville, pour manifester ses sentiments philosophiques, attendit au bas de l'autel un vieux prêtre, le saisit par le bras et lui cracha au visage. Ce libre penseur ne pouvait pas, sans doute, se donner le soulagement d'écrire! Le *Charivari* peut lui susciter des imitateurs, mais quand même il en créerait des centaines, les affaires de la nuance du *Siècle* n'en seront pas plus avancées.

Ces messieurs du *Charivari* font-ils tout simplement un effort pour rajeunir un peu leur verve appauvrie, et cherchent-ils sur le terrain religieux une compensation aux enclos que la *nuance* leur interdit sur le terrain politique et littéraire? Hélas! tout est dit! Ils viennent trop tard. Voltaire a moissonné, Diderot et cent autres après lui ont glané sur ce sol; Dulaure, Pigault, Parny, mille autres l'ont fouillé de leur groin. Ce ne fut jamais l'œuvre de ces gens de cœur, ce n'est plus celle des gens d'esprit; il n'y a plus moyen de faire en ce genre des prouesses qui plaisent à la partie intelligente de l'espèce humaine. Joseph de Maistre écrivait il y a quarante ans : *L'impiété est canaille.* Il écrirait aujourd'hui : *Elle est bête.* Il y avait de certaines choses qu'on pouvait dire à l'enfant prodigue dans la maison de son père; mais les lui répéter lorsqu'il garde les pourceaux!

Ainsi, point d'intérêt de parti, point d'intérêt de doc-

trine, aucune chance de rajeunissement, nulle possibilité d'avoir un peu de gentillesse à dire des impiétés. Les rédacteurs du *Charivari* font-ils les esprits forts uniquement pour le plaisir de blesser au cœur les chrétiens qui sont, non leurs adversaires (ils n'ont point d'adversaires et ne sauraient en avoir), mais les adversaires de leurs amis? Ils se trompent. L'affliction très réelle qu'ils nous causent n'a rien dont leur amour-propre puisse être flatté. Leur habit de parade ne nous fait pas oublier qu'ils ont une âme et nous le rappelle, au contraire, plus vivement. Nous sommes affligés du mal qu'ils font à leur âme; rien de plus. Le *Credo* n'est pas au bout de leur marotte.

Il y a tant d'hommes à insulter sur la terre, à quoi bon insulter Dieu! Vous a-t-il fait du mal? Êtes-vous jaloux de ses œuvres? Êtes-vous sûrs qu'il ne vous entend point? Croyez-vous qu'il n'est pas éternel, ou que vous éviterez la mort et le jugement? Si M. Jacques vous l'a dit, consultez d'autres oracles : M. Jacques n'est pas fort! Un jour viendra, que vous ne connaissez point, où la maladie, la médecine et le fossoyeur vous traiteront comme les gens les plus sérieux du monde et vous ouvriront un lieu où vous serez interrogés fort sérieusement. Encore une fois, ne vous fiez pas à M. Jacques sur l'issue de cet interrogatoire. Aucun catholique ne plaidera contre vous, mais vous aurez d'autres accusateurs. Souhaitez d'avoir effacé ces bouffonneries, ces parodies, ces malpropretés dont vous cherchez gratuitement à souiller la robe de l'Eglise. Tout ce qui est inepte n'est pas innocent. Souhaitez que ce rire bestial que vous soulevez dans les cabarets ne retentisse pas au-delà de votre dernière heure. Souhaitez de pouvoir donner là-haut de

meilleures réponses que vous n'en préparez en ce moment
Souhaitez que la croix prenne possession de votre tomb
en amie!

4 avril 1851.

II. Depuis trois jours, les rédacteurs du *Charivari* son
dans un état d'exaspération difficile à décrire. Nous pen
sions bien qu'ils recevraient sans patience la correctio
à laquelle nous avons cru devoir les soumettre; mai
l'habitude d'insulter tout le monde à l'abri du mépri
ou de la terreur qu'ils inspirent, les a rendus si sensi-
bles aux moindres coups, que les voilà hors de sens. O
ne les reconnaît plus, et M. Huart improvise.

Les platitudes foisonnent. Ce n'est pas une petite af-
faire pour ces messieurs de trouver quelque chose d
passable lorsqu'ils sont de sang-froid et lorsqu'ils pren-
nent leur temps. Or, ils se pressent et ils ont la fièvre
L'un d'eux pourtant, celui qui aspire aux lettres sé
rieuses et qui a fait un vaudeville (représenté une fois)
s'est retenu trois jours. Il vient ce matin, brillant d
force et de jeunesse, suppléer M. Huart, toujours u
peu asthmatique, et M. Carraguel qui se repose. C
troisième champion est M. Taxile Delord. Rien n'e
plus célèbre et plus redouté. C'est un homme grave, u
homme de style; il a des idées, il dédaigne ses chétif
compères, il était né pour faire des articles de fonds,
est proudhonnien, il sera premier consul. Il ne travaill
dans la nuance du *Siècle* et il ne rédige le *Charivari* qu
par un effet de la misère des temps.

Nous saluons l'avenir de M. Delord; nous croyon
qu'il ira bien plus loin que M. Carraguel, plus haut qu

M. Huart, et nous voulons le traiter avec la considération qu'il mérite. Nous allons le laisser parler. Seulement, comme il n'est encore qu'un rédacteur du *Charivari*, contre qui personne ne peut avoir à se défendre, il souffrira qu'on ne lui réponde point.

Il prend le style de la lettre de M. Pyat à Mgr le comte de Chambord. C'est le dernier goût du Parnasse rouge :

« Ce que je prétends faire ici, ce n'est point la guerre à un homme, mais à un principe, à une idée, à l'ultramontanisme, au jésuitisme. Nous achevons ensemble une simple étude de mœurs contemporaines, nous recherchons par quelle pente un homme arrive à se faire rédacteur de l'*Univers* et quelle est la force réelle des ennemis de la révolution.

» Je pourrais dire au Bossuet de la halle qui rédige l'*Univers* : Je te connais depuis mon enfance (et pourquoi garderais-je les apparences même de la politesse envers celui qui s'est mis au-dessus des convenances, qui a traité de *faquins* les républicains exilés, qui les a injuriés de loin, sauf à leur montrer de près une tonsure menteuse?), tu es cet adolescent véreux qui rapportait au proviseur et qui imputait à un autre les infamies que tu commettais à la prière du soir; nous lisions peut-être *Faublas*, tu nous as révélé l'existence de *Justine*.

» Rappelle-nous, si tu l'oses, où tu allais les jours de billet de confession!

» Tu es le jeune homme sans cœur, sans foi, sans âme, qui t'es raillé de nos premiers sentiments, de nos premières opinions, de nos premières croyances, qui nous a dit : Vous cherchez le bonheur, pauvres gens! il n'y a que la jouissance.

» Dis-nous, si tu le peux, de quels noms, à vingt ans, tu appelais Dieu, la patrie, l'amour!

» Tu as été le dévot de collége, le sceptique de café, tu es aujourd'hui le jésuite!

» On nous dit que vous *pratiquez;* il n'y a qu'un ultramontain sur qui le pain et le vin de l'Eucharistie puissent produire la fureur de vos articles. Un homme religieux puise-t-il de telles ivresses au fond du saint ciboire?

» Ses anciens amis prétendent que le rédacteur de l'*Univers* n'est au

fond qu'un fruit sec de la littérature, un romancier ulcéré et méconnu; nous serions tentés de le croire; mais qu'il écoute les conseils d'un ennemi; il est trop vieux pour ne pas se consacrer tout entier à la polémique; Cassagnac de sous-préfecture dans la première partie de sa carrière, avec un peu plus d'esprit et de goût, il pourra devenir le Martinville des sacristies.

» Vous lirez cet article, charmants confrères, et vous croirez nous avoir mis en colère. Vous nous démangez, et voilà tout. Capucins, prêtraillons, pions de séminaire, punaises de chapelle, pucerons de sacristie, se fourrent aujourd'hui partout. Il faut secouer de temps en temps la gale cléricale. C'est pourquoi nous avons versé quelques gouttes d'ammoniaque sur votre acarus en chef. »

Ce monsieur a beau dire, il ne nous paraît pas calme, et nous lui trouvons plus de fiel que n'en saurait contenir l'âme d'un dévot. Néanmoins, si ce fiel s'épanche, c'est notre faute. Nous avons provoqué ce dépit de nain vaniteux qui trépigne dans la foule. Nous devons tout pardonner. Mais nous ne pouvons pas également passer sous silence les perfidies que M. Delord glisse à travers ses effets de style. On croirait à l'entendre que nous avons sucé ensemble les mamelles de l'Université, que nous avons vécu et travaillé ensemble. Cela est calomnieux. M. Delord ne nous connaît aucunement, et il a l'honneur de nous parler pour la première fois.

Le reste, venant de là, ne vaut pas un démenti.

M. HUGO ET LA PEINE DE MORT.

12 juin 1851.

Le jury de la Seine a donné hier un signe assez remarquable du mouvement qui s'opère dans les esprits. Un rédacteur de l'*Evénement*, M. Charles Hugo, était traduit devant la Cour d'assises pour un article qu'il avait cru écrire contre la peine de mort, à l'occasion du supplice de l'assassin Montcharmont. C'était un essai de jeune homme, tout plein d'antithèses et d'agréments de style, dans le goût de son journal et de sa famille, et que nous n'aurions pas cru coupable. L'auteur a été défendu en grande pompe par M. Victor Hugo, son père. Le jury, après vingt minutes de délibération, a porté un verdict de culpabilité, tout en reconnaissant des circonstances atténuantes. Véritablement, il y en avait! M. Charles Hugo a été condamné à six mois de prison.

Ce qui donne un caractère particulier à ce verdict, c'est la présence et la plaidoirie de M. Victor Hugo. Depuis longtemps, l'auteur de *Notre-Dame de Paris* et du *Dernier jour d'un Condamné* n'était plus populaire que dans la bourgeoisie; et là se trouvaient les derniers romantiques. Nous supposions bien qu'il n'en restait guère, mais nous pensions qu'il y en avait encore. Il paraît qu'il n'y en a plus.

Un article de M. Hugo fils, défendu par M. Hugo père, et condamné par des juges tirés de la seule classe où l'on ait pu sincèrement admirer *Claude Gueux*, assurément, c'est une surprise agréable pour les gens qui doutent du bon sens public.

Au moment de paraître devant la Cour, les jeunes rédacteurs de l'*Evénement* se sont empressés de rassembler des textes à l'appui de leur thèse; car, nous l'avons dit, ils sont convaincus qu'ils combattent la peine de mort. Avec une naïveté qui a quelque chose de touchant, ils ont donné la plus belle place parmi ce choix d'autorités à M. Victor Hugo lui-même, prenant dans *Claude Gueux* et dans la préface du *Dernier jour d'un Condamné* ce qu'ils y trouvaient de plus beau, et se mettant à couvert sous ces chefs-d'œuvre d'autrefois, qui sont encore des chefs-d'œuvre pour eux. Juste ciel! Voilà pourtant ce que nous avons admiré, ce qui a eu vingt éditions, ce que nous avons donné à traduire à toute l'Europe! Rendons justice à M. Hugo et à ses élèves, ils font maintenant beaucoup mieux que cela. Nous venons de dire que les bourgeois ne sont plus romantiques; M. Hugo, à dix ans de distance, ne l'est presque plus lui-même, et ses enfants, dans quelques années, ne le seront plus du tout. Personne aujourd'hui ne voudrait,

ni n'oserait, ni ne saurait écrire certains passages de *Claude Gueux* et de la préface du *Dernier jour d'un Condamné*. On serait mis à l'amende. C'est ce que le jury vient de constater en condamnant l'article de l'*Evénement*, cent fois moins répréhensible, au point de vue du goût, de la morale, des lois et de la raison, que ces ouvrages qui ont rendu leur auteur illustre et qui l'ont fait entrer à l'Académie comme les Visigoths dans Rome. Lui aussi, M. Victor Hugo, l'a constaté à sa manière : sa plaidoirie, quoique fort enflée de vieux vent, est sage et quasi-cicéronienne, à côté de ces beaux ronflements de l'ancienne période hugotique. Plus de poings sur la hanche, à peine quelques petites trivialités, des velléités de périphrases : c'est un burgrave ! Si peu fourni qu'il soit de cette précieuse qualité qu'on appelle le tact oratoire, M. Hugo sent néanmoins que ses anciennes façons ne seraient point de mise et que la mode en est passée.

Les louanges que nous sommes heureux de donner à la plaidoirie de M. Hugo ne s'adressent qu'à la forme. Quant au fond, nous n'en disons rien, et par deux raisons. M. Hugo plaidait pour son fils et plaidait contre la peine de mort. Tout ce qu'il a dit pour son fils mérite des égards ; rien de ce qu'il a dit contre la peine de mort ne mérite l'attention.

M. Victor Hugo jadis a fait de bonnes pièces de vers, quoique trop chevillées ; il ne brille pas autant dans la prose, et il se perd tout-à-fait dans la politique : témoins ses douze discours, dont deux ont été prononcés au congrès de la paix. Ses chansons ont plu à beaucoup de gens ; jamais il n'a écrit ni débité une phrase qui ait obtenu un retentissement sérieux. On connaît des discours de M. Guizot, de M. Berryer, de M. de Montalembert,

de M. Thiers, de M. de Lamartine, de M. Barrot, de plusieurs autres : qui connaît un discours de M. Hugo? Il y a eu des livres que toutes les têtes pensantes de l'Europe ont lus et qu'aucun homme grave n'oserait n'avoir pas lus. On a lu M. de Maistre, M. de Bonald, M. Guizot, M. de Châteaubriand, M. de Lamennais, M. de Tocqueville, même M. de Lamartine : où est le livre de M. Hugo, et quel homme parmi ceux qui comptent sur la terre, se sentirait humilié de n'avoir pas achevé ou même de n'avoir pas ouvert *Notre-Dame de Paris*, *Le Rhin* et *Bug-Jargal*? M. Hugo n'est ni un politique, ni un philosophe, ni un critique; il a fabriqué adroitement les vers, voilà son mérite. Ce n'est pas le mérite d'un penseur, comme il s'en vante volontiers; c'est tout au plus celui d'un sonneur. Pendant un certain moment, il a d'un bras assez vigoureux secoué la cloche au profit de certaines vulgarités qui régnaient en ce moment-là, et qui maintenant ne règnent plus.

La question de la peine de mort est bien forte pour un mérite de ce genre et d'ailleurs si fatigué. A l'époque du *Dernier jour d'un Condamné* et de *Claude Gueux*, cette question remuait. M. Hugo l'a saisie par le côté où elle lui offrait le plus de prise, le côté philanthropique, libéral et banal, et il a mis son bourdon en branle. Nous aurions une pauvre idée des partisans de l'abolition de la peine de mort qui lui sauraient gré de son service.

La question de la peine de mort est mêlée intimement à l'histoire de l'humanité. Elle a occupé de grands esprits. Les plus graves, les plus cléments, les plus miséricordieux l'ont résolue dans le sens de la peine, et toute la civilisation chrétienne a maintenu le glaive dans ses codes, si longtemps dictés par l'esprit de l'Evangile.

M. Hugo ne tient nul compte de tout cela. Il a pour lui Beccaria, Franklin, Turgot (que n'ajoute-t-il Robespierre?); il croit avoir M. de Broglie et M. Guizot : il sonne sa cloche. En présence de toute la sagesse des législations passées et de toutes les épouvantes du temps présent, à propos de Montcharmont, au beau milieu du spectacle judiciaire qui nous est en ce moment donné par la Belgique (1), il déclare que l'instrument du supplice « est de trop dans une société qui a pour livre l'Evangile. »

Ce serait une chose désagréable de répondre à cela, et à quoi bon répondre?

Le principal argument de M. Hugo, celui qui lui est propre, est un argument dramatique : il s'efforce d'agir sur les nerfs par la peinture des souffrances du supplicié. Il fait des descriptions romantiques de la bouche qui se tord, de la chair qui saigne, de la guillotine qui rate. Il y a quelque chose de plus dans la peine de mort, et une institution qui touche de si près à toute l'organisation sociale ne se décide pas sur les mines d'une femme qu'on fait pâmer, ou d'un bourgeois à qui l'on tire des larmes Le bourgeois pleure toujours sur ce pauvre Holopherne, si méchamment mis à mort par Judith.

Il se peut fort bien que la peine de mort soit abolie prochainement. Cela tient à des causes que M. Hugo ne soupçonne guère et qui dérivent non du progrès, mais de la décadence de la société. Aussitôt abolie, la peine de mort sera remplacée par une autre peine, celle des massacres. Il est vrai qu'elle ne portera pas sur les mêmes individus.

(1) Le procès Bocarmé.

Nous ne voulons pas, à propos d'une tirade de mélodrame, entamer une discussion sur un sujet dont il ne faut s'occuper qu'avec respect et maturité. Un seul mot à ces innocents philanthropes qui n'ont jamais fini de déclamer à propos du sang versé par la justice humaine, et qui prétendent trouver jusque dans la Bible des arguments contre la peine de mort. M. Crémieux a cité aux jurés l'exemple de Caïn, que Dieu laissa vivre après le meurtre d'Abel : l'exemple les a peu touchés; il n'était pas concluant, en effet. Ce Caïn fut le premier homme qui eut horreur du sang versé. Abel offrit à Dieu une victime sanglante, figure du sacrifice sanglant qui devait racheter le monde. Caïn, âme douce et tendre, se contenta d'offrir quelques produits de ses champs. Après quoi il fit d'Abel ce que l'on sait.

On peut se méfier d'une tradition philanthropique qui remonte là.

PARIS S'AMUSE.

29 août 1851.

En attendant 1852, Paris s'amuse. Nous empruntions dernièrement à la *République* le programme, en façon de *réclame*, de l'une des fêtes qui sont tous les jours célébrées à la face du soleil. Cette pompe de Bacchus, où l'on voit sur un char le dieu, entouré de bacchantes *dans toutes les attitudes que l'ivresse peut inspirer*, n'est pas la seule de ce genre. Il y en a d'autres, toutes pareilles, dont les journaux du « pauvre peuple » ne s'offusquent point, bien que ce soient des filles du pauvre peuple qui en fassent le principal ornement. Au contraire, ils les annoncent avec plaisir, surtout dans le corps du journal, où l'annonce est payée plus cher.

Bacchus et ses bacchantes s'exhibent à l'Hippodrome. A l'autre extrémité de Paris, aux Arènes *nationales* du

faubourg Saint-Antoine, on voit le triomphe de Cérès. Naturellement, la déesse est accompagnée de ses nymphes, lesquelles, d'après une belle image ajoutée à l'affiche, portent tous les costumes que la température des vers à soie peut permettre à une pudeur descendue au-dessous de zéro. Jadis on ne s'habillait ainsi qu'à l'Opéra, et encore! Mais maintenant le peuple jouit de ses droits politiques, il est grand seigneur, et il se fournit de belles esclaves qui travaillent à le divertir dans le goût ottoman. Au Champ-de-Mars on avait, il y a quelque temps, Vénus et les filles de l'air, toujours dans le même habit mythologique. Cet attrait étant devenu fade, on y ajoute les descentes en parachute. Le plaisir des spectateurs, plaisir très vif et très couru, consiste à attendre que les acteurs se cassent le cou. Voilà les délassements d'une population républicaine.

C'est peu de chose, à côté des plaisirs que les citoyens se donnent eux-mêmes. Le dimanche et le lundi soir, les faubourgs, au retour des bals de la banlieue, retentissent de chansons et de conversations qui peuvent faire deviner quels pas on y danse. Ces guinguettes philosophiques et progressives sont les petites maisons de la jeunesse bourgeoise. L'ancienne classe supérieure s'y est gâtée, la nouvelle s'y pourrit. Nous voudrions savoir ce que les gens qui vont s'amuser là peuvent reprocher aux courtisans de Louis XV? Assurément, jamais débauché de l'ancien régime n'a plus cyniquement affecté le mépris pour tout ce qui peut paraître un semblant de morale et de politesse. Rien n'égale l'abjection de ces entretiens, de ces chansons, de ces hurlements. La populace, en proie à l'ivresse, ne se permet pas de pareils excès.

On travaille à son éducation. Il n'y a plus guère en France qu'un petit nombre de nos lecteurs, habitants des cantons les plus reculés et ne recevant aucun autre journal, qui ne connaissent pas la grande entreprise des *trente jours de plaisirs; mille francs de plaisirs pour quinze francs.* Un citoyen français, qui peut tout comme un autre devenir législateur et président de la République, a monté cette spéculation. On lui donnera quinze francs, et il procurera pendant un mois l'entrée des spectacles, bals, concerts, etc. On voit d'ici le profit pour la moralité publique, et combien, si la spéculation réussit et se renouvelle, le peuple se fortifiera dans l'amour de l'ordre, dans le goût du travail, dans la satisfaction profonde que lui inspire déjà sa condition. Trente jours de plaisirs pour quinze francs!

L'entrepreneur a demandé le concours de tous les journaux quotidiens, même celui de l'*Univers*. A l'exception de l'*Univers* et du *Charivari* (rencontre inexplicable!), *tous* l'ont donné. Parmi les conservateurs, les plus honnêtes; parmi les républicains, les plus rogues, tous ont également accueilli les réclames du marchand de plaisirs et ses annonces, illustrées en style des jours gras. Retournez toutes ces feuilles, et rien ne vous les fera plus distinguer. Le défenseur et l'adversaire de l'ordre social, l'avocat de l'honnêteté bourgeoise et le patron puritain de la morale et de la dignité populaire, portent également sur le dos Arlequin et Colombine, vous invitent également à ces saturnales. Il faut dire que l'annonce remplit la quatrième page et reparaît souvent. Plus d'une vertu, peut-être, murmure; mais comment attaquer une entreprise qui s'*annonce* si bien? Ah! l'annonce! ce n'est pas seulement un hameçon, c'est

un bouclier. Le cerbère de la publicité, quand on lui montre ce gâteau, ne montre plus les dents.

Le petit commerce de Paris ne s'est pas rendu moins facilement. En deux ou trois semaines, six mille boutiques, dit-on, ont pris en dépôt les actions de plaisirs. L'entrepreneur promet d'attirer beaucoup d'étrangers. Cette considération l'emporterait sur toutes les autres, si l'on en pouvait faire d'autres.

Le même appât sert de base à une entreprise plus vaste et qui affecte des allures politiques et humanitaires. Il s'agit de décider la ville de Paris à offrir des fêtes à l'Europe, non pas pour s'amuser, fi donc! mais pour prendre une *revanche nationale* de l'exposition de Londres. Dans l'opinion des inventeurs, si les Anglais l'emportent par le génie industriel, ils n'entendent rien, comparés à nous, aux arts d'agrément, et nous serions les premiers saltimbanques du monde. Ce sont des phalanstériens qui ont cette vanité et qui poussent cette affaire. Ils demandent un million et demi pour dresser des monuments de planches et de calicot, planter des mâts de cocagne, ranger des ifs, allumer des lampions, etc. Avec une foi naïve au mérite de leur idée, peut-être aussi avec un instinct profond de la bêtise publique, ils gratifient d'un diplôme l'ami du progrès qui leur donne cinq cents francs. Probablement que ce diplôme, dans leur opinion, a la valeur d'un titre de noblesse; et croyez que cela ne les empêcherait nullement de mépriser les parchemins des Montmorency!

Cinq cents francs, cependant, c'est un peu cher? Oui, mais on raisonne : les fêtes feront venir les étrangers, les étrangers feront aller le commerce; et si le commerce va, on gardera le brevet, et on retrouvera bien les cinq

cents francs. Tout cela exhale, sans parler du reste, une odeur d'écus rognés et de vente à faux poids qui soulève le cœur. Le succès n'en est que plus probable, et les inventeurs ne désespèrent point d'arriver à leur million et demi. Nous en avons pour signes les dépenses, fort gentilles aussi, qu'ils font en annonces. Ils comptent même obtenir une subvention de la Ville et le concours du Gouvernement. Pourquoi pas? La sagesse conservatrice n'élève aucune objection, et la vertu républicaine ne fait aucune opposition. Il est aisé, sans doute, de prévoir quelle sorte de commerce ces ébats de l'imagination fouriériste feront surtout prospérer; mais si les conservateurs n'y voient point d'inconvénients, les républicains n'y pouvent trouver que de grands avantages. En attendant, la manne de l'annonce pleut pour tout le monde.

Passons aux plaisirs intellectuels. Nous n'en ferons pas l'inventaire, ce serait long et difficile : nous ne citerons qu'un fait, qui suffira pour juger du reste, et nous ne l'apprécierons pas nous-mêmes. Paris est la ville la moins prude du monde, et les feuilletons sont ce qu'il y a de moins prude à Paris. Nous allons laïsser les feuilletons apprécier un grand succès que vient d'obtenir au théâtre le romancier favori de la classe régnante, M. de Balzac, mort il y a un an. L'ouvrage de M. de Balzac est intitulé : *Mercadet le faiseur;* il a été représenté au *Gymnase*.

Nous prenons l'histoire et l'analyse de la pièce dans le *Siècle*, en regrettant qu'un sentiment assez honnête s'exprime en style si saugrenu; mais aussi quel *specimen* de la littérature que le *Siècle* sert tous les jours à trente mille abonnés!

« J'ai dit que le *Faiseur* serait joué au Gymnase tel qu'il a été écrit par son célèbre auteur, et j'ai été induit et j'ai induit mes lecteurs en très grande erreur. Voici l'histoire, cette fois très exacte, de cette pièce.

« Le *Faiseur*, non encore achevé, — il y avait, je crois, quatre actes écrits et un en plan, — fut lu au Théâtre-Français par son auteur. Il y eut un succès de rire, mais on déclara la pièce injouable, tant le réalisme qui l'avait inspirée parut cynique. Après la mort de M. de Balzac, des négociations furent entamées par la direction d'un théâtre du boulevard avec les héritiers de l'illustre écrivain ; mais là encore, au moment où les répétitions commencèrent, on recula ; le directeur ne pouvait se décider à mettre sous les yeux du public un tel spectacle. Le directeur fut félicité et officiellement remercié par des parents du célèbre mort de cette action honorable, qui pouvait certainement être fatale à ses intérêts.

« L'indifférence du public, cette nécessité qui pousse fatalement les administrations théâtrales à frapper à toutes les portes, à chercher les spectacles les plus vitrioliques pour ramener la foule, a sans doute conduit les directeurs du théâtre du Gymnase à monter cette œuvre ; mais, une fois nantis du manuscrit, ils ont reculé, eux aussi, devant la pièce telle qu'elle était sortie du cerveau de l'auteur du *Père Goriot* et des *Treize* ; ils ont fait appel à plusieurs écrivains, qui ont décliné le dangereux honneur qui leur était fait. Enfin, un auteur bien connu a pris sa trousse dramatique ; il a supprimé deux actes ; il a taillé, rogné, coupassé ; puis il a recousu, là où son scalpel avait passé, et le cadavre théâtral, encore tout couvert des magnifiques paillettes dorées et toutes diamantées laissées par la main du maître, a fait son apparition hier devant tout le Paris lettré que le théâtre du Gymnase avait grand'peine à contenir.

« Doit-on raconter la pièce du *Faiseur* ? Je ne sais vraiment si c'est chose honnête à faire ! C'est l'existence d'un homme, de Mercadet, un *patricoteur*, un *brasseur* d'affaires, qui, abandonné un jour par Godot, son associé, s'est trouvé en face de protêts, d'huissiers, de prises de corps, de toute l'artillerie timbrée, en un mot, des hommes de loi. Mercadet veut continuer l'existence luxueuse qu'il a menée jusqu'alors. Que fait-il ? Il pense à un riche mariage pour sa fille ; mais Julie Mercadet aime un jeune homme sans sou ni maille, modeste plumitif à dix-huit cents francs d'appointements. Désillusionner le jeune amoureux

est pour Mercadet l'affaire de cinq minutes d'entretien. L'employé éconduit, arrive le prétendu ; — c'est un escroc, — car il n'y a pas d'autres gens dans cette pièce. Les créanciers, qui s'étaient montrés accommodants en présence d'un riche mariage, deviennent plus exigeants ; pour les apaiser, Mercadet imagine de se servir de son gendre manqué, qu'il transforme en faux Godot devenu nabab indien et archi-millionnaire. Le vrai Godot survient enfin, comme le *Deus ex machina*, le roi coquin de tous ces coquins ; il paie toutes les créances, il désintéresse huissiers et recors, au grand ébahissement de Mercadet lui-même, qui peut à son tour réaliser l'idée unique de sa vie : — il prête 10,000 fr. à celui qui devait être son gendre et s'écrie : Enfin je suis créancier !

» J'ai cru, en assistant à la représentation de cette œuvre, que j'étais aux prises avec un horrible cauchemar ; il m'a semblé un moment que j'étais au bagne de Toulon et que je voyais jouer par des forçats en habit noir une œuvre de leur façon. Ces drôles, sans aucune idée de morale, sans foi ni loi, sans honneur, sans probité, nous représentaient le monde comme ils le voyaient, sans autre frein que le Code pénal, sans autre châtiment que le geôlier ou le bourreau ; ils se trompaient mutuellement, se volaient mutuellement, échangeaient entre eux des paroles, des idées spirituelles, — je me garderai bien de le nier, — mais d'un cynisme révoltant ; ils supprimaient la famille, ou plutôt pour eux la famille était encore un moyen ; ils supprimaient Dieu ; — et quand on m'a réveillé de ce cauchemar terrible, j'étais triste et malade.

» Hélas ! on ira voir cette pièce, on y rira ; la foule battra des mains, et l'or pleuvra dans la caisse de la direction ; mais nous aurions voulu, pour la mémoire de l'illustre mort que nous regrettons, qu'elle restât ensevelie dans cette tombe aujourd'hui presque abandonnée et devant laquelle, à pareille heure, il y a aujourd'hui un an, nous nous inclinions, pleins d'un respectueux et bien douloureux attendrissement. »

Le sentiment honnête qu'exprime si niaisement le *Siècle*, est celui de tous les journaux à peu près. C'est ce que l'on démêle à travers beaucoup de platitudes élogieuses en l'honneur de Balzac. L'*Événement*, journal de la famille Hugo, ne fait qu'un reproche à l'ouvrage : Le vaudevilliste qui s'est chargé de l'arranger, l'a trop *moralisé*.

Néanmoins, ce que le vaudevilliste a laissé, fait encore plaisir au Critique, et il assure que « depuis, *et y* » *compris* Beaumarchais, on n'a rien écrit d'aussi cré- » pitant en mots éblouissants et cinglants. » Voilà du style. Mais écoutez le post-scriptum.

« *P.-S.* J'apprends à l'instant une nouvelle tellement monstrueuse que je n'y peux croire. Je ne puis écrire que quelques lignes, étouffé que je suis par l'indignation.

» Il s'est trouvé en plein XIX^e^ siècle un commis assez osé pour mettre la main d'un gendarme sur le cercueil de Balzac !

» On a arrêté les représentations de *Mercadet*.

» Il paraît que des joueurs de Bourse et de Banque se sont allés plaindre. Dans *Mercadet*, Balzac a flétri les faiseurs hasardeux qui louvoient vers la fortune entre la prison de Clichy et le bagne de Toulon.

» Ce sont les gens rossés qui se plaignent du bâton.

» Balzac a frappé. Je confierais malaisément une fortune aux gens qui ont crié.

» La littérature entière devra protester contre un pareil scandale. Le soufflet qu'on a donné à Balzac retombe sur toutes les joues. »

Heureusement, le ministre de l'intérieur s'est trouvé moins scrupuleux que les feuilletons; il n'a pas voulu priver l'élite de la société parisienne de ses plaisirs en supprimant *Mercadet*. La *Patrie* a porté à l'*Evénement* la consolation officielle que voici :

« Le bruit s'est répandu aujourd'hui qu'un ordre de M. le ministre de l'intérieur avait interdit les représentations de *Mercadet*. C'est une erreur. Quelques observations ayant été faites sur cette pièce, M. le ministre de l'intérieur a voulu la lire lui-même, afin de juger si ces observations étaient ou n'étaient pas fondées, et il a simplement prescrit la suspension des représentations. *Mercadet* reprendra demain le cours de la brillante carrière qu'il est appelé à parcourir. »

Après ce que l'on vient de lire, cette déclaration arrive à propos pour servir de conclusion et de morale.

L'ARGUMENT PELLOQUET

et l'argument Choulppe.

31 août 1851.

I. Le *National* n'est pas né plaisant ; mais il le devient par l'envie extrême qu'il en a. Lorsqu'il entreprend de railler, il nous amuse plus qu'un autre, d'autant que la chose nous regarde ordinairement. Il veut bien nous donner aujourd'hui ce rafraîchissement, et voici M. Pelloquet, les mains pleines de flèches, qui vise nos réflexions d'hier sur les plaisirs de Paris.

Il y trouve à répondre deux choses qui ne manquent pas d'originalité : la première, c'est que les débordements que nous avons signalés sont plutôt l'effet de nos principes que des siens ; la seconde, c'est que le Mercadet de Balzac est *le meilleur de nos amis :* « Il a été voltai-

» rien, c'est vrai ; mais que l'*Univers* le lui pardonne, il » a abjuré ses erreurs vers la fin du règne de Louis-» Philippe et défendu chaudement la cause du Sonder-» bund. » Quand nous disons que les mains du *National* sont pleines de flèches, nous nous trompons; il n'en a qu'une, et la voilà !

Que les gens qui vont prendre les plaisirs du bal champêtre tels qu'on les goûte aux barrières, suivent nos principes, soient nos amis, nous en doutons. A leurs chansons et à leurs discours, ils paraissent bons républicains. Nous ne nions pas, toutefois, qu'il ne se rencontre parmi eux des conservateurs; mais personne n'ignore que tous les conservateurs ne pensent pas comme nous. Le *Journal des Débats*, l'*Ordre*, d'autres feuilles encore, dont la quatrième page est, comme celle du *National*, au service des plaisirs de M. Rion, sont d'excellents et notoires conservateurs, à qui l'on ne peut faire l'injure de les soupçonner d'affection pour nous. Allons! le *National* avouera que ce n'est pas pour le seul usage de nos amis, directs ni indirects, qu'il a chargé son dos austère des annonces du plaisir à cinquante centimes. Avec l'entrepreneur, il a pensé que ses lecteurs en prendraient un peu. Autrement, il serait, en conscience, obligé de rendre l'argent.

Quant à Mercadet, s'il est de nos amis, c'est malgré nous, et le *National* devrait nous savoir gré de lui faire si peu d'avances. On est exposé dans ce monde à avoir des amis qui ne vous aiment pas et dont on ne voudrait pas. Nous avons quelques voltairiens effrayés, le *National* a les terroristes et les socialistes. Voilà le malheur qui nous est commun, et la ressemblance entre le *National* et nous. Mais voici la différence : nos amis fâcheux, les

voltairiens effrayés, nous les renions tout haut et toujours ; lorsqu'ils se prétendent catholiques, nous leur disons : Nous ne vous connaissons pas ! lorsqu'ils proposent une chose contraire à l'intérêt de l'Eglise, lorsqu'ils disent une parole et font un acte qui l'outrage, nous les combattons. Le *National*, tout au contraire. Ses amis fâcheux lui font une peur horrible, et il les courtise. Lorsqu'ils commettent, soit en actes, soit en paroles, un excès qui révolte la raison et la conscience publique, ou il se tait, ou il leur crie : Je suis des vôtres ! Ils ont des divinités bien monstrueuses, ils avouent des ancêtres bien abominables, ils publient des manifestes et des livres bien idiots, ils se permettent çà et là des jugements et des exécutions bien féroces : quand est-ce qu'on verra le *National*, armé d'un généreux courroux, répudier ce passé, combattre ces doctrines, flétrir ces crimes et prier les patriotes trop pressés de venger leurs injures, d'attendre au moins qu'il y ait des tribunaux révolutionnaires ? Le *National* cessera de nous reprocher Mercadet ; il a lui-même des relations trop intimes avec des citoyens qui valent encore moins que ce monsieur-là.

Mais est-il bien vrai que Mercadet soit notre ami, et qu'il ait défendu « chaudement » la cause du Sonderbund ? C'en est la première nouvelle. Où le *National* l'a-t-il prise ? Est-ce qu'il aurait connu Mercadet dans les salons de M. Marrast, à l'heureuse époque de la république athénienne ! On avait alors une religion, et on faisait des affaires qui ne devaient pas déplaire à Mercadet. Sa morale dénote un libre penseur. Il a une manière d'agir en toutes choses, et principalement envers ses créanciers, qui montre un homme très détaché des prescriptions du catéchisme. Si donc Mercadet, en ce

moment, est avec nous, ce que nous ne pouvons empêcher, le *National* peut se tranquilliser, ce n'est pas pour longtemps. Quel que soit son langage, Mercadet tient à la philosophie par les entrailles.

Nous en dirons autant de M. de Balzac. « M. de Balzac, » dit le *National*, a toujours soutenu la religion et l'aris- » tocratie. » Cela importe fort peu, et tout dépend de la manière. Or, M. de Balzac soutenait la religion et l'aristocratie d'une façon qui permettait aux ennemis de la religion et de l'aristocratie d'aimer et de soutenir beaucoup M. de Balzac. Ses romans religieux et aristocratiques faisaient les beaux feuilletons du *Siècle*, de la *Presse*, du *Constitutionnel;* le *National* lui-même aurait pu s'en parer, si ses moyens le lui avaient permis. Il aurait fort bien fait, et ses doctrines n'y eussent rien perdu. M. de Balzac, avec sa manière d'envisager l'homme et la société, trop parfaitement exprimée dans son dernier ouvrage, était un excellent ouvrier de révolution, et nul ne pouvait mieux travailler à mettre les mœurs dans la voie qui ruine les peuples. « Si vous prédisez, » dit un penseur fameux, « qu'un Etat est à la veille d'une fâ- » cheuse révolution, à cause des vices énormes qui y » règnent, de l'athéisme, de l'impiété, des blasphèmes..., » du luxe, de l'ivrognerie, des impudicités et des injus- » tices qui y dominent, une prédiction bâtie sur un tel » fondement sera de mise. » Nous avertissons le *National* de ne point mépriser l'écrivain qui prédit ainsi les effets de l'irreligion; c'est un homme qu'il respecte beaucoup et qu'il a loué fort souvent, quoique peut-être sans l'avoir lu : c'est Bayle, lequel disait aussi, avec Marc-Aurèle et Julien-l'Apostat, « qu'on ne néglige la religion que dans les lieux où le luxe, les richesses et l'amour font

ublier les autres devoirs; que cette négligence est la ite de la débauche et de la dépravation des mœurs, les ces devant naturellement éteindre parmi les hommes ut esprit de religion. »

Il est vrai que tout cela fait sourire M. Pelloquet. Ce ubliciste n'admet pas que le désordre soit le fruit de irreligion. Au contraire, il inclinerait plutôt à penser ue la religion seule produit et autorise un certain rdre de crimes, et peut-être qu'on parviendrait à lui aire dire que les débordements dont Paris est le théâtre ont les effets d'un reste de catholicisme dont cette grande ville n'est pas encore purgée. Mercadet est catholique, Balzac était catholique, et l'entreprise des trente jours de plaisirs est une œuvre catholique. Vous verrez que le *National*, en se laissant séduire par l'annonce de M. Rion, a été abusé par une dernière lueur des superstitions de son berceau. Il aurait refusé l'affiche si, par malheur, il n'avait pas été baptisé.

Cette thèse, plutôt indiquée que posée, se laisse deviner à la lueur de deux arguments historiques produits par M. Pelloquet, l'un qu'il emprunte à un autre publiciste nommé M. Chouippe, et le second, qu'il a pris nous ne savons où. Voyons d'abord le dernier, que nous appellerons l'argument-Pelloquet, pour le distinguer de l'argument-Chouippe.

« Au temps du grand Louis XIV, dit M. Pelloquet, on voyait bien à la cour le spectacle de l'adultère; mais quand ce monarque se brouillait avec la Montespan, c'était un évêque qui les réconciliait. L'adultère durait toujours, mais il était béni par la religion. Nous concevons les regrets des feuilles catholiques : les Jésuites auront beau faire, ils ne ramèneront jamais ce temps-là. »

Dans l'école à laquelle appartient M. Pelloquet, on se

moque souvent de ce que l'on appelle l'histoire à la façon du P. Loriquet. Il est convenu que ce religieux a fait descendre Bonaparte au grade de lieutenant-général des armées de Louis XVIII. Ce n'est pas vrai, mais on en rit encore. M. Pelloquet nous paraît tomber ici très réellement dans la faute que l'on reproche très gratuitement au Jésuite, sans doute à cause de son nom bizarre. Il attribue à un évêque de la cour de Louis XIV une fonction qu'aucun n'a remplie. Nous pensons que M. Pelloquet aura assez de fierté pour nous nommer cet évêque qui réconciliait Louis XIV avec *la* Montespan et qui bénissait l'adultère. Pour nous, nous ne connaissons qu'un personnage célèbre qui ait fait quelque chose d'approchant : c'est Molière.

Passons à l'argument Chouippe.

M. Chouippe, rédacteur de la *Feuille du Peuple*, a lu un livre intitulé : *Mémoires tirés des archives de la police*, par Peuchet; il y a trouvé une lettre adressée au lieutenant de police Berryer, dans laquelle un gentilhomme sollicite l'entrée de sa fille au Parc-aux-Cerfs. Nous ne connaissons pas le livre de Peuchet, nous ne savons quel crédit mérite ce compilateur (1). Si la pièce qu'il cite est, en effet, le comble de l'ignominie, elle est en même temps le comble du ridicule. Il nous semble difficile que cette lettre ne soit pas l'œuvre d'un faussaire, et qu'on l'ait conservée à la police dans un autre but que d'en rechercher et d'en punir l'auteur. Mais enfin, la pièce serait authentique, il y aurait eu un gentilhomme, un père,

(1) Les *Mémoires* de Peuchet sont un ramas d'anecdotes apocryphes compilées ou inventées par La Motte-Langon, assisté de collaborateurs plus infimes que lui. Aucune des pièces alléguées dans ce misérable ouvrage n'existe aux archives de la police.

un chrétien capable d'écrire et de signer cet acte abominable, qu'il n'y faudrait voir qu'une de ces aberrations de la sottise et du vice dont l'humanité eut de tout temps à rougir, et qui l'humilient encore aujourd'hui. Il y a au bagne des proxenètes, des incestueux et des parricides; il y en aura sous la République comme sous les autres gouvernements, jusqu'à ce que les législateurs dont on menace le monde aient supprimé la prison et le bagne; et alors les proxenètes, les parricides, les incestueux, seront dans la société, et n'y seront pas en petit nombre. Le régime du Comité de salut public et des proconsuls a fait faire en un an plus de choses infâmes qu'il n'y en eut durant tout le règne de Louis XV. Mais M. Chouippe ne s'arrête pas à ces considérations, qui refroidiraient l'argumentation démocratique. Bien content de son aubaine, il copie la trouvaille ou l'invention de Peuchet; il la met dans la *Feuille du Peuple*, avec ce titre : *La famille sous la monarchie*, et aussitôt toutes les autres feuilles du peuple, *Evénement, National, Presse, République*, se jettent sur cette ordure en criant, comme M. Chouippe : Voilà ce qu'était la famille sous la monarchie! Notez que ces journaux si purs et ces consciences si délicates ramassent et donnent en primes à leurs abonnés toute la fange de la littérature des XVIII^e^ et XIX^e^ siècles; que quelques-uns d'entre eux faisaient illustrer le procès Bocarmé, à l'usage du peuple; que pas un ne renie soit les hommes, soit les livres qui, du temps de Louis XV, ont sali et corrompu la France et le monde; que pas un n'oserait contester la moralité de Marat ou de Danton; qu'ils ont des auteurs et des docteurs qui demandent formellement l'abolition du mariage; qu'il n'y a pas une plume, pas un crayon, pas un livre corrupteurs qui ne

tiennent à leur secte par quelque endroit, ou qui ne leur appartiennent complétement....

M. Pelloquet s'empare donc de l'argument-Chouippe et nous en écrase : « On chercherait vainement à notre » époque, dit-il, un document aussi respectueux dans la » forme que celui que nous reproduisions hier, dans le- » quel un gentilhomme — dont les ancêtres n'avaient » jamais dérogé — appelait les bénédictions du Ciel sur » un protecteur assez puissant pour faire admettre sa » fille au Parc-aux-Cerfs. » D'où il faut conclure, si on l'entend bien, que ces vertueux démocrates aboliront le vice en même temps qu'ils aboliront la religion et la monarchie.

Telle est la force de l'argument-Chouippe, corroboré de l'argument-Pelloquet; mais nous n'avons pas encore l'argument-Pelloquet tout entier.

Hélas! quand le moment sera venu de faire l'inventaire de notre époque et de chercher, non plus dans les archives de la police et dans les mémoires secrets, mais dans les théâtres, dans les journaux et dans les livres quelle a été la situation de la famille sous le régime de la philosophie, on y trouvera des documents plus tristes que le hideux morceau déterré par Peuchet. Ce que l'on n'y trouvera pas, ou du moins ce que l'on n'y trouvera que rarement, c'est un spectacle de vertu, de dévouement, de piété, de bonté égal à celui que présentait la famille même de Louis XV, lui seul excepté. Le savant M. Chouippe et le savant M. Pelloquet ont encore des études à faire en histoire. Ils ignorent qu'à la cour et dans la maison de ce roi si honteusement débauché et si pleinement applaudi des philosophes, il y avait des princes et des princesses qui étaient des modèles de

toutes les vertus et qui offraient à la France un exemple que les écrivains du temps, l'auteur de la *Pucelle*, l'auteur de la *Religieuse*, l'auteur du *Compère Mathieu*, d'autres auteurs encore, tous révérés, nous n'en doutons pas, de M. Chouippe et de M. Pelloquet, s'efforçaient d'étouffer et ont en effet étouffés. Si ces Messieurs le veulent, nous leur montrerons ce spectacle, et alors ils sauront ce qu'était la famille sous le catholicisme et sous la monarchie.

2 septembre 1851.

II. Nous avons ouvert ce matin le *National* avec curiosité, espérant y trouver le nom de l'évêque qui « réconciliait Louis XIV avec *la* Montespan » et qui « bénissait l'adultère, » au grand contentement des Jésuites de l'époque. Mais le *National* ne sonne mot de la chose. On ne nous croirait pas si nous disions que nous en sommes surpris. Nous savons, il y a longtemps, que les polémistes libres-penseurs, non-seulement ne sont pas forts, mais encore qu'ils ne sont pas fiers. Après avoir avancé avec une arrogance étourdie les thèses les plus absurdes et les plus iniques, ils se dérobent quand le moment vient de les soutenir et ne mettent pas plus de vergogne à fuir qu'ils n'en ont mis à calomnier. Ils croient avoir assez fait pour l'honneur en ne reconnaissant point leur tort et en laissant dans l'erreur les lecteurs qui n'entendent qu'eux. Qu'importe le démenti qu'ils reçoivent devant le petit nombre des auditeurs intelligents? Dans le gros du public, les évêques et la religion n'en sont pas moins diffamés, et l'argument-Pelloquet reste en vigueur. Il est acquis, pour une certaine quantité de ci-

toyens français, que quand Louis XIV était brouillé avec Mme de Montespan, un évêque se trouvait là pour les réconcilier, et qu'ainsi l'adultère royal, béni et consacré par la religion, obtenait l'assentiment des Jésuites. Vous verrez qu'on y reviendra! Ceux qui le diront encore ne le croiront plus, s'ils l'ont cru jamais, ce qui est plus que douteux; mais pourvu qu'ils le fassent croire!... Véritablement, est-ce que ces Messieurs ne rougissent pas un peu de leurs procédés, malgré le succès qu'ils obtiennent? Car enfin, ils savent bien ce que nous en pensons, ce que nous avons le droit d'en penser; ils sont contraints, au fond de leur conscience, d'en penser exactement de même. Comment peuvent-ils supporter cela?

5 septembre 1851.

III. Nous avons enfin la suite de l'argument-Pelloquet. Le *National* nomme l'évêque qui « se chargeait de réconcilier Louis XIV et *la* Montespan » et « qui bénissait l'adultère. » Cet évêque, dit-il, c'est Bossuet... Oui, il dit cela!

Nous devons reconnaître qu'il en est honteux et penaud. On sait s'il s'est fait prier! Il ne demandait qu'à laisser ce nom en blanc. Diffamer *un* évêque quelconque, avancer qu'*un* évêque, à la cour de Louis XIV, à la face du monde, jouait un rôle infâme, cela ne coûte rien, c'est un plaisir, mais accoler un nom à cette accusation d'infamie, et le nom de Bossuet!... On a beau être démocrate, on hésite.

Nous avons voulu que le *National* bût cette absinthe: nous lui remettons de bon cœur les injures dont il nous

accable en l'avalant. Le fait est que la potion est amère, et le *National*, vilipendant Bossuet par la plume de M. Pelloquet, n'a plus toute la gravité qui sied à la vertu. Nous le plaindrions nous-même, s'il l'avait moins mérité.

Le *National* se souvient-il qu'il s'est souvent mêlé de défendre Bossuet contre nous, surtout quand nous ne l'attaquions pas! Dernièrement il nous reprochait (bien entendu sans indiquer la page) d'avoir appelé ce grand homme le *nommé* Bossuet. Entendait-il donc nous accuser de trop de politesse? Car, enfin, s'il a de Bossuet l'opinion qu'il veut en donner, pourquoi nous demanderait-il de le révérer?

Quant aux autorités dont le *National* prétend autoriser l'avanie qu'il ose faire à l'un des noms les plus grands et les plus respectés de l'histoire humaine, l'insulteur lui-même en sent si bien la valeur, qu'il feint de n'entendre pas ce qui est aussi clair que le jour. Il joue l'ineptie pour arriver à la diffamation. Quel zèle! Ces autorités sont une phrase des *Mémoires* de Châteaubriand, qui ne dit rien, et un passage des souvenirs de Mme de Caylus, qui dit ce que tout le monde sait : que Bossuet, après avoir séparé Louis XIV et Mme de Montespan, fut trompé par un retour de passion que sa candeur n'avait point prévu. Les vrais chrétiens en furent consternés; le vice, la légèreté ou la malignité s'en amusèrent. A soixante ans de là (1), Mme de Caylus, ra-

(1) Mme de Caylus n'arriva à la cour qu'en 1681, c'est-à-dire six ans après le retour de Mme de Montespan. Elle avait alors à peine six ans. Quant à ses *Souvenirs*, elle les écrivit dans sa vieillesse « sans ordre, » sans exactitude et sans autre prétention que d'amuser ses amis. » C'est elle-même qui le dit.

contant cette aventure, dont elle n'a pas connu toutes les circonstances, plaisante Bossuet, qui avait trop cru à la conversion de Louis XIV. « Tels furent, dit-elle, cette » fameuse séparation et le raccommodement si glorieux » à Mgr l'évêque de Meaux. » Le *National* met une barre sous *raccommodement*, il en met deux sous GLORIEUX, et veut croire que Mme de Caylus accuse Bossuet d'avoir renoué ce scandaleux commerce. A ce compte, le *National* pourrait invoquer un témoin plus sérieux et mieux informé que Mme de Caylus, c'est Mme de Maintenon elle-même, écrivant à une amie : « Je » vous l'avais bien dit, que M. de C.... (de Condom) » jouerait dans cette affaire un personnage de dupe. Il a » beaucoup d'esprit, mais pas celui de la cour. Avec tout » son zèle, il a fait précisément ce que Lauzun aurait eu » honte de faire, il voulait les convertir et il les a rac- » commodés. » Voilà de quoi souligner; mais, en dépit de toutes les mascarades typographiques, comment tirer jamais de là un peu honnêtement que Mme de Maintenon assimilait Bossuet à Lauzun? Qui a jamais eu cette pensée? Pour que Bossuet reçût un pareil outrage, il fallait l'ignorance et l'indécence des plumes de ce temps-ci. »

Rien n'est plus connu que l'histoire des relations de Louis XIV et de Mme de Montespan. Tout le monde sait et a toujours su que Bossuet, mêlé malgré lui dans ce roman historique, n'a pas cessé d'y être digne de lui-même et de la religion. Le *National*, qui s'accuse avec raison de n'être pas savant, ne peut cependant en ignorer toutes les preuves, tant elles abondent. Nul prêtre n'eut plus que Bossuet, dans la vie privée, la dignité et la sévérité ecclésiastiques. On le voit partout le même qu'en chaire. Louis XIV, malgré ses désordres, était père et

roi. Il n'aurait pas confié à un prêtre indigne l'éducation de son fils, quand même ce prêtre eût été de ses favoris.

Après le carême de 1675, où le jésuite Bourdaloue, en présence de toute la cour, avait osé tonner contre l'adultère, quelques bons mouvements s'élevèrent dans le cœur du roi. Il eut avec Bossuet des entretiens dont le résultat fut que Mme de Montespan quitta la cour, et que le roi, après avoir fait ses pâques, partit pour l'armée sans la revoir. Au moment de s'éloigner, Louis XIV aperçut Bourdaloue : — « Mon Père, lui dit-il, vous » devez être content de moi : Mme de Montespan est à » Clagny. — Oui, sire, répondit le jésuite; mais Dieu » serait plus satisfait si Clagny était à soixante et dix » lieues de Versailles. » Nous doutons fort qu'un héros des libres-penseurs, Molière, par exemple, recevant du roi la même parole, eût répondu avec le même courage.

Ce que Louis XIV et Bossuet s'étaient dit dans ces entretiens relatifs à Mme de Montespan, Bossuet lui-même nous l'apprend. Louis XIV lui avait commandé de lui écrire sur le sujet dont ils s'étaient occupés. Bossuet obéit, et nous avons ses lettres. Nous engageons le *National* à les lire et nous voulons le contraindre d'en lire au moins une. On sait de quels tableaux, de quelles instructions, de quelle morale, de quel style les fidèles serviteurs du peuple souverain nourrissent l'esprit et le cœur de leur maître et caressent ses passions. Voici comment Bossuet parlait à l'esprit, au cœur et aux passions du plus puissant roi de la terre :

« Vos peuples s'attendent, Sire, à vous voir pratiquer plus que jamais ces lois que l'Ecriture vous donne. La haute profession que Votre Majesté a faite de *vouloir changer dans sa vie ce qui déplaisait à Dieu* (nous soulignons à notre tour) les a remplis de consolation ; elle leur

persuade que Votre Majesté, se donnant à Dieu, se rendra plus que jamais attentive à l'obligation très étroite qu'il vous impose, de veiller à leur misère... Il est arrivé souvent qu'on a dit aux rois que les peuples sont plaintifs naturellement, et qu'il n'est pas possible de les contenter, quoi qu'on fasse. Sans remonter bien loin dans l'histoire des siècles passés, le nôtre a vu Henri IV, votre aïeul, qui, par sa bonté ingénieuse et persévérante, avait trouvé les moyens de rendre les peuples heureux et de leur faire sentir et avouer leur bonheur. Aussi en était-il aimé jusqu'à la passion ; et, dans le temps de sa mort, on vit partout dans le royaume et dans toutes les familles une désolation pareille à celle que cause la perte d'un bon père à ses enfants. Il n'y a personne de nous qui ne se souvienne d'avoir ouï conter ce gémissement universel à son père ou à son grand-père . C'est ainsi qu'il avait gagné les cœurs , et, *s'il avait ôté de sa vie la* TACHE *que Votre Majesté vient d'effacer*, sa gloire serait accomplie et on pourrait le proposer comme le modèle d'un roi parfait. »

Voilà comme Bossuet « bénissait l'adultère » ou, suivant l'expression plus adoucie qu'emploie aujourd'hui M. Pelloquet, comme il jouait à la Cour « un rôle équivoque. »

Nous nous demandons quelle sorte de plaisir on peut prendre à écrire de pareilles brutalités sur un pareil homme, et quel fruit on en espère? A coup sûr, ce n'est pas pour l'honneur de la morale publique. L'intérêt de la morale préoccupe fort peu un journal qui compte dans son parti les écrivains les plus immoraux de notre époque et des époques antérieures, hommes et femmes, et qui pousserait des cris de fureur si le Gouvernement voulait censurer une pièce de théâtre, ou une lithographie, ou un livre. Tandis qu'on insulte Bossuet pour une chose qu'il n'a pas faite, on dresse des statues aux écrivains qui ont fait, conseillé, applaudi, glorifié précisément cette chose-là. Que veut-on dire? Tout simplement salir une gloire chrétienne, et, si l'on peut, faire

rejaillir quelque chose de la boue qu'on lui jette jusque sur la religion. Telle est la fin de l'argument-Pelloquet. Bossuet réconciliait des amants brouillés et bénissait l'adultère au nom de la religion; donc la religion bénit l'adultère; donc la religion est infâme. Voilà le syllogisme. Pour le compléter, il faudrait au moins ajouter : La religion est infâme, parce qu'elle bénit un crime que tous les écrivains libres-penseurs trouvent fort innocent, qui est la source de leurs inspirations, la conséquence de leur morale, le résultat le plus ordinaire de leurs livres, et très souvent l'exemple le plus signalé de leur vie.

Les libres-penseurs ne remarquent pas assez que la plus grande injure qu'ils puissent faire à la religion et la plus insoutenable, c'est de lui reprocher des hommes qui ont pensé comme eux, et une morale qui aboutit aux mêmes effets que la leur. Qu'est-ce que c'est que Tartufe? C'est un libre-penseur, un homme qui se joue de Dieu, qui, par conséquent, croit que Dieu n'est pas et qui n'a besoin que de n'être plus parmi des chrétiens pour jeter le manteau de la dévotion et étaler toutes les grâces de l'impiété. Que M. Pelloquet nous dise donc ce que cela prouve contre la religion, et comment il s'ensuit que Dieu n'a pas créé le ciel et la terre, que Jésus-Christ n'est pas le Fils de Dieu, que l'Eglise catholique romaine n'est pas la vraie Eglise, et que la morale de cette Eglise est impure?

M. Pelloquet ayant fait, comme on vient de le voir, l'histoire d'un évêque, termine en nous demandant ce que nous dirions s'il « allait *fouiller* dans celle des cardinaux ou dans celle des papes? » Mon Dieu! nous lui dirions ce que nous venons de dire, et nous laisserions

M. Pelloquet *fouiller*. Le résultat de ces fouilles nous est d'avance connu. Il y a dans l'histoire catholique deux classes de noms, sur lesquels une érudition d'estaminet peut vomir intarissablement des anecdotes semblables à celles qu'il nous conte sur Bossuet. Les premiers, en bonne justice, appartiennent aux libres-penseurs; de ce nombre sont Luther, Rabelais, Fra-Paolo, etc. M. Pelloquet les traitera comme il le jugera bon. Les autres, comme Bossuet, sont bien à nous, et ils ont laissé pour les défendre des actes ou des œuvres qui les mettent parfaitement à l'abri des *fouilles* et même des constructions de M. Pelloquet.

14 septembre 1851.

IV. Nous allons poser une question à la délicatesse du *National*. Nous risquons de n'obtenir aucune réponse; mais notre curiosité est excitée trop vivement. Le *National* affiche en toute occasion des allures puritaines et un zèle pour les bonnes mœurs qui nous laissent des doutes; nous voulons en avoir le fin mot.

On sait l'avanie qu'il a faite dernièrement à la mémoire de Bossuet; il a reconnu sa faute... en se taisant. Ce n'est pas assez. Sachons si véritablement les gens qui approuvent, secondent, glorifient les mauvaises mœurs, lui inspirent autant d'horreur qu'il le dit; sachons si c'est pour tout de bon que le *National* accuse la religion catholique d'avoir corrompu le monde.

Louis XV fit les mêmes fautes que Louis XIV et n'eut pas les mêmes repentirs. Il écouta beaucoup moins les évêques, beaucoup plus les philosophes. Les libres-penseurs de son temps l'ont surnommé le *bien-aimé;* ceux

du nôtre le méprisent, nous ne savons sur quel fondement. Louis XV partageait ou tout au moins tolérait et pratiquait leurs doctrines. Il donna des scandales, il y persévéra en homme qui s'inquiète peu des jugements de Dieu; il protégea les encyclopédistes et persécuta les Jésuites. M. Sue, plus sincère ou plus conséquent que ses compères, estime infiniment Louis XV, et M. Sue a raison. Ayant à sa disposition des hommes de bien, distingués en toutes sortes de mérite, ce déplorable roi préféra employer les misérables qui servaient ses vices. Par eux, il perdit la monarchie, corrompit la société, désola l'Eglise. Ce fut lui qui mina l'édifice social : la Révolution n'en a été que l'écroulement.

Auprès de lui, brillait une femme encore plus *avancée* que lui. C'était M^me^ de Pompadour. On a tout dit d'elle lorsqu'on l'a nommée. Si elle avait daigné écrire, elle avait assez de pratique pour faire, cent ans à l'avance, les romans humanitaires et anti-conjugaux qu'on a tant célébrés dans le parti républicain. Sauf l'encre aux doigts et un certain cynisme particulier à notre époque, que manque-t-il à M^me^ de Pompadour pour obtenir les éloges de toutes les plumes penseuses? Elle n'était pas du métier, voilà son pire défaut. Du reste, galante jusqu'à l'effronterie, incrédule jusqu'au sacrilége, à peine trouverait-on mieux sous la République. On est injuste envers elle, comme envers Louis XV, et par le même conseil d'hypocrisie. Les philosophes ses contemporains eurent plus de franchise. Un surtout, le maître et l'inspirateur des autres, vieillard cynique, auteur de livres infâmes, qu'un roi moins indigne et moins trahi aurait fait pourrir à la Bastille, et que, de nos jours, le jury condamnerait à l'amende et à la prison. Cet homme as-

pirait à l'amitié de la maîtresse de Louis XV. Il la soutenait contre la réprobation des honnêtes gens, peut-être contre ses propres remords; car elle avait reçu une éducation chrétienne, et, dans les commencements au moins, sa conscience pouvait encore la tourmenter. Un jour que quelque bruit de disgrâce ou de rupture avait couru, le philosophe, empressé de faire sa cour, écrivit à la courtisane, pour prendre rang parmi les amis fidèles quand la faveur reviendrait. Nous avons publié une lettre de Bossuet à Louis XIV, et l'on a vu comment l'évêque qui venait de décider la conversion de M^lle^ de La Vallière, savait parler de M^me^ de Montespan sans se départir du respect qu'exige la couronne, et sans manquer de commisération envers les pécheurs. Voici maintenant une lettre de Voltaire à M^me^ de Pompadour. Le *National*, défenseur si ardent de la vertu et gardien si vigilant de la morale, fera la comparaison :

VOLTAIRE A MADAME DE POMPADOUR.

Quand César, ce héros charmant,
De qui Rome était idolâtre,
Battait le Belge et le Flamand,
On en faisait son compliment
A la divine Cléopâtre.
Ce héros des amants ainsi que des guerriers
Unissait le myrte aux lauriers;
Mais l'if est aujourd'hui l'arbre que je révère,
Et depuis quelque temps j'en fais bien plus de cas
Que des lauriers sanglants du fier Dieu des combats,
Et que des myrtes de Cythère.

Je suis persuadé, Madame, que, du temps de César, il n'y avait point de frondeur janséniste qui osât censurer *ce qui doit faire le charme de tous les honnêtes gens*, et que les aumôniers de Rome n'étaient pas de

imbéciles fanatiques. C'est de quoi je voudrais avoir l'honneur de vous entretenir avant d'aller à la campagne. Je m'intéresse à votre bonheur plus que vous ne pensez, et peut-être n'y a-t-il personne à Paris qui y prenne un intérêt plus sensible. Ce n'est point comme vieux galant flatteur de belles que je vous parle, *c'est comme un bon citoyen;* et je vous demande la permission de venir vous dire un petit mot à Etioles ou à Brunoy ce mois de mai. Ayez la bonté de me dire quand et où.

Je suis avec respect, Madame, etc.

Le *National* trouvera cette lettre dans la correspondance générale de Voltaire, tom. 3, p. 283, édition de Baudouin frères, 1828.

A la page 285, il pourrait lire une autre lettre, du même à la même, qui commence ainsi :

Sincère et tendre Pompadour,
Car je peux vous donner à l'avance
Ce nom qui rime avec l'amour,
Et qui sera bientôt le plus beau nom de France...

Voilà de l'ignoble! voilà le vice et l'adultère encouragés, glorifiés, bénis! Voilà ce qui permet de dire, sans aucune ombre de diffamation ni de doute, que si Louis XV et M^me^ de Pompadour s'étaient brouillés et que Voltaire eût pu aspirer à l'honneur de faire la réconciliation, le prince des philosophes n'aurait pas ménagé ses bons offices. Nous signalons ce vieillard pervers aux colères du *National,* et nous demandons qu'il nous fasse lire bientôt une vertueuse tirade intitulée, à la façon de M. Chouippe : *Les libres-penseurs sous la monarchie.*

17 septembre 1851.

V. Nous avons pressé le *National* de se décider à reconnaître qu'il a calomnié Bossuet, et par la même

occasion nous l'avons invité à nous dire ce qu'il pense de la vertu de Voltaire.

Voici un morceau de la réponse que M. Pelloquet nous fait ce matin, après quarante-huit heures de réflexion :

« Il n'y a rien de plus audacieux qu'un jésuite qui se déboutonne, avions-nous dit. Il n'y a pas de spectacle non plus qui puisse mieux édifier le pays sur la cause de la prorogation depuis que les jésuites s'en sont faits les soldats. Mais c'est un spectacle que nous hésitons à donner à nos lecteurs : trop souvent le cœur nous manque, et nous redoutons de passer, aux yeux de ceux qui ne nous connaissent pas, pour les complices involontaires des attentats à la pudeur, à la morale publique, à la conscience humaine, qui salissent tous les jours les colonnes des feuilles catholiques.

» Les Spartiates avaient coutume, pour dégoûter leurs enfants de l'ivresse, de leur faire voir des ilotes pris de vin. Mais que pouvait être l'ivresse d'un pauvre esclave à côté de l'ivresse du jésuite triomphant qui se croit le maître, et veut d'un seul coup se venger sur la société des humiliations qu'il a reçues, des lâchetés qu'il s'est imposées, de toutes les déceptions infligées aux ambitions, aux concupiscences et aux rêves d'une vanité sans mesure et sans frein? Voilà pourquoi nous hésitons souvent à lever la main qui écarterait un coin du rideau abaissé sur ces orgies de séminaire, ces débauches de sacristie, où l'eau bénite remplace l'alcool, où l'on se grise de fiel en guise de vin bleu. »

Nous aimons cet air de rosière et ces yeux baissés; mais nous aimerions bien aussi un petit mot de Bossuet et de Voltaire. Or, il n'en est pas question dans tout l'article, pas plus de l'un que de l'autre. Le *National* nous parle, toujours sur le même ton et avec les mêmes grâces, de la prorogation, des *fumées de l'orgie* à laquelle se livrent les Jésuites, de l'hypocrisie des susdits Jésuites et de la nôtre particulièrement; il assure que nous déshonorons le journalisme, et qu'il éprouve de grandes angoisses quand il vient à penser qu'on pourrait le con-

fondre avec nous (mon Dieu! qu'il se rassure!). Il insinue consciencieusement que nous prenons le parti de Louis XV...; mais il ne nomme ni Voltaire, ni Bossuet. C'est ce que nous avions annoncé. Nous connaissons notre homme.

Néanmoins il nous fait un petit aveu qui va désobliger l'ingénieux M. Chouippe. Il confesse que les mémoires de Peuchet, naguère allégués par lui avec tant d'emphase et dont sa pudeur s'accommodait si bien, sont apocryphes. La forme de cet aveu est d'une cafarderie charmante. « Nous ne savons pas si les mémoires de » Peuchet sont apocryphes, nous le croyons cependant, » *quoique cela soit affirmé par l'Univers.* » Et nous, si le *National* venait nous affirmer qu'il ignorait comment les mémoires de Peuchet ont été fabriqués, et de quel atelier plus malsain que les archives de la police ils sont sortis, nous ne le croirions cependant pas.

NOUVEAUX MANIFESTES ROUGES.

11 août 1851.

I. Les feuilles républicaines démocratiques et sociales publient ce matin une déclamation signée de quatre-vingt-treize Messieurs qui s'intitulent la *Montagne*, et revêtue de l'adhésion de vingt autres, qui prennent la modeste qualification de *représentants de l'opinion républicaine présents à Paris*. Suivant la *Presse* et le *National*, ce morceau de littérature rouge est un simple compte-rendu; suivant la *République*, feuille toujours audacieuse et formidable, c'est un *manifeste*. MANIFESTE DE LA MONTAGNE AU PEUPLE! L'effet est bien plus grandiose, et, rien qu'à ces mots, la réaction blêmit. Par malheur, cette Méduse n'a que la tête dont M. Barest lui fait présent. Manifeste ou compte-rendu, la pièce en

elle-même est une des plus insignes pauvretés qui soient sorties de ces pauvres cerveaux. Est-ce donc ce nom superbe et ridicule de Montagne qui porte ainsi malheur à tous leurs accouchements? Le rédacteur s'est contenté de mettre en style académique les *Bulletins du comité de résistance*: mêmes idées, mêmes menaces; ce n'est ni moins sot, ni moins odieux; mais c'est poli, et *le peuple* ne sera pas satisfait. Ce *peuple* à qui l'on s'adresse et dont les véritables chefs comparaissent en ce moment devant le conseil de guerre de Lyon, trouvera que l'on continue de parodier les exercices du Cirque Olympique. Montagnards, vous vous essoufflez en vain! Vous n'êtes que la Vieille-Montagne. Il y a une Nouvelle-Montagne à la faim vierge, à la soif éternelle; elle vous devance, elle vous méprise et vous ne l'atteindrez pas.

Les bonnes gens! avec leurs airs terribles, ils sont pleins de courtoisie, d'euphémismes, de précautions oratoires. Ils ne se lâchent tout-à-fait que sur le compte du *tyran* de Naples, de l'*ogre* Pie IX et du *cannibale* Radetzky. Nous autres Français, ils nous ménagent; et, s'ils accusent l'influence des Jésuites, ce n'est que pour ne pas rester au-dessous de M. Dupin. Sans craindre de déplaire aux *frères* qui enrégimentent des pioches pour fouiller la France en manière de Californie, et qui se souviennent que les vrais républicains « font tomber des têtes, » ils nous promettent l'abolition absolue de la peine de mort; ils nous assurent que leur victoire s'opérera sans crise; ils nous font entendre qu'en tout cas on sera fort bien dans leurs prisons. Comme ils savent que le mot *socialisme* effarouche, ils ne le prononcent pas; ils nous annoncent simplement « des institutions sociales, » et ils glissent avec une discrétion toute gracieuse. Des

institutions sociales, qui peut s'effrayer de cela? En parlant de la double élection de l'an prochain, de « ce que les ennemis de la République appellent la crise de 1852, » ils disent : « Pourquoi donc une crise? » De la même voix ingénue et douce ils sont prêts à nous demander pourquoi le socialisme nous ferait peur. Qu'est-ce que c'est que le socialisme, en effet? C'est un ensemble d'institutions sociales. Eh bien! des institutions sociales, est-ce si nouveau? Est-ce que toute institution politique, depuis qu'il y a une société, n'a pas été une institution sociale? En vérité, on ne s'effraie que faute de savoir le français.

Il y a sans doute un peu de diplomatie dans ces douceurs, mais il y a aussi un peu de sincérité. Exprimons ici une pensée qui nous est souvent venue. Au fond et en masse, nous ne croyons pas que les Montagnards soient méchants. Beaucoup de ces crinières sont des perruques, et nous voyons bien des barbes postiches sur ces visages hérissés. A Dieu ne plaise que nous les soupçonnions d'aucune tendresse de cœur pour la réaction; mais, franchement, nous ne pouvons les croire capables d'une haine très vigoureuse contre la conservation. Le procès de Lyon éclaircit bien des choses. Nos Montagnards ne sont pas pour les moyens violents. Ils aiment la légalité, la discussion, les transitions douces. Ils consentent à pousser le char, il le faut bien; mais doucement, lentement, comme on pousse à raison de 25 francs par jour, et sans rien essayer de trop décisif pour écarter le sabot qui ralentit la marche et fait durer la besogne.

De là cette attitude, singulière à nos yeux, suspecte aux yeux des affiliés extra-parlementaires; de là ce mélange de paroles hardies, de pensées modérées, d'actions

plus que prudentes. Ces hommes veulent paraître ce qu'ils ne sont pas, et ne devenir que le plus tard et le moins possible ce qu'ils sont contraints de paraître. Leur trafic est sur la montagne, mais leur établissement est dans la plaine, où ils trouvent mille agréments.

Presque jamais nous n'avons senti vraiment vibrer dans leurs paroles la fibre révolutionnaire. Leurs discours ne sont que des lieux communs de rhétorique tribunitienne, édulcorés de toutes sortes de réticences et de désaveux. D'une main ils font claquer le fouet, mais de l'autre ils serrent la bride, et quand le cheval a piaffé, ils sont assez contents. Pour l'action, elle est plus lénifiante encore, et l'on risquerait d'être injuste si l'on voulait, décidément, trouver quelque chose de téméraire à leur reprocher depuis le 13 juin, où ils ne furent téméraires qu'en partie et qu'avec mesure, et plus qu'ils ne désiraient.

En un mot, chez eux, le fanatisme étouffe le bon sens, et l'épouvante bride à son tour le fanatisme. Ils sont républicains par cent motifs plus ou moins solides et louables; mais ils voient assez où vont leurs idées et surtout où vont leurs soldats, pour avoir peur des unes et des autres : peur pour la République, peur pour eux-mêmes.

A ce point de vue, la manifeste d'aujourd'hui ne signifie ni plus ni moins que tous les manifestes passés. En ce qui regarde les démocrates, il fait claquer le fouet et il serre les rênes, il ordonne de piaffer et il conseille de rester en place. En ce qui concerne « les ennemis de la République, » c'est une menace et un avis, et même un avis plein d'obligeance. On leur annonce que d'ici à dix mois ils peuvent dormir en paix, mais que le premier

dimanche de mai, sans remise, ils verront beau jeu ; que ce jour-là, la Constitution fera son effet ; qu'il n'y aura plus ni Président, ni majorité conservatrice, ni jésuites, ni gouvernement d'aucune sorte en France et peut-être dans toute l'Europe ; qu'ainsi le veut la *majorité* de 188 qui maintient la Constitution, contre la *minorité* de 446 voix qui veut qu'on la révise ; que cela est certain, immanquable, inévitable ; que la conséquence en sera l'avénement des *institutions sociales* et la protection donnée à tous les peuples contre tous les gouvernements, c'est-à-dire la guerre civile et la guerre universelle.

A cet avis, le parti de l'ordre en France et dans le monde entier n'a qu'un mot à répondre : — Bien obligé !

Quelqu'un vous vient dire : — « Monsieur, tel jour, à telle heure, vous me verrez arriver avec mes gens pour une petite affaire qui touche à nos communs intérêts. En vertu d'un pacte conclu certain soir où l'on vous rencontra endormi et désarmé au coin de certain bois, j'entrerai dans votre maison, j'y établirai d'autres propriétaires, et je vous enverrai vous-même dans la rue combattre les voisins qui voudraient contrarier notre opération. Trouvez bon que je vous avertisse et ne résistez pas, car mes gens ne sont point en nombre. » Assurément, l'ennemi qui parle de la sorte n'est pas sans un secret désir d'accommodement, et ce serait simplicité pure de se fâcher contre son *manifeste* ou de s'en épouvanter. Il faut répondre : — « Monsieur, touchez-là, vous êtes un galant homme ; et, puisque vous ne voulez point que notre pacte soit revisé, je vous sais gré de me mettre en mesure de vous bien recevoir. » Cela dit, on ferme sa porte et on veille. Il y a sujet de croire qu'on ne sera pas dérangé.

16 août 1851.

II. Voici, ce soir, un troisième manifeste, bien plus curieux que les autres. C'est l'œuvre d'un comité que l'on ne connaissait pas, le *Comité démocratique français-espagnol-italien*, lequel offre cette particularité originale, de ne renfermer dans son sein ni Espagnols, ni Italiens. Quelques maîtres-Jacques de la Montagne, que l'on a déjà vus sous d'autres souquenilles, le composent exclusivement : ce sont MM. de Lamennais, Joly, Mathieu (de la Drôme), Schœlcher, Baune, Bertholon, Lasteyras et Michel (de Bourges).

Le manifeste est long. Il remplit sept colonnes en petit texte de l'*Evénement*. Nous plaignons les démocrates qui seront obligés d'apprendre par cœur ce pathos académique et biblique, dernier effort d'une rhétorique éreintée. M. de Lamennais en est le premier signataire et l'unique rédacteur. Hélas! sa chute littéraire n'est pas moins profonde que l'autre. Il a fait un fouillis de toutes ses philosophies, de toutes ses incrédulités, de toutes ses apostasies et de tous ses styles. Rien n'y reste de ses primitives croyances, rien ne s'y montre de son ancien talent. Ce grand écrivain finit par le ridicule. On pleurerait en lisant cette monstrueuse baliverne, parce qu'elle est de lui. Si elle était d'un autre on poufferait de rire.

Pas une idée folle et grotesque n'a traversé depuis quatre ans une cervelle démocratique, qui ne soit là coulée en belle phrase à queue convenablement saupoudrée d'épithètes, et toujours avec ce détestable accent de fausse foi que M. de Lamennais porte partout; car sa

plume ne peut pas se défaire de Dieu et son style a l'air mauvais prêtre.

Le fond du manifeste, c'est que la France, l'Italie et l'Espagne, étant trois nations latines, doivent former entre elles une sainte alliance républicaine, qui deviendra la base des Etats-Unis d'Europe. C'est une idée de M. Hugo. M. de Lamennais l'habille de considérations historiques et morales qui atteignent au burlesque le plus abandonné.

Après avoir pillé M. Hugo, il pille M. Cabet. Il décrit le bonheur du monde républicanisé, en homme qui vient d'avoir une vision de l'Icarie. On ne sera plus pauvre, on n'aura plus faim, il n'y aura que des époux assortis dans les liens du mariage, on fera de la musique le soir en famille... Il cabétise !

Mais rien n'égale les arguments que M. de Lamennais emploie pour établir que les socialistes sont les vrais amis, les seuls partisans, les uniques défenseurs et protecteurs de la religion, de la famille et de la propriété.

Qu'est-ce que c'est, dit-il, que toutes ces religions des conservateurs qui s'excluent, qui se combattent, qui s'anathématisent? Les uns sont catholiques, les autres sont protestants, les autres juifs, et les algériens sont mahométans; tous sont superstitieux et s'efforcent de maintenir « d'absurdes pratiques. » Parlez-moi de la religion des socialistes, qui est « l'application toujours » plus parfaite à la société, comme aux individus, des » saintes maximes de la morale universelle. » Et c'est M. de Lamennais qui parle ! Quelles bonnes et vengeresses réponses le livre de l'*Indifférence* fera toujours à ces inepties philosophiques !

Quant à la famille, M. de Lamennais établit que de

tout temps les conservateurs ont violé la sainteté du mariage ; mais, dans la religion de la morale universelle, on ne se mariera plus ou on divorcera, et par ainsi la sainteté du mariage ne sera plus violée.

Quant à la propriété, les républicains la conservent avec d'autant plus de zèle que ce sont eux qui l'ont inventée. Ils ont ouvert en 1791 l'ère de la propriété, et c'est prouvé par la Constitution de cette année-là. Seulement, « le droit reconnu, l'application d'abord fut » loin d'en être complète ; il resta de nombreuses traces » des iniquités antérieures, dans l'assiette inégale de » l'impôt, le mode souvent injuste de répartition des » fruits du travail, appelés salariat, les priviléges du » capital, l'organisation vicieuse du crédit, etc. »

En d'autres termes, abolition de la vieille religion, de la vieille famille, de la vieille propriété, abolition de la vieille Europe, pour tout reconstituer sur les plans de M. Mazzini et sur ceux de M. Cabet, voilà le manifeste du comité démocratique français-italien-espagnol, rédigé par M. de Lamennais. C'est le rêve d'un banni qui ne peut rien pardonner à ses juges, parce qu'il est banni justement.

M. DE BONALD.

23 août 1851.

I. M. Sainte-Beuve publie par chapitres détachés, dans le *Constitutionnel*, un cours de littérature que nous lisons souvent avec chagrin, toujours avec intérêt. Son talent, très séduisant et très redoutable, s'y déploie avec beaucoup de souplesse, de force et d'éclat. Il gagne à cette espèce d'improvisation hebdomadaire où l'on ne croyait pas qu'il pût se risquer. Rien qui sente le vieux tour, le rapiéçage, la fausse verve, ou la morne pesanteur des autres critiques; il ne semble plus lui-même se ressentir de son ancienne gêne. Il devient large, prompt; il est hardi hardiment. Ce sont des forces mal employées. La littérature n'en sera point assainie, et M. Sainte-Beuve ne donne que de charmants mauvais livres, la pire chose qui soit au monde. Ces connaissances si éten-

dues et maintenant dépouillées de pédantisme, cette habileté sans égale, cette autorité acquise par tant de travaux et de succès, et quasi-souveraine, que fait-il de tout cela? Il restaure avec beaucoup de goût et quelquefois avec de belles couleurs de morale tout ce qui a corrompu la morale et perdu le goût. Nous ignorons si c'est un dessein formé; mais c'est au moins un déplorable et persévérant caprice. On l'a vu s'armer contre certaines renommées puissantes et malsaines, des meilleures armes de la magistrature littéraire et rendre des jugements aussi salutaires que hardis; mais, le lendemain, il ressuscite un écrivain plus malsain que celui qu'il vient d'abattre, ou il s'amuse à décrier un bon livre. Il critique admirablement Béranger, et il vante Rabelais; il fait bonne justice de M. de Lamartine, et il remet du fard aux joues des courtisanes lettrées; il a des doutes sur Marie-Antoinette et du respect pour M^lle^ de Lespinasse; un jour il écrit sur M. de Maistre une admirable page, chaude, intelligente, vraie, et le lendemain il égratigne M. de Bonald! Quel sera le sens général de son œuvre lorsqu'il l'aura terminée, de cette œuvre dont il aurait pu faire, nous ne craignons pas de le dire, un des remparts de la société, un des plus solides et dont elle a le plus besoin? Ce sera un code d'épicuréisme, rien de plus, hélas! rien de moins! On y verra qu'il faut avoir de l'esprit et s'amuser, n'honorer que le talent et ne l'honorer qu'à titre de chose agréable et plaisante, et ne croire qu'au plaisir. C'est mal servir son temps, surtout un temps comme le nôtre, que l'entretenir dans les doctrines dont l'effet, maintenant trop certain, sera de nous ôter le talent et le plaisir. M. Sainte-Beuve, avec les abondantes ressources de son esprit, pourrait fort bien

n'être que le dernier de nos amuseurs. Il aurait dû viser plus haut.

Tâchons de lui montrer le tort qu'il se fait à lui-même, qu'il fait à son talent, puisqu'il n'a pas cure d'autre chose, par ce caprice qui l'anime ordinairement contre les écrivains hostiles à sa pente épicurienne. Dans son dernier article, à propos d'un mâle et sympathique travail de M. Barbey d'Aurevilly, M. Sainte-Beuve a voulu peindre M. de Bonald. Après avoir si heureusement parlé de M. de Maistre, il avait l'occasion d'un second chef-d'œuvre. En cédant à son inspiration accoutumée, il a manqué la fortune. Ce prétendu portrait n'est pas plus digne du peintre que du modèle.

II. Envers tous les hommes, c'est un devoir d'être juste; envers les hommes comme M. de Bonald, c'est un plaisir. Il suffit de les prendre tels qu'ils sont, pour sortir tout de suite avec eux du vulgaire, et se donner légitimement la joie des forts, qui est de voler contre le vent. M. Nisard ne comprendrait rien à ce plaisir-là, lui qui reconnaissait dernièrement à M. de Maistre le grave défaut de n'avoir pas pensé exactement comme tout le monde; mais M. Sainte-Beuve a de l'aile : nous aurions cru que M. de Bonald le tenterait. Un esprit ferme, pénétrant, très cultivé, un goût exquis, une aménité parfaite, et qui ne s'est pas plus démentie que ses convictions durant un combat de quarante années; une vie droite, modeste, toute donnée aux lettres et cependant toute pure, on dirait volontiers toute sainte, et avec ces mérites et ces vertus l'impopularité la plus violente qui fut jamais : quel beau sujet pour un beau talent! quelle mine de vérités saines à mettre au jour! quel grand acte

de justice et de réparation à faire en plein soleil! M. de Bonald a été sacrifié aux bêtes, sacrifié outrageusement, par une école de politique et de littérature qui s'honorait de Benjamin Constant, et qui ne dédaignait pas Pigault-Lebrun et Dulaure. Tandis qu'il écrivait les *Recherches philosophiques*, les *Pensées*, la *Législation primitive*, le *Traité du Divorce*, cette école faisait la *Minerve*, le *Nain-Jaune*, les *Ermites*, la *Villéliade*, l'*Anti-Montrouge*, tout ce qu'il fallait pour qu'*Hernani* parût un chef-d'œuvre. M. Sainte-Beuve rappelle qu'on avait affublé M. de Bonald d'une réputation de gentillâtre entêté, peut-être un peu cruel. Il passait bel et bien pour stupide, et il y a des demeurants de cet âge qui le disent encore. Un santon du *National*, et non pas des plus minces, un qui fut ministre, ministre de l'instruction publique, s'il vous plaît! un auteur d'histoire, venant, dans son histoire, à la discussion du divorce, fait de M. Bonald le portrait *historique* que voici : « Esprit sys-» tématique, à qui ses admirateurs donnaient le titre de » philosophe chrétien, *parce que*, méconnaissant les faits » matériels *ou* humains, son intelligence n'embrassait » *jamais que le côté religieux des choses;* rhéteur senten-» cieux qui devait au vague et à l'obscurité de ses théo-» ries, *ainsi qu'à* la recherche et à l'abondance de sa » phrase, le renom de penseur éloquent et profond. » Plus loin, il l'appelle « un sophiste dévot » qui osa concevoir le dessein immoral d'effacer du Code civil le titre du divorce. « C'était une violence que l'on devait croire » impossible. La passion d'un *sophiste dévot* entreprit » pourtant cette tâche; l'entraînement, la *sottise* et la » peur l'accomplirent. » C'est ainsi qu'ils écrivent l'histoire, comme ils la font!

Assurément, il y a loin du style de M. Vaulabelle (c'est lui que l'on vient d'entendre) au style de M. Sainte-Beuve, et ce dernier aimerait mieux ne prononcer jamais le nom des gens qu'il n'aime pas que d'en parler avec cette platitude. Style à part, pourtant, M. Sainte-Beuve, dans son appréciation de M. de Bonald, ne s'éloigne pas sensiblement de M. Vaulabelle. Ce rapprochement lui fait horreur; mais voyons.

Il a de l'esprit, et il n'est pas irrespectueux, tout au contraire. Mais ce qu'il ne veut pas dire, il sait le faire entendre. A travers beaucoup de compliments, il arrive à nous glisser ceci : — Que M. de Bonald, peut-être, ne fut qu'un vieillard auguste et morose, faux prophète de malheur; — qu'il est certainement un rediseur sans fin, « et l'homme qui se répète le plus; » — qu'à des pensées « vraies encore d'une vérité historique relative au passé » (nous n'entendons pas bien), il en mêle beaucoup « de mal sonnantes et tout-à-fait fausses, » et celles-ci pourraient bien être fondamentales; — que son système politique serait « une sorte de loi spartiate et hébraïque; » — qu'il a *rêvé* sur l'avenir des sociétés modernes; — qu'il semble par moments « obscurcir ses propres clartés à plaisir; » — qu'il croit « très fermement, d'après les livres saints, que Dieu a fait l'homme à son image, et qu'il le démontre par des raisons trop absolues, trop abstruses et trop particulières; » — que « ce mélange de moyens étroits, de croyances bornées et de hautes vues est perpétuel chez lui; » — qu'il a « un raisonnement serré et dense et si subtil, qu'une fois qu'on est au-dedans on ne voit presque plus le jour; » — qu'il n'a pas « l'ouverture distincte, le renouvellement de vue, la » prescience et la *découverte de vérités nouvelles;* » —

qu'il n'a fait que « rédiger et reconstruire sous forme originale, idéale et parfois bizarre, les doctrines du passé, sans admettre ni concevoir aucune des transactions et des transformations par où elles pouvaient se lier à l'avenir, » etc., etc. Il y en a encore, mais c'en est déjà trop.

Faudrait-il beaucoup chercher pour retrouver là tout le portrait tracé par M. Vaulabelle : l'esprit systématique, l'intelligence faible, misérablement accrochée au côté religieux des choses; le rhéteur sentencieux, le penseur faux et obscur, le sophiste dévot qui osa se redresser contre l'esprit humain au point de supprimer le divorce et de rétablir légalement l'indissolubilité du mariage?

Mais ce Bonald insulté par M. Vaulabelle, et plus maltraité encore par M. Sainte-Beuve, qui ne ménage, en le défigurant, que lui-même, est-ce donc là l'esprit supérieur dont M. de Maistre a recherché l'amitié, qu'il traitait de frère, à qui il écrivait : « Vos ouvrages sont » faits pour les lecteurs de mon espèce. On les ouvre où » l'on veut; on les lit, on pense, on vous aime. »

Que M. Sainte-Beuve y prenne garde : s'il accepte le jugement de M. Vaulabelle sur M. de Bonald, il encouragera de détestables révoltes. N'entend-il pas le fausset empâté de M. de Rémusat, autre ci-devant ministre, qui le somme de reconnaître enfin que M. de Maistre n'avait qu'une « petite philosophie de salon? »

Mais tout injuste que nous paraisse l'opinion de M. Sainte-Beuve, ce que nous lui reprochons principalement, c'est de ne l'avoir point motivée. Il n'y a point de femme bel esprit des deux derniers siècles, auteur de quelques méchantes pages de roman ou de quelques

lettres galantes, qu'il n'ait étudiée avec plus de soin que M. de Bonald. Un critique est maître de ses préférences, sans doute; mais M. Sainte-Beuve n'a plus le droit de manquer de gravité. Que ses opinions soient au moins des opinions, et les figures qu'il peint, des figures.

« Vous avez fait un livre excellent, écrivait M. de » Maistre à son digne ami; un livre pratique et fait pour » obtenir sur les esprits une influence préservatrice, ras- » sainissante. *Le père en prescrira la lecture à son fils.* » Un pareil suffrage ne permet plus qu'à d'infimes écrivains de traiter avec légèreté l'auteur qui en fut honoré. Que M. Vaulabelle et tout le *National*, et toute la *Presse*, et tout l'*Evénement*, et toute la *République* méprisent et M. de Bonald et M. de Maistre, c'est très bien, c'est dans l'ordre, on serait presque fâché qu'ils y manquassent; mais M. Sainte-Beuve est obligé de relire les pièces et de réviser le procès. Nous nous persuadons qu'il a jugé de souvenir, sur une étude faite en d'autres temps.

III. « Il y a des hommes, disait M. de Bonald, qui, » par leurs sentiments, appartiennent au temps passé et » par leurs pensées à l'avenir; ceux-là trouvent difficilement leur place dans le temps présent. » Le présent, pour ces hommes, ne dure pas seulement autant que leur vie, il dure autant que l'empire des erreurs qu'ils combattent. M. de Bonald connaissait le passé, il l'avait jugé avec cette probité forte et prudente qui voit les abus, qui les déplore et qui sait en prendre son parti. Lorsqu'il vit les nouveautés et les réformateurs, il connut le passé encore mieux et le jugea encore plus patiemment. Il aima, par comparaison, ce qu'il se contentait auparavant de tolérer. Il avait trente-cinq ans en 1789 et se trouvait en

bonne place pour étudier la Révolution. En 1817, après vingt-huit années consacrées à cette étude, et toutes les expériences faites pour lui, même celles que nous faisons en ce moment, car son puissant esprit les avait prévues, il écrivit cette sentence, qui est comme l'arrêt de sa conscience désormais instruite et affermie :

« Ce n'est pas de la haine que les hommes éclairés » ressentent pour la Révolution, C'EST UN PROFOND MÉ- » PRIS. »

Il méprisait la Révolution, il contestait ses principes, son droit, ses œuvres, ses promesses. Il niait qu'elle fût autre chose que le mal, qu'elle pût faire autre chose que le mal, et fonder autre chose que le chaos. Il la méprisait comme l'intelligence, dans sa bonté et dans sa sérénité invincibles, méprise la force brutale qu'elle n'a pas le moyen de châtier et dont elle ne peut empêcher le triomphe. Il savait que tous les excès et tous les forfaits de la Révolution seraient en même temps des folies et que la Révolution périrait par là, après avoir duré pour la punition de ses auteurs et de ses complices, et vaincu pour la vengeance de la vérité. Il l'avait dit sous la Terreur, sous le Directoire, sous l'Empire, au milieu de toutes les œuvres de destruction et de tous les essais d'organisation révolutionnaires. *Vous êtes des méchants, mais vous êtes des sots*, voilà tout son discours à ces coryphées de l'orgueil humain qui prétendaient, de leurs mains avides et sanglantes, construire une société parfaite, c'est-à-dire une société juste. Vous ne ferez rien de solide, parce que vous ne ferez rien de juste; vous ne ferez rien de juste, parce que vous n'êtes plus dignes de connaître et d'aimer la justice. Tous ses écrits ne sont que le développement de cette pensée, qu'il fit re-

tentir avec un admirable renouvellement d'énergie sous la Restauration, en présence du fanatisme républicain et philosophique rajeuni et ranimé par les inventions constitutionnelles. Aujourd'hui encore, et même après 1848, ce mépris de la Révolution, cette profonde certitude de son impuissance pour le bien et de son incapacité à remplacer ce qu'elle a détruit, peuvent paraître excessifs; mais il faut voir ses preuves. Lorsqu'il entreprit de les donner, on ne les reçut pas, on ne les écouta pas, on s'efforça de les étouffer, et on réussit. Entre la fureur sauvage des libéraux et le libéralisme insensé ou poltron des royalistes, il y eut tacitement une convention d'iniquité et un concert de clameurs qui couvrirent la voix de la raison et même le cri du génie. Il fut convenu que M. de Maistre et M. de Bonald étaient des *ultrà*, c'est-à-dire des fous entêtés et cruels, des sacrificateurs qui faisaient reposer tout l'édifice social sur le bourreau. Mon Dieu! nous voyons qu'il en reste quelque chose. Qui ne l'a pas cru un peu? Qui n'a pas été tenté d'accuser ces grands hommes, au moins d'exagération. Nous-mêmes, quand nous les relisions avant 1848, nous étions parfois tentés de croire qu'ils s'étaient trompés sur des points essentiels, et qu'enfin la Révolution pourrait nous donner la justice et la paix. Ce qui nous semblait un excès de leur doctrine n'était qu'une hésitation de notre intelligence. Nous voyons maintenant que les principes sur lesquels ils s'appuyaient n'ont pas péri, ou que la société périra comme ces principes. Nous le voyons, et beaucoup d'autres, qui n'ont jamais lu M. de Maistre ni M. de Bonald, s'en aperçoivent également. Il y a là un signe plus important que M. Sainte-Beuve ne le croit. « Je ne pense » pas, dit-il, malgré l'adhésion si distinguée de M. Bar-

» bey d'Aurevilly, que M. de Bonald soit à la veille de » trouver beaucoup de disciples. » Sans doute, s'il n'y avait que les esprits très distingués qui reconnussent l'évidence des principes dont M. de Bonald fut l'infatigable champion, sa doctrine pourrait rester longtemps encore inféconde, dans l'isolement d'où l'adhésion de M. de Maistre ne l'a pas tirée. Mais l'adhésion des esprits communs et ordinaires, et qui ne diffèrent de la foule que par une certaine familiarité avec les choses de l'intelligence, est bien autrement significative. Elle annonce l'heure de la maturité; ce qui n'était que la conviction de quelques-uns va devenir la conviction du grand nombre. Quand vous voyez verdir les feuilles du figuier, dites que l'été est proche. Nous ne pouvons pas croire, nous qui parlons, qu'une idée que nous entendons parfaitement, et qui nous est pour ainsi dire naturelle, soit au-dessus d'une intelligence vulgaire et qu'il faille beaucoup de démonstrations pour que notre voisin l'entende comme nous.

IV. M. Sainte-Beuve devrait refondre son travail sur M. de Bonald. Si le sentiment de la justice due à un grand et noble esprit pouvait ne pas suffire pour l'y décider, nous dirions qu'il y est intéressé par le soin de sa propre gloire. Partout où il se montre défavorable à M. de Bonald, il se fait tort à lui-même. Il tombe dans la banalité, ou il avance des paroles qu'il serait fort empêché de soutenir, ou il prouve qu'il a lu trop négligemment son auteur et qu'il en a pris des idées toutes faites et à refaire.

Il l'accuse de redire et de répéter sans cesse. M. de Bonald ne se répète pas plus qu'un autre. Il a commencé d'écrire à quarante ans, avec quelque inexpérience de

métier, mais avec une grande maturité d'esprit, et il produit toute sa pensée. Il l'a développée ensuite, parce qu'elle était juste et parce qu'il était lui-même le plus honnête homme et le plus sincère. Il peut y avoir deux pensées et plus pour les grands esprits qui commencent par l'erreur ; il n'y en a qu'une pour les grands et honnêtes esprits, qui commencent par la vérité. Bossuet moraliste, est tout entier dans ses premiers sermons; politique, il est tout entier dans le Discours sur l'histoire universelle; M. de Maistre est tout entier dans le discours sur la mort d'Eugène de Costa; Rousseau tout entier comme publiciste, dans le discours sur l'inégalité de conditions, et ses romans mêmes s'y rattachent. Il n'y que certains génies de notre temps qui offrent l'image de cette variété de doctrines, dont M. Sainte-Beuve ne devrait pas faire cas. Il ne peut, sans se compromettre, reprocher à M. de Bonald de n'avoir point la qualité distinctive de M. Hugo, de M. de Lamartine, de M. de Girardin. Et encore faudrait-il prouver que ces hommes célèbres ont jamais cessé d'être eux-mêmes.

Du reste, si M. Sainte-Beuve relit M. de Bonald, il se convaincra qu'en se développant l'auteur de la *Théorie du pouvoir* ne s'est pas répété. Il le trouvera très abondant, non pas en phrases, comme dit M. Vaulabelle, il serait malaisé d'en faire moins, mais en aperçus encore nouveaux aujourd'hui, souvent même trop nouveaux, frappants par leur originalité grave et saine, et qui ne lui paraîtront pas tout-à-fait dépourvus de grâce. Nous lui signalons le morceau sur M^me^ de Staël, dont M. de Maistre disait : *Vous l'avez traitée en dame;* et, dans le *Mélanges,* des jugements littéraires pleins d'une sagacité aimable. Nous ajoutons que M. Sainte-Beuve traite M

peu trop lestement le public en mettant un auteur à l'*Index*, parce qu'il ne s'est pas soucié d'amuser. Conçoit-on qu'on reproche à M. de Bonald de n'être pas amusant? Ce n'était pas son métier d'amuser, et puis enfin, cela dépend des lecteurs. Il y en a qui relisent la *Législation primitive*, et qui n'ont pas achevé l'*histoire de Port-Royal*.

V. M. Sainte-Beuve se croira sans doute intéressé encore à effacer ou à mitiger beaucoup le reproche qu'il semble faire à M. de Bonald, d'avoir cru trop fermement à la parole des livres saints et à la création de l'homme, telle qu'elle est consignée dans le récit de Moïse. Nous lui signalons cette phrase : « Il croit donc que Dieu a fait » l'homme à son image. » Nous ne pensons que M. Sainte-Beuve ait des raisons majeures de révoquer en doute cette croyance. S'il en a, il jugera convenable de les produire, pour qu'on les discute. La chose en vaut la peine. Il s'agit de savoir si M. de Bonald se trompe en disant qu'il y « a société au pied de la lettre entre Dieu et » l'homme, et que celui-ci a reçu de Dieu la loi, la » pensée et la parole, sans laquelle la pensée humaine » n'est pas. » La critique n'a pas seulement des droits, elle a des devoirs. On ne touche point à ces questions-là comme aux élégies de M^lle^ de Lespinasse; on les esquive ou l'on s'y arrête, à moins d'avoir le dessein formé d'user sa vie à donner en passant et sans responsabilité un croc-en-jambes sournois à toutes les vérités religieuses et morales.

VI. Nous aimerions aussi, toujours dans l'intérêt de M. Sainte-Beuve, la refonte de cette phrase : « Publi-

» ciste, malgré ses hautes parties, je ne lui trouve pas » les vrais signes du génie, qui sont l'ouverture d'ins- » tinct, le renouvellement de vue, la prescience et la » découverte de vérités nouvelles. » Bon Dieu! mais ce sont des qualités de M. de Girardin, l'homme qui a une idée et qui découvre une vérité par jour, une au moins! Quant à M. de Bonald, il ne croyait pas aux vérités nouvelles. Il mettait en lumière des vérités méconnues, oubliées, que la société serait obligée de retrouver; la prescience d'une vérité nouvelle l'aurait fait rire. Il aurait demandé ce qu'on voulait dire, et si les habiles gens qui jouent avec ces mots de renouvellement de vue, de prescience, de vérités nouvelles, de transformations par où les doctrines du passé peuvent se lier à l'avenir, sont bien sûrs de ne point se jeter dans le galimatias pour échapper au bon sens. Vérité nouvelle!.... Pour M. Vaulabelle, une vérité nouvelle, c'est le divorce; pour M. Considérant, c'est la bigamie, la trigamie, l'ultragamie; pour M. Proudhon, la vérité nouvelle est l'athéisme. M. Sainte-Beuve a visité comme nous toutes les vérités nouvelles qui sont aujourd'hui sur le marché. Qu'est-ce qu'il y a vu de nouveau?

Il faut donc décharger M. de Bonald du soin de découvrir des vérités nouvelles, — ce à quoi l'on ne peut obliger personne, et surtout pas les vrais hommes de génie, qui déclinent toujours ces besognes, précisément parce qu'ils ont du génie. — Cela fait, on trouvera tout de suite que M. de Bonald n'est pas un publiciste sans instinct, sans invention, ni même sans une certaine grâce d'esprit, qui aide à l'écouter et à le comprendre. Voici quelques traits de *prescience* (puisque prescience il y a) tirés des *Pensées*, petit livre d'or, sur lequel

M. Sainte-Beuve a glissé trop vite. M. de Bonald y a condensé en axiomes précis et clairs toute la grande doctrine renfermée dans ses ouvrages. Nous ferons remarquer que ces *Pensées* sont datées de 1817, époque de ferveur constitutionnelle et libérale.

« Les fabriques et les manufactures qui entassent dans les lieux chauds et humides des enfants des deux sexes, altèrent les formes du corps et dépravent les âmes. La famille y gagne de l'argent, des infirmités et des vices ; et l'Etat une population qui vit dans les cabarets et meurt dans les hôpitaux. »

En 1817, cela paraissait ridicule, rétrograde, obscurantiste, *ultra ;* en 1851, c'est vrai; nous y sommes.

« Avec deux principes opposés de constitution politique, le populaire et le monarchique, il est plus facile de faire, dans le même pays, deux peuples différents, et même trois, que d'y fonder une société. »

Nous y sommes; les deux peuples différents sont constitués ; la société est toujours à fonder.

« Il est dangereux et même indécent, dans un Etat chrétien, de confier la direction de l'éducation publique à un corps de laïques ; c'est donner le ministère de la guerre à un mécontent. »

Qu'en pensent ceux qui ont attendu 1848 pour connaître l'Université? Cette pensée leur fait-elle la même horreur ou le même plaisir qu'en 1817 ?

« La diffusion des lumières n'est pas leur progrès, ni même un progrès. »

Encore une parole qui ne passait point en 1817, et qui passe aujourd'hui. La pensée suivante a les mêmes chances :

« Les hommes à argent qui montrent une prévention si furieuse contre la noblesse, ignorent sans doute que les classes inférieures ne voient la noblesse que dans la fortune. »

Celle-ci également :

« L'ambition et la vengeance font, chez les peuples barbares, des révolutions de *pouvoir;* il fallait l'athéisme pour faire, chez un peuple chrétien, une révolution de propriétés. »

Voici deux petites vérités fines et indulgentes, et qui n'ont point vieilli :

« La liberté absolue de la presse est un impôt sur ceux qui lisent : aussi n'est-elle demandée, en général, que par ceux qui écrivent. »

— « Ce n'est pas le peuple occupé qui réclame la souveraineté, c'est le peuple oisif qui veut faire le peuple occupé souverain malgré lui, pour gouverner sous son nom et vivre à ses dépens. »

On pourrait trouver assez d'instinct et de prescience dans cette prophétie, quoiqu'elle sente l'homme du passé :

« Les idées libérales seront pour les esprits ce que les *assignats* ont été pour les fortunes; elles ont réussi aux premiers qui les ont employées et elles ruineront les derniers possesseurs qui ne sauront où les mettre. »

En effet, où mettrons-nous nos idées libérales?

Autres vérités devenues visibles :

« Les petits esprits ne voient dans les meilleures institutions que leurs abus, et dans les plus mauvaises que leurs avantages. La première de ces dispositions fait les révolutions, la seconde les prolonge. »

— « C'est en rétablissant l'ordre au profit de tous, et non en prolongeant le désordre au profit de quelques-uns, qu'on fait disparaître les traces des révolutions. »

— « Autrefois, en France, le clergé était le premier corps de la Constitution, et la magistrature le premier corps de l'administration. La religion et la justice à la tête de la société! »

— « Une maladie épidémique, particulière à notre siècle, est la fureur de régner, et, comme on n'a pas pu guérir le mal, il a fallu tromper le malade et décréter ensuite en principe la souveraineté du peuple. »

« La constitution actuelle de l'Europe est tout-à-fait incompatible avec l'existence d'une république puissante. Si, redoutant pour sa tranquillité intérieure ses propres troupes, elle reste désarmée au milieu de puissances en armes, elle tombe sous leur dépendance; et c'est ce qui

est arrivé à la Hollande, à la Suisse, à Venise. Si elle tient sur pied de nombreuses armées, elle les jette sur ses voisins, comme l'ont fait Rome et la France, et elle se soumet à la nécessité de toujours vaincre, sous peine de périr. Comment des vérités confirmées par tant d'expériences ont-elles pu être ignorées, et des hommes qui, de bonne foi, ont travaillé à fonder en France une république, et des hommes d'Etat des pays voisins qui en ont vu les progrès sans en être alarmés? La France république serait la fin de l'Europe monarchique, et l'Europe république serait la fin du monde. »

On avouera que ce publiciste, avec son idée unique, ne manque point de fécondité, et que ce rétrograde voit assez loin et assez net dans l'avenir. M. Sainte-Beuve pourrait lui faire là-dessus quelques concessions.

VII. Il voudra bien veiller encore à ne point faire dire à son auteur ce que celui-ci n'a point dit. Pour prouver la rigueur de M. de Bonald, il lui reproche cette phrase : « L'homme le plus éclairé sera l'homme le moins indiffé- » rent ou le moins tolérant, et l'*être souverainement in-* » *telligent doit être, par une nécessité de la nature, sou-* » *verainement intolérant des opinions.* » — « Voilà Dieu compromis, s'écrie M. Sainte-Beuve, par une expression malheureuse. » M. de Bonald a daigné réclamer lui-même. M. Sainte-Beuve aurait dû voir la page des *Pensées* où se trouve cette réclamation et en tenir compte; la voici :

« Il y a aujourd'hui si peu de connaissances et d'études philosophiques que l'auteur de cet ouvrage excita un soulèvement presque général, pour avoir dit que l'Etre suprême, par cela seul qu'il est la vérité par essence et la source de toutes les vérités, était nécessairement *intolérant de toutes les* ERREURS (ce qui ne veut pas dire persécuteur de ceux qui les professent, puisqu'il fait luire son soleil sur les bons et sur les méchants). Une autre fois le même auteur a avancé que ce qu'il y avait de bon et de vrai dans les pensées de l'homme n'appartenait pas à l'homme; et, à son grand étonnement, il n'a pas été entendu par des gens qui se piquent d'esprit; et nous voulons faire des constitutions! »

VIII. Ceci nous conduit à examiner un dernier grief. Il s'agit de cette mesquinerie d'intelligence qui condamnait M. de Bonald à ne voir jamais « que le côté religieux des choses. » M. Sainte-Beuve dit avec une pitié polie : Moyens étroits, croyances bornées! M. Vaulabelle, en homme libre, s'écrie : Sophiste dévot! Cependant, pour faire de la politique au point de vue religieux, M. de Bonald avait ses raisons. Nous en citerons quelques-unes seulement.

« Il n'y a eu en Europe, pendant vingt ans, que des vues courtes et fausses en politique, parce qu'il n'y a eu aucune vue religieuse; il n'y a que la religion qui entende la politique. »

— « Il faut considérer la religion en homme d'Etat et la politique en homme religieux : Suger, Ximenès, Richelieu ne les ont jamais séparées. »

— « La politique ne sait pas assez combien il y a de force dans tout ce qui est religieux et de faiblesse dans tout ce qui n'est qu'humain. »

— « La religion est, à la lettre, l'âme de la société, et la politique en est le corps. Nous sommes matérialistes en politique comme en philosophie, et nous voulons des corps sans âme. »

— « La religion chrétienne est la première qui ait pris soin de toutes les faiblesses de l'humanité, de la faiblesse de l'esprit, du sexe, de l'âge, de la condition; cela seul a changé le monde, et c'est le sens politique de cette parole des livres saints : *Emitte spiritum tuum, et renovabis faciem terræ.* »

— « Depuis que la politique a préféré l'appui de la philosophie à celui de la religion, elle a cru devenir plus humaine et n'est devenue que plus timide; et cela devait être. La philosophie cherche ce que la religion a décidé : la religion a la Foi, l'Espérance et la Charité : la philosophie ne sait rien, n'espère rien, n'aime rien. »

— « Pourrait-on calculer combien il aurait fallu à la politique de temps, d'efforts et de dépenses pour faire dans le monde une petite partie de ce que la religion a fait avec des promesses et des menaces? »

— « On avait assez considéré la religion comme un besoin de l'homme; les temps sont venus de la considérer comme une nécessité de la société. »

— « La nature met entre les hommes des inégalités de corps et d'esprit; la société y ajoute celle des rangs et des fortunes; la religion interpose sa médiation entre les forts et les faibles et compense toutes les inégalités en mettant la force aux ordres de la faiblesse : « Que le » plus grand d'entre vous, dit-elle, soit le serviteur des autres; » et elle fait *habiter ensemble les lions et les agneaux.* »

Nous ne savons quel succès ces raisons pourront obtenir auprès de M. Vaulabelle. A vrai dire, nous nous étonnerions qu'il pût les comprendre. Il a aussi sa marotte, qui est celle de beaucoup d'autres, dont l'intelligence, tout au rebours de M. de Bonald, n'embrasse jamais que le côté *irréligieux* des choses. Mais M. Sainte-Beuve sait l'histoire, et il voit la situation présente du monde; il ne méprisera point le politique qui demande à la science de Dieu le secret qu'elle seule possède de faire habiter ensemble les lions et les agneaux, les socialistes et les académiciens. Risquons donc une dernière réflexion du « sophiste dévot : »

« Des gens d'esprit peuvent haïr la religion. Il n'y a que des sots qui sérieusement redoutent son influence. »

IX. Les livres de M. de Bonald, malgré leur beauté, et nous osons le dire, malgré leur agrément, sont peu connus. Ils ont plus de renommée que de lecteurs. Le poids d'injures dont M. de Bonald a été chargé par d'indignes adversaires pèse encore sur lui. On le croit, en effet, suranné, bizarre, obscur, et l'autorité de M. Sainte-Beuve peut fortifier cette prévention qui prive la vérité politique et sociale de l'un de ses plus illustres défenseurs. Nous croirions avoir rendu un grand service à nos lecteurs, si nous les décidions à ouvrir ces livres lumineux, qu'on leur désigne avec une sorte d'effroi, comme la région des ténèbres. Tout y respire le bon

sens, l'honnêteté; ils ont été faits dans la force de l'esprit et du cœur par un homme qui ne donnait rien à la passion ni à l'illusion, qui aimait profondément Dieu et la patrie. Nous avons besoin de tels livres, et nous ferons bien de n'attendre pas qu'on en écrive, sur le même sujet, qui puissent plaire aux frivoles esprits de notre temps. La Providence n'envoie pas souvent de ces hommes qui ne cèdent ni aux faiblesses de leur époque ni aux leurs, qui savent dédaigner pour eux-mêmes de dangereux suffrages, comme ils savent refuser d'ajouter à la vérité de dangereux ornements.

M. Sainte-Beuve se trompe, s'il croit, comme il se l'est proposé en commençant ses travaux au *Constitutionnel*, faire de son rare talent un usage utile pour la chose publique; et, s'il ne se fait à cet égard aucune illusion, rien ne peut nous empêcher de lui dire qu'il se rend coupable. Nous le prions d'écouter encore une parole de l'homme illustre qu'il a si gratuitement maltraité :

« Comment un écrivain qui, sur la foi de sa raison ou de la raison de quelques hommes comme lui, emploie ses talents et sa vie entière à ruiner les doctrines morales qu'il trouve établies de temps immémorial dans les sociétés les plus éclairées, défendues par tant d'écrivains recommandables et pratiquées par tant de gens de bien, ne fait-il jamais cette terrible réflexion? *Si je m'étais trompé!* »

LE BOURREAU DE J. DE MAISTRE.

25 août 1851.

M. Guéroult est le rédacteur le plus distingué de la *République*, et le seul véritable homme de lettres que l'on connaisse parmi les hommes de plume et les hommes de paille de cet endroit-là. Il ne manque pas de lecture, il sait polir une phrase. Ces qualités, rares dans son parti, plus rares dans son journal, lui facilitent certaines tricheries, que ses collègues, d'une culture trop négligée, n'exécuteraient jamais. M. Guéroult connaît à peu près tout ce que le vulgaire des esprits faux a manié d'objections absurdes contre la vérité chrétienne; il a un petit tas de citations en réserve; il allègue des autorités, il donne adroitement aux discussions un tour qui les fait

dévier lorsque le terrain n'est plus tenable. Quand tout est perdu, il sauve l'honneur.

Il vient au secours des *révélations* de M. Gladstone sur le gouvernement de Naples et des compères de la presse démocratique, qui pensaient en tirer si bon parti. C'est le moment, car cette Californie d'impudences commence à ruiner ceux qui l'exploitent. Averti par son esprit de ne point s'obstiner comme les autres, et condamné par sa renommée à ne point se taire, M. Guéroult s'avise d'une ruse plaisante. Il assure que nous abandonnons le roi de Naples. Selon cet ingénieux écrivain, nous devrions prendre pour vraies les imaginations du très honorable Gladstone, et tous les détails que les très honorables journaux rouges y ont ajoutés; avouer que « ces tortures, ces supplices, ces persécutions en masse » ne sont que l'application de nos doctrines, et soutenir que c'est ainsi qu'il faut traiter les vaincus. Il y a déjà quelque temps que M. Guéroult développe cette idée fine, et il s'en vante. Il *avait*, dit-il, *annoncé que l'*Univers *ne le contredirait pas sur ce point. En effet, provoqué deux fois, l'*Univers *a gardé le silence.* Voyez-vous!

M. Guéroult devrait au moins nous permettre de faire chaque chose à son heure. Présentement, il nous plaît de démontrer, sans ombre de doute, que M. Gladstone, et tous ceux qui ont exploité et amplifié ses *Lettres,* ont outrageusement calomnié le roi de Naples; qu'ils ont menti pleinement, sciemment et même stupidement. C'est ce que nous sommes en train de faire; nous continuerons, pour la satisfaction de notre conscience et de la conscience publique, jusqu'à ne laisser aux calomniateurs aucun refuge. Ils nous accableront d'injures · nous le savons bien et nous le voulons bien.

Quand cette question de Naples sera vidée, nous pourrons, si M. Guéroult y tient, examiner ensemble quels sont les droits des gouvernements à l'égard des perturbateurs de l'ordre établi, et quel usage en ont fait, de nos jours et en d'autres temps, non pas tous les gouvernements, ni même tous les gouvernements chrétiens, mais les gouvernements chrétiens qui ont voulu agir chrétiennement.

En attendant, il ne faudrait pas que M. Guéroult continuât de trop se méprendre sur le sentiment qui nous empêche de relever ses provocations. Il paraît se faire là-dessus des idées un peu ambitieuses.

Nous avons tâté son talent; le sentiment qu'il nous inspire n'est pas précisément la terreur. Il nous parle de quelques illustres apologistes à la suite desquels *nous nous traînons de bien loin*. Jamais il ne mesurera mieux que nous toute cette distance. Mais nous n'avons pas en face les adversaires que nos grands hommes ont combattus. Contre les descendants de Voltaire, le génie d'un De Maistre serait de luxe; et contre M. Guéroult, ayant avec nous la vérité, nous pouvons suffire.

M. Guéroult ne s'effraie de rien, c'est son affaire. Il s'attaque aux plus grands, aux plus forts : il en aura la gloire aux yeux de ses amis et la responsabilité aux yeux des gens qui jugent et qui savent. Si cela l'amuse, nous n'en sommes pas affligés. Hier il se donnait le plaisir de déchirer une page de Joseph de Maistre, la page sur le bourreau. Nous profitons de l'occasion pour la faire lire. Il y a quatorze ou quinze ans, cette même page, citée dans le même esprit par nous ne savons quel ingénu libéral, nous parut si belle, si forte et si sensée, que nous voulûmes immédiatement connaître tout le livre et tout

l'auteur; et c'est peut-être pourquoi nous n'avons pas la gloire d'être aujourd'hui un écrivain démocratique et social. Espérons que nous rendrons le même service à quelque honnête garçon aussi disposé que nous l'étions alors à n'avoir jamais de bon sens.

« Voici, dit M. Guéroult, le passage de l'éloquent *sophiste* :

» Je vous crois trop accoutumés à réfléchir, Messieurs, pour qu'il ne vous soit pas arrivé de méditer sur le bourreau. Qu'est-ce donc que cet être inexplicable, qui a préféré à tous les métiers agréables, lucratifs, honnêtes et même honorables qui se présentent en foule à la force ou à la dextérité humaines, celui de tourmenter et de mettre à mort ses semblables? Cette tête, ce cœur, sont-ils faits comme les nôtres? ne contiennent-ils rien de particulier et d'étranger à notre nature? Pour moi, je n'en sais pas douter. Il est fait comme nous extérieurement; il naît comme nous; mais c'est un être extraordinaire, et pour qu'il existe dans la famille, il faut un décret particulier, un FIAT de la puissance créatrice : il est créé comme un monde. Voyez ce qu'il est dans l'opinion des hommes, et comprenez, si vous pouvez, comment il peut ignorer cette opinion ou l'affronter! A peine l'autorité a-t-elle désigné sa demeure, à peine a-t-il pris possession, que les autres habitations reculent jusqu'à ce qu'elles ne voient plus la sienne. C'est au milieu de cette solitude et de cette espèce de vide formé autour de lui qu'il vit seul avec sa femelle et ses petits, qui lui font connaître la voix de l'homme : sans eux, il n'en connaîtrait que les gémissements...

» Un signal lugubre est donné; un ministre abject de la justice vient frapper à sa porte et l'avertir qu'on a besoin de lui : il part; il arrive sur une place publique couverte d'une foule pressée et palpitante. On lui jette un empoisonneur, un parricide, un sacrilége : il le saisit, il l'étend, il le lie sur une croix horizontale, il lève le bras : alors il se fait un silence horrible, et l'on n'entend plus que le cri des os qui éclatent sous la barre et les hurlements de la victime. Il la détache; il la porte sur une roue : les membres fracassés s'enlacent dans les rayons; la tête pend; les cheveux se hérissent, et la bouche, ouverte comme une fournaise, n'envoie plus par intervalle qu'un petit nombre de paroles sanglantes qui appellent la mort. Il a fini : le cœur lui bat, mais c'est de joie; il s'applaudit, il dit dans son cœur : *Nul ne roue mieux que moi*. Il descend : il tend sa main souillée de sang, et la justice y jette

de loin quelques pièces d'or qu'il emporte à travers une double haie d'hommes écartés par l'horreur. Il se met à table, et il mange; au lit ensuite, et il dort. Et le lendemain, en s'éveillant, il songe à tout autre chose qu'à ce qu'il a fait la veille. Est-ce un homme? oui : Dieu le reçoit dans ses temples et lui permet de prier. Il n'est pas criminel; cependant aucune langue ne consent à dire, par exemple, qu'il est vertueux, qu'il est honnête homme, qu'il est estimable, etc. Nul éloge ne peut lui convenir; car tous supposent des rapports avec les hommes, et il n'en a point.

» Et cependant, toute grandeur, toute puissance, toute subordination repose sur l'exécuteur; il est le lien de l'association humaine. Otez du monde cet agent incompréhensible, dans l'instant même l'ordre fait place au chaos, les trônes s'abîment et la société disparaît. »

On se demande pourquoi M. Guéroult cite ce passage? C'est pour étaler son érudition d'abord, et ensuite pour démontrer l'exactitude sévère de M. Gladstone; car, dit-il en sa logique, puisque la doctrine royale et théocratique s'appuie sur le bourreau, Ferdinand de Bourbon, roi et catholique, n'a pu se dispenser de faire tout ce que M. Gladstone rapporte; « la page de Joseph de Maistre » éclaire d'un reflet lugubre toutes les atrocités ortho- » doxes qui se commettent en Italie. » Cela saute aux yeux! Et si vous croyez que le parti à qui l'on sert cette argumentation folâtre va se révolter, vous ne le connaissez pas. Il la trouvera très bonne et très victorieuse. Voilà le génie des publicistes révolutionnaires : c'est de savoir ce que le public peut supporter de monstrueuses sottises. En ce genre, leur instruction est achevée, et même ils font des découvertes.

M. Guéroult ajoute à ses raisonnements beaucoup d'autres jolies choses. Il atteste qu'en lisant la page de De Maistre, il sent *l'enthousiasme du supplice!* « Toutes » les persécutions inspirées par le double dogme de l'é- » ternité des peines et de l'infaillibilité de l'Eglise ont

» passé devant nos yeux comme une vision funèbre. » Voilà, Dieu merci, le monde qui s'en va; De Maistre » a raison, le droit divin du bourreau ébranlé fait chan- » celer les trônes; rois et bourreaux s'en iront de com- » pagnie. » Ce ramage serait charmant partout; mais, dans un journal montagnard et socialiste, sous la plume d'un Bernardin de Saint-Pierre qui a derrière lui les souvenirs honorés de 1793, et devant lui les promesses du « Comité de Résistance, » c'est d'un comique enivrant. Comment, Monsieur, vous dites que le bourreau s'en va! Mais avec quoi donc vos amis, parvenus au pouvoir, réfuteront-ils les défenseurs du droit de propriété?

Et tant de braves gens dont vous parlez peu, mais qui vivent, et qui ne se laissent pas oublier; ces braves gens des diverses sociétés du poignard, dont le monde se couvre à la chaleur féconde de la doctrine sociale; ces frères qui se font bourreaux sans appointements, par amour de la chose et qui donnent de petits coups de stylet dans l'ombre aux ennemis de l'humanité, qu'en ferez-vous? Est-ce que vous comptez sérieusement les empêcher de travailler au jour? Cela sera chanceux et vous y songerez à deux fois. Si vous l'essayez, nous le dirons à votre gloire, mais nous le voudrions voir. Nous savons que la peine de mort est abolie dans vos cœurs tendres et purs, mais nous savons aussi que l'on commence à compter les assassinats pas douzaines. Quoi! vos gens assassinent, et ils craindraient d'exécuter! Allons, vous nous prenez pour des icariens, et vous ne l'êtes pas vous-mêmes assez pour vous abuser là-dessus. Le bourreau ne s'en va pas; il vient, au contraire, en pompe et en gloire, et l'éclat de sa mission future vous éblouit. Il vient, non

plus tel que De Maistre l'a dépeint et que la société régulière l'avait fait, mystérieux, étrange, répugnant, à peine un homme parmi les autres hommes, ne portant sa main immonde que sur des êtres immondes, semblable à l'infime ouvrier de nuit qu'on appelle pour nettoyer les cloaques. C'était là le vieux bourreau. Le bourreau moderne fera une autre figure! Ce sera le *citoyen exécuteur des hautes-œuvres*, tel que nous l'avons entrevu en 1793; un frère et un ami, dont les enfants seront très considérés. On ne lui jettera plus un empoisonneur, un parricide, un sacrilége; ces crimes seront inconnus : on lui jettera, ou plutôt il saisira de sa main patriotique, des réactionnaires, des aristocrates, des propriétaires, des écrivains qui sauront l'orthographe, des femmes qui n'auront pas voulu changer de mari, des soldats qui auront défendu la France, des magistrats qui n'auront pas trahi la justice, des chrétiens qui voudront continuer de croire en Dieu; tout le gibier que lui fournissaient « vos pères de 93. » J. de Maistre nous montre le bourreau, l'ancien bourreau, « emportant son salaire qu'on lui a » jeté de loin, *à travers une double haie d'hommes écar-* » *tés par l'horreur.* » Le *citoyen exécuteur* ne sera pas exposé à cette avanie. Il prendra la tête du rebelle et la montrera au peuple pour se faire applaudir; et lorsqu'ayant terminé le sacrifice du jour, il descendra de l'autel pour aller prendre un peu de repos dans la propriété nationale affectée à son usage, il y aura presse à serrer sa main qui viendra de servir la République..., et qui signera des certificats de civisme!

Ils osent parler du bourreau! Ils osent reprocher à la société ses justices, ces représentants d'un parti qui n'eut jamais parmi nous que des tribunaux d'assassins! Encore

une fois, que feraient-ils sans le bourreau, et qu'ont-ils fait sans lui? Espèrent-ils nous persuader qu'ils comptent sur leur plume chétive pour réformer le monde, ou sur leur dévouement pour ébrécher le couperet? Nous croirons à leur sincérité lorsqu'ils montreront de la bonne foi dans les discussions, nous croirons à leur courage lorsqu'ils auront osé désavouer la guillotine de leurs devanciers et flétrir le poignard de leurs contemporains. Que M. Guéroult reconnaisse une seule erreur dans les lettres de M. Gladstone, qu'il maudisse la mémoire d'un seul des « superbes Montagnards de 93, » à son choix; qu'il traite suivant leur mérite un seul des exécrables bandits qui ont assassiné pour le compte des idées républicaines depuis quatre ans : et nous sommes prêts à reconnaître en lui un homme qui a sincèrement l'infirmité de croire à la régénération pacifique du genre humain par ses écritures.

S'il refuse de nous donner ces preuves de sa conviction, il devra comprendre par quel sentiment nous négligeons quelquefois de lui répondre, quoique nous soyons en ce monde, hélas! pour l'écouter.

A PROPOS D'UNE OPINION DE L'AUTEUR.

Même date.

En 1838, il y a treize ans, dans un livre intitulé *les Pèlerinages en Suisse*, mon premier ouvrage, j'ai écrit une phrase qui fait depuis quelques mois le bonheur des journaux rouges. Ils la reproduisent fréquemment, avec

toutes sortes de manifestations typographiques et de déclamations philanthropiques. Cette phrase leur sert à prouver que le rédacteur en chef de l'*Univers* est un homme sanguinaire. On ne dit pas qu'il préside aucune société secrète, ni qu'il ait encore fait assassiner personne. Il n'a aiguisé ni béni aucun poignard; mais la phrase en question prouve qu'il veut depuis longtemps rétablir l'inquisition, la torture et les bûchers, afin d'étouffer les idées révolutionnaires dans les flammes et dans le sang. M. de Girardin, après bien d'autres, l'a démontré, M. Guéroult le démontre après M. de Girardin. D'autres les imiteront; cette phrase me suivra longtemps.

Je n'ai jamais, grâce à Dieu, balancé à dire toute ma pensée; je me sens moins d'envie que jamais de la taire. Je ne pourrais pas, et quand même je serais disposé à dissimuler quelque chose, je n'y réussirais point. Devant les gens qui parlent aujourd'hui, j'estimerais par trop honteux de garder le silence. Si donc il m'était démontré que les idées révolutionnaires fussent invincibles autrement que par les plus grandes rigueurs, je le dirais; ou, sentant faiblir mon cœur, je me tairais, laissant à de plus courageux la seule gloire sérieuse en ce temps-ci, la gloire d'indiquer comment il faut ruiner ce que je regarde comme une hérésie anti-humaine et anti-chrétienne.

Mais la vérité est que je ne vois, pour dompter la révolution, qu'une seule arme efficace et qu'un seul moyen assuré. Le moyen, c'est l'éducation chrétienne de la jeunesse; l'arme, c'est la police correctionnelle.

Il n'est pas nécessaire de faire des lois nouvelles, nous avons plus de lois qu'il n'en faut, pourvu qu'elles soient exécutées avec résolution et avec suite. On ne les exécu-

tera pas, vraisemblablement, par beaucoup de raisons qui sont expliquées ici tous les jours; et la révolution, au lieu de mourir obscurément dans les prisons et dans les écoles, périra dans le sang que fera couler son triomphe. Ce sang sera celui de ses ennemis, par conséquent le nôtre, et c'est elle qui le versera.

En des temps à la fois plus vigoureux dans le mal, plus fermes et plus sages dans le bien, une législation plus sévère avait été inspirée à la société par l'imminence d'un péril semblable à celui que nous courons. Il y avait peine de mort contre ceux qui compromettaient la paix publique en fabricant de fausses croyances, comme il y a eu, jusqu'à nos jours, peine de mort contre ceux qui compromettaient la fortune publique en fabriquant de la fausse monnaie. Nos pères croyaient l'hérésiarque plus dangereux que le voleur, et ils avaient raison. Une doctrine hérétique était une doctrine révolutionnaire. Il en résultait des troubles, des séditions, des pillages, des assassinats, toutes sortes de crimes contre les particuliers et contre l'Etat; on tombait en guerre civile, on faisait alliance avec l'étranger, et la nationalité était menacée en même temps que la vie et la fortune des individus. L'hérésie, qui est un très grand crime religieux, était donc aussi un très grand crime politique. Cela n'a pas besoin d'être démontré aux gens instruits et de bonne foi; on ne démontre rien aux autres.

L'hérésiarque, examiné et convaincu par l'Eglise, était livré au bras séculier et puni de mort. Rien ne m'a jamais semblé plus naturel et plus nécessaire. Cent mille hommes périrent par suite de l'hérésie de Wiclef; celle de Jean Hus en fit périr davantage; on ne peut mesurer ce que l'hérésie de Luther a coûté de sang, et ce n'est

pas fini. Après trois siècles, nous sommes à la veille d'un recommencement. La prompte répression des disciples de Luther, une croisade contre le protestantisme aurait épargné à l'Europe trois siècles de discordes et des catastrophes où la France et la civilisation peuvent périr.

C'est dans cet ordre d'idées que j'ai écrit la phrase qui soulève la réprobation vertueuse des journaux démocratiques; la voici, telle qu'ils l'impriment :

« Pour moi, ce que JE REGRETTE, je l'avoue franche-
» ment, c'est qu'on n'ait pas BRULÉ JEAN HUS PLUS
» TOT, et qu'on n'ait pas ÉGALEMENT BRULÉ LU-
» THER; c'est qu'il ne se soit pas trouvé quelque prince
» *assez pieux* et assez politique pour mouvoir une croi-
» sade contre les protestants. »

Littérairement, cette phrase pourrait être mieux tournée, mais comme j'ai le bonheur de n'être pas de ceux qui tiennent trop à la façon de leurs phrases, je ne la renie point. Je la prends, puisqu'on me la rejette, et je ne suis pas insensible au plaisir de me trouver fidèle à mes opinions. Ce que j'écrivais en 1838, je le pense encore.

Que les philanthropes rouges impriment cette déclaration en tels caractères et autant de fois que bon leur semblera; qu'ils y ajoutent leurs commentaires et qu'ils joignent le tout à mon dossier. Le jour où je voudrai la déchirer, ils pourront avoir de moi l'opinion que j'ai d'eux.

M. ÉMILE DE GIRARDIN.

I.

20 septembre 1851.

I. La *Presse* pratique du mieux qu'elle peut les maximes de la *liberté illimitée*, qui est la formule socialiste et le cri de guerre de son rédacteur en chef; car on sait que, comme M. Louis Blanc a l'*organisation du travail*, M. Leroux le *circulus*, M. Proudhon l'*an-archie*, M. de Girardin a la *liberté illimitée;* belles inventions, qui permettent à ces messieurs de s'accorder sans s'entendre! Au fond, le même esprit de destruction les anime, et leurs coups, dirigés par le Père du Mensonge, tombent sur les mêmes vérités. Qui pour ceci, qui pour cela, tous visent premièrement à supprimer le Catholicisme. M. de Girardin veut raser l'Eglise pour arriver à l'abolition de la cour d'assises et de la police correction-

nelle; voilà l'*idée* de l'homme aux idées. Il a une manière de s'en servir qui mérite l'attention. Suivant nous, M. de Girardin est malade. L'étude des causes et des effets de cette maladie ne sera pas sans intérêt. Il se pourrait qu'aujourd'hui un grand médecin fût un grand politique.

A force de s'occuper de lui-même et d'en obséder le public, M. de Girardin est arrivé à se prendre pour prophète. Il croit qu'il a le moyen de faire avancer l'esprit humain, malgré d'autres hommes qui le voudraient retenir immobile; il craint de n'être pas le plus fort; il se persuade que les tenants du vieux monde le réservent à quelque terrible supplice; il a peur de la roue et du bûcher.

Cette appréciation trop complaisante de la puissance qu'il s'attribue et des craintes qu'il inspire, date de loin. Elle a pris de grands développements à l'époque où il fut mis au secret par M. le général Cavaignac. Lui absent, le monde est resté sur ses bases; lui revenu, rien n'a paru plus solide. Il n'en croit pas moins qu'il est l'homme du temps, l'espoir des uns, l'épouvante des autres, et que ces autres rêvent de le brûler, après lui avoir appliqué la question ordinaire et extraordinaire. Cette manie s'aggrave de jour en jour et d'article en article. Il ne s'occupe plus qu'à effrayer le genre humain du sort que l'on prépare en lui à la pensée humaine. Dans ce dessein, il fait une revue rétrospective de l'ancienne législation à l'égard de l'hérésie religieuse, politique et morale. Il réimprime des arrêts du XVI^e^ siècle, rendus contre les protestants et les sorciers, afin de montrer, dit-il, où les réactionnaires, les Jésuites, les rédacteurs de l'*Univers* surtout, veulent en venir, et quelles armes ils demandent

pour se débarrasser d'Émile de Girardin et de ses idées. Il copie des descriptions de supplices abrogés de fait, même avant la révolution de 1789, il en remplit les vastes pages de son journal, et il y met ce titre piquant : *Les temps que l'on regrette, — dédié aux rédacteurs de l'*Univers. Ainsi, cet arsenal de billots, de roues, de chevalets, c'est là ce que regrettent nécessairement les adversaires de M. de Girardin; tels sont les arguments indispensables des catholiques, des monarchistes, de tous ceux qui combattent la belle thèse de la *liberté illimitée*.

Sur ce pied-là, M. de Girardin, sans être un puits de science, n'ignore pas ce que nous aurions à répondre. Nous pourrions remplir un journal tous les matins des gestes et des doctrines des libres-penseurs ou partisans de la liberté illimitée, depuis la première aurore du Christianisme jusqu'à l'heure qui sonne en ce moment; nous pourrions y jeter pêle-mêle les lois sanglantes, les livres infâmes, les têtes coupées, les membres pantelants; nous pourrions y faire figurer, à côté du missionnaire martyrisé à la Chine et diffamé à Paris, pays de philosophes, l'assassin des sociétés secrètes, que l'on n'ose pas désavouer, et le conquérant du bien d'autrui, que l'on exalte; nous pourrions y montrer les principes et les résultats de cette conjuration d'histrions, de sophistes, de criminels et de niais, toujours soulevée contre tout ce qui est vérité et tout ce qui est ordre dans le monde; nous pourrions dédier aux écrivains socialistes cet in-folio qui ne renfermerait que l'histoire abrégée de la misérable humanité, contrainte par quelques pervers à lutter contre Dieu, pour arracher de lui la faculté de s'anéantir elle-même.

Mais qu'obtiendrons-nous de la *Presse* par ces obser-

vations? M. de Girardin ne se pique plus de fournir, comme autrefois, une idée par jour : il n'en a qu'une maintenant, pour tous les jours, une idée fixe : Il tient avec M. Chouippe, il prouve avec M. Pelloquet que le Catholicisme est le mal sur la terre, et il y ajoute, en son particulier, le soin de démontrer que le parti clérical s'apprête à le brûler vif, lui et la moitié des humains.

Ou M. de Girardin est arrivé à se persuader que ses adversaires veulent rétablir la législation pénale du moyen âge, et dans ce cas il a perdu le sens; — ou il n'en croit rien, et alors toutes ces évocations sanglantes et toute cette obstination à crier que certaines personnes qui le combattent veulent des supplices, des flammes, des tortures, tout cela n'est qu'un calcul de sa politique, une machine qu'il dresse et fait mouvoir contre ses adversaires et contre la société.

Or, ces souvenirs et ces tableaux présentés sans critique, sans philosophie, sans exactitude, accompagnés au contraire de commentaires venimeux; cette prétendue histoire, devenue la plus atroce des calomnies, enfoncée dans la dure cervelle d'un peuple ignorant et qu'aucune réfutation ne peut atteindre; ce n'est pas sans doute, au point de vue socialiste, un travail insensé, mais il y aurait là un conseil de haine si monstrueux, que nous aimons mieux croire et que nous croyons à la folie.

Nous avons toujours étudié M. de Girardin avec une curiosité mêlée de compassion, et nous pensons le connaître. Pour se rendre bien compte de cette individualité inquiète, il faut la prendre au point de vue moral : c'est là son côté intéressant et même son beau côté.

M. de Girardin n'a point de talent. Comme penseur, il est nul; jamais une idée n'est entrée ni n'entrera dans la

tête d'un homme qui a pu se vanter d'avoir une idée pa jour. On n'a pas une idée parce qu'on a la fièvre; il n faut pas prendre des illuminations de spéculateur pou des idées. Si l'on veut que M. de Girardin ait de l'esprit soit! « Dans les révolutions, dit M. de Bonald, il n'y de gens d'esprit que ceux qui font fortune et ceux qui n la veulent point faire. » M. de Girardin a fait fortune, est en règle du côté de l'esprit. Cela prouve qu'au négoc des idées, comme à beaucoup d'autres, on peut s'enri chir sans toucher à la marchandise. Ecrivain, M. d Girardin est ordinairement ridicule; jamais il ne s'élèv à la bonne médiocrité; il ne sait pas le français, et il n' pas même le premier instinct littéraire. Les gens qu l'admirent, sur la parole de quelques petits parasite attachés à ses exploitations, devraient admirer bien plu le piston d'une machine à vapeur. M. de Girardin n'écr pas : il vocifère sous l'influence d'une passion qui l'é trangle, ou il dégorge en hâte quelque lecture indiges faite le matin. Nous avons beau tâter ces alinéa vant des gens de boutique et redoutés des hommes d'Eta nous n'y sentons que le pouls d'un malade.

M. de Girardin a pour lui son énergie et son malheu Il est un des hommes les plus malheureux qui soient a monde; sa destinée a l'intérêt d'une légende. C'est l'en fant d'Agar, condamné à dresser sa tente contre la mai son de ses frères, et qui garde envers eux une perpétuell hostilité, sans pouvoir les vaincre ni être vaincu. Que d préjugés, c'est-à-dire que de demi-vérités justifie ce homme qui entreprend follement d'abattre les vérité entières! Il a été, il est, il sera toujours un homme part. Il a tout fait pour parvenir à n'être qu'un particu lier comme un autre; tout ce qu'il a fait pour ressemble

à tout le monde n'a réussi qu'à le singulariser et à l'isoler.

Sa vie, vouée à la lutte, a été pleine de victoires : ses victoires sont restées stériles. De toutes les positions régulières qu'il a voulu emporter, il a forcé la première enceinte avec un succès merveilleux ; la seconde, par où tout le monde passe en se laissant porter, jamais il ne l'a franchie. C'est un homme qui construit un pont par un effort de géant, et qui demeure sur la rive, faute d'un centime pour acquitter le péage. Fondateur d'un journal tout-puissant, jamais chef de parti ; député, jamais ministre ; victorieux, jamais triomphateur ; aspirant toujours au premier rôle, toujours rejeté aux derniers rangs. Autrefois, il n'était, malgré tout, qu'une utilité dans le parti de l'ordre ; dans le parti du désordre, il n'est aujourd'hui, malgré tout, qu'une utilité. Il a perpétuellement rêvé d'être illustre, il aura de la peine à rester fameux.

Il faut ignorer complétement le cœur de l'homme, toujours plus ambitieux et plus haut en raison de la force qu'il se sent et de celle bien plus grande que son amour-propre lui attribue, pour ne pas deviner qu'il y a là d'immenses douleurs.

M. de Girardin a vu passer sur lui et parvenir aux premiers postes des hommes qu'il a protégés, ou battus, ou méprisés ; des hommes qui ne le valaient en rien, qui n'avaient ni tant d'invention, ni tant de fortune, ni tant d'audace ; qui ne pensaient pas plus, qui n'écrivaient pas mieux, qui parlaient aussi mal, et qui n'auraient pu lui disputer le prix Monthyon. L'avantage de ces rivaux, leur unique avantage, c'était de n'avoir point le sang aventureux des Ismaëlites, d'être dans la voie

commune et d'y trottiner sans vertu, mais sans témérité

Ce persévérant mécompte devait, à la fin, ulcérer u républicain fort mal disposé par nature et par éducatio à féliciter Sparte d'avoir tant de citoyens meilleurs qu lui. Nous disons un républicain; M. de Girardin l'étai sans le savoir. Certes! de tous les conservateurs qui on été les pionniers de la république, aucun n'a plus effi cacement travaillé à son avénement que l'inventeur de journaux à bon marché et des romans-feuilletons! I était déplacé dans le parti de l'ordre, et il allait en sortir quand la révolution l'y retint. Un an plus tard, il s serait trouvé républicain de la veille. Le 24 février, i n'était pas prêt. Le dépit de voir monter au pinacle cett cohue d'écrivassiers, d'émeutiers et de maltotiers que l mouvement populaire jeta sur la scène, le précipita lui même dans la réaction. Ce fut sa belle époque, non seulement honorable, mais glorieuse, et qu'il ne retrou vera pas. Personne, durant quelque temps, n'eut plus d même autant de courage, car personne n'était plus en vue ni désigné à plus de fureurs. Il brava dans leu triomphe les républicains qu'il avait bafoués dans leu espérances; il fit tête à l'émeute; il alla jusque dan ses rangs, jusque sur la tombe de Carrel, contraindr M. Marrast à lui donner la main.

Alors, en beaucoup de cœurs s'éveilla une émotion d sympathie sur laquelle il se méprit sans doute et dont eut le malheur de ne pas se sentir assez honoré. On cru nous pouvons le dire, que cet homme, après tant d'aven tures embrouillées, voulait relever son nom, ou par d grands services, ou par une belle mort. Il lui arriva deu ou trois fois d'écrire avec une sorte de majesté. Certain articles de quelques lignes, jetés à l'émeute grondante

sont des modèles de cette éloquence véritable, née des cœurs forts, maîtresse des grands périls, qui raffermit les courages honnêtes et inquiète l'audace des méchants. M. de Girardin s'est efforcé d'avilir les éloges qu'il reçut et mérita dans ces jours héroïques. Il a cité, en diffamant la pensée qui la fit écrire, une lettre de félicitations que lui adressa M. de Montalembert. Il a tort. Si l'oubli le manque, cette lettre sera son meilleur titre à l'indulgence de la postérité. Elle prouvera qu'un jour au moins il a eu cette fortune de connaître le devoir d'un bon citoyen et de l'accomplir. M. de Montalembert n'est pas le seul qui lui ait fait la grâce d'oublier le passé en faveur du présent et par espérance de l'avenir. Nous, à qui il n'appartenait pas de féliciter M. de Girardin, nous avons obscurément et consciencieusement voté pour lui. C'était, il peut nous en croire, sans le moindre désir de le flatter et sans la moindre intention d'obtenir un retour.

Etions-nous trop indulgent pour la notoriété antérieure du fondateur de la *Presse*? Tout ce que nous savons, c'est que la majorité parmi les électeurs ne pensa point comme nous, et que M. de Girardin ne fut pas élu. Même après ses signalés services, l'opinion du parti conservateur resta sévère pour lui. Une âme véritablement forte se serait résignée noblement à cette rigueur, qui n'est point condamnable, ou se serait noblement obstinée à la vaincre par des services nouveaux. Mais il est plus facile d'être furieux que d'être juste, et les plus ambitieuses entreprises de l'amour-propre ne vont pas jusqu'à pardonner. M. de Girardin fit une spéculation sur l'avénement du prince Bonaparte, força la première barrière, qui était de faire réussir cette candidature ; échoua, suivant l'usage, devant la seconde, qui était de

recevoir un portefeuille de la main où il avait contribu à placer presque le sceptre; suivant l'usage encore, ce déconvenue fut le signal d'une conversion : M. de Gira din se convertit au socialisme.

C'était sa voie, mais sa destinée ne lui permit pas d entrer magnifiquement. On sait par quelles avanies l socialistes lui firent acheter le baptême, quelles formul d'apostasie il fallut multiplier, comment le fier initiate garda le mulet dans l'antichambre des clubs, combien nazardes il reçut en attendant sa patente de représentai Il semble que ses dures épreuves ont abattu son hume jusqu'alors indomptable; il est soumis et discipliné po la première fois de sa vie, et il n'y a pas d'humbles offi par où la *Presse*, qui semblait jadis craindre le lieu co mun, ne seconde aujourd'hui la guerre faite à la soci et à l'Eglise. Cela va jusqu'à répéter la *République*, *Feuille du Peuple* et l'*Evénement*.

On y combat à la manière des sauvages. Il n'y a pl de réserve, plus de délicatesse ni de fierté sur le ch des moyens, plus de droit des gens. Nous avons vu temps où M. de Girardin se serait fait scrupule de d certaines balourdises décriées, d'agiter certains vie oripeaux voltairiens, d'injurier certaines personnes s défense. Aujourd'hui tout est bon, on se sert de tout, ose tout pour attaquer tout. C'est une rage de ban sans cesse enfiellée par toutes sortes de fanatismes m chants et absurdes. La *Presse* est le journal qui prouv mieux l'impossibilité radicale d'arriver à la connaissai de la vérité sur les faits contemporains, et par cons quent à un accord quelconque, par le moyen de la d cussion. Tout y est nié, même l'évidence, même qua l'intérêt de la thèse ne l'exige pas absolument; auc

adversaire n'y obtient justice, aucune vérité n'y reçoit satisfaction. C'est à la *Presse* que viennent tous ceux dont le cœur ou la raison faiblit devant les périls ou les devoirs inhérents à la profession de foi catholique. On y mange du jésuite partout, dans le premier-Paris, dans le second-Paris, dans le feuilleton, dans l'article Variétés, aux nouvelles de l'étranger, aux faits divers, et la consommation est plus grande en un mois qu'elle ne l'était au vieux *Constitutionnel* en une année. Brochant sur le tout, M. de Girardin, hérissé de plus de citations que n'en traîna jamais M. de Genoude, enveloppe et amalgame ces excès dans sa ridicule théorie de la liberté illimitée. Il ne s'aperçoit pas qu'il suffit d'un journal comme le sien, même avec la liberté limitée dont il use, pour renverser toutes les notions de justice et d'ordre social.

Rien ne prouve mieux sans doute la violence et la profondeur de ses rancunes et la légèreté de ses études. Nous aimons à croire que cela prouve encore et par-dessus tout le dérangement de son esprit. Nous n'admettons pas qu'un homme, et à plus forte raison un homme qui a eu son jour de lumière et de grandeur, puisse faire à la société une guerre si implacable pour venger sa propre querelle. Il est malade, voilà le mot de l'énigme. Qui expliquera cet homme, demande-t-on quelquefois? L'explication est simple : C'est un orgueil désespéré.

22 septembre 1851.

II. C'est très sincèrement que nous croyons l'esprit de M. de Girardin profondément aigri et troublé.

Si l'on en veut des preuves exactes, il n'est pas néces-

saire de feuilleter l'abrégé de la *Presse*, que M. de Girardin publie en cinquante-deux volumes, avec cette épitaphe : *simplifier;* il suffit de se rappeler trois ou quatre des *idées* dont il s'occupe. Ce publiciste ingénieux qui, sur la foi de quelques grimauds, ne croit pas à l'Eglise catholique, et qui peut-être ne saurait pas dire de quelle façon il croit en Dieu, croit très bien :

A la paix perpétuelle,

A la liberté illimitée, corroborée par l'abolition de l'autorité,

A l'abolition de la peine de mort,

Et au fluide escargotique.

Mais ce n'est rien! Il croit aussi qu'un jour, si nous ne le brûlons pas, il deviendra le maître de la France, et qu'alors il aura pitié de nous. C'est la réponse qu'il nous fait ce matin : *Nous verrons*, dit-il, *que la pitié ne lui manquera point.*

Nous le verrons si nous le voulons voir, et c'est ce que M. de Girardin n'a pas encore le droit d'annoncer avec tant d'assurance.

Mais quand même nous serions réservés à cette suprême humiliation, d'implorer la clémence de M. de Girardin devenu l'arbitre de nos destinées, nous prendrions une peine inutile. Lorsqu'il nous avoue si naïvement ce rêve où il pose en attitude de triomphateur miséricordieux M. de Girardin nous montre qu'il ne sait pas à quelle conditions la puissance peut tomber dans ses mains et quelles garanties il devra donner à ceux qui la lui confieront.

S'il y a un homme, quel qu'il soit, en France, capable d'appeler le jour où ses adversaires, quels qu'ils soient auront besoin de sa pitié, cet homme-là, crût-il ne

sentir dans son âme que les désirs d'un saint, est le plus fou des fous ou le plus méchant des méchants. La frénésie qui forme ce rêve pour assouvir sa soif de vengeance, rêve comme l'enfer; la folie qui le caresse dans l'attente de jouer un beau rôle, se flatte d'égaler le pouvoir du Dieu en qui elle ne croit pas.

Quand ce rêve est avoué par l'homme qui veut établir *le* règne de la liberté illimitée, et quand cet homme est *le* journaliste qui fait son principal objet de prouver que *le* Catholicisme est le mal sur la terre, évidemment cet homme est le jouet des illusions les plus absurdes, et ne sait plus ni ce qu'il dit, ni où il est, ni où il va.

Comment, vous croyez qu'un jour viendra où vous, —— vous, Monsieur de Girardin! — vous serez l'appui de l'ordre et l'abri de l'Eglise; et vous travaillez à faire avancer ce jour en niant l'autorité sous toutes ses formes, en la sapant dans toutes ses bases, en calomniant l'Eglise dans tous ses dogmes, dans toute sa discipline, dans toute sa morale, dans toute son histoire! Vous serez l'appui de l'ordre, et vous prétendez montrer qu'il n'a rien de bon! Vous serez l'abri de l'Eglise, et vous affirmez qu'elle n'a rien de pur! Vous serez l'appui de l'ordre et l'abri de l'Eglise, et vous rédigez la *Presse!*...

Vous déraisonnez.

II.

L'EGLISE ET LES SUPPLICES.

24 septembre 1851.

Nous retrouvons dans une petite feuille rouge les *traits de supplices* que la *Presse* a tirés du livre Muyart de Vouglans, et qu'elle a mis en fioles p prouver que les républicains qui se préparent à tor la terre sont des bergers d'Arcadie, tandis que les r narchistes et les catholiques ne rêvent que question dinaire et extraordinaire, plomb fondu coulé dans plaies vives, écartèlements, bûchers, etc., etc. Le co chargé de remplir les intentions humanitaires de M Girardin a eu l'ingénieuse idée de dédier son travail rédacteurs de l'*Univers;* les feuilles rouges ont soi ne pas omettre cette dédicace, et le tout court ain province. Voilà quelle histoire apprend le peuple; (ce que la bonne bourgeoisie a si longtemps voulu et p tégé sous le nom de diffusion des lumières. Elle finira y voir!...

Quant à M. de Girardin, ce qui peut résulter de l le regarde point. Il n'en sera que plus beau, lorsque révolution faite, il avancera le bec de sa plume mé lique pour protéger ses ennemis vaincus. En attend

ce grand jour, les extraits de Muyart de Vouglans nous inspirent quelques alinéa que nous dédions à notre tour à M. de Girardin, pour le seul amour du bon sens et de la vérité, et sans espérer aucunement que cet homme supérieur en tire le moindre profit.

1° Si M. de Girardin, au milieu de ses entreprises commerciales et politiques, avait eu le temps d'apprendre l'histoire ailleurs que dans les journaux, il saurait que tous les progrès qui ont adouci les mœurs, la législation et les peines, sont dus à l'Eglise exclusivement. Après avoir rempli le devoir de protéger par les lois la vie des gens honnêtes et pacifiques, l'Eglise a inspiré et institué les procédures, qui sont venues protéger la vie des innocents injustement accusés, adoucir le sort des coupables justement punis. Sans doute, elle n'a rien fait inopportunément, elle n'a pas demandé à la société de se désarmer contre le mal et contre le crime; mais elle a toujours été pressée de modérer les supplices et de les ramener au strict nécessaire, suivant les temps et le caractère particulier des peuples qu'elle dirigeait. Nous regrettons que M. de Girardin n'ait pas le loisir de feuilleter la collection des Conciles, non pour y chercher des paragraphes, mais simplement pour s'instruire. Il y verrait des choses qui l'étonneraient, et que les compilateurs qui chauffent sa locomotive s'abstiennent soigneusement de lui montrer. La constante douceur de l'Eglise repose sur un sentiment que M. de Girardin peut comprendre : pour l'Eglise, le coupable, quel qu'il soit, n'est qu'un pauvre pécheur. Repentant, elle l'absout de ses péchés et l'admet aux sacrements, avant de l'abandonner aux hommes qui vont le punir pour l'exemple et pour le salut des autres. S'il s'obstine dans son crime, elle sait

qu'il va tomber aux mains de Dieu, et elle ne pas à tourmenter un misérable qui sera tout à dans les tourments de l'éternité.

2° La monarchie française, formée par le Catl et dans laquelle, à travers toutes les vicissitu politique, l'esprit chrétien n'a pas cessé de vi souvent dominé, croyait avoir assez adouci les r assez fortement établi la connaissance et le re devoir parmi les hommes pour n'avoir plus b supplices anciens. Appliqués de plus en plus ra ils étaient presque entièrement abolis de fait l révolution éclata.

3° La Révolution, qui disait comme l'auteur *Simplifier*, simplifia en effet l'attirail de la jus remplaça par la guillotine.

4° Mais à la guillotine, la Révolution ajouta, cas pressés :

Les fusillades en masses,
Les noyades *id.*,
La mitraille *id.*,
Les massacres *id.*,
La lanterne, en façon de divertissement popu
Le typhus des prisons en masses,
Les pontons,
La déportation,
Les colonnes infernales.

De l'ancienne législation, elle conserva la c tion, qui ne rendit jamais de si beaux bénéfice ajouta :

Le vol,
L'injure,
La liberté de la presse.

Elle perfectionna d'une façon incomparable les effets déjà connus de la famine et de la guerre.

5° Quoique la guillotine simple restât la base du système, elle fonctionna néanmoins avec tant de promptitude et d'allégresse, qu'elle fit mourir en quelques années infiniment plus d'innocents que tous les anciens supplices à la fois n'avaient, dans le même nombre d'années, fait périr de coupables.

6° Si la Révolution avait conservé l'ancien appareil des exécutions et l'ancienne forme des procédures, même en y faisant rentrer la torture, c'eût été un très grand bonheur pour l'humanité; car jamais les juges, jamais les bourreaux, jamais les philanthropes n'auraient eu assez de temps, assez de bras, assez de rage pour répandre tout le sang qui a coulé, grâce à la *simplification* introduite par l'institution des tribunaux révolutionnaires et par la mécanique du docteur Guillotin.

7° A quel point la torture fut-elle abolie durant le cours de ces temps formidables, et que nous pourrions, en nous adressant à M. de Girardin, appeler aussi *les temps que l'on regrette*? On n'y vit ni roue, ni brodequins, ni chevalets; mais M. de Girardin compte-t-il pour rien l'horreur et l'angoisse de vivre sous les coquins et sous les scélérats qui régnèrent alors; de voir la patrie au pillage, les autels abolis; d'être non-seulement volé et assassiné, mais encore insulté par ces bandits immondes? Plus d'un million d'hommes périrent dans cette orgie de sang humain. Ceux qui restèrent n'ont-ils pas subi des tortures que tout l'art des anciens bourreaux n'eût pas inventées? M. de Girardin oublie que tous les hommes ne sont pas dans cette situation joviale de n'avoir rien à souffrir ni à regretter, lorsqu'ils sont personnelle-

ment hors d'affaire. On a une famille : on ne souffre pas seulement en soi, on souffre dans les membres de sa famille. Un million d'individus traînés au supplice, cela ne représente pas loin d'un million de familles désolées et torturées.

8° Il est plus facile, et personne n'en doute, de revoir ces temps-là que ceux dont il plaît à M. de Girardin d'épouvanter ses lecteurs. L'Eglise et la Monarchie, pour se soutenir, n'ont pas besoin de restaurer la torture. Elles peuvent régner par la loi, et la clémence est l'apanage exclusif des pouvoirs légitimes. Elles le peuvent, parce qu'elles garantissent tous les droits; mais la Révolution, qui les conteste tous, ne peut régner que par le crime, et le crime ne sait ni ne peut savoir ce que c'est que la clémence.

III.

LA LIBERTÉ ILLIMITÉE.

I. M. de Girardin prétend n'être pas l'inventeur de la liberté illimitée. Il en fait honneur au Comité catholique, présidé par M. de Montalembert, et à un autre Comité, présidé par M. de Melun. Comme preuves, il fournit cinq colonnes de citations où les lettres italiques et les lettres capitales jouent un grand rôle. M. de Girardin mérite

au moins un brevet de perfectionnement dans ce genre de preuve, que l'on pourrait appeler la *preuve typographique*. Il a un art de souligner les mots et de les mettre sous le pressoir qui leur fait rendre tout ce qu'il veut. Point de parole sensée d'où il ne parvienne à faire suinter l'absurde. Cela ne nous paraît pas grandement honorer son génie. En bonne et loyale polémique, on doit chercher dans le texte d'un adversaire ce qu'il a voulu dire, et non pas ce que l'on voudrait qu'il eût dit.

A quoi bon, d'ailleurs, ce travail? Qui croira jamais que les catholiques, quand même ils auraient demandé la liberté *illimitée*, ont entendu par là précisément les mêmes choses que M. de Girardin! C'est imiter ce pauvre hère du dernier siècle qui faisait un *Dictionnaire des Athées;* il s'empressa d'y inscrire David, après avoir lu dans les Psaumes : *Non est Deus*. Il était lui-même athée en forme. Il le prouva très bien par son livre; mais, grâce à l'idée qu'il eut d'y fourrer David, il prouva bien mieux encore qu'il était un sot.

Si quelques catholiques, se laissant étourdir par les rumeurs de la révolution, avaient cru à la liberté illimitée telle que l'invoque aujourd'hui M. de Girardin, les discours, les doctrines, les actes des socialistes les eussent promptement désabusés, et ils auraient eu la sincérité de reconnaître leur erreur. L'orgueil de M. de Girardin trouve son compte à se mettre derrière les gens pour ramasser leurs vieilles sottises et s'en revêtir lorsqu'ils ne les portent plus.

Mais cette sottise, les catholiques ne l'ont point faite. Anciens et sincères partisans de la liberté, qu'ils avaient inutilement réclamée durant tout le règne de Louis-Philippe (sans aide notable de M. de Girardin), ils

crurent nécessaire de la réclamer avec plus de force lors de l'avénement de la République, qui leur faisait pêle-mêle beaucoup de promesses et beaucoup de menaces. Les membres du Comité catholique exhortèrent leurs amis à se réunir, à s'entendre dans le but de conquérir la liberté. S'ils se trouvent aujourd'hui l'avoir demandée d'une façon trop générale et impraticable, non pour eux, mais pour d'autres, la faute n'en est pas à eux, mais à ces autres dont les excès ont si vite épouvanté les catholiques, comme les conservateurs et les libéraux de toute nuance et de toute opinion.

Les catholiques disaient, par la voix de M. de Montalembert : « Il n'y a de salut pour la France que dans » l'intelligence complète et l'application sincère de la » liberté. On *n'est pas digne de la représenter lorsqu'on* » *ne sait pas puiser dans la rectitude de sa propre conscience le* RESPECT DE LA CONSCIENCE D'AUTRUI. » Nous soulignons cette clause, comme M. de Girardin la souligne lui-même. Mais pourquoi la souligne-t-il ? C'est précisément celle à laquelle il manque le plus. Respecte-t-il la conscience des catholiques, dont il diffame tous les jours et les doctrines et les œuvres?

Respecte-t-il les libertés catholiques, et les fait-il respecter dans les journaux de son parti, remplis tous les jours de déclamations empoisonnées contre tout ce que nous faisons, tout ce que nous disons et tout ce que nous voulons?

Qu'il nous dise, la main sur la conscience, s'il croit que le *National* ou la *République*, arrivant au pouvoir, nous laisseraient libres?

Puisqu'il nous combat si souvent, nous devons croire qu'il prend la peine de nous lire. Est-ce qu'il ne nous

voit pas constamment en lutte contre un ou plusieurs de ses confrères qui nous contestent l'usage le plus naturel et le plus légitime de la liberté?

Lui-même, l'apôtre de la liberté, veut-il que nous possédions la liberté *illimitée*? Non, sans doute; car, ou il croit, comme il le dit, que nous entendrions par liberté le droit de le brûler; ou il le dit sans le croire : et alors pourquoi nous calomnie-t-il, si ce n'est pour nous opprimer?

Nous avons demandé la liberté, nous la demandons encore très grande, très large, et pour nous et pour les autres; nous croyons toujours qu'il n'y a de salut pour la France que dans l'intelligence complète et dans l'application sincère de la liberté; mais nous avons vu les clubs, nous avons vu la presse démocratique, nous avons vu les journées de Juin, et à chaque instant nous voyons encore quel respect professent pour la conscience d'autrui les hommes qui se prétendent les vrais et les seuls amis de la liberté. C'est assez pour nous faire comprendre, à défaut de logique, que la liberté a besoin de limites, et qu'il n'y aurait pas de pire oppression pour la conscience humaine, que la liberté *illimitée*. Jamais ni nous, ni aucun de nos amis n'a imaginé cette liberté-là, et M. de Girardin en a tout l'honneur, après M. Proudhon, qui est le véritable inventeur de la chose et qui l'appelle de son nom savant, l'*an-archie*.

II. M. de Girardin ne donne pas seulement sujet de douter de son bon sens; j'ai le chagrin de l'avertir qu'il est en train de faire douter de son esprit.

Il continue d'affirmer que les catholiques, en deman-

dant la liberté à une époque où l'on avait sujet de craindre la servitude, entendaient précisément ce qu'il entend aujourd'hui. Il l'établit, suivant son usage, par la preuve typographique. Sa méthode est facile : lorsqu'il trouve, dans une phrase signée d'un catholique, le mot *liberté*, il copie la phrase, fait des barres sous le mot, et l'envoie à son imprimeur. L'imprimeur sait ce qu'il faut faire; il imprime LIBERTÉ. Voilà la preuve faite, et le pauvre catholique convaincu d'avoir *girardinisé*. C'est vraiment trop simple; on ne comprend pas que l'inventeur de tant de commandites archi-compliquées descende à de semblables fadaises.

Le catholique dont M. de Girardin cite aujourd'hui les paroles est Mgr l'archevêque de Lyon. Lorsque la République fut proclamée, ce prélat, comme tous ses vénérables collègues, mit la religion sous la protection de la liberté; il exprima l'espérance que le drapeau de la République serait pour l'Eglise un drapeau protecteur que l'on aurait soin des pauvres, que l'on s'occuperait d'améliorer le sort des classes laborieuses. M. de Girardin souligne, souligne, souligne, multiplie les *italiques* les *lettres grasses*, les *petites capitales*, et s'écrie que le cardinal est girardiniste. Eh! pauvre homme, demande d'abord au cardinal si vous êtes catholique.

Avant d'alléguer l'autorité de Mgr le cardinal de Bonald, M. de Girardin s'arme de l'Evangile (car il porte ses mains partout), pour me persuader que j'ai tort de le combattre. Il me cite, entre autres, ce passage de saint Matthieu : « Si quelqu'un veut plaider contre vous pour » vous prendre votre tunique, abandonnez-lui encore » votre manteau. » Si M. de Girardin a la fantaisie de porter mon manteau, nous ne plaiderons pas. Qu'il

vienne au commencement de l'hiver, j'espère acheter un paletot neuf, je garderai le vieux et le neuf est à lui. Mais il me permettra de profiter de l'occasion pour lui dire que rien dans l'Evangile ne m'oblige à laisser M. de Girardin diffamer l'Eglise et à souffrir que ses amis prennent à mes frères tunique et manteau.

Il cite encore le P. Ventura, parce que cet éminent orateur a prononcé, dans un de ses beaux discours, la phrase suivante, dont voici un *fac-simile*, comme specimen de la preuve typographique :

« Aucun homme, en tant qu'il soit homme, n'a de *droit*, de POUVOIR, d'AUTORITÉ sur un autre homme; c'est pourquoi *la suprématie exercée par l'homme*, à ce seul titre, *sur l'homme*, est une USURPATION, une INJUSTICE, un VOL, un SACRILÉGE. »

Je n'ai pas encore lu le sermon d'où M. de Girardin tire ce passage; mais je parie tout ce que M. de Girardin voudra que ce sermon, si la phrase citée s'y rencontre, prouve que le P. Ventura n'est ni girardiniste ni proudhonnien. Souligner et comprendre sont deux.

Tout en enrégimentant ainsi l'Evangile, les cardinaux, les prédicateurs et les simples catholiques sous le drapeau de la liberté illimitée, M. de Girardin prend le soin maladroit de définir la chose. Il y dépense une multitude d'alinéas dont plusieurs ont pour but de démontrer que la liberté illimitée ne consiste pas à faire des choses impossibles, comme d'aller à pied en une heure de Paris au Hâvre, ou d'écrire comme Bossuet quand on est M. Veuillot, ou de parler comme Berryer quand on est M. de Girardin. Mais deux ou trois de ces nombreux alinéas nous apprennent des choses plus essentielles. Les voici :

« Par *liberté illimitée* (il se souligne lui-même!), il

faut entendre uniquement et exclusivement la *liberté non arbitrairement limitée.*

» Par *liberté illimitée*, ce que je repousse, c'est la *liberté* LÉGALEMENT *illimitée*, ce que j'admets, c'est la liberté NATURELLEMENT *limitée.* » (Comme de ne pas faire soixante lieues à pied en une heure, de ne pas écrire comme Bossuet, de ne pas parler comme Berryer, de ne pas raisonner juste, quand on soutient la thèse de la liberté illimitée, etc.).

Et il ajoute, ce qui est merveilleux : « La limite naturelle de la liberté, c'est de ne point faire aux autres ce que vous ne voudriez point qu'ils vous fissent. »

On va croire là-dessus que M. de Girardin, qui assure que les catholiques veulent la liberté comme il l'entend, ne l'entend lui-même que comme les catholiques la veulent. Point du tout! Il repousse toute limite légale à la liberté. Il ne veut ni lois préventives, ni obstacle d'aucun genre autre que la liberté naturelle de ne point faire souffrir à autrui ce que l'on ne voudrait pas souffrir soi-même.

En d'autres termes, M. de Girardin veut que les hommes soient vertueux, bons, justes, équitables, mais sans lois, sans tribunaux, sans magistrats; et, pour y parvenir, il commence par travailler à l'abolition de l'Eglise et du Christianisme! L'homme en possession de la liberté illimitée n'aura plus le pouvoir de mal faire. Dès lors, à quoi bon lui défendre le mal et instituer des punitions pour réprimer le mal qui ne sera plus?

Voilà l'*idée* de ce profond publiciste; son moyen de réalisation est la république sociale.

Adrien demande à Epictète ce que c'est que la liberté. Epictète, en moins de mots que M. de Girardin n'em-

'alinéas, répond : C'est l'*innocence*. Parole pro-
t sublime. Mais Epictète n'a pas l'idée de soutenir
us les hommes sont naturellement innocents. Il
prétend pas innocent lui-même; et cependant il
pas inventé le roman-feuilleton, ni méprisé les

définitions de M. de Girardin, les commentaires
enveloppe ses citations sont d'un style affligeant.
la mauvaise inspiration de plaisanter, et sa plai-
e consiste à m'appeler *Père. Mon Père, mon bon*
l ne sort pas de là. Il a vu cela dans le *Charivari*,
ouvé piquant, et comme il est né copiste, il s'en
, sans songer combien ce mot de Père, qui peut
r drôle dans le *Charivari*, devient bouffon sur ses
J'aurais de quoi rire, je m'abstiens; mais je ne
nds pas qu'un homme comme M. de Girardin,
ien réussi dans ses petites affaires et qui est à son
sse son esprit lui-même, lorsqu'il a l'inconvénient
ire mauvais. Il ne peut sortir sans rencontrer cin-
individus sur le pavé, qui lui tourneraient quel-
ose de plus présentable pour une haute paie de
nes.

27 septembre 1851.

M. de Girardin cite et souligne plus que jamais,
ut désespérer de lui faire entendre raison. Aussi
e pas cette tâche téméraire que nous avons entre-
Notre dessein est uniquement de prouver que
Girardin ne peut plus entendre raison. La démons-
nous semble maintenant bien avancée; elle va
r complète.

Aux catholiques qu'il a, jusqu'à présent, cités comme partisans de la liberté illimitée, M. de Girardin ajoute aujourd'hui Mgr l'archevêque de Paris. Le vénérable prélat, dans son dernier mandement, aurait développé toute la doctrine de la *Presse*. On ne s'en était pas aperçu; mais la preuve typographique est là. M. de Girardin fait la preuve typographique, suivant le procédé expéditif que nous avons décrit; et, après avoir copié et souligné un passage de ce beau mandement, il assure qu'il n'y voudrait pas un mot de plus ni un mot de moins. « Si » l'*Univers*, ajoute-t-il, n'entend pas comme moi la li- » berté, la société et l'individu, c'est qu'il ne les entend » pas comme les entend et comme les a si parfaitement » définis Mgr l'archevêque de Paris. — Cela ne me re- » garde plus. »

Le passage que cite M. de Girardin expose des principes qui ont été toujours et partout admis par tous les catholiques. Si M. de Girardin les accepte complétement, c'est *nous* que *cela ne regarde plus*. Quant à M. de Girardin, il lui reste quelque chose à faire. Il prétend se conformer en tout à ces principes, les prendre pour règle, n'en tirer que des conséquences justes et légitimes; nous le nions. Qu'il aille trouver notre archevêque et qu'il le prie de déclarer qu'il reconnaît sa pensée dans la *Presse*. Alors nous croirons que nous nous sommes trompés, et nous publierons que, quand M. de Girardin demande la liberté *illimitée*, il ne fait que présenter, sous son nom très extravagant, des principes très sages, très naturels et très limités.

Voici le passage cité et souligné par M. de Girardin :

« *La fin véritable de l'état social*, dit Mgr l'archevêque, *n'est pas la société elle-même, mais le* BONHEUR DES INDIVIDUS, *car la société ne*

peut pas être sa fin à elle-même. Elle est le moyen de perfectionner l'état moral et physique des hommes qui, après tout, ne sont appelés à s'associer et à former une communauté civile que pour devenir meilleurs et plus heureux. Ainsi LA SOCIÉTÉ EST POUR LES INDIVIDUS, et non LES INDIVIDUS POUR LA SOCIÉTÉ. Elle doit donc, en s'efforçant d'arriver à sa fin sublime, qui est le perfectionnement moral et le bien-être de ses membres, respecter leur nature, leur dignité, leurs droits, sinon elle va à la fois contre la pensée du Créateur et contre la destinée de l'homme : elle renverse tous les fondements de la justice, en outrageant et foulant aux pieds l'image vivante de Dieu dans sa personne, dans sa liberté, dans son travail, dans sa propriété, dans tous les droits enfin qui découlent de l'exercice de ses facultés spirituelles et corporelles.

» *Dépouiller l'homme de ces droits, sous prétexte de le rendre plus heureux, c'est tarir la source principale de son bonheur, c'est le dégrader pour le rendre plus grand,* c'est anéantir son humanité pour l'exalter, c'est, nous le répétons, le tuer pour le guérir. *L'homme disparaît alors dans le citoyen : il est livré aux caprices de ce qu'on appelle l'Etat,* qui en dispose à son gré, le sacrifiant à son intérêt et à sa gloire, comme dans ces antiques républiques où les citoyens, au fond, n'étaient pas plus libres que l'esclave. Car, si l'un était enchaîné violemment au service matériel de l'Etat, l'autre était tyranniquement voué à l'idole de sa fausse gloire. Tous deux lui appartenaient corps et âme, sans aucune exception, au mépris de la dignité humaine

» La doctrine de l'Evangile nous apprend que l'homme n'appartient qu'à Dieu, parce qu'il est son ouvrage. C'est de lui qu'il tient l'être et toutes les facultés qui le constituent. Il n'y a donc que la volonté divine qui puisse légitimement dominer la volonté humaine ; et par conséquent AUCUN HOMME, PAR LUI-MÊME, NE PEUT FAIRE LA LOI A SON SEMBLABLE ; PAS PLUS UNE NATION QU'UN INDIVIDU. L'HOMME NE PEUT POINT ALIÉNER SA PERSONNE, NI SACRIFIER SA LIBERTÉ, SI CE N'EST A DIEU ET POUR DIEU. Donc, lorsque, selon les lois de sa nature, il entre dans la société, c'est « afin d'y mener une vie paisible et tranquille, en toute piété et honnêteté, » comme dit le grand Apôtre.

Toutes les ruses et tous les déguisements typographiques sont inutiles; on ne trouvera jamais dans ce passage autre chose qu'une protestation éloquente contre le

despotisme de l'Etat, c'est-à-dire contre le communisme, et une forte et chrétienne revendication de la liberté de vivre paisible et tranquille, « en toute *piété* et *honnêteté*, » sous la protection des lois. Où est-il question de la liberté illimitée? Où M. de Girardin a-t-il vu dans tout ce passage et dans tout le Mandement un seul mot en faveur de la liberté du mal, qui fait sans doute partie de la liberté illimitée? Que peut-il y signaler enfin qui se rapproche de la définition qu'il nous donnait lui-même il y a deux jours :

« Par *liberté illimitée*, ce que je REPOUSSE, c'est la » *liberté* LÉGALEMENT *limitée*. »

Si, dans le passage qu'il allègue, M. de Girardin ne voit pas la limite légale admise partout, il sait citer, mais il ne sait pas lire. Lorsque des gens intelligents et qui connaissent la valeur des mots parlent d'une société, ils entendent cet état régulier où des lois fortes et sages mettent tout à l'abri des caprices d'un seul homme, qui est un tyran, ou d'une seule force, qui est la multitude. Quand la volonté d'un seul fait tout, sans autre loi, c'est un despotisme; quand la multitude peut tout, malgré les lois, c'est une anarchie, autre forme du despotisme; et dans ces deux états seulement se réalise quelque figure de la liberté illimitée, sous le nom de décadence sociale et de dissolution des mœurs. On a d'immondes spectacles, d'immondes enseignements, d'immondes industries, on trompe, on pille, on insulte, on ment sans souci de sa conscience ni de l'opinion; on spécule et on s'amuse tant qu'on peut et à peu près tant qu'on veut, et on s'avilit dans d'ignobles intrigues, jusqu'à ce que l'on périsse dans d'ignobles révolutions. Voilà la liberté illimitée, où tout est facile, sauf d'être homme de bien; car c'est alors

le seul métier où l'on ne se fasse pas beaucoup d'amis.

Mais il n'est pas possible, suivant la remarque de Pascal, de déraisonner au-delà d'une certaine mesure, et M. de Girardin lui-même met une limite à la liberté illimitée. Il l'appelle une limite *naturelle;* il devrait dire une limite morale. « La limite naturelle de la liberté, » c'est de ne pas faire aux autres ce que vous ne voudriez » pas qu'ils vous fissent. » En vérité, il est bon! Et si les autres veulent vous faire ce qu'ils ne voudraient pas qui leur fût fait, comment les empêcherez-vous?

Nous, catholiques, qui ne voulons point abolir les lois par lesquelles les hommes sont défendus les uns des autres, nous avons cependant un moyen de protéger le faible contre le fort, le simple contre l'habile, l'honnête homme contre le fripon, l'innocent contre le pervers. Nous avons la crainte de Dieu, la connaissance de la religion, l'usage obligatoire des sacrements. Quelqu'un vient à un prêtre et le consulte, je suppose, sur un plan de commandite. Le prêtre lui dit : « Mon fils, ne faites point de commandite où vous ne voudriez point mettre vos fonds, sinon (limite légale), je vous obligerai à restituer. » Le spéculateur, s'il est chrétien, abandonne son projet ou le change; il ne place pas dans les portefeuilles d'autrui des actions dont il ne voudrait pas dans le sien. C'est bien; et, pour peu que toutes les affaires se gouvernent de la sorte, on peut abolir les lois qui surveillent le commerce, et ainsi du reste. Mais ceux qui ne se confessent pas, qui n'admettent pas plus pour leur liberté de limites religieuses que de limites légales; ceux qui, loin d'accepter l'intervention de l'Eglise dans le gouvernement général de l'humanité, visent à lui ôter jusqu'à la direction des individus; ceux qui passent leur temps à

ridiculiser, à diffamer la religion, et qui, voyant en el la grande ennemie de la liberté, ne forment pas de vœ plus ardent que de la détruire, ceux-là ne se privent p de monter des commandites. Quelle garantie nous don nent-ils que leurs amis et leurs disciples respecteront paix, les biens, l'honneur d'autrui?

Il faut l'avouer, c'est une audacieuse tartufferie d'in voquer les paroles d'un évêque pour appuyer des idé que l'on propose, non pas seulement sans se soucier suivre les lois de l'Eglise, mais encore avec l'intentic formelle de renverser l'Eglise. Si la doctrine catholiq était favorable aux systèmes de M. de Girardin, d'c viendrait à la *Presse* cette fureur constante qui l'anin contre tous les dogmes et toutes les institutions catho liques? M. de Girardin dira qu'il est meilleur catholiq que l'Eglise : c'est où nous l'attendons pour prouver no thèse à nous, qui est que M. de Girardin a perdu le sen

Je laisse ici l'inventeur de la liberté illimitée, « c'es à-dire, non légalement limitée. » Je voulais établir qu manque de raison fréquemment, d'esprit habituellemen de fierté absolument. Il a produit ses idées saugrenue pillées à droite et à gauche; il les a défendues par d plaisanteries d'une pesanteur et d'une indigence extrê mes, et il cherche à les vérifier par des tours de pass indignes d'un écolier. J'ai atteint le but.

L'*INDEX* ET LA CENSURE

des libres-penseurs.

---

6 octobre 1851.

Un journaliste républicain, somme ce qu'il appelle « la partie saine du clergé » de mettre l'*Univers* à l'*index*, sous peine pour toute l'Eglise de passer bientôt par les mains du peuple; immédiatement après, le même journaliste se répand en hurlements contre le Pape, parce que le Pape vient de mettre un livre à l'*index*.

Ces contradictions sont de tous les jours et de tous les instants. Rien ne coûte moins à ces messieurs que de demander pour eux ce qu'ils ne veulent pas qu'on fasse contre eux. Ils ne se contentent pas de le demander, ils

le font. Montrons comment ils exercent, pour leur propre compte, les droits de censure et d'*index*, objets perpétuels de leurs déclamations.

I. Dans tous les journaux, mais surtout dans les journaux démocrates, règne une orthodoxie à la fois très variable et très jalouse, qui rature, taille, coupe tout ce qui s'éloigne des plans du maître de l'endroit. Ce maître, ce rédacteur ou ce directeur, qui n'est pas toujours un écrivain, trône en véritable pape, ou plutôt en véritable autocrate; car le Pape se borne à maintenir la doctrine, tandis que l'autocrate la crée ou la modifie sous l'inspiration de ses caprices ou de ses intérêts. Non-seulement il faut se conformer à sa pensée générale, mais encore il faut obéir à sa pensée du moment et même à son goût particulier, en morale et en littérature comme en politique. Défense d'aimer ce qu'il n'aime pas, défense de n'aimer pas ce qu'il aime, hommes et choses. M. le rédacteur en chef, qui fait de si beaux pathos contre l'immonde censure, est lui-même censuré par son propriétaire, et censure à son tour impitoyablement ses collaborateurs, lesquels, de leur côté, censurent malhonnêtement, avec mensonge et falsification, les hommes qu'ils combattent et les documents qu'ils citent. Le dernier carabin admis à espadonner d'un trognon de plume dans le dernier des journaux, l'employé à qui l'on confie une paire de ciseaux pour récolter les *nouvelles diverses*, sont aussi des censeurs. Le premier rature Berryer et Montalembert, le second censure les petits événements du jour : il empêche de passer les faits religieux et réactionnaires. Si un gentilhomme laisse une fortune aux pauvres, si un conservateur fonde un hôpital, si un

prêtre fait une belle action, si un démocrate assassine un gendarme, si un ancien agent du Gouvernement provisoire est condamné aux galères, il élague cela; il a soin de la foi de son public, et ne tolère pas un mot qui puisse l'ébranler.

Mais rien n'égale l'âpreté, la sévérité, l'outrecuidance de la censure du rédacteur en chef. Il défait, refait, supprime, ajoute à sa guise, sans débat, sans appel à l'opinion ni à aucune autorité supérieure. Le pauvre diable qui travaille en sous-ordre à la destruction des tyrans, subit humblement toutes ces mutilations, dévore avec patience toutes ces avanies. Il y va du pot au feu! La loi des signatures n'y a rien changé, n'y changera rien. Autrefois, les journalistes de second rang se contentaient d'écrire ce qu'ils ne pensaient point; à présent ils le signent, voilà tout. Un rédacteur en chef se convertit au socialisme, toute la rédaction se convertit en même temps. Il soutient la liberté illimitée de penser et d'écrire, ses ouvriers la soutiennent comme lui. Si l'un d'eux, un jour, s'oubliant, ou, ce qui serait bien merveilleux, touché de quelque scrupule sur l'absurdité illimitée de cette thèse, y admettait quelque restriction timide et éloignée, le rédacteur en chef bifferait cela; et, si l'autre réclamait, le poursuivant de la liberté illimitée lancerait immédiatement une cédule d'excommunication, qui priverait l'hérétique de toute relation avec la caisse de l'établissement. Voilà un homme à qui l'on retire l'eau et le feu et que l'on jette dans l'*in pace*. Crois à la liberté, mon ami, et sois fier de l'indépendance de tes opinions; mais trouve ailleurs à écrire, ou crève de faim.

Cette rigueur d'orthodoxie s'étend à tout; elle regarde la morale comme la politique, les individus comme les

doctrines, l'histoire comme les faits du moment. Dans le *National*, l'Eglise catholique est réputée la grande corruptrice de l'humanité. Défense de dire là qu'un catholique quelconque eut jamais du talent ou fut un honnête homme. C'est contre la foi; c'est une proposition téméraire, scandaleuse, hérétique, sentant l'hérésie. Mais, en revanche, il est permis, recommandé, ordonné, et c'est œuvre pie et matière d'indulgence de railler les saints, de décrier les papes, de diffamer les évêques, de couvrir en général d'injures et d'ordures tous ceux qui ont fait profession de la foi catholique, apostolique romaine, depuis saint Pierre jusqu'à Pie IX. Un jeune homme du *National*, voulant faire un coup d'éclat, s'avise d'écrire que, « quand Louis XIV et la Montespan étaient brouillés » un évêque les réconciliait, et que l'adultère béni par » la religion obtenait les respects des jésuites. » C'était son idée capitale; il la développe avec la fougue d'un courage illettré. Sommé de désigner l'évêque, il se laisse prier et finit par lâcher le nom de Bossuet. On lui fait voir l'énormité de son ignorance et de sa diffamation. Il n'insiste point; mais, quant à reconnaître publiquement le délit et à faire la moindre réparation à la mémoire du noble génie et du grand caractère qu'il a insulté, il s'en garde. Ce qu'il ne croit plus, s'il l'avait cru jamais, il le laisse croire à ses lecteurs. Je le suppose atteint de quelque remords : on n'est pas toujours de force à calomnier sans scrupule un galant homme et qui a fait précisément le contraire de la mauvaise action qu'on lui attribue. Eh bien, ce remords, la censure du journal n'aurait pas permis qu'il se manifestât. Il n'y a que M. le rédacteur en chef qui puisse reconnaître impunément qu'il s'est trompé; et encore faut-il que M. le rédacteur

en chef n'ait point de directeur, ou que ce directeur lui donne licence de confesser la vérité.

II. Nous avons aussi l'*index*, et il est en grand usage.

Tout le monde sait comment se pratique l'*index* religieux. Un évêque s'aperçoit qu'un livre renferme des choses contraires à la foi ou aux mœurs : il l'examine avec soin, le fait examiner par une commission d'hommes calmes, consciencieux et capables. Ainsi éclairé, il défend à ses diocésains de lire ce livre. Il le défend sous des peines purement spirituelles. Ni prison, ni amende, ni correction matérielle d'aucune sorte. Ce livre vous met dans le péril de perdre la foi : c'est le plus grand des malheurs; je vous défends de vous y exposer et d'y exposer ceux qui dépendent de vous; si vous méprisez mes prohibitions, vous en rendrez compte à Dieu. Voilà l'*index* de l'évêque. Les chrétiens un peu intelligents louent la vigilance de leur pasteur; ils savent qu'il remplit un devoir de sa charge divine, qu'il le remplit dans leur intérêt éternel.

Toutefois, contre ce jugement si doux et si nécessaire, il y a un adoucissement et un recours. Si le livre, au milieu de ses erreurs, renferme quelque chose d'utile, la science peut obtenir la permission de le consulter. L'évêque donne une dispense pour lire les ouvrages défendus, à moins qu'ils ne soient (ce qui arrive souvent) tout simplement obscènes, auquel cas personne n'y a rien à voir. Ainsi, ce que le livre peut contenir de bon n'est point perdu. En outre, l'auteur frappé a le droit d'appeler à une juridiction supérieure. Il peut provoquer une sentence du Pape. S'il est catholique, sa conscience, après le jugement de l'évêque, doit être au moins incertaine.

Le jugement du Pape la fixe. Il connaît alors s'il s'est ou ne s'est point trompé, et il se corrige, ou il se condamne, ou il est justifié. S'il n'est point catholique, que lui importe le jugement soit de l'évêque, soit du Pape? Il n'a pas écrit pour obtenir l'approbation de l'Eglise, mais au contraire pour lui faire la guerre; il a dû prévoir que l'Eglise le frapperait. A moins d'être fou, il ne peut se plaindre. Veut-il que l'Eglise attaquée par lui ne lui réponde pas? Qu'il attende le progrès et le triomphe de ses idées. Elles armeront des hommes qui auront des bourreaux pour réfuter l'Eglise.

L'*index* prononcé directement par la congrégation romaine, est basé sur les mêmes motifs et précédé des mêmes études. Le Pape, gardien de la foi dans le monde entier, étend sa juridiction sur tous les écrits qui paraissent dans le monde, de quelque main qu'ils soient partis. Aucune autorité n'est assez haute ni assez sainte pour échapper à ses corrections. Il juge les simples délits comme un tribunal de première instance, et casse et réforme les justices comme la Cour de cassation. Tous les jours la Cour de cassation met à l'*index* des arrêts de Cour d'appel. Il faut être entièrement dépourvu de bonne foi et de bon sens, pour ne pas reconnaître la stricte justice et l'indispensable nécessité de l'*index* pontifical. Comment! chacun pourrait dogmatiser en toute matière, avec toute l'audace et toute la ruse possible; on pourrait imposer ou insinuer sous le nom de doctrine chrétienne les principes les plus contraires au Christianisme, et le Pape, chef de la doctrine chrétienne, n'aurait rien à dire? Que l'orgueil et la perfidie réclament tant qu'ils voudront contre le salutaire exercice de ce droit évident; mais que ce petit nombre d'auteurs insurgés et le

troupeau de niais qui les entoure n'oublient pas qu'ils ne sont point seuls sur la terre, et qu'ils sont même, malgré leur multitude, fort loin d'y faire la majorité. Si l'*index* les blesse et les humilie, il nous préserve et nous rassure, nous autres simples fidèles, qui voulons croire comme notre curé, et que notre curé croie comme le Pape.

Du reste, le droit qu'ils dénient aux évêques et aux Papes, les libres-penseurs le pratiquent eux-mêmes plus fréquemment que les évêques et le Pape, et plus rigoureusement.

L'*index* séculier et libéral s'exerce au moyen des journaux, de deux manières.

La première et la plus commune est le silence. Lorsqu'un livre leur paraît dangereux, c'est-à-dire de nature à ébranler la crédulité du public auquel ils s'adressent; lorsqu'ils y trouvent de la raison, des connaissances, du style, en général ils se taisent sur ce livre, ils ne disent pas qu'il existe; c'est plus facile que de le réfuter, et, s'ils n'avaient pas affermé leurs annonces, ils ne l'annonceraient pas, même à prix d'argent.

La seconde forme de l'*index*, c'est, sous prétexte de critique, l'injure et la diffamation. (Pardon de répéter si souvent ce mot; dans l'étude du journalisme il reparaît sans cesse, parce que la chose ne disparaît et ne s'endort jamais.) On annonce qu'on va rendre compte du livre; en réalité, on le salit, on le falsifie, on le déchire, quelquefois avec art, presque toujours grossièrement. Autant qu'on le peut on avilit l'auteur, lui attribuant de sordides motifs, lui faisant dire ce qu'il ne dit pas, lui prêtant des fautes qu'il n'a point commises, assurant carrément qu'il se trompe là où il a le plus ma-

nifestement raison, se méprenant à dessein sur des pensées aussi claires que le jour, insinuant par-dessus tout que son ouvrage est ennuyeux et même immoral. M. Sue, dans le *Juif-Errant*, a mis à l'*index*, pour cause d'immoralité, l'*Imitation de Jésus-Christ*; M. Michelet (mais celui-ci est malade), a porté la même accusation contre certains écrits de Bossuet, de Fénelon et de saint François de Sales; M. Deschanel, alors professeur de l'Université, a comparé sainte Thérèse à Sapho; M. Jacques, autre instituteur juré, a barbouillé de son encre universitaire une rame de papier, pour démontrer l'immoralité du catéchisme; M. Pelletan et la foule des minimes signalent aux chastes lectrices de leurs feuilletons les impudicités de l'histoire de sainte Elisabeth de Hongrie, par M. de Montalembert. Afin de faire voir que la vigilance de l'*index* philosophique n'épargne rien et ne pardonne pas plus à la faiblesse qu'elle ne recule devant la force et la renommée, j'oserai me citer après de pareils noms. Je suis moi-même à l'*index*, et j'ai eu le plaisir de lire, il n'y a pas bien longtemps, que j'avais fait un livre absurde, immonde et infâme, et qui ne peut avoir été écrit que par « un homme dépravé » et même « par un cannibale ivre. » Si mon ouvrage survit à une pareille critique, il aura du bonheur; mais, assurément, le journaliste qui le juge ainsi n'en permet pas la lecture à son abonné.

Un autre procédé, en usage dans l'école démocratique, non ailleurs, pourrait à la rigueur passer pour une troisième forme de l'*index*. C'est la diffamation par la caricature dessinée et écrite. Ni l'Eglise, ni les gouvernements, ni les opinions honnêtes qui usent de la censure et de l'*index* très légitimement, n'ont inventé ni,

sauf de rares exceptions exclusivement politiques, employé rien de pareil. On parvient par là à diffamer un homme politique ou un écrivain, même près des gens qui ne lisent pas, même dans l'esprit des gens qui ne savent pas lire. Quelle que soit chez nous l'ignominie de la caricature politique, nous n'en connaissons pas la perfection; nous ne pouvons l'entrevoir que dans les courts moments de désordre et d'anarchie où l'esprit révolutionnaire, mettant à profit son triomphe, étonne et dégoûte les révolutionnaires eux-mêmes par l'étalage de toute sa liberté. Alors surgissent et s'épanouissent les trésors de bassesse et de férocité dont il peut submerger la terre. Ce n'est plus seulement le rire abject de l'envie qui éclate, c'est la brute déchaînée qui hurle, c'est la main sale de l'athée et le bras rouge du bourreau qui s'agitent. Lorsque Leu fut assassiné par les démocrates suisses, la caricature accourut, trempa ses doigts dans le sang de ce martyr et barbouilla les murs de dessins qui diffamaient ses mœurs et sa foi. Encore hypocrite dans ce temps-là, le parti qui tire son orgueil aujourd'hui des coups de poignard qu'il a frappés, voulait faire croire que la mort de Leu était le résultat d'un suicide; et, quoique le meurtrier fût sous la main des juges et avouât son crime, chaque jour quelque nouveau dessin représentait Leu attentant à sa vie. Quels crayons! quel art! C'est ainsi qu'une main allourdie par d'ignobles fers dessine sur les murs des bagnes, avec la pointe d'un clou volé. Nous n'en sommes pas là tout-à-fait; nous y étions en 93, en 1830, en 1848, et nous y pouvons revenir. Mais, en attendant que la caricature politique se puisse donner ses franches coudées, la caricature immorale et anti-religieuse prend les siennes. Arrêtez-vous un mo-

ment devant les vitres des marchands d'images, regardez ces lithographies obscènes que la propagande protestante soudoie contre les ordres religieux et contre le clergé catholique. Qu'est-ce que cela, et que fait l'auteur de ces turpitudes, s'il ne vient pas au secours de M. Jacques et de tous les apôtres de la liberté illimitée, pour mettre le catéchisme à l'*index* et pour préparer la persécution? Croit-on qu'après avoir si longuement et si persévéramment diffamé les prêtres, et d'une manière si monstrueuse et si lâche, il ne sera pas beaucoup plus facile de les proscrire et de les faire égorger?

III. Voilà la censure et l'*index* de ces Tartuffes, dont le cagotisme libéral prétend réprouver l'*index* et la censure. Ils en usent le plus durement qu'ils peuvent, et personne n'en use avec une égale iniquité. Voilà ce qu'ils font en temps de paix, c'est-à-dire quand ils ne sont pas les plus forts. Dès qu'ils ont la force en main, on sait ce qu'ils savent faire. Tout le monde se souvient des visites domiciliaires de la première république. Malheur à qui avait chez soi un livre censuré, un crucifix, un débris d'armoiries, un emblème religieux ou monarchique quelconque! Ce n'était pas le livre ni l'emblème défendu que l'on détruisait, et, s'il avait quelque valeur, on avait grand soin de ne le pas détruire. L'objet censuré restait dans la poche des agents, ou il y rentrait après avoir passé par le greffe; le propriétaire allait à l'Abbaye ou aux Carmes, et ne revenait plus.

En Espagne, de temps immémorial, les gentilshommes de grand chemin ont une phrase consacrée avec laquelle ils abordent le passant; ils ne lui disent pas prosaïquement, comme chez nous : *La bourse ou la vie;* ils lui

disent : *Donne-moi ton argent, voleur.* Cette jovialité du socialisme errant nous revient en mémoire toutes les fois que nous voyons les libres-penseurs prendre contre l'Eglise la défense de la justice, de la morale et de la liberté. Ils ont d'une façon absurde, et ils pratiquent d'une façon monstrueuse tous les dogmes, toutes les doctrines, toutes les lois qu'ils lui reprochent. Ce qu'elle fait avec le droit le plus évident qui soit au monde, avec la justice la plus patiente, avec la mesure la plus miséricordieuse et dans l'intérêt de l'espèce humaine, qui ne peut vivre sans cette discipline, ils le font dans leur unique intérêt, en y employant l'insulte et la violence, se mentant cyniquement à eux-mêmes.

Nous ne disons rien et nous n'avons rien à dire de la censure et de l'*index* régulièrement exercés d'après les lois par les gouvernements. Ce sont des armes dont une société constituée ne peut se passer et qu'aucun esprit éclairé ne lui contestera, sauf à critiquer parfois l'usage qu'elle en fait; critique qui doit être toujours pleine de réserve. On les lui contesterait d'ailleurs en vain : elle saura toujours s'en emparer; s'il y avait un pouvoir assez fou pour refuser ce droit, l'opinion le forcerait de le prendre. C'est ce qui s'est vu et se verra au lendemain de toutes les révolutions, surtout de celles qui se sont accomplies au cri de liberté. Que ceux qui les ont faites le veuillent ou ne le veuillent pas, elles ont pour résultat presque immédiat et souvent unique de raffermir les lois restrictives de la liberté d'opinion. Cela est juste, naturel, nécessaire. Les gouvernements ne valent pas toujours ceux qui les subissent; ils sont presque toujours meilleurs que les partis qui conspirent et qui s'adressent à la violence pour les renverser.

Mais il nous sera permis de faire observer que la censure régulière des gouvernements, même les plus doux, est autrement dure que la censure de l'Eglise. Assurément, la monarchie de 1830 et la république de 1848 peuvent être comptées pour des gouvernements faciles, et sous lesquels la parole et la plume n'ont pas eu beaucoup d'immunités à désirer. On y censure cependant les opinions; on y met les livres à l'*index* un peu plus fréquemment que ne le fait Rome, et avec une rudesse qu'elle ne connaît pas. MM. Miot, Valentin et autres interrupteurs de la Chambre, sont jugés sommairement après deux monitions, et si leur dignité refuse de demander pardon, ce qui est partout considéré comme une pénitence, on les censure, toujours avec excommunication quant à la caisse, souvent quant à la tribune, et l'excommunication peut aller jusqu'à leur interdire l'entrée de l'Assemblée. A Rome, l'excommunication ne coûte rien, que lorsqu'il plaît à Dieu d'exécuter la sentence. Mais qu'importerait à M. Miot?

En France, dans les émeutes, après trois monitions du commissaire de police, le commandant des troupes peut ordonner le feu; c'est une excommunication aussi, cela, surtout pour ceux qu'atteignent les balles ou que saisissent les agents de la force publique. Après les affaires de Juin, quand tous les morts et tous les blessés, dont on ne sait pas le nombre, ont été relevés, la raison d'Etat a frappé d'excommunication temporaire quelques milliers d'individus d'un seul coup. Plusieurs de ceux qui ont comparu devant la Haute-Cour de Versailles ont été atteints d'une excommunication perpétuelle. Ils ont chance de n'être absous que par des événements qui coûteront des milliers de vies, et dont le résultat principal et le

plus désiré d'eux sera de les mettre en état de lancer l'excommunication à leur tour. Quand et comment finira ce jeu humanitaire de la liberté, de l'égalité et de la fraternité ?

Telle est la censure gouvernementale en ce qui concerne les actes. En ce qui concerne les doctrines, on commence par saisir les écrits et les livres, puis on assemble des juges. Ces juges ne sont pas une congrégation de docteurs savants et formés à l'étude et au discernement des idées, et qui rendront un jugement capable d'éclairer certainement la bonne foi de l'auteur et du public; non ! On tire au sort douze citoyens, bourgeois, gens de métier, paysans, de toute origine, de toute croyance ou sans croyance, de toute doctrine ou sans doctrine, de toute éducation ou sans éducation, tels enfin que le hasard qui les donne les a faits. Voilà le tribunal. On plaide; c'est un combat de ruses et de préjugés souvent aussi absurdes d'un côté que de l'autre. Les juges comprennent l'affaire ou ne la comprennent pas, mais ils ne sont pas là pour comprendre, ils sont là pour juger. Il y en a cinq pour un parti, sept pour un autre, voilà le jugement. Si le jugement est favorable, tout est dit; l'écrit, bon ou mauvais, circule. Si le jugement est contraire, tout est dit encore; l'écrit, bon ou mauvais, est supprimé. On ne le condamne pas, comme il arrive souvent à Rome, *donec corrigatur*. On le supprime : *La Cour ordonne la destruction des exemplaires saisis*, c'est la formule. A Rome, on s'en tient là, et si l'auteur s'excuse, on le loue. A Paris, qu'il s'excuse ou non, on ne loue pas, on ne le lâche pas. Il paie l'amende, les frais, le décime, et, tout cela prélevé, il va réfléchir en prison, sans que la loi rude qui l'a châtié comme un es-

clave puisse, ni sache, ni veuille rien faire pour le consoler et l'éclairer.

Et que ses amis ne le plaignent pas! Qu'ils ne s'avisent pas, du moins, de le plaindre à voix haute et de lui dire qu'il a été injustement frappé. Cela s'appelle une *attaque au respect de la chose jugée*, et la chose jugée se fait respecter par la saisie, par l'amende et par la prison. Il y a un journal en ce moment qui en sait quelque chose : l'*Univers* aussi l'a appris à ses dépens. — Et, pour le dire en passant, nous n'avons pas souvenir qu'aucun écrivain libéral, ni partisan de la liberté illimitée ni autre, ait paru alors le moins du monde fâché de nous voir infliger l'amende et la prison; et nous parierions, au contraire, que cela leur fit à tous très grand plaisir.

LA FIN DU RÉGIME.

I.

SITUATION DES PARTIS.

Dans son voyage de Dijon, le Président avait fait un de ces discours tout à la fois prudents et hardis par lesquels il entrait légalement dans les situations que l'on voulait considérer comme les plus illégales, et donnait à son parti, dont il sentait la force, des assurances qui désespéraient tous les autres partis, dont chacun lui préparait un compétiteur. Les journaux ne manquèrent pas de s'escrimer contre ce discours, où M. Léon Faucher, ministre de l'intérieur, avait fait, disait-on, des retouches et mis des adoucissements. On déclamait surtout contre les passages effacés, et l'*Opinion*, journal légitimiste un peu trop empressé de se distinguer, déclamait plus que tous les autres. Quant à nous, le

discours nous avait paru bon, adroit et légitime. Nous pensions surtout que le premier intérêt du parti de l'ordre était de ne pas se brouiller avec le Président, et que plus on approchait de 1852, plus l'union, toujours nécessaire, devenait indispensable. Nous parlâmes dans ce sens avec beaucoup de modération, tâchant de faire comprendre que si Louis Bonaparte était repoussé par les conservateurs, il pourrait chercher son point d'appui chez les révolutionnaires. L'*Opinion* nous reprocha là-dessus d'*admirer l'Elysée avec toute l'ardeur d'un converti de la veille*.

3 juin 1851.

L'*Opinion publique* se souvient sans doute du temps peu éloigné où, à propos de quelques articles qui ne lui avaient point déplu, on nous enregistrait parmi les journaux légitimistes. La vérité nous obligea de décliner cet honneur. Nous déclarâmes que nous étions pour la monarchie, et pour la monarchie légitime, mais que nous n'appartenions point au parti légitimiste. Nous sommes précisément dans la même situation à l'égard de M. Bonaparte, et le même sentiment nous inspire. Nous croyons qu'il faut prolonger ses pouvoirs, nous pensons qu'on y viendra; et le tout sans nous sentir aucunement bonapartiste.

Si nous l'étions, nous le dirions.

L'*Opinion publique* a-t-elle peine à concevoir comment on peut désirer la prolongation des pouvoirs de M. Bonaparte, et cependant n'être pas bonapartiste? Nous avons essayé souvent de l'expliquer, et nous craignons un peu que l'*Opinion publique* ne s'entête à ne vouloir pas nous comprendre. Quoi qu'il en soit, voici un abrégé de nos raisons.

Il nous semble que l'ordre ne règne pas tout-à-fait dans le parti de l'ordre, et que l'*Opinion publique*, pour

exemple, ne s'entend pas complétement avec le *Journal des Débats* sur le droit divin, ni avec le *Siècle*, dernière borne des conservateurs démocrates, sur le droit populaire, ni avec le *Constitutionnel* sur le droit électoral.

Il nous semble que ces diverses fractions du parti de l'ordre, qui ont tant de peine à s'entendre, sont sujettes à se diviser dans leur propre sein, et ne savent pas toutes très nettement ni ce qu'elles veulent, ni comment elles opéreront ce qu'elles croient vouloir. Si le Président lui-même semble incertain, il n'est pas le seul; s'il recule après s'être avancé, d'autres l'imitent; s'il rature ses discours, d'autres en font autant.

Il nous semble qu'en présence de ce parti de l'ordre, si profondément divisé, si cruellement incertain, il y a un parti du désordre qui n'est, lui, ni divisé ni incertain, du moins quant à ce qu'il veut faire actuellement. Tandis que les assiégés se disputent pour savoir qui commandera dans la ville, les assiégeants savent parfaitement qu'ils doivent la prendre, et que si la discorde leur ouvre une porte, c'est par là qu'il faut passer.

Il nous semble que cet accord très redoutable du parti contraire agit assez puissamment sur la masse du parti de l'ordre et y fait naître et prédominer le besoin d'un accord semblable. Le parti de l'ordre n'est pas tout entier dans les écrivains que nous lisons et dans les orateurs que nous écoutons. Au-dessous de cette élite brillante, pleine de talents, d'inventions, et jusqu'à présent de courage, mais où chacun cède un peu au besoin de ne pas se laisser éclipser; au-dessous de ces chefs actifs ou remuants, éloquents ou sonores, qui ne doutent de rien et qui promettent merveille, il y a une masse inquiète, qui doute de tout et qui, parmi les triomphes qu'on lui

annonce, voudrait bien être sûre, — nous demandons grâce pour l'expression, — de conserver sa peau.

La conservation, la conservation toute nue et toute crue, voilà le seul article qui soit commun à tous les symboles des diverses fractions du parti de l'ordre; et dans tous il est le premier. Avec la conservation, même la conservation provisoire, on s'accommodera du reste volontiers, trop volontiers! Nous ne jugeons pas ce sentiment, nous le constatons. Assurément, il n'est pas héroïque, ni fort intelligent; mais, pour condamner absolument ceux qu'il domine, il faut attendre. Qui aura le droit de leur jeter la première pierre? En tous cas, c'est un sentiment ferme, réfléchi, enraciné, le résultat moral le plus général et le plus affermi de nos révolutions et de nos discussions, et que ne détruiront pas quelques exemples sublimes, supposé qu'ils soient donnés.

Eh bien! de cette absence d'union et de foi qui existe dans le parti de l'ordre, de cet amour de la conservation qui le domine, de ce péril qui le presse, nous augurons l'avénement d'une dictature, à moins que, par un conseil de sagesse devenu, il est vrai, difficile, on ne rende inutile ce périlleux remède, en prévenant le danger.

Le moyen de prévenir le danger, c'était de laisser provisoirement M. Bonaparte au milieu du parti modéré, à cette place où chaque fraction voudrait mettre définitivement son drapeau. Engagement que l'on pouvait exiger, convention qu'il était facile de faire observer; car soutenir, c'est contenir.

La chimère de faire un roi demain, au moyen d'un scrutin de ballotage, a été brillamment posée et s'est promptement évanouie. Hier on n'en doutait pas, au-

jourd'hui l'on n'y pense plus. On s'en tient à la présidence, « c'est ce qui divise le moins. » S'il faut un président, M. Bonaparte non-seulement vaut un autre, mais vaut mieux qu'un autre. Prince, il maintient une sorte de tradition monarchique; président en exercice, il a déjà une certaine tradition de gouvernement qui le fortifie, mais qui aussi l'engage; président prorogé, il abaisse l'orgueil constituant de 1848; Bonaparte, enfin, il a, par son nom seul, un ascendant que le Pouvoir exécutif perdrait en d'autres mains, et dont l'absence livrerait tout aux fluctuations de la majorité parlementaire.

La popularité du nom de Bonaparte est incontestable dans le pays. En existe-t-il une autre qui la balance dans l'armée? C'est ce que tout le monde ignore, même nos plus grands généraux. Il serait puéril de disserter sur ce fait. Le *prétexte manque* (1)? Mon Dieu, nous le voulons bien! Et après? La popularité n'en existe pas moins; elle survit à tant de beaux articles qu'on a écrits pour la détruire, elle résiste aux témoignages que l'Assemblée lui a maintes fois donnés de sa mauvaise humeur, elle constitue une force qui n'a pas été inutile au parti de l'ordre et avec laquelle doivent compter tous les hommes politiques.

Annuler cette force, ce serait une grande faute; mais la porter ailleurs, mais la mettre contre soi!... Nous savons bien qu'on y travaille, et, en vérité, nous doutons qu'on y ait songé. Lorsque nous voyons les journaux et les orateurs du parti de l'ordre s'échauffer sur la moindre vétille et, après bien des efforts, obtenir enfin quelque

(1) Le général Changarnier avait demandé où était le prétexte à l'enthousiasme pour Louis-Napoléon. Cette parole était restée dans la polémique.

vote irritant et impuissant contre M. Bonaparte, nou
leur refusons pas la consolation de croire qu'ils dém
sent l'Elysée; mais nous ne pouvons nous empêche
croire qu'ils ouvrent les Tuileries : ils défont le présid
et ils font le dictateur.

Voilà pourquoi nous avons regretté le tapage des j
naux conservateurs à propos du discours de Dijon. L
portance de ce discours vient du bruit qu'ils en ont
Il fallait laisser passer cela et se contenter des correct
de M. Léon Faucher. Quant au discours lui-mêm
est dans la voie tracée au Président par d'autres disc
qui l'ont provoqué et qui l'autorisent à penser à
Chacun tire de son côté, et le Président du sien; i
bonapartiste avant tout, comme tant d'autres sont a
tout orléanistes ou légitimistes; il fait sa circulaire é
torale, et ne la fait pas maladroitement. L'*Opinion* n
demande comment de ce discours qui n'est pas malad
les journaux conservateurs ont pu faire un discours
habile? D'une façon fort simple : en le portant où il
arriver. L'*Opinion* nous fait la grâce d'ajouter qu'ell
s'attendait guère à voir l'*Univers* vanter cette habilet
Nous ne vantons point cette habileté-là; nous admi
la simplicité de ses adversaires.

Nous ne savons si nos éloges ont quelque prix; m
en général, nous ne les prodiguons point à l'habileté;
plus à celle qui promet d'empêcher le retour de l'an
régime, qu'à celle qui promet de conserver et de fort
toutes les conditions populaires du régime nouveau. N
ne voyons dans tout cela que l'imitation politique
style des prospectus californiens.

L'*Opinion publique* est d'autant moins excusabl
ne nous avoir pas compris que, dans l'article au

elle croit répondre, nous avons fait connaître notre sentiment sur le caractère et sur le résultat d'une dictature bonapartiste (1). Elle sait donc que nous considérons cette éventualité comme une des plus déplorables au milieu de toutes les éventualités déplorables que le génie de la presse conservatrice s'amuse à créer.

Pour le parti conservateur, auquel nous appartenons avec nos couleurs distinctes; pour M. Bonaparte, envers qui nous ne nous croyons pas tenus d'être ingrats, et pour les intérêts catholiques enfin, qui sont à nos yeux les intérêts dominants et suprêmes de la France et de la civilisation, nous aurions souhaité tout autre chose que ce qui se passe et ce qui se prépare. Plus d'union, plus de générosité, plus de patience nous auraient fait espérer plus de courage et plus d'intelligence dans le péril, et plus de repos pour l'avenir.

Que de grandes choses à faire en France et hors de France, au lieu de ces petites choses que nous faisons!

(1) « Nous disons à tout le monde qu'il faut aujourd'hui s'entendre avec M. Bonaparte, qu'il faut lui continuer cette sorte de lieutenance-générale, qu'il a remplie depuis le 10 décembre de manière à mériter quelque gratitude et qui ne semble pouvoir être occupée par personne aussi facilement et d'une manière plus satisfaisante que par lui.

» Nous le lui disons à lui-même; car si le parti de l'ordre a besoin de lui, il a besoin du parti de l'ordre. Appuyé sur les opinions modérées, auxquelles il donne une cohésion qui assure leur prépondérance, il peut faire de grandes et utiles choses, et s'acquérir, par les services rendus au pays et à la civilisation, un renom immortel. Poussé par la démagogie, il n'a plus de choix qu'entre un plagiat misérable et une chute misérable; son gouvernement ne sera plus qu'une suite d'aventures dont le caractère et le résultat sont d'avance marqués. Il court à une dictature qui ne sera jamais qu'une parodie, et sa pourpre ridicule traînera bientôt sur le chemin de l'exil ou sur les marches de l'échafaud (3 juin). »

Nous pouvons avant peu nous trouver encore une fois en dissolution au milieu de l'Europe pleine de troubles, et le moindre inconvénient que nous aurons à redouter sera de laisser l'ordre se rétablir sans nous et contre nous. Livrés à nos dissensions et peut-être à la guerre civile, nous serons absents de tous les conseils et de tous les champs de bataille; nous verrons tomber d'un seul coup les faibles défenses que nous avons pu nous donner en trois ans contre l'esprit révolutionnaire; nous aurons un empereur de parade ou des dictateurs de hasard, et, en tout cas, des lois de démence; — et tout cela, par suite des chétives intrigues de quelques vanités de presse ou de tribune dont nous ne saurons plus même les noms! — « Voyez, écrivait Cicéron à Atticus pendant les dernières convulsions de la république romaine, voyez de quelle mort ignoble nous périssons! »

II.

RÉVISION DE LA CONSTITUTION.

22 mai 1851.

I. C'est le destin des constitutions écrites d'être raturées, — et quand on ne les rature pas, on les efface.

Personne encore n'a réussi dans ce genre de composition politique et littéraire. Ce n'est point manque de bon propos de la part des auteurs. Ils travaillent sur un Sinaï; les façons majestueuses de M. de Buffon, qui ne portait la plume qu'en pose de demi-dieu, étaient négligées et triviales, comparées à l'appareil dont ils s'entourent. Ils ont des gardes, ils prétendent être des hommes choisis, ils se déclarent personnes sacrées; leurs créanciers mêmes n'ont pas le droit de les distraire. Toute la force, toute l'intelligence, toute la volonté de la patrie est en eux. Ils parlent à la face du monde, et il n'y a pas assez d'imprimeurs pour publier la moindre parole qui leur échappe. Ils ont tout compris, tout éclairci, tout prévu. L'œuvre finie, ils l'annoncent au son du canon et des fanfares, ils la font saluer par le *Te Deum*, ils la lisent dans les carrefours, ils la gravent sur le marbre et l'airain, ils la déclarent définitive et immortelle. Défense d'y toucher, ordre de mourir pour la défendre.

Les constituants de 1848 ont eu, comme leurs devanciers, cette passion bizarre d'écrire une constitution éternelle et d'introduire dans cette œuvre de progrès le dogme rétrograde de la stabilité. Ils ont oublié que les hommes qui, depuis soixante ans, ont fait des constitutions, ont été législateurs à peu près comme Erostrate fut architecte; que tous se sont principalement proposé d'abolir quelque chose et n'ont travaillé qu'afin de remplacer une constitution récemment abolie; — abolie pour avoir voulu et n'avoir pu abolir ce que la constitution nouvelle prétend à son tour abolir.

M. Dupin, qui figurait parmi ces constructeurs armés du marteau, n'a pas songé à leur rappeler l'adage : *Patere legem quam ipse fecisti.* Il ne leur a pas dit :

Vous n'avez fait autre chose toute votre vie que nier et détruire, et maintenant vous voilà pressés, effarés, ou pleins d'ignorance, ou pleins de prévention, ou troublés de cent alarmes; vous acceptez un ordre de choses né de la terreur et de la surprise; vous rassemblez pêle-mêle des principes contradictoires, des mots que vous ne comprenez pas, des doctrines qui nient tout le passé de la France; vous les coordonnez sous le joug des ateliers nationaux et au milieu des clameurs de l'émeute : il en résultera quelque chose qui sera peut-être le moins mauvais possible, mais qui, en somme, sera dans ce pays la négation du passé et la contradiction des mœurs : et vous croyez faire une constitution !

On dit : Le style, c'est l'homme; on pourrait dire : Le style, c'est le temps. Les constitutions écrites sont marquées à cette double empreinte : elles ont le caractère des hommes qui les ont faites et du temps qui les a vu naître; comment s'étonner qu'elles ne vivent pas! La date de la Constitution actuelle n'a rien qui commande le respect, et, sans vouloir blesser personne, on peut dire que les noms de ses auteurs ne sont pas de ceux qui inspirent une sorte de vénération. Ils étaient primitivement dix-huit : MM. Cormenin, Marrast, Lamennais, Vivien, de Tocqueville, Dufaure, Martin (de Strasbourg), Coquerel, Corbon, Thouret, Woirhaye, Dupin, de Beaumont, Vaulabelle, Odilon Barrot, Pagès (de l'Ariége), Dornès, Victor Considérant. On leur adjoignit ensuite seize délégués : MM. Girerd, Béranger, Thiers, Ménand, Chauffour (aîné), Flandin, Victor Le-

franc, Boussi, Parieu, Crémieux, Crépu, Boulatignier, Freslon, Duvergier de Hauranne, Berryer. Le travail de ces Messieurs, commencé le 19 mai, quatre jours après l'invasion des clubs, fut déposé le 30 août. La discussion dura du 30 septembre au 28 octobre, un mois. On présenta, on développa, on discuta plus de trois cents amendements. Les méditations de l'Assemblée furent troublées par les événements de juin et protégées par l'état de siége.

M. Dupin rappelle que les rédacteurs de la Constitution ont travaillé « comme Archimède pendant le siége de Syracuse. » Il atteste que « leur liberté d'esprit n'en a point été troublée. » Il a qualité pour rendre ce témoignage; *mais*, ajoute-t-il, sans être moins croyable, *il est certain* qu'en général *leurs résolutions ont été influencées par les circonstances*. Donc, et de l'aveu même de ses auteurs, la Constitution de 1848, quoique faite pour l'éternité, a été purement et simplement une œuvre de circonstance.

Les circonstances ont changé, et les hommes aussi. Quelques mois après le vote de la Constitution, la France, appelée à se prononcer sur le mérite de ses auteurs, a fort nettement déclaré à la plupart d'entre eux qu'elle ne voulait plus de leur style. Que l'on relise la liste des rédacteurs de la Constitution : ceux qui voteraient aujourd'hui contre la révision forment le grand nombre de ceux que le pays a lui-même révisés et rejetés.

Si la sincérité régnait dans les discussions et réglait les polémiques, nous ne comprendrions pas pourquoi le parti

montagnard s'oppose avec tant de fureur à la révision. Au fond, cette Constitution ne lui convient pas plus qu'au parti de l'ordre. Le parti de l'ordre la repousse parce que les Montagnards y ont mis trop du leur; les Montagnards la détestent parce que le parti de l'ordre y a mis trop du sien. M. Dupin l'a commentée d'une façon qui déplaît fort à M. Michel (de Bourges); si M. Michel la commentait, son commentaire déplairait fort à M. Dupin, et il y a beaucoup de gens, et du côté de M. Dupin et du côté de M. Michel, à qui les deux commentaires déplairaient également. Hélas! on a pourtant écrit au frontispice : Liberté, égalité, fraternité!

Puisqu'on ne s'entend pas sur la Constitution, puisque personne ne l'aime, qu'y a-t-il de mieux à faire que de la réviser? De deux choses l'une : ou le pays ne veut pas de la Constitution, et c'est une chose bien étrange et bien inconcevable de prétendre l'enfermer à jamais dans cette feuille de papier qu'il a déjà trouée par tant d'endroits; ou elle lui plaît sans qu'il y paraisse, et, dans ce cas, s'il s'amuse à la défaire, il la remplacera par une autre qui la vaudra bien. Mon Dieu! à la place des Montagnards, nous accepterions la révision sans hésiter. Que l'on refasse, que l'on modifie, que l'on refonde une constitution, c'est toujours une constitution. La révision et la refonte sont même le meilleur moyen de faire durer ces sortes d'instruments. Pour avoir changé plusieurs fois de manche et plusieurs fois de lame, le couteau de Jeannot était toujours le même couteau et faisait toujours le même office.

La question de savoir si la révision doit être partielle totale est presque puérile ; la question de légalité l'est ore plus et ne peut arrêter personne.

Quand les avocats se mettront à vouloir démontrer la alité de la révision, ils trouveront de quoi parler et ils seront pas plus que leurs adversaires à court d'argu- nts, de syllogismes et de dilemmes. A quoi bon? Mais aut que les avocats parlent, et l'opinion, qui veut de légalité, en aura. Les républicains réclameront très ut, protesteront très haut et laisseront faire. Ils n'au- it pas tort. Au fond, l'essentiel pour eux est d'avoir e constitution, et ils en auront une ; et dès-lors la ré- ion, quelque totale qu'on la dise et qu'on la fasse, sera rtielle en effet et très partielle. Ce mot de révision ale est bon comme mot de ralliement ; mais la révision ale, ce serait la suppression totale. La suppression de Constitution, la suppression de la république, le réta- ssement de la monarchie, ceux qui affectent d'espérer a, comme ceux qui affectent de le craindre, ou sont grands enfants ou n'en croient pas un mot.

Après cette constitution-ci, nous en aurons plus d'une core à réviser.

Ce que l'on tente présentement, ce qu'il est sage de uloir et facile de faire, c'est d'échapper au cataclysme 1852. Le parti de l'ordre n'a pas en vue d'accomplir le parti du désordre n'essaie pas d'empêcher autre se qu'un grand et légitime effort du pays pour s'épar- er les convulsions à jour fixe auxquelles la haute son des constituants de 1848 l'avait condamné. Il tre dans les convenances du parti montagnard que la

France subisse cette épreuve; il entre dans les convenances de la France de ne la subir pas : voilà tout le débat sur la révision. Les législateurs qui créent une légalité par laquelle un pays doit s'exposer à périr, n'ont fait qu'une chose : ils ont prouvé qu'ils n'entendaient pas leur métier. Le pays rejette au moule leur œuvre funeste et ridicule.

Si vous vouliez faire une constitution qui vécût, il fallait premièrement la faire de telle sorte qu'elle nous laissât vivre.

14 juillet 1851.

II. La discussion sur la révision a commencé aujourd'hui par un discours de M. de Falloux et par un discours de M. Cavaignac. Nous trompons-nous? Il nous semble, après cette première séance, que ce débat si solennel, si annoncé, si attendu, va tourner, comme tant d'autres graves affaires, en flots de paroles stériles. Point d'empressement, point d'émoi. M. de Falloux n'a reçu aucune insulte; M. Cavaignac n'a soulevé aucune clameur. Tout deux cependant ont été francs et même hardis. Mais quoi? la question est déjà vidée, vidée dans le néant? On sent que le débat n'aboutira pas, qu'il ne peut aboutir, qu'il sera tranché par le hasard, par la force, par le temps, par n'importe quoi, mais point par la discussion.

Nous ne comptons pas un discours de M. Payer, qui s'est escrimé une heure durant, avec une bonne voix, pour établir que tout va bien, que tout prospère sous la République, qu'il y a moins d'émeutes et plus d'importations que sous la monarchie. Ces sortes de discours sont

l'accident ordinaire des discussions importantes. M. de Falloux a ouvert le débat. Il a établi le droit de l'Assemblée à décider la révision, il a montré que la révision est nécessaire; il a prouvé surabondamment qu'elle doit être totale, radicale, absolue; mais en même temps il a dit comment cette grande entreprise pourrait s'accomplir, c'était dire pourquoi elle ne s'accomplira pas. Pour que la Constitution fût utilement révisée, il faudrait qu'elle fût supprimée, que le principe vrai de l'ordre fût substitué au principe du désordre; en un mot, que la Constituante future décrétât la monarchie. Cela est possible, sans doute, mais à quelle condition? A condition que toutes les fractions du parti de l'ordre s'uniront pour le vouloir; car chacune d'elles, agissant isolément, ne peut rien. M. de Falloux l'a démontré par une argumentation historique incontestable, et avec un accent de tristesse qui semblait avouer qu'en demandant cet accord et ce concours, il demandait l'impossible. Et peut-être cette conviction profonde a-t-elle, autant que la grâce éloquente et honnête de sa parole, contribué à le faire écouter patiemment jusqu'au bout. Qu'importe à la Montagne qu'il ait cent fois raison, qu'il signale les divisions du parti modéré comme la seule force des bandes démagogiques, qu'il fasse apparaître la décadence la plus honteuse et la ruine la plus certaine comme le résultat inévitable et déjà réalisé des institutions révolutionnaires? Si, pour échapper à la révolution, il nous faut des vertus, la révolution triomphe.

On ne saurait mieux parler que M. de Falloux. C'est une politesse parfaite et une parfaite dignité, une clarté exquise, un art merveilleux de concilier la sincérité, la force et la mesure. Mais son discours, qu'il nous per-

mette de le dire, et ce n'est pas d'ailleurs une critique, produira peu d'effet, parce qu'aucune conclusion pratique n'en résulte. Temps malheureux, où un homme instruit, grave, honoré, éloquent, peut montrer jusqu'à l'évidence les périls immenses et croissants d'une situation politique, prodiguer les avis les plus sages, multiplier les exhortations les plus nobles et les plus sensées, et n'obtenir d'autre fruit que cette question, qu'on lui adresse de toutes parts : Que nous conseillez-vous?

Deux orateurs succèdent à M. de Falloux, comme pour lui apprendre, s'il ne l'avait pas su, l'inutilité, dans les assemblées, de cette raison calme et droite qui conseille uniquement aux partis de tendre au bien général par le sacrifice de leurs vues particulières. Le premier de ces orateurs est M. de Mornay, l'un des représentants, mais non pas le plus habile, de l'orléanisme intégral. M. de Mornay ne voit que deux formes de gouvernement pour la société française, ou la République « pure, » c'est son mot, ou la monarchie constitutionnelle. Il part de là pour se jeter dans un bric-à-brac inextricable de digressions sur le pétitionnement, sur la République, sur les discours du Président, sur toutes choses, butinant partout les lieux communs les plus épanouis. Le miel qu'il en compose est une certaine argumentation en faveur de la Constitution, dont il applique le mérite aux princes d'Orléans, pour le compte desquels il proteste de sa soumission aux volontés du pays. Chemin faisant, il s'arrête et reproche à l'Assemblée de l'écouter trop peu. Il ne sait pas combien il est difficile de le suivre !

M. de Mornay est enfin remplacé par M. Cavaignac. L'honorable général papillonne aussi fort volontiers. Il a des idées arrêtées, et même des idées fixes, rangées en

n certain ordre, mais non pas liées, et tout au contraire
parées par de grandes lacunes qu'il ne franchit pas
ujours heureusement. Il est fort républicain; il l'est
r conviction assurément, et aussi par parti pris et par
abitude. Toutefois, il aime à se rendre compte de ses
lées. C'est là ce qui l'embarrasse, car il ne voit pas tout-
-fait comment certaines de ces idées s'emmanchent à
rtaines autres. Par exemple, il croit à la souveraineté
u peuple; il est très convaincu que c'est là un grand et
ai principe de justice, de raison, de politique, le seul
rincipe social des temps modernes, le seul qui rende le
ouvernement possible et facile. En même temps, il est
alement convaincu que le principe de la souveraineté
u peuple s'exprime et ne peut s'exprimer que par lè
stème républicain. Là il se fait une difficulté. Si le
stème républicain est la forme d'application nécessaire
unique du principe de la souveraineté du peuple, la
épublique est donc au-dessus du suffrage universel,
-dessus du principe même qui l'a créée? Il répond par
ffirmative. Mais alors, s'il y a quelque chose au-dessus
la souveraineté du peuple, le peuple n'est donc pas
uverain?

Ce point de casuistique révolutionnaire ne laisse pas occuper l'esprit de l'honorable général. Il l'a plusieurs is abordé, et aujourd'hui encore il vient de le traiter, cinq heures et demie à sept heures. Dire par quels emins, par quels fossés, par quels océans il a passé, rait difficile, même avec son discours imprimé sous les eux. Tout ce que nous avons pu démêler de ce terrible heveau, c'est que, aux yeux de M. le général Cavaignac, le peuple est bien souverain, mais n'est pas tout-uissant; il est souverain constitutionnel; il a le droit

d'entrer en république quand il voudra, droit d'y vivre comme il pourra; il n'a pas le droit d'en sortir, et c'est ce que l'on appelle le *droit divin* de la République.

M. le général Cavaignac admet sans ombre de scrupule cette doctrine du droit divin de la République; il n'y trouve rien d'exorbitant, il s'étonne même qu'on la conteste, il demande qu'elle ne puisse être mise en discussion, et, lorsqu'on se récrie, il remarque ingénuement que tous les gouvernements ont soustrait à la discussion le principe sur lequel ils sont établis. Rien de plus vrai; mais cette prétention n'est point légitime aux gouvernements qui se glorifient d'être des gouvernements de discussion; elle ne leur a jamais été reconnue, et, lorsqu'ils l'ont imposée, elle ne leur a point réussi.

Il fallait s'arrêter et conclure. M. Cavaignac conclut que lui et ses amis défendront la Constitution, quoiqu'ils ne la trouvent pas parfaite; mais elle est bonne pour eux, parce qu'elle a du moins cet avantage d'être mauvaise aux royalistes et aux aristocrates. Voilà parler. La Constitution, en effet, a ce mérite; c'est celui par lequel elle périra.

15 juillet 1851.

Le vrai sujet de la discussion sur la révision, ce n'est pas la Constitution, c'est M. Louis Bonaparte. Il s'agit de savoir, pour les uns, comment l'héritier du nom de Napoléon pourra rester président de la République; pour les autres, comment on pourra le remplacer. Voilà ce qui occupe les esprits, beaucoup plus que la modification, la transformation ou la confirmation de l'œuvre des constituants de 1848.

M. Coquerel a voulu toucher ce point délicat, et nous ne savons, en vérité, pourquoi il n'a pas fait un bon discours. Il a une belle voix, un beau geste, une belle prestance, une rhétorique honnête, des idées suffisantes. Sa voix, son geste, sa personne, sa rhétorique, ses idées, tout est potelé, perlé, grassouillet; sa mémoire ne bronche pas, sa langue ne fourche pas. Pourquoi ne fait-il pas de bons discours? Nous l'ignorons. Dans le fond de ce discours, que trouvons-nous à reprendre? Mon Dieu! rien. Est-ce qu'il a ennuyé? Pas du tout. Irrité? Encore moins. Ainsi, M. Coquerel parle bien, prononce bien, n'ennuie pas, ne blesse personne, et ne fait pas de bons discours. Ne nous en demandez pas davantage, nous n'en savons pas plus. Sa thèse était de prouver que la révision est bonne pour tout le monde, que tout le monde doit la voter, les légitimistes, les orléanistes, les républicains, par principe, par intérêt, par honneur. Il l'établit à grands renforts de compliments pour tout le monde : il estime infiniment les légitimistes, infiniment les orléanistes, infiniment les républicains. Il est républicain lui-même. Les bonapartistes, il les honore aussi, et il ne dit rien qui puisse leur déplaire. Tous doivent voter la révision, parce que, si on ne la vote pas, il arrivera exactement la même chose que si on la vote, et même quelque chose de plus. La Constitution sera révisée ou déchirée, et pour un résultat semblable, pour faire passer Louis Bonaparte. Selon M. Coquerel, Louis Bonaparte a deux grandes chances pour rester au pouvoir : la première, il y est; la seconde, il s'appelle Bonaparte, seul nom que connaissent cinq millions d'électeurs qui ne savent pas lire. A ces deux chances, déjà fortes, l'Assemblée peut en ajouter une troisième, qui ne

le sera pas moins : elle n'a qu'à refuser la révision. Rien n'est plus vrai. Qui nous dira pourquoi le discours de M. Coquerel n'est pas bon?

Aucun genre de succès n'a manqué à M. Coquerel; il a même été interrompu. C'est M. de Larochejacquelein qui lui a fait cette politesse par deux fois. La première fois, à propos du droit divin. L'orateur accusait les légitimistes de croire au droit divin du chef de la maison de Bourbon. Quelle horreur! Il y a eu des protestations. La seconde fois, M. Coquerel louait la famille d'Orléans d'avoir *la première* donné l'exemple des vertus de famille autour du trône. Il fallait passer cette thèse à un ministre du saint Evangile. M. Coquerel n'est pas forcé de savoir que Marie Leczinska, femme de Louis XV, était une sainte et qu'elle éleva vertueusement et saintement tous ses enfants. Elle en eut dix. Une de ses filles fut carmélite, une de ses petites-filles est morte sur le trône en odeur de sainteté. Mais, dira M. Coquerel, qu'est-ce que c'est que cette odeur-là? Nous ne prétendons nullement contester les vertus que la famille d'Orléans fit admirer, mais l'exemple n'était pas à donner; pour rayonner de cette auréole, la maison de France n'a point attendu que la tige d'Orléans poussât sur son vieux tronc. Il y avait quelques vertus chez Louis XIII, il y en avait dans l'âme magnanime de Louis XIV, et elles y triomphèrent de la flatterie; Louis XV lui-même promettait d'être un roi, quand les libres penseurs firent de lui un débauché.

A partir de Louis XVI, que son aïeul avait au moins fait élever chrétiennement, la vertu, la sainteté même abondent dans la maison de France comme pour la préparer au martyre qui doit l'absoudre et peut-être la régénérer. Il nous semble que M^me^ la duchesse d'Angoulême,

ette petite-fille de Marie-Thérèse, cette fille de Marie-ntoinette et de Louis XVI, cette reine de douleurs est n assez beau type de vertu royale et chrétienne. Il nous emble que M. le comte de Chambord aussi n'a rien à nvier à aucun de ses cousins; sa jeune et noble vie s'est ssez défendue des tentations de l'oisiveté, plus redou-ables que celles du trône, pour avoir le droit de n'être as mise à l'écart lorsqu'il s'agit de vertu. Nous insis-ons sur ce point. Il y a là quelque chose de plus grave ue beaucoup de gens, et peut-être M. Coquerel lui-même, ne paraissent le penser. Oui, le bon exemple des ersonnes royales est un grand argument contre les pré-entions républicaines, et il est malaisé de penser que ant de piété n'obtiendra pas un jour, même ici-bas, une écompense éclatante. La piété inspire la sagesse, elle st mère des bonnes conduites et des fermes desseins; le our peut venir où les peuples y verront, pour leur repos t pour leur liberté, plus de garanties que n'en peuvent ontenir toutes les constitutions.

M. Coquerel a dit encore une chose qui a fait murmu-er, ou plutôt sourire. Il a lu dans un livre de sa façon, ublié avant 1848 (voyez le bonheur!), que les nations oivent former de plus en plus leur gouvernement sur le nodèle de gouvernement qui se trouve dans l'Evangile. Or, dit-il, l'Evangile est républicain. Une voix s'est écriée : *Allons donc!* On aurait pu répondre à M. Co-juerel qu'il y a dans l'Evangile des modèles pour l'âme umaine et point de modèle de gouvernement, point de nodèle surtout de gouvernement parlementaire et de ibre examen; que si l'Evangile conduit à la forme répu-blicaine, en revanche la forme républicaine paraît mer-veilleusement propre à éloigner de l'Evangile, et que

c'est là le secret de l'amour qu'elle a toujours inspiré aux hérétiques et aux libres penseurs. On aurait pu ajouter bien des choses encore, *allons donc!* vaut infiniment mieux.

M. Grévy a pris la parole après M. Coquerel contre la révision. Il était en train de démontrer très couramment que la révision ne convient à personne; il allait bien, on l'écoutait en silence des deux côtés, avec attention, avec intérêt, comme un homme qui a quelque chose à dire — lorsque tout-à-coup il s'est senti hors d'état de continuer —

M. Michel (de Bourges) l'a remplacé. Le bruit s'est répandu que la Gauche, craignant de décourager ses orateurs, allait changer de tactique; qu'au lieu de ce beau silence qui avait jusque-là régné sur ses bancs, elle allait s'abandonner à son génie et faire ses tapages accoutumés. En effet, M. Michel a été tout de suite salué de bravos, d'acclamations et d'applaudissements. Ces courants d'électricité révolutionnaire sont nécessaires à l'éloquence des Montagnards; le silence agit sur eux comme la machine pneumatique.

M. Michel a commencé habilement un discours, qui, pendant quelques instants, a été très beau et très vrai. A travers des enflures de ton, de style, de geste qui sentent le mélodrame, mais qui sont fort goûtées de ses amis, il disait une grande vérité; il disait aux diverses fractions du parti conservateur : « Vous ne vous débarrasserez ni de la République ni de la Constitution, parce que nous sommes tous révolutionnaires, vous comme nous, autant que nous. » S'emparant avec adresse d'une parole échappée hier à M. de Falloux, il prouvait que c'est assez d'accepter ce que l'on appelle les *conquêtes et les principes de 89*, pour vouloir et pour accepter les

es les plus extrêmes de la démagogie. M. Michel a
son : 1789, c'est le libre examen; c'est non pas la lu-
ire, mais le feu de la discussion mis à toutes les vérités
l'ordre social; et la conséquence naturelle en est ce
nous voyons et ce qui nous attend. Nous aurions
é que M. Michel, poussant dans cette voie, allât ré-
ument jusqu'au bout. Jamais leçon meilleure n'aurait
donnée à ces idolâtres du libre examen, qui se ber-
t de l'espérance que leur Dieu ne les dévorera pas.
Mais M. Michel, tout grand républicain et tout grand
teur qu'il est, n'a pas franchi le niveau intellectuel
avocats libéraux de province. Il a voulu expliquer
rquoi les principes républicains, de 1814 à 1848, ont
mphé de la restauration monarchique, et il a entre-
is une histoire des deux gouvernements qui se sont
cédé durant cet intervalle. Alors cet orateur, qui tout-
l'heure pensait si juste et parlait si bien, a disparu, et
us n'avons plus eu sous les yeux qu'un écolier de M. de
aulabelle. Il a passé en revue les crimes de la Restau-
tion. La substitution du drapeau blanc au drapeau tri-
lore, le milliard de l'indemnité, l'expulsion de Gré-
ire, celle de Manuel, l'éducation livrée aux Jésuites,
ministère Polignac, tout y était, et avec des éclats de
ix, et avec une envergure, et avec des frémissements
horreur que rien ne peut rendre. Notez que l'homme
ui semblait embarrassé de trouver dans la langue hu-
aine des sons et dans la langue télégraphique des gestes
our peindre convenablement tous ces forfaits, venait
'accepter, au nom de son parti frémissant de joie et
'enthousiasme, la responsabilité des actes de 1793. Mon
ieu, oui! la substitution du drapeau blanc au drapeau
ricolore est une insulte à l'humanité; mais le tribunal

révolutionnaire, ce n'est rien du tout, et M. Michel ne voit pas là un motif suffisant de renier, ce sont ses paroles, ni les éloquents Girondins qui ont proclamé la République, ni les *superbes* Montagnards qui l'ont sauvée du joug des tyrans! Pour excuser les moyens un peu sévères que ces gens « superbes » ont employés, M. Michel a un mot superbe aussi, dans son genre : « Que voulez-vous? a-t-il dit, les enfantements de la politique sont douloureux! » Il est vrai; mais les suites de couches sont si belles et la progéniture se recommande par des qualités si aimables!

M. Michel achèvera demain. Nous serions étonnés si toute son éloquence, parvînt-elle à égaler celle des « superbes » Montagnards de 1793, réussissait à peindre la République sous des traits capables de ne pas exciter la pitié des gens d'esprit et l'horreur des gens de bien.

16 juillet 1851.

M. Michel (de Bourges) avait promis de nous montrer la république idéale, celle de l'avenir, que nous avons tous, dit-il, entrevue et aimée un moment en 1848, et qui depuis a quelque peu voilé ses attraits, mais qui n'en est pas moins belle. Il a fait apparaître cette charmante. Ce n'est pas une *forte femme aux puissantes mamelles;* ce n'est pas davantage *une comtesse du noble faubourg Saint-Germain;* c'est quelque chose de bien plus étonnant, et qui va mettre au désespoir tous les peintres et tous les statuaires chargés de représenter ce personnage. L'idéal républicain, suivant M. Michel, n'est autre chose qu'un bon système d'arbitrage entre le capital et le tra-

Le capital et le travail se font la guerre, et leur lutte
ınte au commencement du monde; c'est le fond
ıe de l'humanité. Mais la République va changer
cela : le capital et le travail vont se donner la main
les ruines de la monarchie, qui s'est toujours mé-
ıment mise du côté du capital contre le travail. Nous
ıs nous aimer, dit M. Michel, vivre en paix, en liesse,
bondance; et, quoique j'aie fait hier l'éloge de nos
rbes amis de 93, ne vous inquiétez pas : la situation
793 ne sera pas l'état normal de la future république.
. Michel n'a pas dit tout cela avec la simplicité que
ı y mettons. Il y a employé une heure et demie, ce
suppose bien des raisonnements et bien des détours.
a eu des moments où ses amis eux-mêmes ont tota-
ınt cessé de le comprendre; on le sentait à l'hésita-
de leurs applaudissements. C'était un curieux spec-
ı de les voir : pas un n'était assis sur le dos, dans
ı noble posture d'un législateur qu'on chatouille ou
ın endort. Appuyés sur leurs coudes, la tête tendue,
ouche béante, ils suivaient l'orateur qui marchait
s le sable jusqu'aux jarrets. De temps en temps
Michel faisait une pause et les regardait d'un air fier,
ıme pour leur dire : Hein! qu'en pensez-vous? Alors
ıriaient : *Bravo!* mais, manifestement, ils n'y étaient
ı, et l'enthousiasme n'avait point de jet. A la fin,
ıplétement déroutés, ils en sont venus à pousser leurs
bien! à tort et à travers, pourvu seulement qu'un
ngement de ton parût en donner le signal. Hier, ils
ient éclaté en trépignements, entendant glorifier les
erbes de 1793; aujourd'hui, M. Michel a cru devoir
ier ces mêmes hommes; ils ont dit : Très bien!
Néanmoins, M. Michel (de Bourges) est un habile

avocat, et qui s'est montré digne de sa réputation. Il a dit des choses captieuses, dont l'ignorance et la passion des lecteurs feront des choses redoutables. Il a donné aux plus calomnieuses erreurs de son parti un certain habit bourgeois qui charmera la candeur des républicains modérés. S'il parvenait à dissiper certaine suspicion qui pèse sur lui, on le préférerait peut-être à M. Nadaud. Mais il est capitaliste; cela compromet ses chances. On dira qu'il a ses raisons pour vouloir que le travail donne la main au capital, et que ce n'est pas ainsi que la conciliation doit s'opérer entre ces vieux ennemis.

Nous nous contentons d'esquisser la physionomie du discours de M. Michel, nous n'entreprenons point de le réfuter. A quoi bon? M. Berryer lui a répondu. Tout éloge du discours de M. Berryer serait pâle et insuffisant : il faut le lire. Mais qu'on se garde de croire qu'on le connaîtra lorsqu'on l'aura lu. Quelque beau et fort qu'il soit encore, ce ne sera qu'un portrait, une image magnifique, mais morte. Nous avons vu et entendu la vie. Ah ! que cela fait de bien, dans une discussion de ce genre, et après un discours et des applaudissements comme ceux qui venaient de retentir, que cela fait de bien, quand le bon sens, la probité, la vérité prennent enfin la parole et éclatent avec toute la splendeur que la conscience leur souhaitait. Il y avait une oppression sur les intelligences de l'Assemblée et des auditeurs, l'oppression du mensonge et du sophisme. M. Berryer a parlé comme tout le monde aurait voulu parler. Il le sentait bien; il était inspiré. Plusieurs choses font l'orateur, et malheureusement les passions inférieures, les passions mauvaises sont au nombre de ces choses-là; l'ambition, la haine, le fanatisme brutal de l'erreur, la peur même, arment la

parole humaine d'une séduction puissante ; mais l'orateur n'est vraiment grand que par le sentiment profond de la justice et l'amour profond de la vérité. Dieu, qui aime la vérité et la justice, se plaît à les faire resplendir sur les lèvres qui s'ouvrent pour les confesser; il envoie au génie honnête ces grandes pensées, ces accents victorieux, ces illuminations soudaines que l'art ne connaît point et dont la face insolente du mensonge n'est jamais éclairée.

Telle que l'avait posée M. Michel, la question était entre la République et la Monarchie, ou plutôt entre le bon sens et l'erreur, entre l'histoire et le roman, entre la réalité et la chimère ; et ce n'était pas une thèse oiseuse, puisqu'il s'agit dans ce débat de la prospérité, de l'avenir, de la vie d'un peuple tout entier. M. Michel avait laborieusement échafaudé tout un système, tout un ensemble de principes faux, de faits erronés, de conséquences absurdes ; une théorie menteuse et funeste, mais subtile et bien ordonnée, du passé et de l'avenir de la France.

M. Berryer n'a eu besoin que d'un instant pour élever contre cette chimère un véritable monument de la raison politique. Il a fait la noble histoire de cette monarchie, qui a sans doute commis de grandes fautes, mais qui n'a commis aucune de celles que ses adversaires lui reprochent, et qui leur reproche à son tour de n'avoir pas même entrepris, pas même rêvé d'imiter aucun de ses bienfaits et d'égaler aucune de ses vertus. Il a tracé aussi en peu de mots, avec une modération écrasante, l'histoire de la République. M. Michel avait dit que la monarchie est incompatible avec l'esprit de la France ; M. Berryer a cherché, au milieu des éclats de rire, en quoi et comment l'esprit de la France était ou pouvait

devenir compatible avec la République. Il a mis en pièces l'argument si caressé des démocrates, honteux d'eux-mêmes et de leurs œuvres passées et présentes, qui consiste à nous présenter l'exemple des Etats-Unis d'Amérique; il en a fait toucher au doigt l'inanité; il a démontré que l'Amérique, placée dans les conditions où se trouve la France, et d'où rien ne peut nous tirer, ne resterait pas républicaine deux jours.

Il ne faisait point de littérature, il n'avait point de phrases à effet, soigneusement préparées pour provoquer les applaudissements; il dédaignait toutes ces trivialités de l'éloquence, tout cet attirail ignominieux du mot et du geste que le vulgaire des orateurs traîne à la tribune pour acheter bassement un succès; et à chaque instant les frémissements, les acclamations, les battements de mains et les battements de cœur traversaient son discours, non comme l'encouragement d'un parti à un homme de parti, mais comme l'adhésion de la conscience publique à l'orateur de la justice et de la vérité.

Un tel accueil fait à un tel discours prouve mieux que tous les arguments possibles combien la majorité est loin d'être républicaine, et combien la République sera impuissante à se maintenir dans le pays qui a nommé une telle Assemblée.

Nous ne voulons pas rechercher dans ce beau discours quelques points où nous pouvons n'être pas d'accord avec M. Berryer; nous ne voulons pas examiner aujourd'hui s'il a émis quelques doctrines que nous n'accepterions pas sans éclaircissements. Nous sommes sous le charme du talent, et, pourquoi ne le dirions-nous pas ? sous le joug de la reconnaissance. Le plaisir de voir écraser l'insidieux travail de M. Michel a été trop vif

pour que nous nous permettions, non pas une critique, mais une réserve; car nous aurions quelque chose à expliquer, rien à rejeter.

Quant à la question de la révision, que M. Berryer a traitée en peu de mots, nous avons la joie d'être tout-à-fait de son avis. Il demande la révision pour éviter le péril d'une réélection illégale de M. Louis Bonaparte. En conjurant tous ses amis de voter la révision, il les conjure d'accepter leur défaite, si le résultat du scrutin ne donne pas la majorité voulue par la Constitution. Il veut que le parti de l'ordre reste uni dans la légalité pour faire face aux mauvais jours qui s'annoncent; car cette union sera alors la dernière et l'unique force de la société contre le double et imminent péril du despotisme et de l'anarchie.

17 juillet 1851.

Le discours de M. Berryer est encore dans la salle; on entend encore cette grande voix, on a encore les yeux pleins de ce beau geste, et surtout on a l'esprit ému et éclairé de cette vive lumière; et voilà M. Duprat qui se hisse le plus tranquillement du monde à la tribune pour répondre à M. Berryer. Que dis-je, pour lui répondre? pour le réfuter, pour le terrasser, pour le dissoudre et pour qu'il n'en reste rien. Cela vous fait sourire? Il y a dans la salle deux cents représentants, dont plusieurs ont quelque littérature, qui sont décidés à trouver qu'en effet M. Berryer est réfuté, terrassé, absolument détruit par M. Duprat; et, ce qu'il y a de plus plaisant et de plus lamentable, M. Duprat lui-même, qui est pourtant une manière de lettré, le croira plus que personne. Chose

bizarre, dans le gouvernement de la parole, la parole e
sans action sur ceux qui la reçoivent directement. I
plus mâle discours, le plus irréfutable, le plus inattend
change rarement un dessein arrêté, emporte rarem
une voix. Le vote est pris à l'avance. Peut-être q
M. Berryer lui-même n'a pas gagné hier un seul
huit ou dix légitimistes qui repoussent la révision. Ce
tainement, il n'a pas produit le moindre effet sur
votants de la Montagne. Des raisons à lui opposer,
n'en ont point, mais des votes, ils en auront. « Les or
» teurs anciens, dit M. de Bonald, parlaient devant
» peuple, et la raison pouvait se faire entendre : aujo
» d'hui, nous parlons devant de beaux esprits; il n'
» plus rien à faire; c'est faire des tours de cartes dev
» des joueurs de gobelets. » Mais quel joueur de gobel
que M. Duprat! Il rappelle ces grands oiseaux qu'on
signe sous le nom générique d'*échassiers*, longs, maigr
hauts sur jambes, un long bec, un long cou. Il fait
longues phrases. Juste ciel, qu'il en fait! quelle facil
terrible! C'est une horloge qui se monte à volonté, po
une heure, pour deux heures, pour trois heures et pl
A peine le balancier mis en mouvement, tic, toc, tic, t
cela va tout seul, d'une allure égale, sans pause, s
verre d'eau, sans respiration, sans encouragement
travers le bruit, à travers le silence, rien n'y fa
Aujourd'hui, M. Duprat s'était monté pour une heure
demie; il parle une heure et demie, autant qu'avait pa
M. Berryer, ni plus, ni moins. Il quitte la tribune s
fatigue, sans fausse honte; il reçoit les félicitations
ses amis, qui ne l'ont pas écouté; le voilà prêt à reco
mencer. Dieu garde le *Moniteur!*

Mais enfin, qu'a-t-il dit? Ce qu'il a dit? Il a parlé u

heure et demie. M. de Bonald écrivait à M. de Maistre, au commencement de la session de 1817 : « Nous allons » délibérer, ou plutôt nous battre sur la liberté de la » presse, le Concordat, la loi de recrutement, l'instruc- » tion publique..... Concevez-vous une nation qui se » recommence ainsi, comme si elle sortait de ses forêts, » et chez qui tant d'hommes sans éducation littéraire et » scientifique, sans études sérieuses, sans connaissances » préalables, viennent disserter sur ces grands objets » qui rempliraient des bibliothèques et ont occupé tant » de grands esprits? — Concevez, s'il vous est possible, » la patience qu'il faut avoir pour écouter, pendant » quatre ou cinq heures tous les jours, des déraisonne- » ments passionnés; et encore s'il n'y avait au fond que » cela! » Vous entendez M. Duprat; il a déraisonné passionnément. Et encore, s'il avait de la passion! Non! il est sans style, sans verve et sans passion. Depuis tant d'années que l'on fait des discours et des livres, la tribune et la presse ont amoncelé autour de toute question de politique et de philosophie un détritus, une monnaie courante, un certain billon de lieux communs sordides et usés dont tout le monde a la poche et les mains pleines. Tout le monde, on m'entend bien! Voilà le discours de M. Duprat. C'est avec cette monnaie qu'il a payé aujourd'hui sa dette à la République; c'est avec ces projectiles qu'il a mitraillé la Monarchie. Il n'a point manqué de parler de la Saint-Barthélemy et de la terreur blanche, et de l'alliance du capital et du travail, et de l'oppression sous laquelle a longtemps gémi le monde.

Mais que faisons-nous? Pourquoi railler le ridicule innocent de cet homme que son département a élu pour parler, et qui croit répondre aux vœux de son départe-

ment. Après tout, il se fait plaisir et ne fait de mal ni de peine à personne. Il sert comme il le peut sa propre gloire et son parti, il exprime de son mieux les idées qu'il pense avoir, il est décent, modéré. Il ennuie, mais il consent à ennuyer. C'est une grande vertu, nous l'allons voir tout à l'heure; nous allons voir à quels excès peut se porter la médiocrité vaniteuse qui veut paraître et qui s'exaspère d'ennuyer, qui se sauve de la compassion par le scandale, qui cherche à exciter la colère pour échapper au dédain.

M. Hugo nous a donné ce spectacle, et il n'en est pas de plus triste à contempler, ni de plus difficile à peindre. On voudrait une parole armée de toute l'indignation du cœur contre ce parti-pris méchant et calculé de faire du scandale; et l'on craint que l'indignation ne soit de trop; car, après tout, cet orgueil coupable est en même temps grotesque et il avorte grotesquement. Du bruit, de la colère, mais c'est ce qu'il veut! Punissez-le par le silence, et tout au plus par le sifflet.

M. Hugo n'avait rien à dire sur la question, il ne sait rien. République et Monarchie, cela est trop haut pour lui, et le débat se passe au-dessus de sa tête. S'il était encore dans le parti de l'ordre, le parti de l'ordre lui dirait : Ne parlez pas! et l'autre parti, s'il parlait, ne l'écouterait pas. Nous l'avons vu, en ce temps-là, montant à la tribune pour le compte des opinions modérées. Avec quel ennui nous nous disions tous : Pourquoi se montre-t-il? Que va-t-il dire? Avec quelle réserve, avec quels regrets nous lui lâchions de chiches éloges, non pour l'encourager, grand Dieu! mais pour ne pas l'abandonner, puisqu'enfin il était des nôtres! Ce qu'il n'avait pas à cette époque, le sérieux de l'esprit et de la parole

onnaissance des questions débattues, l'a-t-il aujourd'hui ? Non; malgré ses changements, il est toujours le me; il n'a toujours que sa personne à produire, mais ersonne humiliée, blessée, irritée, qui ne cherche seulement des applaudissements, qui veut des vengances. Quel éclair de génie eut Scarron lorsque, voulant baptiser un de ses personnages, un homme de tre malheureux devant le public, il trouva ce beau m : *La Rancune!*

M. Hugo n'est pas venu discuter; il est venu insulter. Son discours n'a été qu'une longue insulte à tous les partis, à tous ceux du moins qu'il a glorifiés et qui l'ont récompensé. Ce qu'il a dit sur la question même est au-dessous de tout ce que l'on pouvait prévoir : il a ramassé les lieux communs de guerre et de récriminations dont M. Duprat, qui n'y regarde pas de bien près pourtant, n'avait point voulu; il a fait un programme des idées républicaines où figurent des articles que M. Michel (de Bourges) avait rayés la veille, des excentricités socialistes dont M. Greppo n'avoue plus et qui n'ont aujourd'hui que M. Emile de Girardin pour patron. M. Hugo socialiste! L'Assemblée s'attendait à tout, et elle est stupéfaite. Il dit que la République sera la liquidation de tous les griefs de l'humanité; que la justice doit être rendue par une magistrature élue et temporaire; qu'il faut étendre (il n'a pas osé dire jusqu'où) la compétence du jury; il ramasse en hâte, comme un homme qui craint d'être encore suspect et de n'en jamais faire assez, toutes les absurdités qu'il peut trouver dans les constitutions révolutionnaires. C'est le cynisme, non, c'est la démence de l'apostasie. Et de tout cela, comme il faut encore que la puérilité littéraire se montre et mette le dernier trait

à cette parade, de tout cela il fait des jeux de mots, des antithèses, des assonnances, toutes les misérables fanfreluches de son métier. Il demande l'abolition du monarchisme et du paupérisme, la suppression des prétendants et des mendiants; il dit qu'il fait l'œuvre de Socrate et de Jésus-Christ. O Dieu! s'écriait déjà M. de Maistre, ô Dieu! et nous vivons en un temps où il faut réfuter ces inepties sacriléges!

Mais, nous le répétons, M. Hugo voulait surtout insulter. Inepties socialistes, inepties sacriléges, la majorité aurait tout laissé passer par un effort de dédain et de commisération; mais l'insulte, l'insulte directe, préméditée, apprise par cœur, a vaincu sa patience. A la fin, M. Hugo allant toujours plus loin, il a fallu qu'il s'expliquât. On l'a mis à son tour sur la sellette. Dans un feu d'interruptions et d'interpellations qui resteront au *Moniteur* comme un juste et irrécusable témoignage des sentiments de l'Assemblée, il a dû dire, et il a dit fort piteusement que ces paroles qui révoltaient tout le monde ne s'adressaient à personne parmi ceux qui les entendaient. Il s'était fait bien du tort jusque-là; par cette explication il s'en est fait davantage. Toute la majorité, indignée, exigeait qu'on lui appliquât la censure. Après l'avoir forcé de s'expliquer, elle a senti qu'elle n'avait plus besoin de satisfaction, et elle a cessé d'écouter. Il était six heures et demie; un grand nombre de membres se levaient et quittaient la salle; M. Dupin les a arrêtés en leur disant que M. de Falloux avait demandé la parole. On est resté pour entendre M. de Falloux. Hier, après le discours de M. Michel (de Bourges), l'Assemblée avait besoin d'entendre parler sa raison; aujourd'hui, elle avait besoin d'entendre parler sa conscience.

M. Hugo avait osé se plaindre que la tribune n'était pas libre. — Vous vous méprenez, lui a dit M. de Falloux, la tribune a été libre pour tous vos amis, elle l'eût été pour vous. La majorité se résignait à vous entendre patiemment. Ne vous en prenez qu'à vous-même si tant de paroles amères lui ont fait trop sentir le contraste étonnant du personnage que vous faites avec le personnage que vous avez été. Vous insultiez la Restauration, et vous avez été le plus pindarique des poètes royalistes; vous insultiez la monarchie de Juillet, et vous avez été le plus philippiste des pairs de France; vous insultiez le gouvernement de Louis Bonaparte, et vous avez aspiré à faire partie de ce gouvernement. Ces simples paroles, dites avec cette dignité, cette politesse et cette autorité d'honnête homme qui caractérisent si éminemment M. de Falloux, ont paru trop douces à la majorité. Elle aurait voulu davantage; c'est assez, et elle le sentira demain. Quant à la Montagne, elle étouffait M. Hugo de ses embrassements, et semblait lui mettre au front l'auréole d'innocence dont il a lui-même couronné Marion Delorme :

Mon amour te refait une virginité!

De telles scènes laissent dans l'âme une inexprimable tristesse. Elles ne sont pas un accident, mais un fait normal du gouvernement parlementaire. Toujours il se trouvera dans les assemblées de ces hommes faibles et vains que la frénésie des applaudissements domine, et qui mettraient le feu au monde pour obtenir un nom; toujours il s'y trouvera des passions pour exploiter cette faiblesse servile et lui décerner d'impudents triomphes. Le gouvernement parlementaire y périra; mais, avant de

périr, que de mal n'aura-t-il pas fait, que de trahisons n'aura-t-il pas enhardies, que de consciences n'aura-t-il pas gâtées! Il n'y a rien de plus démoralisateur. C'est ainsi que les courtisans de la foule font aimer le despotisme, qui paraîtrait en effet préférable à l'affront d'être conduits par eux, et qui le serait peut-être, s'il ne *les* avait pas pour flatteurs et pour instruments.

18 juillet 1851.

Il y a deux parties dans la séance, ou plutôt deux séances, toutes deux parfaites en leur genre comme type des vices du gouvernement parlementaire. La première pleine de bruits, de cris, de passions, de menaces, d'attaques et de justifications personnelles : M. Hugo en a été le héros. La seconde a montré ce qu'il y a de souplesse et d'illusion dans la parole humaine, et combien les lèvres peuvent déguiser le cœur, et combien le sentiment de la personnalité, qu'on avait vu tout à l'heure si grossier et si sauvage, devient plus redoutable lorsqu'il se domine assez pour se couvrir du voile, nous dirions volontiers, pour se servir du stylet de la modération. L'honneur de cette seconde séance appartient sans partage à M. Dufaure.

Parlons d'abord de M. Hugo. Il nous a fait plaisir! Quelques amis de la justice espéraient que M. de Montalembert prendrait la parole et ne se dispenserait pas de dire un mot en passant au néophyte de M. Colfavru. M. de Montalembert n'a point parlé, mais justice a été faite par un autre, par un orateur bien moins discret, bien moins digne, et d'ordinaire bien moins éloquent;

par M. Hugo lui-même. Pour cette circonstance, personne n'aurait su être aussi cruel que lui.

M. Baroche avait sur le cœur quelques-unes des antithèses d'hier. Il se trouvait personnellement en jeu dans ces invectives adressées aux reconstructeurs de l'Empire. En dépit du soin prudent que M. Hugo avait pris de cacher les visages, il croyait que c'était lui, lui, M. Baroche, qu'on représentait à plat-ventre et l'oreille collée à la terre pour écouter le bruit du canon russe. Quoique avocat et habitué aux pas-d'armes du palais, qui ne se font point à fer émoulu, la métaphore lui semblait trop « pindarique. » Pour trouver une revanche, il a feuilleté Pindare, et tout d'abord il a mis la main sur une profession de foi. Voyez le hasard! cette profession de foi, c'était la bonne, c'était la dernière, celle que M. Hugo a faite dans la maturité de son esprit et de son cœur, postérieure à la royauté de 1815, postérieure à la royauté de 1830, postérieure à la République; la profession de foi adressée aux électeurs modérés de Paris, aux *réacs*, aux *aristos*, pour leur subtiliser les suffrages en vertu desquels le même M. Hugo siége aujourd'hui sur la Montagne, entre MM. de Flotte et Colfavru, dont le zèle socialiste pâlit à côté du sien.

M. Baroche en a lu quelques passages. Il a choisi ceux où M. Hugo jette l'anathème à toutes ces niaiseries et à toutes ces stupidités socialistes et révolutionnaires, dont il faisait hier le programme de la régénération de l'humanité. Rien n'y manque. Tout ce qu'il déclarait hier bon, nécessaire, indispensable à l'humanité, est là, dans la profession de foi d'avant-hier, voué à l'exécration, signalé comme le comble de la sottise, de l'atrocité et de la démence. L'infortuné! son zèle honnête et immodéré

s'emporte jusqu'à flétrir Marat! Nos lecteurs trouveront au compte-rendu de la séance, ces déclarations ou plutôt ces rugissements d'un modérantisme forcené. La Chambre en écoutait la lecture avec délices. L'hilarité est arrivée au comble lorsque l'on a vu reparaître dans la profession de foi modérée l'antithèse la plus caressée et la plus limée du discours socialiste, l'antithèse de Napoléon-le-Grand et de Napoléon-le-Petit; M. Hugo se sépare de ses opinions, de ses amis, jamais de ses antithèses! il déserte avec armes et bagages. Mais cette antithèse, tournée d'abord contre les socialistes, tournée ensuite contre les modérés, se tourne enfin contre lui-même et lui crève en plein visage, comme un pistolet de pacotille. Le fou-rire courait dans la salle, les tribunes riaient, les huissiers riaient, le président ne s'en faisait pas faute. Ah! la bonne scène! la bonne justice! La Gauche elle-même abandonnait son poète, la pauvre cymbale, fêlée par le poing de M. Baroche. Elle semblait dire : Ma foi! qu'il s'en tire! il a trop failli! — Et vous prétendez, s'écriait M. Baroche avec une vraie indignation, vous prétendez que vos adversaires d'aujourd'hui jouent devant la République le rôle du renard devant le lion, qu'ils prennent son langage pour lui voler sa proie!.... Cette profession de foi à la main, ce masque sur le visage, vous veniez, vous vous *faufiliez* parmi nous, vous pénétriez jusque dans les conseils de la rue de Poitiers, pour obtenir que l'on vous recommandât aux électeurs de Paris!

M. Hugo n'était pas à son aise. Il avait une fière attitude, mais un visage opprimé. Il demandait la parole; l'Assemblée voulait la lui refuser. Chaque fois qu'il se levait, une vague d'exclamations cruelles jaillissait des bancs de la Droite, agitée comme la mer, et le renversait

ur son siége, blême et faiblissant. Enfin, on consent à entendre. Il est à la tribune; ce n'est plus un trépied, ce 'est plus le théâtre d'orgueil et d'audace où l'on se pa- anait hier. Hier, c'était la faute; aujourd'hui, c'est le hâtiment. Hier, on étalait superbement la pâleur de la olère; on voudrait vainement déguiser aujourd'hui la ividité de la défaite. Hier, on était sûr de sa mémoire et n avait des amis; aujourd'hui, on cherche des explica- ions qui ne viennent pas, et on est battu, et il n'y a plus l'amis. Dans cette détresse, M. Hugo, par comble de lisgrâce, a eu la malheureuse inspiration de vouloir ustifier sa profession de foi par sa profession de foi nême. Qu'il nous permette de citer un de ses plus beaux ers :

. . . . . Je suis émerveillé
Comme l'eau qu'il secoue aveugle un chien mouillé.

« Ma profession de foi a deux parties, disait-il. Je l'ai crite entre le 15 mai et le 25 juin, pour conjurer l'avé- nement de la République que l'on voulut nous donner à es deux époques. M. Baroche n'a lu que la première partie, je vais lire la seconde... » Lisez tout! lisez-la tout entière, crie la Droite d'une seule voix. Et de rire! Voilà le malheur suprême. M. Hugo, mis en face de ses blas- phèmes anti-socialistes, forcé de les relire de sa propre voix, devant ses nouveaux et ses anciens amis, devant ceux-ci comme une amende honorable, devant ceux-là comme un reniement, peut-être comme un présage! Imaginez un pire supplice : se plaire si fort au person- nage de Titan, et se sentir ridicule!

Mais voici un autre incident, voici un autre acteur. Au moment où M. Hugo murmure la date funeste du 25 juin, un homme se lève, pâle, frémissant, tra-

gique, demandant qu'on l'écoute, faisant taire ses amis qui l'exhortent vainement au silence. C'est M. de Flotte. Il se dresse sur un banc, comme le mandataire de ceux qui sont morts pour leur pensée terrible et qui n'entendent pas, eux, gens de guerre, que les gens de plume se mêlent de les juger. Cette apparition émeut l'Assemblée et semble frapper M. Hugo d'une secrète épouvante. Il voit un spectre, le spectre des barricades, le spectre rouge; et il a beau faire, il ne le regarde pas d'un œil assuré, car ce spectre se lève pour lui dire : Je vous connais, et vous n'êtes pas des nôtres.

M. de Flotte a repris sa place sans parler, le président ne l'a pas permis; mais il a suffi qu'il se montrât pour flétrir aux mains de M. Hugo toutes ses palmes républicaines. M. Hugo s'est achevé lui-même en lisant péniblement la seconde partie de sa profession de foi. Ses amis de la Montagne (mais ils ne lisent point les beaux vers) auraient dû lui crier, comme Ruy-Blas à l'oncle de Dom César :

Ah! n'allez pas par là, ce n'en est pas la peine!

Cette seconde partie contient, en style non moins grotesque que la première, les promesses que M. Hugo croyait devoir faire au nom de la République modérée, et ces promesses expliquent fort bien pourquoi le parti de l'ordre ne tenait guère à conserver le concours de M. Hugo. Il y dit, entre autres choses, que l'égalité sera « une égalité qui admettra la croissance naturelle de chacun. » Là-dessus, l'Assemblée l'a tenu quitte du reste; elle en avait assez, et elle a coupé la suite de ses explications par un vote qui a été une dernière humiliation. Malheureux en tout, il lui était arrivé de réclamer le

silence d'une façon emphatique. Il avait dit : Le silence serait de la pudeur. On lui a crié : C'est une phrase de Marat ! Il a regagné sa place affaissé sous le coup d'une répression morale que, depuis la Convention, aucun orateur n'a subie.

Nous nous sommes longuement occupé de cet incident, parce qu'il a une grande importance. Il prouve que le sens moral n'est point anéanti et ne se laisse point blesser impunément. C'est la seule consolation que puissent donner de tels débats.

Il était cinq heures. M. Dufaure a pris la parole, et sa lucidité froide a menacé d'ennuyer, après toutes ces émotions ; mais il a su bientôt se rendre maître de l'attention de l'Assemblée en la transportant au point le plus vif de la question. M. Baroche avait répondu avec force et avec toutes les apparences de la sincérité au reproche de poursuivre l'établissement d'un empire par les résultats que l'on espère de la révision. Protestant contre tout projet de surprise, contre tout dessein d'illégalité, il avait, comme M. Berryer, demandé la révision pour éviter les embarras et les périls qui naîtraient d'un événement que tout le monde prévoit, que tout le monde redoute et que personne ne peut empêcher, la réélection inconstitutionnelle du Président. Il s'était enfin efforcé d'établir, et, suivant nous, il y avait parfaitement réussi, que la loi du 31 mai ne portera nulle atteinte à la régularité et à la puissance d'une nouvelle Constituante ; qu'au contraire, la Constituante de 1852 aura toutes les chances possibles pour être, beaucoup mieux et beaucoup plus que la Constituante de 1848, l'expression du pays. En effet, la Constituante de 1852 sera élue dans le calme

et dans la tranquillité; celle de 1848 a été formée au milieu du trouble et de la terreur.

Il a plu à M. Dufaure de voir là une attaque au respect qui est dû à la Constituante, au suffrage universel, à la Constitution. Mais ce n'était qu'un préliminaire, un tour d'avocat joué à un confrère. M. Dufaure a été ministre avant M. Baroche, et M. Baroche ministre immédiatement après M. Dufaure. Ces choses-là ne se pardonnent point. D'une voix calme, paisible, quelquefois caressante, avec les plus grandes protestations de respect pour le caractère du Président et de confiance dans la loyauté de ses ministres, M. Dufaure n'a cessé d'insinuer qu'il voit au Gouvernement, depuis qu'il n'y est plus, de fort mauvais desseins contre la République.

Car M. Dufaure est républicain! Il vient de parcourir la France: il l'a trouvée royaliste ici, républicaine là, mais surtout indifférente et amoureuse du repos, demandant premièrement qu'on la laisse tranquille; d'où il conclut qu'il faut la laisser en république. Soit! mais laisser la France en république, et cependant tranquille, c'est sans doute maintenir la principale cause de cette tranquillité, le gouvernement de Louis Bonaparte? Le tiers-parti raisonne autrement. Tout va bien avec Bonaparte, donc tout ira bien sans lui, et même tout irait mal avec lui; il faut l'exclure! Et si la France ne voulait pas l'exclure? si la France, qui ne se trouve pas bien de sa situation présente, mais qui craint de tomber dans une situation pire, ne voulait pas compromettre davantage ses destinées déjà trop incertaines et s'attachait, du droit de sa souveraine volonté, à l'abri qu'elle s'est donné sans vous, malgré vous? si elle conservait l'homme qui a été la force matérielle de l'ordre, que feriez-vous? M. Du-

aure n'y veut pas même penser : ce serait une illégalité! e moyen d'imaginer que la France, de gaieté de cœur, ommette une illégalité, quand elle saura que c'est une illégalité? Quoi! la France concevrait le dessein téméraire de se sauver contre les lois! Mais, enfin, si elle commettait ce crime? Il faudrait résister. Et comment! C'est la seule chose que M. Dufaure ait oublié de dire. Il n'a rien négligé, rien omis de tout ce qui pouvait désobliger M. Baroche et le Président; mais le moyen d'éviter une réélection illégale ou de l'annuler, il l'a passé sous silence, à moins pourtant que ce moyen ne soit l'éclat de son éloquence et la consistance de ses résolutions. On ne s'y fiera pas.

Du reste, le discours était parfaitement fait, clair, bien distribué, éloquent même. Un novice aux ruses de la parole, un auditeur qui n'aurait su ni l'histoire du Parlement, ni celle des parlementaires, se serait écrié : Le galant homme! qu'il a de sincérité, de fermeté, de courage! qu'il sera persévérant et fort! Heureuse France, d'avoir de si habiles orateurs et de si mâles citoyens!

19 juillet 1851.

Un discours de M. Odilon Barrot a occupé toute la séance sans fatiguer l'attention de l'Assemblée. L'honorable orateur a réfuté M. Dufaure de deux façons, par la puissance de ses arguments d'abord, et ensuite par sa manifeste et visible sincérité. Cela se sentait; on avait sous les yeux un homme qui ne voulait tromper ni les autres, ni soi-même. Ce discours fait le plus grand honneur à M. Barrot, à son talent et à son caractère; et

il rendra, nous le croyons, un signalé service au pays en l'éclairant sur une situation qu'il lui importe grandement de connaître dans sa réalité, telle qu'elle est, non telle que la font les partis. Nous louons M. Barrot avec effusion, moins parce qu'il a formulé beaucoup de nos pensées, que pour la générosité avec laquelle il obéit aux conseils de sa conscience et de son patriotisme. Ministre révoqué, et révoqué d'une façon presque blessante, il a noblement oublié sa querelle personnelle pour ne songer qu'à l'intérêt public. C'est un exemple que M. Dufaure n'aurait pas dû se mettre dans le cas de recevoir. M. Barrot a, tout de suite, recueilli le prix de cette abnégation de soi, malheureusement si rare. Il a promené sur la situation une vue plus nette, plus ferme, il en a parlé avec une autorité plus haute et mieux reconnue; son discours est un des meilleurs qu'ait entendu l'Assemblée actuelle, et nous ne croyons pas qu'il ait été lui-même dans sa longue carrière de plus heureuses inspirations.

Il a d'abord fait la critique de la Constitution. Critique sérieuse, savante, vraiment politique, qui met parfaitement en lumière plusieurs des graves défauts de cette œuvre confuse et précipitée, travail de circonstance, rempart provisoire élevé en hâte sous la pression des faits du dehors et des chimères du moment.

Il a rappelé une des raisons qui contribuèrent le plus à l'institution d'une assemblée unique. Un dramaturge du troisième ordre, jeté dans les conseils du pays par le flot révolutionnaire, déclara que deux Chambres feraient de la nation un corps à deux têtes, qu'un corps à deux têtes est un monstre, que les monstres ne vivent pas. On vota là-dessus, et cette pointe fit la loi.

A ceux qui objectent qu'après tout, avec ses défauts et ses complications, la Constitution a vécu et nous a fait vivre, et qu'enfin cela marche, M. Odilon Barrot a répondu : Oui, cela marche, mais par un tour de force qui ne peut pas durer longtemps; cela marche, parce que tout le monde s'y prête dans la majorité de l'Assemblée, composée de gens sages et qui ont su n'aller jamais jusqu'au bout de leur droit; cela marche parce que, grâce à Dieu, les hommes ont été plus sages que l'institution.

Mais c'est surtout dans la seconde partie de son discours que M. Odilon Barrot a excité l'intérêt de l'Assemblée et obtenu, nous ne craignons pas de le dire, l'assentiment de la majorité. Il a traité ce qu'il a appelé la question du moment, la question vive de l'élection présidentielle. Sans blesser aucune susceptibilité, sans exciter même chez ses adversaires aucun murmure, parce que le bon sens, la probité et le sincère désir du bien ne peuvent irriter personne et obtiennent au moins le respect de ceux qu'ils ne convainquent pas, l'honorable orateur a montré tout ce que l'on compromet en affrontant la chance d'une réélection illégale. D'abord, on fait au Président une situation immense en refusant la révision uniquement pour l'écarter. Dans ce seul dessein, on ajourne à quatre ans cette révision pour laquelle on a maintenant des circonstances si favorables; on se livre au hasard des événements sous le règne d'une loi fondamentale qui semble faite exprès pour provoquer les conflits, et tout cela pourquoi? pour rien; car le fait que l'on veut éviter n'en devient que plus imminent. Et, si ce fait se réalise, si l'élection inconstitutionnelle a lieu, que fera-t-on? On la cassera. Il le faudra bien. Mais ce

sera casser, après tout, la volonté nationale entêtée à son dessein, malgré l'illégalité qu'on aura voulu créer. Qui cassera la volonté nationale? Qui fera ce grand coup? Une assemblée qui n'aura plus que cinq ou six jours de vie et qui devra se dissoudre elle-même après avoir annulé le Pouvoir exécutif, en sorte que le pays se trouvera totalement sans pouvoir légal, sans gouvernement d'aucune espèce, sans autorité quelconque, et tombera en cet état aux mains d'une assemblée nouvelle, élue sous le souffle de l'anarchie à laquelle elle devra présider. Que sortira-t-il de là, sinon une dictature? Et quelle dictature?

Ces raisons ne peuvent manquer d'être prises en très sérieuse considération ; elles feront tomber beaucoup de projets vains et d'entreprises folles ou prématurées, en ramenant les esprits au sentiment du réel, du possible et du nécessaire.

Sans doute, la raison peut désirer, doit chercher quelque chose de plus durable que ce qui nous est offert; le patriotisme veut que l'on souhaite et que l'on prépare quelque chose de plus grand, qui offre d'autres garanties, qui ramène dans cette nation épuisée la vraie sécurité, la force de la santé et de la vie. Mais il ne s'agit pas de ce que l'on veut, il s'agit de ce que l'on peut.

Ce que l'on peut, c'est de parer au dernier et plus irremédiable malheur, c'est de faire durer le provisoire actuel en l'améliorant.

Nous n'avons jamais été, nous ne sommes pas de ceux qui disent : Il faut en finir à tout prix; ceci est le désordre, rentrons dans l'ordre, et passons, s'il le faut, par la porte des catastrophes.

La porte des catastrophes, nous la voyons bien; elle est large, et peu d'efforts sont nécessaires pour l'ouvrir à

leux battants. Mais le chemin sur lequel elle donne entrée, personne n'en connaît ni la longueur ni les abîmes. Tout ce que nous savons, c'est que l'on n'y recule pas, et que la porte terrible est fermée au retour. Nous n'avons oint, pour notre part, cette belle résolution d'*en finir;* ous croyons qu'elle est impie, tout au moins téméraire, t nous ne voudrions pas jurer qu'elle est brave.

Tenons-nous au possible. Le possible, c'est la révision otale de la Constitution, la réélection du Président, et vec lui, s'il comprend ses intérêts et sa gloire, qui ont les intérêts et la gloire de la France, le combat, e combat pacifique, mais incessant, contre les folies révolutionnaires. On ne peut efficacement combattre la Révolution que par elle-même, avec les armes qu'elle fourit, et qu'on ne lui vole pas, comme le dit M. Hugo, ais qu'on lui arrache.

Au point de conquête et de plénitude où la Révolution st parvenue, la discussion, dont elle s'est tant servie, peut son tour la miner et l'abattre. Elle a dit son mot, elle a it ses œuvres, elle a été mise en demeure et en mesure e réaliser ses promesses. Tenons-la sur ce terrain. Ne laissons pas se retremper dans son sang ni dans le ôtre. Qu'elle nous montre ce qu'elle peut faire par la aix et par la liberté; laissons-la faire, en la contrainant de nous laisser, à nous aussi, la paix et la liberté.

Elle a ses raisons pour ne vouloir pas de cet équitable artage; et ces raisons connues sont les meilleures que ous ayons nous-mêmes pour nous y attacher.

M. Louis Bonaparte est, par la force des choses, homme qui semble le plus capable de présider à cette euvre lente et laborieuse, mais sûre. Nous l'avons dit il a longtemps et à plusieurs reprises, et nous le répé-

tons, il est le chef désigné, le généralissime de la grand armée de l'ordre. Sans lui cette armée, assez forte pou faire la loi, pour maintenir l'ordre matériel, se sépar en fractions bientôt hostiles; avec lui, elle maintient l paix, et elle est contrainte par ses divisions mêmes à tra vailler au rétablissement de l'ordre moral; elle n'a pou se tenir en haleine, s'occuper et conserver, rien à fair qu'à combattre la Révolution.

Mais M. Louis Bonaparte, qui, jusqu'ici, a rempli ce rôl d'une façon inespérée et dont, pour notre compte, nou remercions la Providence, voudra-t-il continuer de l remplir? C'est une autre question. Nous n'y répondron pas. Il s'est accompli depuis quelque temps des faits qui peut-être, ne lui sont pas tous entièrement imputables dont peuvent s'inquiéter légitimement les hommes qu la sagesse du Président avait d'abord satisfaits. C'est la fermeté des représentants du pays d'y veiller, et d' veiller de près. Le meilleur moyen d'obvier à ce dan ger, est de maintenir le pays dans la paix, de ne pas l jeter dans les périls et dans les tentations de l'illégalité de ne pas donner au Président une force inconstitution nelle.

Que le Président soit réélu, pourvu que l'Assemblé le soit aussi, pourvu que ces traditions de sagesse et c grandes influences conciliatrices de la majorité ne soien pas écartées et rompues; et les pensées dont on accuse, tort ou à raison, le neveu de César, les desseins qu'on l prête et qu'il renie, ces pensées, ces desseins avorteron ou devant ses propres réflexions, ou devant les consei et, au besoin, devant la fermeté de ceux qui ont été qui resteront ses meilleurs amis.

Le nom de Bonaparte ajoute à la force réelle du par

de l'ordre l'appoint du suffrage universel. C'est quelque chose. D'une autre part, M. Bonaparte doit au parti de l'ordre d'être le chef paisible du gouvernement de la France, au lieu d'être l'idole et bientôt le jouet d'une puissance immense, mais aveugle et capricieuse : c'est quelque chose aussi. De part et d'autre on doit désirer de s'entendre pour vivre et pour durer premièrement, et ensuite pour faire en commun l'œuvre la plus glorieuse et la plus grande que, depuis bien des siècles, les hommes aient eue à tenter : le salut et la reconstitution pacifique de la France.

Ceux qui ont cette chose à faire et qui ne s'y dévoueront pas, doivent souhaiter que leur nom périsse, car il ne surgira que sur des flots de sang et de boue, livré à l'impérissable exécration du genre humain.

La majorité *constitutionnelle* pour la révision, exigée par l'art. 111 de la Constitution de 1848, était des trois quarts des votants. Grâce à cette disposition, la révision fut rejetée par 278 contre 446.

Voici le résultat du scrutin :

Votants		724
Majorité (constitutionnelle)		543
Pour la révision	446 voix.	
Contre	278	

Cette minorité faisait donc une majorité de 97 voix.

20 juillet 1851.

III. Nous venons d'entendre, en cinq jours, cinq avocats de la République. Certainement, tout ce que les opinions républicaines sont et peuvent être, disent et peuvent penser, toutes leurs idées, toutes leurs forces nous ont été révélées, et si le superflu était nécessaire, il n'a pas man-

qué. M. Duprat et M. Hugo se sont chargés de le fournir ; mais il n'y a pas eu de superflu, et ces deux orateurs de surcroît ont complété notre instruction. M. Duprat représente la foule des médiocrités séduites par l'orgueil, qui n'étaient rien et qui sont quelque chose ; M. Hugo est le type de la multitude conquise par la peur. Ainsi M. Cavaignac, M. Michel (de Bourges), M. Dufaure, M. Duprat, M. Hugo, voilà l'entêtement et le système, l'esprit de secte et de destruction qui se croit l'esprit de rénovation et qui confine au socialisme, l'assentiment bourgeois qui laisse tout faire dans l'espoir de tout empêcher, et enfin le concours de la multitude, de celle qui hurle à la suite du mal, sans se battre et sans raisonner.

A côté de ceux qui ont parlé, on a vu ceux qui n'ont besoin que de se montrer. Le 15 mai, dans la personne de M. Raspail ; le 25 juin, dans celle de M. de Flotte, ont fait chacun une apparition significative. Ils ont failli rompre le frein de cette discipline factice à laquelle les théoriciens et les tacticiens du parti ont dû de pouvoir présenter la chimère d'une république calme, régulière et possible. Chose admirable, bel exemple de la probité républicaine et parlementaire ! Avant de prendre la parole, les avocats de la République ont commencé par dissimuler et bâillonner les républicains. Nous allons célébrer et glorifier la République ; nous allons dire que c'est l'ère de la paix, l'âge d'or, que tout le monde la veut, qu'elle seule est sympathique au pays ; mais, pour Dieu, ne parlez pas, ne vous montrez pas, car si vous dites un mot, si l'on vous voit, adieu nos discours ! Ils ont donné leur parole, ces lions qui se plaignent d'être volés par la réaction ; ils ont donné leur parole et ils l'ont

tenue. Aucun d'eux n'a ouvert la bouche. Mais un maladroit est venu qui, pour se tirer d'un mauvais pas, s'est permis un double blasphème : aussitôt ils se sont montrés. L'un à propos du 25 juin, l'autre à propos du 15 mai. Voilà comme ils sont convertis; voilà par quels hommes M. Cavaignac, M. Michel (de Bourges), M. Dufaure, veulent fonder leur République honnête et modérée. Car enfin, quelque plaisantes que soient devenues ces deux épithètes accolées à l'idée de la République, il faut bien que la République idéale soit honnête et modérée, autrement ces Messieurs n'en voudraient pas.

Nous ne nous arrêterons point, pour juger l'idéal républicain que ces sages ont fait luire, aux contradictions fondamentales qui abondent dans leurs discours. Nous ne chercherons pas comment M. Michel (de Bourges), qui veut que l'on discute la République, peut s'accorder avec M. Cavaignac, qui veut qu'on ne la discute pas, et comment l'un et l'autre s'entendent avec M. Dufaure, qui se tient à la République constitutionnelle et qui espère une monarchie du tiers-parti, une monarchie de Juillet moins le monarque; chose aussi ridicule en son genre que de vouloir l'empire sans l'empereur. Toutes ces théories sont puériles. Il est certain que la République est par essence discutable, puisque c'est proprement le gouvernement du libre examen. Mais il est certain aussi que, comme elle est de tous les gouvernements le moins propre à soutenir le feu de la discussion, si jamais elle s'établit, elle ne se laissera pas discuter; et il arrivera ceci : c'est que M. Cavaignac, qui est libéral, voudra discuter, et que M. Michel (de Bourges) et ses amis, qui sont des sectaires, lui imposeront silence. M. Cavaignac peut compter qu'ils ne seront pas embarrassés d'en for-

muler le droit et d'en trouver les moyens. Quant à M. Dufaure, il soupirera dans la solitude pour les beaux yeux de la légalité.

Nous n'examinons pas davantage la question de savoir si la République est de droit divin. Un droit divin reconnu par M. Ronjat, contesté par M. de Montalembert, nous fait l'effet d'une plaisanterie. Il y a sur les droits des peuples une théologie profonde, que nos républicains ne connaissent guère et dont les décisions leur plairaient peu. Le premier droit des peuples et leur premier besoin, c'est d'être gouvernés. Ils ne jouissent de ce premier des droits qu'en remplissant le premier des devoirs, qui est de se rendre gouvernables. Comme on sème, on moissonne. L'homme a droit de vivre, mais à la sueur de son front; droit d'être libre, mais en se faisant digne de la liberté. Un peuple a le gouvernement qu'il mérite. Un mauvais gouvernement, c'est une peine; Dieu mesure la violence et la durée de la peine à la profondeur et à la durée de l'endurcissement. Ce serait un long travail de chercher quel funeste enchaînement de fautes réciproques, de mauvaises influences du peuple sur le gouvernement, de mauvaises influences du gouvernement sur le peuple, nous ont conduits à l'état où nous sommes. Le gouvernement ne peut plus trouver un peuple, le peuple ne peut plus supporter un gouvernement. Quelles qu'en soient les causes, l'effet est là, pesant et lamentable. Nous sommes dans ce passage incertain et ténébreux où l'on ne sait plus si l'on marche vers le jour ou si l'on s'enfonce dans la nuit, et si l'on palpe des débris ou des germes. Mais nous y sommes avec des traditions, des souvenirs, des vœux; avec le caractère général de l'homme et avec le caractère particulier de notre nation.

Nous avons dans l'âme un commencement de repentir. Nous voulons renaître et devenir, sinon ce que nous avons été, du moins quelque chose de semblable à ce que nous avons été. Nous avons besoin d'un gouvernement, d'un bon gouvernement, d'un gouvernement conforme à nos traditions, à notre nature, à nos aspirations éternelles. Voilà ce qui domine en nous, voilà l'esprit général à qui les événements donneront un corps, mais qui commandera aux événements.

Ce qui sortira de là, nous doutons que ce soit la République. Il nous semble presque impossible qu'un Français soit vraiment républicain. L'opinion républicaine est absurde, illettrée, anti-française. Nous ne pouvons apprendre notre langue et notre histoire sans être monarchistes; nous ne pouvons pas entendre le pathos républicain sans pouffer de rire, les doctrines républicaines sans hausser les épaules. Si la République est de droit divin, que Dieu lui accorde donc un autre grand écrivain que M. Proudhon et un autre grand orateur que M. Hugo! qu'il efface aussi son histoire, car nous ne lirons jamais les annales républicaines sans être pénétrés de mépris et d'horreur. La République, dans ses deux règnes, ne nous a rien donné de ce que nous aimons, ni un chef-d'œuvre, ni un grand homme, ni un homme d'esprit. Elle n'a jamais triomphé sans porter au pinacle le rebut de la politique, des lettres et des affaires. M. de Lamartine lui a été suspect dès le premier jour, il l'a reniée dès le second, et le troisième elle l'a anéanti; M. Hugo lui-même, si bien fait pour elle et qui lui sacrifie tout ce qui lui restait à sacrifier, perd à la servir son faible talent, et ne gagne point ses bonnes grâces. Avec un peu d'esprit, il ne les aurait point cherchées. Que savons-nous

qui soit à l'honneur de la République? Puissante, elle nage dans le sang; faible, elle patauge dans le ridicule. Nous ne l'avons jamais vue que sous la figure d'un bourreau, ou sous celle d'un avocat. Elle périt si elle garde la paix, elle périt si elle fait la guerre. Sa première victoire dans les rues ou sur les frontières lui donnera un dictateur. Comment veut-on qu'un peuple fier s'arrange d'être toujours conduit par des pleutres; qu'un peuple spirituel n'accable pas et n'abîme pas de ses brocards un gouvernement d'idéologues parvenus; qu'un peuple militaire et sensé ne s'amourache pas du premier soldat qui aura le bonheur de lui faire entrevoir ou la gloire ou la paix?

Voilà pourquoi nous ne croyons pas à la République; mais, s'il plaît à Dieu que la République se maintienne, comme elle ne le pourra qu'à la condition d'être tout autre chose que ce qu'elle a été et que ce qu'elle annonce, ce n'est pas nous qui la renverserons. Pour se maintenir, Dieu lui fera un don, le seul don par lequel se maintiennent les gouvernements humains : la sagesse, c'est-à-dire la connaissance, le respect et l'amour des lois divines. S'il en est ainsi, nous le voulons bien; qui ne le voudra pas?

Mais, il faut l'avouer, l'éventualité d'une République si parfaite et si sage n'est pas probable. Ce qui la rend particulièrement improbable, et pour beaucoup de gens impossible, qu'est-ce, sinon cette inévitable anarchie, qui résulte de tous les gouvernements de discussion? Dans ce moment, la discussion réussit aux opinions modérées contre les opinions extrêmes, aux doctrines de conservation contre les doctrines de destruction. Nous le disions hier, et rien, en ce moment, ne réussirait mieux—

Cependant, il ne faut pas s'y tromper, cette phase heureuse ne durera qu'un jour. Passé un certain moment qui n'est pas venu, qui disparaîtra vite, qui sera difficile à saisir, plus nous discuterons, plus l'anarchie croîtra. Plus l'anarchie croîtra, plus nous voudrons en être délivrés. Nous demanderons impérieusement à être gouvernés, nous exigerons qu'on nous gouverne, nous voudrons absolument ce que l'on appelle un gouvernement fort. Mais il n'y a que deux choses qui fassent les gouvernements forts : le droit du sabre, ou le droit divin.

Un roi ou un dictateur, il n'y a ni la matière ni la place d'une autre combinaison.

Le dictateur, nous n'en parlons point. La dictature n'est qu'une crise de l'anarchie. Elle peut guérir le malade, elle peut aussi l'emporter. Napoléon fut, certes! un dictateur puissant et glorieux : nous avons vécu de sa force, et même de son souvenir et de son ombre; mais il n'a rien terminé, et nous pouvons nous retrouver demain au point où il nous a pris. Qui peut nous garantir ou seulement nous faire espérer qu'un autre dictateur sera plus intelligent et plus fort? Aucun chef sorti du sein de la foule n'osera croire qu'il ne relève pas de la foule; les volontés, les erreurs, les caprices de la multitude l'emporteront toujours sur la volonté et sur le génie de celui à qui la voix de la multitude pourra dire : Qui t'a fait roi? Mais celui qui osera ou qui pourra répondre en montrant le ciel, celui-là aura vraiment une force contre la révolution.

Nous ne savons pas ce qui répugne tant aux légitimistes dans ce que l'on appelle le droit divin, dans cette consécration donnée du Ciel et du temps à une race choisie pour gouverner le peuple et pour être perpétuel-

lement, au milieu de la famille, la main, le cœur et l'équité du père. Il faut que les légitimistes n'y réfléchissent pas, ou que les clameurs du libéralisme les épouvantent outre mesure. Qu'ils laissent crier, et qu'ils ne renient pas ce qui fait la force et la beauté de leur cause. Quand le plus important et le plus grave des journaux constitutionnels les appelle *carlistes,* et quand les feuilles démocratiques annoncent aux manants et aux bourgeois qu'ils seront condamnés à battre l'eau des étangs aux environs des demeures féodales pour empêcher les grenouilles de troubler le sommeil des seigneurs, les légitimistes devraient reconnaître à ce langage des ennemis irréconciliables et qui ne tiendront jamais compte de leurs dénégations ni de leurs concessions. Légitimistes, les libéraux ne veulent pas de vous, voilà le fond de leurs sentiments! et ils ne vous supporteront que quand vous serez si complétement d'accord avec eux, en politique en morale, en religion, que rien ne vous distinguera d'eux. Mais, s'il en doit être ainsi, à quoi bon votre principe et votre prince? Qu'attendez-vous de M. le comte de Chambord, s'il doit être simplement un roi constitutionnel moins retors que Louis-Philippe, ou un président de la République moins populaire que M. Bonaparte?

Il ne faut pas que M. le comte de Chambord aille à la Révolution, il faut que la Révolution vienne, ou plutôt qu'elle nous mène à lui.

Nous y viendrons, parce que nous ne pouvons aller à aucun autre. C'est là que la Révolution nous poussera, après nous avoir battus et tourmentés sur toutes ses rives sans abri. Les légitimistes nous semblent, qu'ils nous pardonnent l'expression, véritablement insensés, quand

ils veulent ôter du front de M. le comte de Chambord le caractère exceptionnel dont il est marqué, sous prétexte que ce caractère irrite contre lui la passion absurde des meneurs de la démocratie et de la bourgeoisie. C'est vouloir éteindre le phare qui nous montre le port. Sans cette lumière, M. le comte de Chambord ne serait rien : un jeune homme inconnu, le chef d'une race proscrite, l'espoir d'un parti calomnié. Qu'a-t-il pour lui? Précisément cela, ce sceau particulier, éclatant, ineffaçable; quelque chose qui n'est qu'à lui et en lui, et qui l'environne d'un incomparable prestige. Son nom éveille des pensées confiantes, on attend de lui ce que l'on n'attend de personne; à côté de lui, tout le reste a l'air d'un expédient; enfin, c'est le Roi, et si bien le Roi que tant qu'il vivra, ni la force, ni la ruse, ni la volonté de la France ne sauraient faire un autre roi qui fût vraiment le Roi. D'où vient cela? Qui l'a ainsi sacré dans l'exil? Comment s'est-il fait cette grande place dans la pensée d'une nation révoltée contre ses ancêtres, et qui prétend ne reconnaître de droits sur elle qu'autant qu'elle les donne et qu'elle veut bien les maintenir? Le comte de Chambord doit tout à ce droit dont ses amis rougissent. Rien ne peut le lui enlever, et l'on voudrait qu'il s'en dépouillât lui-même pour solliciter du suffrage universel une consécration nouvelle et différente, à laquelle le dernier caporal de l'armée d'Afrique ou le dernier douanier de nos côtes peut prétendre aussi légitimement et plus légitimement que lui!

Laissez-le où il est, tel qu'il est, assis, tout rayonnant de l'éclat du passé, sur la route des destinées de la France. La France s'estimera heureuse de trouver un homme que les partis n'auront pas fait, dont l'autorité

n'aura pas pris naissance dans l'étang souillé de nos discordes, mais dans la source pure de notre véritable gloire et de nos plus heureux jours; un homme qui ne sera la créature de personne et l'ennemi de personne; qui viendra comme acclamé et non comme choisi; qui viendra en vertu de son droit reconnu par le consentement unanime, et non en vertu de la force brutale d'une majorité; un homme unique dans une situation unique, dont le nom, pour tous les honnêtes gens, signifie *réconciliation*, et ne signifie *défaite* que pour les seuls méchants.

Mais le jour de cet homme, quand le verrons-nous? Ah! nous l'ignorons! Et nous, catholiques avant tout, habitués à voir le bon droit triompher toujours, mais triompher lentement, par l'aide de la raison humaine et de la justice de Dieu, nous devons l'avouer, nous attendons l'avenir avec une patience inaltérable comme notre foi. Cette patience n'est pas le signe du scepticisme politique; elle est le double résultat d'une conviction profonde et d'un devoir impérieux.

Les partis, uniquement préoccupés de leurs succès et d'ailleurs pressés et aveuglés de toutes les passions humaines, se paient aisément d'illusions et paient aisément de mensonge. Ils sont ingrats, injustes, ne regrettent jamais ce qu'ils font de mal, n'approuvent jamais ce que les autres font de bien. Prétendant à l'impeccabilité pour eux-mêmes, ils n'accordent pas à ceux qu'ils combattent l'ombre seulement du bon sens et de la bonne foi.

Nous sommes dans l'heureuse impossibilité de nous donner tous ces torts, du moins volontairement et persévéramment. N'appartenant à aucun parti, nous n'avons la tentation d'en flatter ni d'en calomnier aucun. Lorsque nous les jugeons, il ne nous coûte rien de faire à chacun

part de la justice et celle des circonstances atténuantes. rsque nous apprécions les événements, nous pouvons us tromper, mais nous ne pouvons pas tromper. Notre science, qui nous a obligés d'étudier sincèrement les ses pour tâcher de les voir telles qu'elles sont, nous ige de les peindre telles que nous les voyons. Comme rnalistes, nous devons parler; comme chrétiens, nous ons dire ce que nous croyons être la vérité, et c'est eule clause du contrat qui existe entre nous et nos eurs.

Voilà pourquoi, sans cesser d'être nous-mêmes, catholiques partout, catholiques avant tout, rien de plus, autre chose, nous avons pu successivement marcher c tous les partis et nous séparer de tous les partis. La on en est simple : nous suivons une ligne droite au ieu des zigzags et du labyrinthe des opinions politis. Souvent nous nous sommes trouvés du sentiment socialistes contre les conservateurs, tout en nous asiant à la politique des conservateurs contre les socias. Nous croyons au principe légitimiste sans épouser querelles du parti légitimiste, sans partager ses illus, sans accepter sa tactique. Nous avons toujours du justice à M. Bonaparte sans être bonapartistes; us apprécions sa force sans la croire solide et durable; us honorons ses services sans vouloir les récompenser prix suprême; nous regardons l'avenir sans perdre vue le présent.

Or le présent, c'est la domination, la domination imrieuse et souveraine du fait. Nous ne sommes ni en narchie ni en république; nous allons à l'une ou à utre, nous élaborons l'une ou l'autre. Mais nous aus complétement l'une, ou complétement l'autre : la

vraie république des vrais républicains, non telle que la conçoit M. Cavaignac, non telle que la rêve M. Dufaure, non telle que la déguise M. Michel (de Bourges), mais telle que la veulent les hommes du 15 mai et du 23 juin, et telle que l'acceptera la multitude des esprits faux, jaloux et terrifiés, représentée par M. Duprat et par M. Hugo. Nous l'aurons avec ses folies, ses brutalités, ses horreurs incalculables, avec ses accusateurs, ses délateurs et ses dictateurs, qui nous feront passer par le sang et par l'ignominie et qui nous apprendront à connaître une bonne fois le droit humain; nous aurons cette république-là, ou nous aurons la monarchie, la vraie monarchie, nouvelle tant qu'on le voudra, faite à notre taille tant qu'on le voudra, mais pourtant établie sur ses bases antiques et nécessaires, avec un roi qui sera roi c'est-à-dire père, législateur et juge, notre souverain enfin, et non pas notre associé.

C'est à préparer cet avenir que la France travaille maintenant sous le règne du fait qui lui donne un abri passager. Elle aura non ce qu'elle désire, mais ce qu'elle saura mériter : l'autorité ou l'anarchie, la vie ou la mort.

III.

PLANS ORLÉANISTES.

2 septembre 1851.

Nous n'avons pas souvent entretenu nos lecteurs de la candidature du prince de Joinville, qui est une grosse affaire depuis déjà longtemps. Ces sortes de grosses affaires n'ont qu'une importance secondaire pour nous. N'ayant qu'à les apprécier, nous attendons qu'elles soient à point pour les apprécier utilement. Le moment nous paraît venu de nous occuper de celle-ci.

Dès le lendemain du 24 février, les dynastiques de l'ancienne Gauche et de l'ancien Centre, — c'est-à-dire les hommes qui ont renversé sans le vouloir la dynastie d'Orléans, et ceux qui n'ont pas su la défendre, — ont espéré une revanche et une consolation. Rien n'est moins modeste que la faiblesse, ni plus incorrigible que la sottise. Les patients du 24 février, qui se sont laissé imposer la république par MM. de Lamartine et Bocage, se croient des héros; les organisateurs de la campagne des banquets s'estiment toujours profonds politiques. Héros et sages, après leur déconvenue promptement oubliée, se sont donné la main pour refaire l'œuvre de Juillet, écrasée dans leurs discordes. De tout temps ils ont jeté les yeux sur M. le prince de Joinville pour leur servir de prin-

cipal instrument. Ils trouvent à cette Altesse des doctri assez rapprochées des leurs. Nous avons quelque su de croire que l'esprit du prince va beaucoup plus loin s'est avancé jusque dans ce mysticisme révolutionna et socialiste où flottaient déjà sans guide et sans po d'appui les pensées de l'infortuné duc d'Orléans. M cela importe peu : M. de Joinville se laissera condui Ce qui lui a valu surtout l'honneur d'être choisi, c' que, d'une part, il ne répugne pas à l'entreprise, et q d'une autre part, on lui attribue un reste de popula maritime et bourgeoise.

Tout le monde sait par quelles vicissitudes ont pa les plans des restaurateurs orléanistes. Il y a eu des o tacles dans les choses et dans les personnes. Pour t verser le provisoire, de février à décembre, on a été b aise d'avoir le concours des légitimistes et des répub cains éclairés. On a été fort heureux de trouver Lo Bonaparte, pour vivre du 10 décembre aux élections 1849. Après les élections de 1849, Louis Bonapart paru très bon encore pour accomplir un certain nom de projets importants. Ces motifs d'ajournement n'étai pas les seuls ni même les plus graves. Des obstacles ex taient aussi dans les personnes. Louis-Philippe viv encore, et le dessein ne lui souriait pas. Instruit par vieille expérience, connaissant très bien la Révolution ses ruses, et ses gens; ayant une connaissance partic lière des personnages qui l'avaient, les uns jeté par ter les autres laissé tomber, et qui maintenant proposai de relever sa famille; éclairé peut-être aussi par les a proches de la mort et sachant ce que vaut et ce que d la puissance mal acquise, Louis-Philippe désirait non restauration de sa couronne, mais la reconstitution de

maison de Bourbon. Cette œuvre lui semblait à la fois plus facile, plus honorable et plus sûre, meilleure pour sa mémoire, pour la France et pour l'avenir des siens. Il disait qu'une régence, dans les temps où nous sommes et dans les conditions où il faudrait l'établir, perdrait et la maison de Bourbon, et la monarchie, et le pays; perdrait tout promptement, perdrait tout à jamais. En un mot, Louis-Philippe était ce qu'on a appelé fusioniste. Nous n'apprenons rien de nouveau à ceux qui se rappellent les *Lettres de Londres* publiées dans l'*Univers* à l'époque où cette question de la réunion des deux branches de la maison royale fut agitée à Claremont, et soutenue devant Louis-Philippe expirant, mais encore en pleine possession de son intelligence, par les derniers et les plus illustres serviteurs de la monarchie de Juillet.

L'histoire que nous en avons faite, sur les témoignages les plus scrupuleusement sincères, n'a pas été démentie. A cette époque, M^me^ la duchesse d'Orléans désirait seule dans la famille que la maison d'Orléans conservât un rôle, un intérêt, un avenir distincts. Elle voulait réserver ce qu'il lui plaît d'appeler les droits de son fils; elle le voulait avec une ténacité qui balançait la volonté, d'ailleurs faible et languissante, de ses beaux-frères. On se rappelle aussi tout ce que fit M. Thiers pour l'entretenir dans ces sentiments et dans ces espérances. M. Thiers lui disait, comme le peut faire un homme d'esprit qui ne veut pas parodier les autres : *Madame, votre fils est mon roi;* et la princesse, par un échange de courtoisie qui passait peut-être la mesure, envoyait tous les matins le futur roi saluer le futur maire du palais. Cela était, du reste, dans l'ordre, quoique peu royal : le roi de la Révolution doit saluer la Révolution. Pauvre enfant! si l'avenir

qu'on lui ménage réussit, il n'est pas au bout de ses révérences.

Le rôle de M. Thiers fut là ce qu'il a toujours été et sera toujours, égoïste et assez sincère. M. Thiers agit en vue de lui-même, et croit agir en vertu d'un principe et d'une conviction. Il est révolutionnaire, et il voit en lui toute la Révolution. Ce qu'il veut, la Révolution le veut, et ce que veut la Révolution est naturellement bon, juste, prévoyant, modéré, facile.

Louis-Philippe mourut; l'influence de M. Thiers devint plus grande auprès de M^me^ la duchesse d'Orléans, et l'influence de M^me^ la duchesse d'Orléans plus grande dans sa famille. On commença de créer difficultés sur difficultés, affaires sur affaires au gouvernement de Louis Bonaparte, et de travailler activement et chaudement, mais encore avec un certain mystère, en faveur de M. le prince de Joinville. On eut les paniques calculées de la commission de permanence, les éclats oratoires à propos de la révocation de M. le général Changarnier, les votes de non confiance contre le Ministère, toutes ces misérables aventures qui ont si profondément disloqué la majorité; on cria : *L'empire est fait!* un peu, qu'on nous pardonne la comparaison, comme les gens qui crient : *Au voleur!* et qui courent dans la rue pour ressaisir l'objet dérobé... qu'ils ont dans leur poche.

Nous n'avons pas une idée démesurée de notre sagesse et nous redoutons d'imiter les gens qui répètent toujours : *Nous l'avions bien dit!* Cependant, comme notre attitude dans toutes ces équipées a été l'objet d'insinuations assez malveillantes, on nous permettra d'observer que nous ne rendions pas aux légitimistes un mauvais service en les avertissant qu'on leur tendait un piége. Tan-

dis qu'ils s'effrayaient gratuitement de l'empire, impossible alors à faire sans eux, ils secondaient à merveille l'intrigue orléaniste. Que leur revient-il aujourd'hui d'avoir, autant qu'ils l'ont pu, tracassé, taquiné, déconsidéré Louis Bonaparte, et de s'être brouillés avec lui d'une façon qui rend désormais un rapprochement difficile et dans tous les cas peu glorieux? Nous ne devinons pas le choix qu'ils pourront faire entre le Président actuel et le compétiteur qu'on lui oppose. Retourner à M. Bonaparte, c'est étrangement se dédire; aller à M. de Joinville, serait une sorte d'apostasie; prendre un troisième candidat, c'est s'abstenir, c'est-à-dire s'annuler. Jamais un grand parti ne s'est laissé mettre dans une position plus fâcheuse. A moins d'événements qu'il n'est pas permis d'espérer et qu'il n'est pas possible de prévoir, ce qui peut arriver de plus heureux aux légitimistes, c'est que Louis Bonaparte se maintienne sans leur concours. Voilà la triste vérité; il faut oser la dire pour qu'elle ne devienne pas plus triste encore, et qu'à des fautes déjà commises, d'autres fautes, tout-à-fait désastreuses, ne viennent pas s'ajouter.

Mais laissons-là ce sujet, nous aurons trop l'occasion d'y revenir. Occupons-nous de la candidature de M. le prince de Joinville et des résultats qu'elle peut avoir, soit qu'elle réussisse, soit qu'elle échoue.

Nous voudrions n'avoir rien à dire contre un prince proscrit, qui a loyalement servi la France, et que de mauvais conseils, joints aux préjugés d'une situation antérieure et qu'il ne s'était point faite, peuvent abuser; mais la vérité et surtout le péril évident de la chose publique imposent ici des devoirs plus impresciptibles que le respect dû au sang royal. Nous sommes obligés de l'avouer,

la candidature de M. le prince de Joinville présente to
d'abord quelque chose qui choque la convenance et
décence, et nous sommes étonnés que le prince n'ait p
senti cela mieux que M. Thiers et M. Chambolle, s
principaux patrons. Tout récemment, on a essayé de l
ouvrir les yeux à ce sujet. Des amis de sa famille, d
serviteurs dévoués de son père lui ont fait connaître fid
lement l'impression désavantageuse pour lui que l'opini
a reçue. Il n'a pas voulu entendre, et il s'est renfer
dans cette parole vague et louche : Qu'il était à la dispo
tion de la France. Quoi ! De quelle France ? N'y a-t-il do
que la France de M. Thiers et de M. Chambolle ? Et Vo
Altesse est à la disposition de cette France-là, sans co
dition ? A sa disposition pour tout faire, même une inju
tice, même une chose indigne d'un parent, d'un prin
d'un Bourbon ? Rien ! Je suis à la disposition de la Franc
Pas un mot de plus. Voilà toute la défaite opposée a
conseils généreux, et aussi tout l'assentiment donné a
autres ; car, et c'est là le trait particulièrement malhe
reux de cette malheureuse politique, en s'avançant jusq
là, on se réserve encore une porte de derrière, on se m
nage encore une circonstance atténuante, et on ne ve
pas, à toute extrémité, laisser aux événements le dr
de punir une félonie. *Ils seront toujours princes du san*
s'écriait un jour le *Journal des Débats*, en parlant de c
Bourbons à deux fins, pour faire entendre qu'ils n'o
rien à risquer lorsqu'ils s'offrent à la Révolution, puisq
si la Révolution les repousse, la Monarchie les reprend

Ainsi M. le prince de Joinville est à la disposition
la France : il se tient là, sur la frontière, avec de
costumes, avec deux serments ; il sera représentant
peuple, président de la République, régent du royau

ou simple prince du sang. En attendant, il ne se compromet pas.

Et bien! ce calcul, qui n'est pas noble, est encore moins sage, et M. le prince de Joinville se trompe complétement. Sa prudence le compromet, et plus qu'aucun excès en aucun genre ne l'aurait pu faire. Cet art de reprendre un royaume par voie de procédure, cette pratique de procureur où il se laisse engager, cet argument de la force et de la prescription qu'il accepte pour se faire investir, à titre de Bourbon, d'un bien qui appartient à un autre membre de la famille, tout cela est et sera odieux. Le succès ne le fera pas pardonner. Louis-Philippe aura soulevé des ressentiments moins impérissables, et Philippe-Égalité lui-même ne paraîtra pas avoir été plus mal inspiré en excitant plus d'horreur. Il y a quelque chose que le sens public tolère moins que l'audace et l'énormité du crime.

A moins que M. le prince de Joinville ne soit plus républicain qu'il n'est possible de le supposer, plus qu'il ne veut lui-même le dire, infiniment plus que ne le souhaitent ses amis, comment fera-t-il pour présider la fête anniversaire de l'établissement de la République? Qu'on juge de sa situation par ce seul fait : une date, une cérémonie suffit pour le rendre ridicule et pour l'avilir. Mais, s'il est républicain? Ah! s'il est républicain, c'est bien différent! il n'aura qu'à jouer, à tromper et à renverser ceux qui l'auront élu pour conspirer contre la République.

Mais ils veulent dévorer toutes ces absurdités, toutes ces hontes, affronter tous ces périls... Mettons qu'ils ont réussi. Par la sagesse de leurs conseils, par la promptitude et par l'énergie de leurs mesures, tout s'est accom-

pli. On a bâclé une légalité : le pays s'y est soumis bon cœur; rien n'a résisté; les révolutionnaires n'ont profité du conflit, comme au 24 février, pour culbu pêle-mêle les fractions divisées du parti conservate M. Thiers n'a pas eu besoin de changer la couleur de lunettes et de sa perruque, et le mouvement le pc triomphant à l'hôtel des affaires étrangères : qu'y a-de fait? Est-ce une révolution qui finit? Hélas! c'est u révolution qui commence!

Se figure-t-on ce gouvernement, qui, le lendema si ce n'est le jour même de son installation, a contre tout le parti légitimiste, tout le parti républicain, to la fraction désabusée de l'ancien parti conservateur; p lui, le larynx de M. Thiers, la plume de M. Chamb et le génie fidèle et conciliant de M. Duvergier de Ha ranne?

De deux choses l'une : ou l'on entreprendra de gc verner régulièrement avec ces seules forces contre tou ces hostilités, les plus redoutables qu'aucun gouver ment, sans exception, ait rencontrées depuis 89, et sera l'affaire d'un mois pour tomber dans l'avilissem le plus irrémédiable; ou l'on cherchera bien vite u épée, et l'on fera un despotisme. Là, il n'y a plus rie dire, rien à présager : le despotisme, c'est l'incon M. le prince de Joinville y disparaît comme le reste! I a un despote, un homme qui peut se rencontrer intel gent, qui a mille chances de ne l'être pas, qui bric bâillonne, frappe à tort et à travers, qui fait tremb d'abord, qui ne tarde pas à trembler lui-même, qui hési qui devient fou, qui tombe, laissant plus de maux qu n'en a trouvés.

Voilà l'avenir que nous offre le gouvernement d'

prince de la maison d'Orléans, n'importe lequel, M. de Joinville pas plus inévitablement qu'aucun de ses frères. De quelque façon que le pouvoir lui soit remis, par un coup de force brutale ou en vertu d'une légalité faite *ad hoc* et qui ne sera elle-même qu'une surprise, il ne peut exercer ce pouvoir avec l'adhésion du pays. C'est un parti qui triomphe, un faible parti ! Il constitue un provisoire dont on ne veut pas, pour arriver à un définitif dont on veut moins encore. Il a contre lui les sentiments, les croyances, les passions. Son avenir est court et borné par un lac de sang.

Mon Dieu ! nous ne savons pas ce que l'on fera, et nous n'aurons pas, nous autres catholiques, à y mettre la main ; mais aucune illusion n'est possible. Les hommes qui mènent ce dessein sont pour nous de vieilles connaissances, ils n'ont point changé. Les intrigues réussissent toujours dans leurs mains, les affaires, jamais ; et ces mains si habiles au jeu, sont fatiguées et tombent défaillantes à l'heure du travail et du combat. Ils n'ont pas une idée nette dans l'esprit ; ils sont à moitié de tous les chemins, sans oser avancer, sans vouloir reculer ; pleins de vues fausses, toujours hésitants à cause de cela, toujours inconséquents parce qu'ils hésitent toujours ; aussi inhabiles à se défendre des suites de leurs inconséquences qu'incapables de se faire une doctrine qui les maintienne dans une seule voie. Rien ne les peint mieux qu'une vieille idée que nous avons connue à l'un d'eux avant la révolution : pour moraliser les colléges, il voulait qu'on supprimât l'aumônier et qu'on mît à la place un monsieur honnête qui professerait la morale. Les voilà tels qu'ils sont partout et en tout : une religion, mais point de prêtre ; une monarchie, mais point de roi ;

une hérédité, mais point de légitimité; une morale, r point de dogme; un gouvernement, mais point de pr cipes; des principes, mais point de gouvernem Hommes faits pour perdre un pays en lui servan risée.

Le spectacle que nous avons sous les yeux est doul reux et navrant. Pour s'en consoler, il faut se détache soi-même et se reporter jusqu'à cette distance dans venir, où les fautes et les passions des hommes ne raissent plus que comme les instruments dont Die voulu se servir pour l'accomplissement de ses justes c seins. Quel que soit le succès momentané des tentat auxquelles se prêtent en ce moment tous les prin d'Orléans représentés par M. de Joinville, le résultat prême sera l'abaissement et probablement la perte cette famille qui a si longtemps, si terriblement, si p sévéramment failli. Trop grands pour être peuple, t petits pour être rois, et ne voulant pas rester ce que l naissance les a faits et ce que la Providence les ave d'être, les Orléans disparaîtront sans éclat, peut-ê même sans l'éclat du malheur, sous les écroulemen qu'ils auront provoqués. Ni les conseils de la sagesse, ceux de l'affection ne leur ont fait défaut. Nous ne po vons croire ni qu'ils ne les ont pas compris, ni qu ne les ont pas méprisés. Il y a des engagements et d responsabilités qui l'emportent à la fin sur les prévisio les plus simples de la raison et de l'intérêt personnel, la maison d'Orléans accomplit sa destinée.

IV.

PROPOSITION DES QUESTEURS.

Le 18 octobre, en l'absence de l'Assemblée, le Ministère se retira sur la proposition que lui fit le Président de demander l'abrogation de la loi du 31 mai et le rétablissement du suffrage universel. Les journaux annoncèrent en même temps que M. Em. de Girardin avait été appelé à l'Elysée, et celui-ci parla dans son journal de manière à faire croire qu'il était maître de la situation. La crise dura quelque temps et se termina par la formation du ministère (pris dans les rangs conservateurs) qui dura jusqu'au 2 décembre.

Le 4 novembre, le Ministère se présenta devant l'Assemblée avec un message du Président et un projet de loi portant abrogation de la loi du 31 mai. Il demanda l'urgence pour cette loi. L'Assemblée lui fit mauvais accueil, et M. Berryer se rendit l'organe de ses dispositions en demandant la nomination d'une enquête sur les faits et les bruits qui inquiétaient l'opinion. Les faits étaient la retraite du ministère précédent, la formation du ministère actuel et une circulaire du ministre de la guerre rappelant à l'armée que, sous les armes, les officiers et les soldats doivent obéir et non pas discuter; principe élémentaire de la discipline, mais dont le rappel dans les circonstances où l'on se trouvait devait être et était chaudement commenté. Les bruits étaient la perpétuelle annonce d'un coup d'état.

L'Assemblée n'accorda pas l'urgence demandée par le Ministère, et ce refus, considéré comme une victoire contre le Président, fit laisser de côté la proposition de M. Berryer, qu'on se réservait de reprendre. Les journaux des différentes fractions du parti de l'ordre célébrèrent ce résultat et poussèrent avec vivacité à une lutte sérieuse

contre le pouvoir. L'*Union* pressait l'Assemblée d'user de son initiative et de son omnipotence.

Cette initiative ne tarda pas à se montrer par une proposition des Questeurs tendant à donner à l'Assemblée le droit de requérir et d'employer directement la force publique.

Ces propositions extrêmes jetèrent partout l'inquiétude et l'incertitude. L'Assemblée repoussa la proposition du pouvoir exécutif sur le suffrage universel et la reprit en partie pour son propre compte. Elle n'osa pas accepter la proposition des Questeurs.

En même temps elle se montra favorable dans ses bureaux à une proposition sur la responsabilité du pouvoir exécutif, qui tendait, par d'autres moyens, à désarmer le Président. A l'occasion de cette proposition, une coalition se forma entre d'importantes fractions des légitimistes, des orléanistes et des républicains.

C'est au milieu de ces entreprises, compliquées de toutes sortes de menées et d'intrigues occultes, qu'éclata le coup d'Etat du 2 décembre. Il en eut raison aussi aisément que nous l'avions toujours cru, mais beaucoup plus heureusement que nous n'aurions osé l'espérer.

16 novembre 1851.

I. On employait devant nous une image dure, mais à notre avis trop juste, pour exprimer ce qui se passe; on disait : Il pleut sur la boue. En effet, chaque jour quelque dissolvant nouveau s'ajoute à la multitude des passions, des erreurs, des égoïsmes, des témérités qui détrempent le sol politique; et cela devient un lac de vase, où l'on ne peut ni marcher, ni nager, ni jeter l'ancre. Voyez quel désarroi de toutes parts, quelles ruptures, quelles alliances! Où est maintenant le parti de l'ordre? Voici trois ou quatre fractions qui se menacent, qui s'enflamment, qui se divisent pour se perdre, qui s'unissent pour se trahir : ce mélange est le parti des principes sociaux; c'est l'armée qui a prétendu combattre pour sauver ce

qui doit rester hors de doute parmi les hommes; ce sont les défenseurs de l'autorité, ceux qui ont si amèrement reproché aux révolutionnaires de toutes les écoles d'être prêts à mettre le feu au monde pour réaliser leurs vaines conceptions!

Entre tous ces partis, en est-il un qui sache ce qu'il peut faire, et même ce qu'il veut faire? Nous entendons parler ici et là de desseins fermes, de résolutions arrêtées; mais nous ne voyons que des esprits irrésolus, que des volontés incertaines, que des hommes qui s'usent à effacer la trace de leurs pas de la veille. Rien n'égale l'étendue des périls, si ce n'est le ridicule des entreprises. Que ce soient les consciences ou les courages qui reculent, le nombre des projets se mesure au nombre des avortements. L'air manque à toutes les voiles, l'espérance à toutes les ambitions, la foi à tous les symboles. Nous serions sauvés si, dans cette défaillance universelle, l'humilité pouvait venir à tous les cœurs.

Mais, chose lamentable, à mesure que chacun peut mieux constater sa faiblesse, chacun aussi semble s'attacher avec une obstination plus désespérée à l'opinion particulière qui le sépare des autres. Celui-ci compte sur son étoile, celui-là sur sa force, cet autre sur sa ruse, tous plus ou moins sur le hasard. Nous disions tout à l'heure que personne n'a d'espérance; nous nous trompions : il y en a une qui est commune à tous les partis : on en est venu à espérer dans l'abîme même où l'on va tomber. On se dit : Qui sait? J'en sortirai peut-être, et les autres y resteront.

Cette confiance-là, qu'on ne s'y trompe pas, c'est le mal qui met le comble à tous les maux, c'est le découragement.

N'y a-t-il donc plus qu'à répéter le cri insensé des fatalistes : *Alea jacta est*, le sort est jeté, voyons enfin qui sera le maître !

Pour notre humble part, nous protesterons jusqu'au dernier moment contre cet appel et cet abandon au hasard. Nous croyons que personne parmi les représentants du parti de l'ordre et de la conservation, n'a le droit de ne pas retarder d'un moment, s'il le peut, l'heure des catastrophes. Nous croyons que, dans le choix des périls qui nous pressent de toutes parts, et entre lesquels il faudra nécessairement opter, personne n'a le droit de ne pas préférer le moindre, c'est-à-dire celui qui sera le moins difficile à dominer.

Or, l'intérêt est ici d'accord avec le devoir; et le devoir et l'intérêt ne conseillent rien d'aussi humiliant que les passions et les découragements qui font perdre de vue tout à la fois et le devoir et l'intérêt.

Le devoir des mandataires est de se conformer à la pensée de leurs commettants. De quelque façon que l'on interprète la volonté des électeurs qui ont nommé la majorité de l'Assemblée et qui ont élevé le prince Bonaparte à la présidence, ils n'ont pas voulu que le Président et la majorité se livrassent un duel en présence de l'ennemi rangé en bataille et prêt à faire feu sur le vainqueur quel qu'il soit, sur la majorité désormais sans chef, ou sur le Président désormais sans armée. Le pays a élu le Président et la majorité pour les opposer à la Révolution. Il leur a dit : Préservez-moi de ces furieux et de leurs plans détestables; intimidez les méchants; restez d'accord, ou remettez-vous d'accord pour faire régner l'ordre et la paix en France partout et toujours. Voilà le vœu du pays, le sens unique du double mandat qu'il a

donné il y a trois ans. Ce vœu est aujourd'hui encore le même. Le devoir donc n'est pas incertain.

L'intérêt ne peut pas être plus incertain que le devoir. Divisés, le Président et la majorité ne forment plus le prépondérant parti qui a jusqu'à présent tenu la Révolution en échec. A la place d'une armée et d'un général, il n'y a plus, d'un côté, que des officiers sans soldats, de l'autre, qu'un chef de multitude sans officiers. Perdant Louis Bonaparte, le parti de l'ordre perd le nombre; perdant le parti de l'ordre, Louis Bonaparte perd la qualité.

On dira que tout cela est vrai, mais qu'enfin cette armée est dissoute, et qu'il n'y a plus moyen de la reformer. Les amis du Président allégueront les mauvais procédés de telle ou telle fraction de la majorité; toutes les fractions de la majorité, à leur tour, allégueront les mauvais procédés du Président. Mon Dieu! il est certain que chacun a songé à soi et s'est efforcé d'agir pour soi. Les orléanistes ont été orléanistes; les légitimistes, légitimistes; les bonapartistes, bonapartistes; et chacun, en songeant à soi et en agissant pour soi, a fini par faire admirablement les affaires des rouges. Mais ce dernier résultat étant aujourd'hui si évident, et d'une évidence si périlleuse, on devrait y puiser tout autre chose que la résolution de persévérer dans la voie par où l'on y est venu. Ce serait le cas, ce nous semble, pour le Président, pour les membres de la majorité, de se recueillir dans leur honneur et dans leur conscience; de se reporter au mandat qu'ils ont reçu; de songer au pays, qui n'est ni orléaniste, ni légitimiste, ni bonapartiste, qui n'a été rien de tout cela en les nommant, qui leur a demandé avant tout et presque uniquement de ne pas le jeter dans

N'y a-t-il donc plus qu'à répéter le cri insensé des fatalistes : *Alea jacta est*, le sort est jeté, voyons enfin qui sera le maître !

Pour notre humble part, nous protesterons jusqu'au dernier moment contre cet appel et cet abandon au hasard. Nous croyons que personne parmi les représentants du parti de l'ordre et de la conservation, n'a le droit de ne pas retarder d'un moment, s'il le peut, l'heure des catastrophes. Nous croyons que, dans le choix des périls qui nous pressent de toutes parts, et entre lesquels il faudra nécessairement opter, personne n'a le droit de ne pas préférer le moindre, c'est-à-dire celui qui sera le moins difficile à dominer.

Or, l'intérêt est ici d'accord avec le devoir; et le devoir et l'intérêt ne conseillent rien d'aussi humiliant que les passions et les découragements qui font perdre de vue tout à la fois et le devoir et l'intérêt.

Le devoir des mandataires est de se conformer à la pensée de leurs commettants. De quelque façon que l'on interprète la volonté des électeurs qui ont nommé la majorité de l'Assemblée et qui ont élevé le prince Bonaparte à la présidence, ils n'ont pas voulu que le Président et la majorité se livrassent un duel en présence de l'ennemi rangé en bataille et prêt à faire feu sur le vainqueur quel qu'il soit, sur la majorité désormais sans chef, ou sur le Président désormais sans armée. Le pays a élu le Président et la majorité pour les opposer à la Révolution. Il leur a dit : Préservez-moi de ces furieux et de leurs plans détestables; intimidez les méchants; restez d'accord, ou remettez-vous d'accord pour faire régner l'ordre et la paix en France partout et toujours. Voilà le vœu du pays, le sens unique du double mandat qu'il a

donné il y a trois ans. Ce vœu est aujourd'hui encore le même. Le devoir donc n'est pas incertain.

L'intérêt ne peut pas être plus incertain que le devoir. Divisés, le Président et la majorité ne forment plus le prépondérant parti qui a jusqu'à présent tenu la Révolution en échec. A la place d'une armée et d'un général, il n'y a plus, d'un côté, que des officiers sans soldats, de l'autre, qu'un chef de multitude sans officiers. Perdant Louis Bonaparte, le parti de l'ordre perd le nombre; perdant le parti de l'ordre, Louis Bonaparte perd la qualité.

On dira que tout cela est vrai, mais qu'enfin cette armée est dissoute, et qu'il n'y a plus moyen de la reformer. Les amis du Président allégueront les mauvais procédés de telle ou telle fraction de la majorité; toutes les fractions de la majorité, à leur tour, allégueront les mauvais procédés du Président. Mon Dieu! il est certain que chacun a songé à soi et s'est efforcé d'agir pour soi. Les orléanistes ont été orléanistes; les légitimistes, légitimistes; les bonapartistes, bonapartistes; et chacun, en songeant à soi et en agissant pour soi, a fini par faire admirablement les affaires des rouges. Mais ce dernier résultat étant aujourd'hui si évident, et d'une évidence si périlleuse, on devrait y puiser tout autre chose que la résolution de persévérer dans la voie par où l'on y est venu. Ce serait le cas, ce nous semble, pour le Président, pour les membres de la majorité, de se recueillir dans leur honneur et dans leur conscience; de se reporter au mandat qu'ils ont reçu; de songer au pays, qui n'est ni orléaniste, ni légitimiste, ni bonapartiste, qui n'a été rien de tout cela en les nommant, qui leur a demandé avant tout et presque uniquement de ne pas le jeter dans

17 novembre 1851.

II. Un vote heureux a terminé de la façon la plus inattendue pour les spectateurs une séance malheureuse. La proposition des Questeurs, la mèche allumée de la guerre civile, a été écartée par une majorité de 108 voix.

Ce vote qui, pour aujourd'hui du moins, sauve l'ordre public, qui coupe court aux résolutions extrêmes, qui donne à la raison le temps de se faire écouter et de réparer une partie du mal accompli depuis quelque temps, ce vote salutaire, ce n'est pas à l'ancienne majorité conservatrice qu'il est dû, c'est à la Montagne. Des 408 voix qui se sont prononcées pour le maintien de la paix et des bons rapports entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, 180 seulement appartiennent à cette grande fraction de l'Assemblée qui formait autrefois le parti de l'ordre; le reste a été fourni par la Gauche, et la Gauche la plus avancée y a mis le plus d'ardeur, nous dirions volontiers le plus d'obstination. Le bataillon de M. Michel (de Bourges) a entraîné tout le parti. Il y avait là bien des volontés, nous ne pouvons pas dire bien des consciences embarrassées et flottantes. Les irrésolutions se sont exprimées par la bouche de M. Charras. Il semblait dur à ces Montagnards de voter pour les attributions du pouvoir exécutif contre la prétention du pouvoir parlementaire, pour l'ordre contre le désordre, pour la discipline et l'unité du commandement dans l'armée contre l'esprit du libre examen et d'anarchie. Vainement M. Crémieux d'abord, M. Michel ensuite, le doraient la pilule en affectant de mépriser et le Président et l'Assemblée, en leur disant qu'ils n'avaient rien

e, que l'armée était pour eux, était à eux; en
ronfler toutes les grandes grosses phrases qu'ils
et qui les gouvernent ordinairement. L'instinct
onnaire, instinct de lutte et de discorde, parlait
ut que cette diplomatie. Trois ou quatre fois ils
sur le point d'échapper à leurs guides. A la fin,
it, cabrés et gémissants, ils se sont soumis. Ces
pteurs de la discipline militaire, qui veulent que
t raisonne son obéissance, et qui, encore aujour-
e sont fait prêcher cette doctrine, ont obéi sans
er. Ils ont obéi à la raison, sans doute, mais
eur raison.

pas tenu aux moteurs, inspirateurs et partisans
opposition, tous membres de l'ancienne majorité,
auche ne portât son appoint décisif d'un autre
que les cent quatre-vingt voix de l'ancien parti
re, qui ont eu le courageux bon sens de rester
leur mission de concorde, ne demeurassent seules
paix dans ce scrutin qui pouvait donner naissance
médiables divisions.

e sont pas seulement les orateurs de la Gauche
ur lui faire accepter leur tactique, ont préconisé
rdination militaire, d'autres ont tenu ce langage :
me, un chef de la majorité a eu l'audace de l'ac-
plus haut que M. Jules Favre lui-même; cet
est M. Thiers. Il y a des personnes que M. Thiers
encore; nous pensions n'être plus de ces per-
là; nous nous trompions. Quand nous l'avons vu
dans un moment d'incertitude, après certains
nents qui semblaient indiquer que la Gauche
contre la proposition, nous attendions bien
perfidie, nous n'attendions pas une apostasie si

manifeste, et par-dessus le marché une maladresse, et pour tout dire, une platitude.

Il nous a servi tout cela dans un discours incohérent mal venu, mal reçu, si pauvre de tout point, qu'il a paru n'être qu'une ruse pour tirer la séance en longueur et faire renvoyer le vote à demain. La discussion était close la Gauche, craignant ses industries, ne voulait pas l'écouter. Il reste longtemps sans pouvoir dire un mot; il fait semblant de se retirer, on le rappelle, un tour de M. Dupin lui fait accorder la parole. Il veut seulement dit-il, poser la question pour éclairer une conscience inquiète, celle de M Charras, je crois. Enfin, on se tait. Il commence, il s'insinue, il s'avance, il élargit son terrain, le voilà chez lui et les coudes sur la tribune, en train d'y rester une heure. La Gauche s'en aperçoit réclame : zeste! il lève un lièvre; il met sur le tapis l'ordre du jour publié par le général de Saint-Arnaud lorsqu'il a pris possession du ministère de la guerre. On sait si cet ordre du jour, où l'obéissance passive est fortement recommandée, a irrité les socialistes, contre lesquels il est dirigé tout entier. M. Thiers croyait bien les tenir, et les piquer et les affoler en agitant sous leurs yeux cet ordre du jour qui montre aux soldats les barricades et leur intime l'obéissance. Il le commente avec une indignation feinte; il assure que ce document est le motif de la proposition des Questeurs; il demande à la Gauche si elle accepte pour l'armée cette règle de l'obéissance absolue; si elle veut que l'on parle aux soldats de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs et qu'on ne leur dise rien de l'obéissance qu'ils doivent à la loi; si ce sont les *royalistes* qui défendront la majesté du pouvoir législatif et les républicains qui la sacrifieront? Peine perdue,

art vain, grimace et honte inutiles! La Gauche, importunée d'entendre d'une telle bouche ses propres doctrines, que l'intérêt du moment l'oblige à renier, tourne sa colère contre ce petit Coriolan, qui veut, à contre-temps, l'entraîner contre Rome. Elle l'interrompt, elle le dément, elle le trouble, elle le hue, elle le force enfin à quitter la tribune. M. Thiers n'a jamais fait plus faible discours et n'a guère reçu de plus juste et plus rude châtiment.

L'heure presse, il faut finir cette esquisse d'une séance heureusement terminée, comme nous l'avons dit, malheureuse néanmoins et toute révolutionnaire. Un souffle funeste y régnait. On y voyait l'âpreté de l'intrigue, l'ardeur insensée des ressentiments, les incertitudes de la conscience qui cherche le bien, l'incertitude plus redoutable de la passion qui aspire au mal et qui le désire, et en tout nous ne savons quoi de sinistre et de ridicule. Qui raconterait bien cette séance, qui en ferait bien ressortir les incidents, qui mettrait suffisamment en lumière le jeu de cette machine à mensonge, maniée avec un art odieux par les roués de tous les partis; qui saurait en même temps relever tous les sophismes, toutes les ignorances, toutes les faussetés qui se sont débitées avec aplomb, la main sur la conscience, comme les choses les plus claires et les plus acceptables du monde; qui ferait cela, ferait un livre, et ce livre serait la plus sanglante satire du gouvernement des Assemblées. Oui, il ne faudrait qu'une séance comme celle-ci, racontée dans tous ses détails! La vérité ne s'y est pas fait jour un instant. Ils se sont tous entourés de voiles; la nudité même n'est qu'un voile encore, et la vérité qu'un mensonge; ou si la vérité se montre, c'est sur les lèvres d'un pauvre

homme qui n'a point d'art et qu'on n'écoute pas. Il y des choses atroces, quand on y pense. C'est un mal heureux ministre, un brave soldat, qui a bien su batt l'ennemi, mais qui ne sait pas parler; il lit avec em phase un bon discours, et il fait rire M. Crémieux. I puis M. Crémieux vient à son tour parler au nom de l France et de la République; voyez-vous ce visage! Nou avons le charme aujourd'hui d'être servis et soutenu par M. Crémieux, qui nous menace en même temps d son peuple. M. Crémieux rehausse son éloquence pa des effets de ventriloquie; il s'abandonne à des prosc popées où il tutoie le président de la République; fait cent autres tours. Et, avec tout cela, poussant d'u autre côté, M. Crémieux pouvait nous verser dema dans la guerre civile. Et ce n'est rien! Ce sont c compromis, ces abandons, ces alliances, ces déguis ments, ces silences qui indignent et qui navrent le cœ du bon citoyen. Une proposition est en discussion, on cache le motif; tout le monde le connaît, personne ne dit. A entendre ses défenseurs, il ne s'agit que d'u affaire de réglement, et on introduit une révolution p voie de procédure. Afin d'obtenir l'adhésion de la Gauch M. Thiers sacrifie le dogme de l'obéissance militaire, seule chose peut-être qui reste à ce malheureux pa pour se sauver des dernières catastrophes. Il soutient u thèse qui justifie et légitime la défection de la troupe c ligne en 1830; et les légitimistes, dociles à leur façc comme la Gauche, par ce même motif, ne protester point!

Enfin, le péril est ajourné; puisse-t-il être passé Puisse l'ancienne majorité, plus heureuse que sage, s'applaudir de sa défaite, comprendre, après s'être divisée

si fatalement, où sont sa force, son devoir et ses intérêts, et ne pas laisser la Gauche en mesure d'exiger le salaire du service qu'elle a rendu. Au fond, il dépend de la majorité de se retrouver demain ce qu'elle était avant ces regrettables aventures. Si l'échec qu'elle a reçu la ramène dans sa véritable voie, loin de l'affaiblir, il la fortifie. Elle n'a pu se donner le pouvoir d'attaquer, elle ne perd point, quoi qu'on dise, celui de se défendre; et ce n'est pas à elle seulement que la force des choses donne aujourd'hui le solennel avertissement de ne point sortir du droit.

V.

DISCOURS AUX EXPOSANTS.

27 novembre 1851.

Nous admirons l'adresse de M. Louis Bonaparte dans tous ces petits discours inquiétants et irrépréhensibles, qu'il prononce toujours à propos. A table, en voyage, quels que soient le lieu et la circonstance, il sait dire à son profit le mot qui va le mieux aux préoccupations du moment; il sait le placer sur la limite extrême de son droit constitutionnel. Tant pis ou tant mieux si l'inter-

prétation va plus loin; mais le mot lui-même ne franc pas la barrière. Ce n'est pas un médiocre talent, de met en avant tant de choses interdites sans donner pris monsieur Baze; c'est un art qui demande de la hardie et de la finesse, et dont la pratique, poussée à ce de de perfection, dénote un sens gouvernemental bien p éclairé que beaucoup de gens ne le souhaiteraient.

Le discours aux exposants de Londres, dont la pre s'occupe ce matin, est vraiment un chef-d'œuvre. I été fort applaudi, il devait l'être. Rarement un orat s'est mieux concilié tous les instincts de son auditoi Ce serait le thème d'une belle leçon de rhétorique, et Machiavel y trouverait à gloser utilement. L'indust glorifiée, élevée à une sorte de prédominance dans régime de l'égalité, revêtue officiellement d'une pet pourpre taillée à la mode commune; des paroles rass rantes au milieu des alarmes publiques; une bonne at tude de pouvoir modéré et tranquille en présence d factions; quelque chose de modeste et de fier, de confia et de résigné; par-dessus tout cela, et intimement m à tout cela, un parfum de doctrine révolutionnaire, à dose de la bourgeoisie, assez pour flatter le goût, p assez pour inquiéter les nerfs; telle est la dernière h rangue du Président. Parmi les maîtres de la parole, a cun n'eût été capable de faire mieux en moins de mo

La République « honnête et modérée », négligé presque oubliée depuis quelque temps, reparaît dans discours avec un éclat décent et doux. Autrefois le Pr sident semblait prendre soin de la passer sous silence. *Siècle* en faisait des plaintes amères. La voilà nomm et voilà le *Siècle* content. Il y a bien une réticence « Qu'elle serait grande la République française, *si*...

Le reste de la phrase revient à dire que la République serait une chose charmante, s'il n'y avait pas de républicains. C'est le bon sens même qui parle et qui concilie les égards dus à la République avec les égards dus à la vérité. Les républicains qui se trouvaient là ont applaudi de toutes leurs forces. Ils ne savent pas eux-mêmes à quel point ils ont sujet d'applaudir!

Une chose encore qui a paru caresser bien délicieusement leurs oreilles, c'est de s'entendre appeler « les fils d'une société régénérée. » Au sortir du palais de cristal, après cette revanche de Crécy, d'Azincourt et de Waterloo, qui leur demanderait d'être encore modestes? Ils ont eu le prix de la crinoline, du savon, de la harpe, de la joaillerie; on leur devait celui des étoffes de soie... Ils sont régénérés; leurs pères ne faisaient point de ces prouesses!

Combien elle serait grande, cette nation, si on voulait la laisser respirer à l'aise et vivre de sa vie! Les assistants entendaient qu'ils seraient les premiers peuples de la terre, du moment que rien ne les empêcherait de fabriquer et de trafiquer. Un grand pays, un noble pays, un pays producteur et consommateur! Nul autre travail, nulle autre gloire : produire et consommer! c'était l'idéal des premières années de Louis-Philippe. Louis-Philippe se plaçait entre « les idées démagogiques » et les « hallucinations monarchiques, » appuyé sur la masse bourgeoise. Il disait aux bourgeois : La monarchie humilie votre orgueil, la République tue vos intérêts, ou plutôt, moi je suis la meilleure des monarchies et la meilleure des républiques; soutenez-moi, je vous enrichirai. Ils produisirent, ils consommèrent, ils s'enrichirent. Mais riches, ils voulurent produire des lois, consommer des traitements. On sait le reste.

C'est ici que nous appelons toute l'attention de M. Président de la République. Avant qu'une loi n'inte vienne, qui défende à nous et à tout le peuple souver de penser seulement à proroger son pouvoir, nous croy qu'il a des chances pour nous gouverner encore quelq temps; plus de six mois! Or, toutes ces idées semi-co servatrices, semi-révolutionnaires; tous ces lieux co muns dont il a très habilement composé son discou tout cela est bon pour ragaillardir et enflammer fabricants, et pour déjouer les manœuvres parleme taires; mais, s'il pense gouverner la France avec cela, se trompe.

On remue et on amuse avec des paroles un peup abêti. On le rassure en lui disant de n'avoir pas peur; o l'enfle en caressant son orgueil. Le premier empiriqu venu rend quelque figure de vie à un malade désespéré il lui jure que son tempérament est bon et qu'on e assuré de le sauver. C'est assez pour décréditer les autr médecins, pas assez pour empêcher le malade de mouri

M. Bonaparte sent sa force, et ses adversaires ne fo rien qui ne l'engage à se confier toujours plus en lui même. De tous les mauvais offices qu'ils désirent l rendre, celui-là est le plus dangereux. Dans son intér dans le nôtre, nous ne saurions trop l'avertir d'y prend garde. S'il compte sur le développement des intér matériels, sur la Légion-d'Honneur « et sur toutes l institutions créées à la même époque, » pour occupe raffermir, satisfaire la France, il n'ira pas loin. Louis Philippe a tiré de cela tout ce que l'on peut en tire Tout au plus trouverait-on dans cette mine, autrefois riche, de quoi tromper un moment les ennuis de quel ques fabricants inquiets sur leur prochaine fin de mo

Quant « au droit qui vient du peuple, » il est capricieux; quant à « la force qui vient de Dieu, » c'est une manne qui ne se conserve qu'aux mains de la justice et de l'humanité.

Les « idées démagogiques » et les « hallucinations monarchiques, » quelque divisées et éloignées qu'elles paraissent, ont un point commun où elles se touchent, se mêlent, s'entrelacent inextricablement. Ce point commun, c'est précisément ce qu'on appelle l'esprit bourgeois, et c'est la base mouvante et contradictoire des institutions impériales et constitutionnelles. On ne peut choisir plus mauvais terrain pour bâtir ou pour rebâtir; un échec solennel et prompt est réservé à la main téméraire qui voudra édifier parmi les ruines qui le recouvrent. Il faut chercher un sol plus ferme, et n'y pas aller tout seul. Ce qui adviendra des institutions antiques de la France, Dieu le sait; mais ce que nous savons et ce que le monde entier peut voir, c'est que l'esprit qui les a fait crouler n'élèvera jamais rien (1).

(1) Voir, tome 1er, les articles qui ont suivi immédiatement la révolution du 2 décembre 1851.

DE L'ACADÉMIE

A propos de la réception de M. de Montalembert.

---

10 février 1852.

La séance consacrée à la réception de M. de Montalembert marque une étape de plus dans le lent retour de notre siècle vers les vérités de la Religion. Le récipiendaire et M. Guizot se sont accordés pour louer particulièrement l'excellent M. Droz d'avoir clos ses nombreuses publications par deux petits écrits où il rétracte la plupart de ses autres livres, surtout ceux qui lui ont valu le laurier académique. Sans le moindre doute, si M. Droz s'était rétracté vingt-cinq ans plus tôt, il ne serait pas mort académicien. A l'époque où il fut élu, on tolérait

les moralistes, point les dévots. Les amis de jeunesse et de Parnasse qui lui ouvrirent la porte, les Auger, les Duval, les Picard, n'étaient point faits pour goûter la bonne prose de son *Histoire de la Révolution;* ses *Pensées sur le Christianisme* n'auraient été pour eux qu'un radotage. Cette superstition voltairienne dont le ferme et probe esprit de M. Droz a plus tard reconnu et dénoncé le périlleux néant, ils l'ont gardée jusqu'à la mort; ils méprisaient et haïssaient le christianisme, et ainsi pensait à peu près tout l'Institut. Rappelons, à l'honneur de nos devanciers, que la presse religieuse ne restait pas muette en présence de ces ennemis furieux. Tandis que les Quarante couronnaient la morale sceptique de M. Droz, le *Mémorial catholique* en faisait une critique non moins piquante que méritée. Nous venons de relire ces pages qui ne durent point échapper à l'attention de M. Droz. Il y a bonne apparence qu'elles ne lui plurent pas. Peut-être, cependant, commença-t-il dès-lors à voir clair dans ses faux systèmes. Il a fini par donner raison pleinement à l'adversaire (1) qui ne lui faisait grâce de rien, pas même du ridicule. Les penseurs supportent mal qu'on les dérange; ils prétendent que c'est nuire à la religion, de la défendre contre eux, et surtout de montrer qu'elle a plus d'esprit qu'eux. En dépit de leur mauvaise humeur, proclamons la vérité; donnons-lui des ailes pour les poursuivre dans leur fuite, de la pointe pour percer l'épaisse cuirasse de leur orgueil. S'ils sont honnêtes gens et sincères, comme M. Droz, nous avons tout à gagner; rien à perdre, s'ils ne le sont pas.

(1) Cet adversaire était M. l'abbé de Salinis, aujourd'hui archevêque d'Auch.

Donc, de M. Droz à M. de Montalembert, l'étape était forte. L'Académie l'a faite de bonne grâce, non sans quelque résistance, pourtant. Il a bien fallu que les événements y missent un peu la main. M. de Montalembert souffrira que nous le disions : ce n'est point son mérite qui lui a donné le fauteuil; c'est la révolution de Février. Il ne s'y attendait guère, et l'Académie pas davantage; mais les révolutions font tant de choses à quoi l'on ne s'attend pas! Ce n'était pas que les titres lui manquassent : il en avait un de trop.

L'Académie française a été instituée pour mettre en honneur les Lettres, *puisqu'elles sont un des principaux instruments de la vertu*, et *le plus noble de tous les arts, qui est l'Éloquence*. Quant aux lettres et à l'éloquence, on ne peut nier que M. de Montalembert ne réponde au primitif esprit de l'institution. Il écrit et il parle au moins honnêtement. En outre, l'usage constant de l'Académie fut de se recruter comme elle s'était formée, d'écrivains de profession et d'hommes du monde, qui sont les juges des écrivains. Plusieurs feuilletonistes contestent à M. de Montalembert l'honneur d'être proprement ce que l'on appelle un homme de lettres. Ses amis auraient tort d'insister pour lui conserver ce titre : il est au moins un homme de bien, instruit, lettré, fort considérable, un de ces hommes du monde qui ont juridiction et autorité sur les choses littéraires. De telles qualités suffisent aujourd'hui, comme au temps de Corneille et de Boileau, pour entrer à l'Académie; elles n'y sont pas inutiles. Un autre usage ancien de la Compagnie, et qui même eut longtemps force de statut, était de n'admettre dans ses rangs que des hommes notoirement attachés à la foi catholique. Ici encore, M. de Montalembert

était en règle, parfaitement en règle; et c'est là le titre de trop dont nous avons parlé, capable à lui seul d'annuler tous les autres. Sur vingt-cinq voix qui ont élu M. de Montalembert, combien, malgré l'apaisement des passions voltairiennes, ont dû être tentées de se refuser à l'homme de foi, au catholique qui a écrit, parlé, vécu uniquement pour l'honneur et pour la liberté de l'Eglise! Cette gloire propre de M. de Montalembert, ses électeurs ne la lui ont pas comptée, mais pardonnée. Et *qui* lui a valu ce pardon? Quel miracle a ouvert au *fils des Croisés* le cénacle des beaux esprits qui mettaient au concours, il y a huit ans, l'éloge de Voltaire? La Révolution a fait ce coup étrange. Frappant partout, menaçant de renverser tout, elle a jeté comme ailleurs l'inquiétude dans cette forteresse de l'incrédulité polie. On y veut penser librement, sans doute, mais on y veut vivre; et l'on a jugé bon de garnir les remparts, en y appelant un auxiliaire légèrement sauvage, mais jeune et puissant, dont les doctrines, naguère taxées d'extravagance, ont fait merveille partout où s'est porté le combat.

M. Guizot, chargé par un hasard si heureux de recevoir M. de Montalembert et d'indiquer au public le point par où le nouvel élu avait pu mériter les suffrages de la Compagnie, s'en est acquitté en termes qui excitent à la fois beaucoup d'admiration et un peu le sourire. Vous êtes conservateur, lui a-t-il dit. En effet, M. de Montalembert est conservateur. Reste à savoir (M. Guizot n'a pas entrepris de le dire) pourquoi M. de Montalembert est un conservateur plus ferme que tant d'autres; pourquoi il connaît manifestement mieux le mal de la société; pourquoi il proposait déjà le remède dans un temps, encore voisin de nous, où tous les grands esprits

de l'Académie le méconnaissaient et le repoussaien

L'attitude de l'auditoire a prouvé que l'Académie, e élisant M. de Montalembert, n'avait pas beaucoup devan l'opinion, chose au surplus dont elle ne s'est jamais p quée. Le nouvel académicien a pris soin de ne se poi déguiser. Voyant arriver ce catholique, deux ou tr vieilles muses, pleurant plus ou moins quelque Curia du pays de la libre pensée, lui avaient dit, comme la tris Camille : *Laisse, en entrant ici, tes lauriers à la porte.* les a priées de se boucher les oreilles, et l'applaudisse ment a été unanime. Les membres de l'Institut eux mêmes, plus réservés dans les marques de leur approb tion, ainsi qu'il convient à des connaisseurs et à des dé licats, ne faisaient point des mines trop effarouchées. I aiment le bien dire, et ils étaient servis à souhait. Mai sous ce bien dire, que de choses qui, en 1847, auraie paru énormes, et qui, à dix ans de nous, n'auraient poi passé ! Quand on pense que l'orateur a parlé avec mépr de Voltaire, quand on pense qu'il a dit que la société besoin pour se sauver de revenir à la vérité du christia nisme, quand on se rappelle de quelle main maîtresse a châtié l'immortel 89 et la grande Constituante, et fl gellé la sainte égalité; et quand on a vu l'Académ écouter ces paroles et bien d'autres, souvent avec plaisi toujours avec patience, il faut reconnaître que déjà jour pénètre par bien des issues dans ce lieu longtem fermé, et que la flamme des trépieds commence à pâl devant la lumière pure des cieux.

Nous nous contentons de noter ce point. Pourquoi en trerions-nous en polémique contre certaines parties d discours si poli et si littéraire de M. Guizot? Il y a dan ce discours trop de bien pour que nous y cherchions l

mal; il n'y a pas assez de mal pour nous dispenser d'y voir et d'y louer le bien. Qu'importe que M. Guizot, prenant un noble et peut-être un triste plaisir à relever la majesté de notre Eglise et la vertu de nos prêtres, se soit accordé la petite satisfaction de dire toujours l'Eglise et le clergé *chrétiens*, au lieu de dire l'Eglise et le clergé *catholiques*? Il a péché contre l'exactitude, c'est-à-dire contre la pureté du langage, voilà tout. Qu'importe encore, en ce qui nous regarde du moins, qu'il se soit exprimé parfois comme si l'Eglise, notre Eglise à nous, était une institution purement humaine? Il en résulterait que, dans la pensée de M. Guizot, le génie des chrétiens *catholiques* a créé un jour, puis a maintenu pendant dix-huit siècles et demi, la plus grande merveille qui se soit vue sur la terre. Cet éloge immérité, que personne ne sera tenté de transporter à d'autres chrétiens, ne fera oublier à personne de quelle main l'Eglise est l'éternel ouvrage. M. Guizot lui-même, quoi que dise sa plume, ne nomme pas dans sa pensée d'autre auteur de ce miracle que Celui qu'il appelle sans respect humain : « Notre-Seigneur Jésus-Christ. » Oublions ces taches. M. Guizot est un aigle captif; il ne voit la vérité qu'à travers ses barreaux. Le bel hommage qu'il a su rendre, lui, protestant, à la vertu surhumaine de l'Eglise livrée aux bourreaux; le témoignage impartial qu'il a solennellement porté en faveur du clergé, où la persécution a fait moins d'apostats que de martyrs; l'acte de foi en la divinité de Notre-Seigneur qu'il a prononcé publiquement, voilà ce qui nous reste de ce discours et ce qui demeurera dans toutes les mémoires. Le surplus est l'erreur, nous dirions volontiers l'infortune de l'éminent écrivain.

Si maintenant nous osions donner à l'Académie un de

ces bons conseils qui sortent parfois du sein de la foule nous l'engagerions à se déprendre de plus en plus d l'incrédulité, à se rapprocher de plus en plus du christi nisme. C'est l'esprit de son institution, et c'est son inté rêt. Parmi les beaux esprits qui la formèrent à l'origin il y en eut de légers, d'incrédules, ou, comme on disa alors, de *libertins;* il n'y en eut point de formelleme impies, et la majorité fut dès-lors, et longtemps après ouvertement et sincèrement chrétienne. On s'étonne, e consultant les catalogues laissés par Pellisson, de l grande quantité d'ouvrages de piété que publièrent l académiciens, durant le premier siècle de la Compagni Parmi ceux dont la vie relâchée ou les livres licencieu avaient inspiré des doutes sur leur orthodoxie, plusieu moururent dans les plus sévères pratiques de la péni tence, et l'auteur de *Joconde* n'est pas le seul qui a revêtu le cilice. Libertins et fidèles, tous auraient r poussé avec horreur un homme de lettres véritableme impie, eût-il eu plus de talent que n'en avait « le p chansonnier Linières, » l'athée de l'époque. M. de M talembert a dit, avec un sens profond, que les bons é vains ne sauraient être révolutionnaires. Les prem académiciens, pour qui le mot *révolutionnaire* n'ex pas, auraient dit que l'impie, c'est-à-dire alors le lérat ou le fou, ne saurait bien écrire; que l'espr beau style, l'apparence du savoir, l'éloquence mên suffisaient pas à faire le bon écrivain, et qu'il y encore la décence, la probité, le respect des mo des croyances, en un mot, l'honneur; que leur c gnie était instituée pour maintenir aux lettres l d'être toujours « un des principaux instrumen vertu; » et qu'il serait également contraire à leu

cience et à sa considération que son nom pût paraître sur des livres infâmes.

Ce langage semblerait, à certains égards, contestable aujourd'hui. On a eu le redoutable exemple de Voltaire, qui a fait voir le génie au service de l'impiété. D'autres exemples, plus nombreux, peut-être plus funestes, et particuliers à notre temps, nous ont montré l'incrédulité, l'impiété même compatibles avec une espèce de bonne foi, de décence et de probité. Néanmoins, si l'Académie n'entend pas se réduire au ridicule gouvernement des dix parties du discours, qui tantôt d'ailleurs secoueront son autorité; si elle veut exercer sur les Lettres une influence réelle et saine; si elle aspire à la magistrature de l'esprit, elle n'a qu'un parti à prendre : c'est de revenir aux pensées de son âge héroïque, et de se faire du bon écrivain les mêmes idées qu'en avaient ses grands hommes et ses pères. L'Académie est vieille, quoique robustement constituée; son sort est celui de toute autorité dans ce monde que toute autorité fatigue · elle a besoin d'un renouvellement. Renouveler, c'est conserver en innovant. Que l'Académie se retrempe, se renouvelle dans son air natal, dans l'air chrétien. Au milieu de cette atmosphère assainie, elle retrouvera des principes nécessaires et qu'elle a, comme le frivole troupeau de ses justiciables, un peu trop oubliés. Elle apprendra à ne reconnaître au génie aucun privilége qui le dispense de la règle morale, à n'admirer que le talent assez fort pour porter le joug du devoir, à ne récompenser que les œuvres qui respectent la vertu et qui font aimer le bien. Lorsque l'Académie saura cela, il y aura en France quelque chose de très nouveau et de très utile : une littérature gouvernée et honorable.

Quatre statues décorent la salle où l'Académie reçoit le public. Ce sont celles de Bossuet, de Fénelon, de Descartes et de Sully. On ne sait pas ce que fait là Sully, et Descartes, à cause de ses affinités, serait mieux au quartier des sciences morales. A la place de Sully, si l'on mettait Richelieu, le vrai père des lettres françaises, et si l'on ôtait Descartes du piédestal qu'il occupe indûment pour y introniser ou Corneille ou Racine, on aurait à la fois, dans ces quatre figures, tout ce qui a fait la splendeur de l'Académie et des lettres françaises : l'éloquence politique et religieuse, la philosophie, l'histoire, le roman, la conversation, le beau langage, la belle prose et la belle poésie. Or, ces quatre figures sont chrétiennes. Que l'Académie cherche dans ses souvenirs, qu'elle évoque tous ses dieux, et qu'elle dise si ces quatre figures chrétiennes pourraient être remplacées par d'autres qui ne le seraient pas, et s'il y a quelque apparence que Voltaire ou même le vieil Apollon en personne produise jamais parmi nous quelque chose d'aussi grand, qui naisse aussi jeune et qui reste plus longtemps fécond.

Tout est épuisé, tout est rebattu, tout montre la corde. — Classiques, voltairiens, romantiques sont à vau-l'eau. L'impiété radote et le vice même devient imbécile : il n'y a plus qu'un moyen de se relever et de faire du neuf, c'est de penser et d'écrire en chrétiens.

Nous aimons à nous dire que l'Académie en a quelque pressentiment. Un instinct, qui pourrait bien être l'instinct de la conservation, l'avertit de se tirer des païens et des incrédules, qui la conduiraient vite à chercher le renouvellement et le succès dans le socialisme. Elle en a pu voir sur ses propres bancs un notable exemple (1), et

(1) M. Hugo.

il ne serait pas bon pour elle qu'elle eût souvent de ces malheurs.

Pour mener à bien l'œuvre de salut littéraire et d'utilité générale que nous indiquons ici, la principale force de l'Académie sera l'action des gens de mérite qu'elle a le droit et le bon esprit de choisir en dehors du personnel des écrivains de profession. Par un bonheur dont nous l'engageons à profiter, ce personnel est pauvre présentement. Elle peut prendre ailleurs, sans risquer de donner la moindre importance aux clameurs de quelques messieurs reliés en veau, qui font rage dans les feuilletons, lorsqu'ils voient donner le fauteuil aux gens qu'ils appellent dédaigneusement des grands seigneurs. Ces messieurs regarderaient volontiers l'Académie comme une succursale des invalides civils, réservée aux écloppés de la littérature. On y entrerait pour avoir produit un certain poids de prose ou de vers, jamais à d'autres conditions. Quoi! disent-ils, des académiciens qui n'ont rien écrit ou qui n'ont fait que de la politique? Ils tiennent qu'une conversation de Patru ne vaut pas une tragédie de Campistron et un roman en douze tomes de Comberville. Le jour où leur théorie prévaudrait, l'Académie cesserait d'exister. La nécessité de la maintenir au complet de quarante, y introduirait une foule de grimauds qui, s'attirant les uns les autres, ne tarderaient pas d'y régner seuls et d'en faire la tabagie la plus décriée qu'il y eût dans l'univers.

Ce sont les hommes du monde qui ont sauvé l'Académie. Sans ce courant extérieur qu'ils y apportent et qui sans cesse y ravive l'air, tout le génie de Richelieu n'aurait fondé qu'un sanhédrin de vanités bourrues et gauches, séjour affreux des haines littéraires les plus féroces

du monde, où bientôt l'on aurait même cessé de parler français, et qu'il eût fallu dissoudre par mesure d'ordre public. La présence des gens du monde a seule pu faire d'une compagnie de grammairiens et de poètes une société d'hommes polis et conciliants, leur imposer pour les élections une certaine moyenne d'équité et de pudeur, et donner enfin à la corporation ce lustre et cette prudence qui l'ont maintenue, deux siècles durant, aussi glorieuse et aussi forte que nous la voyons. Ils lui ont rendu tous ces bons offices sans morgue, avec toutes les formes de la courtoisie, ne voulant, par une tradition de politesse qui remonte à l'origine de l'Académie elle-même, n'être jamais dans son sein que des confrères et des égaux. « On rend à M. le chancelier (Séguier) ce » témoignage, disait Pellisson, qu'il est impossible d'en » user plus civilement qu'il fait avec tous les académi- » ciens, et qu'il préside avec la même familiarité que » pourrait faire un d'entre eux; jusqu'à prendre plaisir » qu'on l'arrête et qu'on l'interrompe, et à ne vouloir » point être traité de *Monseigneur* par ceux-là mêmes de » ces messieurs qui sont ses domestiques. »

Assurément, les gens du monde qui viennent, si ce sont eux, de fixer le choix de l'Académie sur M. de Montalembert, ont plus fait pour sa gloire et pour ses intérêts que ne feront tantôt les gens du métier qui vont nommer n'importe quel homme de lettres. Et la réception de ce homme de lettres, quel qu'il soit, ne donnera pas matière à des discours aussi beaux et aussi célèbres, même sous le simple rapport littéraire, que ceux qui viennent d'émouvoir et de charmer le public.

Après avoir rendu tant de services à l'Académie, les gens du monde, ou, pour leur donner leur vrai nom, les

hommes politiques, lui rendront encore, qu'on nous pardonne le mot, celui de la *dévoltairianiser*. Ils y ont travaillé déjà : l'élection de M. de Montalembert en est la preuve éclatante; ils continueront, car ils comprennent l'importance plus que littéraire de cette révolution contre des doctrines dont le fol amour du bel esprit ne peut plus leur cacher les ravages. « Défendez la société contre l'empire fatal de la phrase, » disait M. de Montalembert à ses nouveaux confrères, en prenant place parmi eux. C'est un beau programme et une grande vérité. Oui, la phrase est une des plaies du temps. Mais, pour bien l'entendre, il faut n'avoir pas vécu exclusivement de la phrase, par la phrase et pour la phrase; il faut n'être pas de ceux dont Bossuet disait déjà : « Ils passent leur » vie à tourner un vers, à arrondir une période... Atten» tifs au jugement du public où le goût, c'est-à-dire » ordinairement la fantaisie et l'humeur ont plus de » part que la raison, ils ne songent pas à ce sévère juge» ment, où la vérité condamnera l'inutilité de leur vie, » la vanité de leurs travaux, la bassesse de leurs flatte» ries, et à la fois le venin de leurs satires ou de leurs » épigrammes piquantes; plus que tout cela, les douceurs » et les agréments qu'ils auront versés sur le poison de » leurs écrits, ennemis de la piété et de la pudeur (1). »

(1) *Traité de la concupiscence.*

D'UNE THÉORIE DE M. PONSARD.

16 février 1852.

M. Ponsard, auteur de tragédies et l'un des poètes qui grattent en ce moment aux portes de l'Académie française, a donné l'autre jour, dans un journal, une théorie de l'art dramatique sur laquelle il nous permettra de faire quelques observations. Nous laissons de côté son style, incorrect et morne avec de faux airs galants. Un versificateur de profession, qui se risque en prose, est un éclopé qui se pique témérairement de marcher sans béquilles : il chancelle, bute et se traîne. Ce serait trop de rigueur de noter les pas gauches que fait dans le feuilleton cet homme habitué à l'amble du bidet tragique. Nous reprochons à M. Ponsard quelque chose de plus condamnable, c'est de vouloir légitimer les fausses

imes et les lâches coutumes qui font du théâtre une
e de corruption en tous sens, corruption de goût,
uption de mœurs. Singulière entreprise d'un poète
aspire à distribuer des prix de vertu ! Ainsi le veu-
, dit-il, les intérêts de l'art. Quand même l'art trou-
it son profit au dommage des mœurs, il y faudrait
ore regarder; mais cette compensation n'existe pas,
n art qui se dégrade est un art qui périt.

ux yeux mêmes de la sagesse païenne, le théâtre était
ieu suspect; la pudeur et la chasteté, dit Ovide, y
ent hasard.

e qu'Ovide regrette, M. Ponsard le trouve bon et n'y
t point de remède. Il a ses raisons, qu'il ne dit pas
es, nous le verrons plus loin; et nous verrons si ces
ons sont bonnes. Voici comment il formule sa théorie,
ccasion d'une pièce nouvelle, début d'un jeune au-
qui a consacré le premier feu de son génie à peindre
ie et à faire admirer les vertus des courtisanes :

L'auteur a mis en scène les lorettes; le mot est consacré, et je
pte, sans en donner la définition, que tout le monde connaît. Je ne
pas de ceux qui reprochent à l'auteur le choix de son sujet. A ce
pte, il faudrait brûler Horace, dont les vers les plus gracieux
ent Lalagé, Chloé, Lydie, Néobule et tant d'autres, qui étaient les
ttes du quartier capitolin. Voudriez-vous que La Fontaine n'eût
fait le conte de *la Courtisane amoureuse*, et regrettez-vous les
es que vous avez données au chevalier des Grieux et à Manon
aut? Le Théâtre-Français lui-même a l'honneur de jouer quel-
fois *Turcaret*, la comédie qui approche le plus de celles de Molière;
s pouvez donc permettre au Vaudeville de prendre aussi son héroïne
ni ces pécheresses élégantes. Le drame est partout où est la vie, et
t ce qui est humain est du domaine de l'art. Montrez-moi de vraies
sions, des luttes réelles, des souffrances vivantes ou des mœurs
lement reproduites et des ridicules bien observés, j'applaudirai; je
de mon mécontentement pour les caractères faux, les sentiments

hors nature et les situations impossibles. Il n'est pas question de réhabiliter les courtisanes; je crois qu'on abuse un peu, depuis quelque temps, de cette accusation, qui supprimerait presque tous les poètes latins et proscrirait Lesage et l'abbé Prévost. Y a-t-il des lorettes? oui. Est-ce que dans ce monde s'agitent des passions, des souffrances? sans doute. Dès-lors, voilà un sujet de drame, et, si le drame est vrai, un enseignement; et l'enseignement résultera de la peinture exacte des mœurs et des caractères, et non de la façon dont le poète arrange les événements et termine le cinquième acte. Prenons garde à la pruderie! Les Français vont impétueusement d'un extrême à l'autre. En 1830, on n'aimait que les excentricités; on était avide d'horreurs, il n'y avait d'intéressant que les grands scélérats et les désespérés, que Byron avait mis à la mode. Aujourd'hui on retournerait volontiers vers Berquin et Florian; on est si fort épris des vertus domestiques, que, non content de les pratiquer chez soi (j'aime à le croire), on veut encore les retrouver sur le théâtre, et qu'une pièce n'est morale que si on peut dire du principal personnage: Il fut bon père bon époux, et le reste. Eh bien! l'art n'est ici ni là; il est dans la vérité des choses; il est à sa plus haute expression dans le rude et franc Molière, que vous traiteriez d'immoral, à l'heure qu'il est, et dont chaque comédie vous scandaliserait au dernier point, si elle était représentée pour la première fois et n'avait pas pour elle l'imposant respect des siècles. En un mot, le théâtre n'est pas un pensionnat pour l'éducation des jeunes demoiselles; c'est l'affaire des *Contes* et *Conseils à ma fille*. Le théâtre s'adresse à des gens du monde qui ont connu la vie, et il leur expose le plus fidèlement possible l'état de la société ou le jeu des passions humaines. Otez-lui cette franchise et cette sincérité, vous l'affadissez et le faites tomber en langueur; toute observation, toute philosophie, toute poésie disparaît, et il ne reste plus que des bergeries d'opéra-comique. »

Qu'il est lourd! Voilà pourtant comment écrivent la plupart de ceux qui accusent l'Académie de léser la littérature, lorsqu'elle leur préfère les Montalembert et les Berryer. Mais nous avons promis de laisser en paix la prose de M. Ponsard. Venons à ses idées.

En deux vers lestes et sobres, Horace donne aux poètes et aux peintres le privilége de tout oser. Cette licence,

pourtant, est sujette à contestation ; Horace lui-même y met des bornes. Il exige du poète deux choses qui lui imposent un frein invincible : le goût et le bon sens.

Les hommes de goût et de bon sens peuvent en effet tout oser, parce qu'ils n'osent rien contre le bon goût et le bon sens.

Jamais ces justes esprits, qu'un consentement unanime a institués législateurs des lettres, n'ont reconnu aux grimauds qui se mêlent d'écrire d'autre droit que celui d'être sifflés. Nous voudrions savoir ce qu'Horace, redressé et complété par le sens chrétien, eût pensé de Lydie, de Lalagé, de Néobule, célébrées en plein théâtre? A défaut d'Horace, écoutons Boileau ; on ne l'accusera point d'avoir trop restreint la part des poètes :

> Je ne puis estimer ces dangereux auteurs
> Qui de l'honneur, en vers, infâmes déserteurs,
> Trahissant la vertu, sur un papier coupable,
> Aux yeux de leurs lecteurs rendent le vice aimable.

Boileau parle seulement des livres. Dans la société forte et glorieuse où il vivait, entre Corneille, Racine et même Molière, il n'aurait pas imaginé qu'on en pût venir à mettre en évidence sur la scène ce qu'il proscrivait déjà dans les livres. Sages esprits, grands auteurs, gens de goût, gens de bien, s'accordaient pour réprouver la farce italienne, qui préludait aux turpitudes que nous voyons. Devant de tels excès, Boileau, révolté, aurait passé la férule au lieutenant de police.

Sans nous arrêter davantage à ces autorités, il y a autre chose contre les préceptes de M. Ponsard : c'est son exemple. Il a des raisons particulières pour n'être pas de ceux qui blâment les auteurs dramatiques d'aller

chercher leurs sujets dans les retraites de Mathurin Régnier. Lui-même, tout tragique qu'il est, un jour d'humeur folâtre, s'est donné ce passe-temps. Nous avons un acte de sa façon, intitulé : *Horace et Lydie*, qu'on représente au Théâtre-Français, ordinairement après *Polyeucte*, afin de donner à Mlle Rachel l'occasion de montrer la souplesse de son talent. On dit que le parterre s'en arrange et passe de Corneille en Ponsard, sans trouver le contraste trop dur. M. Ponsard a placé la scène chez Lydie, à son comptoir. L'objet de la pièce est de représenter « le plus fidèlement possible » ce qui peut se dire en pareil lieu entre poète et courtisane. M. Ponsard suppose (cela n'est pas prouvé) qu'Horace a été l'homme de ses vers, et non pas, comme beaucoup d'autres, un monsieur timide et sobre, embarrassé de ses digestions, comptant avec sa pituite, peu considéré des dames; bref, un rêveur de bombance et un tartuffe de galanterie. Qu'il y en a de cette espèce, amants platoniques des filles perdues !

> Les poètes les plus vantés
> Ont eu rarement l'avantage
> De plaire aux yeux qu'ils ont chantés.

L'Horace de M. Ponsard est un vainqueur. Lydie lui sacrifie les gens de finances, se tenant assez payée de l'honneur qu'il lui fait par ses chansons. Toutes les courtisanes de Rome, forte invraisemblance, sont de la même humeur. Horace n'est pas fidèle. Lydie s'en aperçoit; on se brouille, on se raccommode; voilà le tissu. M. Ponsard y met des fleurs, les unes empruntées d'Horace, mais qu'il écrase de son doigt massif; les autres à lui, et dignes d'un allobroge en goguette. Des quolibets

bazoche appesantissent, pour la rendre moins chaste core, cette gaze païenne, dont le souffle élégant d'Ho- ce, le vrai poète, savait du moins faire flotter les plis. n'est plus le nu antique, c'est le *déshabillé* moderne, a fois trivial et pervers. Aucun esprit, aucune naïveté, cune flamme de jeunesse pour excuser tant d'inso- ices. Les *débardeurs* de Gavarni sont des gentils- mmes et des princes, comparés à cet Horace *ponsardé*. est poussif, il est chauve; c'est un homme établi qui dérange; une manière de potentat de collége, en va- ices chez une princesse de ballet fardée de bel esprit; lui récite, pour la charmer, quelques bribes des tra- ctions qui l'ont mis en gloire dans le corps enseignant. iels amoureux! Une farine de pédanterie saupoudre ragoût de libertinage et de version latine. Sous pré- cte de couleur locale, Horace et Lydie font assaut de èvreries érudites. Il faudrait un dictionnaire de la ole pour les entendre. Lydie, à sa toilette, « promène citron sur ses ongles » et remercie Hercule de lui oir conquis ce cosmétique :

Hercule ! soient bénis par-dessus toute chose
Tes onzièmes travaux, par qui ces fruits dorés
Furent conquis exprès pour nos ongles lustrés.

Horace dit, non moins galamment :

Quand mon cœur brûlera pour une autre maîtresse,
On verra le bouvier, connu des matelots,
Abandonner le pôle et plonger dans les flots.

Parce que Horace est poète, on parle d'anapestes, iambes, de vers alcaïques, de dactyles. On ne dit pas voile, on dit un *peplum*. Peplum, laticlave, cothurne le reste de la garde-robe romaine servent à faire de la

couleur antique, de même façon que le surcot et la bonne dague de Tolède faisaient, il y a dix ans, de la couleur moyen âge. Quant à l'esprit, il ne se trouve pas comme des rimes dans Richelet, ou comme la couleur locale dans les magasins de bric-à-brac ; il est totalement absent du vaudeville en alexandrins de M. Ponsard. Lydie n'en a pas plus qu'Horace, elle est seulement plus effrontée. C'est ici qu'il faudrait du latin et des périphrases! Un seul trait, entre vingt qu'il faut taire. Horace, congédié, va sortir. Lydie s'adresse à Béroé, sa servante (la même que Mathurin Régnier appelle Macette) :

... Tu sais bien, ce jeune et beau garçon,
Calaïs, qui toujours rôde *sous* ma maison?

BÉROÉ.

Oui, oui.

LYDIE.

Va le chercher. Dis-lui que je l'invite
A souper; que je l'aime, et qu'il vienne au plus vite.

Nous admirons que l'actrice qui dit ce beau *va le chercher*, soit la même qui vient de représenter Pauline, et de dire : *Je sais, je crois, je suis désabusée; je suis chrétienne!* Pauvre femme! cette brutalité n'a rien qui la choque. Au contraire, elle s'évertue à peindre également au vrai les deux personnages, aussi fière d'être admirée dans celui-ci que dans celui-là ; contente des larmes qu'elle fait couler en pleurant un époux martyr, contente du rire qu'elle provoque en jetant une parole impure à la passion d'un débauché. On s'explique les audaces d'une actrice applaudie. Comment s'expliquer le poète, l'homme qui porte et mûrit dans sa pensée le dessein d'une pareille pièce, qui applique l'effort de son esprit à combiner ces tableaux scandaleux, ces pro-

pos cyniques; qui calcule ce qu'il peut oser, qui cherche à reculer la barrière, qui consulte des amis, s'enfle si on le loue, frémit si on le critique, tient conseil avec les acteurs, passe par la crainte, par l'espérance, rêve d'applaudissements et de sifflets; qui, enfin applaudi, se nomme, enflé d'avoir déroulé devant un public corrompu le glorieux résultat de tant de peines et de veilles : la peinture d'un taudis obscène !

Nons demandons à M. Ponsard, futur académicien, juge des livres utiles, quel service il croit avoir rendu, non aux mœurs, mais simplement à l'art dramatique, en faisant représenter *Horace et Lydie*? Même en concédant que toutes les passions, toutes les luttes, toutes les souffrances, toutes les conditions et tous les ridicules de la vie appartiennent à l'art dramatique; en admettant, ce que nous contestons formellement, que les mœurs des courtisanes et des poètes puissent faire le sujet de ses tableaux, que trouve-t-on dans la pièce de M. Ponsard qui ressemble aux émotions et aux luttes du cœur? De quelle utilité, de quelle vérité est cette peinture? Quel enseignement en résulte-t-il? L'enseignement, ah ! nous le voyons bien, nous qui n'avions pas attendu de lire *Horace et Lydie* pour comprendre que l'Eglise avait raison d'unir dans ses canons disciplinaires ces quatre mots : *Ludicra*, *jocularia*, *turpia*, *obscœna*, proscrivant ensemble quatre sortes de discours qui ne vont guère les uns sans les autres; c'est-à-dire, suivant la traduction de Bossuet : les discours plaisants, les discours bouffons, les discours malhonnêtes, les discours sales. Tout cela se succède, se mêle, se donne la réplique dans la pièce de M. Ponsard. Mais c'est à son insu que l'auteur démontre la sagesse de l'Eglise ; il a voulu sans doute prouver autre

chose. Quoi? Il devrait le dire lorsqu'il fera son discours de réception à l'Académie.

En attendant, la théorie de M. Ponsard aboutit nécessairement à des œuvres comme celle qu'elle a pour but de justifier. Les auteurs qui invoquent de pareils priviléges, cherchent le succès non dans la peinture des mœurs, mais dans la peinture de certaines mœurs. Leur faiblesse a besoin de rabaisser le goût du public; ils se le concilient en le dépravant. « Prenons garde à la pruderie, » disent-ils. Ah! certes, si le public était prude, s'il fallait étudier le cœur humain et chercher la poésie dans ces profondeurs qu'habite la vérité; s'il ne suffisait pas d'une actrice habile et de quelques gaudrioles pour faire un succès, le métier deviendrait triste, et Pégase reprendrait le chemin de l'hôpital, qu'il ne connaît plus assez.

Dans son feuilleton, M. Ponsard ne craint pas d'invoquer Racine. Il parle de *Phèdre*. Est-ce qu'il ose trouver quelqu'analogie entre ce chef-d'œuvre et les malpropres fatras de ce temps-ci? Phèdre, poursuivie par la fatalité autant que déchirée par la passion, succombe après de longs combats, et toute vaincue, résiste encore à force de remords et de terreurs. Que voit-on là qui ressemble aux héros du théâtre moderne, à ces cœurs vicieux et tranquilles dont aucun scrupule ne trouble le lâche contentement, et qui s'ébaudissent dans le mal par choix et par plaisir, comme des porcs dans une mare?

Le théâtre ne saurait être une école de morale. Les honnêtes gens, les chrétiens qui ont entrepris de moraliser le théâtre ont bientôt connu qu'ils poursuivaient une chimère. Il faudrait aux auteurs trop de constance dans le génie, aux comédiens et au public trop de constance dans la vertu. Un Corneille, un Racine, dans le

cours des siècles, donneront Polyeucte et Athalie; on jouera ces beaux poèmes, ils seront même goûtés; mais, le même soir, le rideau se lève pour donner passage à quelque farce que les mêmes acteurs représentent, que le même public applaudit : *Ludicra, jocularia, turpia, obscœna!* Néanmoins, sans rêver l'impossible, sans attendre qu'on moralise le théâtre, sans adresser aux auteurs dramatiques la prière ridicule de mettre leur talent au service des bonnes mœurs, on peut leur demander de ne pas souiller la scène autant qu'ils le font, par principe et de dessein formé. Quand ils auront banni du théâtre toute pudeur et toute honnêteté, y auront-ils fait régner l'art? Point du tout; ils l'auront livré absolument aux histrions et aux saltimbanques, et la scène sera traitée avec la même justice que la presse : une main vigoureuse viendra fermer ce cloaque, devenu pour la civilisation une honte et un péril.

M. MIGNET.

13 avril 1852.

L'Académie des sciences morales et politiques est la cinquième classe de l'Institut, la mansarde du palais de la libre pensée; un lieu où se réfugient les savants qui savent peu, les écrivains qu'on ne lit pas. Là brillait M. Lakanal, là reluit aujourd'hui M. B. Saint-Hilaire. Quelques illustres s'y fourvoient sans illustrer les autres. C'est le royaume des économistes, des statisticiens, des *essaystes* en tous genres. L'esprit voltairien y couve sous des chiffres et sous des fautes de français. M. Droz se trouvait là pour les traités de morale qu'il écrivit avant d'être chrétien. M. Mignet, à part son talent littéraire, exprime parfaitement la portée politique et philosophique de cette compagnie. Ses livres sont le type de tous ceux

s'y font : froids ouvrages, secs, fragiles et creux, nes de plâtre ; mais M. Mignet sait y mettre un tour ses confrères aux mains maladroites n'imitent pas. t tout dans ce sanhédrin ; il en est le secrétaire per- el, l'inspirateur, le régulateur, l'orateur ; il a voulu tre le vengeur.

. de Montalembert, parlant comme successeur de roz à l'Académie française, a blessé l'Académie des ces morales et politiques dans toutes ses tendresses. avait annoncé que M. Mignet ferait la contre-partie liscours de M. de Montalembert, qu'il vengerait la stituante et la philosophie, qu'il réparerait la défec- de M. Guizot. Car M. Guizot, répondant à l'orateur olique, a négligé de censurer diverses propositions raires et scandaleuses que celui-ci n'a pas craint ancer contre les saines doctrines révolutionnaires ; de l'Académie des sciences morales et politiques était marrie.

. Mignet a tenu parole. Au premier aspect, on en erait. Cette fameuse contre-partie semble à peine contre-épreuve ; rien n'est plus pâle : c'est un effet 'art. Jamais l'Académie des sciences morales ne se se ; elle ne porte pas des coups, elle administre des ns ; quelque chose de doucâtre, de tiède, même dormant. M. Mignet s'entend mieux que personne à préparations sournoises et d'une action lente. Sui- l'auteur lui-même, cela s'appelle « un discours le, grave et tempéré. » Epigramme tempérée contre scours intempérant de M. de Montalembert ; pre- e vengeance.

ur nous débarrasser, notons tout de suite la ven- ce offerte aux mânes de la glorieuse Constituante.

» lois les *principes épars que la raison des d*
» *disséminés dans les livres*. Ces principes son
» le patrimoine inaliénable du genre humain. »
sont le lieu commun de toutes les doctrines ré
naires; ces expressions paraîtront bien absolue
discours tempéré. M. Guizot avait dit de la r
accomplie par la même assemblée : « Elle a f
» pieds la justice et le bon sens, la morale et la
» elle a été en même temps ingrate et insens
» méconnu et outragé et les lois éternelles de D
» conditions vitales de la société, et tous les bon
» de ce peuple même au nom de qui elle s'accom
» Si la révolution ne fut pas maintenue ou ram
» la bonne voie, ce ne fut la conséquence d'au
» cessité, d'aucune force insurmontable; mai
» de ses auteurs, chefs et soldats, à qui manqu
» les occasions ni les moyens, mais *les lumières*
» *rage*, LE BON SENS ET LA VERTU. » M. Guizot
gnet ne sont pas près de s'entendre sur les géa
La France, les événements, l'histoire, la P
semblent penser comme M. Guizot; M. Migne
recevoir l'adhésion enthousiaste de M. Busoni
ciste attaché à un journal d'images. Si la cause

donner à la philosophie nous arrêteront davantage. Il entreprend de lui restituer un sage et noble esprit qui l'avait quittée pour le christianisme. Sous le manteau d'une confraternité rompue avant la mort, il inflige à ce converti des louanges dont il n'aurait pas voulu vivant; il le glorifie d'avoir eu des doctrines qu'il a répudiées. C'est abuser du droit d'encenser les gens malgré eux. M. Mignet peut trouver que M. Droz est bon à reprendre, nous le trouvons bon à garder. Si l'Académie des sciences morales a besoin de revanches, qu'elle les cherche ailleurs.

M. Mignet suit M. Droz pas à pas dans sa vie, dans ses livres; partout ce ne sont que respects, hommages, caresses. Il le loue d'avoir été incrédule, d'avoir trouvé la foi, de l'avoir dit, d'être mort en chrétien; et tel est l'art de cette louange, qu'elle finit par diminuer la vénération due à celui qui en est l'objet! M. de Montalembert nous avait fait aimer dans M. Droz un cœur sincère et courageux, un humble vaincu de la vérité. Sous le pinceau du nouveau peintre, cette belle physionomie s'altère, s'affaiblit, s'efface. C'est encore M. Droz et ce n'est plus lui. On cherche; on s'aperçoit que tout simplement et tout innocemment, M. Mignet a substitué le philosophe au chrétien.

Cette clef ouvre tous les mystères de la contre-partie annoncée; elle apparaît alors complète et en règle jusque dans les moindres détails. Ainsi M. de Montalembert félicite M. Droz d'avoir reçu, pour ses *Pensées sur le Christianisme*, l'approbation de l'Archevêque-martyr; M. Mignet ne dit rien de cette approbation et en rappelle une autre, que M. Droz reçut d'un autre personnage, Andrieux! C'était en 1825; Andrieux, l'un des fifres de

l'armée libérale, trouva bon de célébrer M. Droz, parce qu'il ne ressemblait point à

> . . . . ces prétendus docteurs
> Qui, de toute lumière obstinés détracteurs,
> Au char de la Raison s'attelant par derrière,
> Veulent à reculons l'enfoncer dans l'ornière.

Ces prétendus docteurs étaient M. de Maistre, M. de Bonald, l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence*. Rien de plus vrai, M. Droz ne leur ressemblait point! « Je ne » saurais, dit M. Mignet, omettre ce passage alors tant » applaudi, et qu'on me saura gré, je pense, de citer » tout entier. » Et il répète avec une volupté sourde : *De toute lumière obstinés détracteurs!* Il se pourrait que M. Mignet n'eût point d'esprit.

Lorsque « le spirituel Andrieux » lui faisait ce compliment, M. Droz allait bientôt commencer, dans le secret le plus intime de ses pensées, le combat qui fut la grande affaire de sa vie, et que M. de Montalembert a si loyalement raconté : combat d'une âme droite et naturellement chrétienne contre une raison faussée dès ses premiers pas.

M. Droz aimait et pratiquait la vertu dans les plus larges limites que se puisse faire la conscience humaine abandonnée à ses seules ressources. Pour s'encourager au bien et encourager les autres, il avait trouvé que la vertu est une excellente spéculation. De cette idée il avait tiré un livre que M. Mignet vante extrêmement, l'*Essai sur l'art d'être heureux*, reflet de la *Chaumière indienne*, œuvre en effet d'un brave homme, mais qui ne persuadera jamais à personne que le bonheur n'est pas à lui seul tout l'art de la vertu. Longtemps avant M. Droz, son

re était écrit : c'est l'histoire du rat dans un fromage. a vertu qu'il y préconise et que M. Mignet rehausse, t sœur de cette charité qui oblige à dix pour cent. Elle cide (c'est l'analyse de M. Mignet) que l'homme doit ablir la raison suprême directrice de sa vie, et empê- er ses sentiments de lui apporter des souffrances en venant des passions; — qu'il doit chercher ses jouis- nces dans l'exercice bien entendu de ses facultés; — ne s dérégler ses désirs par ses imaginations; — mettre s intérêts dans ses devoirs; — se marier à propos, ouver dans une femme qu'il aime le complément déli- eux de son être; — avoir des enfants vertueux, pour grément de l'âge mûr et l'utilité de la vieillesse; — ut en obéissant aux plus belles lois de la nature, se ocurer les plus admirables satisfactions; — ne pas viser la fortune et s'arrêter à l'aisance; — être bon parent, n ami, bon citoyen; — être sobre; — s'élever par de ligieuses espérances vers Dieu (le dieu des bonnes gens), nt la Providence veille sur nous ici-bas et dont la jus- ce nous attend là-haut. Enfin, tout ce qu'il faut pour mer à voir lever l'aurore. « Telle est, ajoute gravement M. Mignet, la *vraie*, la *noble*, la *charmante* philoso- phie qu'enseigne M. Droz dans son *Essai sur l'art d'être heureux*. »

M. Droz n'en était pas si content de cette vraie, de tte noble, de cette charmante philosophie! Il ne se isait pas encore qu'elle est incapable de donner au onde une sœur de charité; mais il s'avouait que la très etite dose de morale nécessaire pour la pratiquer n'avait oint de bases certaines dans son cœur. La lumière qu'il ivait avec peine et labeur, paraissait à sa sincérité en- urée de trop d'ombres pour diriger des hommes moins

heureux ou moins apaisés que lui. Tout bienveillant et bon qu'il fût, soit qu'il écoutât ses amis, soit qu'il s'écoutât lui-même, il connaissait que le moraliste est ce personnage des contes de fées, de la bouche duquel sortent, toutes les fois qu'il parle, des diamants et des vipères; les vipères en plus grand nombre que les diamants! Il ne ferma pas lâchement les yeux devant ce phénomène. Il avait écrit et imprimé; il se mit à réfléchir. Le résultat de ses réflexions fut que la morale humaine, à quelque source pure qu'on ait soin de la puiser, non-seulement « ne peut rien pour améliorer de grandes masses d'hommes, » mais encore échoue sur le petit nombre des esprits éclairés qui la cultivent. Voilà sa première découverte. Ce sage de profession, ce docteur mis sur le chandelier pour répandre la lumière, n'y voyait plus.

Il souffrait dans ses ténèbres, il en voulait sortir; mais tantôt la force, tantôt le courage lui manquait. Lorsqu'une fois l'esprit s'est donné une certaine culture, il n'y a plus d'ignorance religieuse sans quelque misérable effroi de la vérité. La vérité lui faisait peur. Il n'avait de croyance en Dieu que ce qu'il en faut pour n'être pas athée; un déisme radicalement incrédule à toute révélation. Sa raison, encore sous le joug des fausses doctrines dont elle pressentait le néant, se donnait pour prétexte que le Catholicisme la réduirait à de trop humiliantes soumissions; elle flottait épouvantée sur le bord de deux abîmes : « Je niais, dit-il, l'efficacité de tous les moyens » offerts pour améliorer les hommes. Ces deux idées : *la* » *philosophie est impuissante, la religion est fausse,* » m'étaient sans cesse présentes, et portaient le décou» ragement jusqu'au fond de mon âme. J'essayai de ne

» plus penser; et, dans quelques moments, je me flattais » d'y réussir. » O prodige de la philosophie! Voilà un philosophe de cinquante ans qui s'exerce à ne plus penser! Par bonheur, l'*Art d'être heureux* avait déjà paru. Dans la situation d'esprit où il se trouvait, M. Droz eût craint de le mettre au jour. Comment se résoudre à ajouter ce dernier chapitre : *De la nécessité de ne point penser et des moyens d'y parvenir.*

Il se raffermit; il ne cessa ni de penser ni de chercher; il relut l'Evangile, il pria; vains efforts! « La vraie, la noble, la charmante philosophie » l'avait mis en garde contre la divinité du Christ; l'Evangile n'était encore à ses yeux que le plus beau des traités de morale; sa prière retombait inféconde sur lui. Il l'adressait au Dieu inconnu, elle n'était pas accueillie du Dieu qui s'est montré sur la croix pour être appelé par son nom.

Enfin pourtant, un jour, comme le pauvre moraliste, entièrement abattu, délibérait de se recoucher, pour retrouver la paix dans l'incrédulité, cette fosse des vivants, Dieu, qui voit les cœurs, eut pitié de ses bons désirs et de sa faiblesse. Il lui envoya une pensée dont le bel orgueil de la science l'avait écarté jusqu'à ce moment. Il dit à cet aveugle : Va questionner un prêtre. M. Droz passa la nuit sans sommeil, triompha d'une dernière hésitation, vit le prêtre et fut chrétien. Non pas chrétien de littérature et de maximes, mais chrétien tout-à-fait, dans sa vie privée et publique, et plus ouvertement même que ne semblait le promettre son caractère mesuré. Il ne voulut pas que l'on pût attribuer sa conversion aux douleurs et aux revers ordinaires de la vie humaine, ni aux apaisements naturels de l'esprit, ni aux appréhensions de la mort. Il était un converti de

l'étude et de la grâce, il lui plut qu'on le sût bien :

Allons aux yeux des hommes,
Braver l'idolâtrie et montrer qui nous sommes !

A soixante-dix ans, ravi de cette vérité cherchée si longtemps, trop tard connue, trop tard aimée ; avec un renouvellement de jeunesse, et cependant plus grave que jamais, il écrivit, il publia ces deux petits livres qui sauveront son nom de l'oubli : les *Pensées sur le Christianisme* et les *Aveux d'un philosophe chrétien*. Le dernier, plein d'une grâce d'honnêteté indicible, est tout à la fois le récit de sa conversion et la rétractation de ses erreurs. « Lecteur, dit-il, j'ai longtemps méconnu la vérité, la » puissance et les charmes de la religion du Sauveur... » Une longue suite d'observations m'a fait reconnaître » que la raison est souvent un guide incertain de sa » route ; j'ai appris où se trouve *ce que la philosophie* » *sera toujours impuissante à donner*, et je vis s'évanouir » les préjugés qui semblaient être innés en moi. »

Cette marche longue, difficile et victorieuse, qui porta M. Droz d'une incrédulité entière à une foi parfaite, on sait avec quel soin M. de Montalembert l'a décrite. M. Mignet, historien et philosophe, n'en voit rien, ou plutôt n'en veut rien dire. Il fait voyager le lecteur par le même chemin, mais avec un bandeau sur les yeux ; et, au terme du voyage, il s'arrange pour que le site lui semble peu différent. Il paraît que la tolérance philosophique ne va pas jusqu'à permettre à un honnête homme de dépriser la pure philosophie. Ce que M. Droz lui-même a voulu expliquer comme un changement du tout au tout dans sa pensée, comme le jour succédant à la nuit, son obligeant panégyriste l'indique à peine comme

une modification en soi insignifiante ; une espèce d'arrangement et de dernière main que le moraliste aurait donnée à ses anciens systèmes, sans y changer rien. Qu'avait-il à corriger ? M. Mignet, examinant l'un après l'autre les livres que M. Droz a publiés avant sa conversion, les déclare tous excellents. Il ne fait de réserve contre aucun ; pas même contre ce médiocre volume de l'*Art oratoire*, où le jeune ennemi des préjugés admire Mably, loue Garat et parle avec de beaux mépris de Pie VI, des « vils cénobites » et « de ces siècles d'ignorance où l'Europe semblait mesurer le degré de respect qu'elle accordait aux erreurs sur celui de leur absurdité. » Il ne blâme que les défauts de *Jacques Fauvel*, roman philosophique et historique écrit en société avec « le fécond Picard, » livre dont M. Droz ne voulait pas même prononcer le titre. On a vu ses élans pour l'*Essai sur l'art d'être heureux*. Il épuise son encens devant le traité de la *Philosophie morale*, dans lequel M. Droz, « réunissant les avantages de tous les systèmes philosophiques, sans rencontrer les inconvénients d'aucun, *les concilie par un éclectisme supérieur*, et arrive ainsi *à une sorte* d'unité morale. » Après avoir publié cet ouvrage, M. Droz, interrogeant son âme loyale, se disait tristement : *La philosophie est impuissante!* Mais M. Droz n'y entendait rien. « Par ce livre, dit M. Mignet, » M. Droz se place parmi les *vrais philosophes*. Il ap» partient à cette grande école de la raison libre et de la » vertu éclairée, qui commence à Socrate, qui se retrouve » dans tous les progrès de l'esprit humain, et dont les » destinées sont immortelles. » Eh! mon Dieu, à quoi bon ce pathos, puisque les *Aveux* du philosophe sont là ! *Aveux*, ne comprenez-vous pas ce titre ? Ne comprenez-

vous pas qu'il avoue que sa raison n'était pas libre et que sa vertu n'était pas éclairée?

Nous nous demandions comment M. Mignet se tirerait de ces importuns *Aveux*. Il y vient le plus tard possible pour se donner le prétexte d'être court. Les *Aveux* et la grande histoire qu'ils racontent, c'est-à-dire tout l'écrivain, tout le philosophe et tout l'homme, sont expédiés en un petit paragraphe. « Les beaux sentiments et les » *touchantes certitudes* que M. Droz avait toujours » *trouvés* dans sa philosophie (*la philosophie est fausse!*), » il les avait depuis longtemps *fortifiés encore* par la re- » ligion... Les doutes, qu'il conserva longtemps, se dis- » sipèrent enfin, *non aux illuminations de la grâce*, » mais aux lumières de la réflexion... Il exposa alors » dans les *Aveux d'un Philosophe* chrétien et dans les » *Pensées sur le Christianisme* l'histoire et la raison de » sa conversion. Ces deux petits ouvrages, confession » délicate d'un esprit raisonneur, M. Droz les offre, mais » avec une tolérance discrète, à ceux qui, étant comme » lui sortis des *paisibles* domaines de la foi (il n'avait jamais vécu que dans les paisibles domaines de l'incrédulité), seraient tentés d'y rentrer comme lui. »

Voilà du style tempéré, et l'on conviendra que M. Mignet sait aussi se servir de l'éteignoir. Comment pourrait-il mieux faire entendre que M. Droz, vieillissant et fatigué, entra philosophiquement dans le Christianisme pour n'avoir plus rien à faire? La foi était là, de plain-pied avec l'Académie des sciences morales; il n'y avait qu'à pousser une porte entr'ouverte; il la pousse, tout est dit. M. de Montalembert croit que c'est un philosophe qui se rend à Dieu; point du tout! c'est un raisonneur qui prend sa retraite.

Par malheur, la tempérance et la concision du récit nisent ici à l'exactitude historique. M. Droz dit lui-ême qu'il n'avait trouvé aucune certitude dans sa phi-sophie. Passant de l'incrédulité tranquille au sceptis-me, il douta de la raison humaine, il douta de Dieu, fut tout ce qu'il obtint des « lumières de la réflexion. » mment ses doutes furent-ils dissipés ? La grâce, « une mination de la grâce » fit cet ouvrage, que les sciences orales et politiques n'ont pas coutume d'opérer. Il le t, il doit le savoir, il faut l'en croire. C'est lorsqu'il est fin inspiré d'aller trouver un prêtre, qu'une première eur d'espérance et de foi le ranime; c'est après son emier entretien avec ce prêtre qu'il commence à mar-er d'un pas sûr; il lit comme on lui a dit de lire; il ie comme on lui a dit de prier; il est déjà chrétien, car est déjà humble et obéissant; ses doutes se taisent. alisons cette belle page des *Aveux*, un historien de . Droz n'aurait pas dû l'oublier. On me saura gré, je nse, de la citer tout entière :

« J'allai revoir le digne prêtre, je lui annonçai que mes doutes aient entièrement dissipés. Je lui exprimais ma reconnaissance. Il interrompit : « Remercions Dieu, me dit-il, vous l'avez prié avec nfiance de vous éclairer, et sa bonté vous exauce. » Les idées qu'il développa dans la suite de notre conversation, peuvent se résumer ces mots : « N'oublions jamais que Dieu est l'auteur de tout bien. s convictions formées par le seul raisonnement seraient à peine des yances, ce seraient des opinions variables comme la raison qui les rait produites; ainsi l'âme, pour s'élever à l'immuable Christianisme, besoin des dons célestes, la GRACE, la foi. *Les incrédules jugent ces roles superstitieuses; plaignons-les d'ignorer les relations du ciel ec la terre.* Dieu, pour notre bonheur, a voulu nous rappeler sans sse le besoin que nous avons de lui et la puissance qu'il exerce sur us; ce n'est pas uniquement en religion, c'est en tout qu'il se ré-rve d'accorder ou de refuser des dons précieux. L'homme, par lui-

même ne pourrait subvenir à sa vie matérielle; il cultive, sa main conduit la charrue; mais il faut que Dieu daigne envoyer des pluies bienfaisantes qui fassent germer les grains, et que son soleil dore nos moissons. Le travail ne suffit pas à la vie physique, le raisonnement ne suffirait pas à la vie morale.

» Le saint prêtre, en terminant, me pressa dans ses bras : « Prions, me dit-il, prions pour vous et pour moi. » Je m'agenouillai près de lui, et mon âme, s'unissant à la sienne, y puisait la ferveur; il me semblait que le ministre du Dieu de vérité m'enveloppait de ses vertus; *je sentais* en moi que le Tout-Puissant exaçait sa prière. »

Que M. Mignet y consente ou non, la grâce est là autant que dans la conversion de saint Paul. Dieu n'a pas besoin d'employer les foudres et les tremblements de terre et ne fait pas à tous ses adversaires l'honneur de les renverser sur le grand chemin. Mais qu'il terrasse le persécuteur, ou qu'il se contente de dire au publicain : *Suis-moi*, et au lépreux : *Va te montrer au prêtre*, c'est toujours la même grâce et le même miracle, qui sollicite et ne violente pas la liberté. La puissance de l'illumination dépend de la bonne volonté humaine, non du nombre des feux allumés. Une veilleuse, quand nous ouvrons les yeux, suffit à nous diriger dans les ténèbres; mais, quand même le ciel et la terre s'embraseraient, qu'importe aux yeux qui ne veulent pas voir!

Ces yeux-là sont ceux de M. Mignet, qui passent pour les meilleurs de l'Académie des sciences morales et politiques. Se peut-il qu'un homme qui a de la lecture, qui n'en est plus à ses débuts dans le monde, ne s'aperçoive point des faux pas que cette volontaire cécité lui fait faire? Nous le prions d'examiner en bonne conscience, pour lui seul, non pour le public, le travers d'esprit qui lui a inspiré le travail dont nous relevons les plus notables erreurs. Comment! il est philosophe, écrivain, his-

torien, docteur ès-sciences morales et littéraires, peseur juré depuis nombre d'années des idées et des doctrines des penseurs contemporains; c'est sa fonction de savoir ce qu'il y a dans une intelligence et dans un livre, et d'en rendre compte, moins comme critique que comme magistrat; et, en dépit de tous ces titres, en dépit de tous ces devoirs, ayant à s'occuper d'un chrétien, il s'impose puérilement la tâche de coller sur le visage de ce chrétien le masque d'un philosophe! Il lui donne des louanges contre lesquelles le chrétien a protesté d'avance et que sa propre conscience désavoue! A quoi bon? Qui espère-t-il tromper? De tous les livres de M. Droz, il n'y en a que deux qui lui survivent, ce sont ceux qui proclament son amour réfléchi pour la religion catholique, son dédain raisonné pour la philosophie irréligieuse qui l'abusa longtemps. Si M. Mignet voulait attaquer M. Droz, c'était là qu'il fallait le prendre. Je trouve quelque chose d'hypocrite, d'immoral et tout à la fois de ridicule à vouloir prouver que M. Droz n'avait qu'une philosophie dont le christianisme put s'accommoder, ou qu'un christianisme dont l'académie des sciences morales et politiques s'arrangerait. Cela n'est pas; il l'atteste, et personne n'en peut douter. *De toute lumière obstiné détracteur*, M. Mignet esquive ce témoignage; mais le témoignage existe, c'est M. Mignet qui ne sera pas cru. Le voilà bien avancé, et il a fait un heureux tour!

Nous ne disons rien du mérite littéraire de cette prétendue notice historique, qui présente, au lieu de l'homme vrai, un personnage imaginaire. M. Mignet est très célèbre pour la beauté de son style. On le trouve calme, majestueux, sans ride et sans effort, joignant l'agréable à l'utile. Nous le voulons bien; mais nous croyons voir

une onde épaisse qui coule entre deux rives de pierre, chargée de bateaux marchands. C'est beau comme le canal de l'Ourcq; c'est tranquille, nettoyé et fade. Quand on y tombe, on s'y noie; quand on y pêche, on en retire toutes sortes de débris et de vieilles hardes qui gisent là depuis les temps les plus reculés. Voici les richesses que l'on trouve dans la notice sur M. Droz : « Il est des temps » où l'on *pense* sans cesser de croire. — La pensée de Pas- » cal s'*était humiliée sous le joug de la foi*, et le puissant » esprit de Bossuet n'avait eu aucune peine à s'arrêter » avec respect devant les impénétrables mystères de la » révélation. — Le XVIII^e^ siècle avait porté un examen » hardi sur les fondements de la croyance comme sur » ceux de la société, etc., etc. » C'est un dépôt de phrases et de tournures aussi nouvelles. Jamais une image, mais jamais un substantif sans adjectif : *patriotiques* exploits, — *vaillantes* armées, — *belles* espérances, — *pieuses* ardeurs.

Que l'on donne à M. Mignet le prix de discours français, et que l'on nous ramène aux alinéa de M. de Girardin !

LE *JOURNAL DES DÉBATS*

et le moyen âge.

30 juin 1852.

M. Carraguel dans le *Charivari* et M. de Sacy dans le *Journal des Débats*, s'échauffent depuis quelque temps à la même besogne, qui est d'établir que l'*Univers* veut ressusciter le moyen âge, et de bien faire comprendre au public le danger d'une pareille entreprise. Nous ne pouvons pas nous défendre contre M. Carraguel; mais M. de Sacy, malgré la soudaine émulation qui l'emporte vers le tremplin charivarique, nous paraît encore abordable. Hâtons-nous de lui parler raison.

Il dit donc que le moyen âge n'était ni matériellement, ni politiquement, ni moralement la perfection de l'état social. Vraiment, c'est notre avis! Il y avait alors des riches inhumains et avares, des pauvres brutaux et indociles, d'ignares savants, de sots philosophes, quantité d'ineptes

écrivains; il en résultait de fausses opinions, de mauvaises mœurs, des troubles, des crimes. C'est ce que l'on n'a pas cessé de voir dans les sociétés policées et ce que l'on y verra sans doute encore longtemps; les mêmes causes y produisent, y produiront toujours les mêmes misères. A la vérité, nous jouissons de plusieurs avantages que le moyen âge ne connut point. Peut-être en eut-il aussi que nous ne connaissons plus. Nous avons le gaz, la vapeur, les théâtres; nos divertissements, notre cuisine, notre police ont beaucoup gagné. Ces progrès, le moyen âge les aurait pu faire. Les gens qui ont bâti les cathédrales, goûté le Dante, découvert l'Amérique, inventé l'imprimerie, auraient fini par savoir paver les villes et seraient parvenus à organiser la police. M. Carraguel ne le voudra pas croire, il est si plaisant! mais M. de Sacy l'accordera bien. Il accordera encore que ces merveilles n'assurent pas le salut du monde. Avec toutes ces merveilles, nous sommes au bord de la guerre sociale: petite misère de la civilisation égale à quelques-unes des grandes misères de la barbarie.

Nous voudrions ne pas entrer dans un trop long détail des ressemblances du moyen âge et de notre temps; M. de Sacy est d'humeur si folâtre sur ce sujet, que nous sommes obligés de multiplier les épingles pour fixer son attention. Un des côtés par où le moyen âge le choque, c'est le désordre des mœurs. Il a lu dans le savant ouvrage de M. l'abbé Gosselin des choses qui le révoltent. Nous regrettons de réveiller un souvenir importun; mais s'il veut relire les *Mémoires du Diable* et les *Mystères de Paris*, édités par le *Journal des Débats*, il y trouvera premièrement un style qui n'humilie point celui du roman du Renard, secondement une peinture des mœurs

qui dépasse en férocité cynique les traits les plus noirs du moyen âge. Ce qui n'existait pas au moyen âge, c'étaient des associations et des commandites d'honnêtes gens et de conservateurs comme celles qui possèdent et rédigent nos grands journaux, achetant ces dangereuses peintures et ce méchant style pour le faire pénétrer dans la masse du peuple. Du reste, l'histoire moderne et les feuilles judiciaires n'en disent pas moins que les romans. Nous ne voyons pas ce qu'un admirateur des peuples et des souverains « éclairés » du XVIII^e^ siècle peut reprocher, sous le rapport des mœurs, aux « barbares » de n'importe quelle époque. M. de Sacy a bien entendu parler des Pierre et des Catherine de Russie, des Frédéric de Prusse, des Joseph d'Allemagne et de Portugal, des Louis de France; il sait ce qu'ont écrit Voltaire, Diderot, Crébillon fils, Laclos, Louvet et tant d'autres. Où trouver une corruption aussi générale, aussi effrontée, et, dans l'immensité de cette corruption, moins de figures qui consolent la pudeur humaine? Le vice, autrefois sauvage et traqué par des lois de fer, n'est pas moins le vice, pour paraître comme un triomphateur obèse et benin, vivant d'assez bonne intelligence avec la loi, qui ferme lâchement les yeux.

Il en est des attentats contre les personnes comme des attentats contre les mœurs : le crime a simplement changé d'allures. Les détrousseurs de grands chemins deviennent rares; à moins d'orage politique, la route et la rue paraissent assez sûres; la maison ne l'est plus. Il y a moins de vols à main armée, il y a plus de vols de confiance. Mille inventions fines, sans compter les auberges, remplacent les anciens brigands et leurs châteaux forts. On allait chercher le voleur, il vous vient trouver; c'est

commode, mais il fait mieux sa main. Après les prospectus, les commandites et toutes les variétés du vol à la tire, M. de Sacy nous permettra de ne pas compter pour rien les émeutes, les révolutions et l'armée entière des chevaliers de l'*Idée*. Paris, la France, l'Europe regorgent de docteurs et de bacheliers en droit au travail, qui d'un moment à l'autre peuvent venir à nos portes et nous demander la bourse *et* la vie. Ils le feront avec la conscience la plus sereine, même avec une sorte de piété, parce qu'ils auront eu soin d'attacher à leur casquette un chiffon rouge. Nous aurions cru que M. de Sacy, connaissant cette dévotion des peuples modernes, n'y pensait pas sans un peu d'émoi. Mais il ne songe qu'à rire; il ne remarque plus dans le monde que nos « extravagances, » qui le « consoleraient volontiers, dit-il, de quelques-unes des amertumes du temps présent. » Esprit heureux et facile à distraire! Une des amertumes du présent, c'est d'ignorer si la société a six mois d'existence devant elle, si elle a même un jour. Que M. de Sacy s'amuse des vices et des faiblesses du moyen âge, en l'honneur des vertus et des vigueurs de la société actuelle, nous ne pouvons lui passer cette illusion. Une société qui a été au pouvoir de Caussidière, qui a tremblé devant Pornin, qui a mis son espoir en M. de Lamartine, qui compte encore, non sans raison, avec les décrets de Mazzini, qui serait infailliblement ruinée, saccagée, peut-être perdue si un seul homme tombait; franchement, cette société-là n'a point sujet de faire la fière! M. de Sacy n'est pas sage d'emprunter ainsi les grelots de M. Carraguel : en cas d'accidents, M. Carraguel pourrait encore faire le *Charivari*, mais M. de Sacy ne pourrait plus faire le *Journal des Débats*.

Pauvres gens d'esprit! Ils ont besoin de religion, ils
savent, ils l'avouent; ils savent aussi qu'il n'y a pas
e religion sans Eglise... et ils ont peur de l'Eglise! L'on
e saurait dire ce qui les trouble le plus et leur fait plus
'horreur, ou de la voir vivre, ou de la voir mourir. Si
lle vit, elle les sauve, mais elle les domine; car elle ne
eut les sauver qu'en s'emparant, par leur concours, de
esprit des masses qu'ils ont détourné d'elle. Si elle suc-
ombe, qui les sauvera? Cette perplexité les contraint,
ans les discussions, à des ambiguités et à des feintes
ont leur amour-propre doit souffrir. D'où vient à M. de
acy, par exemple, esprit d'ailleurs si délicat et si réglé,
'où lui vient ce fanatisme contre le moyen âge, qui l'en-
aîne à soutenir la même thèse et à prendre presque les
ièmes arguments que ces deux ou trois penseurs du
harivari? Il sait bien ce que fut le moyen âge; il n'en
eut montrer que les défauts, mais il en connaît aussi
s gloires et la virilité; il sait avec quelle énergie cette
ivilisation lutta contre ses périls intérieurs et extérieurs,
vec quelle force et quelle sagesse elle fonda ses institu-
ons, avec quelle ampleur et quelle promptitude elle
ndait à son perfectionnement. Il connaît aussi bien et
ieux les misères des siècles suivants, les détresses du
ôtre. Nous nous persuadons enfin qu'il n'ignore pas
u'en appréciant suivant l'histoire et suivant l'équité les
uvres du moyen âge, nous ne souhaitons de voir re-
aître ni ce qui était mauvais, ni ce qui est impossible.
u fond, il ne nous croit guère plus féroces, guère plus
mis de l'ignorance, guère plus ennemis de la vraie et
ssentielle liberté que lui-même. Pourquoi donc parle-t-
comme s'il ne connaissait pas l'histoire et comme s'il
e nous comprenait pas? C'est qu'il voit, comme nous,

au-dessus de tout, dans le moyen âge, une seule chose, l'Eglise romaine, que nous vénérons et qu'il a l'immense malheur de ne pas aimer.

L'Eglise romaine est la grande figure, la grande puissance, l'intelligence et la vertu du moyen âge, l'esprit planant sur le chaos pour le débrouiller et l'ordonner parfaitement. C'est elle qui fonde, qui combat, qui enseigne, qui corrige, qui gouverne. Toutes les âmes fortes, tous les grands cœurs, tous les bons esprits sont siens; elle les a enfantés, elle les a élevés, elle les inspire, ils lui obéissent et l'aiment, et ils entreprennent et accomplissent pour l'amour d'elle l'œuvre sublime dont elle a seule l'instinct suprême et persévérant.

Il s'agissait de rassembler, d'assouplir, de coordonner et de fondre les éléments barbares, poussés de tous côtés par la colère divine sur le cadavre de l'empire, et de donner au monde, à la place du *caput mortuum* païen, une force jeune et immortelle, qui serait la république chrétienne. Assurément, dans la durée de ce travail et dans la multitude et la diversité des ouvriers, beaucoup de choses peuvent provoquer la moquerie, la satire et le blâme. L'édifice le plus parfait n'est longtemps qu'un mélange de constructions informes, de tranchées béantes, de blocs mal dégrossis, jetés pêle-mêle sur un terrain stérile et souillé, où plus d'un ouvrier s'enivre. Aujourd'hui encore, la cathédrale de Cologne est inachevée, et, dans les chantiers, le manœuvre boit et blasphème en remuant les pierres éparses qui bientôt fleuriront dans les airs. Qu'est-ce que cela prouve contre l'architecte? L'Eglise romaine est l'architecte du monde chrétien; c'est ce qui gêne M. de Sacy. Elle n'a pu bâtir que la verge d'une main, l'épée de l'autre; la verge levée sur quelques

manœuvres indociles, l'épée tournée contre l'ennemi du dehors. M. de Sacy lui reproche tantôt l'indocilité des manœuvres, tantôt l'agression des ennemis; il lui reproche d'avoir été attaquée et de s'être défendue, d'avoir rencontré des résistances et de les avoir domptées. Souhaiterait-il qu'elle eût été écrasée par l'invasion musulmane, ou que les hérésies l'eussent contrainte d'abandonner son œuvre à peine ébauchée? Non, mais il n'aime pas qu'on lui en attribue la gloire; il n'aime pas qu'on regrette que cette œuvre soit inachevée; il n'aime pas surtout qu'on parle de la reprendre, même lorsqu'on lui trouve et lorsqu'il voit que le salut du monde en dépend. Pour tout dire, il ne veut pas que l'on admire le rôle de l'Eglise dans le passé, de peur que ce rôle ne soit le même dans l'avenir.

Il nous permettra de n'attribuer qu'à ce travers de son esprit et pas du tout à la faiblesse de ses connaissances ou à quelque fatigue de sa raison, l'étonnement qu'il feint d'éprouver en nous entendant mettre saint Louis au-dessus de Louis XIV, et l'intention qu'il nous prête de reconstituer la féodalité. Quant à ce dernier point, nous lui ferons voir, pour peu qu'il y tienne, la féodalité encore vivante; non pas l'ancienne, il est vrai, mais une autre, moins féconde, moins humaine, moins protectrice du pauvre, moins utile à l'Etat, pas beaucoup plus resserrée, incomparablement plus avide et plus orgueilleuse. Cette féodalité moderne, l'esprit du *Journal des Débats* n'a pas médiocrement contribué à la former et il la soutient; nous la combattons. Lorsqu'il voudra s'en occuper, nous sommes prêts.

Quant à saint Louis, nous sommes loin de l'admirer assez; car il y a dans ce noble roi une magnanimité de

sagesse et de vertu que notre siècle ne peut comprendre; le *Journal des Débats*, même au point de vue du siècle, le dédaigne trop. Saint Louis et son époque peuvent soutenir la comparaison non-seulement avec tout ce qui est de notre temps, mais avec des temps plus beaux et plus riches en grands hommes. Que l'on veuille bien seulement retirer du débat les progrès de la chimie et de la mécanique, qui sont les fruits d'un long travail antérieur; que l'on écarte les chefs-d'œuvre littéraires, accidents heureux, de peu d'importance pour l'essentiel de la force des nations et du bonheur des individus : allons au fond des hommes et des choses, nous trouvons des lois admirablement sages, une administration vigilante, une politique généreuse, un royaume en bon ordre, des finances prospères, les lettres cultivées et tenues en bride, les sciences honorées, la justice et la vertu sur le trône, un peuple qui aime son roi, et ce roi vénéré de toute la terre. Si l'art de gouverner est le plus beau des arts et la somme de la sagesse humaine, qui l'a poussé plus loin? Saint Louis était dévot, nous sommes bien forcés de l'avouer; mais M. de Sacy paraît croire qu'il était ignorant. C'est tout le contraire. Saint Louis était beaucoup plus lettré que Louis XIV. On nous accordera que ses mœurs étaient plus pures : des mœurs plus pures sont l'effet d'une âme plus forte et d'un esprit plus véritablement éclairé. Il nous semble que, sous ce grand règne où tout florissait, où le mal seul était comprimé, les arts n'étaient pas inactifs. On ne bâtissait point Versailles, mais on élevait la Sainte-Chapelle. Le Roi ne paraissait point dans les tournois et dans les ballets, mais on le voyait dans les camps, dans les églises, dans les hôpitaux et sous le chêne de Vincennes. Autour de lui, beau-

coup de moines, peu de poètes, c'est vrai; mais point de courtisanes! Il ne souffrait point que ses poètes le comparassent à Dieu ni au soleil, et ses moines lui disaient la vérité. L'un d'eux se nommait frère Vincent de Beauvais. Peut-être que M. de Sacy n'a jamais entendu ce nom : c'était un savant près duquel pâlissent tous les savants de Louis XIV. Un homme est savant lorsqu'il sait tout ce que l'on peut savoir de son temps, lorsqu'il possède parfaitement ces connaissances, lorsqu'il est en état d'y mettre de l'ordre et de l'harmonie. C'est là ce qu'était et ce que fit frère Vincent de Beauvais, que saint Louis fournissait de livres et qui rédigea en très bon et très clair langage une encyclopédie dont la forte érudition pourrait étonner aujourd'hui plus d'un membre de l'Académie des sciences. Vincent de Beauvais était de la taille de ses contemporains saint Thomas d'Aquin, saint Bonaventure, Roger Bacon et quelques autres, que M. de Sacy n'aura pas le mauvais goût de mépriser, car on pourrait mépriser aussi bien dans cinquante ans Buffon et Cuvier. Le siècle qu'éclairaient ces grands hommes ne les méconnaissait pas. Ils n'étaient pas plus ignorés que ne l'était, du temps de Louis XIV, Racine, à qui l'on préférait Pradon, et, s'ils n'avaient pas la popularité dont jouit aujourd'hui M. Sue, ils avaient peut-être plus d'auditeurs et de disciples que M. Guizot n'a de lecteurs. Tout cela préparait sans doute les splendeurs de la Renaissance, et l'on aurait pu, deux siècles plus tard, apprendre le grec sans perdre l'esprit chrétien. Hélas! les gens qui savaient parfaitement le grec au moyen âge, c'étaient les sages et utiles savants de Byzance, qui firent si haute figure devant les Turcs. Frappante image des lettrés conservateurs de nos jours, en présence des socialistes!

Pour revenir à saint Louis, M. de Sacy méprise résolument sa politique. Au lieu de rester chez lui à gouverner tranquillement et agréablement comme Louis XIV, il alla, dit-il, « se faire emprisonner en Egypte, et mourir de la peste à Tunis. » Nous ne pouvons pas trop demander à un rédacteur du *Journal des Débats*, encore ébloui et charmé des derniers prodiges de la sagesse constitutionnelle. Néanmoins, le roi ou l'empereur français qui, pour abattre la puissance anglaise, cet islamisme de notre temps, risquera de trouver la mort en Egypte ou ailleurs, ne fera pas une folie trop nuisible à la France ou à sa postérité. En somme, saint Louis, « mort de la peste à Tunis, » légua à ses enfants cinq siècles de puissance et sut attacher à son nom une gloire éternelle. C'est ce que n'ont pas obtenu les rois habiles qui ont dit : *Chacun pour soi, chacun chez soi*, et qui ont, par politique, abandonné la cause de la justice ou trahi la chrétienté. Plusieurs, après ce grand soin de ne rien faire pour les autres, se sont trouvés n'avoir rien fait pour eux et ne pas mourir chez eux.

M. de Sacy devrait, dans son intérêt même, ne point parler des « extravagances » du passé, sans considérer un peu les résultats de la sagesse qu'il leur oppose. Toute la barbarie du moyen âge n'empêche pas qu'il n'y ait dans les siècles postérieurs d'effroyables taches de sang et de plus effroyables taches de honte. On voit rarement les guerres du moyen âge aller à des extrémités aussi sauvages que la destruction du Palatinat ordonnée par Louis XIV, et celle de la Vendée, décrétée par les philanthropes et théophilanthropes de la Convention. Ni saint Louis, ni aucun prince vraiment chrétien n'a rien fait, n'a rien permis de semblable.

Il y avait au moyen âge des sectes sanguinaires et redoutables, que l'Eglise combattait; il y en a de notre temps, que la philosophie a enfantées, que la politique entretient, que la civilisation encourage. On voyait aussi les fanatiques abandonner les agréments du monde et les beaux soucis de l'ambition, donner leurs biens aux pauvres, fonder un monastère, prendre la croix, ou se mettre à courir le monde pieds-nus, prêchant la pénitence, à la suite d'un Bernard, d'un Dominique, d'un François d'Assise. C'est risible, sans doute, et voilà de grands fous! mais que pense M. de Sacy des gens qui suivent Saint-Simon, Fourier, Cabet, Proudhon et d'autres? Ces noms représentent des faits assez graves et assez vivants pour ne pas permettre à un homme sérieux d'admirer beaucoup le progrès et d'adorer exclusivement l'esprit humain.

Nous voudrions que M. de Sacy nous fît la grâce d'y songer un peu. Il comprendrait alors beaucoup mieux nos idées et nos paroles, et il verrait que nous n'avons point de mauvais desseins contre lui, lorsque nous désirons, non pas comme il lui plaît de le dire après M. Carraguel, la reconstitution du moyen âge, mais un renouvellement de cet esprit du moyen âge qui mettait les peuples dans les mains des saint Bernard et des saint Louis, au lieu de les pousser fatalement vers des guides d'une autre espèce, que M. de Sacy connaît comme nous, et contre lesquels il se défendra mal, lorsque leur jour, que l'on hâte trop, sera enfin venu!

DU NOUVEAU LIVRE DE M. PROUDHON.

22 août 1852.

I. M. Proudhon s'est fait ce que l'on appelle une *spécialité*. Tout ouvrage de sa façon est connu d'avance. Dans celui-ci, comme dans les autres, l'insulte aux pouvoirs humains n'est surpassée que par le blasphème. Ce n'est pas de quoi l'on s'étonne. Mais quand la presse est surveillée de si près et quand la corde qui tient les journaux de si court leur fait si aisement perdre terre, comment un pareil livre a-t-il pu paraître? L'auteur ne se contente pas d'y soutenir toutes ses idées, il y étale tout le faste de son éloquence particulière, la plus insolente et la plus salissante de ce temps-ci. Il ne se contente pas d'injurier, suivant sa coutume, le clergé, le christianisme, Dieu même; il va bien plus loin, il insulte l'Empereur

et l'Empire. Sous sa plume, Napoléon devient « un oncle mort aux îles; » les idées napoléoniennes sont « des folies avunculaires; » toute la période impériale se déroule comme un brutal attentat contre la raison et contre l'humanité. Véritablement, ces saillies peuvent être tolérables; mais il est certain qu'elles n'étaient nulle part tolérées depuis le 2 décembre, et que les journaux les plus hardis n'oseraient s'en permettre de semblables. Pourquoi M. Proudhon est-il plus libre que tout le monde? Voilà le phénomène qui occupe l'opinion.

M. Proudhon lui-même en a donné l'explication. Elle est étrange. La police ayant eu le bon sens de mettre l'embargo sur son livre, il a écrit à « Monsieur » le Président de la République pour lui demander la permission de l'insulter. Le Prince n'a pas voulu refuser cette grâce à un sujet d'ailleurs soumis et maintenant peu redoutable. La supplique de M. Proudhon a été communiquée aux journaux; c'est une pièce assez narquoise, mais qui ne manque pas non plus d'une certaine platitude courtisanesque. M. Proudhon ne se pique nullement de chevalerie; il prend volontiers pour règle de conduite ce proverbe des Arabes : « Baise le chien sur la bouche, jusqu'à ce que tu l'aies muselé. » Générosité ou dédain, que lui importe, pourvu qu'on le laisse dire! Sa tactique a réussi, son livre a paru *cum permissu Regis*.

En donnant cette licence, le Prince-Président a outrepassé son droit. C'est déjà beaucoup, c'est déjà trop de permettre qu'on l'injurie personnellement; il ne doit pas permettre qu'on injurie la religion et la société. Son privilége est de grâcier le coupable frappé par les lois, pas du tout de délivrer des *laissez-passer* et des patentes pour frapper les lois elles-mêmes. De pareils écarts vont

trop loin : le Prince ferme les yeux, la justice n'ose pas les ouvrir, et les justiciables font de fâcheuses réflexions. Quoi! un pauvre journaliste, dont personne, hormis son préfet, ne connaît l'existence et n'entend la voix, sera repris, accusé, condamné, mis à l'amende, mis en prison, suspendu pour un mot prononcé à voix basse; et M. Proudhon, parce qu'il a l'honneur d'être l'impie le plus renommé et le socialiste le plus fanfaron de l'époque, pourra crier, pourra hurler tout ce qu'il voudra, moyennant une révérence dérisoire! Où est la justice? Si vous ne liez pas celui-ci, déliez donc les autres.

Sans doute, M. Proudhon, volontairement ou sans dessein, s'est rendu très utile. Il a ravagé ses confrères en socialisme, Louis Blanc, Considérant, Pierre Leroux, Lamennais, Girardin, tous, avec un art très supérieur à celui de la presse bien pensante; mais le bénéfice sera mince, s'il peut s'élever sur les débris de ses victimes. Il n'a point de services à rendre qui compensent le scandale de son impunité. L'impunité lui fait un piédestal. A travers ses impertinences, vous ne voyez que ses génuflexions; d'autres, à travers ses génuflexions ne verront que ses impertinences. Le parti socialiste l'admire de savoir parler quand tout le monde se tait, et le remercie de raviver dans la pensée populaire les blasphèmes, les sophismes meurtriers, les ferments terribles qui ont failli embraser le monde. C'est là l'œuvre qu'il recommence et le jeu qu'il joue. Il rit à bon droit de la sagesse qui n'en fait que rire. Ses doctrines, dit-on, sont absurdes et ne supportent pas l'examen. Qu'importe? il s'adresse à des intelligences qui n'examinent pas. Ses vrais auditeurs sont l'ignorance, la haine, l'envie sauvage, la misère. Vous, propriétaires et gens de gouvernement, vous

ne croirez jamais que le Gouvernement est une usurpation criminelle et que la propriété est un vol; M. Proudhon ne vous fera pas plus admettre ces *principes*, il le sait, que vous ne lui ferez admettre l'existence de Dieu. Mais il soulèvera et entretiendra contre vous la passion de ceux qui ne veulent ni Dieu, ni propriétaires ni gouvernement. Devant ceux-là, pensez-vous que vos dédains l'humilient et que vos dilemmes l'embarrassent? Si Louis-Napoléon n'était pas entré en scène le 2 décembre, vous auriez vu l'effet des longs discours de M. Thiers et des petites réfutations du parti de l'ordre. L'orateur qui a réfuté M. Proudhon, c'est le général Saint-Arnaud, et à condition de ne pas lui laisser la réplique. Autrement, les arguments mêmes de M. Saint-Arnaud sont compromis. Il ne faut que du temps, et il n'en faut pas beaucoup. Les hommes d'Etat de Louis-Philippe, qui virent éclore M. Proudhon et qui lurent son premier livre, en ont fait l'expérience. Eux aussi s'estimaient suffisamment pourvus de cavalerie, d'infanterie et d'artillerie pour maîtriser les conséquences d'un pamphlet plein de métaphysique, où l'on voyait encore plus d'attaques contre les républicains que contre la propriété. Ils crurent meilleur de laisser déraisonner ce fou. Quelques années plus tard, le fou parlait en maître; et que n'eussent point fait ses disciples, si sa plume quinteuse et pédante avait pu se transformer en épée!

Mais quand même tous ces périls ne seraient pas évidents et imminents, quand même l'état de la société permettrait de laisser aux partis et aux opinions une liberté complète, il faudrait excepter de cette liberté générale M. Proudhon, et lui ordonner encore de se taire, par la seule raison qu'il se prétend athée. Il n'y a pas d'intérêt

légitime qui puisse reposer sur l'athéisme; il n'y a pas de principe politique qui puisse prévaloir contre la nécessité sociale de l'existence de Dieu. L'athéisme public outrage toutes les croyances, sape par la base toutes les lois, met en péril la sécurité de l'Etat et la vie des particuliers. Dans une société intelligente, l'homme qui a osé dire une fois ce que M. Proudhon a tant répété, ne devrait plus pouvoir élever la voix que pour publier son repentir. S'il persévère, qu'il garde le silence; que sa pensée soit au bagne sans nul espoir de grâce, puisqu'elle ne donne nul espoir d'amendement; et, s'il parvient à tromper la vigilance des magistrats, qu'il soit enfermé lui-même, seul et à part des autres criminels, afin qu'il ne les corrompe point.

La licence accordée à M. Proudhon étant un fait beaucoup plus grave et beaucoup plus important que son livre lui-même, les réflexions que l'on vient de lire ne paraîtront pas superflues. Nous allons maintenant rendre compte de cet ouvrage. Nous y rencontrerons des questions sur lesquelles on nous pardonnera de glisser. L'auteur les aborde à son aise; nous n'avons pas les mêmes franchises.

II. Le livre est intitulé : *La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre.* Par révolution sociale, M. Proudhon entend l'abolition nécessaire et prochaine de toute autorité religieuse et politique. Suivant lui, il n'y aura plus d'autorité religieuse, parce qu'il n'y a pas de Dieu; et il n'y aura plus d'autorité politique, parce que l'homme est Dieu. Les preuves de tout cela, telles qu'il les a données, ne sont point claires, mais il assure les avoir vues dans les allemands, parti-

culièrement dans Hégel, dont l'Académie française vient de couronner une traduction; et Feuerbach aussi a dit là-dessus des choses que M. Proudhon trouve sans réplique.

Sur la divinité de l'homme, il y a une difficulté, de peu d'importance sans doute pour ceux qui savent l'allemand de Hégel et de Feuerbach. Est-ce par lui-même que l'homme est Dieu, ou ne l'est-il que collectivement? L'homme et l'humanité ont-ils toujours été Dieu, ou le sont-ils devenus depuis une certaine époque? Ces points restent aussi obscurs que les plus inextricables fourrés de l'éclectisme. Tantôt M. Proudhon articule nettement que l'homme est Dieu; tantôt il ne voit sur la terre et de toute antiquité, qu'un vaste troupeau d'imbéciles, tyrannisés par quelques scélérats qui leur imposent des lois et des cultes; et ce sont ces scélérats et ces imbéciles pris en bloc, qui font un seul Dieu sous le nom d'Humanité. Mais bast! l'essentiel est que Dieu ne soit pas Dieu, et que l'Humanité soit Dieu.

Donc l'Humanité est Dieu. Or, peu à peu, cette Humanité qui est Dieu, fatiguée de l'autorité que s'est arrogée sur elle l'homme, qui peut-être n'est pas Dieu, a conçu le dessein de s'émanciper. Du jour où la première pensée lui en est venue, la révolution sociale a commencé. Parmi les dates les plus anciennes que M. Proudhon assigne à ce lent et paresseux mouvement de l'esprit divin et de l'Humanité, il nomme l'époque de Philippe-le-Bel, et ici son système acquiert la clarté et la simplicité des axiomes de M. de Lapalisse. Pour unique frais d'invention, ce génie hérissé de métaphysique et d'algèbre porte à l'envers le même habit que tout le monde porte à l'endroit. On dit que Dieu est le bien, il dit que Dieu est le mal. On dit que Dieu est au ciel, il dit que

Dieu est sur la terre. On dit que voler, c'est prendre ce qui appartient à autrui, il dit que le voleur est celui qui achète une terre ou qui hérite de la maison de son père. Le pouvoir temporel, sous la figure d'un despote, fait souffleter par la main d'un sacripant le pouvoir spirituel : bravo! c'est la divinité qui commence à secouer le joug de l'homme. Voilà l'originalité de ce penseur! Il nie Dieu, et il fait de l'humanité une unité divine; puis de cette unité, il fait deux parts, l'une des brutes qui sont certainement Dieu, l'autre des gens d'esprit qui sont peut-être Dieu, mais Dieu scélérat, exploitant Dieu imbécile. Ce manichéisme étant ainsi constitué, il le varie et l'orne encore de quelques mystères. Les deux parties distinctes de son Dieu Humanité changent à tout propos de caractère, de nom et de rôle : tantôt les imbéciles sont méchants, tantôt les scélérats sont bons; tantôt les imbéciles ont de l'esprit, tantôt les gens d'esprit sont des bêtes. Cela se fait au gré de son humeur et de sa phrase du moment, suivant l'idée reçue qu'il a besoin de contredire. En général, il appelle Bien ce qu'un manichéen ordinaire appellerait Mal; Mal ce que l'autre appellerait Bien. Quand il a dit *oui* où tout le monde dit *non*, il se carre. Faites ce qu'il a fait, retournez sa défroque, affirmez lorsqu'il nie, niez lorsqu'il affirme, vous avez un catholique romain aussi orthodoxe que le général de la Compagnie de Jésus.

Cette clef de la doctrine religieuse de M. Proudhon ouvre tous les arcanes de sa doctrine politique. Sauf un petit nombre de contradictions et de bizarreries, qu'il y a laissées par faiblesse ou par jovialité pure, c'est clair comme un conte de Bouilly. Luther et le libre examen. Voltaire et les principes de 89, Béranger et les créations

), M. Proudhon lui-même et le socialisme de
ę sont plus des étapes de la révolte de l'homme
Dieu; ce sont, au contraire, des progrès de la ré-
l'Humanité qui est Dieu, contre l'homme... qui
. C'est l'insurrection du bon principe manichéen,
ité aujourd'hui par M. Proudhon et par le com-
ppo, contre le mauvais principe catholique, per-
dans le Pape et dans les Jésuites. Or, le bon
, le Bien (ci-devant Mal) doit triompher du mau-
ıcipe, du Mal (ci-devant Bien); et, après soixante
'avanies, d'esclavage et de bastonnade, le Dieu
té s'est enfin mis en marche vers le lieu de sa
ce et de son repos. Il ne se laissera pas arrêter
ute. Des mots ont été dits qui brisent à jamais
es entraves; trois révélateurs, entre tous, l'ont
i pour l'éternité : Luther avait anéanti le dogme
eau la monarchie, le dernier et le plus grand,
n (ôtons-lui le *monsieur*), a radicalement détruit
iété. En restituant à l'Humanité son caractère
n lui a rendu encore un autre service, et qui
s mince : Puisque l'Humanité est Dieu, elle ne
l faire; puisqu'elle lutte pour son affranchisse-
ut ce que feront en son nom, dans cette vue, les
qui la dirigent, est juste et légitime : la voilà
ancipée encore de tout préjugé et tout scrupule
l des opérations plus ou moins violentes qui se-
essaires pour lui procurer la liberté. Par la vertu
nomie, les procédés de 93, au lieu d'être une
ont un exemple. Qui peut arrêter désormais les
de la Révolution, tête de cette Humanité divine
se jusque-là les droits de sa divinité? C'est fini;
lution triomphe; elle a franchi les abîmes, elle

n'a plus à passer que des ornières, elle touche à la terre promise, et Louis Bonaparte a surgi pour l'aider à franchir le dernier pas.

La Révolution, dit M. Proudhon, est arrivée à un degré de force et d'empire qui soumet tout par le seul fait de son évidence. Tout pouvoir ne s'établit qu'autant qu'elle le permet, ne dure qu'autant qu'elle le veut, ne peut rien que par elle, ne fait rien que pour elle. Bon gré, mal gré, Louis Bonaparte est le représentant de la Révolution. Il n'a pris la dictature, il ne l'exercera et ne la conservera qu'au profit de la Révolution. S'il ose la combattre, elle le brisera comme tous ceux qui l'ont combattue depuis soixante ans, sans excepter « l'oncle mort aux îles; » s'il la sert docilement et fidèlement, elle l'annulera et le remerciera. Combattue ou servie, elle atteindra sa phase définitive, qui sera l'abolition du dogme religieux et politique, la suppression de l'Eglise et du Gouvernement, c'est-à-dire l'*an-archie*.

Hélas! cette belle et chère *an-archie*, cet idéal incomparable et inexprimable de gloire et de félicité, ce paradis, nous y serions et nous en jouirions; — le Gouvernement provisoire aurait pu nous la donner, — « si, avec » moins de modération et d'honnêteté, avec moins d'é- » gards pour les préjugés du pays, avec moins de reli- » gion démocratique, les auteurs du coup de main de » Février, tenant plus de compte de leur position que de » leur principe, avaient voulu profiter de leur succès » pour engrener la Révolution. » Mais les membres du Gouvernement provisoire étaient des hommes « vertueux, » qui ne savaient pas que l'Humanité est Dieu, et qui n'ont pas osé faire ce qu'il fallait pour la délivrer. Il faut voir comment M. Proudhon méprise ces gens de

bien! Voici une petite apostrophe aux Montagnards : « Restez chez vous, âmes vertueuses, donnez à vos » femmes et à vos enfants l'exemple de la modestie et » du parfait amour; mais ne vous mêlez pas de poli- » tique. Il faut, *demandez à ceux de* 93, une conscience » LARGE, que n'offensent point à l'occasion une alliance » adultère, la foi publique violée, les lois de l'humanité » foulées aux pieds, la Constitution couverte d'un voile, » pour faire la besogne des révolutions. »

III. Fourier a décrit le phalanstère; c'est, dit M. Proudhon, « le rêve de la crapule en délire. » Le bon Cabet, s'aidant de Retif, a peint de son mieux l'Icarie, à laquelle il a su donner l'aspect pur et galant d'un paradis de petits rentiers esprits forts. M. Proudhon ne nous trace aucune vue de l'*an-archie*, futur olympe du dieu Humanité. Nous savons simplement que ce sera un lieu de délices, où l'homme, enfin maître de son esprit, de son cœur et de sa main, pourra complétement s'abandonner aux inspirations de sa bonté native. Sur cet aperçu, l'auteur nous laisse rêver le reste. Il y a là tout ce qu'il faut pour échauffer l'imagination du lecteur, et *qui ne sait se borner ne sut jamais écrire.*

Ceux qui ne réussiraient pas à se faire un tableau complet de l'éden *an-archique* et de l'ordre qui s'établira parmi tant de vertus débarrassées de la crainte de Dieu et des regards de la police, n'ont qu'à jeter les yeux en arrière. L'*an-archie*, qui est encore la constitution la plus ordinaire des tribus sauvages, a toujours été prêchée et souvent réalisée parmi les peuples chrétiens. Nous pouvons, nous autres Français, l'étudier presque sur place.

Nous l'avons déjà dit, M. Proudhon n'est que médiocrement inventif. La science, non plus, n'est pas ce qui le distingue. En dépit de ses pirouettes sur l'*objectif* et sur le *subjectif*, en dépit de son baragouin feuerbachien et kantiste, il a peu fréquenté même les Allemands. La véritable source où il puise, sans la montrer jamais, n'est autre que la collection des livres français prohibés du XVIII^e^ siècle. Helvétius, d'Argens, d'Holbach, Lamettrie, Fréret, voilà ses pères et ses docteurs. Il les pille effrontément, surtout les moins célèbres. Il n'y a guère de brochure anonyme de ces temps-là, principalement de l'époque où l'école encyclopédique tout entière passa du déisme à l'athéisme, dans laquelle on ne retrouve, quelquefois textuellement, les plus saillantes audaces de M. Proudhon. Le *Système de la nature*, le *Discours sur la vie heureuse*. l'*Asiatique tolérant*, le *Militaire philosophe*, etc., etc., sont les puits infects d'où il a tiré la plupart de ses effrontés blasphèmes. Cet homme, que nous voyons, tel que Job a dépeint l'impie, *courir contre Dieu, tête levée, armé de sa hauteur stupide*, c'est un plagiaire! Son insolente parole n'est pas à lui; il a volé les guenilles dont il se pare. Avant lui, Collins, dans la *Liberté de penser*, avait dit : *L'existence de Dieu est le plus envenimé de nos préjugés;* avant lui, d'Holbach, dans le *Système de la nature*, avait dit : *Celui qui pourra détruire la notion fatale d'un Dieu, ou du moins diminuer ses terribles influences, sera l'ami du genre humain.* Toute cette théodicée du socialisme proudhonien était il y a quatre-vingts ans, professée dans ses moindres détails, appliquée aux lois, aux mœurs, à la politique. Les philosophes écrivaient : « Il n'y a ni vice ni vertu, ni » bien ni mal moral, ni juste ni injuste; tout est arbi-

» traire et fait de main d'homme (1). — Nos passions » sont innocentes, notre raison seule est coupable (2). — » La vraie philosophie n'admet qu'une félicité tempo- » relle; elle sème les fleurs et les roses sur ses pas et » nous apprend à les cueillir (3). — Dès que le vice nous » rend heureux, il faut aimer le vice (4). — Le crime qui » nous paraît le plus affreux, devient louable et néces- » saire lorsque le besoin du meilleur nous y oblige (5). » — Crains les gibets et les bourreaux, plutôt que ta » conscience et les dieux (6). — Sitôt qu'on peut déso- » béir impunément, on le peut légitimement (7). — » L'inégalité des conditions étant un droit barbare..., » aucune sujétion naturelle dans laquelle les hommes » sont créés à l'égard de leur père ou de leur prince, n'a » jamais été regardée comme un lien qui les oblige sans » leur propre consentement à se soumettre à eux (8). — » Quelle faiblesse de pleurer la mort d'un père! Sa mort » est comme celle de tout individu : c'est une suite né- » cessaire de l'arrangement de l'univers. Un père, en » donnant la vie à son fils, n'a pensé qu'à lui-même et » à ses plaisirs. Lui tenir compte de ce prétendu bien- » fait, c'est le remercier de ses soupers voluptueux (9). » — Le mieux est de briser entre les hommes tous les » liens de parenté (10). — Le plan de Jésus-Christ est » au-dessous de celui de Mahomet, dont les vues étaient » très saines : Jupiter vaut mieux que le Dieu des chré- » tiens (11). — Si tu veux être heureux, étouffe les re-

(1) *Discours sur la vie heureuse.* — (2) *Les Mœurs.* — (3) *De l'Esprit.* — (4) *Idem.* — (5) *Pyrrhonisme du sage.* — (6) *Discours sur la vie heureuse.* — (7) *Contrat social.* — (8) *Encyclopédie, discours préliminaire.* — (9) *Les Mœurs.* — (10) *De l'Esprit.* — (11) *Militaire phi-*

» mords; inutiles avant le crime, ils ne servent pas plus » après que pendant qu'on le commet. La bonne philo- » sophie se déshonorerait en purc perte en réalisant des » spectres, en s'occupant de ces fâcheuses réminiscences » et en s'arrêtant à de vieux préjugés (1). — L'athéisme » est le seul système qui puisse conduire l'homme à la » vertu et au bonheur (2). »

Les polémiques antérieures à la Révolution attestent, sans exception, le crédit général qu'obtenaient ces abominables sottises, reprises de nos jours par les diverses sectes socialistes; elles avaient pénétré dans les boutiques et dans les écoles : on citait le propos de ce garçon barbier, disant à un gentilhomme : « Monsieur, quoique je ne sois qu'un misérable carabin, je n'ai pas plus de religion qu'un autre. » Les plus solides réfutations échouaient partout devant la mode de l'impiété. La vigueur apparente de l'état social n'alarmait ni ne rassurait plus personne. De part et d'autre on était convaincu que les livres ne guériraient point le mal des livres, qu'un autre remède était nécessaire, et que cet autre remède, le pouvoir politique ne l'emploierait pas; le pressentiment de la catastrophe troublait d'une angoisse profonde tous les cœurs dévoués à Dieu, à la patrie et à l'humanité; enfin, on sentait venir l'anarchie.

Elle vint, et elle ne s'endormit pas à la besogne. Elle eut la conscience « large, » aussi large que la morale de ses précurseurs; elle « engrena la Révolution. » Qu'en est-il résulté? M. Proudhon en a fait le compte, non tout entier, mais à partir seulement de l'époque où la Révolution et l'anarchie trouvèrent un maître. « Il a été fourni » à Napoléon Bonaparte, consul décennal, consul à vie

1. *Discours sur la vie heureuse.* — 2. *Système de la nature.*

empereur, depuis le 18 mai 1802 jusqu'au 15 nombre 1813, pour le service de sa politique personlle, un total de 2,473,000 conscrits, non compris les rôlements volontaires, les douaniers, le surplus des rées à raison des déserteurs et réfractaires, les gardes tionales de Paris, Strasbourg, Metz, Lille, etc., qui ent un service actif dans la dernière campagne, et la rée en masse, organisée au commencement de 1814, ns plusieurs départements. Ajoutons 100,000 hommes, soldats et matelots, envoyés en Egypte et à Saint-mingue; et rappelons-nous que cette jeunesse, une is enrégimentée, était perdue pour le pays, ou ne venait que mutilée : ce sera un effectif de *deux mil-ms cinq cent soixante-treize mille hommes*, con-mmés en entreprises auxquelles manqua l'inspiration a pays, la connaissance des temps et l'intelligence des ioses. »

I. Proudhon aurait pu remarquer encore que toute e dépense de sang français se termina par l'invasion, u'il en coûta beaucoup moins pour ajouter à la France Franche-Comté, la Lorraine, l'Alsace et quelques es territoires.

ependant, telles avaient été les œuvres et les proses de l'anarchie, que la France, après avoir payé on libérateur ce tribut de près de trois millions mmes, s'estima, toute réflexion faite, sauvée à bon ché, et resta reconnaissante. Au bout de trente ans, ant l'anarchie reparaître, elle donna soudain à l'hér du nom de Bonaparte la force nécessaire pour mur en un jour toutes les têtes de l'hydre. Sept millions q cents mille voix, s'élevant vers le neveu du grand ur d'hommes, lui dirent : « Prends l'épée, prends le

sceptre, fais la paix, fais la guerre, fais ce que tu voudras; mais sauve-nous de la liberté des forbans, des sectaires et des athées! sauve-nous de l'anarchie! »

M. Proudhon s'enfouit dans cent arguties pour démontrer que si le 2 décembre est arrivé, c'est que la Révolution l'a bien voulu. Sans doute, comme le voleur de grand chemin, ayant fait tout ce qu'il fallait faire pour rencontrer la potence, peut soutenir qu'il a bien voulu qu'on le pendît. Mais cette raison est trop simple pour l'esprit compliqué du trouveur de l'*an-archie* et de l'*antinomie*. Il invoque l'objectif et le subjectif, nie Dieu et l'injurie, déifie l'humanité et la traite d'imbécile, flatte et diffame tour à tour le peuple, vilipende les Jésuites, qualifie les Montagnards de *gens vertueux*, s'escrime contre le *gendarme* honteusement dépourvu de tout sens politique et *antinomique* qui a fait le Code civil et le Concordat; il blasphème, dogmatise, prophétise. Tout cela est certainement ingénieux et agréable, et se vend très bien chez les frères Garnier; mais s'il s'agit d'expliquer le 2 décembre, il faut se reporter au 18 brumaire, et l'un et l'autre démontrent avant tout que la France, comme l'a dit un jour Louis-Napoléon, veut la famille, la religion, la propriété, et un chef unique; c'est-à-dire le gouvernement, c'est-à-dire le contraire de l'*an-archie*, avec ou sans trait d'union.

Il est bien vrai que quand la France veut ces choses, le gouvernement qu'elle se donne, pour les assurer, peut ne les pas vouloir, ou ne les vouloir que d'une façon maladroite et qui les trahit. C'est à quoi les sophistes s'emploient, M. Proudhon comme les autres; mais moins efficacement peut-être que beaucoup d'autres, avec moins de foi et moins de désir de succès. Ceci nous amène à

raiter un problème qui avait traversé quelquefois notre sprit, et qui nous est revenu en lisant ce dernier ou-rage : M. Proudhon est-il sincère, et de quelle façon est-il?

IV. Dans son athéisme, oui, M. Proudhon est sincère, utant du moins que la chose est possible. L'athéisme est ujours un peu faux teint. Celui de M. Proudhon nous araît fort mélangé de jactance et de littérature. Pour ire le mot proudhonien, la *blague* en est le principal lément. Mais enfin, depuis longtemps et souvent, cet théisme a produit ses témoins accoutumés : la suffisance e l'orgueil, l'insuffisance de l'esprit. Job, décrivant impie, le compare au petit de l'âne sauvage, qui fut de out temps un personnage très content de soi-même et ui se croit né libre. *Vir vanus in superbiam erigitur, et uasi pullum onagri se liberum natum putat.* M. Prou-lhon veut se distinguer, et l'athéisme est précisément la hose qui le distingue. Ses idées propres, l'abolition de a propriété, la banque du peuple, l'*antinomie*, l'*an-rchie*, ont tout juste obtenu le succès du phalanstère, le l'Icarie et du *circulus*. Son athéisme, au contraire, l'a ait remarquer. Il tranche par là sur la cohue, si misé-able quoique si redoutable, des sectaires de ce temps. L'athéisme met en relief sa verve sottisière, donne à son om un retentissement européen, lui vaut l'admiration u publique ou secrète d'un certain nombre de forcenés (tous ne sont pas socialistes) qui ont besoin d'entendre quelquefois insulter le Ciel à voix claire. L'athéisme lui procure même des imitateurs : il y a un éventé, dans nous ne savons quelle république du Nouveau-Monde, qu'on appelle le petit Proudhon. Puisqu'il y a un petit

Proudhon, il y en a donc un grand! Voilà des motifs déterminants d'athéisme. En nier l'importance serait méconnaître la nature humaine et la nature littéraire. M. Proudhon est athée; c'est son genre, c'est sa gloire, et il a toutes les chances possibles de rester athée jusqu'au moment où Dieu, qu'il a sommé de se retirer d'entre les hommes, le visitera suivant la parole du prophète, et à son tour lui dira : *Retire-toi.* Assurément, rien n'est plus pitoyable. On a peine à concevoir qu'un être pensant puisse étouffer les incertitudes de sa raison, qui lui dit au moins *peut-être*, pour le plaisir d'agiter pendant quelques minutes sur la terre un infâme grelot dont le son n'a jamais réjoui que les faquins et les coquins. Il en est ainsi pourtant, et depuis Job, ce prodige n'a cessé d'effrayer la pensée humaine. Nous accordons à M. Proudhon son athéisme et nous ne le discutons pas. Les arguments qui peuvent faire impression sur le petit de l'onagre ne sont pas en nos mains...

V. Mais la couleur du socialisme de M. Proudhon nous semble moins solide et moins franche que celle de son impiété.

Le premier aspect est sans doute formidable. Lorsque le bourgeois de Paris vit paraître ce terrible homme, cet ogre qui jetait d'abord sa dent sur la propriété, ce fut une panique. Il semblait qu'on entendît craquer les pierres de taille et que les maisons dussent crouler à la tempête de sa voix. M. Proudhon, exploitant un si rare début, montra qu'il savait soutenir la scène. On le vit, pendant les journées de juin, se donner le passe-temps d'aller au faubourg, non pour combattre, fi donc! mais en *dilettante*, pour savourer « la belle horreur de la ca-

nonnade. » Attitude qu'on ne saurait trop admirer, à la fois du genre satanique et du genre innocent! Cependant l'ogre écrivait, écrivait, écrivait, et l'on avait des peurs!... Tout le monde achetait ses brochures, tout le monde lisait son journal, les uns pour troubler leur digestion, les autres pour se mettre en appétit. P.-J. Proudhon!!! Cela flamboyait dans Paris comme les trois mots de feu sur le mur du roi Balthazar. Que dit Proudhon ce matin? L'on ne se contentait pas de savoir ce qu'il venait de dire, il fallait savoir ce qu'il avait dit. Une édition, fort paresseuse avant 1848, de l'horrifique bouquin intitulé : *Création de l'ordre dans l'humanité*, se vendit comme du pain. Cham lui-même, ce grand dégonfleur de ballons socialistes, pouvait désespérer d'aplatir jamais celui-là. Mais quelqu'un vint en aide à Cham, et ce fut M. Proudhon en personne. L'adversaire de la propriété vole au secours de la propriété par la fausse manœuvre la plus efficace et la plus inattendue, tourne contre ses frères en socialisme l'artillerie de ses injures, écharpe les montagnards, tombe à poings serrés sur Félix Pyat, étrangle Pierre Leroux avec la queue coupée de Considérant, met M. de Girardin en panade. Quelle joie dans le camp de la bourgeoisie et quelle surprise! M. Proudhon commença de paraître aimable; on trouva bientôt qu'il se rendait utile. Il avait une manière de poser le dogme socialiste qui était la plus propre du monde à en dégoûter l'humanité. Véritablement, pensa-t-on, il a du bon, laissons-le dire! Sa pratique révolutionnaire, étudiée de plus près, ne parut plus la même. On reconnut que son cœur (s'il est permis d'employer cette expression) restait bien en arrière de son esprit; qu'avec des principes terribles il avait des conclusions

douces. En effet, M. Proudhon commence par condamner la société à mort, mais il lui donne du temps; le billet est à courte échéance, mais il le renouvelle, et chose digne de considération, il profite du délai pour tordre le col au recors. Au fond, il est pour les moyens pacifiques. Quand il a jeté feu et flamme, quand il a montré que la fosse est ouverte et qu'il y faut descendre sans tester, il finit par suggérer quelque petite opération de banque, quelque secret de procédure qui accommoderont tout et qui ne dérangeront rien. Il y a en lui du je ne sais quoi, quelque chose que le bourgeois a flairé et qui le rassure; l'ogre est un homme d'affaires. Tout cet air sauvage et ces grands crocs et cette grosse voix, moyens ingénieux qu'il emploie pour achalander sa boutique et placer son papier!

M. Proudhon est un ami de l'ordre, de la paix, de la sécurité et de la liberté du commerce. Lorsqu'il préconise l'*an-archie*, son esprit se rattrape à quelque sous-entendu antinomique, qui fait parfaitement co-exister l'*an-archie* et un gouvernement très fort et très brutal. On tirerait de ses livres un plan de despotisme monarchique infiniment plus logique et plus praticable que tout le reste. Il y a surtout ce précieux athéisme qui donne au commandement des facilités sans nombre. La conscience « large » qu'il veut qu'on ait à la besogne des révolutions, qui empêche de l'avoir à la besogne des restaurations? Pourquoi celui qui tient le pouvoir, aurait-il moins le droit de consolider l'ordre par la force, que le révolutionnaire n'a le droit d'engrener par la force la révolution? M. Proudhon répond à cela que les hommes sont Dieu; c'est un faible argument. Ceux qui veulent le pouvoir sont Dieu au même titre et tout autant que ceux qui

veulent l'*an-archie*. La question est de savoir de quel côté sont les meilleurs tireurs; ce compte fait, tout est dit. Si les socialistes ont le droit de tuer et de piller les conservateurs, les conservateurs ont le droit de tuer et de piller les socialistes. On peut légitimement détruire le Gouvernement, légitimement le reconstruire, légitimement lui donner pour base l'esclavage, si cette base paraît plus solide que celle de la liberté. Le droit, c'est la force, et la réponse de la force à ceux qui contestent son droit, c'est la mort. Tu m'ôtes Dieu, sophiste, c'est bien; mais si, après m'avoir ôté Dieu, tu veux m'ôter un plaisir, et particulièrement le plus cher de tous, celui d'être Dieu moi-même, c'est-à-dire de dominer, d'être servi, d'être obéi, d'être adoré, je te tue.

Nous avons lu les livres de M. Proudhon. Il est impossible que sa raison n'ait pas senti tout cela, n'ait pas vu partout le despotisme s'établissant avec une facilité entière et un applaudissement unanime sur les ruines faites par l'anarchie. Un 18 brumaire quelconque est le dénouement de toutes les révoltes qui ont pris pour point de départ la négation de l'autorité. Avant d'être l'histoire de la République française sous les deux Bonaparte, ç'a été celle de la République anglaise sous Cromwell, celle de toutes les sectes radicales du protestantisme. La société qui jette sous le bâton du garde-chiourme l'homme qui a prétendu s'affranchir de la règle commune, se précipite elle-même sous un joug de fer lorsqu'elle s'est laissée entraîner à secouer le lien léger de l'autorité civile. L'espèce humaine a besoin de l'autorité comme elle a besoin de vêtement; elle est moins mal à l'aise un peu trop chargée que toute nue. Après avoir été quelque temps livré aux intempéries de l'air et aux mor-

sures des insectes, l'homme le plus fier implorerait à genoux la grâce de pouvoir s'habiller même d'une camisole de force, et s'en emparerait par violence au péril de sa vie, s'il n'avait pas d'autre moyen. Voilà la nature, voilà le fait contre lequel ne prévaudront jamais les progrès de l'esprit humain, ni les progrès de la sottise humaine; et les gens qui s'escriment et se répandent en écritures pour prouver le contraire, sont tout-à-fait dépourvus de sens s'ils ont pu se le persuader. S'ils le disent sans le croire, ils sont tout-à-fait pervers.

Que quelque bonhomme sans passion, sans esprit et sans expérience, rêvant sur des sornettes philanthropiques, arrive à se démontrer que l'homme est parfaitement bon et sage, et que toute l'humanité, M. Proudhon compris, peut devenir une grande communauté de Moraves, il n'y a qu'à hausser les épaules et à laisser ce fou découdre ses boutons. Mais M. Proudhon n'est point de ces natures bonasses et ineptes. Il n'estime point l'humanité; au contraire, il professe pour elle un mépris sauvage, et, s'il la défie, ce n'est que pour avoir encore un Dieu, ayant nié l'autre, sur lequel il puisse assouvir sa frénésie de blasphèmes. Dans cette humanité si misérable à ses yeux, les êtres qu'il méprise le plus sont les révolutionnaires. Entre tous ces oisons enragés, il n'a jamais respecté que M. Blanqui; nous laissons à deviner si c'est sympathie ou terreur. Il a contre eux des répugnances non-seulement de raisonneur et de philosophe, mais de bourgeois, nous dirions presque de chrétien. Ce socialiste et cet athée est rangé dans ses mœurs : il tient pour la famille, pour la femme sujette et ménagère; il veut élever lui-même ses enfants à l'abri de toute pensée religieuse, et s'estime si propriétaire de cette propriété-là,

qu'il tuerait, dit-il, le prêtre assez hardi pour donner leur âme à Dieu, c'est-à-dire pour la lui ravir. Parole abominable et absurde, mais qui montre que du moins M. Proudhon ne veut pas abolir la propriété paternelle. Nous croyons qu'il ne se relâcherait pas plus aisément sur l'autre, sur celle qu'il appelle un vol, et que le partageux qui s'approcherait de son magot serait plus téméraire encore que le prêtre qui s'approcherait de ses enfants. Et cet homme misanthrope, casanier, littérateur, bouffon, propriétaire, cet homme *vertueux* (qu'il nous pardonne une telle injure) soupirerait après l'avénement de l'*an-archie*? M. Proudhon, vous vous moquez! Si vous croyez à l'anarchie, vous n'en voulez pas; ou elle vous fait rire, ou elle vous fait trembler, et vous appartenez à quiconque vous délivrera des anarchistes, n'importe à quel prix, fallût-il revêtir la camisole de force, fallût-il se mettre à genoux devant Bonaparte, et même devant Dieu.

Mais alors, pourquoi M. Proudhon n'est-il pas conservateur ouvertement? Pourquoi se dit-il et pourquoi est-il socialiste? Nous répondrons à cette question par une autre : Pourquoi est-il athée? Ce contre-sens, dans une cervelle humaine, peut engendrer toutes les contradictions. L'athée pense et agit sous l'inspiration de celui qui fut menteur et homicide dès le commencement. Ce qui reste de lueurs dans sa raison troublée ne sert qu'à le pousser invinciblement vers l'abîme. Il ne lui est plus permis de n'être pas l'ennemi de lui-même et du genre humain.

VI. Oui, ennemi de lui-même et du genre humain, funeste à ses propres intérêts, funeste aux intérêts de la

société tout entière, tel est le rôle fatal de l'athée. Quels que soient ces conseils, qui que ce soit qui les entende, de quelque manière qu'ils soient appliqués, ils enseignent le mépris du droit et de la justice, et ils retombent de tout le poids du crime sur l'humanité asservie. Jamais, jusqu'à nos jours, l'athée n'avait pu élever impunément au milieu des hommes sa voix insolente, et c'est un des plus tristes symptômes de notre situation qu'on le fasse aujourd'hui. C'est là ce qui donne un côté plausible aux plus extravagantes conceptions de la démence et de la perversité. Tout est devenu possible en fait de criminels essais, lorsque la société a mérité que ces thèses hideuses soient agitées publiquement devant elle. De telles énormités ne font pas la plaie, mais elles la découvrent, et, en la découvrant, elles l'enveniment. En 1848 M. Thiers s'étonnait naïvement des folies qu'il avait à combattre. Quoi! disait-il, la religion, la famille, la propriété, voilà ce qu'il faut défendre, voilà ce qui est en péril! M. Thiers croyait que tout cela n'était attaqué et menacé que depuis le 23 février; son étonnement avait quelque chose de plus accablant que le danger même, et l'on put prévoir dès lors que le mal ne serait pas de si tôt réparé. Quand des principes aussi simples et aussi saints que ceux-là sont traités avec cette insolence et niés avec cette audace, il faut comprendre que la guerre qui leur est faite remonte loin, qu'elle a déjà ébranlé bien des consciences, perdu bien des esprits; il faut lutter de toutes ses forces ou s'attendre à voir de vastes et incalculables naufrages.

Cette réflexion, les conservateurs ne l'ont point faite; cette résolution, ils ne l'ont point prise. Contents et rassurés derrière le rempart qui leur a été donné presque malgré eux, ils reprennent toutes les allures qu'affectait

leur puissance, lorsque les hordes socialistes s'organisaient pour la surprise qui les a défaits en un jour. D'autres surprises leur sont réservées, s'ils n'y prennent garde; plus terribles et plus promptes que ne le croit peut-être et que ne le désire lui-même le prophète ambigu qui feint de les appeler, sans savoir en son cœur troublé s'il aura la gloire et le malheur de les préparer, ou l'humiliation et le bonheur de les prévenir.

RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT CLASSIQUE.

I.

OPINION DE M. CH. LENORMANT.

29 septembre 1851.

Le paganisme règne depuis longtemps dans l'éducation, et de l'éducation il a passé dans les mœurs. Ce fait et ses conséquences redoutables ont été l'objet des longues études d'un prêtre plein de science et de zèle. M. l'abbé Gaume a publié un ouvrage où il traite du paganisme dans l'éducation. Il en fait voir l'origine, la marche, le caractère, les dangers : C'est là, dit-il, le ver qui ronge la société : à la sève chrétienne qui lui est propre, l'éducation substitue une sève toute païenne ; les maîtres de notre enfance et de notre jeunesse ne nous ont pas fait

nnaître et aimer le Christianisme, et la société suc-
mbe. Cette société est un vieux moule chrétien dans quel, en effet, des païens ne peuvent plus vivre.

Nous avons applaudi au livre de M. l'abbé Gaume. ous venons le défendre contre une opinion très sévère d'un grand poids, celle de notre savant ami, M. Charles enormant.

M. Lenormant prend trop à la lettre quelques asser-ons de M. l'abbé Gaume, et leur donne, pour les com-attre, une rigueur qu'elles n'ont pas; il commet lui-ême la faute qu'il reproche à son adversaire.

Suivant M. Gaume, à part quelques actes de déso-éissance, l'Europe, pendant la durée du moyen âge, se ontra pleine de respect et de soumission pour l'Eglise. – « Au contraire, dit M. Lenormant, il n'y a pas une époque du moyen âge où l'édifice temporel de l'Eglise n'ait tremblé sur ses fondements, où des hérésies, non pas sérieuses, mais infâmes, n'aient troublé les esprits, perdu les mœurs et ravagé les populations. Si je vous présentais le tableau vrai de ces luttes et de ces périls, je vous ferais reculer d'épouvante. »

Le moyen âge, comme toutes les époques, a deux aces, et l'humanité, comme toujours, s'y partage en eux courants. L'empereur Frédéric II, ingrat et rebelle nvers l'Eglise, traître à la chrétienté, adonné aux mœurs nusulmanes, patron de tous les incrédules et de tous les andits, est une des deux faces, représente un des deux ourants du moyen âge. Sainte Elisabeth de Hongrie, aint Louis, saint François, saint Dominique, saint homas d'Aquin sont l'autre face, représentent l'autre ourant. En somme, à travers tant de luttes et de pas-ions barbares, c'est le courant chrétien qui emporte

l'humanité. L'homme d'entre-deux se tient plus près de l'Eglise. Il y a un nombre effrayant d'hérétiques et de sectaires, mais aussi que de saints! Combien de destructions et de rapines, mais combien de fondations et de restitutions et de pénitences! Le mouvement des croisades, la naissance des deux grands ordres mendiants, les efforts permanents des Papes et des Conciles pour établir le règne de la justice, de la paix et de la science chrétiennes, quels spectacles magnifiques! Et quel succès, non pas seulement jusqu'à Luther, mais jusqu'à nos jours! Pour détruire radicalement la civilisation catholique, trois siècles n'ont pas suffi, et nous voyons qu'il faut radicalement détruire toute civilisation.

M. Lenormant nous semble avoir raison et tort lorsqu'il remarque que tout le mal ne vient pas de la *Renaissance,* où M. Gaume le fait principalement remonter. « Déjà, dit-il, au XIV^e^ siècle, par suite de la déplorable politique des princes, l'empire souverain du Catholicisme s'était considérablement affaibli en Italie, au centre de l'Eglise. »

On en pourrait dire autant du XIII^e^ siècle, et du XII^e^ et de tous les siècles chrétiens. Tantôt pour une cause, tantôt pour une autre, toujours, à part de rares intervalles, l'empire temporel du Catholicisme a été faible en Italie. Le Pape, vicaire de Jésus-Christ, est comme lui élevé sur un calvaire. La première terre sainte n'a presque pas cessé d'être au pouvoir des infidèles; la seconde a été sans cesse troublée et ensanglantée par la fureur des mécréants. Une foule d'actes souverains du chef de l'Eglise romaine, reçus et obéis de tout l'univers chrétien, sont datés d'un lieu d'exil. C'est à Lyon qu'un Pape fugitif souffla sur la flamme qui symbolisait l'âme

ı puissance de cet empereur Frédéric II, l'un des plus
ads ennemis de la Papauté. Frédéric était alors maître
)lu de l'Italie et de l'Allemagne. La sentence d'ex-
ımunication n'en fut pas moins exécutée contre lui,
tre sa postérité tout entière, non-seulement par la
vidence, mais par l'Europe. Jamais l'Eglise romaine
ut puissante par les armes. L'histoire des Papes n'est
ın long récit de persécutions. Seulement, ici ou là,
ı, en prenant soin d'affermir la constance de ses pon-
ı, leur suscite opportunément des défenseurs et des
geurs.

'Italie en fournit au XIV^e^ siècle, et qui prouvèrent que
)i n'y était pas morte, puisque ce furent des saints.
Lenormant ne compte pas pour rien Catherine de
ıne. De nos jours, Ferdinand, roi de Naples, mérite
re compté. Mais la piété à jamais illustre de Ferdi-
d ne prouve pas en faveur de la foi italienne autant
l'intervention de l'humble fille siennoise. Je doute
les mazziniens d'aujourd'hui ne puissent donner
ı'une idée très imparfaite » du degré de corruption
l'incrédulité où était arrivée l'Italie au XIV^e^ siècle.
diez la littérature de ce temps-là, dit M. Lenormant.
il étudie lui-même les journaux de ce temps-ci. Au
siècle, le peuple entendait la voix des saints; au
, il ne lit que les turpitudes et les impiétés des jour-
stes. Pour instituteurs *populaires*, des saints d'un
, des journalistes de l'autre, voilà le bilan de la foi
deux époques. M. Gaume a raison de dire que l'Eu-
e est en déficit! Où commença cette décadence? Au
sme du XVI^e^ siècle. Un renouvellement de foi était la
e chose qui pût guérir le mal; il y eut un renouvel-
ent d'impiété. A peine les Papes étaient-ils de retour

à Rome, que le paganisme entra dans les écoles; au même moment l'hérésie se fondait un empire politique.

A propos de l'hérésie luthérienne, M. Lenormant objecte le caractère chrétien que le protestantisme conserva longtemps, « au point de faire, pendant deux siècles encore, à des esprits sains et élevés, l'illusion d'un véritable Christianisme. » Il cite Clarke, Mosheim, Abbadie. Admettons son raisonnement : il prouve, contre lui, combien la trempe catholique avait été vigoureuse durant ces siècles antérieurs dont il parle avec tant de sévérité. Deux siècles après la corruption de l'enseignement chrétien, l'hérésie donnait encore ces nobles esprits. Après deux siècles d'enseignement païen, nous avions eu déjà le XVIIIe siècle français et la Révolution. Ce qui reste aujourd'hui dans tous les pays catholiques et dans tous pays protestants, M. Lenormant le sait mieux que nous, car il a infiniment plus de science et il voit de plus haut. Il y a donc eu décadence rapide, décadence profonde, si rapide et si profonde que nous ne savons point si tout ne va pas périr. D'où vient cette décadence, sinon d'un affaiblissement de l'esprit du Christianisme? Et comment l'esprit du Christianisme s'est-il affaibli, si l'éducation ne l'a pas trahi?

M. Lenormant allègue le XVIIe siècle français, le grand âge qui va de saint François de Sales et de sainte Chantal à Bossuet. C'est une belle époque, toute pleine de gloire, de lumière, de gravité et de vertu; pas plus belle cependant que cette splendeur du XIIIe siècle, où M. Lenormant ne voulait voir tout à l'heure que des ténèbres. Le XVIIe siècle eut aussi son vice, sans doute, son mal apparent ou caché. Nous sommes tombés presque sans transition, au milieu de l'époque la plus pacifique et la

lus ordonnée, des mains de Bossuet aux mains de 'oltaire. Comment croire que l'éducation n'y fut pour ien?

M. Lenormant met trop d'ardeur dans sa critique, orsqu'il dit que M. Gaume accuse les Jésuites « d'avoir *aganisé* leurs élèves. » La pensée du respectable auteur 'a pas la portée qu'on lui donne. Prêtre et savant, spéialement occupé de l'histoire de l'éducation dans le nonde moderne, il voue aux religieux de la Compagnie le Jésus toute la reconnaissance et toute l'admiration ju'ils méritent, plus encore peut-être comme instituteurs le la jeunesse qu'à tant d'autres titres. Le XVII^e^ siècle 'rançais, siècle chrétien, mais encore plus politique et ittéraire, est dû aux Jésuites; M. Gaume le sait, et il ait quels prodiges de dévouement a coûtés ce grand ouvrage. Mais enfin nous ne sommes plus dans ce siècle, et e nôtre, hélas! en diffère. Il est bien permis de chercher par quelle pente nous avons descendu si vite et nous sommes tombés si bas. M. l'abbé Gaume n'accuse pas les Jésuites d'avoir *paganisé* leurs élèves; il pense qu'ils n'ont pu être assez forts contre l'opinion pour la *dépaganiser*. La thèse est sérieuse et consciencieuse; elle vaut la peine d'être étudiée. Il y a chez les Jésuites assez de science pour la renverser si elle est erronée, assez de bon sens, si elle est fondée, pour la recevoir. Après tout, en cédant sur quelques points à l'esprit du siècle, les Jésuites auraient fait ce que saint Charles Borromée s'est résigné lui-même à faire. Après le Concile de Trente, ce grand et saint archevêque ouvrit à ses diocésains un collége où l'éducation devait être donnée suivant les prescriptions du Concile; les lettres profanes en étaient bannies. Lorsque l'on connut le plan des études, les

élèves furent rappelés par les parents, qui se résignaient dès-lors, comme aujourd'hui, à sacrifier l'intérêt spirituel des enfants à leur intérêt temporel, et qui voulaient obtenir les brevets de la fausse science, indispensables pour réussir dans le monde. M. Lenormant connaît cet esprit. Saint Charles, en gémissant, modifia ses plans pour ne pas tout perdre, ne pouvant tout gagner. Les Jésuites ont pu se résigner de même; le mal, n'étant pas coupé dans la racine, a pris les développements que l'on connaît; il est devenu le plus fort, puis les Jésuites ont été bannis, et tout a été perdu.

Quoi qu'il en soit de ces observations, il y a toujours une chose que M. Lenormant ne contestera point : le mal existe, le paganisme déborde; là même où elle est chrétienne, l'éducation ne semble pas suffisamment chrétienne.

Prenez un jeune homme sortant d'un collége catholique, prenez un jeune homme sortant d'un collége universitaire : les croyances religieuses et les mœurs diffèrent, l'instruction ne diffère point. L'un et l'autre savent et ignorent à peu près les mêmes choses. Même latin, même histoire, lorsqu'ils ont du latin et de l'histoire; mêmes admirations, mêmes grands hommes, et tout cela est païen. Il ne faut pas s'étonner si, au bout de peu de temps, tout tombe au même niveau. C'est la faute du baccalauréat, dit M. Lenormant. Nous ne disons pas qu'il faut conserver le baccalauréat; nous disons qu'en attendant qu'on l'abolisse, il faut réagir activement et puissamment contre le paganisme dans l'éducation.

II.

OPINION DE Mgr L'ÉVÊQUE D'ORLÉANS.

6 mai 1852.

I. La question des classiques païens vient d'être traitée par Mgr l'évêque d'Orléans, dans une lettre qu'il adresse aux supérieurs et professeurs de ses petits séminaires. L'opinion du savant prélat est entièrement contraire à celle que nous avons plusieurs fois défendue. Il semble même repousser tout ce qui pourrait tendre à modifier le système actuel, que d'autres hommes éminents et compétents trouvent si périlleux pour l'Eglise et pour la société. Suivant lui, les saints livres et les auteurs chrétiens, latins et grecs, occupent dans l'enseignement de *la plupart* des séminaires et des maisons chrétiennes la place qui leur convient, et l'on fait sur ce point ce qu'il est bon de faire. Aussi le prélat s'étonne de l'attention que le monde accorde aux réclamations élevées contre le paganisme de l'enseignement; il ne distingue pas entre elles et les repousse toutes; il n'y voit qu'un amas d'accusations *dont le titre seul révèle l'inanité*, des *témérités d'opinion et de langage*, des *emportements d'esprit*, des *déclamations violentes*, bonnes seulement *à produire le trouble et le scandale*, enfin, une *aberration*; et « il a

» vraiment fallu le temps où nous vivons pour qu'une » telle controverse ait pu prendre un seul instant l'im- » portance qu'elle a reçue. »

L'énergie de ces expressions témoigne que Mgr l'évêque d'Orléans regarde comme un danger pour la foi les pensées que nous avons soutenues.

En pareille matière et devant une pareille autorité, notre infériorité est trop évidente; et si nous avions nous-mêmes soulevé le débat, nous serions tentés, quoique peu convaincus, de l'abandonner ici. Mais personne n'ignore que la thèse combattue par Mgr l'évêque d'Orléans compte des soutiens respectables. M. l'abbé Gaume, vicaire-général de Nevers; M. l'abbé d'Alzon, vicaire-général de Nîmes, sont des prêtres graves, zélés, expérimentés. Ils n'ont point proposé de réformer l'enseignement sans faire de longues réflexions, sans prendre de nombreux et sûrs conseils. Lorsqu'ils ont jugé nécessaire de se défendre, ils n'ont manqué ni de modération, ni de bonne grâce, ni de bonnes raisons. Ils ne manquent pas non plus de partisans respectables. Déjà, il y a quelques années, la question a été posée par l'illustre archevêque d'Arras; M. de Montalembert et M. Donoso Cortès ont chaleureusement encouragé M. Gaume; enfin l'ouvrage de ce dernier a paru sous les auspices de S. Em. le cardinal de Reims. « J'ai lu les épreuves de votre livre, » lui écrit le savant archevêque. Il me semble que vous » avez parfaitement démontré que, depuis plusieurs » siècles, *l'usage à peu près exclusif des auteurs païens* » *dans les écoles secondaires* a exercé une funeste in- » fluence sur l'éducation de la jeunesse dans les sociétés » modernes. Dès-lors, les amis de la religion et de l'ordre » social comprendront facilement la nécessité de modi-

» fier, dans les établissements d'instruction publique, la » direction des études en ce qui concerne les auteurs » classiques, de manière à y faire *dominer* les auteurs » chrétiens, grecs et latins, dont les écrits sont si propres » à inspirer aux jeunes gens la pratique des vertus évan- » géliques et à remettre dans toute leur vigueur les prin- » cipes constitutifs de la société. »

De telles paroles permettent de continuer la discussion.

Mgr l'évêque d'Orléans reproduit, en leur donnant une tournure plus vive, quelques arguments déjà connus et quelques textes déjà cités. Le principal est un passage de saint Basile, sur lequel nous croyons que trois remarques sommaires peuvent suffire : 1° ce texte ne détruit pas la force des opinions contraires, si fortement exprimées par saint Augustin, saint Jérôme et saint Jean-Chrysostôme; 2° au temps de saint Basile, il fallait en quelque sorte étudier le paganisme pour le réfuter par lui-même, en se servant, comme moyen d'argumentation, des parcelles de vérités qu'il avait conservées, ce qui est aujourd'hui à peu près inutile et ce qui, en tout cas, ne rend nullement nécessaire l'usage presque exclusif des livres païens; 3° on n'avait pas alors tous les modèles de littérature chrétienne que nous possédons, et la leçon et l'exemple vivant des martyrs étaient là pour neutraliser dans l'esprit des jeunes chrétiens l'aliment païen qu'il paraissait utile d'y verser.

Mgr l'évêque d'Orléans allègue encore saint Charles Borromée et Bossuet. L'un et l'autre ont enseigné, d'une certaine manière, les classiques païens. Saint Charles les a introduits (convenablement expurgés) dans ses séminaires; Bossuet s'en est servi pour l'éducation du Dauphin. Ces exemples ne nous paraissent pas décisifs.

Saint Charles ne croyait pas les païens si nécessaires à l'éducation de la jeunesse chrétienne. Il les avait exclus de son plan primitif; mais tel était l'entraînement général du temps pour ces études, que le saint archevêque dut pactiser. Il fallait donner du Cicéron, du Virgile et de l'Ovide, comme il faut aujourd'hui, qu'on nous permette la comparaison, dans beaucoup de couvents, permettre de mener les petites filles au spectacle les jours de sortie. Sans cette concession à la folie des parents, point d'élèves: les parents choisiraient des maisons plus commodes, où le progrès va jusqu'à négliger le catéchisme. Saint Charles donna des païens, le moins qu'il put! Qui voudra mettre les colléges d'aujourd'hui sur le pied où étaient d'ailleurs ceux de saint Charles, pourra faire comme lui. Il y aura toujours les inconvénients qu'il voyait; mais ils n'égaleront pas ceux dont on se plaint présentement.

Quant à l'exemple de Bossuet, une observation bien simple affaiblira les conclusions que Mgr l'évêque d'Orléans croit pouvoir en tirer. Bossuet faisait, dans toute la force du mot, *une éducation particulière*. Si chaque enfant avait un Bossuet pour choisir, expliquer, corriger les auteurs païens qu'on lui fait étudier; pour « l'obliger » d'avouer que la philosophie (païenne), toute grave » qu'elle paraît, comparée à la sagesse de l'Evangile, » n'était qu'une pure enfance; » nul doute, on pourrait suivre la méthode de ce grand homme, si hautement approuvée par le saint pape Innocent XI. Encore, devrait-on la suivre entièrement, donner aux saints une place plus belle qu'aux héros, mettre saint Louis infiniment au-dessus de César; en un mot, *ramener* l'éducation *au principal dessein* des précepteurs du fils de Louis XIV, qui était de faire servir toutes ses études à lui acquérir

premièrement la *piété :* « Nous lui faisions connaître, par » les mystères *abominables* des Gentils et par les fables » de leur théologie, les *profondes ténèbres* où les hommes » demeurent plongés en *suivant leurs propres lumières.* » Il voyait que les nations les plus polies et les plus » habiles en ce qui regarde la vie civile, comme les » Egyptiens, les Grecs et les Romains, étaient dans une » si *profonde ignorance* des choses divines, qu'ils ado- » raient les plus monstrueuses choses de la nature, et » qu'ils ne se sont retirés de cet abîme que quand Jésus- » Christ a commencé de les conduire. » Ces passages, cités par Mgr l'évêque d'Orléans, montrent l'estime que Bossuet faisait des païens, et laissent deviner ce qu'il penserait d'un système d'éducation dont les auteurs païens forment la base.

En dehors des séminaires, est-il ordinaire de trouver une maison d'éducation, même religieuse, où les professeurs sachent prendre les soins que Bossuet imposait à son génie? Ils le voudraient, qu'ils n'y parviendraient pas. Ce que l'on peut faire pour un seul élève, après avoir examiné ses aptitudes, et en tenant compte du rang qu'il doit occuper un jour dans le monde, il n'est ni possible ni sage de le transformer en méthode générale. Tous les enfants ne sont pas des princes, tous ne seront pas des savants; leur bonheur et le repos du monde veulent qu'ils soient tous des chrétiens. C'est à quoi l'éducation doit tendre; c'est en ce point que le système doit suppléer à l'insuffisance des instituteurs. Les grands hommes font ce que bon leur semble; la prudence commande au vulgaire de ne pas affronter les difficultés dont le génie se joue. Quand même le système actuel serait celui de Bossuet et de Fénelon, ni Bossuet ni Fénelon ne l'appliquent,

et les fruits, depuis longtemps, laissent beaucoup à désirer. L'Eglise, l'Europe, la France, n'eurent pas lieu de s'en applaudir lorsque la Révolution éclata. La Religion alors trouva peu de défenseurs; on sait si elle avait des ennemis! Où se levèrent ses plus courageux martyrs? Dans les campagnes de la Bretagne et de la Vendée, parmi ces paysans qui n'avaient jamais lu que la *Vie des Saints*. Où furent les adversaires furieux et implacables, les traîtres, les lâches, enfin les apostats? Hélas! ils surgirent des classes lettrées, des corps savants, des corps enseignants.

S'adressant aux partisans de la réforme des études, Mgr l'évêque d'Orléans leur reproche avec beaucoup d'amertume leurs anathèmes contre « les instituteurs les » plus religieux, les congrégations enseignantes les plus » célèbres, les *Bénédictins*, les Jésuites, les *Oratoriens*. » Il prend particulièrement la défense de la Compagnie de Jésus, et il se demande « comment on a pu l'accuser de » n'avoir travaillé avec tant de zèle que pour faire l'Eu- » rope païenne? » Mgr l'évêque d'Orléans est mal informé; personne n'a pu ni voulu se rendre coupable de cette injustice. On a dit simplement qu'avec la meilleure volonté du monde, les Jésuites n'avaient pu *dépaganiser* l'enseignement. Pourquoi chercher des exagérations et surtout des offenses où il n'y en a point? Et quand même un mot malheureux aurait été dit, faut-il s'accrocher à cela? On a bientôt fait de lâcher une parole vive; on taxe d'emportement, de violence déclamatoire, d'*aberration*, une opinion admise, approuvée, encouragée par les plus graves esprits. La polémique peut noter en passant ces promptitudes et ces inadvertances; elle ne saurait les transformer en arguments. Ni M. Gaume, ni aucun vrai

atholique ne refuse aux Jésuites le tribut de son admiation et de sa reconnaissance. Mais toutes les corporaions enseignantes n'ont pas mérité l'honneur d'être colées à la Compagnie de Jésus. On sait trop ce qu'est evenue la génération élevée par les Bénédictins, par les ratoriens, par les Génovéfains, et ce qu'ils sont devenus eux-mêmes. Comme leurs élèves, ces moines si latins, ais si peu romains, firent, sous le point de vue religieux, eu d'honneur aux bonnes études classiques. Sans parler e ceux qui jouèrent un rôle politique, tels que les Fouher, les Daunou, les Lakanal, beaucoup s'enfuirent, eaucoup se marièrent; hélas! beaucoup reparurent pour evenir les fondements de l'Université impériale!

Dès la fin du XVII^e^ siècle, à l'occasion d'une polémique élèbre entre Mabillon et Rancé, on avait dit à ces religieux que l'amour des lettres païennes leur deviendrait uneste. Il serait difficile, en effet, de prouver que le paanisme littéraire n'entra pas pour beaucoup dans les auses de la décadence religieuse et sociale dont le VIII^e^ siècle à peu près tout entier nous offre le triste tableau. Ouvrez le peu de livres honnêtes qui parurent ous le règne de Louis XVI : une seule chose y est plus emarquable que l'étonnante pauvreté de la pensée et du tyle, c'est la pauvreté ou plutôt l'absence totale du seniment religieux. Quelle misère, quelle lâcheté, quels œurs éteints! Les auteurs n'osent presque plus appeler ieu par son nom; ils disent déjà l'*Etre suprême*. C'était même le langage des écoliers. Dans une lettre que le petit apoléon Bonaparte écrivait de Brienne à sa famille, sur a mort de son père, Dieu est désigné par cette périhrase. Au nombre des professeurs de cet enfant il y vait cependant un religieux Minime, et c'était celui

qu'il préférait. Si le système d'éducation suivi à Brienne, sans être moins militaire, avait été un peu plus chrétien; si le Père Patrault et les autres maîtres du petit Bonaparte avaient déposé plus avant dans cette intelligence si ardente, les grandes vérités de la foi, et les y avaient scellées par les grands et héroïques souvenirs de l'histoire catholique; s'ils lui avaient fait admirer les martyrs, s'ils lui avaient fait connaître et comprendre saint Louis, nous inclinons à penser que l'Eglise, la France et l'humanité y auraient gagné beaucoup, sans que la bonne littérature y perdît rien. Mais, au lieu de faire de Napoléon un chrétien, la méthode d'enseignement, plus forte que les maîtres, en fit un incrédule. C'est lui-même qui le raconte : « Voyez un peu la gaucherie de ceux qui » nous forment. Ils devraient éloigner de nous l'*idée du* » *paganisme et de l'idolâtrie*, parce que leur absurdité » provoque nos premiers raisonnements et *nous prépare* » *à résister à la croyance passive*. Et pourtant, ils nous » élèvent *au milieu des Grecs et des Romains*, avec leurs » myriades de divinités. Telle *a été pour moi, et à la* » *lettre, la marche de mon esprit* : j'ai eu besoin de » croire, j'ai cru; mais ma croyance s'est trouvée heurtée, » incertaine, dès que j'ai su raisonner, et cela m'est » arrivé d'assez bonne heure, à treize ans. »

« Il suffit, dit Mgr l'évêque d'Orléans, de lire le *Traité* » *des Etudes* de Rollin et les plans d'études qui nous » restent du XVII^e^ siècle, pour voir que les auteurs chré- » tiens n'ont jamais été bannis de l'enseignement clas- » sique dans les maisons d'éducation où la religion pré- » sidait, et qu'on s'y est toujours appliqué à enseigner » chrétiennement les auteurs profanes. » *E pur si muove!* La religion présidait aussi à Brienne, elle présidait par-

out ; et cependant nous avons vu le XVIIIe siècle et la Révolution, et cette formidable réaction de l'esprit païen ans les lettres, dans les arts, dans les lois, dans les œurs, qui menace encore aujourd'hui de rejeter l'Eglise ux catacombes et de ramener le culte des gladiateurs et es prétoriens. D'où vient donc ce phénomène terrible ? ous allons essayer de le dire, en étudiant une autre paole de Mgr l'évêque d'Orléans.

7 mai 1852.

II. Les partisans d'une réforme dans le système actuel sont traités de songeurs qui veulent une chose que personne avant eux n'a voulue, pour obvier à des périls dont l'existence n'a jamais frappé aucun bon esprit. Ce ne serait pas une raison suffisante de les repousser si durement. Qu'importe que l'idée soit nouvelle, si elle est bonne, et que les périls soient récents, s'ils existent ? Mais, ni le mal n'est chimérique, ni le remède proposé n'est nouveau. Puisqu'on nous demande des ancêtres, nous en avons. Vers le milieu du XVIe siècle, un jésuite illustre, le Père Possevin, voyant l'impuissant effort de ses confrères pour assainir la littérature païenne, donnait aux magistrats italiens des avis qui semblent écrits pour notre temps.

« Voulez-vous sauver votre république ? Portez sans délai la cognée à la racine du mal ; bannissez de vos écoles les auteurs païens, qui, sous le vain prétexte d'enseigner à vos enfants la belle langue latine, leur apprennent la langue de l'enfer. Les voyez-vous ! à peine sortis de l'enfance ils se livrent à l'étude de la médecine ou du droit, ou au commerce, et *ils oublient bientôt le peu de latin qu'ils ont appris*. Mais *ce qu'ils n'oublient pas*, ce sont les faits, les maximes impures qu'ils ont s dans les auteurs profanes et qu'ils ont appris par cœur. Ces souve-

nirs leur restent tellement gravés dans la mémoire, que toute leur vie ils aiment mieux lire, dire, entendre des choses vaines et déshonnêtes que des choses utiles et honnêtes : semblables à des estomacs malades, ils rejettent sur-le-champ les salutaires enseignements de la parole de Dieu et les sermons et les exhortations religieuses qu'on vient plus tard leur adresser. »

Voilà le mal caractérisé comme nous le pourrions faire en regardant notre société d'amateurs de vaudevilles et de liseurs de romans. Indiquant aussitôt le remède, Possevin veut qu'on en revienne à l'ancien usage des universités et des écoles du moyen âge, et que, suivant les commandements des Pères, des Conciles, de Dieu même, on mette d'abord entre les mains de la jeunesse les Actes des Martyrs, les Vies des Saints, l'Écriture et les Pères. Après quoi, dit-il, sous la direction de maîtres capables et pieux, les écoliers pourront non-seulement sans danger, mais encore avec profit étudier les auteurs profanes; ils jugeront alors sainement de leurs doctrines, en les comparant aux doctrines chrétiennes dont ils auront été nourris. Possevin a intitulé le livre où il donne ces conseils : *Du moyen de conserver l'Etat et la liberté* (1). Nous le recommandons à tous ceux qu'inquiète ce difficile problème.

Un siècle après Possevin, le péril ayant grandi, un philosophe célèbre, prêtre, religieux, membre d'une congrégation enseignante, le Père Mallebranche, donnait à la France les mêmes avertissements : « Qu'on ouvre » du moins les yeux. Quoi! voit-on que ceux qui savent » bien Virgile et Horace soient plus sages que ceux qui » entendent médiocrement saint Paul?..... Pauvres en- » fants! on vous élève comme des citoyens de l'ancienne

(1) *Ragionamento del modo di conservare lo Stato et la liberta.*

Rome; vous en aurez le langage et les mœurs (1). »
Il serait aisé de prouver que, de tout temps, l'emploi
s classiques païens a paru périlleux, en dépit de la
ilance et du talent des plus sages instituteurs. Posse-
l et Mallebranche, dont la compétence ne saurait être
ntestée, se sont-ils trompés? Ce qui leur paraissait
ngereux a-t-il cessé de l'être? Mgr l'évêque d'Orléans
nble l'affirmer dans le passage suivant, où nous trou-
ns une appréciation historique à laquelle nous ne sau-
ons nous rendre : « Attachons-nous *plus que jamais*,
lit l'éloquent prélat, aux méthodes *éprouvées par le
temps*, consacrées par l'expérience, *et qui produisirent
tous ces grands hommes* dont la littérature, les sciences,
la philosophie chrétienne, la politique, l'Eglise, ont
pu, à si juste titre, se glorifier depuis trois siècles. »
Ordinairement, les grands hommes se forment par
ur propre travail : on ne sort d'aucune école grand
rivain, grand artiste, grand savant, grand guerrier,
and politique, ni même grand chrétien. L'éducation
t un apprentissage qui doit nous fournir tous les
oyens de perfectionner notre esprit, et surtout notre
ne. La meilleure éducation a atteint son but lorsqu'elle
ous a donné cette *piété* que Bossuet voulait surtout ins-
rer à son élève; cette règle intérieure qui, mettant
ns toutes nos actions, dans tous nos désirs la tempé-
nce, la probité, la charité, nous fera courageusement
endre les voies de la justice et nous donnera, quelles
ie soient nos aptitudes, la force de sacrifier même la
oire et les applaudissements du monde au suprême de-
ir de rester chrétiens. Mais, en supposant qu'il y ait

(1) *Traité de morale*, ch. X, n° 15.

des méthodes pour produire ce que l'on appelle des « grands hommes, » la question est de savoir : premièrement, si la religion a dû se louer ou se plaindre de la plupart de ces grands hommes des temps modernes; secondement, si ceux qui ont été vraiment grands, c'est-à-dire si ceux qui ont véritablement et volontairement servi l'Eglise, lui ont été donnés par les méthodes dont la valeur est aujourd'hui en discussion. A ce double point de vue, nous oserons n'être pas de l'avis de Mgr l'évêque d'Orléans.

Suivant la célèbre parole de M. de Maistre, depuis trois siècles l'histoire a été une conspiration permanente contre la vérité, en d'autres termes, contre l'Eglise, qui est le grand personnage des affaires humaines. Or, ce que M. de Maistre a dit de l'histoire, il aurait pu le dire aussi justement de la littérature, de la science, plus encore de la politique. Ses livres sont un irréfutable développement de cette accusation générale contre l'impulsion donnée à l'esprit humain par la Renaissance et par la Réforme. Mouvement terrible dans sa force et dans sa durée; assez puissant pour ébranler non pas, grâce à Dieu, l'Eglise, qui l'a combattu et qui le domptera, mais quelques églises, dont les unes ont chancelé et n'ont été raffermies que par le martyre, dont les autres sont tombées sans que l'on puisse dire dans combien d'années, dans combien de siècles elles se relèveront.

Mgr l'évêque d'Orléans, défendant le mouvement du XVI^e^ siècle sur un point où personne ne l'attaque, nomme quelques-uns des saints qui surgirent en grand nombre contre la coalition ordinaire du paganisme et de l'hérésie. Il semble croire, par une distraction évidente, que les amis des lettres chrétiennes traitent de païens ces

saints eux-mêmes : « Etranges païens, s'écrie-t-il, que » tous ces hommes qui aboutissent à saint Vincent de » Paul et à Bossuet ! » Etranges, en effet, et il faudrait une passion plus forte que la nôtre, qui pourtant n'est pas médiocre, pour pousser jusque-là l'horreur des lettres païennes. Mais, sans être le moins du monde disposés à ces emportements, nous pourrons bien dire que les fondations pieuses et les hommes apostoliques des XVI^e^ et XVII^e^ siècles ne caractérisent pas et ne dominent pas seuls ces temps malheureux. Malgré M. Olier, malgré saint Vincent de Paul, l'esprit et les méthodes de la Renaissance eurent en France d'autres aboutissements. Ils produisirent, du vivant de Bossuet, l'Assemblée de 1682 et sa déclaration trop célèbre ; un siècle plus tard, la constitution civile du clergé.

La marche générale de la littérature n'a pas été meilleure. L'esprit *humain* peut sans doute se glorifier de Montaigne, de Molière, de La Fontaine, de Boileau, de La Bruyère, de Montesquieu, de Voltaire ; mais l'esprit *chrétien*? L'honnête Boileau, le plus réservé de tous, allait jusqu'à croire que l'on ne saurait être chrétien en vers ; on l'appela le « législateur du Parnasse. » Quant aux sciences, matérialisées sous la conduite de Bacon, elles le sont encore pour longtemps. Quelques savants chrétiens, devenus savants ou restés chrétiens par la grâce de Dieu, n'ont pas entraîné la masse.

Mais c'est dans la politique, c'est là qu'éclate la funeste influence de cet enseignement qui propose à la jeunesse, pour premiers et souvent pour uniques modèles, les héros et les sages païens. A part les Souverains Pontifes, au milieu desquels rayonne l'immortel Pie V, la portion de la chrétienté soumise aux idées de la Renaissance a été

depuis trois siècles douloureusement stérile en politiques vraiment chrétiens. Les maximes de Machiavel ont plus ou moins guidé tous ceux qui ont conduit les affaires du monde. Quel prince s'est assez préoccupé de rétablir dans la patrie et dans l'Europe le faisceau brisé de l'unité catholique? Lequel a fait un effort pour relever cette Jérusalem terrestre en lutte contre elle-même et la ramener au vrai temple? Qui s'est proposé de conquérir des peuples afin de les donner à Jésus-Christ? Diviser le pays pour régner, ou diviser l'Europe pour s'agrandir; sacrifier tout, même la fraternité religieuse, même la foi jurée, tantôt à l'orgueil et aux intérêts du Roi, tantôt à l'orgueil et aux intérêts de la Nation, voilà le mobile de la politique moderne, depuis François I^er^ et Charles-Quint jusqu'à Louis-Philippe. Politique non-seulement anti-chrétienne et anti-humaine, mais insensée, qui, après trois siècles de discordes et de guerres, donne en résultat la Pologne anéantie, l'Irlande affamée et décimée, l'Espagne ruinée, l'Italie folle, la Suisse en feu, toutes les nations catholiques affaiblies, l'hérésie prépondérante, le schisme menaçant, la barbarie pour avenir. Lorsque l'on voit le rang que tiennent l'Angleterre et la Russie, on s'étonne d'entendre glorifier les hommes d'Etat que l'éducation a donnés aux pays catholiques! Qu'ils soient polis, diserts, quelquefois même chrétiens, comment, néanmoins, dans ces diplomates à courte vue et à courte haleine, reconnaître les continuateurs des héros illettrés qui avaient constitué toute la chrétienté comme une seule famille, au sein de laquelle ne devait s'élever aucun tyran, sur les frontières de laquelle ne pouvait s'affermir aucun ennemi?

Oui, le Mal a eu ses grands hommes, ses écrivains,

ses artistes, ses savants, ses politiques; mais le Bien a perdu de son assurance, de sa fécondité, de sa force autrefois victorieuse. Depuis trois siècles, un venin subtil a ralenti et comme glacé cette sève de génie qui voulait donner à l'humanité le Christ pour unique conquérant, pour unique législateur, pour unique Dieu; qui produisait les Sommes théologiques, les croisades, les cathédrales; qui suscitait des saint Bernard, des saint Thomas d'Aquin, des saint Etienne de Hongrie, des saint Louis de France, et qui leur donnait des disciples, des armées, des peuples pour accomplir tout ce qu'ils osaient entreprendre à la gloire de l'Evangile. Quels hommes et quelles œuvres! Ils dissipaient les restes de la barbarie européenne; ils élevaient une barrière contre l'islamisme; ils affranchissaient l'Espagne; ils entamaient l'Afrique par la guerre, le plus lointain Orient par les missions; ils allaient découvrir le Nouveau-Monde; ils implantaient chez les peuples chrétiens des institutions dont le touchant et majestueux ensemble nous remplit aujourd'hui d'étonnement et de regrets. Ah! ces hommes-là, peut-être, ne savaient pas tous le latin avec autant de raffinement qu'on l'a su depuis. Ils en savaient cependant assez pour s'écrier, dans l'allégresse prophétique de leur amour : *Christus vincit, Christus regnat, Christus imperat!* Et l'humanité s'avançait, sous leur conduite, vers des splendeurs de paix et de lumière dont le latin et le grec qu'elle a pu depuis acquérir ne l'ont guère rapprochée !...

Ce venin, qui presque tout à coup a arrêté l'essor de la société catholique et qui, malgré les miracles du dévouement religieux, la paralyse encore aujourd'hui, notre conscience nous crie que c'est l'esprit de la Renais-

sance. Le paganisme de l'enseignement, s'infiltrant dans les arts, dans les sciences, dans les mœurs, dans la politique, non-seulement diminue le nombre des intelligences complétement chrétiennes, mais encore les isole au milieu d'un monde où leurs inspirations appauvries n'ont plus d'écho. Saint Bernard se cloître à dix-huit ans : quelques années après, son cloître renferme huit cents religieux dont une grande partie portent les plus illustres noms et ont abdiqué les plus hautes fortunes. Il prêche, les peuples s'émeuvent; il envoie une armée à la conquête du Saint-Sépulcre. Que serait aujourd'hui saint Bernard? Le supérieur d'une communauté de trente ou quarante trappistes, parmi lesquels on compterait peu de bacheliers. S'il prêchait dans quelque grande ville, il pourrait décider une centaine de bourgeois à faire leurs Pâques, surtout si les socialistes y avaient prêché avant lui. Mais que diraient les conservateurs, même ceux qui sont chrétiens, si le Souverain, ayant osé conquérir le Saint-Sépulcre sans justifier cette expédition par aucun intérêt de commerce, rentrait à Paris comme saint Louis, pieds nus, les yeux en pleurs, portant dans ses mains la couronne d'épines? Saint Bernard, saint Louis risqueraient de paraître exagérés. En leur temps, ils furent des hommes populaires, les régulateurs et les chefs du vrai parti chrétien dans la république chrétienne. Voilà l'effet de l'éducation publique : elle ne fait pas les *grands hommes*, mais elle les prépare, pour le mal comme pour le bien, et surtout elle leur prépare des disciples et des instruments. Lorsque l'éducation était catholique, elle déposait au fond des âmes un levain de foi qui fermentait à la parole des saints; elle y en met un autre, depuis trois siècles, que la parole révolutionnaire s'assimile

beaucoup mieux. Comparez le fruit qu'opère le mandement d'un évêque, aux moissons que fait mûrir le journal d'un émule de Proudhon !

Depuis la Renaissance et même, si l'on veut, à cause de la Renaissance, un grand bien a été fait. Qui le nie? L'Eglise a soutenu le combat, nous le savons, et nous en remercions Dieu; mais les hommes à qui Dieu a permis de faire ce bien-là, ont-ils été formés par les méthodes actuelles? Nous ne le croyons pas, et nous croyons qu'au contraire ces hommes ont été soit des ignorants, soit des convertis, qui ont eu le bonheur ou d'oublier leur éducation première, ou de s'en être donné eux-mêmes une autre. Dans ce grand XVIIe siècle français, si souvent loué et blâmé mal à propos, trois hommes, entre tous, ont rendu d'éminents services à l'Eglise et laissé des œuvres durables : saint Vincent de Paul, par ses étonnantes fondations et par le zèle avec lequel il poursuivit et dénonça le premier l'hérésie janséniste; Olier, en fondant les séminaires; Rancé, en restaurant la vie monastique. Des choses de ce temps, à peu près tout le reste a péri ou avorté, et n'est venu jusqu'à nous que mêlé de beaucoup d'ombres; les œuvres de ces trois hommes brillent encore de force et de jeunesse. Or, de ces trois hommes, le premier n'était pas un puriste; les deux autres avaient fait les plus belles études païennes, et peu s'en était fallu qu'ils n'y perdissent la foi. Rancé, auteur, à treize ans, d'une édition d'Anacréon, dédiée au cardinal de Richelieu, n'était, à trente ans, qu'un ecclésiastique mondain, tenant en commende des abbayes qu'il n'avait jamais visitées, menant grand train, donnant assez de scandale en attendant d'être évêque. Olier prenait la même voie; et l'un et l'autre ne se distinguèrent de la foule qu'en se

convertissant. Malgré le beau spectacle qu'offrit la Trappe réformée, ont y fut toujours loin des huit cents moines de saint Bernard. Rancé et Olier parurent longtemps des gens qui voulaient se singulariser; l'abbé de la Trappe fut signalé comme un ennemi des lumières; toute la famille, d'ailleurs très chrétienne, du fondateur des Sulpiciens, trouva qu'il se déshonorait en devenant curé.

On voit qu'à cette époque de combats héroïques, le torrent de la mauvaise coutume, de la mauvaise éducation, était déjà bien fort. Il ne l'est pas moins sans doute aujourd'hui. Questionnez la plupart des catholiques illustres de notre temps : en quoi les méthodes actuelles ont-elles servi à les faire ce qu'ils sont? et particulièrement lorsqu'ils sortent de l'Université, que leur a-t-on appris de tout ce qu'ils savent? Rien absolument, ni l'histoire, ni la philosophie, ni la religion, ni le latin. Ils ont dû se redonner une éducation toute nouvelle, brûler ce qu'ils avaient adoré, adorer ce qu'ils avaient brûlé. On laisse si complétement ignorer, en général, ce qu'ils ont appris de la sorte, qu'ils parlent un langage et qu'ils ont des idées inintelligibles à la plupart de leurs anciens condisciples, même chrétiens; et c'est dans les rangs de ces derniers peut-être que leurs entreprises ont rencontré la plus vive résistance. Que de difficulté pour faire accepter l'art chrétien, l'unité liturgique, les ordres religieux, la liberté de l'Eglise, pour abattre les restes de la séparation gallicane, pour rétablir quelques grands faits et réhabiliter quelques grandes figures historiques, pour former enfin un noyau d'hommes qui voulussent être avant tout les serviteurs de la sainte Eglise! Ils l'ont fait ou ils l'ont commencé, et ils achèveront; mais de terribles labeurs les attendent, et ils devront soutenir en-

core des luttes redoutables contre les préjugés d'éducation qu'ils ont effacés de leur propre esprit. Mgr l'évêque d'Orléans a vu ces combats; dans beaucoup d'occasions il les a soutenus lui-même : il peut dire combien la victoire eût été plus complète, si les cœurs avaient été moins froids, les esprits moins prévenus et moins ignorants. Avec quelle peine n'a-t-on pas trouvé dans toute la France quelques milliers de pétitionnaires et de souscripteurs pour la liberté d'enseignement, cette œuvre de justice et de salut!

Nous disons que tant de langueur accuse une éducation insuffisamment chrétienne, là même où elle est chrétienne; nous disons que les enfants qui sortent de leurs classes connaissant et aimant l'Eglise, ne la connaissent pas et ne l'aiment pas assez; nous disons enfin que c'est là le venin de la Renaissance, et qu'il est urgent, aujourd'hui plus que jamais, que l'éducation en soit purgée.

JUAN DONOSO CORTÈS.

22 mai 1853.

Le 4 janvier 1849, un membre du Parlement espagnol parut à la tribune pour donner son avis dans une discussion sur la politique générale. Il appartenait à la majorité conservatrice, et il venait répondre à l'un des chefs du parti progressiste, M. Cortina. On débattait la thèse qui se débat sans fin entre le Gouvernement et l'Opposition, partout où la tribune exerce quelque empire. Le Gouvernement avait maintenu l'ordre au milieu des formidables crises de 1848 ; l'Opposition lui reprochait d'avoir offensé la légalité. On s'était de part et d'autre exercé là-dessus assez éloquemment, et la joûte, ayant satisfait au *decorum* parlementaire, pouvait finir. Au fond, il n'existait pas plus de division dans les esprits que de

ute sur le vote. L'exemple de la France, de l'Alle-agne, de l'Italie, était là : progressistes et conserva-urs voyaient suffisamment clair aux lueurs de la foudre. honorable M. Cortina, tout le premier, s'accommodait une illégalité qui, en écartant la République, le pré-rvait de l'ignominie d'être conservateur à son tour. n discours de plus semblait donc inutile; personne ne oyait nécessaire de réfuter davantage M. Cortina. Mais ssitôt que le nouvel orateur eut ouvert la bouche, ssemblée s'aperçut qu'il restait quelque chose à dire. ielque chose que personne encore n'avait dit, sur ce ème trop rebattu, où la casuistique constitutionnelle père limiter, dans un équilibre parfait, la résistance du uvoir et les entraînements de la liberté. Dès les pre-iers mots, la question changea de place et de face.

En argumentant contre les progressistes sur le point fait, la majorité, qui se piquait d'être libérale, avait rupuleusement respecté, comme son bien propre, le nds de leurs idées. L'orateur commença par déclarer 'il venait enterrer au pied de la tribune, dans leur turelle sépulture, toutes les idées de l'Opposition, est-à-dire toutes les idées libérales; *idées stériles et sastreuses, dans lesquelles se résument les erreurs in-ntées depuis trois siècles pour troubler et dissoudre les ciétés humaines.* Il tint parole. Tout accoutumés qu'ils ssent aux hardiesses de son éloquence et de sa probité, s auditeurs ne s'attendaient pas à cet héroïsme de con-ction qui venait heurter avec dédain, l'un après l'autre, s dogmes le plus universellement reçus de la liberté oderne, qui prédisait à cette liberté sa mort imminente, ii flétrissait cette mort comme un suicide. Annonçant la civilisation du XIX^e^ siècle des humiliations aussi

prodigieuses que les élans de son orgueil, et la montrant prochainement accroupie et tremblante sous quelque dictature, il lui criait : Tes orateurs ne te sauveront pas, tes arts ne te seront d'aucun secours, tes armées hâteront ta perte; le despotisme même trahira tes espérances; tu ne trouveras pas un despote; tu ramperas et tu périras sous les pieds et sous le couteau de la multitude, si tu ne t'inclines pas devant la croix !...

Tout cela n'avait pas été dit dans la discussion, ceux qui l'avaient pu penser s'étonnaient de l'entendre; l'orateur lui-même, se reportant un peu en arrière dans son propre passé, pouvait s'étonner de le dire. Ces idées, si nouvelles pour son auditoire, n'étaient guère moins nouvelles pour lui. Il avait partagé les illusions du siècle; il avait cru à la presse, à la tribune, aux constitutions, aux assemblées, au progrès; son talent et ses succès l'avaient sacré l'un des pontifes de ce culte de l'esprit humain, dont il bafouait maintenant les superbes et frivoles mystères. Mais il venait de perdre un frère pieux et tendrement aimé, et il contemplait les convulsions misérables au milieu desquelles la monarchie européenne, infidèle depuis longtemps, périssait sans ressource. Ses yeux, faits pour la vérité, avaient vu dans son propre cœur et dans les choses humaines tout ce qu'éclairent les flambeaux qui escortent la mort. A cette lumière il était devenu chrétien. Le Christianisme le tirait de ce groupe des gens de lettres et des beaux esprits qui n'est que l'élite du vulgaire. Désormais ses pensées, mises en ordre et illuminées par la foi, allaient retentir dans le monde. Cent échos répétèrent aussitôt son discours, et l'Europe apprit, pour ne plus l'oublier, le nom jusqu'alors à peu près inconnu de Donoso Cortès.

Quatre ans se sont à peine écoulés, et Donoso Cortès est mort. Comme Balmès, son compatriote, il est mort dans la vigueur de l'âge, emportant avec lui des clartés dont le monde avait besoin. Dieu est maître de couronner quand il veut ceux qui l'ont servi; il dispose tout avec justice, il accomplit tout à l'heure utile. Mais, lorsque de tels hommes s'en vont, ils sont seuls à se réjouir de l'ordre qui les rappelle si tôt. Pour nous, nous mesurons le vide qu'ils laissent, et nos faibles yeux s'emplissent de larmes. La Providence avait amené M. Donoso Cortès à Paris, au principal foyer des erreurs qu'il devait combattre. Ceux qui l'ont approché, et qui étaient dignes de le juger, l'ont trouvé supérieur à sa réputation. En deux ans, sans y prétendre, il avait pris rang parmi les chefs de la société française. Il exerçait une influence considérable non-seulement sur les catholiques, qui ne connaissent point entre eux d'étrangers, mais aussi dans le monde de la politique et des lettres, où il apportait tout à la fois l'autorité de son vaste esprit et les charmes de son incomparable simplicité. Ses idées, assurément, étaient bien éloignées de celles qui règnent encore dans ces régions moins éclairées qu'il ne semble, et où l'ombre se refait plus vite qu'on ne le croirait... Des vieillards illustres et d'un grand crédit n'ont pas mieux compris Donoso Cortès qu'ils n'ont compris les événements de l'époque, si naturels en même temps que si prodigieux; mais comme il n'y avait nul moyen de méconnaître sa force, il fallait bien compter avec cette raison qui ne reculait devant aucun préjugé anti-catholique et révolutionnaire, et qui n'en laissait aucun sans atteinte. Nous faisons une perte immense; ce que perd l'Espagne, Dieu seul le sait! Nous avons entendu souvent Donoso Cortès

parler de la gloire, des malheurs, des périls présents de son pays. Il aimait l'Espagne par-dessus tout ce que Dieu lui permettait d'aimer, et la décadence religieuse de cette noble nation était le deuil le plus profond de son âme. Quoique sa modestie l'eût trompé sur ses propres aptitudes et qu'il se promît de n'être jamais qu'un conseiller, néanmoins son mérite le désignait pour un rôle actif que son patriotisme et sa foi même ne lui auraient pas permis de refuser toujours. L'Espagne avait un homme en réserve pour ces jours de ténèbres, si fréquents dans notre siècle, où il faut aux nations la double inspiration du génie et de la probité. Dans tous les cas, Donoso Cortès étant de ceux qui comptent pour peu de chose leur popularité, leur fortune ou de plus durs sacrifices, quand l'intérêt public le commande, sa voix si puissante n'aurait pas cessé de s'élever et d'enseigner. La supériorité de son talent littéraire devait lui attacher de nombreux disciples. Et qui peut dire ce qu'une école de politique chrétienne gouvernée par lui, n'eût pas accompli en peu de temps parmi le peuple du monde qui, peut-être, a fait le plus d'héroïques efforts pour se plier au joug de la vérité?

L'école n'est pas encore formée, et le maître n'est plus. Dieu a clos ces lèvres éloquentes qu'il avait ouvertes pour confesser la justice de ses châtiments sur les sociétés humaines, coupables d'ingratitude envers sa rédemption et de forfaiture envers sa lumière. Il les avait ouvertes en envoyant la grâce, il les a closes en envoyant la mort; et comme la grâce avait été inattendue et presque soudaine, la mort a été prématurée. Quand la pensée de Donoso Cortès, habituellement tournée vers le ciel, revenait sur la terre, elle n'y voyait qu'un aspect général de déca-

ence ; elle y sentait passer, presque sans relâche, un ouffle de malédiction. L'atmosphère, disait-il, contient n poison qui ne laisse, hors le mal, rien parvenir à ma- urité. Ou l'esprit fléchit, ou l'homme tombe. Celui qui e trahit pas sa destinée, la destinée le trahit. Le dernier iècle a été le siècle des débauches, nous sommes dans le iècle des avortements. La multitude est partout ; elle touffe tout ce qui ne se fait pas petit, sceptique et mo- ile comme elle. C'est le règne de l'égalité, et Dieu nous permis de l'établir si bien, que nous périrons proba- lement faute d'un homme qui sache ou qui ose passer mesure commune.

Il a succombé avant le temps, comme pour confirmer es prévisions de son génie attristé. Cependant, depuis sa onversion jusqu'à sa mort, il a fait bon et fidèle usage u don de Dieu, et l'extraordinaire retentissement de sa arole permet de croire qu'il n'aura pas parlé en vain. e premier discours de 1849, par lequel il se révéla, est evenu presque instantanément, dans les meilleurs es- rits de l'Europe, la formule des instincts conservateurs qui ttaient sans doctrine contre l'entraînement des dogmes des habitudes révolutionnaires. A partir de ce moment, mal des sociétés modernes a été connu et qualifié ; le mède est devenu évident aux yeux de toute raison assez aute et assez saine pour se déprendre de l'erreur. On eut espérer, contre Donoso Cortès lui-même, que cette ompte adhésion des intelligences les plus sincères, ad- ésion renouvelée chaque fois qu'il a eu l'occasion d'é- ver la voix, ne sera pas universellement suivie de infécondité à laquelle il craignait que toute vérité reli- ieuse ne fût pour longtemps condamnée dans le sol po- tique. On relira ses discours, ses lettres, ces mâles écrits

dont une critique inconsidérée n'a pu que hâter le succès et constater la valeur. Les mesquines passions qui s'attaquent aux vivants, s'éloignent des morts, insensibles à leurs piqûres. Donoso Cortès est enseveli; personne, à présent, ne dira plus, comme on nous l'a fait lire, que sa renommée était le chef-d'œuvre d'un prospectus. Le voilà préservé des aigres protestations de l'envie, des vaines objections de la fatuité, des étonnements passionnés de l'ignorance. Ces misères, qui sont la poussière et la fumée du combat, et qui réussissent parfois à faire un nuage autour du héros, tombent lorsqu'il arrive au tribunal de la postérité, où ne montent que les vainqueurs. Le nom de Donoso Cortès ne périra point; il grandira, au contraire, et ses pensées, loin d'être mises en oubli, acquerront plus d'empire à mesure que les symptômes qu'il a prévus se manifesteront. Dieu veuille seulement ne pas donner à la maladie un cours assez rapide pour emporter la société avant que celle-ci ait commencé d'élever le faible rempart derrière lequel il croyait qu'elle pourrait encore se mettre à l'abri!

Il n'est point nécessaire d'exposer longuement ici ce que l'on pourrait appeler le système politique et philosophique de Donoso Cortès. Nos lecteurs le connaissent assez. Nous avons eu soin de recueillir, depuis quatre ans, tout ce qu'il a dit et écrit pour le public; et l'on a pu voir combien nos propres convictions sont identiques aux siennes, ou s'en rapprochent. Il nous suffira de rappeler, par quelques citations, les principales lignes du vaste ensemble qu'il avait conçu.

Le 26 mai, dans une lettre qui eut un retentissement européen, Donoso Cortès disait à M. de Montalembert.

« La destinée de l'humanité est un mystère profond, qui a reçu deux explications contraires : celle du catholicisme et celle de la philosophie. L'ensemble de chacune de ces explications constitue une civilisation complète. Entre ces deux civilisations il y a un abîme insondable, un antagonisme absolu. Les tentatives faites pour amener entre elles une transaction ont été, sont et seront toujours vaines. L'une est l'erreur, l'autre est la vérité; l'une est le mal, l'autre est le bien. Il est nécessaire de faire entre elles un choix suprême, et, ce choix fait, de proclamer l'une et de condamner l'autre dans toutes ses parties Ceux qui flottent entre elles deux, ceux qui acceptent les principes de l'une et les conséquences de l'autre, les éclectiques, enfin, sont tous hors de la catégorie des grandes intelligences, et sont condamnés irrémissiblement à l'absurde.

» Je crois que la civilisation catholique contient le bien sans mélange de mal, et que la civilisation philosophique contient le mal sans mélange de bien.

» La civilisation catholique enseigne que la nature de l'homme est corrompue et déchue, corrompue et déchue d'une manière radicale dans son essence et dans tous les éléments qui la constituent. Dans sa corruption, l'entendement humain ne peut inventer la vérité ni la découvrir; mais il la voit quand on la lui présente. Dans sa corruption, la volonté ne peut vouloir le bien ni le faire sans secours, et ce secours ne lui vient que quand elle est assujettie et contenue. Cela étant, il est clair que la liberté de discussion conduit nécessairement au mal. La raison humaine ne peut voir la vérité si une autorité infaillible et enseignante ne la lui montre. La volonté humaine ne peut vouloir faire le bien, si elle n'est réprimée par la crainte de Dieu. Quand la volonté s'émancipe de Dieu, et quand la raison s'émancipe de l'Eglise, l'erreur et le mal règnent sans obstacles dans le monde.

» La civilisation philosophique enseigne, au contraire, que la nature de l'homme est une nature parfaite et saine : saine et parfaite dans son essence et dans les éléments qui la constituent. Etant sain, l'entendement de l'homme peut voir la vérité, la discuter, la découvrir. Etant saine, la volonté veut le bien et le fait naturellement. Cela supposé, il est clair que la raison, abandonnée à elle-même, arrivera à connaître la vérité, toute la vérité, et que la volonté, par elle seule, réalisera forcément le bien absolu. Il est également clair que la solution du grand problème social est de rompre les liens qui compriment et assujettissent

la raison et le libre arbitre de l'homme. Le mal n'est que dans ces liens : il n'est ni dans le libre arbitre ni dans la raison. Si le mal consiste à avoir des liens et le bien à n'en avoir pas, la perfection consistera à n'en avoir aucun d'aucune espèce. S'il en est ainsi, l'humanité sera parfaite quand elle niera Dieu, qui est son lien divin ; quand elle niera le gouvernement, qui est son lien politique ; quand elle niera la propriété, qui est son lien social, et quand elle niera la famille, qui est son lien domestique. Quiconque n'accepte pas toutes ces conclusions se met en dehors de la civilisation philosophique, et quiconque se met en dehors de la civilisation philosophique et n'entre pas dans le sein du catholicisme, marche dans le désert du vide.

» Du problème théorique, passons au problème pratique : de ces deux civilisations, laquelle remportera la victoire dans le cours du temps? Je réponds sans que ma plume hésite, sans que mon cœur tremble, sans que ma raison se trouble : La victoire appartiendra incontestablement à la civilisation philosophique. L'homme a voulu être libre? il le sera. Il abhorre les liens? ils tombent en poussière à ses pieds. Un jour, pour essayer sa liberté, il a voulu tuer son Dieu. Ne l'a-t-il pas frappé? ne l'a-t-il pas crucifié entre deux voleurs? Des légions d'anges sont-elles descendues du ciel pour défendre le Juste qui était à l'agonie sur la terre? Eh bien ! pourquoi descendraient-elles aujourd'hui qu'il s'agit, non pas du crucifiement de Dieu, mais du crucifiement de l'homme par l'homme? Pourquoi descendraient-elles aujourd'hui, quand notre conscience nous crie si haut que, dans cette tragédie, personne ne mérite leur intervention, ni ceux qui doivent être les victimes, ni ceux qui doivent être les bourreaux?

» Il s'agit ici d'une question très grave : il ne s'agit de rien moins que de vérifier quel est le véritable esprit du catholicisme touchant les vicissitudes de cette lutte gigantesque entre le mal et le bien, ou, comme disait saint Augustin, entre la cité de Dieu et la cité du monde. Quant à moi, je tiens pour prouvé et évident qu'ici-bas le mal finit toujours par triompher du bien, et que le triomphe sur le mal est réservé, si l'on peut s'exprimer ainsi, à Dieu personnellement.

» Aussi n'y a-t-il aucune période historique qui ne vienne aboutir à une catastrophe. La première période historique commence à la création et aboutit au déluge. Et que signifie le déluge? Deux choses : le triomphe *naturel* du mal sur le bien, et le triomphe *surnaturel* de Dieu sur le mal, par le moyen d'une action *directe*, *personnelle* et *souveraine*.

» Les hommes ruisselaient encore des eaux du déluge quand la même lutte recommença. Les ténèbres s'amoncellent à tous les horizons. A la venue de Notre-Seigneur, la nuit était partout, une nuit épaisse, palpable. Le Seigneur est élevé en croix, et le jour revient pour le monde. Que signifie cette grande catastrophe? Deux choses : le triomphe *naturel* du mal sur le bien, et le triomphe *surnaturel* de Dieu sur le mal, par le moyen d'une action *directe*, *personnelle* et *souveraine*.

» Que disent les Ecritures sur la fin du monde? Elles disent que l'Antechrist sera le maître de l'univers, et qu'alors viendra le jugement dernier avec la dernière catastrophe. Que signifiera cette catastrophe? Comme les autres, elle signifiera le triomphe *naturel* du mal sur le bien, et le triomphe *surnaturel* de Dieu sur le mal, par le moyen d'une action *directe*, *personnelle* et *souveraine*.

» Telle est pour moi la philosophie, toute la philosophie de l'histoire. Vico fut sur le point de voir la vérité, et, s'il l'eût vue, il l'eût exposée mieux que moi ; mais, perdant bientôt la trace lumineuse, il se trouva enveloppé de ténèbres. Dans la variété infinie des événements humains, il a cru découvrir un nombre toujours fixe et restreint de formes politiques et sociales. Pour démontrer son erreur, il suffit de regarder les Etats-Unis, qui ne s'ajustent à aucune de ces formes. S'il fût entré plus profondément dans les mystères catholiques, il aurait vu que la vérité est dans cette même proposition prise à revers. La vérité est dans l'identité substantielle des événements, voilée et comme cachée par la variété infinie des formes.

» Voilà ma croyance. Je vous laisse à deviner mon opinion sur le résultat de la lutte qui se livre actuellement dans le monde. »

On sait quelles belles applications Donoso Cortès tirait de cette théorie, et comment elle lui servait à expliquer la marche rapide et le caractère effrayant des révolutions contemporaines, qui se font toutes au nom de la liberté et qui toutes tendent et doivent logiquement aboutir à la diminution, à la suppression, à la négation suprême et définitive de toute liberté. Dans son discours du 4 janvier, il demande aux progressistes espagnols, grands parleurs de liberté comme les nôtres, s'ils ignorent que déjà la liberté n'est plus.

« N'avez-vous pas assisté comme j'ai assisté moi-même, en esprit, à sa douloureuse passion? Ne l'avez-vous point vue persécutée, raillée, perfidement frappée par tous les démagogues du monde? Ne l'avez-vous point vue traîner son angoisse sur les montagnes de la Suisse, sur les rives de la Seine, sur les bords du Rhin et du Danube, sur le rivage du Tibre; ne l'avez-vous point vue enfin monter au Quirinal qui a été son Calvaire?... Oui, la liberté est morte, et elle ne ressuscitera ni au troisième jour, ni à la troisième année, ni au troisième siècle peut-être. Vous vous effrayez de la tyrannie que nous souffrons? Vous vous effrayez de peu; vous verrez bien autre chose.... Le monde marche à grands pas à la constitution d'un despotisme le plus terrible et le plus gigantesque que les hommes aient jamais vu.... »

Et il développait ce beau et saisissant parallèle des *deux freins*, qui est encore dans toutes les mémoires : Il n'y a que deux sortes de répressions possibles contre l'homme, l'une intérieure, l'autre extérieure; l'une religieuse, l'autre politique. Elles sont de telle nature que, quand le thermomètre religieux est élevé, le thermomètre de la politique est bas, et quand le thermomètre religieux est bas, le thermomètre politique, la répression politique, la tyrannie s'élève. C'est une loi de l'humanité. Voyez le monde de l'autre côté de la croix : la société ne se composait que de tyrans et d'esclaves. La liberté, la liberté véritable, la liberté de tous et pour tous, n'est venue au monde qu'avec le Sauveur du monde. Là s'inaugure et règne la répression politique. Jésus fonde avec ses disciples la seule société qui ait existé sans gouvernement. Entre Jésus et ses disciples, point d'autre gouvernement que l'amour du Maître pour ses disciples, et l'amour des disciples pour leur Maître. La répression étant complète, la liberté est absolue. Mais, dès les temps apostoliques, les hérésies commencent à germer; aussitôt devient nécessaire un germe de gouvernement. Il n'y a pas encore

le tribunaux parmi les chrétiens, mais il y a des contestations, et par conséquent des arbitres, qui sont comme un embryon de gouvernement. A mesure que la corruption se développe, le gouvernement grandit. Arrivent les temps féodaux : la religion, encore à sa plus grande hauteur, est cependant viciée par les passions humaines : la nécessité se fait sentir d'un gouvernement effectif, si faible qu'il soit : on voit s'établir la monarchie féodale, la plus faible de toutes les monarchies. Au XVI^e^ siècle, le schisme luthérien éclate : avec ce grand scandale politique et social, avec cet acte d'émancipation intellectuelle et morale des peuples, coïncide l'institution de la monarchie absolue. Ce n'est pas assez. Le thermomètre religieux descend encore, le thermomètre de la répression politique s'élève davantage : on a les armées permanentes. Ainsi la répression politique monte à l'absolutisme et même au-delà. Avec le privilége de l'absolutisme, les gouvernements demandent et obtiennent d'avoir, pour se défendre et défendre avec eux la société, un million de bras. Est-ce tout? Non, car le thermomètre religieux continue de baisser. Quelle institution nouvelle est alors créée? Les gouvernements disent : Nous n'avons pas assez d'un million de bras, il nous faut un million d'yeux, et ils ont la police. Mais l'armée et la police ne peuvent à elles seules maintenir l'ordre et la sécurité dans cette société où manque de plus en plus la répression intérieure. On forme donc un monstre nouveau, qui entendra tout et qui aura la main partout ; c'est la centralisation administrative. On a tout cela, et comme le thermomètre religieux continue de descendre, tout cela est encore trop peu ; et alors la nature livre au génie épuisé du gouvernement quelques-uns de ses secrets, pour agrandir le

despotisme dont les sociétés ont besoin. Avec la vapeur et la télégraphie électrique, elle lui donne la faculté d'être en même temps partout. Telle était la situation de l'Europe, quand un bruit universel de catastrophes et de révolutions vint annoncer qu'il n'y avait pas encore assez de despotisme dans le monde, par la raison que le thermomètre religieux était à zéro!....

Et maintenant, poursuivait l'orateur, après cette démonstration dont nous regrettons de ne donner qu'une analyse décolorée, et maintenant, « de deux choses l'une: ou la réaction religieuse vient, ou elle ne vient pas. S'il y a réaction religieuse, vous verrez bientôt comment, à mesure que montera le thermomètre religieux, commencera de descendre naturellement, spontanément, sans nul effort de la part des peuples ou des gouvernements, le thermomètre politique, jusqu'à ce qu'il marque le chiffre tempéré de la liberté des nations. Mais si, au contraire, le thermomètre religieux continue de descendre, je ne sais où nous nous arrêterons. Je ne le sais et je tremble en y pensant. Si aucun gouvernement n'était nécessaire alors que la répression religieuse se trouvait à son apogée, maintenant que la répression religieuse n'existe plus, aucun genre de gouvernement sera-t-il suffisant pour réprimer? Tous les despotismes à la fois y suffiront-ils?... Dans le monde ancien, la tyrannie se montra féroce et impitoyable, et cependant cette tyrannie était matériellement limitée, tous les Etats étant petits et les relations internationales étant de tout point impossibles: en conséquence, dans l'antiquité, il ne put y avoir de tyrannie sur une grande échelle, si ce n'est une seule, celle de Rome. Mais, à présent, combien les choses sont changées! Les voies sont préparées pour un tyran gigan-

tesque, colossal, universel; tout est préparé pour cela. Il n'y a plus de résistances soit matérielles, soit morales. Il n'y a plus de résistances matérielles, parce que, avec les bateaux à vapeur et les chemins de fer, il n'y a plus de frontières, et avec le télégraphe électrique plus de distances; et il n'y a plus de résistances morales, parce que tous les esprits sont divisés et tous les patriotismes morts. »

Cette réaction religieuse, l'unique salut de la société, Donoso Cortès la croyait possible; il avait le chagrin de ne pas la juger probable. Il croyait que le mal avait gagné trop de profondeur. Il écrivait de Berlin, le 4 juin 1849, à M. de Montalembert :

« En donnant pour mort l'empire de la foi, et en proclamant l'indépendance de la raison et de la volonté de l'homme, la société a rendu absolu, universel et nécessaire le mal, qui était relatif, exceptionnel et contingent. Cette période de rapide rétrogradation a commencé en Europe avec la restauration du paganisme littéraire, qui a amené successivement les restaurations du paganisme philosophique, du paganisme religieux et du paganisme politique. Aujourd'hui, le monde est à la veille de la dernière de ces restaurations : la restauration du paganisme socialiste. »

Un mois après, le 10 juillet, il répondait en ces termes aux critiques de quelques libéraux espagnols :

« La société européenne se meurt. Les extrémités sont froides, le cœur le sera bientôt. Et savez-vous pourquoi elle se meurt? Elle se meurt parce qu'elle a été empoisonnée; elle se meurt parce que Dieu l'avait faite pour être nourrie de la substance catholique, et que des médecins empiriques lui ont donné pour aliment la substance rationaliste. Elle se meurt parce que, de même que l'homme ne vit pas seulement de pain, mais de toute parole qui sort de la bouche de Dieu, de même les sociétés ne périssent pas par le fer, mais par toute parole anti-catholique sortie de la bouche des philosophes. Elle se meurt parce

que l'erreur tue, et que cette société est fondée sur des erreurs. Sachez que tout ce que vous tenez pour incontestable est faux.

» La force vitale de la vérité est si grande que, si vous étiez en possession d'une vérité, une seule, cette vérité pourrait vous sauver. Mais votre chute est si profonde, votre décadence si radicale, votre aveuglement si complet, votre nudité si absolue, que cette vérité, vous ne l'avez pas. Par cette raison, la catastrophe qui doit venir sera dans l'histoire la catastrophe par excellence. Les individus peuvent se sauver encore, parce qu'ils peuvent toujours se sauver; mais la société est perdue, non qu'elle soit dans une impossibilité radicale, mais parce que, selon moi, il est évident qu'elle ne veut pas se sauver. Il n'y a pas de salut pour la société, parce que nous ne voulons pas faire de nos fils des chrétiens. Il n'y a point de salut pour la société, parce que l'esprit catholique, seul esprit de vie, ne vivifie pas tout, ne vivifie pas l'enseignement, le gouvernement, les institutions, les lois, les mœurs. Changer le cours des choses dans l'état où elles sont, serait, je ne le vois que trop, une entreprise de géants. Il n'y a point de pouvoir sur la terre qui, par soi seul, puisse en venir à bout, et c'est à peine si tous les pouvoirs, agissant de concert, parviendraient à la consommer. Je vous laisse à juger si ce concert est possible, jusqu'à quel point il l'est, et à décider si, même cette possibilité admise, le salut de la société ne serait pas de toutes manières un vrai miracle. »

Le monde est plein d'esprits mitoyens à qui toute conviction vigoureuse déplaît et que toute affirmation nette et tranchée surprend et impatiente. Il y a de ces esprits parmi les catholiques, et en plus grand nombre qu'il ne serait naturel d'en trouver; ils sont un des signes fâcheux de ce temps, où la vérité est si fort diminuée parmi les hommes. La voie de salut que Donoso Cortès indiquait à la société leur paraissant aussi difficile qu'à lui, et peut-être plus radicalement impraticable qu'il ne disait, ils ne tardèrent pas à lui reprocher ses « exagérations. » Ils commencèrent dès que les victoires du parti de l'ordre eurent un peu éclairci l'atmosphère politique. Ou ils espérèrent alors que la société pourrait se sauver par la seule

force et la seule sagesse des gouvernements, sans se pénétrer de cet esprit catholique contre lequel tant de gens de bien sentaient renaître leurs répugnances; ou ils crurent à la possibilité de réintroduire le catholicisme en secret, par de délicates mesures, qui ne donneraient l'éveil à aucun de ceux que son existence importune, et ils craignirent que la voix trop retentissante de Donoso Cortès ne vînt déranger une si belle opération. Quelques-uns aussi, peut-être, cédèrent à cette tentation qui nous porte à nous asseoir sur notre petit tribunal pour faire la part de l'éloge et du blâme aux gens qui ont l'indiscrétion, en passant devant nous, de nous trop couvrir de leur ombre. Quoi qu'il en soit, ces critiques n'obtinrent aucune attention. Il est vrai que M. l'abbé Gaduel ne songea pas tout d'abord à reprendre dans les écrits de Donoso Cortès une vingtaine d'hérésies. En Espagne, les libéraux se contentèrent de l'accuser d'erreurs manichéennes. En France, quelques catholiques trouvèrent du fatalisme dans sa manière d'envisager l'avenir; encore voulurent-ils bien observer que le fatalisme est le fond du caractère espagnol.

L'illustre écrivain ne dédaigna pas de se défendre. Il ne se croyait pas fataliste pour penser que la société, s'étant perdue en s'éloignant de Dieu, ne se retrouverait qu'en revenant à Dieu. A son avis, il est vrai, elle s'était si fort éloignée et si effroyablement perdue, qu'il doutait si elle parviendrait à retrouver sa voie et même si elle voudrait le tenter. Mais il n'engageait point sa parole contre la miséricorde de Dieu, et sa vie témoignait assez qu'il ne prêchait pas une résignation inactive. On n'a pas ignoré son adhésion aux efforts heureux qui ont rétabli chez nous l'unité et l'énergie du pouvoir; il croyait que

la France, sous la double impulsion de l'esprit catholique et de la force monarchique, pouvait devenir l'instrument d'un miracle inespéré.

Il n'aimait pas les discussions publiques, desquelles il attendait peu de fruits, et il les évitait autant que possible; mais il était trop le serviteur de la vérité pour mépriser les objections et les contradictions qui se produisaient avec convenance. Lorsque, sans réfléchir à la hauteur de son rang dans le monde, à l'éclat si pur de sa renommée, à l'étendue de ses services, M. l'abbé Gaduel fit paraître contre son *Essai*, une critique où la bienséance aurait conseillé de supprimer bien des choses, et qu'il eût au moins fallu lui communiquer avant de la rendre publique, il ne voulut point la lire, pour n'être point tenté d'ajouter des paroles sévères aux explications qu'auraient certainement obtenues de lui des procédés plus discrets. Il fit mieux que de réfuter son adversaire : à cause du caractère de ce dernier et du bruit qu'avait fait la critique, il proclama publiquement son entière soumission aux enseignements de l'Eglise, et il envoya son livre à Rome, condamnant d'avance, sans réserves ni restrictions d'aucune sorte et sans exiger aucune forme d'explication, tout ce que Rome y condamnerait.

Ce fut le dernier acte public de sa noble vie, et dans cet acte on l'a vu tout entier, aussi humble par la foi qu'il était grand par le génie, aussi docile aux moindres enseignements de l'Eglise qu'il était rebelle aux dogmes les plus suivis de l'orgueil humain. Nous osons le dire, et ceux qui l'ont connu n'en douteront pas : lorsque, en présence de la mort, il a repassé en esprit ses œuvres, il s'est applaudi de cette soumission plus que de tous ses

riomphes, il s'est plus réjoui d'avoir été l'humble enfant le l'Eglise que d'avoir été son défenseur admiré; il a éni Dieu non pas tant de lui avoir donné de vivre pour a cause, que de permettre qu'il mourût accusé et béissant.

L'intérêt qui s'attache aux hommes supérieurs fait ésirer à beaucoup de nos lecteurs que nous leur donions des détails biographiques sur Donoso Cortès. Ce ue nous savons se réduit à peu de chose. Donoso Cortès ardait le silence sur lui-même et ne laissait connaître ue son cœur. Il naquit à Dombenito, en Estramadure, le mai 1809. Après ses études, il se mit sous la direction 'un écrivain espagnol assez célèbre, qui n'avait d'admiation que pour les auteurs français du XVIII^e^ siècle, et ui les lui fit lire. Au sortir de cette école, Donoso était hilosophe en religion, monarchiste libéral et parlemenaire en politique. Ses premiers ouvrages sont dans cet rdre d'idées; c'est dire qu'il en faisait peu de cas. Le uccès qu'ils obtinrent ne servit plus tard qu'à modérer ingulièrement en lui le goût et l'estime des applaudissenents. Cependant ses lectures avaient faussé ou retardé on esprit sans le corrompre, et surtout sans corrompre on cœur. Il écrivit des choses qu'il eut, par la suite, à reresser, à compléter, quelquefois à réfuter; aucune dont l ait dû rougir. Il fut professeur, journaliste, député. A a suite d'une circonstance que nous avons oubliée, il ntra dans la carrière des fonctions publiques par un mploi important au ministère de grâce et justice. Il uitta cet emploi pour reprendre la vie littéraire, et vint asser en France quelques années. Durant ce séjour, il dressa aux journaux espagnols des *Lettres de Paris* qui nt été recueillies. Nous l'avons entendu dire qu'il n'au-

rait pas de grands changements à faire dans ce travail. Il ne voulut point, pourtant, le laisser traduire. Il ne tenait guère à faire connaître son esprit, et il tenait beaucoup à n'affliger personne par des jugements auxquels l'éclat de son nom aurait ajouté trop de poids. Il s'agissait d'ailleurs de gens qui ont quitté, pour la plupart, la scène du monde : les *Lettres de Paris* sont de 1840-1843. De retour en Espagne, il rentra dans la carrière politique, où des études de plus en plus sérieuses, l'expérience des hommes, le spectacle des affaires, la force naturelle de son esprit, qui cherchait la vérité, par-dessus tout la droiture et la noblesse de son cœur, le préparèrent au changement que la mort de son frère détermina. Nous avons dit le reste. Depuis sa mort, on a su que d'amers chagrins avaient assombri de bonne heure cette vie en apparence uniquement remplie d'heureuses études et d'heureux succès. Il n'en parlait jamais, ses meilleurs amis n'en savaient rien ; ils se demandaient comment un cœur si bon avait pu échapper à la douleur, et comment, n'ayant point souffert, il était si compatissant.

On ne saurait se peindre, à moins de l'avoir connu, la tendresse, la candeur, la délicatesse exquise de son cœur. Un soir, dans le monde, nous lui demandions quel événement ou quelle étude avait le plus contribué à lui faire connaître et pratiquer la religion. Il nous répondit qu'il avait étudié son frère mourant, et ses yeux aussitôt se baignèrent de larmes. Il ne pouvait prononcer le nom de ce frère sans pleurer. Parlant de lui à un ami intime, M. Rio, il disait qu'il devrait demander pardon à Dieu d'avoir tant aimé une créature humaine.

Il n'y avait point d'affaire qu'il ne laissât pour courir auprès d'un ami malheureux, et point de sacrifice qu'il

prêt à s'imposer pour secourir non-seulement l'in-
e de ceux qui lui étaient chers, mais l'infortune du
r venu. Il allait toutes les semaines, et souvent
rs fois, visiter les indigents. Il y avait entre la
losalie et lui un pacte de services mutuels pour les
œuvres. Elle était son introductrice chez les
s du quartier Mouffetard ; il était l'un de ses mi-
et de ses ambassadeurs auprès des riches et des
ts de ce monde. Les Petites-Sœurs des Pauvres
nt point de patron plus dévoué et plus généreux.
t en lui exhalait le parfum d'une âme vraiment
nne. Sa joie et sa tristesse étaient également douces
nues. Sa parole, prompte, ardente, sincère, était
ne temps la plus inoffensive que l'on pût entendre,
it un charme de voir qu'il eût toujours innocem-
tant d'esprit. On pouvait le laisser sans aucune
au milieu d'un auditoire devant lequel on avait
u contre lui la discussion la plus chaude. L'absence
contradicteur ne lui faisait pas oublier les égards
bservait toujours, et il pardonnait à ceux qui
nt pas su garder tout-à-fait la même mesure.
ni tant de vertus, l'humilité avait, s'il se peut,
ns son cœur des racines plus profondes. Comme
parvenu à la maturité de son talent lorsqu'il se
tit, il entra presque du même pas et le même jour
voie de la pénitence chrétienne et dans celle des
honneurs politiques. Ni le chrétien ni l'homme
n'en souffrirent. Il fut ministre d'autant plus fidèle
tait chrétien plus fervent. Il dédaignait les pompes
rang et n'en conservait que plus strictement la
. Il avait, comme ambassadeur, toute la fierté de
ys ; mais le caractère d'ambassadeur ne l'empê-

chait point de tenir un enfant sur les fonts de baptême avec une fille du petit peuple, devenue sœur des pauvres, ni d'aller s'agenouiller au milieu de ces pauvres dans l'indigente chapelle de la rue Saint-Jacques, ni de visiter les galetas de la rue Mouffetard. Aucun de ses succès, aucun de ses honneurs, et, ce qui est mieux, aucune de ses vertus ne lui faisait oublier qu'il était pour son propre compte tributaire de la misère humaine. D'un autre côté, aucune considération de fortune n'aurait pu lui faire perdre un moment de vue ses devoirs envers Dieu et envers lui-même. Il était toujours prêt à quitter sa position brillante pour aller vivre à l'écart dans son Estramadure; et même, s'il avait à combattre une tentation plus forte que les autres, c'était celle-là. Il aspirait au silence et à l'oubli. Il fallait lui dire qu'il n'avait pas le droit de se retirer et qu'il devait attendre que Dieu lui fermât la bouche. Hélas! nous espérions qu'il attendrait plus longtemps. Nous avons une lettre de lui, datée de ce lieu de retraite vers lequel il jetait si souvent les yeux; on y entend son cœur :

« Dombenito, le 3 mars 1851.

« Très cher ami, je viens de recevoir votre lettre datée du 20 février, et l'*Univers* du même jour, dans lequel je lis mon discours et l'article que vous avez eu la bonté d'écrire. J'accepte, mon cher ami, vos louanges à titre d'encouragement et comme un témoignage de votre amitié. La justice aurait beaucoup à redire si elle entrait en jugement avec vous; mais nous sommes ainsi faits : jamais une vertu ne se montre en nous qu'aux dépens d'une autre vertu. Vous êtes aujourd'hui l'homme bienveillant et charitable, vous serez demain l'homme juste. Après vous serez l'un et l'autre dans le sein de Dieu.

« Vous ignorez certainement quel est le lieu d'où vous viendra cette lettre. C'est un coin du monde ignoré des hommes, dans le fond de l'Estramadure. Je suis venu ici pour rétablir ma santé et pour retrem-

per mes forces dans le sein de ma famille. Je n'ai pas le courage d'écrire. Je suis tout à la nature et à mes parents. Je laisse passer et repasser devant moi, comme autant d'ombres chères, les jours de mon enfance, et je me fais petit pour être heureux, convaincu de cette vérité, que celui seul qui se fait petit goûtera de véritables jouissances en ce monde. Oh! que l'ignorance des enfants et des petits est une chose mystérieuse et charmante! Les petits ignorent la botanique : tant mieux pour eux, parce que la nature leur appartient avec toute sa magnificence. Ils n'analysent pas les mystérieux rapports de la famille : tant mieux pour eux, parce que la famille a pour eux et pour eux seuls des trésors de tendresse et d'amour. Ils n'analysent pas Dieu : tant mieux pour eux mille fois, car Dieu se donne à celui qui le regarde toujours, rien que pour le regarder.

» J'ai avec moi *Fray Luis de Grenada*, qui est le premier mystique du monde, et dont je vous ferais cadeau si vous aviez le bonheur de comprendre sa langue, qui n'est pas la langue espagnole de nos jours, mais une autre langue dont on n'a déjà plus d'idée, toute pleine de magnificence et d'ampleur.

» Je lis aussi la vie de saint Vincent de Paul. Quelle vie si remplie et si pleine! Comme Dieu est grand et merveilleux dans ses saints! J'admire d'autant plus cet homme apostolique, que je suis l'homme le plus incapable de regarder en face ce modèle. A propos de quoi je vous dois déclarer, mon ami, que je suis l'être le plus inutile du monde. Je n'ai jamais rien fait, je ne fais rien et je ne ferai rien de ma vie. Je suis le type accompli des hommes fainéants. Je lis toujours, je me propose d'agir, et je n'agis jamais. Quelquefois je me représente mon Seigneur et mon Dieu me demandant : Qu'est-ce que tu as fait? Et je sens un frisson parcourir tous mes membres. Il m'arrive alors de penser que peut-être suis-je né pour la vie contemplative : mais ce sont des illusions périlleuses de mon imagination. La vérité, la voici : je suis un fainéant. »

La piété de Donoso Cortès n'avait fait que grandir et se fortifier jusqu'au dernier jour de sa vie. Il raisonnait sa foi comme un homme de génie, il la pratiquait comme un enfant, sans emphase, sans respect humain, sans l'ombre d'une hésitation devant les commandements de Dieu et de l'Eglise, sans l'ombre d'un doute envers leurs

promesses. Il égalait, sous ce rapport, le plus humble et le plus fervent paysan de l'Espagne. Ayant su que l'on gardait un vêtement de Notre-Seigneur dans l'église d'Argenteuil, il voulut s'y rendre en pèlerinage, pour obtenir de la compassion de Jésus la guérison de l'un de ses frères malade. C'était vers la fin de l'automne de 1851; la pluie tombait à torrents. Il n'en fit pas moins toute la route à pied. J'avais le bonheur d'être son compagnon. Lui ayant dit que je n'aurais pas cru qu'un Espagnol pût consentir à se laisser mouiller si longtemps, il répondit avec son charmant sourire, qu'il faudrait bien une autre pluie pour laver ses péchés.

Cette foi parfaite parut de la manière la plus touchante et la plus édifiante durant sa douloureuse maladie. Il parlait, il priait, il souffrait en parfait chrétien. La sœur de Bon-Secours qui veillait près de lui, admirait ce courage qu'elle n'avait pas besoin de soutenir et qui lui offrait plutôt un exemple. Elle disait : « Ses paroles sont des flèches dans le cœur. » Il se confessa et communia plusieurs fois. Son confesseur était ce digne curé de Saint-Philippe-du-Roule, qui chanta la messe des funérailles, et qui ne put retenir ses larmes et manqua de voix entre l'autel du Dieu juste et le cercueil de son ami. Il savait comme nous ce que perdaient l'Eglise et la société; mieux que nous ce que perdaient les pauvres. Sous le poids de ce double deuil, son cœur chancela, non pas son espérance.

De toutes les consolations que peut laisser la mort d'un homme, aucune n'a manqué aux amis de Donoso Cortès, aucune, sauf de recevoir son dernier soupir. Il a su qu'il mourait, il a accepté la mort; il est mort en priant, recommandant lui-même son âme à son bon ange.

à son saint patron, au Dieu clément qu'il avait aimé et servi. Le dernier acte sorti de sa bouche a été un acte de foi. Il avait promis à la Sœur, s'il mourait, de prier pour elle. Le voyant près de s'éteindre, elle lui dit : Vous allez paraître devant Dieu, souvenez-vous de moi. D'une voix libre et claire, il répondit : Je vous le promets, et presque au même instant il expira. Son âme, en s'envolant, laissa sur son visage quelque reflet de sa beauté suprême. Nulle trace de douleur n'altérait ses traits paisibles. C'était la sérénité d'un athlète qui se repose après la victoire, à peine fatigué du combat. Il avait regardé la mort en face, avec force et avec douceur, comme un ennemi à vaincre, et il l'avait vaincue. Il dormait en attendant la résurrection éternelle.

Personne, en Espagne ni ailleurs, ne se lèvera pour infirmer le beau témoignage qu'il se rendit à lui-même, en plein Parlement, dans l'impérissable discours du 4 janvier 1849 : *Lorsqu'arrivera le terme de mes jours, je n'emporterai pas avec moi le remords d'avoir laissé sans défense la société barbarement attaquée, ni l'amère et insupportable douleur d'avoir jamais fait aucun mal à un seul homme.* Il faudrait graver ces paroles sur sa tombe, si son nom seul ne suffisait pas à rappeler ce qu'il fut.

En terminant cette esquisse, nous sommes heureux d'espérer qu'une main plus digne d'un tel travail fera bientôt revivre Donoso Cortès dans une peinture complète et achevée. On nous assure que M. de Montalembert recueille tous les documents nécessaires pour nous faire connaître, comme ils méritent d'être connus, la vie, les pensées et les travaux de l'homme admirable et excellent que nous pleurons. Ce sera un beau livre que la vie

de Donoso Cortès écrite par M. de Montalembert, et l'on ne peut souhaiter au génie qui vient de s'éteindre un plus illustre monument (1).

(1) M. de Montalembert n'a pas complètement tenu cette promesse. Son écrit sur Donoso Cortès n'est qu'une contestation politique au point de vue des idées libérales et parlementaires dont il a repris le joug.

LA PRIÈRE ET LE DRAINAGE.

13 août 1853.

M. Barral, répétiteur de chimie à l'Ecole polytechnique, dirige un *Journal d'Agriculture pratique*, dont le dernier numéro contient la réflexion suivante, à propos de l'état des récoltes :

« L'Eglise, en ordonnant des prières, comme cela a eu lieu à Bordeaux et dans beaucoup d'autres endroits, pour demander la cessation des pluies, propage des préjugés absurdes. Ce ne sont pas de vaines prières qu'il faut en ces matières, mais des travaux intelligents. Le drainage fera plus en faveur des récoltes que toutes les prières imaginables. On honore Dieu par des travaux utiles. »

Il serait difficile de professer une impiété plus nette et de l'afficher plus crûment. Nous ne savons quelle espèce d'agriculture enseigne M. Barral; mais il est probable,

d'après ses idées sur la prière, qu'il ne croit pas en Dieu; et dès-lors, quand il serait le plus grand agriculteur du monde, il ne peut donner que de détestables et funestes leçons. Avis au clergé, aux propriétaires de campagne, à tous les chrétiens qui savent que l'impiété pratique est très nuisible en agriculture pratique.

On honore Dieu par des travaux utiles, dit M. Barral Quel Dieu? Quel est ce produit philosophique ou chimique, à qui l'on ne doit point l'adoration et la prière, mais seulement l'*honneur*? Et pourquoi l'honneur? C'est bientôt fait de barbouiller une phrase impie; mais que l'on prenne la peine d'y regarder, il se trouvera qu'on a écrit une chose aussi ridicule que coupable, et l'on renoncera à l'impiété écrite, par amour-propre.

Si M. Barral veut parler du Dieu qui a créé les hommes et toutes choses, sa phrase sur l'*absurde préjugé* de la prière est plus répréhensible que s'il croit simplement au Dieu *honorable* de M. Proudhon; mais, en acquérant une culpabilité supérieure, elle gagne encore infiniment en ridicule. La raison qui s'élève jusqu'à croire un Dieu créateur, ne peut se dispenser d'admettre que ce Dieu est vivant et qu'il conserve et gouverne les choses qu'il a créées. Conclure de là que celle de ses créatures qui a reçu de lui l'intelligence, peut impunément et même *doit* lui refuser la prière, c'est, assurément, ce que l'on peut faire en son particulier de plus absurde; entreprendre de le persuader à d'autres, employer dans ce but le peu de fausse science que l'on s'est acquis, c'est ce que l'on peut faire de plus condamnable et de plus méchant.

Ne menons point notre chimiste au catéchisme, et restons dans l'agriculture pratique. Entre sa charrue de cabinet et ses cornues, M. Barral a-t-il observé que l'e

prit de prière nuisît aux *travaux utiles*, et que les paysans qui vont à la messe fussent des cultivateurs moins intelligents, de moins honnêtes fermiers que ceux qui vont au cabaret? Sans s'élever au-dessus du point de vue misérable où le matérialisme se vautre, de là même, couché sur la terre et sur le fumier, on peut observer encore que, de tous les travaux des champs, le plus *utile* est la prière, car c'est la prière qui fait l'ouvrier. C'est elle qui lui donne le courage, la probité, la résignation, l'espérance. L'Europe a été défrichée par des hommes de prière. Si l'on avait attendu le drainage, si les moines n'étaient pas venus, nos champs les plus fertiles seraient encore des marais; l'homme irait encore à la chasse de l'homme dans ces déserts où, durant des siècles, la civilisation chrétienne, florissant et s'épanouissant au souffle de la prière, a vu ses plus beaux jours.

Nous ne voulons pas contester les bons effets du drainage, qui ne seraient pas moindres quand même on se dispenserait, en les préconisant, d'insulter Dieu. Mais enfin, quoique chimiste et agriculteur *pratique* (à Paris), on ne saurait croire que le drainage remplacera tout-à-fait la Providence. Le drainage obviera au fléau des pluies. Dieu, ce Dieu vivant qui n'a pas cessé de commander aux vents et aux orages, ne pourra plus désormais noyer les champs : croyons cela pieusement, sur la parole de M. Barral! Restent les tempêtes, le soleil, la foudre, la grêle; une nuée passe comme l'ombre sur la récolte mûre, et la récolte n'est plus; un insecte vient, un misérable insecte que le pied d'un enfant écrase par centaines, et l'insecte dévore tout, avant même que l'Académie des sciences ait pu le voir et le nommer. Quels *travaux intelligents* M. Barral conseille-t-il pour ga-

rantir l'agriculture de ces fléaux? Le drainage suffira-t-il? Fera-t-il plus que toutes les *prières imaginables*?

Il y a un autre fléau pour l'agriculture, un fléau qui ne vient pas de Dieu, qui vient de l'homme, et qui n'en est que plus à craindre; car malheur à l'homme, quand Dieu lui donne l'homme pour ennemi! Ce fléau, ce sont les idées politiques modernes sur le *tien* et le *mien*, ce qu'on appelle le socialisme M. Barral en a bien entendu parler? Les idées socialistes sont un péril agricole plus grave que la maladie des pommes de terre. Elles attaquent la borne des héritages, elles rongent les titres de propriété. Le drainage est-il un remède au socialisme, un remède plus efficace que la prière?

Ah! la propriété peut se livrer aux travaux les plus intelligents, peut se tenir au courant de tous les progrès de la chimie et de l'agriculture pratique, peut trouver le moyen d'assurer ses récoltes contre toutes les intempéries, de les défendre contre tous les insectes! Quand il sera reçu que c'est assez d'honorer Dieu par des *travaux utiles*, quand ce sera l'opinion commune, il viendra des intempéries politiques et il se formera des destructeurs contre lesquels toute science, toute force, toute raison seront aussi vaines que la prière aura été déclarée vaine contre la pluie. Parce que la prière aura cessé dans les champs, il n'y aura plus de travail, plus d'agriculture, plus de propriété!

Jusqu'à présent, la nature même des choses et l'ordre admirable où la Providence les a disposées ont empêché les populations agricoles d'être tout-à-fait envahies par cette grossière impiété qui se forme dans la fausse science et dans la putréfaction des villes. M. Guizot fait à ce sujet des réflexions bien éloignées de celles de M. Barral :

« Dans la vie agricole, dit l'éminent philosophe, l'homme est sans esse en présence de Dieu et de son pouvoir. Autant qu'ailleurs, l'acti- ité, l'habileté, la prévoyance, la vigilance de l'homme lui-même sont écessaires au succès de son travail. Elles y sont aussi évidemment nsuffisantes que nécessaires. C'est Dieu qui dispose des saisons, de la empérature, du soleil, de la pluie, de tous les phénomènes de la na- ure qui décident du sort des travaux de l'homme sur le sol qu'il cul- ive. Il n'y a point d'orgueil qui résiste, point de savoir-faire qui chappe à cette dépendance. Et ce n'est pas seulement un sentiment de nodestie sur ce qu'il peut lui-même dans sa propre destinée, qui est par à inculqué à l'homme; il apprend aussi la tranquillité et la patience. l ne saurait se figurer qu'à force d'inventions et de mouvements, en ourant sans relâche après le succès, il finira par l'atteindre. Quand il a fait ce qui dépend de lui pour exploiter et féconder la terre, il faut u'il attende et qu'il se résigne. »

Il manque un mot dans cette page admirable; M. Guizot se fût empressé de l'ajouter si le blasphème que nous repoussons avait frappé son oreille. Il faut que l'homme, ayant fait tout ce qu'il peut pour féconder la terre, attende et se résigne; mais, pour attendre et se résigner, il faut qu'il prie. La résignation, ce don le plus précieux de tous ceux qu'il peut obtenir et qui les supplée tous, d'où lui viendrait-il, sinon de Dieu? et comment l'obtiendrait-il, s'il ne priait pas?

Si Dieu n'existait pas, et qu'ils en eussent la preuve, tout ce que les hommes d'esprit comme M. Proudhon et les chimistes agriculteurs comme M. Barral voudraient dire contre ce *préjugé*, pourrait leur paraître légitime. Et néanmoins, lorsque tant de faiblesses, de misères et d'inévitables travaux pèsent sur l'espèce humaine, il y aurait encore cruauté à dissiper une erreur qui, pour le plus grand nombre des hommes, serait plus que jamais l'unique compensation des dures réalités de la vie. Tout cœur juste, tout esprit droit protesteraient contre l'inhu-

maine philosophie qui ôterait tout aux pauvres, leur ôtant l'illusion d'une assistance divine et d'un meilleur avenir. Mais que penser de ceux qui se donnent cette tâche méchante, non pas contre une illusion, mais contre la vérité même; contre une vérité attestée par tout ce qui existe, et si évidente et si palpable, que ceux qui la nient ne peuvent chercher un argument contre elle sans qu'aussitôt leur raison succombe sous le poids de ses folles négations?

Au lieu de s'entêter dans une révolte imbécile, les yeux fermés, les oreilles fermées, le cœur fermé, qu'ils consentent à calculer la portée de leurs paroles et qu'ils contemplent une seule des âmes ignorantes où ils vont tuer la foi : ils seront consternés eux-mêmes de l'énormité du crime qu'ils commettent contre l'homme et contre la société. Voilà donc un chimiste qui augmente agréablement ses revenus en labourant sur le papier. Il travaille en robe de chambre, ses plantations ne craignent point le mauvais temps, sa récolte lui arrive à jour fixe en lettres affranchies; il n'a pas besoin de Dieu pour vivre, et il ne lui adresse pas de vaines prières. Il pourrait s'en tenir là, ce semble. Mais non. Il apprend que des populations alarmées pour leurs récoltes demandent à Dieu le temps propice dont elles ont besoin : il prend sa plume, et du haut de sa science il écrit, fort piètrement, que ces populations qui prient, et l'Eglise qui prie avec eux, font une chose absurde. Que quelque pauvre paysan en croie ce docteur, le voilà démoralisé. Il n'y gagne rien; le moins qu'il y puisse perdre, c'est la plus grande partie du bon sens et des qualités qu'il avait jusque-là. S'il est riche, il devient égoïste; s'il est pauvre, il devient jaloux. Il laisse l'église et sa famille, et bientôt

son travail, pour le cabaret. C'est là son gain et le gain de ceux qui l'entourent, en attendant que l'on pratique le drainage, qui n'en sera pas plus vite entrepris et terminé, et qui pourra faire toutes les merveilles possibles et imaginables sans rendre à ce pauvre impie les consolations et les vertus que lui conservait la prière. M. Barral n'eût-il fait que ce mal, jamais sa conscience, s'il veut l'écouter, n'en sera consolée; jamais les services matériels que son journal pourra rendre ne seront, devant Dieu ni devant les hommes, une compensation suffisante de cette mauvaise action.

Nous vivons en un temps où aucun péril n'est petit, ou aucun miasme n'est sans danger. La contagion de l'incrédulité se gagne aisément, et nous savons ce qu'elle produit. Que ceux-là que la santé morale et politique du pays intéresse, y prennent garde. Un bourgeois incrédule peut rester conservateur; tout homme du peuple, ouvrier ou paysan sans religion est socialiste, ou le devient sans y penser au premier coup de tocsin.

LA LIBERTÉ-MÈRE.

5 novembre 1853.

I. Nous lisons l'article suivant dans le *Messager du Midi :*

« Le journal l'*Univers*, après avoir combattu et triomphé dans la lutte contre le paganisme moderne, est resté entiché de principes politiques qui dérivent certainement du paganisme.

» Désabusé du faux libéralisme et du parlementarisme gréco-romain, dont nous avons fait en France une si stérile expérience, il est tombé dans l'excès contraire et s'est mis à préconiser les principes politiques sur lesquels reposaient les gouvernements semi-païens de Constantin et de Louis XIV, et qui subsistent encore à Naples, en Autriche et ailleurs.

» Pourvu que, dans un tel régime politique, on place au-dessus de tout l'autorité de l'Eglise, l'*Univers* s'en déclare pleinement satisfait, paraît croire que c'est là la forme de gouvernement la plus parfaite, celle qui offre le plus de garanties à la religion et à la société.

» Quant à nous, il nous paraîtrait seulement juste de dire que ce régime politique est celui qui convient à des peuples qui ne sont pas assez chrétiens pour avoir la liberté, et qui ne sont pas assez complétement païens pour supporter le despotisme sans limites de l'antiquité. Mais quand nous considérons le moyen âge, quand nous voyons le système politique établi à cette époque, et qui a été scrupuleusement conservé en Angleterre; quand nous lisons dans saint Thomas l'exposé et l'apologie des institutions représentatives telles qu'elles ont existé en Espagne et en France jusqu'au XVIe siècle, nous ne pouvons pas croire que la monarchie absolue ou quasi-absolue soit une institution chrétienne, et nous demeurons convaincu que les libertés politiques et civiles, que le *self government* de l'Angleterre et des Etats-Unis, sont parfaitement conformes à l'esprit du Christianisme. »

Nous ne reconnaissons pas l'esprit positif de M. Danjou dans cet article, où il nous paraît aussi peu certain de ses propres opinions que mal informé des nôtres.

Il nous attribue des idées païennes ou semi-païennes, et la preuve qu'il en donne, c'est que nous plaçons au-dessus de tout l'autorité de l'Eglise.

Il nous loue de nous être désabusés du faux libéralisme et du parlementarisme gréco-romain (dont nous n'avons jamais été entichés), et il nous blâme de soutenir les doctrines monarchiques.

Voudrait-il que nous fussions républicains? Non, sans doute; car il y a aussi du gréco-romain dans les idées républicaines : il y en a même beaucoup; et lorsque M. Danjou combat le vieil enseignement classique, il ne manque pas de mettre à sa charge les erreurs païennes et républicaines dont la société moderne est infectée.

D'ailleurs, tout en s'élevant contre nos doctrines politiques, M. Danjou prend soin d'établir qu'elles sont pratiquement excellentes et les seules opportunes, attendu qu'un régime où le pouvoir est fort et où l'Eglise est

libre, *est celui qui convient à des peuples qui ne sont pas assez chrétiens pour avoir la liberté, et qui ne sont pas assez complétement païens pour supporter le despotisme sans limites de l'antiquité.*

M. Danjou trouve-t-il donc que nous mêlons à nos combats pour l'autorité de l'Eglise des vœux pour le rétablissement *du despotisme sans limites de l'antiquité*? ou veut-il que nous entreprenions ridiculement la restauration du « parlementarisme gréco-romain » et de quelques libertés circonvoisines qui, par la corruption de nos mœurs, deviendraient des armes aux mains des ennemis de l'Eglise et de la société?

Nous n'accusons pas M. Danjou d'être païen; l'injure lui serait trop sensible. Mais il pourrait bien être plus libéral et plus parlementaire qu'il ne pense. Ce peu de cohésion que nous remarquons dans ses idées est un des traits caractéristiques de l'école. Révélons-lui son secret: il voudrait des *garanties constitutionnelles*.

Rien n'est plus légitime. Nous aussi, nous en voudrions bien! Seulement, la conscience nous oblige d'avouer que nous ignorons absolument où les prendre. En dehors de l'Eglise et du Pouvoir, de la force et de la foi unies par une longue concorde, peut-on montrer, dans ce temps et dans ce pays, le germe sérieux d'une garantie quelconque pour la famille, pour la propriété, pour la liberté, pour l'ordre social? Nous adressons cette question à tous les partisans du système parlementaire; ils font toujours la même réponse : une constitution, une tribune, des journaux! c'est-à-dire du papier et des paroles, et quelles paroles!

Tout cela existait et fonctionnait dans le goût parlementaire le 23 février 1848; il n'en restait rien le 24.

Des constitutions, on en fait comme on veut, tant qu'on veut. L'abbé Sieyès en avait un magasin, toutes parfaitement équilibrées et pondérées, et ne laissant rien à désirer sur le chapitre des garanties; et comme les essais n'ont pas manqué, les élèves de ce grand ingénieur ont pu ajouter perfectionnements sur perfectionnements à ses machines déjà parfaites. Quelques-unes ont duré jusqu'à quinze ans, presque sans retouches. C'était merveille. La constitution garantissait tout. Par malheur, rien ne la garantissait elle-même. Un souffle passe, voilà tout en miettes et en poudre.

La vraie constitution d'une nation, c'est son tempérament, et non pas une collection d'articles plus ou moins habilement combinés pour former cette nation à des vertus ou à des habitudes qu'elle n'a point. Constitution en papier, fortune en assignats, santé de régime! Avant 1789, la France avait une constitution, témoins les efforts inhumains et surhumains qu'il a fallu faire pour la lui arracher, et depuis, la facilité avec laquelle on a pu lui faire adopter et rejeter toutes les autres. A la place des anciennes lois, qui étaient les *mœurs écrites* du pays, on a fait des lois non-seulement étrangères aux mœurs, mais qui leur étaient contraires. La conséquence de ce combat a été ce qu'elle devait être : il n'y a plus eu ni mœurs, ni lois; le tempérament monarchique est devenu un tempérament révolutionnaire; au lieu de donner des garanties à l'ordre, il en a fatalement donné à la Révolution; et, pour tout dire, la constitution vraie, réelle et permanente de la France, son tempérament nouveau a été de ne plus pouvoir supporter de constitution.

La France est-elle, oui ou non, une société démantelée et désemparée, une démocratie, foule mouvante

sur un sol mouvant, incertaine de ses croyances et de ses opinions, effrayée de son avenir, incapable de remonter par elle-même la pente rapide qu'elle a si longtemps descendue, qui se l'avoue, qui sent qu'elle ne peut plus se passer d'un mandataire unique, qui voit que l'anarchie la saisit si elle échappe au pouvoir, qui reconnaît par un dernier effort de sagesse, que la dictature d'en haut est son unique abri contre la dictature d'en bas?

Nous ne posons pas ici un principe; nous ne disons pas, comme on l'a prétendu par hyperbole, que la dictature est l'idéal de toute société bien ordonnée. Nous constatons simplement un fait, et un fait, certes, dont nous sommes bien innocents! Ce n'est pas notre faute si les garanties constitutionnelles manquent elles-mêmes de garanties; s'il n'y a plus d'aristocratie territoriale, plus de corporations religieuses et civiles enracinées dans le sol et dans les mœurs; si la pairie héréditaire n'a pas tenu en 1830; si la pairie viagère n'a pas tenu en 1848; si les Chambres élues ont disparu d'un souffle en 1848 et en 1851; si la presse n'a ni sauvé le trône constitutionnel ni gardé la République. Pas plus par nos serments que par nos doctrines, nous n'étions engagés à mourir pour ces institutions. Il ne faut pas davantage s'en prendre à nous si, après tant de garanties données aux factions contre le pouvoir, tout le monde a vu que le pouvoir était désormais pour longtemps la seule garantie de la société contre les factions.

Ce que nous disons là pour le système parlementaire selon Sieyès, Louis XVIII et Louis-Philippe, M. Danjou voudra bien le prendre, avec toutes les réserves dues, pour le système parlementaire selon saint Thomas. Il a grandement raison de relire dans saint Thomas l'exposé

t l'apologie des *institutions représentatives telles qu'elles nt existé en France et en Espagne jusqu'au* XVI^e^ *siècle.* lais il ne profite guère de sa lecture, s'il ne voit pas que s éléments mêmes de ces institutions n'existent plus.)u'il étende son étude; qu'il examine la composition des ssemblées du moyen âge, les intérêts qu'elles représenaient, l'esprit qui les animait, non pas jusqu'au XVI^e^ siècle, où elles étaient déjà bien gâtées, mais à leur belle poque, dans les siècles antérieurs, lorsqu'elles convertissaient en lois civiles les décrets des conciles; et qu'il dise 'il existe une force humaine capable de ressusciter ou ela ou quelque chose d'approchant! Certainement, c'éait la liberté; et il faut montrer ce spectacle aux docurs d'ignorance qui parlent encore de la barbarie et de esclavage du moyen âge. Mais c'était une liberté dont âge présent ne pourrait pas soutenir la plénitude et ne oudrait pas subir l'austérité.

Un peuple, comme un homme, est libre en raison des reins qu'il s'impose lui-même : lorsqu'il se réserve beauoup de licence, il donne, en échange, beaucoup de sa berté. Ce qui formait tout à la fois la source et la gaantie de la liberté extérieure au moyen âge, c'était la orce de la répression intérieure. Suivant la belle et juste omparaison de Donoso Cortès, le thermomètre politique tait très bas, parce que le thermomètre religieux était rès haut. C'est l'inverse aujourd'hui. Et quand M. Danou nous reproche d'être satisfaits de tout régime poliique dans lequel l'autorité de l'Eglise sera placée aussus de tout, il nous reproche précisément de tendre ers la seule chose qui puisse nous rendre ce qu'il y avait e plus beau et de plus grand dans le moyen âge, qui 'a été si grand et si beau qu'à cause de cela.

Du reste, comme le régime parlementaire, quel qu'il soit, renferme des inconvénients inévitables, ces inconvénients existaient dans les institutions représentatives du moyen âge et s'y sont manifestés. M. Danjou devrait se souvenir qu'une assemblée de barons et de prélats a sinon encouragé, du moins sanctionné les entreprises néfastes de Philippe-le-Bel en France; que de semblables assemblées ont donné les mains, en Angleterre, aux infâmes révolutions d'Henri VIII et d'Elisabeth. Puisqu'on relit avec tant de zèle les manvaises pages de l'histoire de la monarchie, pourquoi passer ces pages non moins honteuses de l'histoire des parlements? Nous sommes stupéfaits d'entendre M. Danjou, l'ennemi des païens, nous citer l'Angleterre comme un modèle du régime politique chrétien. Le régime anglais est chrétien comme l'Eglise anglaise est catholique. La forme est restée, l'esprit a disparu. Avec ce régime, l'Angleterre a fait ce que la Monarchie, ce que la Révolution elle-même n'ont pas pu faire en France : elle a subordonné le pouvoir spirituel au pouvoir temporel en les réunissant sur la même tête. La tyrannie n'a pas formé de rêve plus insolent, et c'est l'essence du même paganisme.

M. Danjou ne se contente pas de ces contradictions; il y met le comble en nous citant les Etats-Unis. Dans le même paragraphe, il avoue que nous ne sommes pas assez chrétiens pour avoir la liberté, et il place l'idéal de la liberté chez les Anglais, qui sont protestants, et chez les Américains, dont une des institutions capitales est l'esclavage et dont l'indifférence en matière de religion va jusqu'à tolérer le mormonisme, établi sur la polygamie. Sont-ce là les libertés qu'il nous souhaite, et qui nous rendront assez chrétiens pour nous préserver à ja-

mais du despotisme antique? Croit-il que ces libertés eussent été respectées dans le système représentatif de saint Thomas?

Quand il s'agit de l'état de la France et du régime qui convient à la France, les gens de bon sens devraient abandonner cet argument fastidieux des Etats-Unis. En quoi ces deux nations se ressemblent-elles, et qu'est-ce que la France a de commun, toute démocratisée qu'elle est, avec ce pêle-mêle de gens de négoce et de gens d'aventure qui n'ont encore sur le sol, défriché d'hier, ni traditions, ni voisins, ni limites? Pour nous offrir les Etats-Unis en modèle, il faudrait du moins attendre qu'ils eussent vécu, que ces millions d'émigrants fussent devenus un peuple, et qu'à travers les étoiles de leur pavillon aient passé quelques-unes de ces comètes qu'on appelle des grands hommes. Par courtoisie ou par nécessité, nous avons souvent répondu aux publicistes qui allèguent à tout propos l'exemple des Etats-Unis; mais M. Danjou étant de nos amis, nous lui confesserons que les raisons tirées des coutumes et des maximes de cette république ont à peu près, dans notre esprit, la force que pourraient y obtenir les raisons tirées des coutumes et des maximes de la république de Salente. A notre avis, les Français pourraient aussi bien devenir Salentins qu'Américains.

Cependant, quelle que soit notre opinion sur les résultats et l'avenir du *self-government*, nous nous bornons à ne le point désirer pour nous, qui d'ailleurs n'en sommes point dignes. Nous n'irons pas jusqu'à dire que cette institution ne saurait atteindre la fin que doit se proposer toute société désireuse de vivre, qui est de faire régner en elle la vraie foi de Jésus-Christ. Que le *self-*

government mette au-dessus de tout l'autorité de l'Eglise, et ce sera un régime conforme à l'esprit du Christianisme. Mais ce que nous admirons, c'est que M. Danjou refuse de croire que la monarchie chrétienne soit aussi une institution chrétienne. Là-dessus nous avons des préjugés enracinés. Il accablera tant qu'il voudra la monarchie des noms odieux d'absolutisme et de quasi-absolutisme; il accusera tant qu'il voudra de paganisme ou de semi-paganisme tous ceux qui l'ont admirée, préconisée, défendue : nous ne pourrons jamais nous décider à quitter Bossuet, de Maistre, Bonald et quelques autres, pour le suivre en ce point.

Nous ne savons pas si M. Danjou a autant étudié le fonds que la forme du Christianisme, et s'il a, comme philosophe, la même aversion que comme artiste pour les païens. Le peu de cas qu'il paraît faire de la pleine et parfaite liberté de l'Eglise, nous porte du moins à croire qu'il n'a guère réfléchi sur l'importance politique et sociale de cette liberté. Une simple observation l'avertira de son erreur. La liberté de l'Eglise est la seule liberté qui soit assurée d'avoir aujourd'hui et toujours des défenseurs et des martyrs. Ce qui reste ainsi, vivant et sacré dans le cœur des peuples, quand tout le reste y périt ou s'y déshonore, n'est pas chose qu'il soit indifférent de placer au-dessus ou au-dessous de tout. Dans le fait, sans la liberté de l'Eglise, les autres libertés ne sont rien; tant qu'elle subsiste, aucune autre n'est perdue; aucune du moins de celles qu'un peuple chrétien doit conserver. De la liberté de l'Eglise peuvent toujours renaître, doivent nécessairement renaître toutes les libertés et les garanties de toutes les libertés; et cela par la raison évidente qu'un peuple chrétien peut seul porter la liberté,

et que la liberté de l'Eglise peut seule former un peuple chrétien.

Et c'est pourquoi, en dehors de toute vaine spéculation sur le plus ou moins d'excellence des diverses formes de gouvernement, matière sur laquelle la dispute est également inépuisable et inutile; prenant tel qu'il est le pouvoir qui nous domine et qui s'est établi par la permission de Dieu, nous avons pour premier principe de nous accommoder avec lui. Nous lui disons : Gouvernez hardiment et fortement un peuple qui a besoin de rentrer dans la règle; mais surtout poussez la force et la hardiesse jusqu'à vouloir que l'Eglise enseigne librement ce même peuple qui a encore plus besoin de rentrer dans la foi, et qui ne supportera la règle que lorsqu'il aura retrouvé la foi. En parlant ainsi, nous croyons fermement stipuler pour la liberté future. Aussi nous ne déguisons ni notre reconnaissance ni notre confiance pour le pouvoir humain qui respecte la liberté de l'Eglise et qui lui permet de se développer. Il nous apparaît dès-lors comme le tuteur fidèle de la société, beaucoup plus que comme son maître; et nous haussons les épaules quand nous entendons parler de tyrannie, de despotisme et de force brutale en présence des églises ouvertes, de la parole apostolique retentissante, des colléges catholiques florissants, des congrégations religieuses libres et prospères. Nous n'avions pas ces biens, nous n'en avions pas même l'espérance quand nous jouissions de nos « garanties constitutionnelles. » Et toute vraie liberté nous semblait alors plus menacée qu'aujourd'hui et l'était véritablement plus, parce que la liberté de l'Eglise était véritablement en péril.

Si nous ne sommes pas dignes de plus de libertés po-

litiques, parce que nous ne sommes pas assez chrétiens, et si un pas de plus en dehors du Christianisme nous rendrait, suivant l'expression de M. Danjou, assez *complétement païens pour supporter le despotisme sans limites de l'antiquité*, que nous reste-t-il à faire en faveur de la liberté, sinon de travailler à devenir plus chrétiens? Or, nous ne pouvons devenir plus chrétiens que par la liberté de l'Eglise, par la liberté de son enseignement, par la liberté de ses institutions, par la liberté de ses œuvres en tout genre. C'est ainsi que nous retrouverons du bon sens, des bonnes mœurs, de la foi; que le délire de l'orgueil s'apaisera et sera guéri; que la répression intérieure substituera peu à peu son noble frein au joug de la répression politique; que des institutions nouvelles pourront s'implanter, s'enraciner, vieillir, devenir des garanties publiques contre les ambitions d'en haut et les turbulences d'en bas. Voilà le meilleur, le seul espoir de l'avenir; et le pouvoir qui, loin de s'opposer à ce progrès, le favorise, s'il se maintient dans cette voie de sagesse et de lumière, nous mène à la liberté.

Est-ce ainsi qu'agissent les despotes? Il y en a dans le monde, et de toutes les couleurs. On peut les voir à l'œuvre. Que font-ils, en Piémont et en Suisse aussi bien qu'en Russie? Le contraire de ce que fait le gouvernement français : ils persécutent l'Eglise, ils la ruinent autant qu'ils peuvent, ils la rabaissent et la ravalent au-dessous de tout, en attendant de la détruire. Nous avons eu trop souvent l'occasion de montrer qu'ils y emploient des procédés semblables. L'empereur de Russie impose à la Pologne les mêmes lois que les radicaux de la Suisse imposent à Fribourg; les mêmes que le génie du despotisme avait dictées en Angleterre, malgré le

soin scrupuleux avec lequel l'Angleterre a conservé les formes représentatives du moyen âge; les mêmes qu'il a inspirées partout. Ces lois sont partout le contrepied des réglements et des institutions dont l'Eglise s'était servi pour élever les peuples au-dessus de la condition servile, les affranchir et enfin les affermir dans la liberté.

Nous appelons l'attention de M. Danjou sur ce point de vue. S'il veut le méditer un peu, il nous rendra certainement son estime; car il ne tardera pas à apercevoir tout ce qu'il y a nécessairement de libéral et d'anti-païen dans un régime au-dessus duquel plane, nous ne disons pas comme lui l'autorité de l'Eglise, ce serait trop beau, mais simplement sa liberté.

Quant à savoir qui assure mieux la liberté de l'Eglise, ou du régime représentatif ou du régime monarchique, c'est, comme nous l'avons dit, une question fort inutile à débattre. Ce que l'on peut faire de mieux est de s'en tenir au régime que l'on a, en essayant de l'améliorer. Nous ne conseillons les révolutions à personne, pas plus à ceux qui vivent sous le régime parlementaire qu'à ceux qui vivent sous le régime monarchique. Les catholiques anglais, américains et belges sont, en général, de l'avis de M. Danjou. Ils promettent qu'ils finiront par tirer bon parti de leur *self-government*, qu'ils le contraindront toujours à respecter la liberté de l'Eglise, qu'ils sauront même, comme c'est leur espérance et leur devoir, s'en servir pour l'accroissement et le triomphe de la religion catholique. Nous le croyons, puisqu'ils l'assurent..... Cependant, tout bien pesé, il nous reste de ce côté des doutes et des inquiétudes que la monarchie ne nous inspire pas au même degré. « L'Eglise ne doit compter sur » rien dans un empire où le gouvernement n'a rien de

» fixe ; aussi les Etats où la multitude gouverne et ceux » où elle partage la puissance avec le souverain, sans » cesse exposés à des révolutions, se départent aussi faci- » lement des lois que du culte de leurs pères ; les soulè- » vements y sont aussi impunis que les erreurs. Et c'est » là où l'hérésie a toujours trouvé son premier asile ; elle » se fortifie au milieu de la confusion des lois et de la » faiblesse de l'autorité ; elle doit toujours sa naissance » et son progrès aux troubles et aux dissensions publi- » ques. Les règnes les plus faibles et les plus agités ont » toujours été parmi nous, comme partout ailleurs, les » origines funestes de son accroissement et de sa puis- » sance, et, dès que l'harmonie civile se dément, toute » la religion elle-même chancelle. »

Le semi-païen qui a dit cela est Massillon, évêque de Clermont. Depuis un siècle et demi qu'il a prononcé ces paroles, l'histoire n'a guère cessé de parler comme lui.

13 novembre 1853.

II. Le *Messager du Midi* promet de nous montrer que nous sommes païens en politique, comme l'ont été, il l'avoue, Bossuet, de Maistre, Bonald et quelques autres.

Nous lirons ce que M. Danjou croira devoir écrire sur ce thème, et nous essaierons d'en faire notre profit. Jusqu'à présent, il nous semble que Bossuet, de Maistre, Bonald n'ont pas mal raisonné, et que la monarchie a fait une figure assez chrétienne ; mais il faut attendre les objections de M. Danjou.

Puisqu'il n'a pas encore commencé, il nous permettra de lui indiquer comment la question doit être posée pour

être utilement résolue. S'il s'agit de discuter sur des idées abstraites, ce n'est pas la peine.

La question n'est ni en Angleterre, ni en Amérique; elle est en France.

Existe-t-il en France, à l'heure qu'il est, les éléments d'un gouvernement représentatif comme au moyen âge, ou même comme en Angleterre?

Pourrions-nous tenir huit mois à un gouvernement parlementaire comme en Belgique; huit jours à un gouvernement parlementaire comme aux Etats-Unis?

La liberté de l'Eglise n'est-elle pas la meilleure, la seule garantie de la liberté politique? N'est-elle pas en même temps l'unique principe d'accroissement de cette liberté, qui ne se développe utilement qu'en raison du progrès de la règle imposée aux mœurs générales et aux mœurs privées par les croyances religieuses?

La liberté de l'Eglise a-t-elle matériellement, aujourd'hui, une protection plus assurée et plus intelligente que celle du pouvoir politique?

Enfin la monarchie, telle que nous l'avons, est-elle premièrement un fait naturel; secondement, un fait plus puissant que toutes les opinions contraires; troisièmement, un fait plus sage et plus heureux que toutes les combinaisons constitutionnelles et démocratiques par lesquelles on s'est vainement efforcé de le prévenir? Et reste-t-il, dès-lors, rien de mieux à faire que de s'accommoder avec ce fait?

En dernier lieu, il faudrait établir que la monarchie chrétienne, c'est-à-dire la monarchie qui respecte la liberté de l'Eglise, et qui, en la respectant, la développe, est une institution moins libérale qu'une autre et plus rebelle aux améliorations.

Maintenant que nous avons indiqué à M. Danjou les points où il doit, suivant nous, porter et limiter ses réflexions, il ne trouvera pas mauvais que nous l'avertissions d'une erreur où il est tombé à notre égard. Il croit se souvenir, dit-il, qu'*autrefois l'Univers demandait la liberté comme en Belgique, tandis qu'à présent il lui semble bien qu'il demande la liberté comme en Autriche.* Les souvenirs de M. Danjou ne sont pas complets, et ses appréciations manquent tout-à-fait d'exactitude. Sous le régime parlementaire, nous avons demandé, sans l'obtenir, la liberté d'*enseignement* comme en Belgique, et tous nos amis n'ont pas été aussi longtemps que nous dévoués à ce programme. Nous ne nous souvenons pas d'avoir jamais demandé la liberté comme en Autriche. S'il semble à M. Danjou que c'est cela que nous demandons aujourd'hui, nous le prions simplement d'y regarder de plus près. Avec sa permission, il ne s'agit pas de ce qu'il lui semble.

M. Danjou a probablement lu dans le *Correspondant* que « certains écrivains catholiques, » après avoir réclamé la *liberté comme en Belgique,* réclament à présent le *pouvoir comme en Russie.* Il s'est inspiré de cette fleurette, oubliant qu'un esprit sérieux n'accepte pas tout ce qu'il lit, et se méfie particulièrement des antithèses. L'antithèse est une bonne aubaine de plume qui fascine les publicistes les plus sages, surtout ceux qui n'y sont pas accoutumés. Celle-ci provient d'un ancien ami d'arrière-garde, qui a souvent tiré sur nous par prudence. C'est un fort galant homme, et nous n'avons pas cessé de l'estimer beaucoup; cependant, la vérité est que tous ses mérites n'ont jamais pu lui donner un style intéressant. Or, un jour qu'il était en besogne de nous chicaner

honnêtement, suivant sa coutume, il a tout à coup vu briller cette antithèse : *Liberté comme en Belgique, pouvoir comme en Russie.* La tentation était bien forte, il a succombé. Sans cette rencontre, l'excellent homme n'eût jamais songé à nous accuser de réclamer l'esclavage ; car, assurément, il n'en croit pas un mot. O antithèse, fléau de la justice et poison de l'amitié !

Nous avons mis ce péché sur le compte de la rhétorique. Hélas ! si nous ne laissions rien passer ! Mais c'est bon pour une fois et pour un ami. M. Danjou nous obligerait s'il voulait négliger ces petits effets de littérature, qui l'éloigneraient trop de la vérité pour nous permettre de l'écouter longtemps. Nous ne demandons pas plus la liberté comme en Autriche que le pouvoir comme en Russie. Nous demandons toute la liberté qui semble possible en France aujourd'hui et qui pourra rendre plus de liberté possible demain.

LES BARBISTES.

23 décembre 1853.

Une courte brochure nous a été adressée dernièrement, avec prière de publier la note suivante :

« Une récente publication, l'*Histoire du collége Rollin, ci-devant Sainte-Barbe*, laissait croire que la seule maison de Sainte-Barbe était située rue des Postes. L'établissement fondé par Jean Hubert, en 1430, a été ouvert rue de Reims, où est encore l'institution Sainte-Barbe. Une brochure de M. Célestin restitue sa généalogie à cette seconde Sainte-Barbe; elle a pour titre : *Histoire de Sainte-Barbe.* »

Cette brochure, lardée de noms contemporains, bizarrement écrite, contient bien autre chose qu'une restitution de généalogie. C'est un chapitre des Mémoires de plusieurs bourgeois de Paris, pouvant servir de document pour l'histoire générale de l'instruction publique en France. M. Célestin est un enfant terrible, sans ma-

lice aucune. Il a écrit sur pièces, probablement aussi *sur commande*, et son ouvrage pourrait n'être qu'un prospectus, comme il le fait entendre de l'*Histoire du collége Rollin, ci-devant Sainte-Barbe*, qu'il prétend rectifier. M. Célestin est le champion de Sainte-Barbe-Labrouste, contre M. Lefeuve, champion de Sainte-Barbe-Rollin. *Ne pas s'adresser à la boutique en face!* L'industrie de l'enseignement imite et surpasse en ce point toutes les autres. On sait quelle grêle de *réclames* suit les concours et précède les rentrées, et comme chaque établissement vante sa situation, sa soupe, ses succès. Cet art fait des pas de géant. Le prospectus devient biographique, historique, archéologique, littéraire. Sous cet appareil, un nouvel élément de séduction est ici mis en jeu : M. Célestin s'applique principalement à faire valoir le système d'assurances mutuelles établi entre les élèves de Sainte-Barbe; il montre aux parents l'incomparable avantage qu'il y a d'avoir été *Barbiste*, une fois qu'on est lancé sur la mer du monde. Mais quel est le vrai barbiste? Est-ce le barbiste Labrouste, est-ce le barbiste Rollin? Nous ne voulons pas décider un litige de cette importance, et nous laisserons là-dessus plaider M. Lefeuve et M. Célestin. Sachons seulement de ce dernier ce que c'est qu'un *Barbiste*.

Ce fut le 17 frimaire an VII (1798) que l'ancien collége de Sainte-Barbe, fermé depuis 1793, se rouvrit sous la direction de V. de Lanneau, très habile homme, qui a exercé sans éclat une grande influence. La Révolution l'avait trouvé prêtre, théatin, principal du collége de Tulle. Il prêta serment à la Constitution civile comme grand-vicaire de Talleyrand, se défroqua, se *déprêtrisa*, se maria, devint membre de l'Assemblée législative, fut

mis en prison, fit vingt métiers, entra au bureau de l'instruction publique, faillit être nommé directeur de l'Opéra, accepta la place plus modeste de sous-directeur du Prytanée, et enfin, à quarante ans, plein de vigueur et d'expérience, établit dans les bâtiments de l'ancien collége de Sainte-Barbe une maison d'éducation, qu'il inaugura le jour de la patronne du lieu, mais à laquelle, par prudence, il donna le nom de *Collége des sciences et des arts*. Il y compta bientôt cinq cents élèves. Telle était alors la soif des études, que des femmes venaient assister aux cours en habits d'hommes. L'Université n'existait pas encore, et la nouvelle Sainte-Barbe, qui ne tarda pas à reprendre son nom traditionnel, devint le modèle des établissements qu'on allait former.

Victor de Lanneau est cité comme l'un des régénérateurs de l'instruction publique. On voit que ce n'est pas sans titre. Il sut se faire aimer de ses élèves. Néanmoins, c'est un type peu attrayant. Il y reste du prêtre et du moine; il y a aussi du révolutionnaire, mais le politique domine tout. Il avait pris femme vers l'an III. Dès 1801, il adressa une supplique au cardinal Caprara pour faire régulariser sa situation, et Pie VII l'ayant relevé de ses vœux, il se maria à Saint-Etienne-du-Mont, sa paroisse, en 1804. Une notice, fournie par lui-même à l'*Almanach de l'Université* (1810), indique quel était le régime religieux de son établissement : « Les exercices de religion » sont ceux qui se pratiquaient dans les anciens colléges; » deux aumôniers attachés à l'établissement sont chargés » de cet enseignement et de diriger les élèves dans la fré- » quentation des sacrements. La messe et les offices se » célèbrent dans la maison. » En tout, l'ancien théatin pourvoyait au nécessaire et prenait soin des dehors. Quant

ux fruits de cet enseiguement religieux si affiché, ils 'ont été ni abondants ni magnifiques. Malgré le zèle ɔ ses deux aumôniers, Sainte-Barbe n'a rien donné à Eglise. Dans la très longue énumération des élèves qui it acquis une célébrité quelconque, il y a de tout, des ıgénieurs, des officiers généraux, des fonctionnaires, ɔs artistes, des magistrats, des académiciens, des dan- urs, des journalistes; un illustre épicier, M. Corcelet; aucoup de vaudevillistes, entre autres M. Scribe; pas n ecclésiastique, pas un chrétien quelque peu notoire. ne seule fois, au banquet annuel des anciens élèves de ainte-Barbe, on lut des vers à *un Barbiste qui, après oir été bon amant, bon Français, vaudevilliste et pro- reur, s'est fait chartreux.*

La politique de Lanneau est très admirée de M. Célestin. ous l'Empire, il vivait fort bien avec le pouvoir. « Il eût fait beau voir que le chef d'une pension plus impor- tante que le plus grand lycée, un maître ayant cinq cents disciples, fît de l'opposition comme un maître d'étude errant! » Son fils aîné, nommé Régulus, était mmissaire des guerres; l'Empereur, très content, par- it d'ériger Sainte-Barbe en lycée. La Restauration fit paraître le révolutionnaire : « La Restauration, dit M. Célestin, traita moins bien Lanneau que le régime impérial; *mais il lui en coûta bien cher,* car Sainte- Barbe a été pour quelque chose dans les trois journées de juillet. » Cependant le fin politique, voyant venir s événements, leur avait fait bonne mine d'assez loin. n 1814, le 16 août, il écrivait, en parlant de ses élèves : Je ne les verrai plus traîner des études sans but et dans la terreur de leur sort. Que notre état, pour nous-même, a changé de face! Je ne suis donc plus condamné à me

» voir le chef d'un dépôt où la fatale conscription venait » faire ses levées annuelles et marquer ses victimes! Je » ne suis plus un sergent-major d'études languissantes » sous le tapage d'un tambour. » Il remplaça le tambour par la « cloche monacale, » dit M. Célestin, mais « sans être payé de retour. » Il fit mieux : se souvenant à propos de son premier état, « tous les dimanches, après la messe, il donnait une instruction religieuse dans la chapelle. » De plus, son fils cadet, nommé Achille, était entré dans les gardes-du-corps. « Néanmoins, Sainte-Barbe passe, gratuitement, faut-il le dire? pour hétérodoxe. » Tant il est vrai que « les plus brillants services ne suffisent » pas aux yeux de certaines gens pour absoudre un » prêtre qui s'est marié! » Remarque de M. Célestin.

Une chose particulièrement insupportable que se permettaient ces *certaines gens*, c'était de fonder une autre Sainte-Barbe, « une Sainte-Barbe de l'émigration, » qui devenait pour Sainte-Barbe-Lanneau « une rivale dangereuse. » Quand cette concurrence fut définitivement établie avec le nom de *Collége de Sainte-Barbe*, alors le ci-devant grand-vicaire du ci-devant évêque d'Autun vit qu'il fallait passer aux idées libérales. Ce ne fut pas plus difficile que cela :

« C'en serait fait de la prospérité de Sainte-Barbe si elle n'entrait pas dans l'opposition... Pour la seconde fois de sa vie, Lanneau se fait honneur d'opinions hostiles, en général, à la marche du pouvoir, et sa fortune est très loin d'en souffrir. On le force à fermer pour un temps son école gratuite ouverte depuis 1802; mais cette persécution ajoute à sa philanthropie tout-à-fait un air de victime, qui, alors, ne messied aucunement. Inquiété dans la possession de son établissement, il prend son gendre pour prête-nom. Quand celui-ci est mort, il a pour homme de paille M. Adam; il n'en reste pas moins omnipotent et présent rue de Reims, où il a toujours cinq cents élèves. »

C'est au milieu de cette *persécution* que le *Barbiste* apparaît sur la scène politique.

Les élèves de Sainte-Barbe, à l'approche d'un jour de congé, eurent l'idée de demander au Théâtre-Français une représentation exprès pour eux. On leur donna *Manlius*, tragédie de Lafosse, et les *Fausses Confidences*, comédie de Marivaux, avec Talma et Mlle Mars. Or, en ce temps-là (1816), Talma et Mlle Mars, et peut-être aussi Lafosse et Marivaux, étaient de l'opposition, ce qui ne nuisait pas non plus à leur fortune. Les bambins de Sainte-Barbe applaudirent à tout rompre. Le parti patriote et libéral en triompha, comme de juste; le *Journal des Débats*, qui était bien pensant, en fut scandalisé. Il demanda probablement de quoi se mêlaient ces marmots, et de quelle manière leurs maîtres, qui les lâchaient dans les théâtres, entendaient les devoirs de l'enseignement. Le *Constitutionnel* répondit. Une polémique à laquelle M. Scribe, barbiste, daigna prendre part, s'engagea sur la question de savoir *si l'ancienne Sainte-Barbe permettait à ses élèves d'assister aux spectacles*. M. Adam, l'homme de paille, écrivit qu'il n'avait pas à répondre de l'emploi du temps de ses élèves confiés à leurs parents; mais qu'il blâmait toute demande de spectacle faite en corps. Procès disciplinaire devant le Conseil royal; sentence contre Sainte-Barbe; rassemblement des anciens élèves, jaloux d'imiter les petits, et redemandant pour leur propre compte *Manlius* et les *Fausses Confidences;* interdiction de cette représentation par la police, qui voyait l'aventure s'acheminer aux coups de poing; lamentations du *Constitutionnel*, triomphe du *Journal des Débats*. Que vont faire les Barbistes? Ils se retirent sur le mont Aventin de toutes les émeutes

bourgeoises, dans un restaurant, et là.... ils dînent!

Quand on eut dîné, on chanta. Il existait à cette époque une espèce d'*Univers*, un journal qui osait avoir du bon sens et des principes religieux, qui combattait les idées révolutionnaires, qui riait tout haut des farces libérales comme celles que venaient de jouer les Barbistes nouveaux et vétérans, et plus d'une tomba sous ses sifflets. C'était le *Journal des Débats*, rédigé par des hommes dont on vante aujourd'hui l'esprit, le goût, la raison, la littérature, et que les voltairiens, qui ne les valaient d'aucune manière, injuriaient extrêmement et feignaient de mépriser beaucoup. Dans la polémique engagée à la suite de l'escapade des élèves de Sainte-Barbe, Féletz et Dussaux, lointains précurseurs de M. l'abbé Gaume, avaient peut-être demandé qu'on les délivrât des Grecs et des Romains. Un barbiste devenu célèbre dans la pharmacie, M. Cadet de Gassicourt, se chargea d'exterminer les deux journalistes au dessert de ce fameux premier banquet. Ce fut l'affaire d'un huitain:

Sage et docte Rollin, ta gloire
N'est plus qu'un prestige trompeur;
Féletz nous défend de te croire,
Dussaux te traite d'imposteur.
Admirer Sophocle et Térence
Est le comble des attentats,
Et Tabarin seul règne en France..
Voyez le *Journal des Débats*

Pauvre *Journal des Débats!* comment a-t-il fait pour survivre? Mais les propriétaires de cette feuille fameuse avaient plus d'esprit encore que M. de Gassicourt. Voyant le train des idées libérales, ils firent comme Lanneau, ils se laissèrent conquérir, et le *Journal des Débats* devint

barbiste. Voilà où l'*Univers* ne peut plus soutenir la comparaison.

L'immortel banquet de 1816 avait tiré « une Sainte-Barbe mondaine et infinie de la Sainte-Barbe des études. » Il en était résulté une *Association amicale entre les élèves de Sainte-Barbe*, qui se réunissaient à table une fois par an; et, au fond, ce n'était pas peu de chose. Ces Barbistes émérites, se recrutant à la fin de chaque année scolaire, entretenaient parmi eux les feux sacrés du libéralisme et de la gaudriole, qui n'ont jamais cessé de confondre leur chaleur et leur clarté. Les associés se retrouvaient dans les élections comme chez les restaurateurs. Au banquet de 1827, on porta le toast suivant : *A notre camarade Le Mercier, le premier enfant de Sainte-Barbe qui siége à la Chambre des Députés!* Le nouveau député répond que M. Clogenson, juge au tribunal civil, et M. D., maître de forges, tous deux barbistes, ont fait l'élection. De Lanneau, présent au festin, s'écrie : *La tribune vous est ouverte!* Il disait vrai. La tribune a été ouverte aux Barbistes : on y a vu M. Le Mercier, M. Eusèbe Salverte, M. Clogenson, M. Bixio, M. Guinard, M. Vavin, M. Walfredin, et d'autres illustres Barbistes qui se sont acquis moins de renommée.

Sainte-Barbe soutenait l'Opposition, et l'Opposition soutenait Sainte-Barbe. C'était là qu'on mettait en pension le fils de Canaris. M. Dupin aîné assistait fidèlement à une séance publique de littérature que Lanneau avait établie vers les dernières années de la Restauration. Excellentes affiches!

Aux banquets, les couplets ne cessaient pas. Lanneau, compilateur d'un dictionnaire des rimes, avait rempli ses élèves d'une fureur de rimer. Juges, députés, jour-

nalistes, imprimeurs, épiciers, tous rimaient. Cédant à la manie générale, M. Scribe, qui a toujours placé son esprit en fonds de rente, en faisait là des générosités. Un jour il laissa échapper cette stance, que M. Célestin recueille précieusement :

Malgré la truffe et son parfum céleste,
Donnons encor, sous peine d'être ingrats,
Un souvenir au haricot modeste,
Ce mets sans faste et non pas sans éclats.

C'est assez le son de la poésie de M. Scribe.

M. Bayard, autre vaudevilliste, autre barbiste, tâchait d'éveiller d'autres échos. Il chantait au banquet de 1829 :

Le Ministère va passer,
Un autre va le remplacer;
Qu'importe celui qu'on nous donne?
Qu'on le pêche dans la Garonne,
Qu'un Anglais nous l'ait décroché,
Ou qu'Ignace l'ait raccroché,
Qu'en frac il mente, ou qu'en soutane il pille,
C'est toujours, toujours de la même famille,
C'est toujours de la même famille.

Un autre :

Rions, amis; frappe où voudra la bombe
Qui doit briser un pouvoir absolu.

Un troisième, magistrat de profession, modéré de caractère, fredonnait plus pacifiquement :

Il faut à présent, suivant moi,
Pour être des saints le modèle,
Se montrer triplement fidèle
A la Charte, à la France, au Roi.

Mais ce troisième avait tort. « Le soleil de juillet, »

comme parle M. Célestin, allait luire. Lorsqu'il parut, il trouva les Barbistes debout :

MM. Cadet de Gassicourt, pharmacien et docteur; Lamy, Mandron, Durozoir, Bernard de Rennes, Christian Dumas font partie, le 26, de la réunion du *National* et se rendent dans les mairies. Le lendemain, M. Ganneron préside le tribunal de commerce, déclare illégales les ordonnances de Charles X, et enjoint au *Courrier français*, rédigé par Bert (barbiste), de publier le manifeste. Au fort de la mêlée, qui agit plus qu'elle ne parle, plusieurs camarades se distinguent : M. Eugène Moutardier est blessé, et M. Guinard est au Louvre. »

On ne dit pas quelle forteresse prit M. Bayard.

Lanneau n'assista point à ce triomphe; il était mort à Sainte-Barbe l'année précédente, entouré de sa famille et de beaucoup de médecins, quelques-uns célèbres, la plupart barbistes. Sainte-Barbe eut sa part de la victoire. Deux mois après les « glorieuses journées, » un arrêté de M. Odilon Barrot, préfet de la Seine, donna le nom de Rollin au collége de la rue des Postes et rendit celui de Sainte-Barbe à l'institution Lanneau, « tant à cause de » son origine qu'en récompense des succès obtenus dans » les concours *et dans le monde* par les élèves de Victor » de Lanneau. » En 1840, le buste de ce grand maître d'école fut placé au musée de Versailles. La France alors était pleine de Barbistes. Plusieurs occupaient diversement la renommée : « Le comte Vigier, député de Vannes, » était propriétaire du château de Grandvaux, célèbre » par une partie de chasse dans laquelle tout barbiste eût » été ravi d'être pour quelque chose. » Les Barbistes ne luisaient pas seulement dans les Chambres, il y en avait à la cour et même au *Journal des Débats*. M. Janin, ancien répétiteur de grec chez Lanneau, est « barbicolant; » M. Alloury, barbiste; M. Cuvillier-Fleury, « général

barbicole. » Mais le joyau de Sainte-Barbe dans la politique et, après M. Scribe, dans les lettres, c'était M. Vatout. Laissons parler M. Célestin :

« Vais-je oser vous dire que jamais, comme préfet, comme bibliothécaire, comme conseiller d'Etat, comme député, comme directeur des monuments historiques, comme académicien, l'ami et le confident intime de Louis-Philippe n'a été aussi remarquable, aussi spirituel, aussi grand que comme barbiste ? On pourrait presque dire que Vatout a été élève de 1800 à 1840, tant il a fait sienne la fortune de son collége bien-aimé, tant il a déployé d'activité, de bravoure, de génie comme camarade, tant il a contribué à fonder une Sainte-Barbe extérieure et sociale à côté de celle des études »

Voilà un bel éloge, s'il finissait là! Mais, dans M. Vatout, M. Célestin veut surtout montrer le Barbiste modèle, et il aborde les détails. Quelques-uns sentent bien fort! M. Vatout était du premier banquet, il y lut des vers latins; il était du second, il y fit un calembourg; il fut de tous les autres. Il présida celui de 1820, le front ceint d'une auréole étincelante : il venait d'être destitué de la sous-préfecture de Semur, à cause de ses idées libérales! L'admiration de ses camarades, déjà très excitée par cette disgrâce, n'eut plus de bornes lorsqu'il leur chanta le couplet suivant :

Soyons tour à tour sans faiblesses,
Pour l'intelligence *libéraux*,
Soyons *ultras* pour nos maîtresses
Et *ventrus* pour les haricots.

A partir de ce jour, il fut réélu sept ans de suite président du comité de bienfaisance barbiste, et il marcha de succès en succès. Au banquet de 1821, « il chanta ceci en l'honneur de l'Opposition : »

On peut choisir dans tous les vins de France :
Tout ce qui boit aime la liberté.

En 1822, il devint bibliothécaire du duc d'Orléans. En 25, il célébra la mort du général Foy :

D'un œil tranquille, à son heure dernière,
Il regarda le soleil et les cieux.
Ainsi Jean-Jacque, en quittant la lumière,
A la nature adressa ses adieux.

« En 1828, il entonne une charmante barcarolle, *Conils à un frère en Sainte-Barbe*, sur l'air : *Amis, la atinée est belle.....* » Mais ici, nous sommes forcés e renvoyer au livre de M. Célestin, qui n'a pas reculé evant la poésie barbico-vatuttiste. L'odorante chanson u *Maire de la ville d'Eu*, dont tout le monde connaît le tre abrégé, reste loin de cette barcarolle, et appartient ncore au côté chaste et retenu du talent lyrique de I. Vatout. En 1838, grande fête à Sainte-Barbe . I. Vatout y vint présider la distribution des prix. Il couonna de ses mains les enfants de ceux qui l'avaient enendu dix ans auparavant « chanter gaîment la bararolle. »

De M. Vatout à M. Scribe il n'y a qu'un pas. C'est la nême rivière et la même barcarolle. D'après M. Célestin, i M. Vatout était le cœur de Sainte-Barbe, M. Scribe n est la gloire. « A coup sûr, le nom survivra, du plus grand, j'allais dire du seul auteur dramatique de l'époque. » Ainsi prononce le goût barbigène. « M. Scribe a créé un monde à part, qui vaut mieux encore que le monde réel, bien qu'on y doute de tout, du talent des hommes d'esprit, de la vertu des femmes, de l'amour et de l'amitié, de tout, excepté de l'argent. » M. Scribe aussi a été appelé à couronner la eunesse de Sainte-Barbe. Il n'a jamais négligé la reommée du collége. Dans son roman intitulé *Maurice*,

le héros est barbiste, « et barbicolante la préface. » M. Célestin adresse pourtant à M. Scribe un demi reproche : l'illustre auteur fait *poser* les camarades :

« Sa comédie intitulée la *Camaraderie* ou la *Courte-Echelle*, est une parodie très indiscrète des banquets annuels, et il fallait l'esprit de M. Scribe pour que les barbistes sérieux ne s'aperçussent pas qu'ils devenaient collaborateurs. Dutillet, Montlucar, Saint-Estève, Desrousseaux, Miremont, n'ont jamais rien proféré, je vous jure, qui n'ait pu être dit le 4 décembre (jour de la réunion anniversaire). Exemple : — « J'oubliais un nouvel ami que je voulais vous recommander. — » Qu'est-ce que c'est ? — Un avocat. — A la bonne heure !... ça peut » être utile, ça parle, ça fait du bruit... Est-il bon ? — Il est très ins- » truit. — Est-il bon ? — Il a beaucoup de talent — Ce n'est pas ce » que je vous demande. Est-il bon camarade ? Peut-il pousser les autres; » les faire valoir, les élever, leur faire la courte-échelle ? » Et plus loin, ainsi parle le camarade Bernardet : « Eh ! Messieurs, qu'importent les » nuances, et à quoi bon les discussions qui nous désunissent et nous » font du tort ? Il n'y a ici que des camarades, des amis ! L'amitié n'a » qu'une opinion.... et elle en aurait deux, et même plus, que cela » n'en vaudrait que mieux. On a appui et protection dans tous les » partis; on se soutient mutuellement et avec d'autant plus d'avantage » qu'on a l'air de combattre dans les camps opposés. Vous êtes pour » l'empire; vous, pour la royauté; mon ami Dutillet pour la république, » et moi pour tous. Union admirable et d'autant plus solide qu'elle a » pour base *ce qu'il y a de plus respectable au monde... notre intérêt !* »

Nous pouvons terminer ici notre barbistique. La page qu'on vient de lire en est le résumé, la conclusion et la morale. C'est le barbiste peint par lui-même. Ce type, dont la dernière révolution nous semble avoir marqué la décadence, méritait bien son cadre à part dans la galerie des caractères contemporains. Nous n'en connaissons guère qui représente plus au vif le *libéral*, depuis les bancs du collége jusqu'aux emplois les plus divers et jusqu'aux fonctions les plus élevées de la vie civile et politique. Sans doute, tous les libéraux n'étaient pas bar-

bistes, mais tous les barbistes étaient libéraux. Leur historiographe n'en cite aucun qui ait paru infidèle à son éducation, sauf celui qui est devenu chartreux, mais qui avait si bien commencé. On ne peut pas leur contester d'avoir été la tête de l'opinion libérale. Les citations que nous a prêtées M. Célestin montrent quel esprit ils ont porté dans l'enseignement, dans la littérature, dans la philosophie, dans la religion, dans la politique. M. Vatout et M. Scribe en sont l'expression la plus complète, quoique le fonds barbiste ait pris souvent des teintes beaucoup plus vives; car Sainte-Barbe, après avoir donné tant de fonctionnaires à l'établissement monarchique de Juillet, n'a pas laissé de fournir des soldats aux insurrections républicaines. Grâce à l'étendue de cette gamme, les Barbistes ont eu la France entre les mains. Ils ont régné un moment dans la personne très honorable de « l'élève Eugène Cavaignac, qui était studieux et subordonné, » et qui, fort différent en beaucoup de points du grand Vatout, fut cependant, comme lui, comme tous les autres Barbistes, excellent camarade, suivant la définition de M. Scribe; c'est-à-dire, sachant pousser les autres, les faire valoir, les élever, leur faire la courte-échelle.

C'est toujours, toujours de la même famille,
Toujours de la même famille.

On le voit, pour peu qu'on jette les yeux sur la longue nomenclature de noms propres déroulée dans la brochure-prospectus de M. Célestin, c'est par là surtout, c'est au point de vue de la courte-échelle que l'ancienne éducation barbiste se recommande à la sollicitude des pères de famille. M. Bayard l'avait bien senti. Ce vaudevilliste, qui, aux dîners de Sainte-Barbe et ailleurs, « chantait tout,

» le mariage et pis encore, le champagne de même, et » puis l'amour, avec dièze à la clef, » M. Bayard, étant devenu père, mettait le sentiment paternel en flons-flons:

Ils feront tous, commis, soldat, artiste,
La courte-échelle à ta jeune vigueur;
Oui, mon enfant, je te ferai Barbiste,
Ce titre-là te portera bonheur.

Ce n'est pourtant pas le but suprême de l'éducation, d'avoir des amis qui vous fassent la courte-échelle; et nous voulons croire que les directeurs actuels des deux Sainte-Barbe, toutes deux florissantes, répudiant la plus grande partie de ces singuliers souvenirs, se proposent d'élever des hommes qui chantent moins que leurs illustres devanciers, ou qui chantent autre chose et sur un autre ton, dussent-ils obtenir moins facilement le succès.

Quoi qu'il en soit, si la confraternité de collége, se transformant en camaraderie, *sur la base de ce qu'il y a de plus respectable au monde, l'intérêt*, peut servir à expliquer beaucoup de fortunes surprenantes, l'esquisse qu'on nous donne ici explique encore mieux quelque chose de plus étonnant encore; et quand on se reporte à ces dîners où des fonctionnaires élevés, des députés, des magistrats écoutaient, le verre en main et le sourire aux lèvres, tant de couplets qui n'auraient pas été tolérés dans la rue, on a la clef des connivences et des complicités que les plus coupables hardiesses de l'esprit ont souvent rencontrées chez ceux qui devaient les punir. C'est un des fruits assurés de l'éducation publique, telle qu'elle a été pratiquée généralement en France depuis un demi-siècle.

ALBÉRIC DE BLANCHE-RAFFIN.

9 mars 1854.

Albéric de Blanche-Raffin, ancien rédacteur de l'*Univers*, était toujours des nôtres. Il n'a jamais rien mis au-dessus de ce que nous plaçons nous-mêmes au-dessus de tout. Quelques dissentiments politiques récents et légers ne l'auraient pas empêché de prendre part à nos travaux si ses forces l'avaient permis. Il a droit aux bénéfices de cette confraternité qui s'est formée entre nos lecteurs et nous, et qui nous a été souvent témoignée d'une manière si consolante. Nous faisons une œuvre rude, dont l'unique récompense est dans ces prières qui sollicitent en notre faveur la miséricorde divine. Nous voulons les obtenir pour celui de nous qui, maintenant sans doute en, a le moins besoin, mais qui, par là même, les a le mieux méritées.

C'est le second de nos collaborateurs que nous voyons mourir. Le premier fut Edouard Ourliac. Ils sont morts au même âge, de la même maladie, Ourliac avec la sécurité d'une longue pénitence, Albéric avec la confiance qu'inspire une vie toujours pure et chrétienne. Avant de se ressembler ainsi, quels contrastes entre ces deux hommes, lorsqu'ils se rencontrèrent pour la première fois chez nous et s'y donnèrent la main! Ourliac, sortant des rangs de la plus aventureuse littérature, était profondément fatigué, profondément triste, doutant de tout, excepté de Dieu, et portant en lui, malgré lui, un fonds d'amertume qui donnait quelque chose de poignant à sa gaieté même. Plus jeune de cinq ans, Albéric, venu à Paris afin d'alléger les charges de sa famille, quittait un foyer dont il n'avait abandonné la discipline austère et chérie que pour prendre le joug plus lourd du travail. Le devoir n'avait jamais cessé d'être sa loi suprême; il l'observait, il l'aimait, et les habitudes de sa pensée se reflétaient dans son maintien et sur son visage, d'une beauté presque ascétique. Son aspect faisait penser aux plus illustres modèles de la jeunesse. Un peintre de nos amis, l'ayant vu tout rayonnant encore de cette fleur de santé qu'il avait apportée de sa terre natale, voulut le peindre à côté de saint Louis de Gonzague, comme la vive image des vertus que ce saint enseignait. Avec un immense enthousiasme pour le bien, il n'avait que des paroles calmes et mûres, il ne se proposait que des desseins sérieux, et le plus arrêté de tous, qu'il a suivi jusqu'à la dernière heure, était de servir Dieu et l'Eglise par une profession constante et publique de sa foi. Du reste, candide et croyant à l'égard des hommes et des choses de la vie presque autant qu'à l'égard de Dieu et des choses de la

religion ; ne soupçonnant pas le mal, ne le voyant pas, se débattant pour n'y pas croire, aussi plein de charité que de ferveur. Voilà ce qu'Ourliac étudiait avec un étonnement continuel. « Je n'aurais pas cru, disait-il, qu'il y eût de ces jeunes gens-là ailleurs que dans les romans. » Et, en effet, Albéric était un héros de roman; mais le roman de sa vie et de son cœur, l'idéal qu'il poursuivait, la matière de ses réflexions, le charme de ses rêveries, l'objet de son amour était de servir la cause de Dieu. Il fut tout de suite un des membres les plus zélés de la plupart des œuvres que réclament les besoins sans nombre et sans mesure de la misère parisienne. La vénérable sœur Rosalie et quelques autres patrons de toutes les infortunes le comptèrent bientôt parmi leurs aides-de-camp. Pauvre, obligé de travailler beaucoup pour un mince salaire, il faisait ainsi l'aumône de ses loisirs et même de son temps.

C'était à l'époque la plus laborieuse du journal. Inexpérimentés, accablés de polémiques, nous n'étions que trois ou quatre rédacteurs pour suffire à tout. Albéric avait la charge qui exigeait le plus d'assiduité. Mais ses devoirs étaient ordonnés, et aucun ne nuisait aux autres. Toujours très digne, peut-être un peu fier, résolu à ne se plaindre jamais, il ne voulait pas que le temps plus qu'autre chose parût lui manquer.

Cette régularité extérieure était un effet de la régularité et de la solidité de son esprit. Il avait des principes sûrs, une raison droite, qu'il fortifiait et qu'il éclairait par l'étude. Son style aussi en reçut l'empreinte. Il se débarrassa de bonne heure de l'emphase ordinaire aux commençants et naturelle aux esprits qui se portent aux grandes pensées. On ne signait pas alors, et nos lecteurs

n'ont pu apprécier le mérite littéraire d'Albéric ; mais il a laissé des ouvrages qui permettent d'en juger. Dans sa Notice sur la vie et les travaux de D. Jayme Balmès, il y a mieux que les promesses d'un très remarquable talent. Les livres de l'illustre prêtre espagnol y sont analysés avec une vigueur où s'annoncent les plus beaux dons de l'esprit. L'auteur d'un pareil ouvrage n'avait que peu de chose à faire pour devenir un grand écrivain. Il aurait acquis une simplicité magnifique, heureux mélange de la forte sobriété française et de la pompe espagnole, qu'il aimait et qu'il étudiait également.

Nous avons nommé Balmès : c'est Albéric de Blanche qui a fait connaître en France ce génie, dont la gloire est maintenant si parfaitement admise et presque populaire. Spécialement chargé des affaires d'Espagne, notre collaborateur s'était mis en rapport, autant qu'il l'avait pu, avec ce qui se trouvait dans Paris d'Espagnols capables de le bien renseigner, particulièrement sur l'objet essentiel du journal, l'intérêt de l'Eglise. Il connut dès cette époque Juan Donoso Cortès, encore incrédule et encore obscur. Balmès, non moins ignoré, quoiqu'il eût déjà publié en Espagne *Le Protestantisme comparé au Catholicisme*, se rencontra avec le jeune rédacteur de l'*Univers*. Il ne tarda pas à l'apprécier, et il lui confia le soin de traduire son ouvrage. Albéric se mit joyeusement à l'œuvre. Il n'avait pas moins de vénération pour les vertus de Balmès que d'admiration pour ses talents, et il se félicitait souvent de travailler avec ce grand homme. Nous nous rappelons encore en quels termes de vive et affectueuse estime Balmès, à son tour, parlait de son zélé traducteur.

La traduction parut modestement, sans nom d'auteur, et fut peu vantée, même dans l'*Univers*. Elle eut cependant le succès qu'elle méritait. Il en a paru une seconde édition, retouchée, en 1851. Déjà Balmès était mort; Albéric sentait qu'il le rejoindrait bientôt. Il put à peine écrire une introduction de huit à dix pages, dans laquelle il voulait payer un dernier tribut à la mémoire de son maître et de son ami. Cette introduction, d'un style excellent, est datée de Paris, le 10 juillet 1851. Albéric y nomme Donoso Cortès; il salue cette grande éloquence qui se levait sur l'Espagne et sur le monde au moment où la tombe de Balmès venait d'être fermée. Albéric aimait l'Espagne comme une seconde patrie. L'avénement de Donoso Cortès le consolait presque de la mort de Balmès. Il nous rappelait avec un légitime orgueil que, deux années auparavant, il avait le premier prononcé en France et dans le journal ce nom destiné à un si puissant éclat. En effet, c'était lui qui avait analysé et en partie traduit pour l'*Univers* le sublime discours du 4 janvier 1849, bientôt répété par les échos du monde entier. Hélas! lui qui se sentait blessé à mort, il devait cependant le voir mourir, ce brillant orateur, si jeune, si plein de vie, si riche de génie et de vertus, et qui, dès son entrée dans la carrière, était devenu l'un des plus illustres chrétiens de l'Europe.

Avant de perdre tout-à-fait la santé, Albéric avait perdu les illusions de sa jeunesse. Il n'avait pu vivre plusieurs années dans Paris et passer de vingt ans à trente ans, sans apprendre à connaître le monde, sans sonder le fond du cœur humain. Par sa vie toujours pure et sévère, il s'était préservé du spectacle des dernières ignominies; mais le mensonge, l'égoïsme, la servilité,

l'ingratitude, la soif des plaisirs, la soif de l'or, il les avait vus; il n'ignorait plus l'existence du mal. Cette triste initiation ne l'inclina pas au doute. Il n'en aima que davantage le bien, et veilla d'autant plus rigoureusement sur lui-même, se faisant une loi plus étroite de ne point abaisser en son cœur la dignité de l'homme et du chrétien. Ce cœur droit et fier devint alors chevaleresque; pour s'éloigner de la pente commune, il fit comme une sorte de gageure avec lui-même de pousser plutôt jusqu'à l'exagération tout ce qui était délicatesse, honneur et vertu. Quoique ennemi des fictions, il écrivit un petit roman, dans le but, comme il nous l'avoua, de donner quelque contentement aux rébellions de son âme contre le train du monde. Cette composition, intitulée *Eusebia*, ne fut remarquée que du petit nombre des juges qui peuvent goûter la distinction du style et des sentiments. Le sujet est la lutte victorieuse du devoir public contre les entraînements d'une passion légitime. Il y a de l'inexpérience dans l'arrangement du récit, mais on y entend les cris éloquents du cœur.

Un jeune officier espagnol a suivi les drapeaux de don Carlos. Il a laissé à Madrid son ami d'enfance, dont il aime secrètement la sœur, ignorant à quel point il en est lui-même aimé. Blessé et emporté mourant du champ de bataille, il est recueilli chez de bons paysans de Guipuzcoa, dont l'hospitalité est peinte avec des détails charmants. La blessure prend d'abord un assez bon cours, mais l'inquiétude de l'âme retarde la guérison. Différentes circonstances amènent le blessé à penser que ses amis le croient mort; et, convaincu qu'en effet sa poitrine est atteinte irrémédiablement, il prend la résolution de s'ensevelir d'avance dans un douloureux oubli.

Cependant une dernière chance de sauver ses jours lui est offerte. Les médecins lui conseillent l'air natal. Il réussit à s'échapper. Incertain de la vie, et incertain aussi du sort de son amour, il vient se cacher au fond de l'Andalousie, dans la maison où il est né pauvre et doublement orphelin. Il y retrouve sa vieille nourrice :

« *Ama* (1), lui disait Lucio, car elle n'avait plus d'autre nom que celui-là, presse-moi dans tes bras, ranime-moi, ravive-moi ! Qui donc m'a plus aimé que toi ? Vois, je meurs pour n'avoir point été assez aimé ! Je viens revivre ici comme un enfant. Fais-moi oublier que j'ai été emmené un jour de cette solitude ; que j'ai connu ailleurs l'amitié, la tendresse et d'autres biens, qui ne m'ont souri un instant que pour m'être enlevés aussitôt.... Qu'a-t-on voulu me donner dans ce palais, dans cette capitale ? Ah ! l'on m'a trop promis et trop peu donné ! Je reviens avec une misère que je n'aurais point connue. Je rapporte l'amertume des biens perdus, et je ne retrouverai plus l'ignorance, qui seule pourrait rappeler la félicité première.... »

Un heureux dénouement met fin à ses traverses. La paix est conclue et Lucio retrouve la santé. Il retourne à Madrid, où son ami l'attend avec le désir de pouvoir l'appeler son frère ; il revoit Eusebia, et lui demande d'une voix troublée si elle a gardé son souvenir. Pour toute réponse, elle baisse les yeux et lui montre sur son sein une croix d'or qu'il lui avait donnée. Ici le narrateur, encouragé par le voile dont il s'est recouvert, prend la parole, et ce qu'il ajoute laisse deviner des chagrins qu'il a cachés à ses meilleurs amis :

« En écrivant cette histoire, j'ai trouvé des mots pour peindre les tristesses de l'absence. Les blessures poignantes de l'exil pénétrant dans mon propre cœur, en ont fait sortir des accents propres à traduire de longues et cruelles souffrances. Mais une joie pareille à celle qu'é-

(1) Nom que les enfants donnent à leur nourrice et les domestiques à la femme de charge dans les familles espagnoles.

prouve en ce moment Lucio est au-dessus de tous les efforts de ma plume.

» Au contact d'un amour si pur et si abondant, l'âme de Lucio s'élève vers les régions qu'habite la beauté éternelle. Dans le transport que lui donne sa joie, il cherche par-delà ce monde et le temps une sphère où son cœur se dilate sans mesure. Ainsi la piété se trouve au sommet de son affection comme elle se trouvait mystérieusement cachée à sa base, comme elle se serait révélée dans la destruction absolue de ses espérances, comme elle se retrouve partout où existe quelque chose de pur, de profond, de sincère.

» Dans Eusebia, ce double mouvement de l'âme vers un bien transitoire et vers un bien absolu s'était toujours fait manifestement sentir; dans Lucio, par une certaine imperfection qui venait de la faiblesse du cœur, l'inclination passagère, l'amour pour Eusebia avait semblé absorber ou paralyser d'abord tout autre tendance vers des sentiments plus sublimes. Mais, dans le moment que la fusion de ces deux cœurs s'est consommée; dans l'instant que Lucio a pris possession de ce premier degré où se bornaient primitivement jusque-là les aspirations de sa tendresse, aussitôt un mouvement plus parfait s'est fait sentir en lui et l'a soulevé vers l'idéal où la sœur de Lupercio tenait depuis longtemps son regard fixé. »

Ce fut après ce dernier adieu, ce dernier regret peut-être aux rêves de la jeunesse, qu'Albéric écrivit sa Notice sur la vie et les ouvrages de Balmès, et donna la seconde édition du *Protestantisme comparé au Catholicisme*. Sa vie active finit là. Depuis son départ de Paris, en 1851, où nous lui dîmes adieu avec la douloureuse certitude de ne plus le revoir, son existence devint une véritable agonie. Gardant la majesté, la magnanimité du courage chrétien, il perdit successivement la force, le travail, l'espérance de guérir, enfin la vie. *La mort*, dit Bossuet, *révèle le secret des cœurs*. C'est surtout lorsqu'elle emporte ainsi la vie par lambeaux, qu'elle met le cœur à nu et le fait voir tel qu'il est. La patience d'Albéric durant cette agonie de trois années, sa piété gran-

dissante, sa fermeté et presque sa joie en présence de la mort, ont confirmé tout ce que nous savions de lui. Voilà bien comme il devait mourir. Une lettre qu'il écrivit vers la fin de 1852 à un ami cruellement frappé, achèvera de peindre cette âme digne du ciel, et fera comprendre à quel prix, condamnée à tant de renoncement, elle avait conquis tant de résignation.

« Vous ne doutez certainement pas de la part que j'ai prise à votre malheur; je veux pourtant vous le dire moi-même. Au milieu des assauts que vous soutenez, je pensais que du moins votre bonheur domestique était sauf. La Providence a voulu vous apprendre une vérité douloureuse; c'est qu'il est bien autrement difficile de résister que de combattre. Par ce coup, Dieu vous propose des vertus infiniment plus grandes que celles que vous ambitionnez. Oui, mon cher ami, c'est ordinairement là le secret caché dans de telles souffrances. On aspire à un certain ordre de mérite qu'on croit élevé, qu'on juge suffisant : tout à coup, il faut songer à monter mille fois plus haut. Il faudrait remercier pour cette grâce comme on remercie pour les autres. Vous le savez bien, tous les chrétiens le savent; mais, hélas! que cela est difficile! Il y a plus de mérite, heureusement, dans la simple résignation qui comprime une plainte que dans l'héroïsme factice qui exhale des actions de grâces.

» J'aime cependant à penser que ce malheur ne pèsera pas trop sur vos pauvres enfants. Vous avez des sœurs, ils retrouveront une mère. Dieu vous accordera cette consolation. Vous souffrirez seul, vous souffrirez moins. Adieu. Je regrette vivement de n'avoir rien en moi qui puisse vous être offert comme assistance et soulagement. Le souvenir de la constante bonté que vous m'avez montrée m'assiége en ce moment et redouble ma compassion. Quelque souvenir devant Dieu, souvenir trop peu efficace pour vous, voilà ce que je vous donne. Soyez assez bon pour mettre un prix à ce don; comptez un ami de plus parmi ceux qui n'ont pour vous en ce moment que larmes et tendresse. »

En lisant cette lettre, les amis d'Albéric croiront l'entendre. Sa conversation, même la plus intime et la plus familière, avait déjà quelque chose de cette gravité que

relèvent seulement un peu plus ici la présence de la douleur et les approches du tombeau. Ceux qui ont souffert reconnaîtront le rare accent que veulent écouter les cœurs déchirés, le seul dictame qui convienne aux inguérissables blessures de la mort, le baume divin de la charité. Mais, ce baume, Dieu ne le forme que dans les âmes qu'il s'est choisies. La bonté ne suffit pas pour le produire, l'amitié elle-même n'en est pas toujours enrichie : il faut la foi, la prière, la souffrance, plus encore, l'amour de la souffrance. Albéric, après avoir été un homme de foi et de prière, avait mérité de souffrir et de devenir par là, sous la main de Dieu, le chrétien consommé, maître de soi-même, qui étouffe tout regret, qui se défend toute plainte, qui aime la douleur parce qu'il en connaît le prix, muet sur ses propres maux, plein de compassion sur ceux des autres et leur indiquant l'usage qu'ils en peuvent faire, tout en demandant à Dieu de les consoler. S'il est vrai que la vie chrétienne consiste toute en deux pratiques, *souffrir et compatir*, Albéric était bien près d'en atteindre la perfection, lorsqu'il plut à Dieu de rappeler cette âme que nous avons toujours vue ici-bas dans les plus nobles chemins.

Mgr DUPANLOUP A L'ACADÉMIE.

L'élection et la réception de Mgr Dupanloup à l'Académie sont un épisode de la querelle des classiques.

Le discours de l'illustre récipiendaire enleva tous les suffrages, surtout parce que l'on voulut y voir une charge victorieuse contre les *nouveaux Barbares* qui avaient, disait-on, outragé les Belles-Lettres, desquelles Mgr Dupanloup devenait ainsi le vengeur. Grâce à cette illusion obstinée, les journaux les plus habituellement hostiles au clergé devinrent enthousiastes d'un évêque. Le *Siècle* et la *Presse* répandirent presque des larmes.

L'*Ami de la Religion*, deux fois triomphant à cause de son zèle pour la belle latinité et de ses sentiments plus vifs encore et plus naturels pour l'éloquent prélat, ramassa tous ces suffrages, les éplucha et les imprima *ad perpetuam rei memoriam*.

Après trois années, on voit clairement combien les catholiques auraient tort de faire fonds sur ces flatteries que les circonstances peuvent leur attirer soudain du camp ennemi. Les conséquences que l'*Ami de la Religion* tirait du succès de Mgr Dupanloup étaient prématurées. Ce que l'on applaudissait n'était pas ce que le respectable orateur aurait

surtout voulu faire applaudir. Dès le lendemain du triomphe, il fallut décliner la plus grande partie de ces hommages ; ils devenaient offensants. En réalité, ces caresses excessives n'étaient que des coups portés ailleurs, aussi vains comme coups que comme caresses.

27 novembre 1854.

D'après les journaux qui rendent compte de la réception de Mgr Dupanloup, la séance aurait été tout entière à la confusion de l'*Univers* et pour la glorification des classiques païens. Nous ne sommes pas de cet avis. L'entrée d'un évêque dans l'Académie française est un triomphe pour nous; plus l'entrée a été solennelle, plus le triomphe est complet. Quant aux classiques, les éloges éloquents qu'ils ont reçus les laissent et les ont voulu laisser dans la déchéance où une chute récente les a mis. Voilà ce que nous allons établir en toute liberté et en toute sécurité. Pour ce qui nous regarde, Mgr Dupanloup nous approuvera de repousser des injures que l'on nous prodigue à cause de lui. Pour ce qui regarde les classiques, la situation est bien changée ; ramenée sur le terrain essentiellement libre des théories littéraires, cette question a cessé de paraître un danger.

Tout le monde sait trop que Mgr Dupanloup ne nous accorde pas sa bienveillance. Il est séparé de nous précisément sur le point qui l'aurait, dit-il, rapproché de M. Tissot, le goût des lettres anciennes. Mais nos personnes et nos goûts importent peu. Nous sommes premièrement catholiques : à ce titre, c'est une victoire de voir un catholique, un évêque, prendre la place de M. Tissot, lequel était bien autre chose que virgilien. Virgile à part, et dans Virgile même le successeur n'ad-

mira pas, assurément, tout ce qu'adorait le prédécesseur, notre gain est évident. Il faut considérer qu'après l'élection de M. de Montalembert, celle de Mgr l'évêque d'Orléans, celle de M. Falloux, maintenant assurée, un autre esprit va régner dans les régions académiques. Déjà il serait malaisé de mettre au concours certains sujets, de donner la couronne à certains livres, l'habit à certains auteurs. Si, par une malheureuse condition de la vie, quelque chose se place entre nous et ces nouveaux académiciens, ici une question politique, là une question littéraire, ailleurs le *je ne sais quoi*, les points de rapprochement, lorsqu'on voudra les chercher, ne seront pas introuvables. En attendant, tout académicien vraiment catholique, quel qu'il soit, fera toujours nos affaires à l'Académie. Nos affaires ne sont pas d'avoir un prix Gobert, une médaille, un *accessit*. Que le sénat littéraire de la France n'encourage pas la fabrication des mauvais livres, qu'il ne fasse pas ses recrues parmi les écrivains les plus scandaleux, nous sommes trop contents ! Depuis l'élection de M. de Montalembert, l'Académie a suffisamment marché dans cette voie. Le voltairianisme se mitige et bat en retraite, malgré les retours offensifs de M. Viennet. L'Académie a trop de bon sens pour ne pas voir qu'une seule séance comme la dernière l'élève infiniment plus haut que toutes celles où M. Viennet lit ses fables.

Nous avons publié le discours de M. de Salvandy. La joie d'entendre cet homme estimé parler avec tant de respect et en si bons termes et de nos évêques et de nos croyances, compenserait largement le déplaisir (si c'en était un quand l'éloquence y met son charme) d'entendre

un évêque exagérer peut-être le côté chrétien de la littérature ancienne et moderne. Chacun, d'ailleurs, sait ce qu'exige la politesse. L'usage imposait au récipiendaire un long compliment. Il fallait occuper le pupitre assez longtemps pour ne point trancher dans une assemblée d'orateurs et d'écrivains où, parmi tant de mérites divers, nul n'a celui d'être court. Le nouvel élu s'est étendu en spirituelles théories, afin d'user le temps presque sans toucher aux œuvres. Il a beaucoup parlé des Lettres humaines, du côté divin de leur nature et de leur mission, de la haute estime que l'Eglise en a toujours faite ; il a célébré le *Dictionnaire*. Pouvait-il mieux dire ce qu'il pense de l'*Ours et le Pacha*, de l'*Epître aux Mules de don Miguel*, de la *Philippéide*, de *Mardoche*, de *Jocelyn*, de tant d'autres célèbres ouvrages dont les auteurs siégeaient devant lui? Avait-il besoin d'ajouter que dans ce « sanctuaire, » où il se félicitait modestement d'entrer, tout ne lui paraissait pas aussi pur que le *Dictionnaire*, ni aussi vénérable que les images de Fénelon et de Bossuet?

Pour nous, naïvement, de tout ce que Mgr Dupanloup a dit sur la tolérance en matière de religion et même de littérature, rien ne nous a paru venir à notre adresse. Nous admirons l'humilité des libres-penseurs, qui ramassent ces phrases brillantes comme autant de traits dirigés contre nous, nous faisant l'honneur immérité de croire que des séances de si grand apparat se tiennent pour nous réfuter. « Le Christianisme ne rejette rien de ce qui fut bon dans la pensée et la parole humaine, » a dit Mgr Dupanloup. En d'autres termes, ce qui est mauvais dans la pensée et dans la parole humaine, principalement *les mauvais écrits, qui corrompent les bonnes*

mœurs (1), le Christianisme l'a rejeté et le rejette : telle est la tolérance de l'illustre prélat, telle est la nôtre. Il l'exprime en plénipotentiaire, nous l'exprimons en soldats, voilà toute la différence. Dans la forme elle est grande, dans le fond elle se réduit à rien. S'il existe un livre que nous blâmions comme contraire à la vraie doctrine et aux bonnes mœurs, et que Mgr l'évêque d'Orléans approuve à ce double point de vue, c'est Mgr l'évêque d'Orléans qui a raison, et nous retirons notre opinion avant tout jugement confirmatif du sien. Mais, à vrai dire, nous ne pensons pas que nous devions jamais donner cette preuve d'humilité. La *Presse* est aussi ingénue que le *Siècle*, la *Revue des Deux-Mondes* est aussi simple que le *Journal des Débats*, et tous ensemble nous font sourire lorsqu'ils célèbrent à l'envi la tolérance de Mgr Dupanloup, pour l'opposer à nos fureurs. Comme le vénérable prélat, nous tolérons tout ce que l'Eglise tolère; comme nous, il rejette tout ce qu'elle condamne. La règle de notre tolérance à tous, en matière d'écrits, est la sacrée Congrégation de l'*Index*. L'*Ami de la Religion*, avec une diligence filiale, a eu l'heureuse idée de recueillir ce qu'il y avait de flatteur pour le talent et pour le caractère du nouvel académicien dans les comptes-rendus des différents journaux, et il a fait ainsi un monument très intéressant d'une séance très mémorable. Mais le respect l'a obligé de biffer les trois quarts de ces dithyrambes, et de protester encore contre le peu qu'il en conservait. « Quelques journaux, dit-il, la *Presse*, » par exemple, et le *Siècle* donnent à Mgr l'évêque d'Or- » léans des éloges que ce prélat ne saurait avouer, et lui » prêtent, en matière de *tolérance*, des principes qui ne

(1) Epître aux Corinthiens, xv, 53.

» sont pas les siens. Il y a, tout le monde le comprend, » entre la charité chrétienne qui a inspiré le discours de » Mgr l'évêque d'Orléans et la tolérance, disons mieux, » l'indifférence en matière de religion, que prêchent le » *Siècle* et la *Presse*, une différence *essentielle*. » Le *Siècle* et la *Presse*, qui savent au besoin se taire avec une patience de martyrs, n'ont point relevé cette remarque « essentielle » et officielle; car ce n'est point la seule fierté de M. de Riancey, qui l'a écrite. En prouvant à la *Presse* et au *Siècle* le cas que l'on fait, parmi nous, de leurs compliments, elle leur indique la valeur de leurs injures. Pour finir sur ce point, leurs commentaires sont risibles et ne nous empêchent point de voir dans le discours de Mgr l'évêque d'Orléans un triomphe pour notre cause, ce qui nous est infiniment plus précieux, nous le répétons, qu'un triomphe pour nous. Qu'ils disent que Mgr Dupanloup expose la pensée catholique sur les devoirs et les obligations des lettres humaines avec un art, une force, un charme auquel nous ne pouvons prétendre; nous sommes entièrement de leur avis.

Ce triomphe, nous le constatons, sans vouloir du tout en exagérer la portée. Nous n'appellerions point la réception de Mgr Dupanloup « le grand événement qui » vient de s'accomplir à l'Institut de France, événement » qui contribuera puissamment à renouveler parmi nous » l'antique alliance de l'Eglise et des lettres. » M. l'abbé Cognat, qui tient ce langage dans l'*Ami de la Religion*, nous paraît un peu échauffé. L'alliance de l'Eglise et des lettres, très antique en effet, a toujours été troublée. Son plus beau moment en France, le XVII^e^ siècle, vit encore des orages. Bossuet, que l'Académie avait voulu compter parmi ses membres, et qui fit aussi son compliment,

en quatre pages, écrivait, on sait de quel style, contre Molière et tout ce qu'il appelait « les gens de littérature. » Il ne ménageait pas les avertissements aux philosophes, « autre espèce d'orgueilleux. » Il les presse de songer « à ce sévère jugement où la vérité condamnera » l'inutilité de leur vie, la vanité de leurs travaux, la » bassesse de leurs flatteries, et à la fois le venin de leurs » mordantes satires ou de leurs épigrammes piquantes, » plus que tout cela, les douceurs et les agréments qu'ils » auront versés sur le poison de leurs écrits, ennemis de » la religion et de la pudeur. » Il parle de Virgile et de Platon de manière à prouver que l'on peut avoir deux opinions sur les auteurs profanes sans insulter au don de Dieu qui dispense le génie : Virgile, « aussi bon épicu- » rien dans une de ses églogues que bon platonicien dans » son poème héroïque; » Platon, non moins frivole que les poètes qu'il bannit de sa république, « lui qui, ayant » connu Dieu, ne le connaît pas pour Dieu; qui n'ose an- » noncer au peuple la plus importante des vérités; qui » adore avec lui les idoles et sacrifie avec lui la vérité à » la coutume. » C'est ainsi que Bossuet, au plus beau temps de l'alliance de l'Eglise et des lettres, parlait des gens de lettres anciens et modernes : « Enflés de leur » vaine philosophie, parce qu'ils seront ou physiciens ou » géomètres ou astronomes, ils croiront exceller en tout, » et soumettront à leur jugement les oracles que Dieu » envoie au monde jusqu'à tenter de les redresser. La » simplicité de l'Ecriture causera un dégoût extrême à » leur esprit préoccupé, et autant qu'ils s'approcheront » de Dieu par l'intelligence, autant s'en éloigneront-ils » par l'orgueil (1). »

(1) *Traité de la Concupiscence.*

Ces défauts de nature, par où les gens de lettres sont poussés sur la pente de la superbe et de l'incrédulité, et qui frappaient les yeux de Bossuet, n'ont pas encore disparu. Cependant ne désespérons pas. Si les choses se pouvaient remettre seulement sur le pied où elles étaient du temps de Bossuet, ce serait un grand bien. L'Académie, en ce temps-là, toute pleine encore de son premier esprit, toute religieuse, toute monarchique, toute grammairienne et polie, modeste même, offrait vraiment un spectacle aussi beau qu'une réunion d'écrivains peut l'être. Bossuet la félicita d'avoir rempli les desseins du cardinal de Richelieu, desseins très sagement bornés. C'était que les Français eussent une langue dans laquelle ils pussent raconter leurs grandes actions. « Il entreprit » de faire en sorte que la France fournît tout ensemble » et la matière et la forme des plus excellents discours; » qu'elle fût en même temps docte et conquérante; qu'elle » ajoutât l'empire des lettres à l'avantage glorieux qu'elle » avait toujours conservé de commander par les armes. » Richelieu s'indignait de la servitude classique. « Il fallait » plutôt, pour la gloire de la nation, ajoute Bossuet, for- » mer la langue française, afin qu'on vît prendre à nos » discours un tour plus libre et plus vif, dans une phrase » qui nous fût plus naturelle, et qu'affranchis de la su- » jétion d'être toujours de faibles copies, nous pussions » enfin aspirer à la gloire et à la beauté des originaux. »

Bossuet parle aussi du dictionnaire, qui vient d'inspirer à Mgr Dupanloup des réflexions si profondes, et il en expose en deux mots toute l'utilité : c'est le travail spécial de l'Académie, qui est établie « comme un conseil » perpétuel pour diriger la liberté publique en matière » de langage, réprimer les bizarreries de l'usage, et ten-

» pérer les déréglements de cet empire trop populaire. » Après avoir loué les académiciens de « leurs écrits, qui » montrent qu'en parlant français on peut joindre la dé- » licatesse et la pureté attique à la majesté romaine, » il les avertit de ne point raffiner. La langue lui paraissait dès-lors arrivée à un état excellent; et, en effet, cette langue était la sienne. « Par vos travaux, leur dit-il, les » véritables beautés du style se découvrent de plus en » plus dans les ouvrages français, puisqu'on y voit la » hardiesse qui convient à la liberté, mêlée à la retenue » qui est l'effet du jugement et du choix. La licence est » restreinte par les préceptes, et, toutefois, vous prenez » garde qu'une trop scrupuleuse régularité, qu'une déli- » catesse trop molle n'éteigne le feu des esprits et n'affai- » blisse la vigueur du style. Ainsi la justesse est devenue » le partage de notre langue, qui ne peut plus rien en- » durer d'affecté ni de bas; si bien qu'étant sortie des » jeux de l'enfance et de l'ardeur d'une jeunesse empor- » tée, formée par l'expérience et réglée par le sens, elle » semble avoir atteint la perfection qui lui donne la » consistance. La réputation toujours florissante de vos » écrits et leur éclat toujours vif l'empêcheront de perdre » ses grâces, et nous pouvons espérer qu'elle vivra dans » l'éclat où vous l'avez mise autant que durera l'empire » français. Continuez donc, Messieurs, d'employer une » langue si majestueuse à des sujets dignes d'elle (1). »

On ne peut quitter Bossuet, tant on trouve de choses toujours vivantes dans les moindres écrits de cet homme qui n'a rien dit de superflu. Il succédait à Du Châtelet, dont il oublia de faire mention. Ce fut Charpentier qui

(1) Bossuet, *Discours de réception à l'Académie française*, le 8 juin 1671.

lui répondit en trois pages. Trois pages pour complimenter Bossuet! pour exposer ses titres académiques! Mais comme on s'entendait alors sur tout, il ne fallait pas de longs développements; et, comme l'affection était sincère, les compliments n'avaient pas la violence qu'on leur a donnée depuis. Une parole, dans la réponse de Charpentier, montre bien ce qu'était Bossuet pour ses contemporains. Charpentier le remercie pour l'Académie de *cet épanouissement de cœur et de visage qu'il lui fait paraître*. Ne semble-t-il pas voir Bossuet, tel en ce lieu qu'il y devait être : grand, tranquille, dans l'éclat incontesté de son mérite et dans la sérénité de son vaste esprit; laissant à ses pieds la foudre, qui n'a personne à frapper parmi ces chrétiens honnêtement occupés de littérature et de grammaire; faisant de la grammaire avec eux, d'un visage épanoui, d'une bouche presque souriante d'où les oracles de l'art tombent en paroles mûres qui ne disent que ce qu'il faut, et qui ne vont que là où il veut? Quel génie! quelle mesure! Et, autour de cette figure sévère et douce qui ne cherchait point les applaudissements, qui ne cherchait aucune espèce d'hommages, qui ne cédait rien à aucun genre de popularité, quel universel et immense respect! Temps heureux, où l'on voyait chacun en son rang, faisant son œuvre et parlant sa langue! Il faut avouer qu'on avait des facilités qui n'existent plus, pour prêcher le devoir à cette société ordonnée et forte, forte parce qu'elle était ordonnée. L'autorité avait ses bornes, la liberté ses règles, l'usage ses droits; mais la loi la plus générale et la mieux gardée était cette chose que l'on ne peut aisément définir, tant les obligations en sont amples, réciproques et délicates, cette chose que l'on appelle le respect!

Nous sommes fort éloignés de tout cela présentement, et les lettres, sans contester leurs avantages, en sont un peu la cause. Le siècle qui vit mourir Bossuet, vit régner Voltaire; Voltaire a donné aux lettres et aux gens de lettres une humeur différente et bien difficile à corriger. Sans doute, l'entreprise n'est que plus belle, étant si laborieuse. Sans doute encore, nous venons d'assister à des préliminaires consolants. Néanmoins, il est bon de prévoir les difficultés. L'Académie en masse n'en est pas au même point que M. de Salvandy; et il ne faut pas croire que tant d'illustres mains qui ont applaudi dans la dernière séance, vont sacrifier à la pudeur et à l'orthodoxie. Ce ne serait pas merveille si déjà M. Viennet avait quelque drôlerie en tête, une fable, une épître à quelque muse ou à quelque mule, pour répondre indirectement à ces beaux discours et mettre, comme disent nos bons journaux, les rieurs de son côté.

Le mal étant donc profond, invétéré, presque encore général, nous croyons qu'il faut l'attaquer surtout dans l'avenir; c'est-à-dire, sans cesser de le combattre actuellement par la discussion, porter principalement le remède dans l'éducation, en y introduisant de plus en plus l'étude des auteurs chrétiens. Nous prions qu'on fasse bien attention que nous ne demandons pas qu'on brûle les auteurs païens, ni même qu'on les bannisse des classes; nous demandons seulement que l'on introduise dans les classes, comme cela se pratique maintenant en beaucoup d'endroits, les auteurs chrétiens. Il nous semble que c'est le meilleur moyen de régénérer et les études et l'esprit des étudiants; le meilleur moyen de refaire aux lettres un tempérament catholique, et partant de renouer solidement « l'antique alliance de l'Eglise et des lettres. »

Car comment cette alliance se renouera-t-elle et subsistera-t-elle au-delà d'un court embrassement sous le dôme de l'Institut, si les lettrés continuent d'ignorer les lettres de l'Eglise? Il faut que l'on apprenne à goûter ces beautés fortes et fécondes, pour que, d'une part, la littérature cesse de flotter entre les faibles restaurations du sceptre antique et les révolutions ou les invasions du matérialisme moderne; pour que, d'une autre part, elle s'imprègne de cette foi et de cette gravité sans lesquelles le joug de la vérité et de la morale chrétienne lui semblera toujours trop pesant.

On dit beaucoup que les classiques profanes ont regagné, dans la séance du 9, tout le terrain que « les nouveaux Barbares » leur avaient fait perdre. Nous ne sommes pas persuadés de cela.

Les objections sont permises contre un discours académique; Mgr l'évêque d'Orléans nous en a lui-même avertis, dans une occasion mémorable pour nous. Ce serait sans doute une grande imprudence d'aller s'attaquer à un chef-d'œuvre encore tout chaud de l'encens public; nous le pourrions, toutefois, sans nous exposer à aucune censure; mais cette témérité n'est pas nécessaire. Avec un essor d'admiration qui s'explique par sa rare connaissance de la belle latinité et par le lieu où il se fait entendre, l'orateur ne dit rien des païens, au point de vue où il les considère, qui ne nous paraisse aussi juste que beau. Les philosophes veulent bien reconnaître qu'il y a de l'or dans le fumier de la scolastique; nous en trouvons moins, mais nous admettons qu'il y en a dans le fumier de Virgile, d'Horace et des autres. Que fait Mgr Dupanloup? Il extrait cet or : *Aurum lego ex stercore*. Les traits qu'il a cités sont en bonne place dans

toutes les mémoires. Mais, après cela, engage-t-il à prendre les païens exclusivement pour modèles? Nullement. Et ce qu'il ne conseille pas de faire, on s'aperçoit assez en l'écoutant que lui-même ne l'a pas fait. Rien n'est moins cicéronien que son discours. Il est vif, plein de choses, ingénieux, touchant à tout : *non sufficit orbis;* mais c'est une éloquence éminemment moderne et fort éloignée de l'antique. Le discours de M. de Salvandy, aux périodes plus amples et plus travaillées, a davantage la marque de l'artisan, se ressent plus de l'étude du XVII^e^ siècle. C'est très beau, ce n'est point de l'antique. Ainsi, voilà deux hommes, tous deux en réputation d'éloquence, qui prouvent tous deux, par leur français, que le grec et le latin ne leur sont pas nécessaires, ou leur ont peu servi. Sans doute, l'un et l'autre, ils ont observé les règles ordinaires de la composition; un professeur d'éloquence pourrait reconnaître que les deux discours sont du genre démonstratif; il pourrait dire qu'on y distingue l'exorde, la narration, l'amplification et la conclusion; il pourrait y montrer l'insinuation, la gradation, la répétition, la réticence, la métaphore, l'hypotypose, l'hyperbole, l'hyperbate, l'étopée, la prosopopée, l'antonomase, la catachrèse; enfin, presque tout le gracieux chœur des figures de rhétorique. Avant Antiphon, avant Quintilien, c'était, et jusqu'à la fin du monde ce sera la marche et l'ornement de tout discours médité. La nature apprit cet art au premier homme qui voulut persuader une chose, et l'apprendra au dernier. Ce n'est pas le secret des Grecs et des Latins. Le Christianisme a plus fait pour la force et la beauté de la parole humaine, que tous les orateurs ensemble et que la nature même, en l'illuminant de cette vérité suprême et totale

sans laquelle il n'est rien qui ne soit vil par quelque point, mais qui, seule, relève et anoblit tout : *Verborum venustas invenustas est*, disait saint Isidore de Péluse, *et inelegans quædam elegantia, ubi veritatis decor abest, quo vel sermonis rusticitas nobilitatur* (1). Si donc nos illustres académiciens nous ont charmés par la belle ordonnance de leurs harangues, le mérite n'en est qu'à eux, comme les traits brillants dont ils les ont semées.

De même que ces discours ne prouvent pas l'utilité littéraire de l'étude des profanes, l'exemple particulier de M. Tissot ne prouve pas que cette étude soit très propre à faire de bons chrétiens. Certes! M. Tissot possédait bien son Virgile. Le profit religieux a été mince! Mgr Dupanloup s'est fait admirer en le louant. Chacun disait : Comment fera-t-il? Pour exécuter ce véritable tour de force, il a célébré le goût de M. Tissot pour les Muses latines; il a jeté le voile de la charité sur tout le reste. Devant l'*Histoire de la Révolution*, que M. Tissot, sans cesser de professer Virgile, a écrite, comme il l'avait pratiquée, en jacobin; devant d'autres productions extra-virgiliennes, le dernier terme, et si un tel mot pouvait se dire, l'excès de la charité, a été de garder le silence. Virgile s'est rencontré là bien à point! Oui, si Mgr Dupanloup avait eu l'occasion infiniment désirable d'exercer sa charité sur M. Tissot vivant, Virgile aurait pu servir d'entrée en conversation, comme la tabatière du capucin. De l'Enéide on en serait venu aux *Eglogues*, à la IV^e^ : *Ultima Cumæi venit jam carminis ætas*. Justement, Tissot l'a traduite en vers fades, avec une dissertation pour établir que les prédictions de la sibylle ne peuvent s'appliquer au Messie.

(1) Lib. III, ép. 64.

s ne sommes pas embarrassés de ce que Mgr Dupan-
aurait su dire avec sa grande doctrine et son char-
t esprit. Virgile manquant ne l'aurait pas laissé
t. Il a, Dieu merci, converti assez de gens, rien
n leur parlant français! L'admiration de M. de Sal-
ly pour ses *Extraits* de Fénelon et ses autres écrits
puscules, témoigne qu'il a plus d'une arme contre
rédulité. La question est de savoir si Tissot, le pauvre
x remâcheur de bucoliques, aurait pu comprendre,
oûté comme il l'était de soixante-dix ans de littéra-
. Ah! le moindre souvenir d'une éducation chré-
ne, quelques bribes de prières sues autrefois, les
s de quelques saints, de quelques martyrs priés dans
nnées de l'adolescence, eussent été d'un grand se-
s, pour réveiller cette âme engourdie! De quelle
: Mgr Dupanloup le crierait à ceux de ses nouveaux
gues qui voudraient croire que c'est assez de con-
re Virgile et les littératures comparées! Pour la vie
nelle, leur dirait-il, ne vous y trompez pas, un peu
atéchisme vaut mieux que beaucoup de littérature.
niam non cognovi litteraturam, introïbo in potentias
ini (1), chantait David.

insi, la séance n'a pas été si glorieuse pour les clas-
es profanes et ne leur promet pas un empire éternel
niversel. Montrons qu'elle constate leur décadence,
ne à l'Académie. Mgr Dupanloup, tout en leur ren-
t hommage, les place bien au-dessous des livres
ts, dont la supériorité, même littéraire, éclatait,
me il a soin de le dire, jusqu'aux yeux malades de
Tissot, à travers ses besicles virgiliennes. M. de Mon-

) Ps. LXXI, 15, 16.

talembert est un des « nouveaux Barbares » qui ont encouragé Mgr Gaume. M. de Falloux (nous aimons à le compter déjà de l'Académie) est un de ces hommes du monde que leur sens droit et leur goût naturel préservent de tout fanatisme à l'endroit des longues et des brèves. M. de Salvandy, faisant remarquer « la trempe, la puissance, la splendeur à part » du langage de Mgr Dupanloup, en reporte toute la gloire à la Bible. Que d'autres exemples nous pourrions citer! Le progrès est manifeste si l'on remonte à quelques années seulement. Franchit-on un siècle, c'est à ne s'y plus reconnaître. Il faut voir comment on se mit à parler des anciens dans l'Académie, dès que Bossuet ne fut plus là. Nous recommandons aux partisans des classiques les œuvres légères d'un traducteur de Quintilien, l'abbé Gédoyn, qui sortit du noviciat des Jésuites pour défaut de santé, et qui mourut à soixante-dix-sept ans, d'indigestion, ayant été familier de Ninon et l'un des premiers patrons de Voltaire; homme d'ailleurs estimable! Il a laissé un *Entretien sur Horace*, lu à l'Académie, où il dit avec le plus grand sérieux du monde que *jamais poète ne recommanda tant la vertu ni ne l'enseigna si bien*. Il y aurait eu querelle entre lui et M. Tissot, car il met Horace, pour l'enseignement de la vertu, bien au-dessus de Virgile, de Platon, d'Épictète, bien au-dessus de tout. Horace, ajoute-t-il, « dit quelque part (1) qu'il y a des paroles » qui ont la force de guérir les maladies de l'âme; qu'il » y a tel livre qui, bien lu, est souverain pour rendre » l'esprit tranquille... Mais s'il y a un livre *au monde* » duquel on puisse attendre cet effet, *c'est le sien* (2). »

(1) Hor., Ep. 1, lib. 1.

(2) *Œuvres diverses* de M. l'abbé Gédoyn, de l'Acad. franç. Paris, 1745.

Nous sommes guéris de ce délire. Si l'on demandait aujourd'hui, non pas aux prêtres, mais aux académiciens, quel est le livre souverain pour calmer les maladies de l'âme, la majorité désignerait l'*Imitation*. Tel serait certainement le vote de M. de Sacy, et probablement celui de M. Cousin. L'excellent abbé Gédoyn n'eût jamais voulu croire que l'on pût gagner quelque chose à lire ce méchant latin-là.

Plus près de nous, l'entêtement pour les lettres profanes trouva le moyen de surpasser cette canonisation d'Horace. Un des prélats que la Révolution surprit dans les honneurs littéraires, M. de Boisgelin, évêque de Lavaur, successeur à l'Académie de l'abbé de Voisenon, avait fait et publié une traduction en vers des Héroïdes d'Ovide. Difficilement aujourd'hui un ecclésiastique voudrait donner pareille preuve de sa dévotion pour les Muses. Nous savons que M. de Boisgelin avait des talents et des vertus. Toutefois, ce n'est pas cette traduction qui recommande sa mémoire ou comme évêque ou comme écrivain. En général, les gens d'Eglise trop zélés pour le beau latin, n'ont jamais pu réussir qu'à montrer trop d'esprit. Leurs œuvres ne sont point entrées dans le trésor de la religion et des lettres. Dieu, voulant se servir de Bossuet, le préserva dès son enfance de la manie qui fourvoyait les études. « Il était déjà tout » rempli des idées des poètes et des orateurs, dit le P. de » la Rue, lorsque Dieu déposa comme par hasard une » Bible sous ses yeux et lui fit sentir si vivement l'élé- » vation de cette divine parole au-dessus de tous les » discours humains, que ce moment lumineux le frappa » pour le reste de sa vie. Il demanda le livre et ne cessa » point de l'étudier, s'appliquant cet ordre général du

» Seigneur au peuple hébreu : *Ces paroles que je t'a-*
» *dresse seront gravées dans ton cœur. Tu les auras*
» *toujours en vue,* etc. (1). Ordre qu'il accomplit depuis
» littéralement. Quels fruits en tira-t-il (2)? » D'autres fruits que ceux que fit Horace chez l'abbé Gédoyn.

Observons que ces époques où les ecclésiastiques firent une estime excessive des lettres profanes, ne furent pas les époques brillantes de « l'antique alliance de l'Eglise et des lettres. » Comparez le temps où l'évêque de Meaux écrivait le *Traité de la Concupiscence,* et celui où l'évêque de Lavaur traduisait Ovide. D'une part, jamais les lettres n'ont autant respecté l'Eglise; de l'autre, jamais elles ne l'ont autant méprisée. Et si l'alliance se peut renouer aujourd'hui, ce n'est pas parce que beaucoup de nos prêtres sont nourris de Virgile et d'Homère; c'est parce qu'ils se nourrissent de l'Ecriture sainte et des Pères, où ils trouvent, avec la grâce de l'esprit, ce qui vaut cent fois plus, la force de la doctrine et du cœur. M. de Salvandy l'a bien remarqué dans sa réponse à Mgr Dupanloup. « On sent un cœur qui bat sous cha-
» cune de vos paroles, une âme qui monte, qui plane,
» qui cherche des cieux de plus... Ce langage n'est pas
» le vôtre : il est emprunté à la région où vit toujours
» votre pensée, aux livres qui nous en sont venus, à leur
» grandeur d'idées et d'images, à leur mélange de force
» intime et d'inépuisable majesté... L'Eglise a le privi-
» lége de puiser sans cesse à la plus grande source du
» beau et du sublime qui ait été ouverte aux études de
» l'homme. » Il fait noblement entendre que l'Académie n'a pas voulu appeler dans son sein un littérateur, chose,

(1) *Deuter.* VI, 7.
(2) De la Rue, *Oraison funèbre de Bossuet.*

en effet, peu rare et qui court les rues : il n'y a vraiment qu'à se baisser pour en prendre ! mais un évêque, c'est-à-dire le représentant d'une puissance à part, toujours plus rivale qu'alliée, lorsque, par le malheur des temps, elle n'est pas dirigeante et protectrice.

M. Ch. Lenormant, faisant une allusion trop facile à saisir, dans son compte-rendu de la séance du 9, parle dédaigneusement de « quelques prélats plus expérimentés en théologie qu'en matière de goût (1). » Cet atticisme n'empêche pas M. Lenormant de savoir qu'il n'y eut et qu'il n'y aura jamais en ce monde que de très petits rôles pour les prêtres plus expérimentés en matière de goût qu'en théologie.

Pour conclure, ni les classiques profanes n'ont remporté une victoire, ni personne n'a rien fait et rien voulu faire pour leur en ménager une; et la question s'achemine doucement, mais constamment, vers une solution toute contraire. « Il faut le dire aux préjugés qui ont été » si funestes et qui luttent encore, s'est écrié M. de Sal» vandy; quelque chose manque dans une société civi» lisée, partout où la religion est absente. » De même, et cela n'est point contesté, quelque chose manque dans une éducation chrétienne, partout où les auteurs chrétiens sont absents. On introduit donc et on introduira de plus en plus dans les études chrétiennes ces auteurs chrétiens, trop longtemps bannis. De plus en plus aussi, l'on se méfiera des lettres profanes. On a déjà commencé, l'on continuera de leur *rogner les ongles*, suivant le conseil et l'expression de saint François de Sales, qui avertit de les traiter comme les Juifs traitaient les femmes captives

(1) *Correspondant*, 25 novembre.

qu'ils voulaient épouser (1). Voilà où en sont les choses, partout à peu près où l'enseignement chrétien est libre. Cette situation est conforme à la parole que Pie IX a prononcée l'an dernier sur le débat qui s'agitait entre les catholiques. Et, depuis lors, jusqu'au moment où nous écrivons, il n'est rien arrivé qui soit digne de remarque, sinon que le pieux et savant abbé Gaume a été élevé aux honneurs de la prélature romaine.

(1) *Lettre à l'archevêque de Bourges.*

SUR L'ÉLOQUENCE CHRÉTIENNE.

28 novembre 1854.

A l'occasion du choléra qui a dévasté son diocèse, et du jubilé qui vient le consoler, Mgr Gerbet publie un mandement qui restera parmi les chefs-d'œuvre de l'éloquence chrétienne. Ordinairement l'*Univers*, en reproduisant ces exhortations des premiers pasteurs, se défend d'y ajouter les louanges. Il y a une sorte de justice qui n'appartient pas aux inférieurs, et la majesté du caractère épiscopal est au-dessus des frivoles succès du talent d'écrire. Mgr l'évêque de Perpignan nous pardonnera de nous affranchir aujourd'hui de cette règle de respect, pour appeler plus spécialement l'attention sur des pages qui surpassent même ce qu'on a coutume d'attendre de lui. Nous ne devons exposer personne à négliger une

lecture si propre à produire les fruits qu'il a voulu lui faire porter.

La justice et la miséricorde de Dieu; ce que c'est que la justice, ce que c'est que la miséricorde; comment la justice s'exerce, comment la miséricorde se manifeste et s'obtient; le secret trop peu connu ou trop peu médité par lequel la justice et la miséricorde sont unies et marchent toujours ensemble : tel est le sujet de ces pages admirables. Les circonstances extraordinaires qui les ont inspirées sont devenues l'occasion d'une leçon qui regarde tous les hommes et tous les temps; leçon à la fois terrible et consolante, sévère comme l'arrêt du juge, tendre comme l'avertissement du père, lumineuse comme la vérité qu'elle enseigne, nécessaire à ceux que la crainte accable, plus nécessaire à ceux qui s'endorment dans une fausse sécurité.

C'est bien rabaisser une pareille matière, et l'on pourrait nous en faire le reproche, que d'y chercher aussi une leçon de littérature. Cependant, puisqu'il y a des côtés par où les questions de littérature ont une extrême importance, et qu'on affecte de regarder comme « plus experts en théologie qu'en matière de goût (1) » les prélats qui font assez peu de cas de toute la beauté profane, il n'est pas inopportun de remarquer que Mgr l'évêque de Perpignan est un de ces prélats. Il a principalement travaillé à se rendre « expert en théologie, » et il y a réussi, ainsi qu'on l'a vu dans le mémorable concile d'Amiens. Néanmoins, on ne peut guère contester à l'auteur de *Rome chrétienne* le droit d'opiner en matière de goût. Eh bien! le goût de Mgr Gerbet est pour les auteurs

(1) Expression de M. Lenormant dans la discussion sur les classiques.

chrétiens, pour la littérature chrétienne. On trouvera, en l'écoutant, que son style n'en a pas souffert, et que ce style vraiment nourri de la substance des lettres sacrées a un caractère qui ne permet pas de lui en comparer beaucoup d'autres. Voyez comme cette langue est puissante et limpide, comme elle ressemble à tout ce qui est beau sans perdre sa physionomie propre, comme son flot pur aborde la pensée, l'environne, la soulève et l'emporte majestueusement! Quelle vigueur sans apparence d'effort! Quel cours rapide sans tapage et sans turbulence! Les idées viennent chacune à son tour, chacune à son rang, avec ordre et avec concert; elles se joignent comme les parties d'un même tout : point de confusion, point de heurt, et la main qui les rassemble n'est jamais obligée de s'y prendre à deux fois.

Est-ce de l'art? Oui, sans doute. Mais cet art n'est pas un secret d'école; cet art est tout simplement le génie de l'écrivain, qui ne s'apprend dans aucune rhétorique, et qu'aucune rhétorique n'apprend même à simuler. Cependant le génie lui-même a besoin d'un maître. Quel a été ici le maître? Le maître a été la foi. Elle a donné ces grandes pensées; elle a donné aussi le courage, la persévérance nécessaires au génie naturel, qui, non content de les avoir reçues, a voulu travailler pour les rendre fécondes en les persuadant. Appelez quelque habile homme, une de ces fleurs d'académie, un de ces experts qui n'ont rien négligé dans leurs études, sauf d'apprendre le catéchisme, et livrez-lui à traiter ce même sujet. Dites-lui de consoler un peuple ravagé par la peste, en annonçant à ce peuple l'ouverture d'un jubilé, d'un temps de prières; dites-lui de tirer de là des considérations sur la bonté toute puissante qui a déchaîné le fléau, mais qui

maintenant fait couler les eaux douces de l'espérance; dites-lui de trouver des paroles pour consoler les enfants qui n'ont plus de mère et les mères qui survivent à leurs enfants; dites-lui de les incliner sur ces tombes pour y adorer la main qui les a remplies; dites-lui surtout d'avoir des pensées et un langage qui s'adressent à la fois à toutes les intelligences et à tous les cœurs, au savant et à l'ignorant, à l'humble et au superbe, à celui que le poids de tant de malheurs écrase, et à celui qui, rejetant le fardeau, marche le front levé, armé contre Dieu de sa hauteur stupide... Que fera votre cicéronien? Que ferait Cicéron lui-même? Que trouvera-t-il dans l'Académie, et dans le Portique, et dans les poètes? Rien! Toute l'antiquité profane n'a pas un rayon qui éclaire ce mystère de la justice divine; pas une parole qui puisse descendre avec l'évidence de la miséricorde au cœur de ces malheureux! Ceux que la rhétorique pourrait consoler n'ont pas besoin d'être consolés; et dès-lors, qu'a-t-elle à dire aussi pour les instruire? *Discite justitiam moniti et non temnere divos?* Voilà une belle raison pour ceux qui ne croient pas en Dieu, ou qui font eux-mêmes leur dieu! La société païenne possédait cette sentence avant que Virgile l'eût formulée; et c'étaient des lecteurs de Virgile, tous ces grands de Rome qui s'entassaient aux jeux de l'amphithéâtre. Jusqu'au jour où la lumière apostolique vint éclairer ces belles maximes, elles ne furent qu'un stérile assemblage de mots harmonieux; et la morale païenne n'eut vraiment une vertu, comme les temples païens n'eurent vraiment un dieu, que quand le Christ y entra.

Retire-toi, rhéteur, disciple vain d'un art frivole! Loin d'ici! va porter ailleurs ton clinquant et tes bana-

lités trop vieillies. Ici ce sont de vraies douleurs qui gémissent, il faut de vraies consolations. Laisse parler l'évêque, l'homme de Dieu, qui connaît la vérité de Dieu. Il saura ce qu'il faut dire à ces âmes désolées et épouvantées; il le dira comme il le faut dire. Sa voix sera douce aux cœurs brisés, formidable aux cœurs endurcis; elle s'élèvera parmi ces pleurs, parmi ces obscurités, parmi ces repentirs, parmi ces oublis, avec l'accent qui convient à tant de mouvements et d'états divers de l'âme; et tous l'entendront, et personne ne l'aura entendue sans devenir plus fort ou meilleur. Voilà la vraie dignité et la vraie beauté de la parole humaine; voilà la rhétorique que le Christ nous a donnée, et qui a été comme la voile et la rame de la raison, ballottée avant lui sans boussole sur l'océan de ses erreurs.

LE SIÈCLE DE MARIE.

1er mars 1855.

L'orgueil et l'impureté caractérisent le XVIIIe siècle, et il a reçu le nom de l'écrivain dont ces passions ont enflammé le génie. C'est avec raison qu'on l'appelle le *siècle de Voltaire*. Condorcet disait : *Voltaire n'a pas vu tout ce que nous faisons, mais il a fait tout ce que nous voyons*. Aucun autre siècle n'a été baptisé du nom d'un homme de lettres, et aucun autre n'a plus faussé et souillé la conscience humaine. Jamais la conjuration des perversités qui s'arment en tout temps contre la loi du Christ, n'a été plus générale, plus perfide, plus triomphante. Luther se rua en mugissant contre ce qu'il voulait détruire. Il laissa encore, du moins il crut laisser quelque chose à Jésus-Christ et à la pudeur. Voltaire n'a

rien respecté. Il s'est glissé partout, mordant en secret ce qu'il craignait d'insulter. L'obscénité fut son arme de choix. Il a rempli de son venin une littérature qui était la littérature du monde civilisé. Ces sophismes pernicieux que hurlent nos sectaires, cette dérision imbécile où tant d'âmes se réfugient obstinément contre la vérité et contre le salut, cette dépravation quasi-universelle des lettres et des arts, c'est la sève de Voltaire. Il a rassemblé et pour ainsi dire discipliné tous les principes du mal; il en a fait une armée permanente; il lui a donné une tactique, et il a vaincu. La victoire de l'orgueil et de l'impureté fut complète. Elle se symbolisa dans ces fêtes de la Raison qui souillèrent les foyers et les autels. On prit des prostituées, on les promena par les villes à travers les ruisseaux qui roulaient du sang; on leur éleva un trône au milieu des églises, et on les adora.

Les vases saints servirent aux orgies des vainqueurs; pas un évêque ne resta sur son siége, pas un curé dans son église, pas une religieuse dans son couvent. Pour consommer la déchéance du Dieu et du culte des chrétiens, on institua un autre dieu et un autre culte, un *Etre suprême* qui ne gênât point l'orgueil, un *culte de la Nature* qui ne gênât point la volupté.

La sagesse du mal fit mieux encore. Il restait des chrétiens; les proscriptions en créaient. Chassée des lois, la foi catholique vivait dans les cœurs. On voulut l'atteindre jusque-là. Les prudents et les modérés qui succédaient aux tyrans et aux brigands s'associèrent les apostats. Ils machinèrent ensemble une religion de bureau, une sorte d'hérésie administrative qui, en rendant à l'Eglise cette existence que la politique même exigeait, s'efforçait cependant de lui retirer les conditions de la vie. Directe-

ment ou indirectement, la main laïque s'immisça dans le gouvernement des choses spirituelles pour limiter tout, mesurer tout, au besoin arrêter tout. Elle obstrua les canaux par lesquels le sang circule du cœur aux membres; elle multiplia les entraves entre les églises particulières et le Pontife romain, entre le sacerdoce et les fidèles. Que de précautions prises pour restreindre le nombre des vocations, pour diminuer le prêtre, pour le réduire au rôle d'employé de l'Etat, pour tenir le clergé dans une infériorité dangereuse en présence de la science et de l'autorité laïques, pour le rendre servile où il doit rester libre, résistant et contentieux où il doit obéir!

Sur cette Eglise ainsi désemparée, sur ce pauvre corps affaibli de tant de blessures et chargé de tant de chaînes, on lâcha le troupeau des insulteurs. Voltaire eut un second règne, plus impérieux que le premier. La presse multiplia cette masse d'écrits abjects qui étaient nés de son rayonnement; la fermentation qu'ils produisirent en enfanta d'aussi coupables. De vrais talents, qu'environna tout de suite la popularité, se vouèrent à cette indigne guerre; la poésie, la philosophie, l'histoire, l'éloquence, l'enseignement, le théâtre, le pamphlet, le journal, la caricature, ce qu'il y a de plus haut et ce qu'il y a de plus bas, l'orateur et l'histrion, tout parla contre l'Eglise. Telles furent les séductions de ce travail destructeur, que des hommes de mérite, au milieu d'une carrière noblement commencée sous le drapeau chrétien, désertèrent tout à coup et vinrent demander de flétrissantes couronnes à ceux qu'ils avaient d'abord combattus. L'orgueil poussa les uns, la volupté fascina les autres; les uns s'indignèrent parce que l'Eglise n'acceptait pas les erreurs qu'ils prétendaient mêler à ses vérités

éternelles; les autres cédèrent à la tentation de faire résonner la corde impure, qui charme seule la foule des cœurs corrompus. Un esprit médiocre, auteur de couplets bourgeois, l'équivalent poétique des orateurs libéraux, incapable d'écrire en prose passable les préfaces de ses chansons dont la moitié sentent le vin de guinguette, exerça le califat durant cette seconde invasion et apparut comme le grand prêtre de la déesse Raison, encore cachée dans ses sanctuaires. Trois nobles génies, qui semblaient appelés pour le confiner dans les cabarets, lui rendirent leur hommage, on pourrait dire leur épée. Châteaubriand, Lamennais, Lamartine! Quels noms dans les fastes de M. Béranger! quelles tristesses!

Le résultat fut la révolution de 1830, qui jeta sur le trône un prince voltairien, et qui, durant près de deux années, au nom de la liberté, proscrivit dans Paris l'habit ecclésiastique. Voltaire alors reçut ses derniers honneurs. Il eut sa statue, élevée des deniers publics, au fronton d'un temple d'où l'on avait arraché la croix. Ce fut la fin, autant du moins que ces combats peuvent finir. Voltaire reste debout au fronton de Sainte-Geneviève, mais déjà humilié sous la croix, perpétuel objet de ses sarcasmes. A cette place insolente, il n'est désormais qu'un témoin et non plus un triomphateur. Parle! dis ce que tu fais là! Sur nos vieilles cathédrales, les Barbares et les sectaires de tous les siècles ont marqué leur passage par d'impuissantes dévastations : l'incendie, les mutilations, le pillage, ce sont leurs traces; leurs monuments sont des ruines. Ici les Normands, ici les protestants, ici les révolutionnaires. Il fallait un monument plus effronté du règne de Voltaire, une offense plus signalée aux vertus qu'il aurait voulu abolir. Et, comme

il n'a rien tant haï que la foi, l'humilité et la charité, ses disciples ont eu cette inspiration digne de lui : dans la pierre consacrée au Dieu vivant, ils ont figuré l'insulteur de la chaste Jeanne, et ils en ont insulté le souvenir de l'humble Geneviève. *Quoniam diffamavit nomen pessimum super virginem Israël.* Oh! renégats du Dieu et de l'honneur de la France! Ayant commis d'un seul coup ce triple outrage, ils ont appelé le peuple : « Viens voir! connais le génie de tes maîtres! Apprends d'eux ce qu'ils croient et qu'ils honorent! » Aujourd'hui ils cherchent à s'expliquer leur chute. L'oracle s'est accompli : les pierres ont crié; elles crient, elles rendent témoignage contre les crimes qu'on a voulu les contraindre à glorifier. Voyez ce qu'ils faisaient, ces hommes d'Etat, ces penseurs, ces premiers-nés du nouveau genre humain; voilà les monuments de leur règne, voilà leur foi, leur sagesse et leur reconnaissance! Eux, cependant, tombés et ne comprenant rien, témoins aussi pétréfiés que leur idole, se racontent longuement les beaux jours qui virent leurs grandes actions. Les uns accusent la folie et l'inconstance populaires; les autres cherchent à deviner par quel prodige la « civilisation du XVIII^e^ siècle, » comme ils disent, n'en a pas fini avec l'Eglise; pourquoi l'Eglise a survécu aux mépris comme à la violence, aux pamphlétaires comme aux bourreaux; pourquoi le règne de Voltaire expire et celui du Christ recommence; pourquoi la croix passe encore une fois du lieu des supplices au front des empereurs?

En effet, d'où vient ce miracle? Quelle armée s'est levée et s'est rangée en bataille au pied de la Croix pour faire reculer la masse de ses ennemis? Il n'y a guère eu de drapeaux éclatants, d'hommes illustres et suivis, de

voix retentissantes, il n'y a d'armée visible que contre elle; et pourtant la voilà qui sort de cette fange sanglante où le dernier siècle l'avait laissée quasi-ensevelie; la voilà qui se redresse, qui grandit; voilà que ses bras touchent aux deux pôles; elle est seule debout dans l'univers, et les hommes n'ont plus d'autre signe de haine ni d'amour.

Ce miracle, Dieu l'a fait principalement par les mains des femmes chrétiennes et pour l'honneur de sa mère, la très sainte Vierge. « Seigneur, » dit l'Eglise en la fête de l'Immaculée-Conception, « il sera glorieux pour votre » nom que notre ennemi périsse par la main d'une » femme. » Ces paroles frappent singulièrement, lorsque l'on remonte à la source du mouvement religieux par lequel ont été opérées sans bruit de si grandes choses. On y reconnaît partout l'action de ce culte confiant dont l'Eglise, au milieu de ses angoisses, a honoré la Mère du Sauveur; et la foi, qui voit plus loin et plus nettement que la raison, reconnaît son influence dans le rôle tout apostolique que les femmes ont rempli depuis soixante ans. A l'esprit d'orgueil et d'impureté, Dieu a opposé de pauvres femmes consacrées à la Reine d'humilité et de chasteté.

Lorsque la Révolution supprima les couvents, elle y trouva beaucoup de religieuses qui préférèrent le martyre à la liberté qu'on leur offrait. Le plus grand nombre de ces saintes filles résistèrent aux séductions du monde, aux embûches du schisme, aux tentations du dénuement. On avait pu leur arracher le voile, rien ne parvint à briser leurs vœux. Dès que la tempête fut calmée, on les vit, quittant les retraites où la chasteté les avait cachées, se rassembler de tous côtés et reprendre leur vie de prière

et d'obéissance. Elles y ajoutèrent le travail, non celui que la règle imposait, mais le travail nécessaire pour avoir du pain; car il ne leur restait rien de leurs anciennes richesses. Heureuses celles qui purent racheter quelque faible partie des édifices qu'elles avaient bâtis et que la Révolution venait d'envahir! Mais cette extrême indigence devint un avantage précieux. Le travail le plus conforme à leur vocation était l'éducation des jeunes filles. Elles ouvrirent des classes. Et tandis que l'Université, pleine de prêtres apostats, préparait à la France une génération de libres-penseurs, ces vierges fidèles, dans la paix de leurs cloîtres, sous la protection de Marie Immaculée, commencèrent à former des mères de famille chrétiennes. Le point de départ de la renaissance religieuse est là.

Dieu bénit cette œuvre de piété publique. Un souffle créateur se répandit sur toute la France; et, par ces ressorts cachés et ces voies inconnues dont la Providence a le secret, sans qu'on le sût d'abord, sans qu'on pût l'empêcher lorsque l'esprit d'impiété en prit ombrage, à travers mille obstacles, avec la seule puissance de la bonne volonté, les fondations et les vocations se multiplièrent. Dans les petites villes, dans les villages, de pauvres femmes privées de tout appui humain, exposées aux railleries et aux mauvais traitements de ceux qui les connaissaient, quelquefois même à la persécution des gens de bien que déconcertait l'ardeur de leur zèle, osèrent entreprendre de donner l'instruction gratuite aux enfants pauvres des villes et des campagnes. Elles y réussirent. A quel prix, moyennant combien de souffrances, de mortifications et d'avanies, nos enfants le sauront mieux que nous, car ils en liront l'histoire; mais Dieu

seul le sait parfaitement. De cette première époque datent la Congrégation de la *Sainte-Famille*, fondée par Mme Emilie Rodat, et celle des *Sœurs de Saint-Joseph*, fondée par Mme Javouhey ; et tant d'autres que le monde ne connaît pas et qui sont pourtant les grandes œuvres sociales de ce siècle. Lorsque l'on contemple ce monde mystérieux qui vit par le dévouement et se multiplie par la virginité, on est étrangement surpris de voir qu'à cet égard du moins, la hache révolutionnaire a frappé sans détruire et que souvent même, là où elle s'est acharnée à démembrer le cadavre, Dieu a fait des tronçons autant d'êtres vivants. En effet, toutes les congrégations dispersées et que l'on croyait anéanties ont reparu avec une vie plus forte ; mais, avant cette résurrection totale, beaucoup de débris sont devenus la souche d'une congrégation nouvelle.

Voilà donc ce qui s'est passé sous les yeux du monde, et il ne l'a point vu, ou il ne l'a vu que pour y mettre d'insensés et, grâce à Dieu, d'inutiles obstacles. Tandis que la société politique tout entière se jetait de nouveau dans la carrière de l'anarchie, également poussée et agitée par ses hommes d'Etat, par ses instituteurs et par ses histrions ; tandis que tout principe de foi était sapé par le Gouvernement et lacéré par la philosophie, toute doctrine d'obéissance démolie par la tribune, tout sentiment de pudeur bafoué par la littérature et par le théâtre ; tandis que ces forces de destruction, agissant ensemble, allaient, au moyen de la presse, troubler et gâter le peuple dans ses dernières profondeurs, lui communiquant en même temps la soif des convoitises et lui ôtant le repos et le rafraîchissement de la foi ; au milieu de tout ce concert des éléments de révolte contre Dieu,

contre la société, contre le devoir, quelques pauvres femmes, assistées çà et là de quelques prêtres obscurs, prenaient en main la croix, l'étendard de la pauvreté, de la chasteté, de l'obéissance, et voyaient, ô miracle! se ranger sous ce drapeau du sacrifice, non par centaines, mais par milliers, de jeunes vierges, la fleur des familles, les filles et les sœurs des victorieux, des hommes forts qui rendaient un culte à Voltaire, et qui se proposaient d'écraser Dieu. *Tum surrexerunt virgines illæ, et ornaverunt lampades suas.*

Que voulaient-elles faire, ces vierges; qu'ont-elles fait, que leur voyons-nous faire? Bientôt le fardeau de l'éducation et le fardeau des malades parut trop peu de chose à leurs faibles mains. Elles embrassèrent des travaux plus virils, comme ces mères courageuses qui, dans l'absence du père de famille, prennent pour elles le rude labeur des champs et mettent la main à la charrue; elles ne reculèrent pas devant les lointaines et périculeuses missions. Elles avaient renoncé aux joies de la famille et aux joies du monde, elles renoncèrent encore aux douceurs de la patrie; elles partirent avec allégresse pour ces voyages d'où l'on ne revient jamais, et elles allèrent fonder des hôpitaux et des écoles dans les forêts de l'Amérique, dans les sables de la Sénégambie, dans les contrées perdues de l'Inde. Elles acceptèrent une mission plus âpre encore, peut-être, en affrontant les persécutions et les dégoûts que leur promettaient certains pays protestants de l'Europe; et Genève et Londres, aussi bien que Constantinople et Damas, les virent arriver, portant la bannière proscrite de la Reine des cieux.

Car c'est là leur drapeau, leur force et leur refuge; c'est par la sainte Vierge, Mère de Dieu, que s'accom-

plissent tant de nobles et saints travaux. Le nom que portent en commun ces femmes héroïques est celui de Marie; le feu divin qui les anime est l'amour de Marie; elles se vouent à l'humilité, à la charité, à l'obéissance; elles travaillent, elles souffrent, elles meurent, pour imiter Marie. Suivez-les dans la multitude des œuvres de piété et de miséricorde que cet amour leur inspire : vous verrez en elles toutes comme une sorte d'incarnation de la Mère de Dieu et un avénement personnel de Marie sur la terre. N'est-elle pas, en effet, présente ici-bas dans cette virginale milice de la charité, qui, par les différents corps dont elle se compose, depuis les Petites-Sœurs des Pauvres et les humbles religieuses des campagnes jusqu'aux religieuses enseignantes et missionnaires, jusqu'aux saintes victimes de la prière et de l'expiation publique, nous la rappellent dans tous les états où elle a vécu, nous la montrent à la Crèche et au Calvaire, au travail et à la mort, vierge et mère, pauvre et active, faisant en silence de grandes choses, ayant soin des humbles et des petits, et leur révélant Dieu par le miracle obtenu à sa prière qui change l'eau en vin?

Nous ne voudrions pas irriter des esprits malheureux à qui l'on ne peut montrer les grâces d'en haut sans les pousser au blasphème. Cependant, il faut le dire, combien de miracles entourent la vocation sublime de la femme dans ce siècle et naissent du miracle de son dévouement! Que de pauvres assistés et nourris! que d'âmes relevées, consolées et sauvées! Comment la société pourrait-elle remplacer ces légions d'anges qui se font les esclaves de ses plus redoutables besoins et de ses plus navrantes misères? Nous ne parlons pas de ces grands services que tout le monde voit, que tout le

monde admire, et que tant d'ingrats oublient. Il faut renoncer à louer ces dévouements qui éclatent jusque sur le champ de bataille, comme dans nos villages ravagés par le choléra. La voix publique en parle assez haut et assez éloquemment, et c'est un orgueil de la patrie en même temps qu'une gloire de la foi. Mais qui voit la religieuse dans les prisons, dans les hôpitaux, dans les salles d'asile, dans les écoles des campagnes, usant précipitamment ses jours au milieu de toutes les privations et de toutes les douleurs, n'ayant sous les yeux que des spectacles hideux ou terribles? Telle est sa vie, volontaire encens qui brûle pour purifier l'air et qui neutralise, en se consumant, des miasmes invisibles et mortels. Ces existences dévouées désarment autant de bras qu'elles consolent de cœurs.

Que l'on considère ce qui s'est passé depuis cinquante ans, depuis vingt ans, ce qui se passe aujourd'hui : on verra si ces œuvres n'ont rien produit et si Dieu n'agit pas. Il y a cinquante ans, la vie religieuse était comme éteinte en France; il y a vingt ans, on donnait une statue à Voltaire. Aujourd'hui le chef de l'Etat envoie l'image de la sainte Vierge à nos armées navales, nos soldats la portent sur leurs poitrines, vingt villes l'ont élevée sur leurs plus hauts monuments, son nom est réservé comme une bénédiction à la première née de chaque famille : tel a été le prologue du grand acte par lequel le souverain Pontife a reconnu comme dogme de foi la pieuse et universelle croyance de l'Immaculée-Conception. Ces événements en font prévoir et espérer d'autres. Sans vouloir montrer la France meilleure qu'elle n'est, elle est autre cependant que ne la peignent ses journaux, ses théâtres et ses philosophes. La manière

dont chaque diocèse, chaque ville à son tour célèbre la proclamation de l'Immaculée-Conception, fait voir, quoique les journaux ne le disent pas, que le culte de la sainte Vierge est loin d'être en décadence. On peut trouver quelque différence entre l'esprit religieux des populations françaises et l'esprit que témoignait, il y a quelques années, une nation voisine dont on nous a trop vanté les institutions, la prospérité et les mœurs. La même différence existe dans la situation actuelle des deux peuples, et les événements prennent une allure qui n'était guère prévue. Ne semble-t-il pas qu'une main redoutable s'abaisse sur tout ce qui s'est éloigné de la protection de Marie?

Pour nous, que tant de miracles ont sauvés de tant de fautes; qui, toujours chancelants, nous trouvons toujours appuyés, et qui, après chacune de nos chutes, sommes replacés comme par une main maternelle sur la voie du salut, nous ne pouvons, malgré tous nos périls et toutes nos faiblesses, nous défendre d'espérer. C'est que, dans la meilleure partie de nous-mêmes, nous nous sentons fidèles et confiants à Celle dont la prière peut tout, et il nous semble que l'époque qui suit le siècle de Voltaire pourra s'appeler le siècle de Marie.

Ad Deum ut adeant,
Per te vota transeant,
Non fas matrem rejici.

Amet tuam Galliam,
Regi det justitiam,
Plebi pacem supplici.

SUR M. BÉRANGER.

novembre 1853.

I. L'homme, dans sa maturité, dédaigne la poésie autant qu'il a pu l'aimer dans sa jeunesse. S'il en était autrement, aucune société n'y résisterait. De tout temps la poésie a été la voix des passions; aujourd'hui cette voix est brutale. Les révoltes de l'esprit, la royauté des sens, voilà le fonds du seul poète vraiment populaire de notre époque. La bourgeoisie ne sait pas d'autres vers que ceux de M. Béranger; le peuple ne connaît pas d'autre nom.

Certes, les rimeurs français ont toujours su injurier la foi et les mœurs! Les *Annales de la poésie*, compilées au dernier siècle avec quelque retenue encore, semblaient ne rien laisser désirer en fait d'insolences contre la tempérance, contre la chasteté, contre la piété. Notre siècle

a vu rajeunir et outrepasser tout cela, et à cette lyre des entraînements de la chair, une corde a été ajoutée, la corde politique. Sous les doigts de M. Béranger, elle a été pendant la Restauration le sifflement le plus venimeux des haines civiles; pendant le règne de Louis-Philippe, le même poète s'en est servi pour propager les dogmes de la haine sociale.

Sa chanson des *Contrebandiers*, pour n'en citer qu'une, est un cours d'économie politique au point de vue de M. Proudhon, encore inconnu. Fourier, Saint-Simon, Cabet, eurent des échos dans ses refrains; la discipline politique fut honnie comme la discipline morale. Il maintint et accrut ainsi parmi les étudiants et dans le peuple, sa popularité déclinante chez les bourgeois, où l'on aurait préféré qu'il se contentât de diffamer l'Eglise et de canoniser les filles d'opéra. Il a su caresser les passions humaines comme elles veulent l'être; il leur a montré une route vers ce paradis de ripaille que les autres poètes se bornent à célébrer. Tandis que M. de Musset s'emporte contre les révolutionnaires, tourne un sonnet pour Louis-Philippe et se laisse décorer comme un garde national, M. Béranger indique le moyen de vivre agréablement. Ses contrebandiers chantent :

Camarades, la *noble vie !*
Que de hauts faits à publier ;
Combien notre belle est ravie
Quand l'or pleut dans son tablier !
Château, maison, cabane
Nous sont ouverts partout.
Si la loi nous condamne
Le peuple nous absout.

Nos gouvernants pris de vertige,
Des biens du ciel triplant le taux,

Font mourir le fruit sur sa tige,
Du travail brisent les marteaux.
Pour qu'au loin il abreuve
Le sol et l'habitant,
Le bon Dieu fait un fleuve;
Ils en font un étang.

Il y a un obstacle, ce sont les douaniers. M. Béranger sait comment on peut lever l'obstacle :

Les douaniers sont en nombre,
Mais le plomb n'est pas cher.

Le refrain est digne de la chanson :

Malheur, malheur aux commis,
A nous bonheur et richesse!
Le peuple à nous s'intéresse;
Il est de nos amis.

Quant à la poésie, elle est mince; mais il s'agit bien de poésie! voilà des refrains vraiment populaires et que l'on peut redire en chœur.

Aussi M. Béranger n'ignore pas ce qu'il vaut. On a ri de l'auteur de *Claude Gueux*, s'adressant des vers à soi-même sous le nom d'Olympio. M. Béranger en a fait autant. Tout modeste et bonhomme qu'il est, il n'a pas dédaigné d'apprendre à ses thuriféraires comment il faut l'encenser :

Bénis ton sort. Par toi la poésie
A d'un grand peuple ému les derniers rangs.
Le chant qui *vole à l'oreille saisie* (?),
Souffla tes vers même aux plus ignorants.
Vos orateurs parlent à qui sait lire;
Toi, conspirant tout haut contre les Rois,
Tu marias, pour ameuter les voix,
Des airs de vieille aux accents de la lyre.

Tes traits aigus lancés au trône même,
En retombant aussitôt ramassés,
De près, de loin, par le peuple qui t'aime,
Volaient en chœur jusqu'au but relancés.
Puis, quand ce trône ose brandir son foudre,
De vieux fusils l'abattent en trois jours.
Pour tous les coups tirés dans son velours,
Combien ta muse a fabriqué de poudre !

Sa muse a fabriqué beaucoup de poudre pour tirer dans le velours du trône; de toutes les cibles, c'est celle d'où coule le plus de sang.

Du reste, et sans cesser de fabriquer sa poudre, M. Béranger, célèbre comme sage autant que comme poète et philanthrope, confesse qu'il ne sait ni ce qu'il fait ni ou va l'humanité. Un jour, il imagina de se consulter sur les destinées du monde; ce fut une affaire de huit couplets. Il annonce d'abord que la société va périr; mais il se ravise et trace à sa manière une histoire universelle divisée en quatre âges : l'âge de la famille, l'âge de la patrie, l'âge de la religion et l'âge de l'humanité, où nous arrivons :

La presse abat les murs de la patrie,
Et Dieu nous dit : Peuples, fraternisez !

Nous sommes en bon chemin, comme on voit!

Le poète, plein d'allégresse, décrit par avance ce bel âge de l'humanité, dont il semble avoir pris quelque vue dans les plans du phalanstère. Tout cela est tout juste de la force de M. Baudet-Dulary :

Paix au travail ! paix au sol qu'il féconde !
Que par l'amour les hommes soient unis ;
Plus près des cieux qu'ils replacent le monde ;
Que Dieu nous dise : Enfants, je vous bénis.

Du genre humain saluons la famille...
Mais, qu'ai-je dit, pourquoi ce chant d'amour?

Le doute reprend le poète : il voit encore « des camps où le glaive scintille. » et il termine en exhortant la France, *des nations aujourd'hui la première* (c'était après 1830), à prendre pitié des peuples et à leur ouvrir *un plus large destin.*

Nous ne savons pas si, aux yeux de M. Béranger, la France, dans ses élans de 1848, a fait pour les peuples ce qu'il espérait à l'époque de cette vision. En tous cas, il a une espérance. Dans une chanson intitulée les *Fous*, et qui semble être son dernier mot sur ce chapitre important, il annonce qu'un fou viendra sauver le genre humain.

Qui découvrit un nouveau monde?
Un fou qu'on raillait en tous lieux.
Sur la croix que son sang inonde,
Un fou qui meurt nous lègue un Dieu.
Si demain, oubliant d'éclore,
Le jour manquait, eh bien, demain,
Quelque fou trouverait encore
Un flambeau pour le genre humain.

Il faut dévorer la niaise indécence de ce rapprochement entre Christophe Colomb et le Fils unique de Dieu, dans une pièce où l'on nomme au même titre Fourier et Saint-Simon. Nos beaux esprits en sont coutumiers. Quand ils ont bien insulté l'Eglise, quand ils ont ri de ses dogmes, conspué sa morale, diffamé ses ministres, ils daignent considérer son divin Fondateur comme un grand sage et un philosophe bienfaisant : ils le placent au rang de ce qu'ils connaissent de mieux en ce genre; et telle est leur ignorance, qu'ils croient peut-être ne lui

faire aucune injure. Ici la pensée de M. Béranger se réduit à cette croyance, qu'un grand homme quelconque, fera régner le bonheur par un moyen quelconque, et *plus près des cieux replacera le monde*. C'est le fond de la philosophie et de la poésie modernes. M. de Lamennais parle comme M. Béranger : « La société se dissout » faute d'une loi commune, d'une doctrine positive uni» versellement acceptée. Mais, dans ce vaste naufrage des » croyances et des cultes, tout cependant n'a pas péri. » *En attendant qu'il se reconstitue une religion publique*, » chacun, moins un petit nombre qu'on ne sait comment » nommer, recueillant sur la plage quelques sacrés dé» bris, en a élevé solitairement un autel au *Dieu in*» *connu*. »

Pour les passions humaines, le *Dieu inconnu* de M. de Lamennais et le *Fou* de M. Béranger ne sont pas plus gênants l'un que l'autre. Ils n'empêchent personne de travailler à réaliser son bonheur comme il le conçoit, de briser, pour l'atteindre, toutes les entraves de la morale religieuse et civile, de se faire dieu soi-même. Et si l'on est doué de cette philanthropie qui veut communiquer le bonheur à l'humanité tout entière en dépit des gendarmes et des douaniers, le *plomb n'est pas cher* et l'on peut consciencieusement *fabriquer de la poudre*.

Dans la poésie contemporaine, M. Béranger est l'expression la plus complète de ce *moi* révolutionnaire qui, tirant les suprêmes conséquences d'une philosophie athée, installe effrontément tous les délires des sens et tous les rêves de l'orgueil sur les débris de toutes les lois. Là est la cause de sa popularité, merveilleusement servie d'ailleurs par les côtés vulgaires de son talent. On le dessine les pieds dans ses pantoufles, les mains dans ses poches,

assez chargé de ventre, avec une grande houpelande; dans le fond, des barreaux, en mémoire de ses prisons, car il fut condamné pour des couplets qui touchaient à la politique et pour d'autres qui touchaient aux mœurs. C'est la figure et le martyre de la poésie bourgeoise : elle reste auprès de ses chenets, pyrrhonise fourchette en main, et chante la *Marseillaise* par la fenêtre.

M. de Musset n'a pas su entrer ainsi dans les cœurs français; c'est un muscadin qui n'est pas patriote, qui boit du vin d'Espagne et qui fait des vers brisés. La rue Saint-Denis et la province ne l'adopteront jamais. On dit « notre Béranger, » on ne dira pas *notre Musset*. M. de Musset, cependant, n'échangerait pas le troupeau relativement petit de ses admirateurs, contre la foule et la cohue qui acclament M. Béranger. Il a raison. Son talent est d'un ordre plus relevé. Quant à sa morale, les résultats qu'elle a pu produire, quoique moins nombreux, sont du même genre et aussi parfaits.

Devant ces deux noms, celui de M. de Lamartine conserve une physionomie de décence et d'innocence. Il mérite, toutefois, de leur être accolé. Quoiqu'il y ait loin, à vue d'œil, d'*Elvire* à *Frétillon* et de *Jocelyn* au héros de *Namouna*, ces poèmes si divers fournissent la même essence : le sensualisme, qui les a tous inspirés, n'a nulle part étalé de spectacle plus mauvais que ce rabat de Jocelyn sali de pleurs amoureux.

avril 1855.

II Les nouvelles *Causeries littéraires* de M. de Pontmartin contiennent une étude sur M. Béranger que nous signalons comme une bonne action et comme un chef-

l'œuvre. Critique pleine, solide, lumineuse, entraînante, qui ne néglige rien, qui ne dit rien de trop, faite de main d'ouvrier. Le fameux auteur de *Frétillon* est jugé, pour le fonds et pour la forme, comme la postérité le jugera. Ceux qui ont senti l'odieux poids de cette gloire injurieuse, et ils sont nombreux, n'ont plus rien à désirer. Voilà M. Béranger mis à sa place : poète, dans les rangs inférieurs, avec les faiseurs de tours et les courts d'haleine; philosophe, parmi les plus vulgaires et les plus coupables, entre les corrupteurs et les imposteurs. Fausse poésie, fausse gaîté, fausse bonhomie, patriotisme faux, immoralité sordide, impiété bête, tel est le bilan des « chansons nationales. » C'était justice qu'il vînt une main ferme pour peser tout cela dans les balances d'or du talent; qu'un souffle puissant dissipât cette longue apothéose de la gaudriole, et que tant de choses saintes vilipendées pendant quarante ans par ces impurs fredons, fussent enfin vengées.

Le morceau suivant, détaché du travail de M. de Pontmartin, permettra d'apprécier la saine beauté de l'ensemble :

« M. Béranger est resté populaire; tandis que des réputations plus sérieuses que la sienne étaient chaque jour entamées, morcelées, démolies par notre dissolvante époque...

» Pour ceux même d'entre nous que leurs opinions eussent rendus moins accommodants et moins enthousiastes, M. Béranger a été protégé par des souvenirs de collége; car, chose singulière! privilége inouï de cette insolente fortune! des chefs-d'œuvre de l'esprit, tels que les *Fables* de La Fontaine ou le *Télémaque*, perdent souvent de leur charme, parce qu'il a fallu les apprendre sur les bancs, par ordre du maître, et que, plus tard, on leur en veut des punitions et des ennuis qu'ils nous ont attirés. M Béranger, au contraire, conserve un attrait vague et lointain, parce que, sur ces mêmes bancs, on l'a lu et dévoré en cachette, à un âge où ces mots sonores et décevants, *gloire, liberté*,

tyrannie, patrie, peuple, s'illuminent de tous les prestiges du patriotisme antique, de tous les classiques reflets de la Grèce et de Rome.

» Eh bien, malgré cette unanimité que je constate tout en essayant de la contredire, je déclare, après avoir relu attentivement l'édition complète des *Chansons*, qu'au point de vue religieux et politique, M. Béranger a joué le rôle le plus perfide, le plus coupable et le plus vil; qu'il doit figurer au premier rang de ceux qui ont fait du mal à l'humanité, à leur époque et à leur pays; que ce mal il l'a fait sciemment, froidement, non pas par entraînement et par passion, non pas dans cette sorte de fièvre et d'ivresse qu'excuse la chaleur de la lutte, mais avec calcul, en versant la goutte de poison là où il savait qu'elle serait plus corrosive et plus meurtrière, et en prenant pour auxiliaire, dans son œuvre criminelle, tout ce que l'esprit de parti a de plus bas, de plus méchant et de plus bête. J'affirme qu'au point de vue moral, non-seulement M. Béranger a été corrupteur, mais qu'il a choisi de préférence dans la corruption, ce côté ignoble et grossier qui n'a rien de commun avec les ardeurs de la jeunesse, mais qui plaît aux libertins de mauvais ton, aux sexagénaires blasés, aux dons Juan de comptoir et d'estaminet. Enfin, au point de vue littéraire, tout en reconnaissant que M. Béranger a un grand talent, je prétends que ce talent est fort au-dessous de sa célébrité.

» M. Béranger a été comparé à Voltaire : c'est la plus sanglante injure ou plutôt le plus cruel châtiment qu'ait subi l'ombre d'Arouet. Rien n'excuse Voltaire, mais tout l'explique; et, depuis la Régence, où il assiste, pour son début, aux premières orgies d'une société qui veut périr, jusqu'à la fameuse soirée d'*Irène*, où il jouit, pour son triomphe, des dernières folies d'un monde qui ne peut plus vivre, Voltaire a toujours été en face de la même situation et encouragé à la même œuvre. L'édifice croulait : les gardiens les plus intéressés à le défendre en livraient les clés, en ouvraient les portes, en démolissaient les cloisons; il porta le coup de grâce et il eut pour complice, dans son attaque meurtrière, ce siècle entier qui aurait dû le maudire comme un fléau et qui l'adora comme une idole.

Pour M. Béranger, quelle différence! s'il aime réellement ce peuple auquel il a si souvent dédié sa *lyre*, il sait aussi quels sont les vrais intérêts, les vrais biens, les vrais malheurs du peuple. Sa jeunesse s'est écoulée, son intelligence a mûri devant des spectacles instructifs et concluants : il a vu la France épuisée demander vainement grâce au

gnie ivre de gloire, qui ne s'arrête qu'en tombant, après le dernier eu, le dernier homme, le dernier sang. Il a vu les idées proscrites, la resse bâillonnée, René menacé, Corinne bannie, les lettres forcées à pter entre la persécution et le servilisme, et ces deux images aux-uelles il doit vouer plus tard son culte et ses refrains, la liberté et la atrie, pleurant toutes deux sur des tombeaux. Il a même exprimé le entiment universel à sa manière, c'est-à-dire dans une chanson, et ette chanson est son chef-d'œuvre : elle s'appelle le *Roi d'Yvetot*.

» L'Empire tombe; un régime de paix, de convalescence, de *restauration* commence pour le pays ; une économie sévère, une administration juste et sage rétablit l'ordre dans les finances épuisées par de folles uerres et des revers inévitables. Les mères cessent de frissonner en oyant grandir leurs fils. Les plaies se ferment ou se cicatrisent. Dans e beau pays, qui conserve, à travers tant de misères et d'orages, une italité si puissante et si active, tout renaît, tout se ranime. Une liberté nsqu'alors inconnue rend l'essor à la pensée captive; l'agriculture, le ommerce, l'industrie se raniment et répandent, par leurs mille canaux, a prospérité et l'abondance. Oui c'est un convalescent à qui un régime alme et doux suffira pour reprendre toutes ses forces. Que l'on s'enende, que l'on se connaisse, que l'on évite de changer les méfiances en aines, les malentendus en dissidences; que l'on réconcilie le passé avec e présent au profit de l'avenir, et une ère nouvelle, une ère de bonheur, d'aisance, de repos, va s'inaugurer pour ce peuple que M. Béranger aime tant.

» Eh bien, que fait-il? Dès le premier jour il commence et comnande l'attaque contre ce gouvernement qui nous a apporté tant de iens; au lieu de chercher à rapprocher ce qui était compatible, la oyauté et la liberté, il se plaît à unir ce qui aurait dû rester inconciiable, les souvenirs de l'Empire et les exigences du libéralisme. Il acrédite de ses refrains cette alliance que l'histoire dément, que le bon ens repousse, mais qui, à force d'invraisemblance, devient une vérité. Cet amant passionné des libertés publiques outrage ce qui nous les a rendues. Dans cette guerre implacable, d'autant plus perfide qu'elle prend une forme plus communicative et plus populaire, toute arme lui est bonne, et la plus empoisonnée est celle qu'il préfère. Qu'on relise les chansons politiques de M. Béranger, et l'on y retrouvera sans cesse la même inspiration : le libéralisme étroit et haineux des banquiers et des avocats se ruant contre la monarchie, sous la peau du lion impé-

rial ; les refrains de *gloire* et de *victoire* servant à saper cet ordre nouveau qui demandait qu'on l'affermît. Sainte alliance des peuples contre les rois, c'est-à-dire des révolutionnaires et des démagogues de tous les temps contre les gouvernements réguliers et tutélaires ; réminiscences de Salamine et de Marathon à propos de l'insurrection des Hellènes, c'est-à-dire assimilation de Louis XVIII et de Charles X avec Darius et Xerxès ; apothéoses d'orateurs médiocres et factieux, dont on disait dans un vers fort dur :

Cœur, tête et bras, tout était peuple en lui ;

personnification des souverains les plus débonnaires dans Denys-le-Tyran, Tibère et Louis XI ; appel à la révolte, dans tous les sens, sur tous les tons, sous toutes les formes ; révolte du paysan contre son curé, de l'accusé contre son juge, de l'écolier contre son maître, du soldat contre son officier ; démolition perpétuelle de toutes les autorités établies, le roi, le magistrat, le prêtre ; insultes aux débris de la noblesse, rentrant pauvres et mutilés dans le pays qui les avait proscrits ; préparation sournoise à cette *table rase* qu'on a été si près d'obtenir, et qu'on redemandera encore : tel est le fonds, telle est la trame sur laquelle cette main corruptrice brode constamment ses chansons ; et tout cela a été accepté, encensé, applaudi ; et cette union adultère du libéralisme avec la gloire impériale est devenue notre histoire politique ; et cette défroque de souvenirs helléniques a habillé de sa pourpre en lambeaux la prose des journalistes et l'éloquence des députés ; et ces perfidies qui ont fait leur temps, ces lieux communs dont on ne veut plus, ces paradoxes montrant la corde, ces renommées libérales éteintes dans un légitime oubli, ces récriminations et ces mensonges, depuis longtemps étouffés par la conscience tardive des honnêtes gens, on les retrouve dans ces refrains ; on les y admire ; ils y puisent une sorte de vie factice et posthume ! »

Le critique va jusqu'au bout avec cette franchise, avec cette vigueur, avec ce fouet qui n'a pas un claquement inutile, et qui laisse partout où il tombe sa marque et son sillon. Et le public applaudit, parce qu'enfin c'est une belle et agréable chose que l'esprit au service du bon sens et de la justice. M. de Pontmartin redoute toujours un peu de passer pour égorgeur, mais il n'a pas à

craindre ici que l'on plaigne son vaincu ; et si quelque voix, parmi celles qu'il écoute, osait réclamer, il n'y prendrait pas garde. Sa conscience parlerait comme Chimène : *Tu n'as fait le devoir que d'un homme de bien.* Pour nous, qui ne sommes point tentés de lui reprocher un excès de rigueur, nous devons avouer que son habituelle indulgence nous paraît maintenant moins répréhensible, et nous sommes disposés à fermer les yeux sur bien des nonchalances, par exemple sur les applaudissements concédés aux ci-devant « merveilles hebdomadaires de M. Janin, roi légitime et incontesté du feuilleton dramatique. » *Parcere subjectis!* Après avoir mis M. Béranger dans sa case, on peut bien laisser M. Janin gagner tout seul la sienne de son pied dansant. Il se traîne ; c'est la grande vitesse.

Quant à l'article Béranger, on ne saurait exprimer l'ébahissement des petits penseurs et enfants de Cythère devant cette démolition d'une renommée qu'ils croyaient inattaquable. Parmi tant de fidèles dont les chansons de M. Béranger ont été le Coran, personne ne se lève pour le prophète ; le goum du *Siècle* lui-même et toute la tribu des Ben-Havin restent immobiles. Rien n'est amusant comme l'air penaud de M. Emile de La Bédollière. Il n'en revient pas d'entendre traiter ainsi « l'illustre chansonnier, » et, dans son étonnement, il s'égare jusqu'à demander grâce. Les protestations contre le talent, la pensée et la gloire de M. Béranger devraient au moins, dit-il, être *émises* « avec ménagement, avec circonspection, avec courtoisie. » Voyez-vous! Et que dirait donc M. de La Bédollière si l'on traitait M. Béranger comme M. Béranger lui-même a traité tant de gens qui valaient bien sa personne, sans lui faire tort, et tant de

choses qui valaient bien son génie? M. de La Bédollière finit par s'écrier qu'après tout « on ne réfute pas de tels outrages, qu'il suffit de les signaler pour que justice en soit faite. » C'est un argument qui a déjà beaucoup servi, particulièrement à M. de La Bédollière; nous lui conseillons de s'en tenir là et de filer doux. Le poète « national » en a assez, et ses amis feront bien de ne pas s'attirer quelque réplique. Une main moins redoutable que celle de M. de Pontmartin se ferait encore sentir trop douloureusement sur des plaies si vives.

III. Le *Siècle* entreprend enfin de venger M. Béranger. Quelque maladroit ami lui aura dit : *Rodrigue, as-tu du cœur?* Ils se sont mis deux en besogne, M. de La Bédollière et M. Jourdan, pour établir que si les rédacteurs de l'*Univers* étaient vraiment chrétiens, ils ne critiqueraient pas leur *frère* Béranger et ne diraient jamais que des choses tendres à leur *prochain* du *Siècle*. L'idée appartient à M. de La Bédollière, comme toutes les bonnes idées de cette congrégation, et il l'appuie de cinq ou six textes de l'Ecriture sainte. On sait que M. de La Bédollière est chiaoux dans la tribu des Ben-Havin; il est aussi un peu mollah. Il a une teinture de toutes les religions qui le mettrait en état de composer un éclectisme et de desservir un petit temple à l'usage des visiteurs de l'Exposition universelle. Génie véritablement français, quoique faible sur la langue! homme pour tout faire! Je le compare à ces gardes champêtres précieux qui connaissent l'administration aussi bien que M. le maire, et qui, dans les cas de refus de sépulture, se trouvent capables d'enterrer aussi bien que M. le curé.

M. Jourdan, supérieur par le style, est inférieur par

l'invention. Son article n'est qu'une décoction des idées de M. de La Bédollière, et ce qu'il y ajoute de son fonds n'est pas toujours heureux. J'ai dit du travail de M. de Pontmartin qu'il était écrit de *main d'ouvrier*. M. Jourdan souligne ces mots, et s'exclame sur ce que je ne daigne pas encore donner à M. de Pontmartin un brevet de maître. Il se décerne lui-même, par cette exclamation, un brevet d'ignorance. L'expression est de La Bruyère, qui l'emploie comme le dernier terme de l'éloge : « Le livre est bon et *fait de main d'ouvrier*. » Mais M. Jourdan ne gaspille pas son temps à lire les classiques français ; et, après tout, il a raison. Ou il n'y comprendrait rien, ou il y perdrait le don de s'assimiler les idées de M. de La Bédollière. Voici une peinture du vrai chrétien, selon l'idéal du *Siècle*, qui m'épargnera une définition plus ample du *faire* de M. Jourdan :

« Le vrai chrétien se reconnaît à des signes infaillibles. Il est bon, il aime Dieu non-seulement dans une abstraction métaphysique, mais il l'aime dans toute créature, s'efforçant d'élever tout ce qui est au-dessous de lui et de s'élever sans cesse lui-même ; il est tolérant, sa parole est douce et persuasive ; il n'égorge pas la brebis égarée, il la ramène au bercail ; dans sa mansuétude, il pardonne aux faiblesses et aux erreurs des autres. Le chrétien, le vrai chrétien, en lisant la triste et fâcheuse diatribe de M. Pontmartin contre Béranger, au lieu d'applaudir comme à une bonne et belle chose, irait trouver le critique et lui rappellerait la parabole de la poutre et de la paille ; le chrétien panse les plaies du Samaritain, absout la femme adultère, pardonne à ses ennemis ; il respecte les gloires acquises !

» Vous chrétiens ! Mais vous faites précisément le contraire de tout ce que le Christ recommande ! Qu'y a-t-il de commun entre vous et lui ? Je cherche en vain sur vos traits enluminés quelques traits de la placide et honnête physionomie du chrétien ; je ne trouve rien que la colère, l'envie, la haine. N'est-ce pas de vous, Monsieur Veuillot, qu'un historien disait naguère : « Il semble qu'il a bu tous les canons de l'Eglise ? »

» Vous chrétiens ! Allons donc ! vous vous flattez. Nous savons bien que vous affectionnez ce masque ; nous aimons à vous l'arracher.

» Vous montez sur le pavois du critique de Béranger ; vous triomphez avec lui, vous le salissez de votre baiser, etc. »

Il est charmant, et il me permettra d'avouer (sans le salir de mon baiser) que cette saveur de style doit ragoûter très fort les cent mille intelligences qui lappent quotidiennement la piquette de M. de La Bédollière.

Mais c'est perdre trop de poudre à ces moineaux ; touchons M. Béranger.

Comme le disent fort bien M. de La Bédollière et M. Jourdan, M. Béranger est attaqué à un triple point de vue, poétique, moral et social. Or, sous ce triple point de vue, je reconnais parfaitement que ces Messieurs l'admirent, mais je ne vois pas du tout qu'ils le justifient. Dans sa vigoureuse étude, M. de Pontmartin soutient que ce fameux poète est très souvent anti-poétique ; qu'il est encore plus souvent et presque toujours irréligieux et immoral, irréligieux jusqu'à la bêtise, immoral jusqu'à la brutalité ; qu'il est également anti-social, à ce point qu'aucune société ne serait possible avec les doctrines qu'il chante, et que tout gouvernement, fût-il composé de ses claqueurs et de ses disciples, enverra toujours aux galères les citoyens qui prendraient sa morale pour règle de leurs actions. A tout cela, nos Ben-Havinites n'opposent que la réponse des écoliers accusés d'un mauvais cas : *C'est pas vrai !* Non, Béranger n'est pas anti-poétique, n'est pas anti-religieux, n'est pas anti-social, n'est pas immoral !

Sans doute, le poète a su s'arranger pour forcer les honnêtes gens à taire les textes sur lesquels ils l'accusent. Cependant M. de Pontmartin a prouvé surabon-

lamment ses affirmations, et les Ben-Havinites ne prou-ent pas du tout leurs dénégations. M. de Pontmartin a ité des couplets aussi *rococos* que les sujets de pendule le 1812, d'autres qui sont le sifflement venimeux des liscordes civiles, d'autres que souille l'impiété la plus asse et la plus malfaisante; il en a indiqué, et il n'avait ue l'embarras du choix, d'où s'exhale l'insupportable deur de tous les vilains vices. Les Ben-Havinites, pour nique raison, brûlent en l'honneur de M. Béranger leur ncens le plus pur. Ils disent que si M. Béranger « ne » croit pas au paradis et à l'enfer, il engage ses amis à » lever les yeux vers ce monde invisible où pour tou-» jours nous nous réunissons. » Ils ajoutent que les ad-versaires de M. Béranger sont des jésuites, qu'il a des heveux blancs, que c'est une vieille gloire, une gloire cquise. M. Jourdan se joue en ces pensées avec l'accent gracieux et le coup d'aile d'un gros oiseau de ménage. Mais tout cela n'ôte des chansons de M. Béranger ni une cheville ni une ordure; il en résulte uniquement que nos Messieurs les goûtent telles qu'elles sont et dans le des-sein pervers où l'auteur avoue les avoir composées, afin de faire passer son impiété et sa politique sous l'enve-loppe de l'obscénité : « Ces chansons, dit-il, folles ins-» pirations de la jeunesse et de ses *retours*, ont été des » compagnes *fort utiles*, données aux *graves* refrains et » aux *couplets politiques*. *Sans leur assistance*, je suis » tenté de croire que *ceux-ci* auraient bien pu n'aller ni » aussi loin, ni *aussi bas*, ni même *aussi haut*, ce dernier » mot dût-il scandaliser les vertus de salon (1). »

C'est très mal écrit, mais on ne saurait être plus clair !

(1) Préface des chansons nouvelles et dernières, 1833.

Ces saletés, ces infections, ces abominables turpitudes inspirées d'Hébert et de Rabelais, sont le couvert de la poudre clandestine qui servira bientôt à tirer dans le velours du trône. On se rit de toute morale, on dépose toute pudeur, on ouvre tous les égoûts, on y trempe toutes les imaginations, on en fait jaillir la fange sur toutes les lois et sur toutes les majestés, sur la couronne, sur la tiare, sur la croix, et jusque vers le Ciel : c'est pour le bon motif ! C'est pour enseigner au peuple à mépriser la *corruption des cours ;* c'est pour le conduire à la liberté, lui faire aimer le Dieu des bonnes gens, lui faire haïr les aristocrates, et lui apprendre à lever les yeux *vers ce monde invisible où pour toujours nous nous réunissons !*

Cette tactique a eu son succès; les apologistes de M. Béranger trouvent sans doute qu'elle peut encore servir, et leur admiration pour les progrès qu'elle a fait faire aux esprits d'*en bas* leur défend d'y rien condamner.

On reproche précisément à M. Béranger d'avoir su si bien se tenir à la mesure de ces esprits sans littérature et sans respect, et d'avoir ainsi prostitué le don de poésie.

Jeté sur cette boule,
Laid, chétif et souffrant;
Ecrasé dans la foule,
Faute d'être assez grand;
Une plainte touchante
De ma bouche sortit :
Le bon Dieu me dit : Chante,
Chante, pauvre petit !

Malheureusement pour lui et pour d'autres, le *pauvre petit* n'était pas sans jalousie et sans orgueil. Il a considéré que ses plaintes *touchantes* ne le feraient pas grandir assez vite, et il s'est tiré de la foule en jouant du refrain

contre ceux qu'il trouvait trop grands. Lisez ses chansons morales et politiques : si c'est ainsi que l'on chante, comment assassine-t-on? M. Proudhon s'est fait jour par le même procédé. L'injure et les railleries contre le devoir, les hurlements contre Dieu trouvent toujours des échos. M. Béranger a su s'y prendre, qui le nie? A tous les méchants instincts, à toutes les funestes doctrines, à l'immoralité, à l'irréligion, au mépris, à la révolte, ses refrains ont donné des véhicules d'autant plus puissants qu'ils étaient plus vulgaires. L'aveugle de Bagnolet connaît les bons postes :

> On le voit, *pour son intérêt,*
> *Moins à la porte de l'église*
> *Qu'à la porte du cabaret.*

Mais il a des cheveux blancs, disent-ils. Ils sont hardis d'invoquer cette excuse! Est-ce que les institutions et les hommes qu'il a traînés dans les vomissements de sa jalousie, venaient de naître et lui avaient pris sa place au soleil? Est-ce que la monarchie, est-ce que la pudeur étaient des inventions récentes? Est-ce que ses adversaires en politique et en morale, les gentilshommes, les royalistes, les chrétiens, les magistrats, les prêtres, les rois de France, les Papes ne méritaient aucun égard? Est-ce que l'Eglise n'avait pas des cheveux blancs? Est-ce qu'autour de la plupart des têtes qu'il insultait, il ne voyait pas l'auréole sanglante de la fidélité et de la foi? Si vous lui devez de la reconnaissance, vous autres, pour avoir diffamé, contaminé, vilipendé toutes ces majestés et toutes ces infortunes; s'il a mieux qu'aucun de vous réussi à plâtrer d'une boue infâme les cicatrices de l'exil et les stygmates du martyre; s'il vous a aidés à moquer les échappés de l'échafaud et à continuer contre les fils

orphelins l'orgie de destruction commencée sur les cadavres des pères, et si vous lui décernez tous vos honneurs pour ces services dont nous connaissons les effets, vous subirez du moins nos protestations, à nous qui, relevant nos autels, vous laissant tout le reste, ne vous demandions que le silence et vous offrions l'oubli. M. Béranger a fait le mal, sachant qu'il le faisait, voulant le faire; par vos éloges indécents et intéressés, il le fait encore; il reste votre guide dans cette tactique qui déprave les âmes pour armer les bras : c'est un droit à tout citoyen, c'est un devoir à tout chrétien de le combattre, d'arracher ce faux laurier dont on prétend couvrir l'immoralité de sa poésie, comme jadis cette immoralité elle-même servit à couvrir les perfidies aujourd'hui avouées et glorifiées de sa politique. *Mes chansons*, a-t-il dit, *c'est moi*. Soit! son âge est donc celui de ses chansons, que l'on réimprime et dont on entretient avec soin la jeunesse et le venin. Il y a cheveux blancs et cheveux blancs. Tout dépend du service où l'on a blanchi. Je respecte et j'honore infiniment les cheveux blancs du soldat, du laboureur, du prêtre, de l'ouvrier, du mendiant, de quiconque, grand ou petit, dans la foule ou au-dessus de la foule, a porté le poids de la vie sans semer la haine et la corruption parmi les hommes et sans blasphémer contre Dieu. Mais les cheveux blancs de l'amoureux de Lisette, contempteur public de la pudeur et de la divinité, je me contente de les plaindre; pour les respecter, j'attends que le repentir soit venu. Et jusque-là, je tiens M. Béranger pour un de ces hommes à qui saint Jacques me conseille de ne pas dire bonjour.

Je m'explique, du reste, très bien l'espèce de rage avec laquelle l'école démocratique exige le respect pour

les hommes qui ont le mieux fait ses affaires. Elle est humiliée de leur attirer tant de popularité et si peu d'estime, et elle sent qu'en définitive, malgré tous leurs triomphes, ils n'ont rien fait tant qu'on ne les estimera pas. Car, qu'un peuple hébété vienne en foule pendant plus ou moins de temps pousser des hurrahs autour de ces idoles, ce n'est rien, tant qu'un certain groupe, de qui tout dépend, regarde en silence passer la cohue et refuse ses hommages au triomphateur. La foule se lassera de hurler; un instinct qui résiste à son ivresse l'avertit déjà que ce prétendu grand homme n'a rien fait de bon pour elle. Enfin, la raison parle, la pudeur à son tour, l'idole tombe ou moisit : c'est à recommencer. Voilà pourquoi l'école démocratique, en dépit de ses succès, ne verra jamais sa puissance affermie. Elle a des hommes qui séduisent, d'autres qui effraient, quelques-uns même qu'on admire : elle n'en a pas qu'on puisse respecter. En vain elle leur élève des statues sur les places publiques : aussi longtemps que les têtes resteront sur les épaules, les chapeaux resteront sur les têtes, et le grand homme se passera du salut des honnêtes gens.

C'est une plaisante idée à MM. de La Bédollière et Jourdan de réclamer cet hommage, surtout pour M. Béranger. Quoi! petits garçons, vous voulez décoiffer l'humanité devant le chantre de *Madame Grégoire!* Mais il est le premier à rire de vous. Homme d'esprit, il ne prétend qu'aux récompenses qu'il a méritées.

Il avait cinquante ans en 1830; c'est l'âge de raison, même pour un homme sujet aux retours de jeunesse. Le peuple sonnait la curée. Devenus ministres, les amis de M. Béranger lui proposèrent son petit lopin, quelque place quelque part (je ne pense pas pourtant que

ce fût dans l'Université) et la croix d'honneur. Il prit sa *lyre* et leur jeta ce grand merci, qui ne fait pas moins leur éloge que le sien :

> Que me faut-il? Maîtresse à fine taille,
> Petits repas et joyeux entretien.

A cinquante ans! en public! et parlant à la propre personne du vertueux Dupont, alors ministre de la justice! Or, comme M. Béranger se porte à merveille, j'estime qu'il n'a manqué de rien; et, malgré l'honneur qu'il fait à la France, nous pouvons parfaitement, nous autres catholiques, nous tenir quittes envers lui. Pour ma part, si je lui dois autre chose que de la pitié et la vérité et le conseil sincère de songer à son âme, je le saurai *dans ce monde invisible* où nous serons je ne dis pas réunis, mais éclairés et jugés.

N'en doutez pas, brillant Jourdan; n'en doutez pas, utile La Bédollière : il y a là-haut un jugement, après les œuvres et les contestations d'ici-bas; et *le monde invisible* se partage en plusieurs royaumes. M. Béranger vous a dit le contraire, parce que d'autres le lui avaient dit. Mais ces autres et lui, et vous, si vous les croyez, vous avez tort. Au jour du jugement, on s'occupe aussi des chansons, et ce n'est plus le temps de dire : Chansons! C'est un jugement qui se fait sur pièces, et il faut prendre garde à ce qu'on écrit ici-bas : *Ne illæ litteræ negatrices in die judicii adversus vos proferantur, signatæ signis non jam advocatorum, sed angelorum* (1). Je dis que ce jour-là les chansons sales ne feront pas passer les chansons impies, et que c'est aimer comme il faut l'auteur, de lui conseiller un bon *mea culpa* qui les efface toutes.

(1) Tertull.

Vous ne voulez point de l'enfer, cela vous répugne : il y en a un pourtant! Pascal le croyait, quoique ennemi des jésuites; et s'il avait lu la chanson de M. Béranger, qui prétend qu'on y trouve des huîtres, il eût tristement haussé les épaules et se fût contenté de répondre : Prenez donc garde, gens d'esprit!

Mais, après tout, c'est votre affaire. Vous savez si vous aimez les huîtres jusqu'à vouloir goûter de celles qui se trouvent par là. Notre affaire à nous, après vous avoir avertis, est d'avertir aussi nos frères et de tirer une première justice des corrupteurs et des blasphémateurs. Si la Divinité ne l'exige pas, l'Humanité en a besoin. Les chansons de M. Béranger, réimprimées pour la centième fois peut-être, opèrent toujours. Il nous appartient d'allumer un fanal au bord du bourbier. Puisqu'il faut braver vos injures pour accomplir cette action loyale, elle n'en est que plus pressante, l'honneur n'y est que plus grand. M. de Pontmartin s'en est acquitté en homme d'esprit et en homme de cœur. Le fanal qu'il a placé jettera une lueur durable. Vous avez beau vous évertuer, vous ne l'éteindrez pas. Enflez vos poumons, chantez, pauvres petits! La chose est faite, et *de main d'ouvrier*. M^me^ Grégoire, Lise, Lisette, Frétillon, elles-mêmes, sortant fraîches et rajeunies de l'hôpital ou des Madelonnettes, désormais n'y pourraient rien. Vous n'enivrerez plus ceux que M. de Pontmartin a dégrisés. Comme poète, comme patriote, comme penseur, comme homme d'esprit, Béranger baisse de plusieurs crans. Et si vous réclamez, on vous citera trente de ces chansons que vous osez admirer, avec le défi de les imprimer intégralement dans le *Siècle*. Vous aurez peur du procureur impérial et même de vos lecteurs.

Encore quelque temps, tout le bagage appétissant de M. Béranger passera, comme celui de Parny, dans le catalogue de la littérature prohibée; et quelques-uns de ceux qu'il continue de charmer, vivront assez pour rougir de l'avoir lu. Privé de ce secours, le reste tiendra peu.

Pour les connaisseurs, Béranger sera un poète fin, adroit, mais sans fleur et sans véritable force. Quoi! est-ce un Anacréon? non; un Pindare, un Tyrtée? non; un Horace, un La Fontaine, un Boileau? Quel blasphème! Est-ce même un Voltaire? Pas davantage. Ce n'est qu'un voltairien. En dépit de son talent et de ses fortunes, cette muse tant vantée est essentiellement boutiquière. Elle a je ne sais quel tartan, je ne sais quelles socques, je ne sais quelles mouchetures des boues de Paris, qui lui empêcheront toujours le grand Parnasse, où sont les vrais amoureux, les vrais railleurs, les vrais enthousiastes, les vrais fous. On ne l'a reçue que pour un temps, et son bail expire. Que voulez-vous qu'on fasse là de cette commère qui crie: Vive la Charte et vive l'amour! en versant du vin bleu pour embaucher les sergents de ville et débaucher les écoliers? Elle parle d'*ivresse* et de *délire*, c'est pour rimer avec *maîtresse* et avec *lyre*, et ses festins ne sont jamais qu'une plate goguette de petits rentiers, économes jusque dans leurs déportements. On insulte Dieu, qui laisse faire; mais on ménage le gendarme, et on a soin de ne pas casser une assiette. Et, s'il reste quelques reliefs, on les ramasse pour les manger en miroton au prochain vendredi, avec la même gaîté, *la faridondé!*

Pour le petit nombre des hommes qui, par leur esprit juste et leur âme élevée, sont la conscience d'une nation et d'une époque, M. Béranger ne paraîtra jamais devant

eux que comme un malfaiteur. Ils lui reprocheront des brutalités qu'aucune passion n'excuse, qu'aucun goût ne tolère, impardonnables surtout à des bourgeois froids et calculateurs tels que lui. Ils l'accuseront d'avoir servi la politique par l'irréligion et l'irréligion par la corruption des mœurs, ce qui est la méthode efficace, mais aussi la méthode honteuse.

J'ai cherché dans M. Béranger un sentiment vraiment généreux, vraiment pur : je ne l'ai pas trouvé. Il rampe devant toutes les populaces; il est le chantre des bohémiens, des concubinaires, des soldats révoltés; il est le poète de l'orgueil envieux, l'Horace des commis-voyageurs, le Tyrtée des Catilinas d'arrière-boutique, l'Anacréon des boudoirs-omnibus. C'est la maison Laffitte et toute sa clientèle qui veut l'emporter sur la maison de Bourbon et sur la maison de Dieu, et qui les diffame grossièrement et méchamment.

Je doute de son dévouement personnel au drapeau révolutionnaire. C'est un dévouement, en tout cas, qui se ménage. Il se bat quand on boit, mais il boit quand on se bat. On le glorifie d'avoir attaqué l'Empire en 1812, avec sa chanson du roi d'Yvetot. L'attaque n'était pas formidable. En 1814, il chantait Roger Bontemps; les douleurs de la patrie ne l'empêchaient pas de se tenir en joie ; et lorsque sur la frontière envahie coulait le dernier sang de la France, il couvait fort tranquillement des couplets qu'il intitulait : *Dernière Chanson, peut-être :*

Je n'eus jamais d'indifférence
Pour la gloire du nom français.
L'étranger envahit la France,
Et je maudis tous ses succès.
Mais bien que la douleur honore,

Que servira d'avoir gémi?
Puisqu'ici nous rions encore,
Autant de pris sur l'ennemi!

Quand plus d'un brave aujourd'hui tremble,
Moi, poltron, je ne tremble pas.
Heureux que Bacchus nous rassemble
Pour trinquer à ce *gai* repas!
Amis, *c'est le Dieu que j'implore.*
Par lui mon cœur est affermi.
Buvons *gaiment*, buvons *encore*.
Autant de pris sur l'ennemi!

Voilà son *Super flumina Babylonis*. L'ennemi arriva sous Paris. Personne n'a jamais entendu dire qu'en ce moment-là M. Béranger ait paru à la barrière, et les portes de la ville ne se trouvèrent point du nombre des choses qu'il se piquait de prendre sur l'ennemi.

Il y a une autre chanson de 1814, qu'il chanta pour la première fois à table « en présence des aides-de-camp de l'empereur Alexandre. » *Quomodo cantabimus in terra aliena!* C'est d'ailleurs l'accent benin d'une muse très bonne fille, et toute semblable aux demoiselles dont elle emprunte souvent le langage et les mœurs. 1815 et les Cent-Jours sont encore une époque de grande joyeuseté, et aussi de grande discrétion. M. Béranger chante Diogène :

J'aime à fronder les préjugés gothiques
Et les cordons de toutes les couleurs;
Mais, *étrangère aux excès politiques*,
Ma liberté n'a qu'un chapeau de fleurs.
Diogène,
Sous ton manteau,
Libre et content je ris et bois sans gêne;
Libre et content je roule mon tonneau.

Cependant il fait son offrande à la patrie :

Exempt d'impôt, déserteur de phalange,
Je suis pourtant assez bon citoyen,
Si les tonneaux manquaient pour la vendange,
Sans murmurer je prêterais le mien.

Charmantes imaginations, quand la France était sous le pressoir de Waterloo!

Mais, à la seconde restauration, quand le poète eut flairé que l'homme qui occupait le trône tenait fort du roi d'Yvetot, alors on eut d'autres chants; alors Tyrtée se montra et fit éclater ses patriotiques colères. M. de Pontmartin a parlé de cette indigne chanson faite *pour être répandue dans l'armée* à la veille de l'expédition d'Espagne. C'est une balle mâchée et empoisonnée, une provocation à la désertion et à la révolte sous le drapeau. Les socialistes de 1849 tenaient le même langage à nos soldats, leur envoyaient les mêmes refrains. Ah! qu'on se fût bien gardé de chanter ainsi du temps de l'*Autre!* La fureur et le courage redoublèrent sous le tyran Charles X. Les tribunaux de ce despote avaient condamné le poète à trois mois de prison, et il se trouvait enfermé pendant le carnaval.

Ici fallait-il que je vinsse
Perdre des jours *vraiment sacrés!*
J'ai de la rancune de prince :
Mon bon roi, vous me le paierez.

Dans mon vieux carquois, où font brèche
Les coups de vos juges maudits,
Il me reste encore une flèche;
J'écris dessus : Pour Charles Dix.
Malgré ce mur qui me désole,
Malgré ces barreaux si serrés,
L'arc est tendu, la flèche vole :
Mon bon roi, vous me le paierez!

Cette guerre déclarée ne se faisait pas, néanmoins, sans hypocrisie et sans prudence. Elle avait en tout le caractère cafard de l'opposition libérale. Si le parquet s'avisait de requérir, M. Béranger protestait de sa candeur, dont son avocat, M. Dupin, se portait garant. L'accusait-on d'impiété, tous deux répondaient que la chanson n'attaquait que le fanatisme et l'ultramontanisme et la secte régicide des Jésuites. M. Dupin lui fit même faire un couplet sérieux en l'honneur des *libertés gallicanes*, qui eurent ainsi le lustre de donner la main aux libertés ultra-gauloises. L'avocat et le client se divertissaient fort des gens que pouvait effrayer un innocent chansonnier :

Si l'on ne prend garde aux chansons,
L'anarchie est certaine !

Mais, le trône renversé, le poète se célèbre lui-même dans des vers qu'il s'adresse à la mode ridicule d'Olympio :

Pour tous les coups tirés dans son velours,
Combien ta muse a fabriqué de poudre !

Pourtant, ce velours du trône, si bien troué, il était fait de poitrines vivantes. Mais bah ! *c'est le jour des morts, mirliton mirlitaine!* Du reste, Tyrtée n'a pas versé le sang. Cette fois encore, il s'est gardé de paraître au grand air; il n'a point essayé de prendre le Louvre. Sa flèche lancée, il a refermé sa fenêtre et s'est tenu coi. Que lui faut-il ? *Bon souper, bon gîte et le reste*, et vive la Charte !

Franchement, M. Jourdan qui a le style plat mais l'âme si haute, trouve-t-il cela bien patriotique, bien héroïque, bien « humanitaire ? » Il me semble, à moi, que l'héroïque, le patriotique et l'humanitaire manquent

autant que le saint dans l'œuvre révérée du *poète national*.

Sanglante moquerie, ample et triste sujet de risée entre tous ceux que laissera le temps où nous vivons, quand l'histoire littéraire dira que, pendant quarante ou cinquante ans, M. Béranger a passé pour un ami du peuple! Il a consacré son talent et sa vie à célébrer la révolte, la débauche et la guerre civile, tout ce qui fait les peuples malheureux; à ridiculiser la piété, à détruire la puissance, à ruiner l'ordre, tout ce qui peut procurer au peuple la consolation, l'assistance, le travail et la paix.

[La discussion sur Béranger entre le *Siècle* et l'*Univers*, à laquelle le *Siècle* avait mêlé le nom et le suffrage d'un ministre, M. Fortoul, fut interrompue par une intervention officieuse de la direction de la presse. On m'invita à ne point continuer, et je supprimai l'article suivant, qui était prêt à paraître.]

IV. Le *Siècle* revient sur les chansons de M. Béranger; il en exalte la morale pure et la douce piété; nous les examinerons nous-mêmes de ce côté-là. Mais d'abord vidons un incident personnel.

Messieurs du *Siècle* ont un petit faible lorsqu'ils discutent avec nous : à leurs raisonnements, dont on connaît la force, ils mêlent volontiers un grain de diffamation. Cela consiste à dire que les rédacteurs de l'*Univers* sont des hypocrites qui agissent autrement qu'ils ne parlent, et à faire entendre que les rédacteurs du *Siècle* savent là-dessus des choses qu'ils veulent bien ne pas révéler. Ces allusions sont principalement dirigées contre moi. M. Jourdan n'a pas manqué d'en décorer son article, destiné à venger enfin la piété si évidente et si indignement méconnue de M. Béranger.

J'ai toujours fait, à cet égard, la part très large à mes adversaires. Je connais leurs nécessités, j'y compatis; et quoique je les laisse eux-mêmes pour ce qu'ils sont, ne m'occupant jamais que de leurs idées et de la manière dont ils les soutiennent, je n'exige pas qu'ils observent les mêmes limites envers moi. Des gens qui me donnent si souvent occasion de les convaincre de mensonge, d'absurdité et de solécisme, doivent nécessairement m'accuser d'hypocrisie. Ils ont besoin de mâcher un peu leurs balles, d'empoisonner un peu leur encre.

Ce besoin se fait de plus en plus sentir; je veux de plus en plus les mettre à leur aise.

Suivant M. Jourdan, non-seulement à l'époque où il ne me manquait rien pour devenir un passable rédacteur du *Siècle*, mais encore depuis que mes convictions m'ont valu l'honneur de faire partie de la rédaction de l'*Univers*, « nul plus que moi n'a écrit des choses sales. » Sur ce mot, ses lecteurs peuvent croire ou que j'ai signé des écrits dans le goût de M. Béranger, ou que j'ai mis en circulation des pièces anonymes de la même famille que les *chansons inédites* (quoique souvent imprimées) qui courent sous le nom de ce poète pieux, et qui tombent, hélas! si souvent aux mains des enfants.

M. Jourdan trompe ses lecteurs. Mes débuts, beaucoup trop précoces, datent de 1831 ; j'avais dix-huit ans. J'ai écrit d'abord dans l'*Echo de Rouen*, journal conservateur. Je suis devenu, à vingt ans, rédacteur en chef du *Mémorial de la Dordogne*. A vingt-quatre ans, j'ai travaillé à la *Charte de* 1830 et à la *Paix*, journaux ministériels. J'ai eu là quelques collaborateurs qui ont depuis voyagé comme moi, quoique sur d'autres chemins. Excepté un, que j'aimais beaucoup à cause de son esprit et de son

courage (1), j'ai peu fréquenté ces messieurs. A vingt-cinq ans, sans avoir rien fait qui méritât leur haine ou leur estime, je les ai laissés, pour prendre la vie et le travail autrement qu'ils continuaient de les pratiquer : c'est ce qu'ils me reprochent, et c'est de quoi je m'applaudis. En 1839, je suis entré à l'*Univers*. Jusqu'alors, j'avais écrit beaucoup de sottises, sans le moindre doute; mais cependant, quoique aussi libre-penseur qu'un autre, rien d'immoral et de volontairement impie, grâce à Dieu, et point de roman-feuilleton ! Or, si ce que je n'ai point fait lorsque j'ignorais la vérité et les devoirs qu'elle impose, je me l'étais permis depuis que je l'ai embrassée, je serais assurément un fou bien étrange ou un bien misérable hypocrite, et il n'y aurait que justice à me démasquer.

J'autorise M. Jourdan à le faire, et je l'y engage. J'ai déjà donné publiquement la même autorisation à quelques-uns de ses compères qui s'étaient mis dans le même cas. Ils n'en ont pas profité. Que M. Jourdan fasse mieux, s'il s'est procuré des documents plus sûrs. Qu'il produise hardiment contre moi ces écrits signés ou anonymes, imprimés ou manuscrits, qui doivent m'abaisser au rang des adeptes secrets de M. Béranger, lesquels, je l'avoue, sont un peu au-dessous de ses adeptes officiels. Je lui promets de ne pas l'envoyer où les gens de bien que l'on diffame ont raison d'envoyer les diffamateurs. Je suis coutumier de ces largesses, et j'ai déjà fait grâce au *Siècle* et à d'autres plus d'une fois.

Véritablement, je dois dire à M. Jourdan qu'il gâte

(1) Alphonse Toussenel. Il valait mieux que les livres qu'il a faits depuis et méritait de ne les point faire.

un peu l'opinion que j'avais de son esprit. Je le savais pauvre, mais je le croyais honnête.

Finissons maintenant sur M. Béranger. Ses amis du *Siècle* le défendent mal, par la raison qu'ils l'admirent trop. Quand on accepte comme ils font toute l'œuvre du *poète national*, quand on a du goût pour la chanson *folle*, non pas seulement parce qu'elle fait passer la chanson grave, mais pour elle-même, alors le poète national est embarrassant à défendre, et des champions plus forts que ceux-ci ne s'en tireraient pas mieux.

Des admirateurs plus discrets nous adressent officieusement leurs objections. Tout en réprouvant l'excès d'impiété et d'impureté dont M. Béranger avoue lui-même avoir tiré si bon parti pour le double succès de ses chansons et de ses haines, ils le tiennent après tout pour un philosophe, un poète et un citoyen, et ils nous reprochent de ne pas rendre justice à ses qualités. Nous n'avons rien à répondre, sinon que cette philosophie, cette poésie et ce civisme ne sont ni la philosophie, ni la poésie, ni le civisme que nous aimons et que nous honorons.

On accorde à M. Béranger le bénéfice d'oublier précisément ce qui fait son succès dans la foule, et, pour le louer, on ne tient compte que de la partie rigoureusement présentable de ses œuvres. N'y eût-il que cela, c'est déjà de quoi justifier toutes les duretés de la critique. Il y a dans les éditions officielles, sans parler du volume secret, cinquante chansons où l'impiété et le libertinage parlent un langage si cru, que la critique n'y peut toucher ; l'adversaire le plus indigné est obligé de s'en taire, comme le plus audacieux admirateur. Le *Siècle* n'a pas relevé et ne relèvera pas le défi de reproduire une seule de ces chansons, par la raison d'ailleurs très légitime que ni

la police, ni ses lecteurs eux-mêmes ne le pardonneraient. Il fait comme Tartuffe, il tire son mouchoir. M. Béranger, tout le premier, ne voudrait point qu'on étalât en plein journal ces viles nudités, moins apparentes et plus repliées dans le livre. Si nous osions ce que le *Siècle* n'osera pas, nous provoquerions des cris de dégoût. La langue n'a point d'équivalents pour les mots qui caractérisent ces choses brutales; il faut les prononcer ou garder le silence. Cependant tout cela circule, se réimprime, infecte les cabarets et les colléges; car cette débauche est soigneusement prise à la mesure de toutes les faiblesses, elle fait sentir à toutes les passions ses titillations impures. *Folles inspirations* de la jeunesse et *de ses retours*, dit l'auteur, mais très utiles au but où je visais! La fin se fait connaître par les moyens qu'on emploie pour l'atteindre, et cette fin, obtenue, permet à son tour d'apprécier les moyens par lesquels on l'a réalisée.

Mais ne prenons de M. Béranger que le côté présentable, et, pour n'y pas mettre de malice, écoutons son apologiste, M. Jourdan :

« M. Veuillot, en parlant des chansons de Béranger, dit en propres termes ou plutôt en sales termes : « Ces infections, ces saletés, ces abominables turpitudes inspirées d'Hébert et de Rabelais. » Que faudrait-il donc dire des articles de l'*Univers*? Ces abominables turpitudes sont dans toutes les mémoires, et nous ne nous en plaignons pas. Deux jeunes gens viennent de se suicider. Pauvres enfants, dit le poète,

Pauvres enfants! quelle douleur amère
N'apaisent pas de saints devoirs remplis?
Dans la patrie on retrouve une mère,
Et son drapeau nous couvre de ses plis.

Parler de saints devoirs à remplir, parler de l'amour de la patrie, n'est-ce pas là, en effet, une turpitude abominable? Mais poursuivons :

Pauvres enfants ! de fantômes funèbres
Quelque nourrice a peuplé vos esprits.
Mais un Dieu brille à travers nos ténèbres,
Sa voix de père a dû calmer vos cris.

L'infâme ose parler de Dieu, et il n'est pas de notre petite église ; il ne distille pas le venin pieux et l'injure béate, haro sur Béranger ! Dieu créateur, poursuit-il,

Dieu créateur, pardonne à leur démence !
Ils s'étaient faits les échos de leurs sons,
Ne sachant pas qu'en une chaîne immense,
Non pour nous seuls, mais pour tous nous naissons.

Quoi ! nous naissons pour tous ! quoi ! le principe de la solidarité proclamé en de pareils termes ! Et que dites-vous de cette conclusion :

L'humanité manque de saints apôtres
Qui leur aient dit : Enfants, suivez ma loi !
Aimer, aimer, c'est être utile à soi,
Se faire aimer, c'est être utile aux autres !

Voilà un échantillon des turpitudes que Béranger n'a pas craint de publier ! Nous comprenons parfaitement que ces grandes et généreuses pensées, encadrées dans de beaux vers, mettent en fureur les égrillardes colombes de Saint-Sulpice. Se faire aimer ! voilà un genre d'utilité qui n'est pas à leur portée. Et puis, qu'est-ce qu'un poète qui parle ainsi de Dieu, qui annonce sa loi, qui soutient les faibles, relève les courages abattus ? Dieu ! c'est M. Veuillot qui l'a dans sa manche.

Béranger perd son ami d'enfance, M. Quenescourt.

Son âme, hélas ! trop tôt prenant l'essor,
Tel un fruit mûr qu'un jeune enfant dérobe,
Nous est ravie ! Un ange aux ailes d'or
L'emporte au ciel dans le pan de sa robe.
. . . . . .
Il est parti, mais pour un meilleur monde.

Nous ne finirions pas si nous voulions citer ici toutes les strophes qui expriment cette foi profonde, ce sentiment religieux. Ouvrez au hasard les chansons de Béranger, et chaque page vous renverra ce parfum de poésie et d'amour, ces doux sentiments qui font battre le cœur.

Mais Béranger a criblé aussi sous son spirituel et impérissable sarcasme les faux dévots, les mauvais prêtres; il n'aime pas les journaux écrits par des cuistres; et la haine des cuistres, des mauvais prêtres, des faux dévots le poursuit et le poursuivra jusques et au-delà du tombeau. Lorsqu'en 1829 le chansonnier fut condamné à neuf mois de prison et dix mille francs d'amende, un prédicateur ne craignit pas, en chaire, et dans une des principales églises de Paris, de faire ce que fait aujourd'hui M. Veuillot, ce qui doit légèrement humilier celui-ci; il attaqua Béranger avec une violence sans égale, et dit que la peine qu'on lui infligeait ici-bas n'était rien auprès de celle qui l'attendait en enfer. Béranger se borna à mentionner le fait dans une de ses plus spirituelles chansons, celle qui est intitulée les *Dix mille francs*.

Je vois briller chapes, mîtres et crosses,
Chapeaux pourprés, vases d'argent et d'or,
Couvents, hôtels, valets, blasons, carrosses,
Ah! saint Ignace a pillé le trésor.
De mes refrains l'un des siens qui le venge,
Promet mon âme aux gouffres dévorants;
Déjà le diable a plumé mon bon ange,
Pour le clergé comptons trois mille francs.

Non! certes, Béranger n'aime pas les faux dévots, et il a raison. Que de peccadilles l'*Univers* lui passerait, si, au lieu de défendre avec une si grande autorité de talent et de bon sens la cause démocratique, il se fût mis, *perindè ac cadaver*, au service des coteries et des sectes religieuses! Aussi, ne nous élevons-nous contre ces indécentes attaques, ce débordement d'injures, que parce qu'elles sont, ainsi que nous l'avons déjà dit, un des innombrables incidents de la lutte séculaire entre le passé qui s'éteint et l'avenir que nous appelons, entre l'initiateur et l'initié. Ballanche a dit: « L'initié tue l'initiateur. » Que les ultramontains, les jésuites, tous ceux qui se rattachent au passé et redoutent l'avenir, en prennent donc leur parti. Plus ils se débattent, plus ils crient, plus ils vomissent d'injures, et plus ils prouvent que Ballanche a dit vrai.

Voilà le triomphe de M. Béranger dans le genre pieux, et la valeur philosophique et littéraire de ses apologistes. Si le pauvre M. Jourdan avait la moindre ouverture d'esprit, il serait consterné lui-même du service qu'il

rend à son prophète. Essayons de lui faire comprendre ce qu'il dit, et montrons en même temps, dans ce plaidoyer pour la gaudriole, l'extrême indigence de la raison et l'extrême richesse de la tartufferie.

Sur la multitude des chansons, M. Jourdan en a donc trouvé deux qui expriment, à son avis, une morale pure, une foi profonde, des sentiments religieux. Nous le prions d'abord de remarquer que ce sont deux chansons nécrologiques. Sincères, elles condamnent toutes les autres; œuvres de circonstance, il n'y a aucune conclusion à en tirer sur l'humeur et la fonction habituelles du poète. Arlequin et Pierrot mettent l'habit noir et marchent d'un pas grave lorsqu'ils vont à l'enterrement de Cassandre ou de Colombine. S'ils prennent la parole aux bords de la fosse, ils y jettent des fleurs de cimetière. Plus de batte, plus de farine, plus de gambades : vous les voyez très sérieux, très attendris, très religieux. Ils parlent de l'immortalité de l'âme, ils y croient fermement; ils croient à la vertu, au devoir, à la récompense éternelle due et déjà donnée au défunt : et *dors en paix*, et que *la terre te soit légère*, et *adieu bon parent, bon camarade, bon citoyen!* Tous les jours nous voyons jouer cette farce. Quand on enterra le chansonnier de goguette Emile Debraux, les discours furent si touchants, que la pauvre croix de bois ne parut point suffire sur cette tombe qui renfermait tant de mérites; on boursilla, séance tenante, pour élever un monument. Cependant la somme recueillie était mince, et, toute réflexion faite, on la but au premier cabaret. M. Béranger était de ce deuil; il en rapporta une chanson :

Buvons gaîment l'argent de mon tombeau.

Mais qu'Arlequin et Pierrot se grisent ou ne se grisent pas, la cérémonie faite, ils déposent les pleureuses et se retrouvent Arlequin et Pierrot comme devant; et toutes les larmes, toutes les belles phrases de la matinée n'empêchent pas qu'ils fassent le soir leur métier de turpitude.

Après cette observation générale, il y en a d'autres à présenter sur les deux chansons pieuses que cite M. Jourdan : il n'a pu les citer en entier, parce quelles sont d'ailleurs tout-à-fait dans le sens ordinaire des œuvres de M. Béranger. La première, intitulée *le Suicide*, est au fond une véritable apologie de ce crime. C'est un dialogue à la manière des fameuses *Lettres de la nouvelle Héloïse*. Le poète pose les objections, les suicides répondent; la conclusion est qu'ils sont certainement en possession du salut éternel :

Et *vers le ciel se frayant un chemin*,
Ils sont partis en se donnant la main.

C'est le refrain de la chanson; il renverse toutes les bonnes raisons que la philosophie peut proposer aux hommes pour les engager à remplir les devoirs et à supporter les afflictions de la vie.

S'il n'y a pas une loi de Dieu qui ordonne de vivre, que peut-on alléguer à celui qui veut mourir? Et si le suicide lui fraye un chemin vers le ciel, de quels devoirs à remplir lui parlez-vous? Ces devoirs, vous-même qui les étalez en paroles pompeuses, vous n'y croyez pas. J'ai là vos chansons : elles m'ont appris qu'il faut s'amuser, et je ne m'amuse pas, et c'est pour la première fois que vous me parlez de *saints* devoirs. Vous me dites que la voix de Dieu peut calmer mes cris : j'ai entendu la voix de votre *Dieu des bonnes gens*, et je continue

de souffrir. Vous ne dites que *non pour nous seuls, mais pour tous nous naissons*. Où avez-vous pris cela? Je vous ai toujours trouvé plein de railleries contre Dieu, contre les saints devoirs; plein de haine contre les trois quarts du genre humain; vous n'avez jamais offert à la patrie que le tonneau de Diogène... Taisez-vous! vous ne dites rien qui m'empêche de vouloir mourir. Est-ce ma faute à moi si l'humanité manque de saints apôtres qui m'aient dit de suivre sa loi? Et qu'est-ce que c'est que la loi de l'humanité?

M. Béranger a complété sa chanson par une note où il avoue, en prose fort malheureuse, que l'un de ces jeunes gens, Escousse, était son disciple. Il lui apportait des vers et recevait ses encouragements. Voici l'éloge qu'il en fait:

« On m'a raconté que, sur le point d'être surpris avec une personne que sa présence pouvait compromettre, il se précipita d'un second étage dans une cour pavée. Son dévouement lui porta bonheur; il n'en résulta pour lui ni blessure ni contusion.

» En 1830, le 28 juillet, il se rendit de grand matin à la place de Grève, y combattit tout le jour, toute la nuit, et se trouva le lendemain à la porte du Louvre et des Tuileries. Après la victoire du peuple, Escousse ne dit mot des dangers qu'il avait courus, et, quoiqu'il fut pauvre et sans appui, ne voulut jamais adresser de demande d'aucun genre à la commission des récompenses nationales.

» Et c'est à dix-neuf ans qu'il a volontairement mis fin à une existence *qui promettait d'être si belle et si féconde!* »

Il y a dans cette même note un autre passage impayable. M. Béranger se fait garant des sentiments religieux de son jeune ami, qui promettait d'avoir une existence si belle et si féconde :

« Une feuille publique a accusé Escousse d'incrédulité absolue. Pour repousser cette accusation, je me crois obligé de citer les derniers mots de la lettre qu'il m'écrivit quelques heures avant l'exécution de son

déplorable dessein : *Vous m'avez connu, Béranger : Dieu me permettra-t-il de voir du coin de l'œil la place qu'il vous réserve là-haut?* »

Certainement M. Béranger a beaucoup d'esprit; mais, pour ceci, il n'y a rien à déguiser, c'est grotesque, et telle est la marque ordinaire de tous les endroits où il veut parler de Dieu sérieusement. « Ouvrez au hasard, chaque » page vous renverra ce parfum de poésie et d'amour, ces » doux sentiments qui font battre le cœur. » Le cœur de M. Jourdan. Ce digne M. Jourdan qui dit avec tant de grâce que M. Veuillot a Dieu dans sa manche! Franchement, celle de M. Béranger est plus large.

Le *Chant funèbre* sur la mort de M. Quenescourt, d'où M. Jourdan a tiré un quatrain pieux, ou qu'il estime tel, est d'un genre plus brutal encore que la chanson pour les Suicides. Ici M. Béranger fait le prêtre et répand ses bénédictions sur son ami au cercueil. Pour le Dieu qu'ils avaient confessé l'un et l'autre, nul prêtre ne pouvait convenir davantage. Mais il faut l'entendre. Cela se chante sur l'air :

Echos des bois errants dans ces vallons :

Quoi ! sourd aux cris d'un long *Miserere*,
Sous ce drap noir que j'asperge en silence,
Quoi ! ce cercueil de cierges entouré,
C'est mon ami, c'est mon ami d'enfance!
Cessez vos chants, prêtres ; c'est à ma voix
De le BÉNIR pour la dernière fois. } (*bis.*)

Descendu là sans s'appuyer sur vous,
Dans l'autre vie il entre exempt d'alarmes.
Qu'est-il besoin que votre Dieu jaloux
De son enfer vienne effrayer nos larmes ?
Cessez vos chants, prêtres ; c'est à ma voix
De le bénir pour la dernière fois.

Modeste et bon, cet homme vertueux,
Privé des biens que l'opulence affiche,
A semblé pauvre au riche fastueux,
Et par ses dons au pauvre a semblé riche.
Cessez vos chants, prêtres ; c'est à ma voix
De le bénir pour la dernière fois.

Son âme, hélas ! trop tôt prenant l'essor,
Tel un fruit mûr qu'un jeune enfant dérobe,
Nous est ravie. Un ange aux ailes d'or
L'emporte au ciel dans le pan de sa robe.
Cessez vos chants, prêtres ; c'est à ma voix
De le bénir pour la dernière fois.

Ici le poète se fait sa petite part en trois couplets, où il rapporte que M. Quenescourt aima fort son talent et lui donna l'hospitalité.

Proclamé roi de ses festins joyeux,
A ses foyers je fais sécher ma lyre.
J'y vois pour moi se dérider les cieux,
Et mon pays daigne enfin me sourire...
A mes chansons que sa joie applaudit !
Sur mes succès son cœur s'en fait accroire,
Et, s'enivrant des fleurs qu'il me prédit,
Prend leur parfum pour un encens de gloire.

Après cette parenthèse de plomb, le poète revient à son mort et le quitte en lui attribuant le souhait pieux du jeune Escousse : *Dieu me permettra-t-il de voir du coin de l'œil la place qu'il vous réserve là-haut?*

L'idée est étrange et, comme tout le reste, d'une façon gauche :

Des hymnes *saints*, cessez le *triste* accord :
Il est parti, mais pour un meilleur monde.
A mes chansons s'il peut rester encor
Dans ce cercueil un écho qui réponde,
Cessez vos chants, prêtres ; c'est à ma voix
De le bénir pour la dernière fois.

Voilà un homme bien empaqueté pour un meilleur monde, et joliment béni !

Je respecte comme il convient les attendrissements et les enthousiasmes de M. Jourdan. Du moment que cette poésie le ravit, le parfume et le dispose à la prière, je n'ai rien à lui dire et je le laisse en oraison. Au fond, ce qu'il y admire, c'est lui-même ; difficilement il trouverait ailleurs des vers français qui fussent plus proches parents de sa prose.

Mais il faut que je l'avoue, le chant funèbre sur l'ami Quenescourt me paraît une des pièces les plus manquées du recueil de M. Béranger, où tant de pièces ne sont qu'à demi réussies. Je n'y trouve pas plus de poésie que de tristesse, pas plus d'élégance que de convenance. Le sens général est révoltant ; il n'y a pas un couplet dont la pensée ne soit grossière et où n'abondent les vers mal venus et les platitudes. Connaît-on quelque chose qui égale l'indécence de ce refrain si malheureux et toujours si malheureusement accroché ? M. Béranger a donné souvent des preuves de tact ; il doit regretter lui-même l'accès qui lui a fait saisir une pareille occasion de confesser l'impiété de son ami et la sienne, et l'on peut voir ici combien ce sentiment est anti-poétique, pour ne rien dire de plus. Un esprit sans culture et privé de goût peut admirer le couplet de l'ange :

Son âme, hélas ! *trop tôt* prenant l'essor,
Tel un fruit *mûr* qu'un jeune enfant dérobe,
Nous est ravie. Un ange aux ailes d'or
L'emporte au ciel dans le pan de sa robe.

Ce vieux clinquant est fort mal ajusté. Si l'âme a *pris l'essor*, elle n'est pas *ravie ;* si cette âme était un fruit *mûr*, elle n'a pas pris l'essor *trop tôt*. C'est une gros-

sièreté de comparer l'ange qui escorte les âmes au Ciel à un enfant qui vole des fruits; et enfin M. Béranger, auteur de l'impure chanson de l'*Ange gardien*, est odieux et ridicule lorsqu'il parle des anges. M. Jourdan ne l'a-t-il pas lue cette chanson de l'*Ange gardien*? ou bien y trouve-t-il aussi cette foi profonde, ce sentiment religieux, ce parfum de poésie et d'amour qui font battre son cœur? Un gueux meurt à l'hospice, qu'il met en gaîté par d'infects blasphèmes; il questionne son ange gardien :

De l'enfer serai-je habitant?
Ou droit au ciel veut-on que j'aille?
Oui, dit l'ange; ou bien non, pourtant.
Crois-moi, tire à la courte paille.
Tout compté, je ne vous dois rien,
Bon ange, adieu; portez-vous bien. } (*bis.*)

Telle est la foi de M. Béranger sur les anges *aux ailes d'or*. C'est chose pénible et vraiment dure d'avoir affaire à l'hypocrisie aussi niaise qu'impudente qui vient nous parler des « profonds sentiments religieux » du poète en fredonnant des impiétés écrites pour le régal de la dernière canaille.

Je ne veux pas me condamner au travail rebutant et inutile de relever les audaces sans nom qui souillent les œuvres de M. Béranger; je n'opposerai pas aux couplets cités par M. Jourdan d'autres couplets qui le forceraient à rougir. Hélas! tout cela n'est que trop connu. Je me contente d'une remarque. Depuis le dogme de l'existence de Dieu jusqu'à la pratique des plus grands et des moindres devoirs privés, il n'est rien en religion et en morale dont M. Béranger ne se soit moqué cyniquement. Son dogme, sa morale, sa liberté,

c'est la *ribotte*, et pas autre chose. Il a blasphémé contre toutes les vertus aussi bien que contre tous les sacrements, il a insulté toutes les croyances et tous les amours, il a maculé de son horrible vin de cabaret toutes les fleurs du cœur et de l'esprit; et c'est là son génie, qu'il ne faut pas lui contester, et le solide fonds de sa gloire. Dans ces occasions, où il se plaît, il a de la verve, de l'adresse, une langue claire et tranchante comme l'acier. Il ne lui faut souvent qu'un quatrain pour souiller à la fois quatre choses et ramasser à peu près tout ce que les mains de l'homme peuvent porter d'ordures. Pour ne citer qu'un seul de ces tours de force et de ces chefs-d'œuvre, lisez dans le *Vieux célibataire* le couplet : *A mes désirs, quoi! Babet se refuse!* En quatre vers le poète outrage à la fois la pudeur, la vieillesse, l'amour et la mort.

Ah! vous avez bien raison de le chérir; c'est votre homme!

A QUI SONT LES GLOIRES DE LA FRANCE?

5 mai 1855.

Une des bonnes trouvailles de M. de La Bédollière, souvent exploitée par ses collaborateurs, et qu'ils ont soin de reprendre à l'occasion de M. Béranger, c'est que l'*Univers* est le contempteur de toutes les gloires de la France, anciennes et modernes, dont le *Siècle*, au contraire, est le pieux gardien et le vengeur.

Je n'ai pas fait, aucun homme sensé ne fera le serment de répondre à tout ce que peut fournir l'imagination de M. de La Bédollière. Ce gentilhomme est un maître-d'hôtel trop fécond. Pensez qu'il met tous les jours la nappe pour cent mille lecteurs, et qu'il les renvoie contents!

Je suis un vieil ouvrier de la presse (si j'étais du *Siècle*

je dirais *ouvrier de la pensée*). Depuis environ vingt ans, je prends part à ses polémiques. J'ai voulu connaître les polémiques antérieures : j'ai étudié le libéralisme de la Restauration dans ses journaux et dans ses recueils. J'ai cherché plus loin et plus bas : j'ai exploré l'horrible puisard des pamphlets du XVIII^e^ siècle, où l'on retrouve tout M. Proudhon. J'ai lu quelque chose encore en dehors de ces principales archives des maladies de l'intelligence humaine, et mes yeux consternés ont vu cent fois passer et repasser en triomphe tout ce que le mensonge a inventé pour enfler l'ignorance et river la pauvreté d'esprit à l'incrédulité. Eh bien ! sophismes et falsifications de tout genre, lieux-communs saugrenus et bafoués, banalités de discussion et d'injure, affirmations odieuses mille fois flétries, tout cela coule comme de source des mains de M. de La Bédollière. Il a dans son coffre la somme entière de ces choses-là, en gros sous. La mémoire ne fait point de ces merveilles; il faut être doué. A mes yeux, M. de La Bédollière est une faculté que la Providence a accordée au *Siècle*, pour un dessein que j'ignore. Oh ! que je ne suis point de ceux qui font peu de compte de lui ! Il est, dit-on, sans finesse et sans littérature ? C'est sa force ! Voyant ce qu'il dit, comment il le dit, à qui il le dit, je m'étonne qu'on puisse le contenir, j'affirme qu'on ne peut ni le convaincre ni le vaincre. Dans le camp des idées fausses, deux athlètes restent toujours debout : Machiavel et Jocrisse.

Inutile de rechercher lequel de ces deux combattants immortels s'est incarné en M. de La Bédollière. Mais Machiavel sans Jocrisse ne serait qu'un petit garçon. Machiavel a des dégoûts de bel esprit, des scrupules d'écrivain, des vanités et des faiblesses d'artiste qui

l'éloignent de certains arguments. Il se pique de raisonner, la vérité peut le surprendre. Jocrisse est insaisissable ; tous les arguments lui sont bons, aucun ne le touche ; il ne raisonne pas, il n'écoute pas, il ne répond pas, il ne doute pas. Il croit et il crie.

Donc, M. de La Bédollière a trouvé que l'*Univers* en veut aux gloires nationales, et tous ses collaborateurs lui ont fait écho, comme toujours. M. Havin l'a dit : il a même nommé Dulaure, Duval, Picard, Pigault et M. Cauchois parmi les gloires contre lesquelles l'*Univers* est conjuré. M. Jourdan le disait l'autre jour, avec son sourire qu'il aime tant, et que j'aime encore plus. M. Plée y vient à son tour, d'une manière ineffable, en grand apparat, botté et cravatté de vertus, fanfreluché d'éloquence. Je vous le ferai voir, il est très beau. Tous y viendront, tous diront et répéteront que l'*Univers* décrie les gloires nationales.

Je veux essayer de leur ôter cette ritournelle. J'ai parfaitement de quoi leur montrer qu'ils déraisonnent, et je n'espère aucun succès. Ils tiennent aux arguments tout façonnés, ils aiment à solder avec le billon de M. de La Bédollière.

Pour prendre les choses d'un peu haut, je les prie d'abord de remarquer que l'*Univers* n'a jamais contesté à Clovis l'honneur de la bataille de Tolbiac, à sainte Clotilde la gloire de ses vertus, à saint Remy celle d'avoir fondé et baptisé le royaume des Francs. Sainte Geneviève, saint Germain d'Auxerre, saint Sidoine Apollinaire, saint Prétextat, sainte Radegonde, saint Eloi, saint Ouen, saint Martin, saint Léger, saint Hilaire, n'ont jamais reçu de nous la moindre offense. Il y a une école qui s'est appliquée longtemps, qui s'applique

encore par des fraudes sans nombre, à décrier ces premières gloires du premier âge de la patrie. Humiliée d'avouer que la France a été faite par l'Eglise catholique, cette école diffame tant qu'elle peut les saintes mains à qui l'humanité doit un si grand ouvrage. Falsifiant les textes, faussant l'histoire, elle masque d'odieuses couleurs ces figures augustes. Elle peint comme des barbares, comme des fourbes, comme des fanatiques imbéciles, quelquefois comme des monstres, les évêques qui ont détruit l'esclavage, les moines qui ont défriché les forêts, les grands et les rois qui, triomphant d'eux-mêmes et pliant leur tête fière sous le joug du Christ, ont donné à l'Eglise, par expiation ou par charité, ces terres incultes, ces marais, ces lieux sauvages qui, devenus des monastères, des écoles, des asiles, des champs féconds, des villes florissantes, ont été partout, sous la protection de la croix, les berceaux de la civilisation et de la liberté. Jamais nous n'avons dénigré ces gloires afin de pouvoir méconnaître ces bienfaits. L'ingrate école qui les renie et qui les calomnie n'est pas la nôtre, c'est celle du *Siècle*. M. de La Bédollière en est le plus éblouissant bachelier.

Passons aux Carlovingiens. Charlemagne! encore une gloire nationale qui n'a reçu de nous aucune atteinte. M. de La Bédollière et les siens n'en peuvent pas dire autant. Sur ce nom immense et presque sacré, M. Béranger a collé une des chansons qui expriment le mieux son inspiration habituelle. Il ne lui a fallu que quatre ou cinq couplets pour salir la pudeur, la religion, la majesté impériale et la mort.

En descendant l'histoire, nous trouvons les Croisés. Jamais l'*Univers* n'a dit le moindre mal de Pierre l'Her-

mite, du pape Urbain, de Raymond de Saint-Gilles, de Godefroy de Bouillon, des fondateurs de Saint-Jean de Jérusalem et du Temple. Il n'a pas taxé de folie, de férocité, de stupidité ces grands guerriers, ces grands politiques et leur grande entreprise, si longtemps et si bêtement insultée par l'esprit philosophique. Aujourd'hui, après la conquête de l'Algérie, en présence de la guerre actuelle, le *Siècle* s'explique peut-être les Croisades. Qu'il les honore jamais, je l'en défie!

Au milieu des héros de la guerre sainte, au centre de ce mouvement qui remuait l'Europe, dans le rayonnement de l'homme qui en était l'âme par sa souveraine éloquence et par sa souveraine vertu, parut quelques instants un professeur, *vir linguosus*, assez habile à parler, incapable de savoir ce qu'il pensait, et, suivant la loi de l'espèce, d'autant plus ardent à prendre la parole. On le nommait Abeilard. Il était père d'un bâtard et auteur d'un traité de philosophie. C'est l'homme du *Siècle*, c'est la gloire qu'il admire dans l'âge des croisades et de saint Bernard. Disons ici *Confiteor*. Comme il n'est pas possible d'honorer à la fois l'amant de la triste Héloïse et le fondateur de Clairvaux, l'*Univers*, en mainte rencontre, a parlé légèrement d'Abeilard, qui lui rappelle trop les universitaires. Mais enfin, nous avons aussi nos droits, et, sauf la manière d'écrire et le nombre des lecteurs, je suis, quoique vilain, l'égal de M. de La Bédollière. Or, si M. de La Bédollière n'attente pas aux gloires nationales en traitant saint Bernard de fanatique, quel mal fais-je en disant qu'Abeilard fut un sot? Venez à mon secours, Monsieur Havin; garantissez-moi la liberté de penser!

Saint Louis a sans doute rang parmi les gloires natio-

nales, et sans doute aussi le *Siècle* ne nous accuse pas de l'avoir jamais outragé. De nos jours, un historien cher au *Siècle* et revendiqué par Charenton, a voulu établir que saint Louis était sceptique, c'est-à-dire hypocrite. Chaque fois que nous rencontrons dans notre histoire une haute intelligence, un noble cœur, une de ces vertus qui se sont ouvert les cieux, nous voyons aussi jaillir jusque sur son trône, jusque sur son autel, toujours du même côté, quelque misérable injure. Et ceux qui leur adressent ces injures ne peuvent faire autrement! Tous ces grands hommes leur sont ennemis, n'ont paru sur la terre que pour les châtier et leur imposer silence. Les voyez-vous au tribunal de saint Louis! Voyez-vous les chansons de M. Béranger devant cette chasteté, devant cette piété, devant cette conscience des devoirs de la magistrature royale!

Et Jeanne d'Arc, malheureux, qui nous accusez d'outrager les gloires de la France et qui ne vivez que des résidus de Voltaire!

Vous n'avez pas renié l'infamie de Voltaire, vous ne le pouvez pas. L'excuse invoquée par M. Béranger pour ses chansons immorales, il faut l'admettre aussi pour les infamies de Voltaire : Ces *folles inspirations ont été des compagnes fort utiles* données aux idées philosophiques et politiques. *Sans leur assistance*, celles-ci n'auraient pu aller *ni aussi loin, ni aussi bas*.

Il y a une chanson de M. Béranger, ridicule comme les modes de l'Empire, intitulée *Charles VII*. Elle est placée dans son recueil après la chanson de *Madame Grégoire*. Jeanne d'Arc n'y est pas insultée; mais c'est à la courtisane Agnès Sorel que le poète, faisant parler le roi, renvoie tout l'honneur des combats et de la victoire :

Un mot, un seul mot de ma belle
A couvert mon front de rougeur.
J'oubliais l'honneur auprès d'elle,
Agnès me rend tout à l'honneur.

Dunois, La Trémouille, Saintrailles,
O Français, quel jour enchanté !
Quand des *lauriers* de vingt batailles
Je couronnerai la *beauté !*
Français, nous devrons à ma belle,
Moi, la gloire, et vous, le bonheur. (?)

O France ! ô histoire ! ô *beauté !* ô guitare !

Et vous, ô Monsieur Plée ! si enflé de sentences catoniques, ennemi de la *corruption des cours*, faites-moi justice de ce ménétrier qui vole la gloire de la fille du peuple au profit de la grande dame corrompue !

Nous atteignons l'époque de la *Renaissance* et de la *Réforme* (quelles antiphrases !); le Panthéon du *Siècle* commence à se peupler. Rabelais, Marot, la reine de Navarre, Jean Calvin, Théodore de Bèze, etc., etc., gloires nationales que nous repoussons, qui s'envolent par bandes vers les bureaux de M. Havin :

Au rang de vos divinités
Recevez-les, sacrés portiques !

Mais je vous avertis, Monsieur Havin : Rabelais, voyant la tenue de M. Plée et la voltige de M. Jourdan, éclatera d'un rire énorme ; Calvin voudra brûler M. de La Bédollière ; Marot vous décochera des triolets.

Nous sommes au temps des guerres civiles. Le *Siècle*, tout à son amour pour la légitimité, crie : Vive le Roi ! Nous crions : Vive la Ligue ! La Ligue fut la croisade de la bourgeoisie, sa campagne de Jérusalem à l'intérieur, son plus beau, son seul beau moment, peut-être. Comme

autrefois la noblesse et le peuple s'étaient levés pour préserver la république chrétienne de l'invasion du Coran, la bourgeoisie se leva pour maintenir la constitution catholique de la France et refouler l'invasion du protestantisme. Il fallut lui céder pour la vaincre, le roi se fit catholique et le XVII^e^ siècle commença. Le protestantisme ne nous eût rien donné de semblable.

Entre Henri IV et Louis XIV, il y a quelques grands hommes, les uns que nous jugeons avec respect, les autres que nous admirons et que nous vénérons sans réserve. L'école du *Siècle*, fidèle au même esprit, flétrit les uns, ignore les autres. Richelieu est de ceux que nous nous permettons de juger; on sait comment l'a traité M. Hugo, si cher à M. de La Bédollière. Ils ont une manière de louer saint Vincent de Paul qui n'exercerait pas médiocrement sa patience, s'il vivait. Tant d'autres chrétiens héroïques, qui, dans le laborieux silence des cloîtres et des colléges et dans les fatigues de l'apostolat, réparèrent les désastres du protestantisme et préparèrent la féconde unité de l'âge suivant, ne leur sont pas même connus. S'ils les connaissaient, ils ne leur ménageraient pas l'injure. Ils font semblant, sans savoir pourquoi, d'aimer les jansénistes, qui n'auraient pas eu assez d'anathèmes et de mépris pour eux, et comme chrétiens et comme grammairiens. Mais laissons-leur les jansénistes, et avouons que nos sentiments pour ces sectaires sont ceux de saint Vincent de Paul et de Fénelon. Cependant nous retirons au *Siècle* la moitié de Pascal. Le Pascal des *Provinciales* lui appartient; le Pascal des *Pensées* est à nous. Remarquons en passant que Voltaire a dit du Pascal des *Provinciales* qu'il était menteur, et du Pascal des *Pensées* qu'il était fou. O Pascal! si de ton temps la

Compagnie de Jésus avait eu des adversaires semblables à ceux qui t'invoquent contre elle aujourd'hui, combien tu l'aurais aimée!

Louis XIV paraît avec son cortége de grands hommes en tous genres, dont la splendeur séduit la postérité comme elle a fasciné le monde contemporain. Les juges les plus sévères du grand roi et du grand règne, les esprits les moins disposés à perdre de vue dans le bien présent le mal futur, mais qui ont en même temps le sentiment du noble et du beau, laissent avec plaisir l'admiration exagérer les éloges que leur commande la justice. Nous sommes de ceux qui voient et qui avouent des taches dans le soleil. Ni ce roi majestueux, ni cette élite incomparable qui l'entoure, ni cette société si réglée et si forte ne nous paraissent sans défauts. Cependant nous n'avons pas du tout entrepris de *démolir*, comme dit M. Plée, Louis XIV, Condé, Turenne, Bossuet, Corneille, Racine, Fénelon, Bourdaloue, M^me^ de Sévigné, M^me^ de Maintenon, Colbert, Séguier, cent autres, gloires encore fécondes de la religion, de la monarchie, de la langue française, de tout ce que nous aimons! Certes! loin d'insulter à ce noble temps, nous mettons plutôt en lumière le contraste utile qu'il forme avec les misères mal dorées et les platitudes orgueilleuses que nous vantent les thuriféraires du progrès.

La pioche inepte qui se lève lourdement sur ces merveilles, est-il besoin de la nommer? La *démolition* de Louis XIV est une des vocations du *Siècle*, et, s'il y renonçait, il manquerait à sa doctrine et à sa nature. Par doctrine, il place la création de la France en 1789 : il enveloppe donc l'époque de Louis XIV, avec tout le passé français, dans ce qu'il appelle la nuit de la féodalité, de

l'absolutisme, du fanatisme, de la barbarie; et sa doctrine est le cri de ses instincts, qui l'avertissent qu'au milieu d'une société constituée comme l'était celle de Louis XIV, il ne pourrait pas exister. Les rédacteurs du *Siècle* pourraient être partout, mais point dans la politique ni dans les lettres. Où tolèrerait-on leurs idées? où supporterait-on leur ramage? Ils prétendent goûter Molière. La vérité est que Molière a travaillé pour eux, mais je nie qu'ils le goûtent; ils le flairent tout au plus. Imaginez donc M. Matharel ou M. Lucas invités à porter un premier jugement sur le *Misanthrope*, et figurez-vous Molière lisant l'article! Croient-ils qu'on les eût voulu recevoir, je ne dis pas chez Ninon, mais même dans les lieux où Faret charbonnait ses vers, entre Chapelle ivre et Colletet crotté? Point du tout. Il fallait de l'esprit pour entrer là; et quoique l'on eût le ton leste et que l'on se piquât d'une liberté de penser qui allait déjà loin, si quelqu'un s'y fût avisé de chanter quelque drôlerie dans le goût du *Fils du Pape* ou du *Bon Dieu* de M. Béranger, on l'eût mis à la porte avec horreur.

Dans tout le règne de Louis XIV, le *Siècle* n'a rien en propre que le chansonnier Linières. Les hérétiques sont trop chrétiens, les libres-penseurs trop monarchistes, les ivrognes trop décents; tous ont ou trop d'esprit, ou trop de grammaire, ou trop de tendance à la dévotion. J'entends le *Siècle* réclamer Molière. Molière ne le réclamerait pas! Cependant le Tartufe, du moins par le sens intime, appartient au *Siècle;* mais que veut-il faire du *Misanthrope?* Nous nous partageons La Fontaine : pour le *Siècle* ses *contes*, pour nous son cilice.

L'époque de Louis XV, donne au *Siècle* une éclatante revanche. Rois, dames, valets et basses cartes, il a tout,

c'est une vole. Depuis Grécourt jusqu'à Mirabeau, depuis le cardinal Dubois jusqu'à l'archevêque Loménie de Brienne, depuis le Régent jusqu'à Philippe-Egalité, on pense, on écrit, on gouverne, on règne pour le *Siècle*, tant qu'enfin le moment arrive où ses idées, son style, son gouvernement, son règne s'établissent pour longtemps.

Il y a des gens, même des gens d'esprit et de mérite, quelques rédacteurs du *Journal des Débats* entre autres, qui passent leur vie à glorifier les conséquences du XVIII^e^ siècle. La conséquence actuelle la plus frappante, que le *Journal des Débats* n'aperçoit point, c'est que M. de La Bédollière possède quarante mille abonnés et plus de cent mille lecteurs; et il faut la concurrence de M. de Girardin pour qu'il n'en possède pas trois fois plus; et si ces deux publicistes ensemble laissent quelques auditeurs au *Journal des Débats* et à nous, c'est un phénomène. Voilà l'œuvre du XVIII^e^ siècle, le plus déplorable des siècles chrétiens. Oui, certes! nous nous révoltons, et nous en faisons gloire, contre les renommées de ce siècle imbécile et impur. Il a tout faussé, tout gâté, la politique, la littérature, les arts, et plus que tout, la conscience publique. Il commence dans l'obscénité, il avance dans l'impiété, il achève dans une dissolution sanglante. Ses adultères ont enfanté des monstres. On prétend nous faire admirer cette longue fermentation du sophisme, de l'impiété, de la sottise, terminée par une irruption de cannibales surgissant à la fois de tous les égoûts et communiquant à la France et au monde la peste la plus meurtrière qui ait désolé et châtié la civilisation chrétienne! On propose à notre vénération ces hommes dont la biographie souillée traîne comme appendice des

noms sur lesquels l'humanité tout entière ne peut accumuler assez d'exécrations! Voltaire, Rousseau, Diderot, d'Alembert, Mme Duchâtelet, Mlle Voland, Mlle Levasseur, beaux modèles, excellents ménages, crème d'honnêtes gens! Mais trente ans plus tard, Voltaire, d'Alembert, Diderot, Rousseau, se nomment Mirabeau, Barrère, Danton, Marat, Robespierre, et la suite. Comptez bien les encyclopédistes : chacun d'eux reparaît sous les traits d'un révolutionnaire, et la plume du sophiste devient l'ignoble sabre du septembriseur.

Afin de prémunir les peuples étrangers au sujet « des *infamies* qui se débitent en France (spécialement dans l'*Univers*) contre les gloires les *plus illustres* du pays, » M. Plée fait une peinture travaillée du *mangeur de réputations*. Pour récompenser M. Plée de la peine qu'il a prise, je reproduis ce morceau tout baigné de ses sueurs. J'y suis d'autant plus engagé qu'il s'agit de moi, je pense, et de ma petite appréciation du talent de M. Béranger :

» Attaquer les illustrations de son pays et principalement les mieux établies et les plus rayonnantes, semble être devenu comme une mode fatale et stupide. On a reçu de ses pères une belle langue, harmonieuse, polie, faite pour toutes les délicatesses du cœur et de l'honnêteté. On corrompt ce magnifique instrument en ne le faisant servir qu'au dénigrement et à l'injure. Il semble que celui qui va le plus loin dans les ordures du langage soit le plus fort. On s'extasie devant ces effrontés bateleurs qui viennent étaler sur la place publique du journalisme leur affreuse boutique de sottisiers. Attention, Messieurs, je vais démolir aujourd'hui celui-ci ou celui-là ! je vais manger du Voltaire ou du Montesquieu ! je ne vais rien laisser de Racine ni de Pascal ! Châteaubriand et Mme de Staël seront dévorés crus. Il n'en coûte que les trois modiques sous que coûte le numéro d'un journal religieux. Et aussitôt, avec ou sans auditeurs, l'horrible besogne commence. Le *mangeur de réputations* est là, les manches retroussées, enfonçant ses bras jusqu'au

coude dans l'injure, s'empourprant la face à force de fouiller et de refouiller la sentine où il puise. A chaque puante nouveauté qu'il manie, il a un regard de triomphe. Parce que sa conscience saigne, il croit faire couler le sang. Il s'enivre de sa propre bave. Il s'étourdit de son mouvement sur lui-même, et quand enfin arrive un moment où son imagination ne lui apporte plus la moindre infamie, il croit avoir tout dit. Qu'il est magnifique alors! N'y revenez plus! s'écrie-t-il, filez doux! Aujourd'hui, j'ai été généreux, je ne vous ai que poursendu. Une autre fois je vous réduirai en chair à pâté. »

Pauvre M. Béranger, qui a lu cela et qui est forcé de remercier ce jeune homme! Mais, pour revenir aux gloires de l'époque encyclopédiste, M. Plée peut déployer de plus en plus les richesses de cette belle langue « qu'il a reçue de ses pères, » et qu'il parle comme ses frères; il ne me fera pas encenser les gens qui ont écrit la *Pucelle*, les *Confessions*, la *Religieuse* et le reste. Mon parti en est pris : je m'insurge contre ces cuistres faufilés à des drôlesses; je lève la main contre ces malfaiteurs qui ont pensé, qui ont écrit, qui ont vécu avec faste dans le mépris du devoir et dans la haine de la vérité. Et si quelquefois, comme André Chénier, je suis tenté de m'écrier : *O mon cher trésor, ô ma plume!* c'est quand je trouve l'occasion de souffleter ces sophistes barbouilleurs de consciences, précurseurs et pères des *bourreaux barbouilleurs de lois*.

J'honore ce qu'ils ont insulté, je sers ce qu'ils ont haï, je suis du parti qu'ils ont écrasé de leurs sarcasmes longtemps victorieux, qu'ils ont décimé ensuite par la main de leurs adeptes, qu'ils oppriment encore par la multitude des esprits qu'ils ont gâtés, et qui pourtant les vaincra. J'appartiens à *Celui* que les rédacteurs du *Siècle* appellent hypocritement le Christ, mais que leur Béranger appelle un *Fou*, que leur Voltaire appelait l'*Infâme*,

et que j'appelle mon Dieu. Dans cet âge pervers qui l'a injurié, qui l'a trahi, qui l'a renié, partout où je vois ses confesseurs et ses martyrs, là sont mes héros; suppliciés par l'injure ou abattus par le fer, ce sont eux que je salue. Quel chrétien ne préférerait la part de ces humbles athlètes frappés aux pieds de Jésus-Christ, à toutes les couronnes de leurs vainqueurs? Les uns et les autres ont été jugés. La raillerie qui grimace encore sur la mémoire des vaincus les a suivis devant Dieu. Mais là, elle a changé de figure! Pauvres gens qui nous menacez des arrêts d'une opinion subornée par vous, si jamais vous savez un peu de catéchisme, vous saurez combien vous nous faites pitié!

En attendant, faisons notre partage dans les gloires du XVIII^e^ siècle. A vous donc Voltaire et Rousseau; à nous Patouillet et Nonotte : Christophe de Beaumont les estimait, et c'étaient de bons prêtres, qui avaient moins d'esprit que Voltaire, mais qui en avaient plus que M. Jourdan, et qui savaient mieux le français que M. Plée. A vous M^me^ de Pompadour et M^me^ du Barry : il n'y a pas à dire non, elles étaient libres penseuses, elles sont vôtres autant que *Frétillon* et *M^me^ Grégoire;* à nous Louise, Clotilde et Elisabeth de France. A nous encore Louis XVI; à vous ses juges. A vous, tous à vous, les prêtres philosophes, les prêtres apostats, les religieuses mariées; à nous les prêtres fidèles et les religieuses martyres. Prenez Rossignol et Thuriot, nous gardons Cathelineau et Lescure. Pour vous les Marseillais, à nous les Vendéens.

Je pourrais pousser plus loin ce parallèle, descendre jusqu'aux noms contemporains. Le même partage se fait en tout, se fera tant que vous vivrez et tant que nous vivrons. Vous avez vos gloires, que nous contestons;

nous avons les nôtres, que vous repoussez; et ces gloires contraires ne s'uniront jamais. Jamais Bossuet ne donnera la main à Voltaire; jamais Racine à Parny; jamais Turenne à Henriot. Il y a antipathie d'âme, d'esprit et de mœurs.

Mais de vos gloires ou des nôtres, lesquelles sont vraiment les gloires de la patrie?

Depuis le beau jour où la France apparut, première née de l'Eglise, l'épée de Clovis à la main, la main de saint Remy sur la tête, jusque vers la moitié du XVIII^e^ siècle, c'est-à-dire durant quatorze cents années, toutes ses gloires, presque sans exception, sont profondément catholiques et monarchiques; et celles qui portent le moins cet auguste caractère en sont encore trop marquées pour vous, qui datez de l'encyclopédie et de la république, qui n'êtes ni catholiques, ni monarchistes, qui rêvez tout autre chose que le trône de saint Louis et l'autel de Bossuet. Vous ne pouvez pas recevoir ces gloires, et, quoi que vous disiez, vous ne les recevez pas. Vous rejetez ce qu'elles ont cru, vous diffamez ce qu'elles ont illustré, vous voulez abolir ce qu'elles ont établi. Vous êtes condamnés à renier tout le passé de la France. Vous êtes une France nouvelle, ou plutôt une France à rebours qui rompt avec ces grands ancêtres, et qu'à leur tour les ancêtres ne connaissent pas. Vous abjurez leurs principes, vous abjurez leurs croyances, vous abjurez leur histoire ou vous la profanez; vous abjurez jusqu'à leur langue. et dans votre jargon emphatique et confus, comme en tout le reste, ce qui vous caractérise est le défaut le plus contraire à leurs qualités. Vous vivez d'emprunts faits à des plagiaires récents. Votre religion ou votre philosophie vient d'Allemagne; votre politique vient d'Angle-

terre; votre morale est encore à fabriquer; votre littérature... mais, pour avoir une littérature, il faut d'abord avoir une langue : vous ne savez pas même ce que c'est qu'une littérature. Vous prenez M. Sue et M. Dumas pour des écrivains; ce qui passe cette mesure, vous l'applaudissez sans doute, mais vous ne l'entendez plus et vous n'êtes plus en état de goûter ce qui reste de bonne littérature dans M. Béranger. J'en atteste tout ce qui sort de vos lourdes mains, et particulièrement l'article que vous aurez la simplicité d'écrire pour réfuter celui-ci. Il vous faut une littérature qui serve votre politique et qui lui ressemble : quelque chose de vulgaire et d'un peu clandestin, qui aille en bas, qui achève d'aveugler l'ignorance, qui achève d'envenimer la jalousie, qui fasse mépriser les supériorités spirituelles, haïr les supériorités sociales, détester toute subordination, perdre tout respect. Voilà pourquoi vous aimez tant Voltaire et Béranger, et encore plus M. Sue et vos autres feuilletonistes : tout ce qu'ils touchent, tout ce qu'ils gâtent, se détache de la vieille France, vient à vous, est pour vous. Vous régnez sur ces captifs de l'incrédulité religieuse, morale et civile; vous les remplissez de vos idées, ils entendent votre langue, et c'est le mépris le plus absolu qui se puisse faire de toutes les gloires du nom français.

UNE IMITATION DE L'ANTIQUE.

18 juin 1855.

La société parisienne admire au théâtre Italien une merveille que nous avons eu la curiosité de voir, et qui donne matière à réflexion. Quoique nos lecteurs prennent peu d'intérêt à ces sortes d'événements, ils me permettront de leur parler du succès de *la Ristori*, dans la tragédie d'Alfieri, intitulée *Myrrha*. Ce succès est un des signes de l'époque. Les feuilletons mettent Mme Ristori très haut, et la proclament la plus grande tragédienne du monde. Au fond de cet enthousiasme, il y a bien un peu d'envie de mortifier Mlle Rachel, « une gloire nationale » dirait le *Siècle;* mais cette tragédienne, si longtemps proclamée incomparable, a l'ingratitude de préférer l'argent de l'Amérique à l'encens de Paris. Et puis,

dit Tacite (on peut citer Tacite à propos de ces reines), nul n'est grand sans que le peuple lui donne un rival : *Populus neminem sine æmulo sinit.* Cependant le peuple des feuilletons ne se trompe pas tout-à-fait, Mme Ristori a beaucoup de talent; seulement c'est un talent moins digne d'admiration que de blâme.

Il faut parler de la pièce. Vénus, pour se venger d'une irrévérence de la reine de Chypre, trop orgueilleuse de la beauté de sa fille Myrrha, enflamme celle-ci d'une passion incestueuse, dont l'objet est son propre père. Myrrha gémit, brûle, finit par se déclarer, arrache l'épée de son père et se tue à ses yeux, au pied de la statue de Vénus. Cette abominable légende est contée dans les *Métamorphoses.* Ovide, faisant l'effrayé, a grand soin d'en étaler tout au long les abominables détails, « qui fournissent beaucoup à la poésie (1). » Myrrha eut un fils, qui fut Adonis. Touchés de ses pleurs, les dieux la changèrent en arbre. Changée en arbre, elle continua de pleurer, et ce sont ces pleurs qui forment la myrrhe, précieuse entre les parfums. Pour arriver à cette belle allégorie de la vertu du repentir, Ovide passe par d'étranges infamies. Les admirateurs des « saintes maximes » répandues dans les poètes païens, devraient bien nous dire ce qu'ils pensent du discours que la fille de Cyniras s'adresse à elle-même sur le bonheur des animaux, entre qui les liens de famille n'existent pas.

Rendons néanmoins justice à l'antiquité. S'il s'est trouvé un poète pour recueillir et pour embellir l'histoire de Myrrha, aucun n'a osé en souiller la scène. Les imitateurs de la muse païenne ont été plus hardis, et, par

(1) Expression de Racine, préface de Phèdre.

un progrès naturel et inévitable, se sont avancés plus loin dans la corruption. On aura beau célébrer cette manie de suivre les païens, la pièce d'Alfieri renverse bien des apologies.

Alfieri était contemporain de Voltaire et de Diderot, très épris de la beauté classique, très détaché de tous les préjugés chrétiens. Il avait fait des Mérope et des Alceste, des Brutus et des Timoléon, des Virginie et des Jocaste; nécessairement il devait faire aussi une Phèdre; et comme Phèdre était prise de manière à décourager même la vanité d'un poète, il prit Myrrha. Il n'était pas d'un temps ni d'une humeur à distinguer entre la témérité et la hardiesse, à croire qu'une passion incestueuse fût plus choquante qu'une autre, à considérer que déjà la Phèdre de Racine eût révolté Euripide et les Athéniens. Esprit incomplet, comme tous ceux de cette époque; dans la tragédie, émule de Campistron et de Crébillon; dans la comédie, aussi plat que Voltaire; dans la poésie lyrique, inférieur à Rousseau; pour le reste, encyclopédiste et républicain. La révolution, cependant, le rendit un peu sage, en lui prenant tout ce qu'il possédait, sauf quelques ballots de ses œuvres dramatiques nouvellement imprimées.

Si l'on retire ce qu'il a emprunté de Racine et d'Ovide, sa *Myrrha* est une paperasse de collége. Le lieu commun y coule à pleins bords. Quatre personnages entourent l'héroïne : le déplorable père, la déplorable mère, une bonne femme de nourrice, dont le modèle n'est pas pris dans Ovide, et un pauvre petit amoureux qui se perce au quatrième acte. Myrrha passe son temps à presser ces braves gens de lui donner la mort. Pour eux, leur unique occupation est de se demander : *Qu'a-t-elle?* ou de lui

demander : *Qu'as-tu?* La situation ne varie que du répugnant au ridicule. Le ridicule tragique! On est assommé de ce perpétuel gémissement sur la maladie indéchiffrable de cette grande fille, qui veut toujours mourir et qui n'essaie pas une fois de se pendre; on est révolté de cette passion infâme et absurde qui dicte à Myrrha, s'adressant à son père stupéfait, des paroles comme celles-ci :

Oh madre mia felice! almen concesso
A lei sarà... di morire... al tuo fianco!

Quand nous disons qu'on est révolté, nous parlons pour nous; devant le public ces brutalités passent parfaitement, et avec gloire.

Alfieri, toutefois, n'en a pas l'honneur. Ce qu'il a mis dans la pièce, pour son propre compte, c'est l'ennui; un ennui dense, insoutenable à la lecture. L'actrice seule fait tout passer. Elle anime cette torpeur, elle fait circuler la vie et le feu dans cette glace; mais c'est en déchirant jusqu'au dernier les voiles que le poète, malgré sa témérité, a cru nécessaire de jeter sur les horreurs du sujet. On ne voit plus la Myrrha d'Alfieri, on voit celle d'Ovide.

M^me^ Ristori a la réputation d'une personne privée fort estimable. Elle a su garder sa place dans le monde, en exerçant un art dont les adeptes, malgré tous les raisonnements et tous les relâchements, seront toujours bannis du monde. J'en conclus qu'il y a plus d'une manière d'acquérir cette qualité que Voltaire disait indispensable aux comédiens, et qu'il appelait le *diable au corps*. On ne conçoit guère qu'il soit possible d'avoir plus le diable au corps que ne l'a cette dame, dans ce rôle. Des convulsions, des spasmes, des épouvantements, des élans, des délires, des abandons où l'âme, tout-à-

fait subjuguée, se livre à sa honte et la proclame en dépit d'elle-même :

Non io favello :
Una incognita forza in me favella...

et quand la voix expire, le geste continue et achève.

Spectacle odieux, plutôt fait pour le médecin que pour l'artiste. Ce spectacle-là, on le voit dans sa perfection à la Salpétrière. Ce n'est plus de l'art, c'est de la frénésie, et les applaudissements frénétiques du public prouvent simplement que le sens moral décroît et que la barbarie monte. Si Mme Ristori, avec ce faux goût et ce réalisme grossier, est une grande tragédienne, il n'y a plus de tragédie; il faut établir des courses de taureaux sur l'emplacement où l'on récite les vers de Corneille et de Racine.

A ces violences, Mme Ristori mêle toutes sortes de recherches et de mièvreries, qui sont comme les pointes et les subtilités dans le discours; autre signe de décadence. Elle a de très belles attitudes, mais elle les multiplie; de très beaux gestes, mais qui sentent le miroir; elle met une intention sur chaque mot, presque sur chaque syllabe. Ces puérilités ne sont pas moins applaudies que les excès et les témérités contraires. Dans un certain moment où le père et la mère de Myrrha s'embrassent, mutuellement attendris sur le mystérieux malheur de leur fille et sur leur propre infortune, la tragédienne, s'enveloppant de son voile pour ne les pas voir, fait entendre le soupir d'une femme courageuse à qui l'on arrache une dent. Cette grotesque inconvenance provoque des hurlements d'enthousiasme, et les trépignements des spectateurs contraignent le triste couple à prolonger sa pan-

tomime fort longtemps. Notez que c'est un public d'élite qui juge ainsi, et non pas un ignorante populace.

J'admire la force de l'illusion dramatique et la bonne volonté du spectateur. Mme Ristori, à la vertu de qui je rends hommage, n'est pas du tout de figure à justifier l'orgueil de sa mère et la jalousie de Vénus. C'est un grand corps maigre, en pleine maturité, couronné de peu de cheveux. Quant au roi Cyniras, qui inspire cette passion folle, il faut bien qu'en effet Vénus s'en mêle, autrement la vraisemblance serait trop choquée. Le rôle de Cyniras est rempli par un gros garçon brun, de physionomie bonasse, qui ne respire que par la bouche, ce qui l'oblige à béer comme un poisson. Pour l'intelligence, c'est l'ouvrier dramatique dans toute sa brutalité; il n'a pas un mouvement ni un éclair.

Mais revenons à Mme Ristori, qui n'a que trop bien compris son personnage.

Je ne suis qu'un juge très inexpérimenté et très incompétent de l'art dramatique. Néanmoins, il me semble qu'en ceci comme en tout le reste, l'art ne consiste pas dans une servile et parfois sordide imitation de la nature; qu'il n'est pas une machine à calquer; que sa fonction n'est point de mettre en relief ce que la nature elle-même dérobe à l'œil nu et ne laisse voir qu'au microscope. Le microscope est un bandeau. L'artiste qui fait un portrait s'occupe d'y peindre la physionomie et non pas toutes les verrues et tous les poils du visage; et ceux qui n'admettent de ressemblance que là où ils retrouvent ces superfétations, n'ont jamais vu la figure humaine.

Les applaudissements qu'obtient Mme Ristori signalent donc une grande décadence du goût.

Ce ne serait rien que la décadence du goût, si la cause n'en était pas la décadence des mœurs. Le sens du beau se perd avec le sens du bien; le niveau de la moralité publique, en descendant, fait baisser le niveau de l'art, et la chute de l'art accélère ensuite celle de la moralité. Le cœur corrompu aime autrement que le cœur pur. S'il cherche encore le vrai, il le cherche dans l'ignoble. L'on faisait une très bonne et très profonde satire des romantiques, en leur prêtant cet axiome : *Le beau, c'est le laid*. Sauf de rares et incomplètes exceptions, tout ce que nous voyons dans les arts est un cruel commentaire d'une autre parole, plus sérieuse, échappée à un philosophe assez peu dévot. Il disait : *L'Eglise catholique fut une grande école de respect*. Le monde ne va plus à cette école. C'est l'absence du respect imposé à l'homme envers Dieu, envers soi-même, envers les autres, qui produit tant d'énormités, qui tourne du côté des sens, qui courbe sur la matière tout l'effort de la pensée humaine, et qui, de proche en proche, détruisant la notion du devoir, détruit aussi le sens du beau. Le sens du beau n'est plus qu'une sorte de phénomène au fond de quelques âmes, où il reste sans cause apparente, et même en dépit d'une foule de causes très actives de destruction. Ainsi l'actrice au-dessus de laquelle on élève, injustement selon moi, M^me^ Ristori, n'est pas célèbre par ses qualités domestiques; mais elle a bien plus le sens du beau, et si elle jouait Myrrha, elle y mettrait de la pudeur. Parfois, au milieu des villes saccagées, se dressent des monuments de leur ancienne gloire, que la flamme et les barbares ont laissés debout : le peuple les regarde d'un œil stupide, sans les comprendre, sans les admirer.

Nous n'accusons personne; il n'y a presque plus per-

sonne à accuser. Le mal existe, il est plus ancien que la génération qu'il humilie et qu'il ronge; et ceux mêmes qui l'ont commis à l'origine en ignoraient probablement la malignité et la durée. La Rochefoucault dit très philosophiquement qu'*il n'y a guère d'homme assez habile pour connaître tout le mal qu'il fait;* ajoutons, ni assez pervers, s'il le connaissait, pour le vouloir faire. Mais c'est un moment redoutable que celui où le mal se fait sans qu'on se le propose, sans qu'on le soupçonne; où il est regardé comme une chose indifférente, applaudi comme un progrès. Combien d'honnêtes chefs de famille, pères et mères, venus à ce spectacle avec leurs enfants pour leur donner une bonne leçon de prononciation italienne, y assistent sans embarras, se retirent sans scrupule, et s'endorment aussi émerveillés du talent de l'actrice, que l'actrice elle-même peut être charmée de leurs applaudissements! C'est l'innocence de la Cafrerie.

Si l'on veut connaître tout le chemin que nous avons parcouru depuis la grande époque de la France, il faut relire la *Phèdre* de Racine et les discussions auxquelles elle donna lieu. Malgré l'appui de Boileau et le suffrage inattendu des jansénistes, Phèdre, attaquée du côté de la morale, ne sortit point de là aussi victorieuse qu'elle le fut des sottes cabales de Pradon. Racine s'était vanté qu'il n'y avait point de crime ni de criminel qu'il ne sût rendre intéressant. On lui reprocha d'avoir trop réussi. En vain, moins sincère dans sa préface, il prétendit n'avoir « jamais fait de pièce où la vertu soit plus mise en jour. » Phèdre, lui dit-on, cède à sa passion et se complaît à en faire des peintures éloquentes; elle souffre les conseils d'Œnone; elle s'abandonne jusqu'à se déclarer à Hippolyte; enfin, apprenant qu'Hippolyte

aime Aricie, elle étouffe par jalousie le bon mouvement qui la portait à le justifier : Phèdre n'est point vertueuse. On ajoutait qu'il y a des passions dont la peinture est dangereuse irrémédiablement, parce que les lois mêmes de l'art obligent d'en déguiser l'horreur et d'attirer la pitié sur ce qui ne mérite que l'exécration. Quelque spéculateur peut-être condamnera Phèdre ; aucun ne la peut haïr. Or, pour la plupart des hommes, ce qui leur paraît aimable est innocent. Quant au châtiment dont ces passions sont suivies, il ne saurait alarmer des consciences déjà vaincues ; et tout au contraire la passion en reçoit une parure de malheur ou d'audace qui achève sa victoire. Tant que le crime reste à commettre et la passion à assouvir, le remords est léger. On n'y croit pas. D'ailleurs, point de remords pour la vertu. Si Phèdre est vertueuse, il ne faut pas parler de châtiment et de remords ; il faut dire qu'il y a des passions fatales, auxquelles nulle force de l'âme ne peut résister. Ce fut l'avis du patriarche des jansénistes, Arnauld, à qui Despréaux, dans l'intérêt de Racine, avait su faire entendre que les Jésuites blâmaient la morale de Phèdre. « Il n'y a rien à » reprendre au caractère de Phèdre, disait-il, puisqu'il » nous donne cette grande leçon que, lorsqu'en puni- » tion de fautes précédentes, Dieu nous abandonne à » nous-même et à la perversité de notre cœur, il n'est » point d'excès où nous ne puissions nous porter, *même* » *en les détestant.* » Cette décision fit rire. On trouva que ce n'était point assez, pour justifier Phèdre, d'y montrer la preuve des cinq propositions. Il est probable que Racine se rendit aux réflexions de ses adversaires, et que ce grand homme, devenu pénitent, n'excepta point sa Phèdre du nombre des chefs-d'œuvre qu'il

regrettait d'avoir écrits. Mais qu'eût-il pensé, qu'eussent pensé ses contemporains, de la *Phèdre* et de la Champmeslé qui font en ce moment pleurer ou plutôt applaudir tout le haut Paris?

J'ai dit que ce sujet eût fait reculer les Anciens. A force d'imiter les muses antiques, les nôtres sont devenues pires, et c'est tout ce qu'elles peuvent y gagner. La Phèdre d'Euripide, moins intéressante peut-être que celle de Racine, est certainement plus vertueuse. Elle lutte véritablement contre la fatalité, elle combat une déesse. Elle est écrasée, elle n'est pas vaincue. Sans consentir un instant au crime, par une mort volontaire elle met son honneur à l'abri des persécutions de Vénus. « Tu t'envoles comme un oiseau du séjour des hommes, dit Thésée; tu t'élances d'une aile rapide dans la demeure de Pluton. »

Cette fatalité inexorable, les païens la concevaient et l'adoraient, tout en lui résistant. Quand les chrétiens la mettent sur la scène, elle insulte à la vérité du Christianisme; elle tourne en outrages contre le Dieu de miséricorde et de vérité ces effroyables histoires que les païens se racontaient pour s'exciter à la crainte envers leurs effroyables dieux, et peut-être aussi pour s'absoudre de leur être soumis.

Les dieux sont les personnages obligés de toutes les actions tragiques; eux-mêmes y combattent pour la satisfaction de leur orgueil plus qu'humain et tout-à-fait infernal. Ils s'entretuent des adorateurs, ne pouvant autrement se blesser. Le sujet de la Phèdre ou plutôt de l'Hippolyte d'Euripide, est la rivalité de Diane et de Vénus. Les statues des deux déesses, placées sur la scène, sont les vrais personnages du drame.

Vénus veut se venger d'Hippolyte, parce qu'il est chaste et n'adore que Diane. Diane n'est pas favorable à Phèdre, qui, sans le vouloir, penche pour Vénus. Neptune, quoique père de Thésée, nourrit au fond du cœur quelque ressentiment pour ce héros, qui l'a lié par un serment : il ne refusera pas de seconder les complots de Vénus; pour rabattre l'orgueil de son fils, il tuera son petit-fils. Au sommet de l'Olympe, Jupiter, le maître des dieux, regarde ces passe-temps et les protége. Diane, apparaissant à Thésée lorsqu'on apporte Hippolyte mourant, lui dit : « Les dieux ne se nuisent pas les uns aux » autres. Notre loi est de nous laisser mutuellement sa- » tisfaire nos désirs sans que personne y mette obstacle. » Si la crainte de Jupiter ne m'eût retenue, me crois-tu » assez lâche pour avoir laissé périr misérablement le » plus fidèle de mes serviteurs? » Donc, à cause de sa chasteté, Hippolyte sera puni de mort par le concours de Neptune, son grand-père; et Phèdre, innocente envers Vénus, puisqu'elle n'a pas refusé d'aimer, innocente envers Diane, puisqu'elle n'a pas trahi la foi conjugale, sera déchirée par les furies et périra de sa propre main. Ainsi l'exigent les trames de Vénus contre Hippolyte : « Phèdre (c'est Vénus qui parle dans le prologue) mourra » aussi. La pitié que mérite son malheur ne prévaudra » pas en moi sur le désir de la vengeance. Peu m'im- » porte que Phèdre meure, pourvu que mes amis appren- » nent qu'on ne m'outrage pas impunément. Ma gloire » m'est plus chère que la vie de Phèdre. » Tels étaient les dieux des Grecs. Dans la pièce, le Chœur, énumérant quelques-unes des victimes de la déesse, dit à son tour : « Le souffle de Vénus excite de tous côtés des » orages. Comme l'abeille pompe le suc des fleurs, Vénus

» dévore la substance des hommes. » Euripide, mari plus affligé que Molière, savait que Vénus ne dédaignait pas de troubler les ménages bourgeois (1), et, pour s'en plaindre, il quittait le ton tragique en pleine tragédie. Hippolyte, ayant reçu les confidences d'Œnone, s'abandonne à une tirade digne de Gros-René : « O Jupiter, » pourquoi as-tu donné l'existence à ce sexe perfide! Si » tu voulais propager la race des mortels, ne pouvais-tu » trouver une autre manière de peupler le monde? N'eût- » il pas mieux valu pour les hommes porter dans les » temples des dieux du fer, de l'airain et de l'or, et en » acheter, chacun selon ses facultés, les moyens de mul- » tiplier sa famille. » Malgré cette *charge*, qui marque que les *éternels modèles du goût* manquaient parfois de goût, la tragédie suit son cours, la terreur augmente, l'implacable Vénus en vient à ses fins : Phèdre se tue, Hippolyte meurt.

Les gens qui croyaient à de tels dieux pouvaient dire : *C'est Vénus tout entière à sa proie attachée.* Cette parole avait un sens pour les Grecs. Dans le Christianisme, elle insulte également à l'âme humaine et à la Divinité. Mais, par une sublime protestation en faveur des vérités dont l'humanité avait perdu la trace et dont elle attendait le retour, Euripide, et en général tous les poètes, nous montrent les hommes meilleurs que les dieux. Vénus tue et ne triomphe pas. Phèdre résiste, Hippolyte reste fidèle à la chaste Diane. L'âme du drame est là. Les dieux se plaisent à déchirer le cœur de l'homme, ils luttent pour en arracher la vertu ; l'homme conserve la vertu malgré les dieux. A la fin de l'Hippolyte, Diane

(1) Il eut deux femmes.

elle-même tire cette moralité, fort peu dévote. La déesse honore la vertu d'Hippolyte, loue la résistance de Phèdre et excuse l'emportement de Thésée; elle ne condamne que les dieux :

HIPPOLYTE.

Ton chasseur, ton fidèle, ô déesse, n'est plus!

DIANE.

Il n'est plus, ce vaillant, chaste entre mes élus!

HIPPOLYTE.

Je menais tes coursiers, j'honorais tes images,
Et je meurs?...

DIANE.

De Vénus, ce sont là les outrages.
La perfide Vénus a tout fait. Tu péris
Pour avoir dédaigné les autels de Cypris.

HIPPOLYTE.

Je reconnais sa haine à ces maux, à ces crimes.
La déesse aujourd'hui s'immole trois victimes...

DIANE.

Phèdre, ton père et toi.

HIPPOLYTE.

Je plains mon père,

THÉSÉE.

Hélas!

DIANE.

Ton père fut trompé; ne le condamne pas

THÉSÉE.

Conjurés contre moi dans leurs desseins terribles,
Les dieux m'avaient ôté la raison.

HIPPOLYTE.

Dieux horribles!
Que puissent les mortels, maîtres enfin du sort,
A leur tour vous haïr et vous jeter la mort!

DIANE.

Arrête et calme-toi. Dans les sombres demeures,
Un autre te suivra, puisqu'il faut que tu meures.
De l'injuste Vénus, ma main te vengera :
Son plus cher favori, son Adonis mourra.
Encore un jour ! Percé d'un trait inévitable,
Il teindra de son sang les ronces et le sable.
Ni Vénus ni l'Amour ne rouvriront ses yeux.
Vénus saura qu'il est des dieux contre les dieux.
Pour toi, cher malheureux, j'aurai soin de ta gloire.
Les vierges de Trézène honorant ta mémoire,
Sur ta tombe viendront jeter, avant l'hymen,
Leurs beaux cheveux tranchés d'une pieuse main ;
Et leurs chants répétés dans la Grèce affligée,
Feront revivre et Phèdre et toi. (*A Thésée.*) Roi, fils d'Egée,
O père infortuné, prends ton fils dans tes bras.
Plus à plaindre que lui, car sans lui tu vivras !
Par l'amour paternel, de ses instants suprêmes
Adoucis la rigueur. Il t'aimait, et tu l'aimes.
Pardonne-toi sa mort ; qu'il te pardonne aussi.
L'implacable Vénus seule a tout fait ici ;
Et sous vos pieds sa ruse a creusé cet abîme :
Il faut excuser ceux qu'un dieu conduit au crime.

La déesse remonte aux cieux pour ne pas souiller ses yeux du spectacle de la mort ; Hippolyte expire en absolvant son père, et Thésée termine la pièce par une sorte d'imprécation contre la cruelle Vénus. Dans Racine, Phèdre, si faible à la tentation et si tendre à ses propres complaintes ; Thésée, si facilement trompé ; Hippolyte, si froidement amoureux, sont loin d'avoir la même grandeur. Phèdre a beau décrire avec une incomparable éloquence la fatalité qui l'accable, on sent qu'elle n'y croit pas, et le spectateur n'y croit pas davantage. Elle n'est accablée que de sa passion, contre laquelle elle lutte mollement. Mais, sans cette faiblesse, il n'y aurait ni in-

térêt pour le spectateur, ni matière pour le drame. Phèdre n'est intéressante que si elle est coupable; et, pour qu'étant coupable elle ne devienne pas odieuse, il faut qu'au mépris du Christianisme, on suppose à la passion l'empire absolu, la force supérieure à tout, que possédait la Fatalité antique : « O Vénus, tu triomphes » des dieux et des hommes, et l'enfant ailé qui t'accom- » pagne partage ta victoire! Cupidon voltige sur la terre » et sur l'onde. Armé d'un arc d'or, il dompte les hôtes » féroces des montagnes, les monstres de la mer, et tout » ce qui respire sur cette vaste enceinte que le soleil » éclaire. O Vénus, tu es la seule divinité à qui le monde » entier rende hommage (1)! »

Quand un homme de génie répète ou paraphrase ces pensées au milieu d'un siècle chrétien, ce n'est que de la poésie, ce n'est qu'un ingénieux écho de la muse antique. Tout le monde sait encore qu'il y a une eau lustrale pour éteindre les feux de Vénus et que la puissance divine est le secours de l'homme contre les embûches de Satan. Cette poésie, néanmoins, ne laisse pas de prédisposer l'homme à écouter davantage le secret instinct déposé au fond de sa nature, qui veut que la passion soit invincible et que toute résistance échoue fatalement. L'homme ne lutte guère sans quelque regret d'être libre, sans quelque crainte d'obtenir le secours qu'il demande, sans quelque désir enveloppé de succomber. Cependant, le jour qui venait du Christ baisse peu à peu. Les voies du mal s'élargissent, des chants plus hardis s'élèvent, la passion multiplie ses problèmes autour de toutes les obscurités de l'esprit et de toutes les défaillances du cœur :

(1) Hippolyte.

elle est parée, elle est honorée, elle est adorée, elle règne; la nuit s'épaissit dans les intelligences à qui nulle lumière du ciel n'est plus montrée; et enfin, des poètes brutaux viennent étaler sur la scène les crimes les plus affreux, l'adultère, le parricide, l'inceste, comme des actions que la Divinité ou commande, ou ignore, ou ne peut pas empêcher, et dont l'homme lui-même ne se punit que dans l'intérêt du drame, et par un reste des préjugés dont sa raison doit s'affranchir.

LA GUERRE D'ORIENT.

I.

MENACES DE L'AVENIR.

18 juin 1853.

I. Donoso Cortès nous écrivait de Madrid, le 11 avril 1850 :

« Je proteste contre ce rôle de voyant que l'on veut me faire jouer. Je n'ai pas annoncé la dernière catastrophe du monde ; j'ai dit simplement tout haut ce que chacun dit tout bas : les choses vont mal ; si elles suivent ce train, nous aboutirons à un cataclysme. L'homme pourrait se sauver, qui en doute? mais c'est à condition de le vouloir, et il me semble qu'il ne le veut pas. Eh bien! si l'homme ne veut pas se sauver, je crois que Dieu ne le sauvera pas malgré lui. »

Les raisons qui portaient Donoso Cortès à croire que l'homme et la société ne voulaient pas se sauver, ou ne le voudraient pas par des efforts assez généreux, peuvent ne plus paraître aussi évidentes qu'il y a trois ans; elles n'ont pas cessé d'exister. Malgré l'initiative hardie qui a rétabli l'ordre matériel, il est trop clair que la société ne vit pas d'une vie normale; l'amélioration dont elle se réjouit est due à des causes artificielles plutôt qu'à la force de son tempérament. On ne peut l'étudier sans appréhender une rechute, à moins d'un miracle que les hommes d'Etat, surtout les plus confiants, paraissent incapables d'opérer.

Pour sauver le monde, écrit un critique de Donoso Cortès, il *ne faut que les moyens ordinaires de la Providence : de grands papes, de grands princes, de grands saints.*

Ces moyens ordinaires de la Providences ne sont pas les moyens ordinaires de l'humanité. Donoso Cortès ne doutait point que Dieu ne les pût employer, et surtout ne prétendait pas qu'il en fallût de plus puissants. Quand il disait que le mal triomphe naturellement du bien et n'est vaincu que par une action directe, personnelle et souveraine de Dieu, il n'entendait nullement ce que personne ne peut entendre, c'est-à-dire que Dieu, qui en réalité est toujours là, y dût être toujours visible à tous les yeux, combattant de sa personne. Non; Dieu envoie ses saints, pleins de son esprit, assistés de la force nécessaire pour persévérer et mourir, investis, s'il le faut, du don des miracles, et c'est assez, comme nous l'apprend l'histoire.

Mais c'est assez, ne l'oublions pas, pour soutenir la lutte; c'est assez pour obtenir, après de longues et san-

glantes campagnes, un de ces [illegible]mphes, un de ces répits durant lesquels le peuple chrétien se repose à l'abri de quelque calvaire formé d'ossements de martyrs; ce n'est pas assez pour obtenir la victoire définitive. Celle-là n'est pas réservée aux chrétiens. Ils seront vaincus dans cette dernière bataille qui précédera le dernier jour; la vérité ne triomphera que par l'intervention directe, personnelle, souveraine de Jésus-Christ; le Fils de Dieu viendra et vaincra tout seul.

Si nous sommes loin ou près de ce dénouement; si, entre le combat d'aujourd'hui et ce dernier combat, il y en aura peu ou beaucoup d'autres, nous l'ignorons tous. Donoso Cortès croyait seulement qu'à travers ces alternatives de succès et de revers, le mal, quoiqu'il puisse être vaincu plusieurs fois encore, ira grossissant son armée; et que le bien, quoiqu'il puisse être plusieurs fois encore vainqueur, sentira progressivement s'affaiblir sa sève, son ardeur, sa vertu, aura par conséquent de plus en plus besoin de cette assistance surhumaine qui n'est pas encore, si l'on veut parler rigoureusement, l'intervention directe de Dieu, mais qui déjà n'est plus l'œuvre et le fait de l'homme. Qu'importe que le bras de Dieu ne paraisse pas si l'on voit son ombre?

Quelles sont, au juste, les forces respectives du mal et du bien? Autre problème, autre secret! A les peser aux balances de la simple raison, le mal l'emporte. Son armée est immense; le premier cri de guerre, surtout le premier avantage, en décuplerait le nombre et l'audace. Voyez par combien de points la société est vulnérable, quels remparts démantelés et vingt fois franchis elle oppose à ses destructeurs, et comme tout cela n'est en vérité qu'une poussière! Sans doute, mû par des prières

plus puissantes que toutes les iniquités humaines, Dieu peut tout changer; et, dans cette balance du mal et du bien, le seul poids d'un saint fera descendre le plateau qui monte. Mais ce sera un miracle. Le monde en a besoin; Dieu le fera-t-il? Il le fera si les destinées de l'humanité ne sont point accomplies.

Dans tous les cas, un miracle même ne nous sauvera pas sans catastrophes. Ces grands saints, nous les appelons *grands* non-seulement parce qu'ils sont le sel quotidien de la terre, mais parce qu'ils viennent avec une mission expresse, à longs intervalles, pour réparer d'immenses désordres par des travaux immenses. Or, ils n'ont pas coutume de paraître uniquement en conciliateurs, le rameau d'olivier à la main. Ils sont aussi généraux d'armée; ils conduisent une guerre, ils prêchent la pénitence et ils l'apportent. Leur œuvre ne consiste pas tout entière à relever des ruines; des ruines aussi doivent être faites par eux. Soit qu'ils aient mission de délivrer le peuple de Dieu pressé et accablé d'ennemis, soit qu'ils le mènent aux agrandissements et aux conquêtes, ils ébranlent et transforment le monde.

L'œuvre de salut semble moins que jamais pouvoir aujourd'hui s'accomplir pacifiquement. Il y a une barbarie et une idôlatrie nouvelles sur la terre; nouvelles du moins depuis la régénération du genre humain par le sang de Jésus-Christ. La barbarie savante a créé des moyens d'oppression inouïs. L'idolâtrie des jouissances matérielles affaiblit le petit nombre de ceux qui les possèdent autant qu'elle affame ceux qui ne les possèdent pas. Une incrédulité vraiment sauvage, non-seulement à l'égard des doctrines religieuses, mais à l'égard des doctrines purement humaines, se cache sous le vernis

des conventions sociales et des conventions politiques. On sacrifie tout à la fortune, à l'avancement, au bien-être. Dans nos dernières révolutions, on n'a guère vu de martyrs volontaires et de héros de constance que pour des dogmes qui font horreur. Un égoïsme absolu, poussé jusqu'au plus cynique mépris de l'opinion et de soi-même, et du dévouement pour le mal, voilà le caractère saillant de la civilisation présente. Il apparaît même parmi les chrétiens. Leur vertu est bien morne, bien tiède; ils aiment bien leurs aises et leur repos; ils sont bien froids pour toutes les œuvres de zèle qui ne portent pas le masque blafard de la philanthropie, ils s'en déclarent quelquefois bien importunés! Que fera-t-on de ces hommes? Dieu leur a donné Pie IX; et qu'ont-ils donné à Pie IX? Que lui auraient-ils donné surtout si la Providence n'avait pas lié visiblement la cause du Pape à celle de l'ordre politique européen? Ils laissent tout faire à Dieu; mais si Dieu ne veut pas tout faire?

Quel regard assez perçant, se promenant sur le monde, peut y découvrir l'armée du saint qui sauvera le monde? Dieu suscitera sans doute l'armée lorsqu'il suscitera le saint. Aujourd'hui, il n'y a que deux armées dans le monde, deux armées destinées à se confondre; celle de Mazzini et celle de l'empereur Nicolas.

Il est bon de réfléchir; il ne faut pas attendre un miracle sans le demander, sans s'efforcer de le mériter. On le demandera d'autant mieux, on s'efforcera d'autant plus de l'obtenir que l'on connaîtra davantage le péril. Hélas! le péril ne disparaîtra pas, ne diminuera pas, parce que nous refusons de le voir!

Tournons les yeux vers ce grand empire de Russie, qui sera demain l'empire d'Orient. Là un crime formi-

dable, accompli avec une infernale sagesse, crie au ciel vengeance contre l'Europe qui le permet. Là on immole une église catholique; là, comme conséquence immédiate de ce crime, une politique qui n'a rien de chrétien, rien même d'européen, vraie politique de calife, disposera souverainement de l'enthousiasme fanatique d'innombrables barbares. C'est là que doivent regarder ceux qui, après les dernières convulsions de l'Europe civilisée, comptent encore sur la douceur de ses mœurs, la sagesse de ses hommes d'Etat, la force de ses gouvernements, et croient que Dieu ne voudra pas détruire un si bel ouvrage.

Loin de craindre la Russie, beaucoup de gens espèrent en elle. Ils n'ont pas étudié sa politique à l'égard des catholiques. Le chef actuel du gouvernement russe peut partager l'erreur qui voit en lui l'ennemi et le vainqueur du socialisme; cette erreur ne change rien à la nature des choses. Entre le despotisme moscovite et le socialisme européen, il existe une affinité profonde. Chacun de leur côté ils agissent de la même manière et l'un pour l'autre; un jour ils n'auront qu'une seule et même action.

Quand l'heure sera venue; quand, d'une part, le socialisme aura détruit ce qu'il doit naturellement détruire, c'est-à-dire les armées permanentes par la guerre civile, la propriété par les confiscations, la famille par les mœurs et par les lois; et quand, d'une autre part, le despotisme moscovite aura grandi et se sera fortifié comme il doit naturellement se fortifier et grandir, alors le despotisme absorbera le socialisme, et le socialisme s'incarnera dans le Czar; ces deux effrayantes créations du génie du mal se complèteront l'une par l'autre. Après

avoir donné au Czar ses alliés les plus utiles, le socialisme, qui n'a ni Dieu ni patrie, lui fournira ses plus impitoyables instruments. On sait déjà ce qu'ils savent faire l'un sans l'autre; on le voit en Suisse et en Pologne. Tous deux ont déclaré la guerre à l'Eglise de Jésus-Christ; maîtres du monde, ils écraseront le monde d'une chaîne que les âmes porteront comme les corps, et rien de semblable ne sera vu sur la terre. Les socialistes aideront le Czar à traquer la conscience, qui est la liberté, dans son dernier refuge. Ils lui dénonceront toute pensée assez fière pour ne pas l'adorer, et lui, leur donnera sous ses pieds cette égalité de la dégradation qui est le rêve et le supplice de leur envie.

Si Dieu n'y met ordre, ainsi sera châtié l'orgueil de la civilisation moderne; ainsi gémiront sous le joug de l'homme ces titans de la science et de la raison humaines, qui ont entrepris de secouer le joug de Dieu. Les malheureux! ils croient, quand nous essayons de leur montrer l'abîme, que nous en voulons à leur liberté! Ils sauront ce qu'ils ont perdu, criminellement et sottement perdu, lorsque, voyant persécuter l'Eglise, ils ont dit: A quoi bon défendre cette vieille et gênante institution? Elle nous a créés, elle nous a donné la liberté et la science; mais nous sommes grands et forts, et nous pouvons bien marcher sans son appui. Désormais, au lieu de nous aider, elle nous entrave. Elle a vécu sa vie, laissons-la périr.

Ils sauront que, par ce conseil ingrat et lâche, ils ont démantelé la forteresse de la civilisation, répandu partout le poison des guerres civiles, tari dans chaque peuple en particulier la source du patriotisme national, et préparé dans l'Europe entière l'extinction du patriotisme

chrétien. Au moyen âge, les princes de l'Europe, sous l'inspiration des saints, portaient les frontières de l'Europe et du Christianisme jusqu'au-delà des mers, sur le sol de l'ennemi. Notre siècle verra peut-être et verra sans étonnement des princes soi-disant chrétiens, guider dans le cœur de l'Europe des armées d'infidèles qui viendront y établir le despotisme anti-chrétien. Ils auront ce spectacle, ces savants et ces politiques qui, aujourd'hui encore, laisseraient avec joie Rome tomber au pouvoir des bandes socialistes. Mais alors ils connaîtront enfin la vérité; ils sauront que, par l'abandon des croyances divines, ils se sont avilis eux-mêmes, sinon jusqu'à devenir des suppôts de la tyrannie, du moins jusqu'à la subir ignoblement. Les meilleurs, jetant un regard humilié sur la gloire des derniers martyrs, trembleront que quelque valet de police, accouru des bords de la Néwa, ne les accuse d'admirer en secret ceux qui confesseront encore Dieu et la patrie.

Ce sera là ce despotisme sans pareil que prévoyait Donoso Cortès : sans pareil, parce qu'il s'exercera sur une société tombée des hauteurs de l'Evangile, et qu'aucune civilisation n'avait encore permis à l'orgueil humain de se précipiter d'un si noble sommet; sans pareil aussi, parce que, d'une part, l'amollissement universel des courages, et de l'autre, les développements inexorables des moyens matériels de gouvernement concourront pour rendre toute résistance générale impossible. A peine quelques têtes isolées se dresseront et provoqueront noblement la mort. Elles ne la provoqueront pas longtemps. Entre la main du despote et le cœur de la victime, il y aura en vain l'immensité de l'empire : la colère du maître pourra tuer comme la foudre; l'élec-

tricité portera les sentences, et le bourreau répondra le jour même qu'elles sont exécutées. Des académies des sciences indiqueront, devineront, fabriqueront ce qui pourrait manquer dans la perfection de l'esclavage.

Et, pour que toute l'Europe en vienne là, que faut-il?

« Il faut que la Révolution, après avoir dissous la société, dissolve les armées permanentes; en second lieu, que le socialisme, dépouillant les propriétaires, éteigne le patriotisme, parce qu'un propriétaire dépouillé n'est pas, ne peut pas être patriote : en effet, dès que la question a été poussée jusqu'à ce terme, jusqu'à cette angoisse, tout patriotisme meurt au cœur de l'homme. En troisième lieu, il faut que se réalise la confédération de tous les peuples slaves sous l'influence et le protectorat de la Russie. Les nations slaves comptent 80 millions d'habitants. Eh bien! lorsque la Révolution aura détruit en Europe les armées permanentes, lorsque les révolutions socialistes auront éteint le patriotisme en Europe, lorsqu'à l'orient de l'Europe se sera accomplie la grande confédération des peuples slaves, lorsque, dans l'Occident, il n'y aura plus que deux armées, celle des spoliés et celle des spoliateurs, alors l'heure de la Russie sonnera... (1). »

Ce ne sont là que des conjectures, sans doute; mais ces conjectures n'ont rien de contraire à la foi, rien de contraire à la raison, rien de contraire aux enseignements de l'histoire. Le colosse qui épouvante les regards de l'homme d'Etat peut crouler en une heure au souffle de Dieu; les plaies profondes qui rongent l'Europe peuvent, si Dieu le veut, se cicatriser promptement. Dieu a fait guérissables les nations de la terre. Nous savons comment elles peuvent guérir, et l'exemple de Ninive permet aux coupables d'espérer encore, même quand l'arrêt est rendu, même quand il est signifié. Dieu enverra pour nous guérir de grands Papes, de grands princes, de grands saints..... Conjectures aussi! conjec-

(1) Donoso Cortès, *Discours sur la situation générale de l'Europe*.

tures plus consolantes, certainement; mais pourtant conjectures.

Le plus assuré est de ne point mépriser les avertissements que Dieu nous donne par la voix des hommes de foi et de génie. Ecoutons-les surtout lorsqu'ils nous pressent de rétablir en nous et hors de nous la plénitude de la vie chrétienne. Demandons à Dieu, sans relâche, miséricorde pour le monde; prions-le constamment d'accorder force, lumière et courage à ceux qui recevront la rude et glorieuse tâche de se dévouer, de combattre et de périr pour le salut du monde. Le monde ne se sauvera point sans martyrs.

9 août 1853.

II. Si les dernières nouvelles sont exactes, l'affaire entre la Russie et la Turquie, ou plutôt entre la Russie et l'Europe, est conclue comme il était trop visible qu'elle se conclurait. La Russie triomphe. Le sultan n'est plus que le locataire du czar, et pour un bail très court; le royaume de Grèce devient l'Etat de Monaco de l'Orient; l'Autriche tombe au rang de protégée; les autres grandes nations, n'ayant pu empêcher ce résultat, apprennent qu'une puissance qui semblait n'être encore que rivale, était déjà et se savait prépondérante.

La Russie avance à pas de géant sur une route que les fautes de l'Europe lui ont aplanie. Elle ne s'arrêtera un moment que pour se remettre bientôt en marche. Elle ne craint pas que l'on contemple sa force et que l'on étudie ses projets. Quel besoin a-t-elle qu'on les ignore? Constantinople était hier son but, il devient son moyen. La Russie obtient tous les bénéfices de la guerre, parce

que l'Europe veut trop la paix. La Russie s'appartient. Elle a une tête qui commande, des membres qui obéissent; elle est une monarchie. Dans le reste du monde, il n'y a, sous différents noms, que des républiques. La Russie ne dépend ni des marchands, ni des écrivains, ni des joueurs de bourse; ses ministres, ses ambassadeurs, ses généraux n'ont point de fonds placés à l'étranger, ne s'inquiètent pas que leur fermeté fasse fléchir la rente. Voilà pourquoi la Russie avance et le reste recule. Elle arrive à Constantinople sans brûler une amorce, en dépit de l'Europe pleine de soldats, riche en vaisseaux, savante en tactique, mais qui ne veut pas faire des cartouches avec les pages du grand-livre. Une pareille conquête, ainsi accomplie, permet à la Russie de ne plus accepter de bornes à son ambition, de n'en plus mettre à ses espérances. Un peuple vieux et sage, et déjà rassasié de gloire, se laisserait enivrer à ce succès éclatant. Où ne montera pas l'orgueil du Russe, qui n'était, hier encore, dans la famille européenne, qu'un nouveau venu et qu'un barbare, le dernier par les sciences, par les lettres, par l'éclat militaire, et qui se sent le plus fort? Certes, l'Europe aurait besoin qu'il eût des vertus! Mais ce nouveau venu, ce barbare, est l'élève de la politique et de la civilisation modernes : elles lui ont laissé tous ses vices, il a pris tous les leurs. Le voilà grand, et son éducation est faite; la politique et la civilisation modernes vont en goûter les fruits.

Deux choses renaissent et s'unissent, qui préparent à l'Europe de mauvais jours : l'une est le schisme, l'autre est le khalifat. La Russie à Constantinople, c'est l'esprit de Photius avec le bras de Mahomet II.

Si l'on veut connaître la question d'Orient, la vraie

question d'Orient, il faut remonter à ces deux hommes. L'orgueil astucieux de l'un, l'orgueil sauvage de l'autre, la haine infernale de tous deux contre l'Eglise de Jésus-Christ et contre le monde catholique, voilà ce qu'il faut étudier pour comprendre ce que prépare à l'Europe la prépondérance de la Russie, pour savoir comment cette puissance monstrueuse défait et recompose la carte politique et religieuse du monde.

Dans une lutte de neuf siècles, depuis le pape Nicolas Ier, qui excommunie Photius, jusqu'à Sobieski, roi de Pologne, qui détruit sous les murs de Vienne la dernière grande armée des successeurs de Mahomet, l'Europe latine avait vaincu Constantinople, d'abord le siége de l'empire anti-catholique, devenu comme naturellement le siége de l'empire anti-chrétien. Flétri par la science, ruiné par les anathèmes, renversé par les croisades, totalement écrasé et avili par les Turcs, dont le triomphe lui avait semblé préférable à la reconciliation que lui offrait l'Eglise universelle, le schisme était devenu la religion misérable de l'ignorance et de l'esclavage. Bientôt énervé et abruti à son tour, blessé à Lépante, battu à Vienne, cerné, démembré, appauvri, subissant chaque jour davantage la loi qui condamne l'islamisme à une incurable stupidité, le khalifat avait fini par s'endormir, le bâton à la main, au milieu de ce qui lui restait encore d'esclaves, les sachant trop lâches pour le désarmer pendant son sommeil.

Mais, pendant que la vie se retirait de cet ennemi, autrefois si redouté, l'Europe, perdue de richesse, de littérature, d'impiété, de plaisirs, ne voyait pas ou ne voulait pas voir grandir à ses portes, dans la félonie de Photius, ce knez de Moscovie qui devenait en même

temps roi et pontife, qui prenait tout pouvoir dans son Eglise comme il l'avait dans son empire, et qui, en se bâtissant une capitale sur les boues de la Néwa, faisait entendre qu'il avait des sujets à Constantinople et à Varsovie. Il prit la Pologne, il se mit à dévorer un peuple catholique. Le Pape leva au ciel ses mains impuissantes; le fainéant débauché qui souillait la couronne de saint Louis étouffa un gémissement de honte; le reste de l'Europe était complice. Devinant à ce trait quel ennemi nouveau se dressait contre le Christ, l'ignoble bande des faux philosophes français, menée par Voltaire, se répandit en serviles adulations devant la Sémiramis de mauvais lieu qui entamait la république chrétienne sur son plus héroïque rempart. Depuis ce coup, la Russie n'a cessé de marcher au milieu des succès et des hommages. Par un dessein de Dieu, tout a secondé sa fortune. Ceux qui se croient les rivaux de Dieu ne sont que ses instruments; Dieu veut bien qu'ils grandissent : la Russie a donc grandi par la faute et pour la punition de l'Europe qui s'est tout entière employée à sa grandeur.

Et maintenant la Russie nous apparaît avec sa noblesse incrédule et son peuple fanatique, avec ses généraux savants et ses soldats barbares; avec son empereur qui goûte nos vaudevilles et qui est le grand-prêtre, le Dieu visible de soixante millions de croyants qu'il appelle ses *saints*, auxquels il parle le langage des croisades, qu'il remue en promettant de leur faire entendre la messe dans Sainte-Sophie. Voilà le nouveau khalifat, brutal comme Pierre-le-Grand, civilisé comme Machiavel, obéi comme Mahomet, aussi savant que nous, aussi disert que nous, plus fort que nous, pouvant à la fois commander et séduire, à la fois rompre et corrompre,

ayant à sa disposition des supplices, des sophismes et de l'or.

Il regarde l'Europe, et la voit divisée partout. Entre les nations, des antipathies insensées ou des alliances contre nature : la France et l'Autriche, toutes deux catholiques, se refusant toutes deux à un accord dont l'une et l'autre ont besoin, et offrant la main, celle-ci à la Prusse, celle-là à l'Angleterre. Le patriotisme européen complétement éteint, parce que la politique et l'hérésie ont détruit le patriotisme catholique. Dans chaque nation en particulier, le patriotisme local affaibli, sinon ruiné tout-à-fait, par les haines de parti, par la lèpre des idées révolutionnaires, par l'affaiblissement des croyances religieuses : le peuple à qui on a ôté sa foi antique, on lui a ôté véritablement la patrie; les trois quarts des hommes n'ont plus rien à défendre sur une terre dont ils ne vénèrent plus les autels et les tombeaux. Nous sommes dans un temps, disait dernièrement un philosophe chrétien, où l'homme est comme *déraciné* (1). Oui, hélas! déraciné, arraché du sol, ne tenant plus par aucune fibre à sa nationalité de religion et de patrie; frère, suivant l'opinion qu'il s'est faite et suivant l'intérêt qui l'occupe, de l'anglais, de l'italien, du russe, mais aussi volontiers ennemi de ses frères de langue, de sang et de baptême; citoyen du monde entier, mais non plus citoyen de sa terre natale; adorateur, ici de la force, là de la révolte, presque partout du succès, mais ici, là et partout infidèle à son Dieu. Tel est l'homme du XIX^e^ siècle dans l'Europe entière. Il flotte de doctrine en doctrine, il court de jouissance en jouissance, incertain et lâche, même lorsqu'il est bon. Il se demande si, après tout,

(1) M. Saint-Bonnet, *Mémoire sur l'affaiblissement de la raison.*

n'ayant d'autre Dieu que lui-même, il a une autre patrie que le monde? Il ne tient plus au passé, devant lui il ne sent plus l'avenir, il est déraciné. C'est cette poussière qui tiendra devant l'ouragan de fer et de feu qui s'avance compact de l'Orient, poussé par le fanatisme de la conquête?... Ah! si Dieu ne fait pas quelque coup de sa droite, s'il ne suscite pas un homme dans l'Europe épuisée, nous touchons à l'heure des ignominies, et elle sonnera pour longtemps!

Nous espérons encore; nous espérons que la France, fût-elle seule dans le monde et voulût-elle s'oublier, se souviendra d'elle-même. Pas plus qu'une autre nation, sans doute, elle ne manque d'esprits courts et timides, ou misérablement captivés par les erreurs ou par les passions anti-religieuses : ils lui diront que la paix ne saurait être achetée trop cher, qu'il n'importe pas beaucoup qu'il y ait une seconde papauté à Constantinople, et qu'enfin rien n'est perdu si l'on conserve le commerce et les arts. Mais la France ne pourra pas, ne voudra pas acheter la paix au prix que l'orgueil russe, exalté par ces bassesses y mettra. Il ne sera pas possible à la France d'ignorer longtemps que le schisme oriental, quelque succès que Dieu lui permette d'obtenir, eût-il pu atteindre un moment la tiare, objet de sa jalousie éternelle, croira n'avoir rien fait tant qu'il n'aura pas brisé l'épée de Clovis.

La France se lèvera. Puisse-t-elle ne pas trop attendre! Puisse-t-elle ne pas voir bientôt que Dieu lui offre une occasion de se rajeunir, de se purifier, de retremper avec elle toute l'Europe dans une de ces guerres vraiment justes, vraiment saintes, qui relèvent les peuples et sacrent une dynastie.

Par les croisades, l'Europe fut sauvée non-seulement de l'islamisme, mais d'elle-même. Elle était comme aujourd'hui, pleine de troubles, de factions, de révoltes, dévorée de sectes anti-sociales. Il y a des plaies dont on ne peut guérir les peuples qu'en précipitant leur énergie vers de glorieux périls. Ce torrent de mauvaises passions devint le fleuve des croisades, qui, roulant beaucoup de fange et beaucoup d'or pur, alla se tarir sur la pierre du saint Sépulcre, après avoir creusé entre l'Europe et l'Orient un abîme que l'islamisme n'a pas franchi.

Le schisme grec est l'islamisme de notre temps. Entre l'Europe et lui, puisse la France avoir encore une fois la gloire de creuser l'abîme! Elle se sauvera elle-même, et elle sera récompensée des peuples et de Dieu.

Que si le bras de la France est énervé et son bon sens épuisé comme ses vertus, et que tout notre espoir soit désormais dans nos diplomates; les générations voltairiennes ne mourront pas sans avoir vu l'un des plus grands châtiments de l'orgueil philosophique, et elles en recevront leur part. Après avoir fait tout ce qu'elles ont pu pour secouer et ruiner à jamais le pouvoir spirituel du vicaire de Jésus-Christ, elles mourront sujettes du vicaire de Satan. Elles pourront comparer la papauté qu'elles ont voulu détruire et celle qu'elles ont voulu créer : elles verront ce que c'est qu'un Pape militaire, qui a pour légats des généraux, pour missionnaires des cosaques, pour Dieu son propre orgueil; et elles seront chassées de l'histoire et de la vie à coups de fouet.

Dieu ensuite achèvera son œuvre. La vérité seule est éternelle.

II.

LES DEUX EMPEREURS.

I.

NAPOLÉON III.

3 mars 1854.

Le discours de l'Empereur pour l'ouverture de la session a le caractère de tout ce qui vient de cet esprit vigoureux : simple, mâle, clair, il ne laisse dans la situation aucune obscurité, dans les esprits aucune incertitude. Le mérite particulier de l'homme y est assurément pour beaucoup; mais l'avantage du régime est de laisser à ce mérite toute sa valeur, de le dispenser de louvoyer entre les partis, de lui assurer une action prompte, de lui permettre un langage qui raffermit l'opinion dans le moment même où il annonce tout ce qui peut le plus fortement l'émouvoir. Ainsi se tournent vers l'action, à l'instant opportun, les forces qui se perdraient inutilement et fatalement dans la discussion. Nos affaires ne sont pas seulement mieux faites, nous y voyons encore plus clair. Point de vaines parades, point de clameurs

sur la place publique, point de sophismes pour embarrasser les esprits. Ce n'est pas un parti, c'est le pays qui fait la guerre. Il la fait sans injures, sans déclamation. Que l'on imagine une pareille occurrence sous nos anciens gouvernements de tribune et de journaux, même en dehors des complications de cette mauvaise année : nous serions plus près d'avoir la révolution chez nous que d'aller chercher en Orient la victoire et la paix.

Une résolution prompte, une conduite à la fois énergique et prudente, les bons procédés de notre côté aussi manifestement que le bon droit, toutes les garanties possibles d'un résultat heureux, et l'honneur de marcher à la tête de l'Europe dans cette grande entreprise, telle est la situation. La France n'en a pas eu de meilleure depuis longtemps; c'est ainsi qu'elle devait tirer l'épée.

La postérité remerciera l'empereur Napoléon d'avoir vu les dangers dont la Russie menace la civilisation latine, et de ne les avoir pas laissés grandir. L'humanité ne lui doit pas moins de reconnaissance pour avoir su écarter de cette guerre l'intérêt révolutionnaire. Deux gouvernements, en Europe, pouvaient se servir de l'intérêt révolutionnaire au dehors, sans le craindre immédiatement chez eux · la Russie, parce que l'esprit de révolution ne l'a pas encore atteinte assez profondément; la France, parce que ce même esprit, satisfait de ses conquêtes en Italie et en Allemagne, n'aurait pas osé ni peut-être voulu la troubler, au risque de s'attirer une répression terrible. L'empereur de Russie n'a point reculé devant les formidables éventualités du soulèvement révolutionnaire; il les a au contraire comptées parmi ses avantages. L'empereur Napoléon a réuni toutes les na-

tions européennes dans une alliance qui les garantit contre la Révolution autant que contre la Russie. C'est la belle politique française et chrétienne, qui méprise les profits particuliers dans l'intérêt commun, qui croit avoir assez gagné quand elle a servi la justice, qui se tient assez payée lorsqu'elle remporte l'honneur. En même temps qu'il n'y a point de conduite plus digne, il n'y a point non plus de calcul plus sage; la justice élève les nations, et Dieu leur donne par récompense ce qu'elles ont su dédaigner par probité.

Entrons donc avec confiance dans cette guerre, malgré les maux inévitables qu'elle apporte et les deuils qu'elle prépare. C'est une calamité, sans doute; mais le succès de la politique russe eût été un désastre. L'empereur de Russie à Constantinople, ce ne serait pas la ruine de l'islamisme, qui s'en va et qui mourra, comme force religieuse, du secours que nous lui donnons; ce serait la prépondérance assurée d'un anti-catholicisme bien autrement redoutable que l'islamisme ne l'est maintenant et ne le sera désormais; ce serait le sabre de Mahomet dans la main de Photius. L'ennemi de l'Eglise, l'ennemi de la civilisation chrétienne, c'est le Russe. L'empereur Nicolas a renouvelé de nos jours les actes les plus odieux des persécuteurs païens. Ce prétendu protecteur des chrétiens d'Orient a fait périr sous le fouet, a enterré dans les neiges de la Sibérie, a livré aux balles des montagnards du Caucase des milliers de martyrs; le zèle infâme de ses bourreaux a fait apostasier des diocèses tout entiers. Voilà trente ans qu'il insulte au sang de Jésus-Christ, et que l'épouvantable patience de la justice divine l'enivre de prospérités. A présent, son heure est venue, et l'Europe qu'il maîtrisait et qu'il séduisait est croisée

contre lui. Il s'agit bien des Turcs! Nous allons voir la justice de Dieu (1).

II.

NICOLAS Ier.

5 mars 1854.

A travers la remarquable dignité de la forme, la réponse de l'empereur de Russie à la lettre de S. M. l'empereur Napoléon, montre combien le signataire sent déjà le poids de la responsabilité qu'il a encourue. Il cherche à se justifier devant l'Europe, irritée de son agression toute gratuite et contrainte par lui de lui faire la guerre. Dans ce but, il avance des sophismes qui ne tromperont pas même l'opinion complaisante de la Russie. Qui croira que l'intérêt religieux est le seul qui l'anime, que ce zèle pour l'orthodoxie grecque est sincère; que les priviléges des chrétiens de sa communion, en Orient, étaient menacés? Quand a-t-il pu penser qu'aucun tribunal, diplomatique ou autre, lui aurait reconnu le droit d'interpréter seul des traités dont quatre autres souverains étaient signataires et garants?

L'empereur de Russie peut-il consentir à dire que ces complications ne viennent pas de lui, lorsqu'il est si clairement établi, devant toute l'Europe, que son prétexte, l'affaire dite des *Lieux-Saints*, n'a été pour les Grecs l'occasion d'aucun préjudice, et que la France, protec-

(1) Cet article a été reproduit dans le *Moniteur*.

trice des Latins de Jérusalem, s'y est montrée presque plus conciliante que ne le voulaient ses droits et sa fierté ?

Comment se résigne-t-il encore à avancer que la présence de la France et de l'Angleterre dans les eaux de Salamine a seule envenimé la question, quand sa propre armée avait déjà franchi le Pruth, et quand son insistance, après les éclaircissements donnés sur l'affaire des Lieux-Saints, dénonçait si clairement ses volontés ? Fallait-il qu'il pût tout préparer, jusqu'au moment où personne ne pourrait plus l'empêcher de tout faire ?

Comment, enfin, un si grand monarque ne rougit-il pas d'équivoquer sur les paroles si claires de l'empereur Napoléon, au sujet des commentaires explicatifs de Saint-Pétersbourg touchant la note de Vienne ? Il fait observer que ces commentaires si positifs n'ont eu lieu qu'après le rejet de la note par le Divan. Cela est vrai ; mais, dans la lettre à laquelle le Czar prétend répondre, l'empereur Napoléon dit que les commentaires russes, vérifiant et justifiant les répugnances de la Turquie pour cette note, ont empêché les quatre Puissances d'*insister sur son adoption pure et simple*, et il ajoute ces mots, qui seront dans la suite des siècles, comme aujourd'hui, le résumé impartial de l'histoire : « De son côté, la Porte » avait proposé au projet de note des modifications que » les quatre puissances ne trouvèrent pas inacceptables. » Elles n'ont pas eu l'agrément de Votre Majesté. Alors » la Porte, blessée dans sa dignité, menacée dans son » indépendance, obérée par les efforts déjà faits pour » opposer une armée à celle de Votre Majesté, a mieux » aimé déclarer la guerre que de rester dans cet état » d'incertitude et d'abaissement. Elle avait réclamé notre

» appui; sa cause nous paraissait juste; les escadres an-
» glaise et française reçurent l'ordre de mouiller dans
» le Bosphore. — Notre attitude vis-à-vis de la Turquie
» était protectrice, mais passive. Nous ne l'encouragions
» pas à la guerre. Nous faisions sans cesse parvenir à
» l'oreille du Sultan des conseils de paix et de modéra-
» tion, persuadés que c'était le moyen d'arriver à un
» accord, et les quatre puissances s'entendirent de nou-
» veau pour soumettre à Votre Majesté d'autres proposi-
» tions. » Voilà la vérité vraie, à laquelle le petit sub-terfuge de l'empereur Nicolas ne répond point.

Ces habiletés, il faut le dire, sont un des traits accoutumés de la politique russe : elle est hardie au sophisme, et ne dédaigne jamais de l'employer. Dans ses chancelleries, les traités deviennent des piéges; mais on s'étonne que le souverain lui-même mette officiellement la main à ces falsifications.

C'est la loi vengeresse qui pèse sur l'injustice. Même lorsqu'elle a la force et le succès, elle est encore condamnée à l'hypocrisie; et cette plaie honteuse l'avertit, en dépit de son orgueil, du peu de solidité de sa fausse grandeur.

Au fond, la lettre de l'empereur Nicolas se réduit à dire que l'Europe, particulièrement la France et l'Angleterre, devaient s'en rapporter à sa parole, lui laisser faire ce qu'il voulait, abandonner la Turquie à ses propres forces, c'est-à-dire la livrer purement à sa discrétion. Alors l'empereur de Russie, écoutant ses mouvements magnanimes, aurait pu se contenter d'avoir un vassal à Constantinople et d'y régner en simple suzerain. Il aurait fait cette concession aux alarmes de l'Europe. L'amour qu'il a pour la paix, sa modération, l'obéis-

sance et la patience de la Russie, lui eussent facilité ce grand sacrifice!

Dieu merci, il s'est trop mépris sur la France et sur l'homme qui préside à ses destinées!

Il s'en aperçoit, et de là vient ce dernier effort pour abuser l'opinion. Trop engagé pour reculer, il veut se faire absoudre, au moins par son pays, des périls dans lesquels il jette l'Europe, périls dont la Russie supportera la plus lourde part. Pour se tirer pacifiquement de cette situation formidable, il y devrait laisser au moins son orgueil. Il ne s'y résignera pas : ce souverain est un persécuteur de l'Eglise; c'est par l'orgueil que Dieu perd les hommes qui s'élèvent contre lui. L'empereur de Russie persévérera : il faut quelque grande chute où le monde voie la main de Dieu.

Ce persécuteur lui-même, par la guerre qu'il provoque et le caractère religieux qu'il s'obstine à lui donner, suscite une véritable croisade, dont le résultat probable sera la destruction de l'islamisme comme puissance anti-chrétienne et l'affaiblissement, peut-être décisif, du schisme grec, plus redoutable aujourd'hui qu'il ne le fut jamais. Voilà où cette affaire aboutit, en dépit ou à l'insu de ceux mêmes qui la conduisent. Le plus grand mouvement des temps modernes aura pour point de départ, comme au moyen âge, le tombeau de Jésus-Christ. Plaise à Dieu qu'il en sorte encore une fois la résurrection du monde, c'est-à-dire la libération et l'accroissement de l'Eglise! Plaise à Dieu que la France, après avoir cette fois encore la première avancé son épée, retournant contre l'empereur de Russie, et à meilleur titre, les prétentions qu'il met en avant, lui dise : Vous tenez sous l'oppression la plus dure quatorze millions de chré-

tiens catholiques : la France ne peut tolérer plus longtemps leur supplice; qu'ils soient libres par ma victoire : c'est ma part du butin.

III.

CHUTE DE SÉBASTOPOL.

Je reproduis cet article écrit sur le faux bruit qui s'était répandu de la prise de Sébastopol. Dieu n'a pas voulu que la victoire fût si prompte; il a ajouté à la gloire de la France en lui imposant de plus longs travaux. On doit, néanmoins, remarquer que Sébastopol aurait, en effet, succombé en peu de jours si Saint-Arnaud avait vécu. Les défenseurs eux-mêmes de la ville l'ont avoué. Il ne fallait qu'un coup d'audace et de génie. Il y a été suppléé par dix-huit mois d'héroïsme. Je n'ai pas besoin d'effacer ce qui est dit de la faiblesse des Russes. Le monde et la France n'ont eu que trop à revenir sur cette première impression.

2 octobre 1854.

Le *Moniteur* donne, sous toutes réserves, les heureuses et grandes nouvelles qui sont arrivées hier.

La prise de Sébastopol est donc un fait à peu près certain, quoique non encore officiel. C'est la chute de la

grandeur russe, c'est une victoire pour la France, une victoire pour la civilisation, une victoire pour l'Eglise. Grâces soient rendues à Dieu! Le schisme grec, si audacieux naguère, reçoit de ce coup une blessure profonde, peut-être mortelle. Il se voyait au terme de ses desseins; il entrait dans une carrière de faciles triomphes; il s'était construit deux repaires inexpugnables, d'où il menaçait le monde latin et tenait sous le joug le monde oriental; ses volontés pesaient orgueilleusement dans le conseil des nations : il croule, il est tombé. Sa chute étonne la terre, et ses vainqueurs eux-mêmes en sont surpris. On croyait qu'il tiendrait plus longtemps. Son arrogance avait donné de lui une idée plus haute. C'est à peine s'il honore sa défaite. Il n'est pas vaincu, il est dissipé. Il laisse aux mains des vainqueurs sa ville forte, ses vaisseaux, ses approvisionnements, ses soldats et sa gloire. Comme sa doctrine, comme sa politique, son courage n'était-il encore qu'un mensonge?

L'histoire de la campagne dont nous ne connaissons encore que le premier résultat, fera de plus en plus admirer l'esprit qui a conçu cette vaste entreprise, le génie qui en a formé le plan, la volonté qui, presque seule, dans sa tranquille énergie, loin du théâtre de la guerre, en a bravé les obstacles. C'est sur l'ordre formel de l'Empeur qu'on a passé outre, affrontant les maladies, les périls de la mer, les forces d'un ennemi dont on ne connaissait pas la faiblesse et dont on ne pouvait prévoir l'aveuglement. Telle est la confiance que donne la justice aux cœurs assez grands pour l'aimer et pour la défendre : ils comptent sur l'assistance du Dieu des armées, qui est aussi le Dieu de la justice. Ainsi fut livrée et gagnée témérairement cette autre bataille de la chrétienté, la

bataille de Lépante, dont la prise de Sébastopol est presque l'anniversaire.

Mais si grande que l'on fasse ici la part des hommes, il y faudra voir la main de Dieu, la main qui écrase les superbes. Elle a voulu paraître; il faut la voir.

D'un côté, le protecteur de l'Eglise; de l'autre, son persécuteur; d'un côté, l'homme simple et bon, le grand homme qui a rétabli le Vicaire de Jésus-Christ sur son siége; de l'autre, le despote fastueux et cauteleux qui, par un odieux abus de la force et par un plus odieux mépris des traités, a ravi à l'Eglise plusieurs millions d'âmes en un seul coup. L'un a ouvert les lèvres du prêtre jusque dans les régiments, l'autre les a fermées jusque dans les temples; l'un a fondé ou assisté de sa main libérale un nombre considérable d'établissements religieux, l'autre a dépouillé, renversé et profané par centaines les monastères et les églises; l'un a appelé dans le Sénat les princes du sanctuaire, l'autre a divisé les prêtres en deux parts : ceux-ci pour ses antichambres, ceux-là pour la Sibérie. Pour le premier, des bénédictions libres s'élèvent tous les jours de l'autel libre; pour le second, les malédictions de l'innocent sont murmurées tous les jours au fond des mines et des cachots.

Ils étaient en présence, les armes à la main. Après des négociations où le bon droit avait apporté la modération et la franchise, et que l'orgueil et l'astuce ont rendues inutiles, ils en appelaient au jugement de Dieu.

Le jugement de Dieu ne s'est pas fait attendre. Tout s'est tourné contre ce puissant qui, pendant plus d'un quart de siècle, dans la plénitude d'un pouvoir et d'une force incomparables, a pu mûrir les projets immenses dont le monde admire le prodigieux avortement.

Sa sagesse l'a trompé, son orgueil l'a trompé, sa politique l'a trompé. Il a été trompé par la confiance que lui inspirait sa force la plus certaine, il s'est embarrassé dans ses mensonges les plus savants, il a été blessé par les gouvernements qui voulaient peut-être le secourir. Il comptait sur les éléments comme sur un rempart plus assuré que le granit de ses forteresses : les éléments l'ont laissé vaincre. Il comptait sur les périls du climat : en effet, la peste a traversé nos camps, mais elle s'est établie dans les siens.

Il n'y a pas encore deux ans, lorsqu'il donnait à l'un de ses agents une mission hautaine, que celui-ci rendait insolente, l'empereur de toutes les Russies s'embarrassait peu de la France; et, d'une certaine manière, il avait raison. La France, si docile sous Louis-Philippe, se remettait à peine de ses discordes intestines. L'homme nouveau qui la gouvernait, Napoléon III, empereur par la grâce de Dieu, mais empereur de la veille, était-ce là l'antagoniste du czar, du plus ancien souverain de l'Europe, de l'allié de la maison d'Autriche et de la maison de Brandebourg, du protecteur de tant d'autres maisons souveraines, de l'arbitre des cabinets, du Pape ou plutôt du Dieu greco-slave, en qui tant de sages voyaient la pierre angulaire de l'ordre européen, et qui, entouré de huit cent mille soldats et de soixante millions de sujets, régnait absolu derrière ces mers inaccessibles et ces formidables distances où avait péri la fortune du premier Napoléon? Que pouvait contre lui le nouveau chef de la France? Avait-il des trésors? avait-il des soldats? où étaient ses flottes? et, s'il attaquait la Russie, que ferait-il de la Révolution chez lui et autour de lui?

Aucun politique alors n'aurait cru à l'alliance de la

France et de l'Angleterre, et deviné qu'on verrait à la fois dans la Baltique et dans la Mer Noire ces deux drapeaux unis, le français et l'anglais, Napoléon régnant! Aucun n'aurait cru que la pensée même en pût naître aux Tuileries, autrement que dans les rêves d'une nuit d'angoisse. Et tout à coup ce rêve a été la réalité.

L'alliance faite, l'empereur de Russie n'y a pas voulu croire. Pour dissoudre ce noble pacte, il a essayé de viles séductions. En repoussant ses avances, on lui offre encore la paix, et certes à des conditions larges et bonnes pour lui; son orgueil la refuse. Il se hâte, il profite du temps, il viole les traités, il s'engage sur le territoire turc. Là, l'ennemi qu'il méprisait lui tient tête, l'humilie, le châtie, le chasse; ses soldats se retirent comme des larrons, emportant des hardes et laissant des drapeaux.

Les hésitations des puissances allemandes l'ont perdu en voulant le ménager. Si l'Autriche et la Prusse s'étaient prononcées plus vite et plus nettement, il aurait cédé sans doute et conservé au moins quelque prestige. En tous cas, il n'aurait pas fait cette désastreuse expédition de la Valachie. Mais Dieu voulait enfin le punir.

Il avait mis son espoir dans la science moderne. Quant à l'art militaire, la Russie pouvait paraître une puissance civilisée. Il croyait avoir de l'artillerie, des fortifications, toutes les ressources de l'esprit militaire; il croyait avoir des soldats qui défendraient le drapeau comme on le défend ailleurs, là où le drapeau est le signe de la patrie. Il a vu la différence de l'esprit servile et de l'esprit militaire; de la science qui se développe naturellement chez les peuples libres et de celle qu'on implante par ukase chez les peuples esclaves (1), de la discipline du soldat et

(1) Il faut dire que la science n'a brillé d'aucun côté dans la guerre.

de l'obéissance de l'automate. Il a vu les Français et les Anglais enlever à la baïonnette ses forts si savamment construits ; il a vu cette garnison, qui devait s'ensevelir sous les ruines de Sébastopol, non-seulement ne pas chercher la mort, mais, chose inconcevable et presque inouïe, demander la captivité.

Ainsi s'affaisse et tombe comme paralysé ce géant, ce colosse qui effrayait le monde. Le voilà par terre, ruiné en une campagne. Tout lui manque à la fois, et personne maintenant ne serait surpris qu'il s'abandonnât lui-même.

La situation du czar, si abaissée devant le monde européen, devient en effet très difficile en Russie même. Le gouvernement despotique n'est possible que dans des conditions où ce prince n'est plus placé. Un roi peut être malheureux, un despote a besoin d'être invincible. Le czar vaincu sentira tout le premier, nous l'espérons, à quoi ses malheurs l'obligent, et la main de fer qu'il appuyait sur ses sujets catholiques s'amollira. Au besoin, sans doute, la France et l'Angleterre auront la noble inspiration d'en faire un des articles du traité de paix. L'empereur de Russie a commencé la guerre sous prétexte de protéger ses co-religionnaires les chrétiens d'Orient, but qui sera atteint par ses vainqueurs beaucoup mieux et beaucoup plus largement qu'il ne l'eût été par lui-même : il est digne de l'empereur des Français de vouloir que l'un des résultats de cette guerre soit la liberté de ses co-religionnaires les catholiques de Russie.

Chacune de ces armées si savantes a eu un homme de génie devant lequel ont disparu les talents d'école. Le génie de Saint-Arnaud avait vu comment on pouvait emporter la place, le génie de Totleben a vu comment on pouvait la défendre.

Que ce soit là son sublime trophée! Que, dans la Russie même, un *Te Deum* éternel célèbre la victoire que Dieu a donnée à Napoléon, empereur des Français!

IV.

LE MARÉCHAL SAINT-ARNAUD.

9 octobre 1854.

Une profonde affliction vient se mêler à la joie que répandent les glorieuses nouvelles de la Crimée. Dieu a pris une grande victime. Le héros de cette prodigieuse campagne a cessé de vivre. Les navires qui nous apportaient ses bulletins si vaillants et si pleins d'une ardeur guerrière, sont suivis de celui qui nous ramène son corps inanimé. Il décrivait la bataille comme il l'avait gagnée, du même souffle ardent et puissant, et c'était son dernier soupir. On le savait malade, affaibli, miné par de cruelles souffrances; mais qui eût pensé que la mort était là, si près, et qu'un homme pût à ce point la voir et l'oublier, ou plutôt lui commander d'attendre!

Il calculait ses approches, il sentait ses étreintes; à force de volonté il lui arrachait quelques jours, quelques heures. Quels jours et quelles heures! Les jours de l'ar-

rivée en Crimée, les heures de la bataille de l'Alma! C'est au dernier terme d'une maladie de langueur, lorsque la vie fuyait de ce corps épuisé et secoué par des crises terribles, comme l'eau fuit d'une main tremblante, c'est dans cet état qu'il organisait cette expédition incomparable, qu'il en bravait les périls, qu'il en surmontait les obstacles, qu'il plantait son drapeau sur le sol ennemi, qu'il restait douze heures à cheval, qu'il donnait à la France une victoire, qu'il dictait ces ordres du jour et ces rapports aussi beaux que son triomphe, qu'il investissait Sébastopol, qu'il disait à ses soldats : Vous y serez bientôt!

Il s'arrête là, aux portes de Sébastopol investi, au milieu de l'ennemi défait, comme s'il avait dit à la mort : Maintenant, tu peux venir.

Une immense admiration tempère la douleur publique. On regrette le maréchal, on ne peut le plaindre. Cette fin est si belle après ce mâle combat contre la mort présente et inévitable, après ce grand service rendu à la civilisation, après ces récits héroïques! Il meurt sous les regards du monde, frappant un de ces coups d'épée qui comptent dans la vie des empires; trois nations inclinent sur sa tombe leurs drapeaux reconnaissants; et une quatrième qui croyait, la veille encore, dominer toutes les autres, se souviendra de lui au jour qui marque le déclin de ses destinées. Entre la Turquie qui se relève pour affranchir l'Eglise et la Russie qui s'écroule pour la délivrer, sur ces flots qui furent aussi son champ de bataille et dont les caprices terribles n'ont pas étonné son courage, il meurt dans l'un des plus vastes linceuls où la victoire ait enveloppé ses favoris.

C'est assez pour la gloire humaine, et ceux qui n'en

connaissent et n'en désirent point d'autre peuvent trouver que le maréchal de Saint-Arnaud a été comblé.

Mais son âme était plus grande et ses désirs plus hauts, et, en le retirant pour quelques heures des soucis du commandement et du bruit des armes, la Providence lui a donné ce que sans doute il lui demandait : le temps d'humilier son cœur.

Ce grand général était un humble et fervent chrétien.

La calomnie qui s'attache si aisément aux hommes politiques, avait oublié ses services militaires en Algérie pour ne se souvenir que de son rôle au 2 décembre, rôle dont sa gloire n'a pas à demander pardon. Mais, sans vouloir entrer dans aucune contestation à cet égard, que l'on sache seulement, pour juger l'homme, qu'un an après le coup d'Etat, l'empire étant proclamé et établi, Saint-Arnaud, maréchal de France, ministre, grand écuyer de l'Empereur, au faîte et dans l'enivrement dangereux de toutes les prospérités, se tourna vers Dieu, non pour obtenir la santé, mais pour mourir en chrétien.

Il avait une de ces natures sincères et franches qui ne fuient pas la vérité lorsqu'elles la voient, et qui ne craignent pas de la suivre. C'était durant son séjour à Hyères. Il fit venir chez lui le digne curé de cette ville, et, sans chercher de circonlocutions ni de détours, devant tous ceux qui étaient là, il lui dit simplement qu'il voulait se confesser. Le bon prêtre, surpris, tombe à genoux et rend grâce à Dieu, qui daigne aussi parler au cœur des puissants du monde. Le maréchal, trop malade encore pour quitter sa chambre, fit ses Pâques chez lui, sans mystère, en présence de ses officiers, de toute sa maison, faisant venir jusqu'au soldat qui était de planton à sa porte.

Tel il avait été dans cette première occasion, tel il continua d'être. Guéri contre toute attente, rendu aux affaires, il ne négligea plus ses devoirs de chrétien ; il les remplit comme il faut les remplir dans ces hautes situations où l'homme a, de plus que le commun des fidèles, le devoir de l'exemple.

Que pourrions-nous ajouter qui fût digne de nos respects, de notre admiration, de nos regrets, de nos espérances? Il n'est plus, mais il a servi son pays et honoré Dieu; ses œuvres lui ouvrent la porte de l'histoire, et sa foi celle de l'éternité.

V.

LA GUERRE.

27 décembre 1854.

Périclès, célébrant les morts de la guerre du Péloponèse, s'excusait de chercher à louer par des paroles des héros assez loués par leurs actions : et nous, que dirons-nous donc de nos héros? Sur la valeur des guerriers athéniens, il fondait le plus bel éloge d'Athènes : et nous, que dirons-nous de la patrie qui montre à tout l'univers de pareils guerriers? L'ardeur militaire n'est plus la première de leurs vertus; ils savent élever plus haut leur

constance, et cette armée, si solide et si brave, étonne encore l'ennemi par son humanité. Spectacle dont on ne peut se taire, et dont on hésite à parler! S'il s'agit des hommes, ils dépassent la louange; s'il s'agit des choses, elles dépassent l'imagination, et l'on éprouve comme un enivrement de la grandeur que les uns et les autres promettent à la patrie.

Que de nouveautés capitales! que de germes puissants jetés à pleines mains! Nous traversons une de ces époques rares où la main de Dieu, habituellement cachée dans les choses humaines, se découvre et travaille, pour ainsi dire, aux yeux de tous, suscitant les hommes, précipitant les événements, multipliant les prodiges. Ou plutôt — car Dieu ne fait rien avec hâte, et ce que l'on appelle l'*imprévu* n'est que la lente maturité de ses conseils, — Dieu fait aboutir enfin sa justice et sa miséricorde; il exécute à l'heure marquée ses décrets. Il élève, il abaisse, il pardonne, il punit. Au temps opportun, le vent souffle pour faire tomber le fruit mûr, pour emporter la semence et la répandre dans l'espace qu'elle doit couvrir, pour abattre la force insolente, pour ranimer la mèche qui fume encore. Après que le roc a été longtemps miné par la mer, l'orage lui donne l'assaut et l'arrache dans un effort terrible, quand sa masse se croyait encore affermie pour jamais. D'un côté, la mesure de l'expiation est pleine; de l'autre, celle de l'iniquité est au comble. Varsovie tressaille d'espérance et Saint-Pétersbourg d'angoisse. Encore quatre cents ans, disait Dieu aux enfants d'Abraham, qui lui demandaient vengeance des Amorrhéens; laissez-les accomplir leur iniquité!

Voilà le spectacle du monde. Au premier aspect, ce ne sont que catastrophes soudaines; regardons mieux, nous

ne verrons que destins accomplis. L'imprévu arrive par des routes tracées à l'avance et n'est que l'aboutissement naturel d'un long travail. Rien n'était visible, tout était prêt. Vingt peuples divers, et parmi ces peuples des milliers d'hommes, travaillaient à leur insu sur le plan divin, faisant chacun à part une pièce nécessaire du moule où la main de Dieu coule en brûlante fusion la masse des choses humaines. L'heure est venue, les ouvriers sont convoqués : bon gré mal gré ils arrivent, chacun apportant son œuvre prête, dont tous ignoraient ou méconnaissaient le but. Bon gré mal gré, ils concourent. Ce qu'hier aucun ne voulait, aujourd'hui chacun le veut, ou, sans le vouloir, le fait. Mais l'instrument principal que Dieu emploie, la volonté ardente, la voix persuasive, le fer bien trempé qui brille comme l'éclair dans ce chaos ordonné, c'est l'instrument qu'on lui vit en tous ces grands mouvements du monde : la voilà hors du fourreau, l'épée des Francs, sacrée à Reims pour les œuvres de Dieu, l'épée toujours vengeresse et toujours libératrice, et qui remplit encore sa mission même lorsqu'elle l'ignore, même lorsqu'elle la récuse! *Gesta Dei per Francos.*

Sainte guerre, toute pleine de sacrifices qui, plus ils sont grands, mieux ils sont consentis! Guerre qui nous tire nous-mêmes de la triple fange des intrigues, des vils plaisirs et des séditions, pour nous ouvrir les plus nobles champs de l'activité humaine! Guerre où la charité ne fait pas moins de conquêtes que le fer; où nos prêtres et nos religieuses, triomphant sur le théâtre de mort que la peste leur dresse au milieu du champ de bataille, aussi admirables que nos soldats, deviennent pour les alliés, comme pour l'ennemi lui-même, l'arme qu'ils

nous envient le plus et qu'ils désespèrent davantage de pouvoir imiter!

Oui, quand les journaux nous apportent ces merveilleux récits de bataillons enfoncés, de redoutes emportées, de sanglants travaux invinciblement poussés à travers tant de périls; quand nos prêtres et nos Sœurs de charité sont à leur tranchée dans les hôpitaux et dans les ambulances de terre et de mer, nous voyons le tableau tout entier : la fumée ne nous cache pas le sang, et nous savons que l'éclat dont nos drapeaux se couronnent a pour ombre cruelle le deuil des familles. Alma, Inkermann, Sébastopol, noms illustres, sources de larmes!

Hic matres miseræque nurus, hic cara sororum
Pectora mœrentum.. ..

Mais du cœur de ceux qui tombent et du cœur de ceux qui les ont perdus, nous entendons aussi s'élever vers Dieu la puissante voix de la prière; et quels fléaux ne peut pas détourner la prière qui porte de tels dons! Mères, consolez-vous; nous sommes en un temps où vos enfants pouvaient autrement mourir; vous surtout, mères chrétiennes, car ils meurent chrétiens, leur noble sang efface bien des souillures, répare bien des offenses! Et toi, patrie, ne regrette pas ces sacrifices : la justice divine pouvait t'en demander de plus grands et qui seraient moins féconds! Ce ne sont plus là les meurtres odieux et les blessures envenimées que fait la guerre civile; ce sang ne coule pas pour alimenter, pour irriter le feu de nos discordes intérieures; il pourrait plutôt les éteindre; il nous rassemble dans les mêmes sentiments de douleur, de respect et d'admiration.

Il n'y a rien de plus beau, rien de plus salutaire, aucune leçon plus utile ne pouvait être donnée au monde que le spectacle de ces armées, cette émulation de courage, de dévouement, d'immolations généreuses. L'air où, depuis longues années, respirait le genre humain se purifie. Nous avons vu tant de misères morales, lu tant de livres, écouté tant de discours, il a été fait tant de serments! Tant d'effrontés acteurs en tous genres sur la scène du monde, uniquement occupés de leur argent, de leurs vanités, de leurs jouissances, ont mis en circulation tant de maximes funestes! Il était temps qu'il vînt des héros pour montrer qu'il restait, et en grand nombre, des âmes dont le sens divin n'est pas ébranlé. « Cette » âme plongée dans le corps, dit Bossuet, ne faut-il pas » qu'elle ait découvert intérieurement une beauté bien » exquise dans ce qui s'appelle devoir, pour oser assurer » qu'elle doit s'exposer sans crainte, qu'il faut s'exposer » même avec joie à des fatigues immenses, à des douleurs » incroyables et à une mort assurée pour les amis, pour » la patrie, pour le prince, pour les autels? Et n'est-ce » pas une espèce de miracle que ces maximes constantes » de courage, de probité, de justice ne pouvant jamais » être abolies, je ne dis pas par le temps, mais par un » usage contraire, il y ait, pour le bonheur du genre » humain, beaucoup moins de personnes qui les décrient » tout-à-fait qu'il n'y en a qui les pratiquent parfaite- » ment? »

Nous avons ici nos plaies; nous avons nos hommes de lucre, nos sophistes, nos ambitieux et nos impies, tribu redoutable attachée aux flancs de toutes les sociétés, féconde et puissante surtout dans les sociétés modernes. Mais là-bas, au feu, quelle abnégation, quelle droiture dans le

bel amour de la gloire, quel zèle pour la patrie! A la bataille d'Inkermann, a-t-on vu mourir ces vieux généraux anglais? L'histoire n'a pas gardé de traits plus beaux et plus simples. De même que ces patriciens abandonnent froidement le repos d'une vieillesse honorée, ainsi nos jeunes chefs tombent, sans donner un regret aux avantages que leur promet la reconnaissance du prince et de la patrie. Ils ont servi la France, ils meurent contents de cette mort; s'il leur reste un instant entre la blessure et le dernier soupir, ils l'offrent à Dieu.

Ils sont soldats de Dieu, ces soldats de la France. Des rapports fidèles nous le disent unanimement. La mort qui vole partout, sur les champs de bataille comme dans les hôpitaux, trouve partout des cœurs préparés pour la vie éternelle. Parmi tant d'angoisses profondes et de silencieux regrets, telle est, au pied de la croix, la consolation, l'espérance, disons mieux, la joie des mères, des épouses et des sœurs. Elles savent qu'un soldat chrétien qui meurt sous les armes, offrant son sacrifice à Dieu, parce que c'est la volonté de Dieu qu'il meure, et parce qu'il meurt pour la patrie, est un martyr, un vrai martyr, dont la place est avec ceux qui montent au ciel la palme dans les mains : car la pénitence de sang vaut le baptême de sang. « Oui, s'écriait un évêque, parlant » à des soldats, vous êtes les martyrs du devoir, les » martyrs de la charité chrétienne et nationale, les dignes » rivaux des martyrs de la foi, généreux martyrs de la » patrie; et j'oserais vous adresser, au fort de la mêlée, » les paroles que saint Cyprien adressait aux martyrs de » la foi au milieu de leurs tourments : C'est ici un grand » et glorieux combat, où le prix du vainqueur n'est pas » moindre qu'une gloire immortelle : *Ecce agon sublimis*

« *et magnus et coronæ cœlestis præmio gloriosus* (1). » Et rien ne s'accorde mieux avec les idées que nous pouvons nous faire de la miséricorde divine. Envoyant la guerre comme un fléau qui purifie la masse en frappant sur les meilleurs, Dieu ne cesse pas d'être pour cela un père infiniment juste et infiniment tendre. Il donne cette consolation aux mères qui sont les grandes victimes de la guerre, et aux soldats cette couronne.

Il a d'autres récompenses encore, et qui demeurent précieuses, quoique les intelligences, obscurcies de misères morales et intellectuelles, les apprécient moins qu'on ne faisait autrefois. Osons le dire : Heureuses, malgré leur deuil, les familles dont le sang coule dans ce grand travail de la patrie! Leur noblesse s'y fonde, ou s'y rajeunit, et cet accroissement du patrimoine d'honneur et de vertu qu'elles possèdent déjà devient un gage de leur durée. On le savait jadis, on peut s'en ressouvenir : les familles se perpétuent par ces immolations. Dieu ne les fait pas durer en proportion de ce qu'elles gagnent, mais de ce qu'elles donnent. L'aumône et le sang, c'est l'arrosement qu'il faut aux arbres généalogiques. Jamais le lâche et jaloux démagogue, le vil artisan de séditions, ne prévaudra tout-à-fait ni longtemps au milieu d'une société où il se trouvera des hommes qui pourront lui répondre en montrant leurs blessures reçues dans les combats.

Ainsi nous voyons s'accomplir et se préparer de grandes choses, et éclore tous les sentiments qui sont la force et l'honneur de la nature humaine et le salut des sociétés;

(1) M. de Noe, évêque de Lescar, *Discours pour la bénédiction des drapeaux.*

et Dieu s'occupe à plus d'une œuvre : en même temps qu'il ouvre le ciel à des martyrs, il forme pour l'avenir, à la grande école du péril et du sacrifice, les hommes dont il aura besoin.

VI.

PRÊTRE ET SOLDAT.

11 janvier 1855.

Deux mains ont fondé la France, deux mains l'ont agrandie et maintenue dans ses splendeurs, deux mains l'ont toujours relevée dans ses défaillances : la main du prêtre et la main du soldat.

Parcourez toutes les époques glorieuses et fécondes de notre histoire, depuis Clovis jusqu'à nos jours : ces deux mains travaillent d'accord à la même œuvre; elles s'entr'aident plus ou moins, mais elles s'entr'aident. Voyez les temps bâtards, les jours malheureux : elles sont divisées. Dieu les rapproche quand il veut que la France fasse quelque chose d'illustre et de bon.

Union de la force et de la foi sous Clovis, sous Charlemagne, sous saint Louis, sous Louis XIV : quels hommes de guerre! quels hommes d'Eglise! Division, pour ne pas remonter plus haut, pendant le XVIII^e^ siècle :

quels abaissements! quel pas en arrière fait la civilisation chrétienne! D'un côté, la Pologne est partagée, une nation catholique disparaît; de l'autre, les missions sont interrompues, et une partie du monde retombe dans la nuit. Rupture à la fin de ce siècle néfaste : nous n'avons que des victoires de vengeance; nous portons partout la mort et nous sommes à la veille de périr. Un héros, un grand homme de guerre paraît : il tend la main à l'Eglise, il rétablit le culte, et tout l'ordre social se relève, et le règne de cet homme est un torrent de victoires. Il s'oublie dans cette prospérité; sa main, jadis secourable à l'Eglise, lui devient ennemie et cruelle : sa prospérité cesse; il tombe, mais laissant un nom immortel, et l'avenir plein de lui comme le passé. Deux dynasties se succèdent, sous lesquelles l'esprit anti-religieux domine tantôt contre la volonté du prince, tantôt avec son concours · trente-cinq années de vaines discussions, de médiocres entreprises, d'agitations stériles, et deux révolutions qui emportent ces dynasties sans que l'armée les défende! Un nouveau pouvoir surgit du tombeau de l'homme des batailles, et se signale par un grand service rendu à la religion; et tout soudain la France, depuis vingt ans si effacée, couvre trois nations de son drapeau, fait flotter son pavillon sur toutes les mers, dirige une lutte qui sera l'une des grandes dates de l'Europe et du monde!

Dans cette lutte qu'elle poursuit sans but d'ambition, pour la liberté menacée de la famille des peuples, la France paraît avec un caractère qui n'est qu'à elle sur la terre. Ses camps renferment des prêtres et des sœurs de charité, ses hôpitaux s'ouvrent aux blessés ennemis. Elle a deux armées · une armée de justice, une armée

de miséricorde. Mère chrétienne, la patrie française a soin de l'âme de ses enfants en péril de mort; elle ne dédaigne pas les plus obscurs instruments de sa gloire. Bénis et réconciliés à Dieu, ceux qui, sans récompense terrestre, disparaissent dans les flots ou sur la terre étrangère, peuvent cependant se consoler de mourir. On fait le catéchisme et on célèbre le saint sacrifice sur les vaisseaux français, voués à la protection de la Mère de Dieu. Les généraux mourants réclament le sacrement de pénitence; les soldats montrent autant de piété que de courage. A côté du portrait de son père, le porte-drapeau de la bataille de l'Alma avait sur sa poitrine l'image de Marie, et c'étaient là les deux cuirasses sous lesquelles battait ce cœur vaillant. Qui osera mesurer les complaisances de Dieu? Qui dira les pensées qu'il éveille au dernier moment dans ces âmes intrépides? Si tous ceux qui gardent ces signes sacrés n'y mettent pas la foi qu'ils devraient avoir, du moins c'est le souvenir de la maison paternelle, c'est le don d'une mère, d'une sœur, d'une famille qui prie pour eux et dont ils respectent déjà la piété. Quel que soit son sentiment particulier, le soldat qui porte un signe de dévotion n'a pas rompu avec la foi, n'est pas un ennemi de Dieu.

Mais que disent ces prêtres qui exercent le ministère divin sur la flotte et dans les camps? que disent ces religieuses qui, pour l'amour de Dieu, vont affronter les périls de la peste et de la guerre? Ils disent que la bonne âme du soldat est droite, franche, dévouée, naturellement chrétienne. Quand ils lui parlent de Dieu, ils n'ont à craindre ni insulte, ni raillerie, ni refus. La main du prêtre et la main du soldat se joignent, et quelque chose de grand se prépare! Lorsque Donoso Cortès, en quelques

coups de pinceau d'une incomparable énergie, traçait cette belle ressemblance du prêtre et du soldat, qui n'est nulle part aussi sensible qu'en France, sa parole a retenti dans toutes les têtes intelligentes comme la prophétie des choses que nous voyons.

La France est une nation croyante et fière : elle enfanta toujours des prêtres et toujours des soldats. Elle les enfante de semblable nature, hardis, entreprenants, se portant de même cœur aux entreprises, aux missions et aux croisades, pour l'amour de Dieu, pour l'amour de la justice, pour l'amour de la gloire. Nul peuple n'a donné autant de sang aux idées; la pensée humaine vogue à travers le monde sur un fleuve de sang français.

On peut dire que le Français, dans l'excellence de sa nature, naît prêtre ou naît soldat. L'épée est pour lui comme un huitième sacrement, créé à son usage et qui le rend meilleur. Vingt fois l'expérience a été faite : on a ramassé la populace des villes, tout ce qu'il y a au monde de plus railleur, de plus insoumis, de plus turbulent, et l'on a pu en tirer une bonne troupe. A peine ont-ils le sabre au flanc et l'uniforme sur l'épaule, ces gamins, ces rebelles, deviennent autres : les voilà aussi orgueilleux de leur joug de fer qu'ils l'étaient de leur sauvage liberté. Dès lors, ils sont accessibles à des idées qui n'avaient auparavant aucun chemin pour saisir leur intelligence. On peut leur parler de devoir, d'obéissance, de respect; on peut leur parler de Dieu. Ils reviennent à l'instinct national, qui est l'accord de la force et de la foi.

Le prêtre et le soldat ont pour première loi l'obéissance, pour premier devoir le dévouement, pour principale habitude le sacrifice. Ils ne s'appartiennent pas : ils appartiennent chacun spécialement à une chose qui

mérite un amour sans borne, l'un à l'Eglise, l'autre à la patrie, et tous deux en même temps à ces deux choses à la fois. Ils ont tous deux une règle haute, noble, inflexible, qu'ils n'ont pas faite, qu'ils ne peuvent défaire, qui les soutient et les relève. Leurs intérêts propres, leurs affections privées disparaissent devant l'intérêt général, en vue duquel est exclusivement tracée cette règle sainte. Qu'est-ce qu'un soldat? C'est un moine par la régularité, par la sobriété, par les privations, par l'abandon à la volonté du supérieur. Que le soldat soit chrétien, il n'y a pas d'état qui se rapproche plus de l'état monastique. Ils ne savent pas toujours ce qu'ils disent, ceux qui parlent de la *licence des camps :* ils n'ont guère vu de camps! On s'y couche de bonne heure, à la belle étoile ou sous une tente légère; on se lève de grand matin, on travaille tout le jour; on se prépare à la victoire et on l'espère, mais en présence de la mort. Voilà la licence des camps! Cela ne ressemble pas au bal de l'Opéra; et l'on peut même y trouver quelque chose de plus rude qu'aux labeurs du négoce, de la politique ou des sciences.

Qu'est-ce que le prêtre, surtout le moine, c'est-à-dire le prêtre élevé à toute la hauteur d'abnégation que comporte la vertu humaine? C'est le soldat des postes difficiles et des grands dangers, que l'on jette en pionnier de la civilisation chrétienne dans les glaces du pôle, dans les déserts de l'équateur, dans les savanes de l'Amérique; que l'on envoie attaquer les sauvages, les hérétiques, les incrédules. Et il y va, et il y meurt. Quand il est mort ou par les fatigues, ou par les supplices; quand il a été lacéré par les fouets, consumé par les flammes, dévoré, d'autres accourent à sa place, ambitieux du même sort, jusqu'à ce qu'enfin, sur les ruines de ces tribunaux san-

glants, sur les cendres de ces bûchers, ils élèvent la Croix : comme le soldat, sur les décombres de la forteresse ennemie et sur les cadavres de ses frères, plante son étendard vainqueur.

Il y a une race de milieu, nouvelle en France, pervertie à de détestables écoles, inféconde, sauf en sophismes et en falsifications, qui ne donne pas de soldats, qui ne donne pas de prêtres, qui les hait l'un et l'autre, qui a fait des livres et des lois pour les séparer. Elle veut que le soldat s'éloigne du prêtre et que le prêtre ait peur du soldat. Entre ces deux fils du même père, cette race avait élevé le mur de ses haines et de ses préjugés. Le camp était fermé au prêtre. Ne fallait-il pas que le pauvre soldat vécût et mourût philosophiquement, comme ces *penseurs* qui n'éprouvent aucun besoin de croire en Dieu, et qui tiennent que les fonctions et les douleurs de la vie n'ont besoin ni de ce secours ni de ces consolations?

Fais tomber la barrière, ô France! elle n'est pas assez détruite encore! Fais-la tomber; renverse-la du pommeau de ta noble épée! A tes soldats qui vont mourir, donne pour compagnons les ministres du Dieu vivant. Que le Dieu des armées marche avec tes armées. Parmi ces cités mouvantes qui flottent comme des navires à travers les tempêtes de fer et de feu, il y a des cœurs à raffermir, des fatigues à réparer, des âmes à épurer : c'est l'œuvre du prêtre. Nos soldats errants sur la terre d'Afrique, maintenant toute semée des ossements de leurs frères, seront-ils moins braves et moins heureux pour entendre parler de la patrie absente et de celle que la mort peut leur donner demain? Perdront-ils quelque chose de leur courage à savoir qu'ils conquièrent un peuple à Jésus-Christ, et que si le bâton de maréchal

leur échappe, il ne dépend ni du hasard, ni de l'ennemi, ni d'aucune puissance humaine, de leur faire perdre la palme des martyrs!

La France est si véritablement guerrière et chrétienne, que devant la piété militaire les droits mêmes de la raillerie expirent. Qui oserait railler Turenne? Partout où l'homme de guerre voudra être chrétien, il le sera impunément; on plutôt l'opinion se tournera pour lui, par un instinct qui est l'instinct même de la grandeur nationale. On ne sait plus pourquoi, mais on comprend que la piété, dans l'état militaire, est la perfection du courage et de la discipline, et que cette perfection est l'élément invincible de toutes les grandes choses que veut faire et qu'aime à faire le pays. *Partout*, dit Xénophon, *où les hommes sont religieux, guerriers et obéissants, comment ne serait-on pas à juste droit plein de bonnes espérances?* Après cette phase de mesquinerie et d'épuisement où nous étions tombés, l'armée seule nous a donné quelques hommes. S'ils eussent été tous chrétiens; si, dans ces camps où ils ont rêvé, ils avaient prié et pensé; si, au lieu d'émousser leur bon sens naturel sur l'obscure phraséologie des idéologues en tous genres, ils l'avaient fortifié aux saines lumières qui ouvrent les mystères de l'homme et de la société; si, au lieu d'être libéraux, démocrates, phalanstériens et le reste, ils étaient catholiques, quels autres hommes nous aurions vus!

Patience! atteinte la dernière de ce venin, l'armée le rejette la première. Parmi tant d'hommes de cœur qui portent l'épaulette, que d'hommes de foi! *Quand vous voyez verdir les branches du figuier, dites que l'été est proche.* Je m'en fie à ces chrétiens qui savent être de la milice de Dieu dans la milice du monde. Ils ne sont pas

les derniers à l'assaut des forteresses russes; ils ne seront pas les derniers à l'assaut de cette folie irréligieuse qui veut faire schisme avec le génie chrétien de la France. Devant l'invasion de ces passions brutales et de ce bel esprit barbare qui menace encore une fois l'empire du Christ, comme au temps de Clovis, comme au temps de Charlemagne, comme au temps de saint Louis, mieux qu'aux beaux jours de Louis XIV et du premier Napoléon, le prêtre et le soldat se donneront la main; et, à leur ombre, croîtra ce qu'il faut à la France et à Dieu : « des gens braves et de braves gens (1). »

VII.

MORT DE L'EMPEREUR DE RUSSIE.

3 mars 1855.

La mort de l'Empereur de Russie est sans doute un grand événement, mais surtout une grande leçon. Quant aux conséquences politiques, Dieu les connaît. On peut redouter que la guerre ne finisse pas par ce coup de foudre. Assurément, tout conseille à la Russie de demander, d'acheter la paix. Tout lui conseillait de ne point

(1) De Maistre, *Lettres*.

la rompre! Mais elle a des princes jeunes et fiers, et ses forces, dont l'intrépide esprit qui gouverne la France avait sagement calculé l'étendue, ne sont point épuisées. Comme le défunt empereur a méconnu la voix de l'humanité en s'obstinant à cette guerre, le nouvel empereur peut méconnaître les avertissements de la Providence. Pharaon s'aveugle quand Dieu frappe, et l'orgueil, avant que le sang le submerge, y nage longtemps. Désirons qu'il n'en soit pas ainsi dans cette rencontre solennelle; espérons le prompt et miraculeux accomplissement des prédictions si souvent répétées qui promettent au monde une ère de paix après la proclamation du dogme de l'Immaculée-Conception. L'empereur Nicolas disparaît lorsqu'il tendait tous les ressorts de sa politique et ramassait toutes les ressources de son gigantesque empire pour donner à la guerre un plus terrible essor. Si cette mort imprévue rétablit la paix, il faudra reconnaître que Dieu l'a voulu et l'a fait seul, par un jeu de cette puissance qui commande souverainement à la mort et à la vie. Les grands peuples se conjurent, mettent en commun leurs armes, couvrent les mers de leurs vaisseaux, assemblent sur un point donné des forces de destruction telles que la terre n'en vit peut-être jamais : un mur les arrête. Dieu envoie un souffle, tout est fini. *Dixitque Deus : Fiat pax. Et facta est pax.* Cette grâce, de même que tant d'autres, tombera sur beaucoup de cœurs ingrats, qui chercheront et trouveront, n'importe où, de bonnes raisons pour se dispenser de reconnaissance; mais ceux à qui Dieu veut parler l'entendront; et ces milliers de mères, de sœurs, de filles et d'épouses, qui ont mis un être cher sous la protection de la Vierge Marie, sauront bien qui a vaincu l'empereur Nicolas.

Attendons, espérons, et, quoi qu'il arrive, ne laissons pas stupidement passer les œuvres de Dieu sans y prendre garde ou sans y voir sa main. Nous disons que cette mort est une grande leçon; la grande leçon que la mort a coutume de donner et qu'elle prodigue autour de nous tous les jours; plus grande quand ce sont les rois qui meurent. La fin de celui-ci, si haut et si redouté, dans ce moment où il était en spectacle au monde, où il soutenait une telle lutte, où il agitait de si vastes desseins, où il disposait plus en maître et en propriétaire qu'en souverain de la vie de tant de milliers d'hommes; cette fin quasi-soudaine est particulièrement formidable et laisse voir davantage le doigt de Dieu. Dieu se prend donc aussi à ceux-là! Il borne leur course, et, lorsqu'ils ont plus besoin de la vie, il leur retire la vie. Je commande à soixante millions d'hommes, je suis la tête et le cœur d'un peuple immense, je marche à l'accomplissement des rêves de ma race et de mon empire; j'ai des trésors, des soldats, des forteresses imprenables, et les éléments eux-mêmes combattent avec moi et pour moi; je touche à cet événement préparé par des efforts séculaires : qui m'empêchera d'y atteindre, si je gagne encore une année? — Tu n'auras pas une année, pas un jour, pas une heure. Ta mesure est pleine; ton rôle est fini : va-t-en!

Il disparaît comme cette neige qui couvrait la terre il y a quelques jours. Des millions de bras la remuaient en vain; un vent a soufflé du ciel, elle s'est écoulée. Où est-elle? où est l'empereur Nicolas, le chef d'un million de gens de guerre, l'autocrate et le pontife du monde greco-slave, la personnification la plus élevée de la puissance humaine?

O vérité! ô vengeance! ô justice! Cet autocrate, ce

pontife, cet homme qui disait aux autres hommes dans la plénitude de sa volonté : Allez mourir ici, allez mourir là; qui avait des cachots grands comme des provinces; qui décrétait qu'une chose, fût-elle commandée de Dieu, était crime, et qui punissait de mort ce crime qu'il avait décrété; cet homme qui jugeait et qu'on ne jugeait pas, il a trouvé son juge, il est jugé, il a rendu compte d'un règne de trente ans.

Dieu nous préserve de manquer au respect que les chrétiens doivent à la majesté humaine et à la mort! Avec tous les gens de cœur, nous avons détesté les outrages prodigués à ce noble ennemi, comme si nos soldats en Crimée ne luttaient que contre un ridicule fantôme. Hélas! cent mille hommes ont péri sans l'abattre. Si la politique croit qu'il faut laisser à la populace de pareils divertissements, il n'y a que trop d'écrivains pour ces besognes. La France n'a pas besoin de rabaisser ceux qu'elle combat. A juger l'empereur Nicolas suivant les règles humaines, il a droit à quelque admiration. Son règne a été ce que l'on appelle un grand règne. Il a formé de hardis et de vastes projets, et il s'est montré de taille à les soutenir. On ne peut lui refuser de la suite, de l'habileté, du courage; il a été prévoyant, patient, persévérant. Où ne l'aurait pas placé l'opinion du monde, s'il avait réussi? Quelle force humaine l'aurait empêché de réussir, si Dieu n'avait pas inopinément suscité contre lui le génie et la destinée de Napoléon? Sous sa main, la Russie a fait de grands progrès dans les arts; elle a pu aspirer à la prépondérance dans les conseils de l'Europe, et, en mainte occasion, elle l'a exercée; elle a développé son commerce et étendu ses possessions; elle a vu poindre une littérature nationale. Le faux et le mauvais de ces

développements, l'erreur de ce progrès, ce n'est pas aux représentants actuels de la civilisation européenne qu'il appartient de le blâmer. Là où l'Empereur a failli, ces sages n'ont pas le droit de l'accuser. Sa moralité, quelle qu'elle fût, valait au moins la leur et celle du temps. Il lui était assurément permis, d'après leur évangile, d'être Russe, et de n'être pas « humanitaire. » Dans ses communications à son peuple, il a toujours tenu un langage qui honore son peuple et lui. Au point de vue russe, le mobile qu'il a donné officiellement à la guerre est beau et auguste. Il n'a point proposé à ses soldats de mourir pour la gloire, pour la richesse ou pour l'orgueil de la patrie; mais pour sa foi et pour délivrer de l'oppression ceux qui prient à ses autels. Mensonge, peut-être; Dieu jugera aussi le mensonge. Honorons pourtant le peuple à qui il faut parler ainsi, et rendons du moins justice à l'intelligence du souverain qui comprend et respecte à ce point la dignité des âmes. S'il a voulu paraître meilleur qu'il n'était pour s'agrandir, il ne sera pas jugé par ceux qui se font pires qu'ils ne sont, qui insultent, qui blasphèment, qui mentent pour s'enrichir; qui flattent le vice et l'incrédulité, comme il a flatté le dévouement et la foi. Il a puisé à de meilleures sources, il a eu plus d'intelligence, plus de grandeur. Comme tous les pères de famille à qui il a demandé leurs enfants, il a donné les siens. Ses fils ont paru à Sébastopol et y sont revenus. Ils ont leur part de ces dangers, de ces fatigues; ils respirent cet air qui tue à coups plus nombreux et plus sûrs que l'artillerie. *C'était un Roi!*

Mais Dieu juge les rois. Il les juge non sur leurs qualités royales, mais sur leurs pensées, sur leurs actions, sur leur cœur. Il leur demande s'ils ont été justes, s'ils

ont été cléments, s'ils ont été sincères, s'ils l'ont connu, et s'ils l'ont adoré. Voilà sur quoi l'empereur Nicolas a répondu hier. Jusqu'au milieu du jour, il a été l'un des premiers entre les maîtres de la terre, le plus craint, le plus obéi, peut-être le plus aimé; le soir il paraissait devant Dieu, au rendez-vous que lui avait donné, il y a dix ans, Grégoire XVI. Il était accusé, il voyait se lever contre lui, comme témoins, tout ce qui a porté le poids de sa puissance, tous ceux qui ont souffert, et qui sont morts, et qui ont péché parce qu'il l'a voulu; tous ceux qui ont passé injustement par ses cachots, tous ceux qui sont tombés injustement sous son glaive, tous ceux qu'il a faits martyrs, tous ceux qu'il a rendus apostats.

La justice de Dieu paraît lente. Qu'il tarde parfois, dit-on, avec ses ennemis! Que de puissance il leur laisse! que de prospérités il leur accorde! Oui, mais ils vivent, ils avancent vers la mort, ils tombent, et Dieu seul est grand!

VIII.

LE GÉNÉRAL CANROBERT.

2 juin 1855.

Nous avons reproduit l'ordre du jour par lequel M. le général Canrobert remet le commandement à M. le gé-

néral Pélissier. Tout le monde a remarqué la solennelle beauté de cet adieu; nous ne voulons ni la signaler à l'admiration de nos lecteurs, ni nous permettre d'en féliciter l'illustre général. Mais nous avons, comme Français, le droit de nous féliciter nous-mêmes, quand nous voyons si noblement agir et quand nous entendons si noblement parler un homme qui porte aux yeux du monde une si grande part du nom de la France. Quelle source d'immortel honneur pour notre pays, que cette armée de Crimée! Que tout ce qu'elle fait est beau, est mâle et digne de mémoire! Comme elle sait bien combattre, et bien mourir, et bien parler! Chaque jour lui impose une victoire nouvelle, chaque jour elle l'obtient. C'est un enthousiasme soutenu de courage, de patience, de sacrifice, dans les plus durs et les plus nombreux périls que puisse vaincre la constance humaine. Si quelque circonstance l'exige, ces cœurs héroïques révèlent sans emphase la majesté de leurs pensées. Ils disent un mot, et ils reprennent leur travail de géants. Canrobert quitte le commandement suprême comme Saint-Arnaud a quitté la vie, avec ce même calme que l'adversité rehausse, avec cette même grandeur d'âme qui ne désire rien avant le triomphe de la patrie et la gloire du drapeau.

Ne nous étonnons pas si ces hommes tracent en courant, d'une main qui tient encore l'épée, des pages qui resteront parmi les modèles de l'éloquence publique. Ils ont en eux le génie de la France militaire et chrétienne; ils sont grands!

IX.

LE GÉNÉRAL VERGÉ.

12 juillet 1855.

Un de nos généraux de l'armée d'Orient, voulant bien se rappeler des relations formées en Afrique il y a une quinzaine d'années, lorsqu'il était simple capitaine, nous adresse une lettre qui touchera profondément les cœurs catholiques. A l'exemple des anciens preux, à l'exemple des humbles fidèles de nos jours qui, après s'être recommandés à la sainte Vierge dans le péril, se hâtent de manifester leur reconnaissance, ce vaillant général s'acquitte d'un vœu qu'il a fait avant de marcher à l'assaut du Mamelon-Vert. C'est avec un vif sentiment de bonheur et de respect que nous publions cet acte de foi éclatant. La foi catholique, dans notre admirable armée, est héroïque comme la persévérance, comme l'humanité, comme tout le reste. Les soldats de la France donnent au monde le plus noble spectacle qu'il ait vu depuis bien des siècles. Ils bravent le respect humain comme tout autre ennemi, et ils ne craignent pas d'être ouvertement de la religion de leurs épouses et de leurs mères, de la religion des Sœurs de charité. Là est la meilleure espérance de l'avenir. Quand les hommes qui prennent des redoutes oseront faire le signe de la croix, l'impiété verra baisser son redoutable crédit. Nécessairement, elle

insultera moins à des croyances qui sont une partie de la force de ces grands cœurs, éternel orgueil de la patrie; et, d'un autre côté, un général victorieux, à genoux sur le champ de bataille, paraîtra toujours plus respectable et sera toujours placé dans l'opinion infiniment plus haut que le stérile troupeau des esprits forts.

Au camp de Traktir, sur la Tchernaïa, près Sébastopol, le 30 juin 1855.

« Mon cher Veuillot,

» Vous allez être bien surpris de recevoir une lettre de moi, et bien plus encore quand vous aurez pris connaissance de son contenu.

» Je ne puis entrer dans beaucoup de détails sur ce que j'ai à vous dire; c'est un vœu que j'accomplis aujourd'hui; je vous laisse le soin de deviner ce que le manque de temps me force d'omettre.

» Je recevais ici, l'hiver dernier, un journal d'Orléans, dans lequel j'ai lu avec beaucoup d'intérêt le compte-rendu des fêtes de l'Immaculée-Conception, qui ont eu lieu à Rome à cette époque. J'ai même conservé les numéros du journal où se trouvent les lettres qui donnent tous les détails de cette imposante solennité, et je les ai relus fréquemment, sans trop savoir pourquoi, je vous l'avoue.

» Le 7 de ce mois, j'attendais, vers six heures du soir, dans le ravin de Karabelnaïa, l'ordre de monter, avec ma brigade, à l'assaut du Mamelon-Vert, quand le courrier de France me fut apporté. Le passage suivant, que je trouvai dans l'une des lettres de Mme Vergé, attira singulièrement mon attention : « Toul, 23 mai 1855. Voulez-vous me » promettre de faire un vœu à la sainte Vierge, pour qu'elle continue » à vous couvrir de son égide et vous rende à toute notre affection? » Je fis vœu immédiatement de reconnaître hautement le dogme de l'Immaculée-Conception, si je revenais sain et sauf de la bataille qui allait s'engager.

» Au même instant, j'entendis la fusillade se rapprocher, et je reçus l'ordre de repousser les Russes qui s'avançaient sur nos parallèles. Je pris alors le pas de course, l'ennemi fut refoulé, le

Mamelon-Vert repris, trente-deux bouches à feu restèrent en notre pouvoir, et pendant trente-six heures que je suis demeuré dans cette redoute ennemie, sous une pluie d'obus, de boulets, de bombes et de mitraille, qui a décimé officiers et soldats, je n'ai pas reçu la moindre blessure.

» J'accomplis donc mon vœu, en vous envoyant le sonnet à la sainte Vierge que vous trouverez ci-contre.

» Votre ancien et dévoué camarade,

» Général CH. VERGÉ, 2e *divis.*, 2e *corps.* »

SONNET A LA SAINTE VIERGE

à l'occasion de la prise du Mamelon-Vert (redoute de Kamschatka), le 7 juin 1855, *devant Sébastopol.*

Sainte Mère de Dieu, que je n'ai vainement
Jamais dans le péril à mon aide appelée,
Ma confiance en toi ne peut être égalée
Que par ma gratitude et mon amour ardent.

J'ai hâte d'accomplir le vœu qu'en t'implorant
J'ai fait, lorsque j'allais courir dans la mêlée :
« De ta Conception divine, immaculée,
» Je confesse le dogme avec un cœur fervent. »

Oui, c'est bien toi qui m'as guidé dans la bataille ;
Qui des globes de feu, du plomb, de la mitraille,
As préservé mon front d'où l'effroi fut banni ;

Et je te dois de plus une illustre victoire,
Mais à toi seule aussi j'en rapporte la gloire ;
Sainte Mère de Dieu, que ton nom soit béni !

Général CH. VERGÉ

Au camp de Traktir, sur la Tchernaïa, le 21 juin 1855.

X.

LE SERGENT GUERRIER DE DUMAST.

17 juillet 1855.

Un écrivain de talent, que nous nous honorons de compter parmi nos amis et nos maîtres, M. le baron Guerrier de Dumast, vient de perdre son fils aîné, fourrier au 3e de zouaves. Ce brave jeune homme est de ceux qui ont payé de leur vie la prise du Mamelon-Vert. Son colonel a écrit à M. de Dumast : « Il est tombé en donnant l'exemple » du plus brillant courage. » Il avait vingt-cinq ans. Les nombreux amis de M. de Dumast s'uniront aux prières qu'il offre à Dieu pour l'âme de son fils. C'est le secours que nous devons à sa douleur et le tribut qui récompensera de longs et dévoués services rendus à la cause catholique. M. de Dumast la servait efficacement par ses études, par ses écrits, par son zèle à une époque où elle comptait encore peu de défenseurs. Il fut des premiers à dégager la religion des intérêts de parti, et son nom ne sera pas oublié dans l'histoire du mouvement religieux de notre époque.

Puisque c'est aussi la condition humaine et l'arrêt souverainement juste de Dieu, que souvent les pères survivent à leurs enfants; après la consolation de les voir emporter au ciel leur sainte innocence, il n'y en a point de plus grande que de les voir tomber en chrétiens dans ce

noble holocauste de la guerre, pressés autour du drapeau, le cœur plein de généreuses pensées, le front tout rayonnant des meilleures ardeurs de la vie, comptant pour rien tant de belles années qu'ils offrent à la mort. La palme que saisit leur main défaillante est belle et vaut tout ce que peut promettre la plus longue et la plus heureuse carrière.

Né d'une famille vraiment chrétienne, Maurice de Dumast n'a pu manquer de se souvenir du Dieu de son père et de sa mère et de tourner vers Lui en même temps que vers eux, au moment d'affronter la mort, ce simple et confiant regard qui, partout et toujours, sait le trouver, et qui, partout et toujours, le trouve miséricordieux : *apud Dominum misericordia*. Si quelque surplus est nécessaire, c'est aux vivants de venir au secours de ceux qui sont morts pour la cause publique; c'est aux parents et aux amis de prier, d'offrir ces douleurs sacrées qui germent des tombeaux comme des fruits précieux destinés à racheter la vie. Non, nous ne les avons pas perdus, nos valeureux enfants qui se sont marqués avant le combat du signe de la croix; et leur vaste cimetière labouré par la guerre, mais béni de leur propre sang, n'est pas inconnu des anges qui présideront à la résurrection éternelle. Loin de la patrie, leurs ossements sont près des regards de Dieu, près de nos cœurs; ils reposent, sous la garde de nos prières, à portée du sang divin qui purifie les âmes jusque dans le séjour de l'expiation; ils se lèveront glorifiés par leur sacrifice et par l'amour de Dieu. *Visi sunt oculis insipientium mori : illi autem sunt in pace.*

XI.

FERDINAND LEFAIVRE,

LIEUTENANT AU 85e DE LIGNE.

17 décembre 1855.

Ferdinand Lefaivre, officier de vingt-cinq ans, tombé au début de sa première campagne, n'a rien fait que combattre et mourir comme tant d'autres, simplement et chrétiennement. Mais, d'une part, il appartenait à ce que nous pouvons appeler la famille du journal; et, d'un autre côté, la connaissance plus intime que nous avions de son caractère, de ses sentiments, de la manière dont il a pris sa blessure, et bientôt après la mort, nous fait croire qu'en parlant de lui nous louerons, suivant notre pouvoir, la plupart de ces nobles enfants qui, là-bas, en si grand nombre, ont pensé comme lui, ont vécu, ont succombé comme lui. Un coup-d'œil jeté sur cette seule âme nous montrera toutes ces âmes si bonnes, si valeureuses, si naïves, qui sont sur la terre notre armée d'Orient, c'est-à-dire notre principale force, notre meilleure gloire; et qui, suivant l'enseignement de la foi catholique, ayant quitté cette vie par la porte auguste du sacrifice, en confessant le Christ immortel et en lui demandant la rémission de leurs péchés, sont bien plus encore

notre armée forte et glorieuse dans le ciel, où ils prient pour nous après avoir combattu pour nous.

Ferdinand Lefaivre, fils du colonel du génie qui défendit Badajoz, était à la tranchée devant Malakoff, la nuit du 27 au 28 juillet. Il s'y trouvait, on peut le dire, par sa volonté, n'ayant obtenu qu'à force de longues instances la permission d'être détaché de son régiment pour faire la campagne. Un éclat de bombe l'atteignit à la tête pendant qu'il observait, debout, le feu de l'ennemi. Il s'écria : *O ma mère!* et tomba, baigné de sang. Son capitaine et ses soldats se précipitèrent vers lui; il était aimé de chacun. « Capitaine, dit-il, écrivez à mon père » que je meurs à mon poste, en soldat et en chrétien. » Son père, sa mère, son devoir envers la patrie et envers Dieu, le voilà tout entier.

Néanmoins, sa blessure ne parut pas mortelle et ne l'était pas. Soutenu par deux hommes, il put se rendre à l'ambulance. Le lendemain, il se trouva assez de force pour écrire. Sa lettre commence gaîment, pour rassurer ceux qui vont recevoir la nouvelle redoutée : des frères, un père, une sœur, une mère! Nous connaissons presque tous, à présent, ces scènes de famille, et nos soldats blessés se les représentent avec toutes leurs pâleurs, tous leurs déchirements et toutes leurs larmes. « Chers parents, » dit-il d'abord, j'ai une chance admirable : un éclat de » bombe à la tête, ce qui rend de suite un homme inté- » ressant; et la blessure n'est rien. Rassurez-vous donc. » Vous voyez bien que mon écriture est toujours illisible. » Ah! si mes lettres avaient la forme réglementaire, vous » pourriez me croire malade; mais il n'en est rien. » Il entre, suivant sa coutume, dans les détails des travaux du siége, afin que son père se rende bien compte de tout;

il loue ses amis qui ont vaillamment fait leur devoir; enfin, il arrive au coup, qui fut affreux, dit-il, sur le premier moment :

« Je dis adieu à mes hommes, en leur recommandant de ne pas se troubler. J'avais tout mon sang-froid. Cependant je sentais ma tête s'alourdir. Appuyé sur mes deux ordonnances, je regagnai ma tente, non sans trouver le temps bien long. Au jour, le médecin sonda la plaie ; formalité peu récréative ! L'os n'est pas attaqué, le projectile s'est contenté de le raçler. Bientôt le colonel, mon chef de bataillon, l'adjudant-major, qui étaient restés au camp, sont venus me voir. Ma tente avait été inondée le matin; le capitaine voulut me mettre dans la sienne, il m'y installa. Tous mes camarades du bataillon, des sous-officiers et même des soldats sont venus pour savoir de mes nouvelles et me tenir compagnie. Mon capitaine me fit rougir en disant que j'avais donné le meilleur exemple.... La journée du 28 se passa parfaitement. Les camarades, voyant que la distraction me faisait du bien, eurent soin de ne pas me laisser seul. La nuit fut bonne. Mon soldat devint mon infirmier; c'est lui qui me donne de la tisane et qui m'arrose la tête de quart d'heure en quart d'heure. Dans la soirée, comme je n'avais presque pas de fièvre, les docteurs, après m'avoir affaibli de leur mieux, qui n'est pas peu de chose, m'ont permis un petit bouillon. Baboye (1), qui était là, le trouvant trop gras, l'a dégraissé avant de me le donner. Soyez tranquille, je suis bien soigné ; mon capitaine tient note des ordonnances du médecin, et mon soldat, qui est chargé de l'exécution, s'en acquitte parfaitement. Aujourd'hui 30, grand calme après une bonne nuit. Le régiment étant de tranchée, les malades sont venus me voir, la plaie continue à se fermer... »

Après avoir lu cette lettre, où une tendresse si forte se cache sous tant de simplicité, on se rend compte du caractère général d'humanité, de douceur, d'honnêteté que nous voyons à nos soldats ? Ces idées de sang, de violence et de carnage qu'éveille le seul nom de la guerre, présentent en même temps à l'esprit les gens de guerre sous je ne sais quel aspect farouche, comme des hommes qui,

(1) Capitaine au régiment. Tué.

méprisant leur propre vie, font peu de cas de la vie, et moins encore des souffrances des autres hommes, ayant en quelque sorte rompu avec la compassion, au moins pour le temps que durera le terrible hasard où ils sont engagés. Au contraire, la composition excellente de l'armée française développe ces sentiments affectueux que les habitudes militaires devraient effacer. L'homme se trouve là placé entre deux familles, celle du drapeau, qui l'entoure, on voit avec quels soins ou plutôt avec quelle tendresse; et sa famille à lui, la famille absente, mais dont son cœur ne s'est pas séparé. Il reste fils, père, époux, citoyen en même temps que soldat. Sous ces regards qui, de près et de loin, sont une exhortation continuelle au devoir, sans rien perdre de son énergie, il est doux, modéré, patient, *charitable* enfin. Car de toutes les vertus nées du Calvaire, qui ont formé le monde chrétien et qui le pénètrent encore, même après que les principes du christianisme y sont affaiblis, la plus essentielle, la charité, est aussi la plus résistante. Elle est, on peut le dire, dans le sang chrétien, et par excellence dans le sang français. C'est là le titre de la France à son glorieux droit d'aînesse entre les nations; elle le met dans les plis de son drapeau, comme autrefois des Evèques y mirent l'Eucharistie; elle le fait déployer jusque sur les champs de bataille par les mains non-seulement de ces Sœurs de charité, mais de ces soldats qui deviennent les infirmiers attentifs de leurs frères malades, qui vont jusque sous les balles, comme on les vit à Inkermann, relever les propres mourants de l'ennemi, et qui ne se trouvent pas assez las, le soir d'un jour de bataille, pour refuser l'assistance aux blessés et la sépulture aux morts. Si le christianisme pouvait périr, la charité serait son

dernier parfum sur la terre, et cette noble fleur de l'Evangile prendrait sa dernière sève dans le sol qui, deux cents ans après la mort de saint Vincent de Paul, donne au monde le prodige des fécondités de son tombeau.

Revenons à notre blessé. Lorsqu'il écrivait cette lettre rassurante, un accident allait aggraver sa blessure. Il ajoute, à la date du 31 juillet :

« Ce matin, au réveil, un orage épouvantable a éclaté sur le camp. Ma tente a été envahie par les eaux. Mon soldat m'a pris sur son dos et m'a porté chez un voisin. Rassurez-vous complétement, je serai bientôt sur pied. Si cette lettre arrive à temps pour la fête de Marie (Mme Taconet, sa sœur), je ne veux pas qu'elle s'attriste. Je suis moi-même très gai.... Nous avons eu trente-six blessés et trois tués le jour où j'ai été blessé. »

Rassurez-vous! Il le dit encore dans une lettre du 5 août, toute pleine de témoignages et de reconnaissance pour l'affection que lui témoignaient son digne colonel, M. Javel, tué, et ses camarades du régiment. Mais il avait pris la fièvre après cet orage qui venait de submerger sa tente et son lit, et déjà il était à l'ambulance. On parlait de le transporter à Constantinople. Il résistait. L'armée attendait l'assaut, il y voulait être, afin de gagner son grade de capitaine, pour lequel il était déjà proposé. Son refrain accoutumé : Rassurez-vous, revient souvent. Il dit qu'il se trouve bien à l'ambulance. Il y a là le commandant Boissonnet, deux fois blessé, et sept autres officiers.

« Le général Niel entra ; il venait voir ses officiers blessés. Le commandant Boissonnet lui dit que j'étais un fils du colonel Lefaivre, et le général vint gracieusement à moi, m'engageant fort à lui rendre promptement sa visite.... Les officiers d'artillerie ne savent plus où donner de la tête ; mais, avec l'élan dont l'armée est animée, nous pouvons encore triompher des difficultés immenses qui s'élèvent comme par enchantement. Comme tu le dis, mon père, les officiers du

génie savent faire un siége ; mais ce n'est pas ici un siége ! La plupart de nos batteries, si elles sont défilées de Malakoff, sont enfilées par le petit Redan. Nous perdons toujours une quantité de monde, et tous les hommes sont harassés. On n'ose plus demander des nouvelles les uns des autres, de peur de s'entendre répondre : *Tué*. Néanmoins le moral est bon, et vous entendez, en passant près des camps, de gros éclats de rire. Accordez cela. Je ne sais si je souhaite à Victor (son frère, capitaine, en congé de convalescence depuis la Dobrutscha) d'être replacé tout de suite : il est heureux auprès de vous ! Au revoir, bien-aimés parents ; je vous embrasse de tout mon cœur. Ne vous tourmentez pas, je vais bien. »

Il faut enfin aller à Constantinople, et il faut l'annoncer à la famille inquiète : « Je suis envoyé à Constanti- » nople, vu qu'on ne peut garnir les ambulances de ma- » lades, puisqu'on s'attend toujours à un coup de chien, » auquel malheureusement je ne pourrai pas assister. » Enfin, j'ai versé mon sang pour mon pays, et je n'ai pu » faire davantage..... » Il continue de donner à son père des nouvelles du camp et du régiment.

« Père sera peut-être étonné de voir L..., si jeune lieutenant, passer capitaine. D'abord, c'est un de ceux sur le dos de qui j'ai passé ; puis il est ici depuis le mois de janvier ; enfin, il s'est distingué, le 7 juin, dans le ravin du Carénage. L'avancement est mérité sous tous les rapports.... Ce que je vous recommande, c'est de ne pas vous tourmenter. Je vous le répète, ce sera un peu long, mais pas douloureux du tout. J'ai mon ordonnance à côté de moi pour cette nuit ; mes camarades viennent me voir bien régulièrement. Ils sont tous charmants pour moi. Je cause souvent avec l'aumônier de notre division, qui est frère de l'un des rédacteurs de l'*Univers ;* il vient tous les jours nous faire sa visite ; il est toujours bien reçu. On perd bien du monde. Plus nous avançons et plus le feu des Russes est vif. Il faut que je vous conte une petite scène à plat-ventre, qui s'est passée l'autre jour entre des Russes et des hommes de mon bataillon. Placés en embuscade à quinze pas les uns des autres, par une coïncidence bizarre, ils avaient reçu des deux côtés l'ordre de ne pas tirer. Au bout d'un certain temps, l'un des nôtres, fatigué d'être à plat-ventre, s'assied sur les talons.

Un Russe en fait autant. Bientôt un second Français se lève, et aussitôt un second Russe. Enfin, voilà les deux embuscades dans cette posture, se regardant l'une l'autre. Il se trouvait, de notre côté, un caporal qui, ayant longtemps habité Saint-Pétersbourg, savait le russe. La conversation s'engage : Comment ça va-t-il? — Pas mal, et vous? Les nôtres demandèrent aux Russes s'ils voulaient du pain ; ils répondirent que non, mais que du biscuit leur ferait plaisir. Nos soldats leur en jetèrent. On s'amusait ainsi, lorsqu'une ronde russe survint. Les Russes firent : *Chut !* et de part et d'autre on se *replaventre*. Ainsi finit la scène. »

Cette lettre est du 6 août. Le 12, il écrit de Constantinople qu'il a fait une bonne traversée ; qu'il est dans une excellente salle à l'hôpital de Péra, que les Sœurs sont parfaites pour lui, qu'il va bien, et qu'il a seulement un fort mal de gorge... Ce mal de gorge était une angine, et il n'écrivit plus !

Laissons un saint et illustre prêtre, notre ami, achever cette notice. Voici en quels termes M. Boré, supérieur des Lazaristes de Constantinople, annonça la mort de Ferdinand à M. Taconet, son beau-frère. Nous ne pourrions faire une plus exacte peinture du zèle religieux qui veille au chevet de nos blessés.

Constantinople, 16 août.

« Bien cher ami,

» Depuis un mois environ, je suis aumônier volontaire et par *interim* de nos officiers dans l'hôpital de Péra. Nos vacances, qui ont commencé depuis quinze jours, m'ont permis de mieux remplir ces fonctions, et j'ai chaque jour occasion d'y admirer les vues de la Providence. Tu vas en juger

» Il y a six jours, l'on amena un jeune lieutenant blessé à la tête dans la tranchée, la nuit du 28 juillet. A la suite de cette blessure, un violent mal de gorge se déclara, et le malade pouvait à peine avaler les potions qui lui étaient prescrites. Je remarquai tout aussitôt son air

martial et pourtant résigné ; et, aux paroles que je lui adressais, il répondait avec une bienveillance qui témoignait de ses bonnes dispositions religieuses Quand j'avais occasion de lui rendre quelques petits services en l'absence de l'infirmier, il me serrait la main pour m'exprimer sa reconnaissance, à défaut de la parole qui lui manquait déjà.

» Le 14 août, j'avais été très occupé par les confessions des personnes qui se préparaient pour la belle fête du lendemain. Une des Sœurs me dit que le jeune lieutenant du 85e allait plus mal, et qu'elle craignait pour sa vie. Je me rendis aussitôt près de lui, et, en effet, la fièvre et la douleur augmentaient. Comme il était déjà tard et qu'il n'y avait pas de danger immédiat, je lui annonçai, au milieu de quelques paroles d'encouragement, que je reviendrais le lendemain lui parler de la sainte Vierge.

» Il me fit un signe qui exprimait son contentement. Le lendemain, je revins, et, voyant son état empirer, je songeai à le confesser. Il s'acquitta de ce devoir avec sa pleine connaissance, répondant à tout ce que je lui disais, et entrant même dans certaines explications. Quand nous eûmes terminé, il me manifesta sa joie, et me dit : Monsieur l'abbé, j'ai un service à vous demander. — Lequel, mon ami, parlez ; je suis prêt. — C'est, ajouta-t-il, d'avertir M. l'abbé Eugène Boré que je suis ici. — Mais c'est à lui-même que vous parlez, mon ami.

» Il me jeta alors un regard qui me perça le cœur, tant le regret s'y mêlait à la joie et à la surprise. — Je suis, dit-il, le frère du capitaine Lefaivre, que vous avez visité à Varna. Mon nom est mal écrit sur le bulletin d'entrée. En effet, on y lisait *Faivre*. Ces paroles furent comme un coup de poignard pour moi, et j'eus de la peine à lui cacher mes larmes. Je lui dis que j'allais célébrer la sainte messe pour lui, dans ce beau jour de Marie. Il sourit doucement. Si vous pouviez avaler, je vous donnerais la sainte communion, ajoutai-je ; mais, après la messe, je viendrai vous donner un autre sacrement qui y suppléera et qui vous fortifiera. Après la sainte messe, je descendis, et je lui administrai le sacrement d'extrême-onction, qu'il reçut avec foi et piété. Il me serra encore la main, comme pour me dire qu'il ne se faisait pas d'illusion sur son état. Ayant été appelé ailleurs, un autre lieutenant blessé, qui le soignait comme un frère, a recueilli ses dernières paroles : « *Je ne regrette pas la vie ; mon désir eût été de mourir à mon* » *poste, en Crimée.* » C'était le regret du militaire. Comme catholique,

il ne voulait que l'accomplissement de la volonté de Dieu, et sa fin est bien consolante.

» C'est de cette façon, cher ami, que notre fête du 15 août a été marquée pour moi et pour toi. Nous devons remercier la divine Marie, qui a bien voulu prendre ton beau-frère Ferdinand le jour de son triomphe. Ce matin, j'ai célébré la sainte messe à son intention. Prépare ta chère femme et ses autres parents. Salue ta chère famille. Je reste, en l'amour de Jésus et de Marie, ton tout dévoué.

» E. BORÉ, *prêtre de la Mission.* »

Ferdinand Lefaivre était de ces jeunes gens à qui l'on assurerait volontiers l'avenir, tant on les voit s'élancer pleins de force, de courage et de ferme foi vers une destinée dont ils acceptent d'ailleurs les obligations y compris le travail, et les périls y compris la mort. Il était fait pour l'état militaire, moralement et physiquement. Il en étudiait toutes les parties, il voulait en connaître tous les secrets, il n'en ignorait pas les devoirs. Je causais un soir avec lui, lorsqu'il n'était pas encore question de son départ; mais la guerre était commencée. J'irai, me disait-il; c'est un examen qu'il faut que je passe. Je lui demandai ce qu'il pensait de la mort? — Je n'y pense pas du tout. — Et de Dieu? — Ah! je n'y pense pas assez. En effet, il se contentait de n'être ni impie, ni incrédule. Mais son âme saine et droite ne refusait pas d'entendre, et Dieu lui a parlé. C'est le dernier trait de ces vertus naïves, si dignes d'admiration; c'est la consolation que Dieu donne à tant de grandes douleurs, et le digne prix dont il récompense tant de nobles sacrifices.

XII.

RENTRÉE DE LA GARDE IMPÉRIALE.

30 décembre 1855.

I. Il est difficile de décrire le spectacle qu'offrait hier la population de Paris, se pressant en masses profondes sur le passage des soldats de Crimée. C'était un de ces moments rares où les peuples sentent la poésie des grandes choses, et dont ils gardent dans le cœur un souvenir ineffaçable comme les empreintes que conserve l'airain refroidi. Cette voie triomphale, cet innombrable peuple, ces acclamations semblables au bruit de la mer, ces fleurs sur les armes victorieuses, ces larmes dans les yeux contents, cet Empereur si tranquille dans sa force et si simple dans sa splendeur, ces soldats si graves au milieu de leur gloire, si brillants par leurs habits fatigués, si modestes sous leurs blessures; tout cela se déroulait, chantait, retentissait comme une ode immense pleine de fierté et d'amour, de toute la fierté et de tout l'amour de la patrie. La foule, depuis la colonne de la Bastille jusqu'à la colonne de Napoléon, en a compris les strophes sublimes; les échos de l'âme française les rediront longtemps. Je ne sais quel souffle, planant sur cette multitude, lui révélait ce que c'est véritablement qu'une nation et lui donnait une entente supérieure de ses de-

voirs et de ses destinées. Rangée au pied de ses magasins et de ses théâtres, entre les richesses qui l'énervent et les plaisirs qui la corrompent, la civilisation voyait paraître, avec la double majesté de la force et de la discipline, le courage d'esprit qui la contient, le courage de cœur qui l'honore et qui la défend.

De ces théâtres, où cent poètes tous les jours épuisent toutes les ressources de la fiction pour toucher les cœurs, quelle poésie est jamais sortie, quel sentiment a-t-on jamais emporté qui se puissent comparer à l'émotion qui remplit et relève aujourd'hui toutes les âmes?

Après trente-cinq ans de discussion, de littérature, d'amusements et d'affaires, un coup de tonnerre a retenti, et toute cette civilisation pompeuse est tombée, saisie d'épouvante, demandant un homme pour la sauver, et le cherchant en vain parmi ses marchands, ses orateurs et ses poètes. Sur ces mêmes boulevards, devant ces magasins et ces théâtres consternés, se déroulait, il n'y a pas huit ans, la première cérémonie, la première fête de la République, un enterrement anonyme! Un corbillard chargé de restes quelconques, orné de ridicules symboles, s'avançait dans la boue vers la colonne de la Bastille, où ces anonymes allaient recevoir leur sépulture aux pieds du *génie de l'insurrection*. Nos soldats qui passent ont laissé leurs saints et glorieux morts à l'ombre de la croix! Derrière le corbillard pataugeaient douze individus, la plupart sans nom et sans visage, traînant une queue inquiète de corporations officielles et de sociétés chantantes : c'était le gouvernement de la France! La force n'était nulle part, l'ordre n'était nulle part; la peur était partout, sauf peut-être parmi ceux qui doivent craindre. Il n'y avait plus d'armée, on ne savait pas s'il y avait encore une

magistrature. Quelle honte! quelles angoisses! Quel avenir!

Honneur donc et reconnaissance à vous d'abord, homme que Dieu a choisi pour réparer ce désastre, et qui nous en avez tirés si glorieusement et si vite, d'une main si patiente et si ferme à la fois.

Paraissez le premier dans cette pompe dont la première gloire vous est due, et dont votre parole simple et grande a développé le sens auguste. Vous ne nous avez pas seulement donné la gloire des armes, vous nous donnez aussi la paix dans la guerre, la paix civile, le premier des biens pour les nations. Nos drapeaux sont fiers et nos autels sont debout. Nous remercions Dieu de vous avoir envoyé et de vous avoir préservé. Nous lui demandons qu'il vous garde et qu'il vous inspire. Marchez fièrement, Sire, au milieu de votre peuple dont les acclamations vous saluent : Vive l'Empereur!

Un frisson d'enthousiasme courait dans la foule à mesure que l'armée avançait. Après l'Empereur, de vives acclamations accueillirent le général Canrobert. Par un sentiment que tout le monde a compris, l'Empereur n'avait pas voulu que l'illustre général restât dans son escorte; il était à la tête de l'armée. Sur tout le chemin, un cri profond et unanime lui portait l'expression du sentiment public, double hommage à la persévérance de son courage et à la beauté de son abnégation.

Trois régiments de ligne venaient ensuite, dans leur tenue de campagne, précédés de leurs blessés sans armes. Cet humble uniforme, mais si glorieusement terni, ces visages où tant de fatigues ont laissé leur empreinte, la jeunesse de beaucoup d'officiers, les déchirures des drapeaux, l'attitude aussi modeste que martiale de ces

braves, et jusqu'à ces lauriers qu'on leur avait jetés et dont ils paraient naïvement leurs armes, tout produisait dans la foule une émotion qui se traduisait souvent par des pleurs. On se découvrait, on acclamait ces drapeaux troués et ces chefs vaillants qui répondaient par le noble salut de l'épée. A chaque régiment qui passait, l'enthousiasme se manifestait avec la même ardeur. Il y avait des mouvements d'affection particuliers pour chaque troupe; pour l'agilité des chasseurs; pour la souplesse des zouaves, qui marchent comme des panthères, avec cet air de joie qui semble faire à toute chose la même fête qu'au péril; pour la gravité imposante de ces mâles grenadiers qui s'avancent comme des murs; pour l'artillerie assise sur ses tonnerres. On voyait passer la force et l'honneur de la patrie.

Une chose pourtant manquait à la fête, un uniforme cher à la France, plus cher, s'il se peut, à l'armée. Lorsque ces braves défilaient au pied de la statue de Napoléon, échappés à tant de morts et vengeurs de tant de morts, le cœur pieux et compatissant de l'Impératrice a dû éprouver un regret; à l'aspect des blessés surtout, elle a dû regretter de ne pas voir auprès d'elle en ce moment et pour ce moment, parmi les parures de ses dames d'honneur, l'humble cornette d'une Sœur de la charité (1).

Puissions-nous revoir bientôt une fête pareille, plus complète et plus consolante, où la victoire ramènera

(1) Un rédacteur du *Journal des Débats*, M. Alloury, a trouvé à propos de dire que nous avions exprimé le regret de ne pas voir les Sœurs de charité défiler avec nos régiments, et il nous a repris sur l'outrage que nous aurions voulu faire à l'humilité de ces saintes filles. C'est nous attribuer sans aucun fondement une grossièreté.

toute notre armée; car cette victoire, que nous espérons, sera une grande époque du monde. Sur la ruine des ambitions grecques et sur le sol transformé de l'Islamisme, dans la fécondité du sang français, la victoire française aura planté la croix de Jésus-Christ.

27 décembre 1855.

II. A propos de l'entrée solennelle de la Garde, fête vraiment nationale, le *Constitutionnel* fait un historique assez intéressant de ces sortes de cérémonies sous le premier empire. Malheureusement, il y ajoute des réflexions politiques et patriotiques plus qu'inutiles. Nous y prendrons l'occasion de protester contre une étrange mixture des idées de la Révolution et des idées de l'Empire, que l'on cherche à mettre à la mode et qui nous semble l'opposé du bon sens.

La théorie en vertu de laquelle on fait cette tentative, rattache le 2 décembre 1851 au retour de l'île d'Elbe et à la bataille de Waterloo. Le 2 décembre se rattache à une meilleure date, au 18 brumaire. Nous ne prenons pas le 2 décembre et personne ne l'a pris comme une consécration de la Révolution, mais comme une rupture avec elle.

Jusqu'au 18 brumaire, Bonaparte ne fut qu'un général très heureux. Il avait procuré à la France la gloire militaire : ce jour-là, il lui donna les fruits de cette gloire, les seuls désirables et dont elle eût besoin, un gouvernement et la paix intérieure; il la délivra d'un ennemi autrement redoutable et autrement humiliant que tous ceux qu'il avait battus, l'anarchie. Il ôta la nation des mains

souillées qui eussent rendues vaines toutes ses victoires. Son épée lui permit de faire le 18 brumaire; le 18 brumaire fit l'Empereur et l'Empire. Sans cela, au bout de tant de merveilleuses campagnes, il n'y avait que la disgrâce et probablement l'échafaud pour le général trop victorieux, la continuation des hontes et des crimes de l'anarchie pour la France.

Le *Constitutionnel* s'abandonne à un sentimentalisme dangereux, s'il n'était ridicule, lorsqu'il dit de l'ancienne garde impériale, « qu'elle n'eut jamais rien de » commun avec ces troupes spéciales que des souverains » créèrent autrefois, non pour servir la patrie mais pour » exécuter leurs desseins personnels; pour les opposer, » au besoin, *aux vœux du peuple* et du reste de l'ar- » mée. » Qu'entend-il? Quels souverains ont eu, chez nous, une garde pour un autre service que celui de la patrie? et quels sont ces *vœux du peuple* auxquels la garde, impériale ou royale, ne *doit pas s'opposer*? Est-ce que les gardes-françaises, en 1789, ont bien mérité de la patrie en ne s'opposant pas aux vœux du peuple qui voulait prendre la Bastille? Est-ce que la garde royale, en 1830, s'est rendue criminelle en obéissant au souverain, malgré le vœu du peuple? Est-ce que la garde municipale, en 1848, eut tort de ne pas céder quand le vertige emportait tout? Et, aux journées de juin, les *vœux du peuple* paraissaient assez clairs : l'armée devait-elle s'y rendre? Il est inutile sans doute de pousser plus loin ces réflexions sur l'obéissance ou l'adhésion de la garde aux *vœux du peuple*, et le choix qu'elle doit faire entre ces vœux et les ordres du souverain.

Le *Constitutionnel* ajoute que la réapparition de la Garde, après le retour de l'île d'Elbe, consola la France

en lui rendant « sa grandeur momentanément éclipsée et *les fruits de la Révolution* menacés par une invasion des représentants de l'*ancien régime*. » On ne saurait trop blâmer et détester cette phraséologie révolutionnaire. L'empereur Napoléon III a sagement aboli les anniversaires qui ne servaient qu'à consacrer nos discordes et qu'à envenimer les inimitiés civiles; la presse impérialiste ferait bien d'entrer dans la largeur de ses desseins, en abandonnant enfin des qualifications à la fois absurdes et injurieuses. L'ancien régime est fort ancien à présent; ce qui nous en reste se trouve en plus grande quantité dans l'établissement impérial que dans ceux qui l'ont précédé en 1800 et en 1848. Nous voyons aux mains des Empereurs un pouvoir et autour d'eux une splendeur que n'avaient ni le Directoire, ni la monarchie restaurée, ni la monarchie entourée d'institutions républicaines. Pour les partisans du système parlementaire, de la prépotence tribunitienne, de la presse, des baïonnettes intelligentes, etc., l'ancien régime, c'est l'Empire. On ne se rattachera pas ces derniers des Romains en leur disant que César fait leurs affaires. Ils les veulent faire eux-mêmes. Quant aux représentants actuels de l'*ancien régime*, que vous signalez comme des ennemis ou des adversaires des choses présentes, comptez les morts de la guerre; vous y verrez leurs noms en assez grand nombre. Sous l'épaulette d'or et sous l'épaulette de laine, est-ce que les Pontevès, les Villeneuve, les La Bourdonnais, et tant d'autres, ne vous paraissent pas avoir servi la France et l'Empereur aussi bien que vous? Est-ce que leur sang ne vaut pas votre encre?

XIII.

L'ABBÉ RUPERT.

6 mars 1856.

Le corps des aumôniers de l'armée d'Orient vient de faire une perte qui nous touche particulièrement. M. l'abbé Rupert, frère de notre excellent collaborateur et ami, a succombé le 10 du mois dernier, volontairement, on peut le dire, aux fatigues de son ministère sacré. Il est mort dans une baraque des ambulances d'Eupatoria, à son poste, en chrétien et en prêtre de Jésus-Christ, laissant à ceux dont il était le pasteur un dernier exemple d'abnégation, offrant pour eux ses dernières souffrances. Mort acceptée, mort désirée et cherchée, mort précieuse, plus digne encore d'admiration que de regret, pleurée avec plus de consolation que d'amertume.

M. l'abbé Rupert était curé dans le diocèse de Metz, lorsqu'il partit, au début de l'expédition. C'est déjà peindre sa vertu que de rappeler à quel âge il choisissait une mission si rude : il avait près de cinquante-quatre ans. L'esprit de sacrifice le poussait à ces devoirs héroïques. *Eamus et nos!* Son digne évêque, sachant l'immense importance du ministère sacerdotal parmi les armées, surtout en notre temps, n'aurait point permis qu'il fût confié à un homme incapable. Il se félicita hau-

tement de pouvoir donner à l'aumônerie militaire un prêtre qui porterait partout la bonne odeur de Jésus-Christ.

Dans cette laborieuse mission, Dieu permit que la part de M. Rupert fût une des plus difficiles. Quoique les aumôniers soient communément bien vus et bien accueillis des soldats et des officiers, il y a des nuances; dans les commencements surtout, il s'en est manifesté d'assez dures. Le général peut beaucoup pour la position de l'aumônier. Il lui donne ou il lui refuse des facilités qui lui assurent ou lui retirent, jusqu'à un certain degré, les égards dont il a besoin. La division à laquelle M. Rupert fut attaché eut d'abord un chef, très brave et très honorable d'ailleurs, qui ne s'expliquait pas l'utilité du service religieux, et qui regardait le prêtre comme un personnage superflu dans les camps. Les moindres et les plus justes demandes de l'aumônier lui semblaient importunes; il les écartait, souvent avec impatience. Ainsi, pour ne citer qu'un fait, le plus pénible il est vrai, M. l'abbé Rupert fut longtemps sans avoir de chapelle et sans pouvoir dire la sainte messe pour sa division. Il était obligé de se rendre sur le territoire de la division voisine, où régnait un autre esprit. On le laissait à l'écart, sans courtoisie, presque sans humanité, sous sa très petite tente de campement; la plupart du temps, il était obligé de faire lui-même son ménage de soldat et sa pauvre cuisine, de soigner lui-même ses chevaux, parce que les hommes qu'on lui donnait pour ordonnances semblaient être choisis parmi les plus capables d'abuser de sa bonté. Ces misères ne nous ont pas été révélées par lui; mais d'autres les ont vues, et, sans qu'il l'ait su peut-être, lui en ont donné le prix qu'attendaient sa patience

et son humilité. Ils ont été touchés de ce persévérant courage, de cet amour de Dieu qui faisait accepter une pareille vie; et pour leur bonheur éternel, ils ont compris ce que c'est qu'un prêtre. Nous entendons encore la voix émue, nous voyons encore le regard d'un officier qui nous peignait l'abbé Rupert, assis sur la terre à l'ouverture de sa tente, seul comme un paria, mangeant en hâte sa ration de lard, et courant aux ambulances, où, à bien dire, il était toujours.

Ses lettres ne contenaient jamais de plaintes pour ce qui le regardait. Elles roulaient presque exclusivement sur la nécessité de bien organiser l'aumônerie militaire, de la composer d'hommes choisis avec scrupule pour des devoirs si multipliés, si graves et, disait-il, d'une responsabilité si terrible devant la patrie et devant Dieu.

Aussi ferme qu'il était humble et modeste; doux et affectueux, mais point familier; complaisant sans rien de servile; instruit, et sachant à propos garder le silence, il regardait l'assiduité auprès des malades et le dévouement au milieu des dangers comme n'étant qu'une partie, la moitié tout au plus des qualités d'un aumônier militaire; il ne se contentait pas d'y ajouter ce désintéressement qui va jusqu'à l'abandon de la vie. Tout cela, c'est le simple devoir de l'homme de cœur, rendu plus facile par ces grandes circonstances où l'âme humaine a le privilége de se fortifier, de s'étendre et de monter en quelque sorte à un niveau supérieur. Le prêtre se doit à lui-même, doit aux hommes, doit à Dieu quelque chose de plus. Il n'est pas un homme comme un autre. S'il faut qu'il soit, suivant la parole de l'Apôtre, *tout à tous*, c'est, comme l'Apôtre le marque, pour les *gagner tous à Jésus-Christ*. Or, qui gagnera-t-on à Jésus-Christ par

des moyens qui ne sont point de Jésus-Christ? par une prétendue largeur de pensées et de manières, par des facilités dans la doctrine et des abaissements dans le langage qui, ne rappelant en rien la douceur et la simplicité de l'Homme-Dieu, font douter que celui qui les emploie soit l'homme de Dieu? Sans doute, c'est une injustice au monde d'exiger du prêtre une perfection idéale, et Dieu n'excusera personne d'avoir méprisé la vérité, parce que l'ineffaçable trace de la misère humaine aura paru dans ceux qu'il charge de l'annoncer; mais le prêtre n'a pas le droit de mépriser absolument cette injustice et de n'en tenir aucun compte. Il doit savoir que l'incrédule l'observe avec cet œil perspicace et malveillant de l'enfant sur le maître dont il déteste l'autorité et les leçons. L'homme le plus rebelle aux vertus de l'Evangile, est précisément celui qui remarque davantage où le prêtre y manque et qui en réclame de sa part la pratique la plus assidue. M. l'abbé Rupert se vit à cette épreuve, lorsqu'ayant vaincu celle des dédains, quelques officiers lui firent prendre la place que les convenances donnent à l'aumônier dans les rangs de l'état-major. On connaissait sa charité, son courage, sa vertu; il n'eut besoin que d'être lui-même pour que l'on connût encore son mérite. Il était respectable, il fut respecté. Il bénit Dieu d'une amélioration dans sa position personnelle qui tournait à l'avantage de son ministère, c'est-à-dire au bien spirituel des âmes. On le sentait heureux dans ses lettres, qui d'ailleurs ne disaient rien des fatigues mortelles par lesquelles il achetait ces consolations. Il eût craint que son nom fût prononcé dans le journal : l'estime qu'il cherchait n'était pas celle qui s'exprime par des louanges publiques. Quoique en relations si intimes

avec son frère, nous ne l'avons nommé qu'une fois, et moins encore pour l'honorer que pour nous honorer de lui.

Il avait le zèle et le génie de ce ministère auguste que le prêtre exerce auprès des mourants. On en croira les sœurs de charité; après Dieu, il n'y a pas de meilleurs juges. Elles le virent à l'œuvre dans le grand hôpital de Constantinople, où il suppléa quelque temps le P. Gloriot, appelé en Crimée. On y comptait en ce moment-là 1,600 malades. « Un autre se serait effrayé, écrit la » sœur Jouffreau. Il se multiplia, pourvut à tout et » trouva moyen de si bien suffire, que tous nos malades » étaient administrés. Mais ce n'est pas son zèle seule- » ment qui a été admiré de nos sœurs, c'est surtout sa » modestie et sa piété. On croyait voir un ange et on le » nommait *le saint*. »

Cependant sa vie s'en allait. Il la donnait avec joie, il la voulait donner. Déjà, vers la fin de l'été, épuisé par une année de campagne sans un jour et sans une nuit de repos, il parut près de succomber. Les instances de l'aumônier supérieur l'obligèrent d'aller se faire soigner à Constantinople. Il se rendit à l'hôpital de Péra. « Nous » ne tardâmes pas à voir, écrit la sœur supérieure, com- » bien ce digne prêtre était zélé pour le salut des âmes. » Il nous exprimait sans cesse le regret d'avoir quitté ses » bons soldats, qu'il aimait avec toute l'affection d'un » père. Il y a du bien à faire, disait-il toujours. Après » un mois de repos, il voulut absolument repartir, quoi- » que ses forces ne fussent pas bien revenues. Les ins- » tances et les avertissements du médecin furent inutiles. » Il craignait trop de priver son régiment des consola- » tions qu'il pouvait lui donner. » Les efforts de M. l'abbé

Doumercq, secrétaire général de la Mission, échouèrent comme ceux du médecin. « Evidemment, écrit-il à » M. Rupert, votre digne frère n'était pas en état de re- » prendre son service et d'aller passer encore un hiver » en Crimée. Son zèle lui fit illusion. »

L'illusion, si elle existait, ne fut pas de longue durée. M. l'abbé Rupert, en arrivant à Eupatoria, y trouva le scorbut et la fièvre typhoïde. Le mal grandit, et son courage en même temps : il redoubla de dévouement; mais bientôt ses forces l'abandonnèrent. Il resta néanmoins; il voulait tomber sous le fardeau. Ses amis le pressèrent de prendre un congé. Il refusa. Averti de son état de souffrance, le R. P. Parabère vint le voir et lui conseilla aussi un repos trop visiblement nécessaire. Il répondit qu'il allait mieux, et qu'il ne pouvait et ne voulait point quitter son poste.

Il ne le quitta point. Il y tomba, il y mourut, content d'y laisser sa dépouille et d'y attendre la résurrection éternelle : « Mon ami, disait-il deux jours avant sa mort » à un confrère, je regrette de vous laisser seul ici, lors- » qu'il y a tant à faire. Quant à moi, je me crois prêt à » paraître devant Dieu. Il veut bien m'accorder la grâce » que je lui ai demandée, celle de mourir auprès de nos » braves soldats. » « Il est mort muni de tous les sacre- » ments de l'Eglise, écrit le R. P. Parabère, pieux » comme vous l'avez toujours connu; il est mort admiré » des hommes, et ce qui est de beaucoup préférable, » plein de mérites devant le Seigneur. »

Après le témoignage du chef de l'aumônerie de l'armée, écoutons l'armée elle-même. La lettre suivante, écrite par un compagnon et un émule des Pontevès, des Lourmel, des Brancion, montrera qu'en effet l'humble

abbé Rupert, ce pauvre prêtre d'abord si froidement accueilli, est mort admiré des hommes; et l'on y verra aussi quels hommes l'ont admiré :

Eupatoria, le 18 février.

« ..... Je suis encore tout triste de la perte de notre aumônier, l'excellent abbé Rupert. Malade depuis longtemps, il a résisté à toutes les instances pour rester au poste où son dévouement l'avait appelé. Sympathique aux soldats, il fallait voir la satisfaction que produisait son arrivée dans les salles ou baraques, l'empressement de chacun à s'entretenir avec lui. On aurait dit que les douleurs et les angoisses suspendaient leur action

» Aussi lorsque, dans le courant de l'hiver, j'insistais sur la nécessité de céder à l'avis unanime des médecins, qui considéraient un changement d'air comme indispensable, comme urgent, il me disait avec une douce et ferme résignation : — Non, je ne m'éloignerai pas.... Mon sacrifice est fait ! Ces braves soldats ont trop besoin de moi. Il est vrai que je souffre ; mais vous ne sauriez imaginer combien je trouve de consolantes compensations dans mon ministère. Ces pauvres malades manifestent tant de joie en me voyant ! Ils me témoignent tant de sympathie et de reconnaissance !

» L'abbé Rupert est parti pour le ciel, du point où il avait établi sa demeure, du milieu des malades et des mourants, d'une ambulance, ce champ de bataille du prêtre. Il est mort faisant face à l'ennemi du salut des hommes ; et l'on pourrait dire qu'il est mort de la mort des braves, s'il n'était une mort plus belle, plus précieuse, celle des martyrs et des saints !

» A. DE TAXIS,

» *Colonel du 61e régiment.* »

Que la France est belle dans ses prêtres et dans ses soldats !

Un nombreux cortége a escorté le cercueil de l'abbé Rupert jusqu'au cimetière, où il repose, suivant la parole d'un officier, « au milieu de tant de braves qu'il a

» envoyés au ciel par ses prières et par ses exemples. » Il est le neuvième aumônier qui succombe au poids de ce grand et saint ministère.

C'est une pressante obligation pour le Gouvernement de combler des vides qui se font trop douloureusement sentir dans les hôpitaux, et dont on souffre aussi dans la partie active de l'armée. Mais cette obligation ne sera qu'à demi remplie, tant que le service religieux de l'armée ne sera pas organisé de manière à donner tous les résultats que la religion et la société en attendent. Avec une organisation convenable, on trouvera des hommes comparables à celui dont nous venons de tracer le portrait; des prêtres suivant le cœur de Dieu, dignes, dévoués, pleins d'ardeur pour le bien des âmes, désintéressés même de leur propre vie. Comptant sur les récompenses éternelles, ils s'estimeront assez payés ici-bas de pouvoir offrir le saint sacrifice dans les camps, instruire les ignorants, réconcilier les pécheurs, ouvrir le ciel aux moribonds; et, lorsqu'ils se trouveront sur une terre encore enveloppée des ombres de la seule mort qu'ils connaissent, des ombres de l'erreur, ils demanderont à Dieu, par grâce, d'y creuser leur tombe, afin d'en prendre possession pour la vérité, demeurant là comme un titre enfoui mais impérissable, et que le Dieu de vérité revendiquera tôt ou tard.

XIV.

LA CROIX ET L'ÉPÉE.

Récits de la guerre d'Orient (1).

31 mars 1856.

La main qui nous offre ce petit volume décline l'honneur de l'avoir écrit. Il a été écrit par l'armée française; les vrais auteurs sont nos généraux, nos soldats, nos prêtres, nos Sœurs de charité; car ainsi se composent maintenant, grâce à Dieu, cette force et cette majesté que l'on appelle l'armée française. On a rassemblé leurs lettres écrites pour la joie et la consolation de la famille et de l'intimité, tel qu'un légitime orgueil les a livrées à une curiosité non moins légitime, non moins pieuse; on les a distribuées dans un ordre excellent, se contentant d'y joindre quelques courts extraits des rapports officiels, quelques détails qu'il eût été dommage de laisser oublier et qui servent de commentaire. L'indispensable, rien de plus, et de manière que tout conservât un caractère rigoureusement historique. Une inspiration moins sérieuse aurait pu se laisser tenter à la phrase. Ces fragments écrits du camp, du bivouac, de l'ambulance, au retour

(1) Un volume in-18 de 320 pages, chez L. Vivès, rue Cassette, 23.

de la tranchée ou avant l'assaut, sont, la plupart, singulièrement dépouillés de rhétorique. L'occasion était bonne pour faire du pittoresque et du *genre*. Combien de littérateurs, s'empressant d'accommoder un peu mieux ces héros si négligés dans leur style et dans leur attitude, leur eussent prêté des sentiments, des mots, des aventures! Plusieurs s'y sont embesognés. Nous avons des peintures du soldat de Crimée où la figure dominante est, non pas le *grognard*, si cultivé il y a vingt ans, mais le type plus ancien du *fricoteur*, renouvelé de Callot et des vieux almanachs. Nos soldats y font cent bonnes farces. Tout s'est présenté d'une façon si joviale, durant ces dix-huit mois de Crimée! Ailleurs, ce sont de fades historiettes, empâtées de style héroïque. Nous n'avons point ici à redouter ces dégoûts. L'armée y parle elle-même. C'est donc bien elle qui a fait ce livre. Or, ce livre de l'armée française est l'un des meilleurs livres de piété qui aient paru depuis longtemps. On en trouve peu qui touchent davantage, qui fortifient plus le cœur, qui l'élèvent mieux aux grandes et saintes choses. Nous ne disons rien que les lecteurs puissent croire exagéré. Ils se rappellent beaucoup de ces lettres où la foi, la résignation, l'amour de Dieu et de la patrie s'expriment par des traits si naïfs et si forts, et qui, dans leur ensemble, peignent parfaitement la sérénité et jusqu'à la joie du sacrifice. Remuvelons-en le souvenir.

Courage religieux chez les soldats, courage guerrier chez les prêtres, c'est le vieux caractère et le vieil honneur de la France. Ce vieux caractère paraissait effacé. On ne savait plus si l'armée croyait encore en Dieu, on osérait encore le dire. On ne savait plus si le prêtre et le soldat, ces deux frères germains, jadis compagnons des mêmes

entreprises et des mêmes souffrances, pouvaient encore parler la même langue. Séparés l'un de l'autre avec tant d'art et depuis si longtemps, on allait jusqu'à se demander si la tradition du dévouement militaire n'avait pas péri dans l'ordre sacerdotal. Les traits par lesquels la littérature et l'art bourgeois aiment à peindre le prêtre aux yeux du peuple, ne sont pas destinés à donner une haute idée de son goût pour les dangers et les privations, et la moindre satire le représente au moins comme un oisif très attaché à ses aises. Boileau, qui l'a dit avec tant d'application, avait eu des modèles et n'a pas manqué d'imitateurs. Nous, catholiques, qui connaissons l'état de pauvreté ou plutôt d'indigence où sont réduits nos prêtres, et qui les voyons se maintenir avec un saint courage dans des situations souvent désolantes, nous savions parfaitement que les âpretés d'une expédition militaire ne les intimideraient pas. La discipline du séminaire est plus sévère que celle de la caserne; la vie du curé de village est plus dure que celle du soldat, et il a aussi ses batailles à livrer contre des ennemis qui tuent. Mais le public lit les pamphlets, voit les caricatures, et, sans prendre au sérieux toutes ces ignominies, en subit cependant l'influence. Une lithographie à demi-obscène, jetée aux regards des passants par quelque misérable artiste, un brutal article de journal, une sale chanson effacent le témoignage de toute une ville qui remercie le clergé après un désastre où chacun a béni son courage et ses vertus. Depuis quelques années, un très grand nombre de municipalités et d'autorités civiles ont voulu attester la reconnaissance des populations frappées du choléra, pour les services qu'elles ont reçus du clergé en ces douloureuses rencontres. L'explosion de leur reconnaissance

n'a pas empêché dernièrement un écrivain du *Siècle* de dénoncer à ses lecteurs « la bande noire » comme un ennemi « plus dangereux que celui qui vient d'être vaincu à Sébastopol. »

Dans le camp devant Sébastopol, on parlait autrement que cet écrivain ; nos prêtres y étaient ; plusieurs y sont morts : on ne les a trouvés ni dangereux ni inutiles.

Dès que la guerre fut résolue, deux hommes de cœur, qui se connaissaient et s'appréciaient, se rencontrèrent, infiniment au-dessus de ces doutes et de ces haines misérables, dans la pensée d'assurer à nos soldats les secours de la religion. L'un, prêtre, était convaincu que les prêtres seraient bien venus dans les camps ; l'autre, militaire, savait d'avance qu'ils y seraient utiles. Quand le P. de Ravignan écrivit au maréchal de Saint-Arnaud pour lui rappeler cet objet si important, le maréchal répondit : Comment avez-vous pu croire que je n'y avais pensé ? Tous deux avaient compris le sentiment de l'armée, le sentiment public. Il y a toujours, Dieu merci, des hommes qui connaissent mieux l'opinion que ceux qui prétendent la faire.

La présence de quelques prêtres dans nos camps a tout de suite montré à la France elle-même ce qu'elle est et ce qu'elle vaut toujours, en dépit de ses convulsions politiques et de sa production littéraire. On lui dit tant qu'elle est incrédule, et parfois elle a l'air d'en être si persuadée ! Eh bien ! il est vrai que dans sa masse, dans son fonds essentiel, elle est chrétienne, et qu'on lui fait violence en l'éloignant de Dieu. Quand la pression du respect humain vient à cesser, l'instinct religieux, quoique affaibli par les passions et savamment entamé par l'éducation, agit aussitôt ; et l'âme se redresse vers Dieu, comme la plante

qu'on avait courbée avec effort se redresse du côté de l'air et du soleil. C'est ce que l'on a immédiatement vu dans cette armée d'Orient, qui fut immédiatement soumise à de si terribles épreuves. Atteinte du choléra, décimée avant d'avoir approché l'ennemi, elle se sentit chrétienne et catholique. Le soldat couché dans les hôpitaux improvisés de Gallipoli et de Varna, portait sa main glacée à la médaille de la sainte Vierge, qu'une mère ou une sœur lui avait passée au cou, et la montrait au prêtre qui traversait cette désolation en répandant le pardon de Jésus-Christ. Quelle parole pouvait mieux dire : Je suis chrétien et catholique ! Dès ce début, les rapports des aumôniers et des sœurs sont unanimes : pas un soldat n'a refusé les secours religieux ; les officiers ont donné l'exemple de les demander. Combien d'hommes sont chrétiens sans le savoir, ou, chose presque plus étrange, sans oser le montrer ! D'un côté, le poids de la vie chrétienne, si lourd lorsqu'on ne le connaît pas; de l'autre, cette terrible appréhension de la raillerie, cette crainte de ne pouvoir répondre à des objections dont on ne fait que pressentir la faiblesse, retiennent extérieurement dans l'incrédulité des esprits qu'elle désole et que Dieu attire. Mais les solutions matérialistes dont on se contentait il y a un demi-siècle, ne prévalent plus quand la mort elle-même, posant le problème devant l'âme humaine, ne lui laisse qu'un rapide instant pour choisir. On veut mourir chrétien ; et ce n'est pas un calcul de probabilités qui se fait en ce moment suprême, c'est par une grâce d'En-Haut. Manifestement, depuis vingt ou trente ans, un souffle de Dieu mêle, si l'on peut parler de la sorte, une plus grande somme de vérité dans l'air respirable des esprits. Il plaît à Dieu que les approches de la mort

achèvent miraculeusement la maturité de ces miraculeux germes, déposés dans les cœurs comme à leur insu. Cet état de l'âme, plus fréquent en ce temps-ci qu'il ne le fut peut-être jamais, est décrit en peu de mots par un homme qui a eu le bonheur et la gloire de prendre le devant sur la mort. Le maréchal de Saint-Arnaud était déjà chrétien que ses plus intimes amis l'ignoraient encore, et qu'il ne le savait pour ainsi dire pas lui-même. « Il se » passait chez moi quelque chose d'extraordinaire, écrit-il » à ce frère qu'il aimait tant. Le corps, l'esprit, tout était » malade, et cet état avait occasionné un grand désordre » qui avait attaqué le principe de la vie. Je me suis réfu- » gié dans la méditation, de la méditation dans la prière. » Dimanche, je communierai comme un vrai chrétien. » Cette conversion t'étonnera peut-être, et tu verras en » moi une grande transformation. » La transformation est la même que celle qui fait d'un bon officier un grand homme de guerre. Il suffit de bien engager la bataille et de la gagner. On est un autre homme quand on a fait sa confession générale, comme on est un autre militaire quand on a gagné la bataille de l'Alma. Mais ces deux opérations sont toujours et tout à la fois le résultat d'un long travail de l'homme et d'une grande grâce de Dieu.

Ainsi, au commencement de la campagne, la grâce de Dieu trouva prêt le noble cœur du général Ney, duc d'Elchingen. C'était un homme du monde, remarquable par l'élévation de son esprit, la vigueur de son caractère et son exquise politesse. Il était plein de vie et de force, et tout en observant grandement et noblement les convenances envers la religion, il ne remplissait pas ses devoirs religieux. Cependant il n'avait pas voulu que l'aumônier attaché à sa brigade s'éloignât, quoique appelé à Cons-

tantinople par le maréchal. — Nous avons le choléra, disait-il, nous ne pouvons pas rester ici sans prêtre. Quelques jours après, il était atteint. Il demande l'aumônier, et lui tendant la main, en présence de tout son état-major, il lui dit : « Je tiens à ce que l'on sache que c'est » moi qui vous ai fait appeler. J'ai eu le tort de vivre » dans l'éloignement des pratiques religieuses. J'ai une » femme qui est un ange, et je veux mourir en bon » chrétien. » Après avoir reçu l'absolution, il croisa ses deux mains sur sa poitrine, offrit à Dieu le sacrifice de sa vie et lui adressa la prière la plus touchante pour sa femme et ses enfants. Voilà comme ces cœurs déjà chrétiens mûrissent au soleil de la mort. Le lendemain, le général Carbuccia donnait le même exemple, et nos soldats plantaient de grandes croix sur les tombeaux de ces deux vaillants hommes. Morts, ils faisaient triompher au milieu des Turcs le signe sacré de Jésus-Christ.

Ecoutons le prêtre qui se trouvait là. En nous montrant le spectacle dont il fut témoin, il nous peindra son propre rôle. Il y avait 10,000 hommes campés autour de Gallipoli. Le choléra abattit d'abord tous ceux qui auraient pu mettre obstacle à ses ravages. Deux généraux sur quatre, sept officiers de santé, trois officiers comptables, dix-sept infirmiers, le chef pharmacien et ses aides moururent les premiers :

« J'étais seul parmi les malades, écrit le P. Gloriot. Pour les confesser, j'étais obligé de me tenir à genoux auprès d'eux. Là, j'ai compris que, pour sauver les âmes avec Jésus-Christ, il faut être prêt à subir avec lui la double agonie du corps et de l'âme. Ma plus grande épreuve, c'est mon isolement; je suis resté six semaines sans pouvoir me confesser, et, en voyant tout succomber autour de moi, je n'avais pas même l'espoir d'être assisté par un frère à mes derniers moments. Dieu, évidemment, me conservait pour que je pusse adminis-

trer les secours de la religion à tant d'âmes bien préparées ; car si l'épreuve a été grande, grande aussi a été la consolation.

» Toutes les fois que j'entrais dans ces lieux désolés, je m'entendais appeler de toutes parts : « Venez à moi ! hâtez-vous de me réconcilier avec Dieu, car je n'ai plus que quelques instants à vivre ! » D'autres me serraient affectueusement la main et me disaient : « Que nous » sommes heureux de vous avoir au milieu de nous! Si vous n'étiez pas là, qui nous consolerait dans nos derniers moments? » — Plusieurs me donnaient l'adresse de leurs familles, en me priant d'écrire à leurs parents qu'ils étaient morts en bons chrétiens. J'en ai vu qui recueillaient le peu de forces qui leur restait pour chercher au fond de leurs poches quelques pièces de monnaie, qu'ils me remettaient en me chargeant de faire prier Dieu pour eux après leur mort... Les sentiments de foi se ranimaient dans tous les cœurs. Les officiers étaient les premiers à recourir à mon ministère, et ils venaient me trouver à toutes les heures du jour et de la nuit. Quelquefois j'entendais leur confession en me rendant d'un hôpital à l'autre; d'autres fois je les rencontrais, m'attendant sur les escaliers intérieurs de l'hôpital. Je m'appuyais sur les mêmes escaliers; ils se mettaient à genoux à mes côtés et recevaient le pardon de leurs fautes. Quand ils m'apercevaient dans les rues, ils descendaient de cheval, me remerciaient affectueusement et ajoutaient presque toujours : « Surtout, si je suis atteint, ne » manquez pas de vous rendre au premier appel. » Tous les soirs, nous avions une cérémonie religieuse pour l'enterrement des officiers. Un jour que j'avais sous les yeux sept ou huit bières et autour de moi l'état-major de tous les régiments, je demandai la permission de dire quelques mots. Debout sur une tombe, je parlai pendant une heure. Jamais je n'avais contemplé de spectacle plus émouvant : je voyais de grosses larmes couler de tous les yeux. »

Peu de jours avant de succomber lui-même à ces fatigues extraordinaires, qui durèrent presque sans interruption durant dix-huit mois, le Père Gloriot écrivait encore :

« Les dispositions de l'armée sont parfaites. Je voudrais pouvoir publier bien haut et faire connaître à la France ce qu'elle ignore peut-être, c'est-à-dire que l'armée a su garder, bien mieux que toute autre classe de la société française, les traditions religieuses. Il est évident

pour tout le monde que le prêtre est aimé, respecté, parfaitement vu de tous, des officiers comme des soldats. Je n'ose pas dire que tous les cœurs sont convertis ; mais les esprits sont réconciliés avec la religion. »

Cherchant à s'expliquer ces dispositions, plus inattendues que surprenantes, il les attribuait aux exemples donnés d'en haut, à la bienveillance de l'Empereur pour les aumôniers, surtout à une grâce providentielle et du moment. Grâce, sans doute, attirée par les prières des familles chrétiennes et secondée par la double influence des vertus domestiques. *J'ai une femme qui est un ange; je veux mourir en chrétien.* Que de mystères de bénédiction et de miséricorde sont illuminés de ce seul mot! Ajoutons que Dieu, qui aime ses serviteurs et qui souvent se plaît à les combler visiblement du fruit de leurs travaux, a dû faire beaucoup pour la consolation de ces hommes apostoliques, le P. Gloriot, l'abbé Ferrary, l'abbé de Geslin, l'abbé Rupert et d'autres encore. D'un cœur magnanime, ils ont offert leur vie; ils l'ont donnée en priant Dieu de féconder leur sacrifice. Comment cette prédication en actes n'aurait-elle pas réussi sur des cœurs faits pour la comprendre? A ne considérer que la bravoure, il n'y a point de honte, assurément, pour des braves, à se déclarer soldats du Dieu des Armées, quand on voit ceux qui le servent plus spécialement se signaler par tant d'amour pour le devoir. Le P. Gloriot restait seul, sans secours pour lui-même, contre l'ennemi invisible qui répandait la mort à Gallipoli ; le P. Parabère, à l'Alma, administrait les blessés sous le feu des Russes, et plus tard passait la nuit couché à côté du cadavre d'un cholérique, pour persuader aux soldats que le choléra n'est pas contagieux ; l'abbé Ferrary allait et revenait

sans cesse pour accompagner les blessés qu'on évacuait des ambulances de la Crimée sur les hôpitaux de Constantinople, et méritait le beau surnom d'apôtre des cholériques; l'abbé Lepavec, se rendant en France pour sa santé, relâchait à Athènes, y trouvait le choléra dans notre hôpital, et s'arrêtait là pour remplacer le prêtre qui venait de mourir; l'abbé Rupert, pressé de prendre un repos qu'il sentait lui-même indispensable, restait néanmoins et mourait à son poste; le P. de Damas, à peine rétabli, revenait au lieu d'où il avait été emporté mourant. Bref, pour tout dire en une parole, plus de la moitié sont morts à l'heure qu'il est; et ce qui serait surprenant, ce serait que Dieu n'eût pas amplement et magnifiquement récompensé de si beaux et si purs efforts.

Mais que dire des Sœurs de la charité? Ce spectacle n'avait pas encore été donné au monde. La peste décime nos régiments : voilà qu'une légion de vierges accourt au premier appel et se partage ce vaste champ de mort. C'est souvent la guérison, c'est toujours l'espérance, la consolation et la miséricorde qui viennent sourire au milieu de tant de misères. Les Sœurs se sont dévouées comme les prêtres, avec le même courage, avec la même abnégation, ajoutant à l'intrépidité de leur zèle cette allégresse de l'amour, cette grâce de l'innocence, cette compassion, ce charme inénarrable qui est quelque chose de plus que la femme et que la chrétienne, qui est la fille de saint Vincent. Toutes les lettres de Crimée et de Constantinople parlent des Sœurs : à leur égard, un accent de tendresse et de vénération vibre jusque dans les rapports officiels, et l'on sait quel hommage leur ont rendu nos alliés et nos ennemis. A Athènes, lorsque le choléra eut quitté la garnison française du Pirée, il se

répandit dans la population grecque. Les Sœurs n'écoutèrent pas autre chose que la charité, et comme elles s'étaient dévouées à leurs compatriotes catholiques, elles se dévouèrent à ces schismatiques étrangers. Le ministère grec et la commune d'Athènes leur adressèrent des remercîments que le *Moniteur* français fit connaître avec un légitime orgueil. Cette circonstance était sans doute ignorée des révérends pasteurs, qui, prêchant dernièrement à Genève devant un auditoire calviniste, osèrent dire qu'en France, dans une localité qu'ils ne désignaient pas, les Sœurs avaient refusé leurs secours à des malades protestants. *Sepulcrum patens est guttur eorum!* L'affection réciproque des Sœurs et des soldats se manifeste avec une douceur inexprimable. Le livre que nous analysons en renferme des traits nombreux et charmants. Lorsqu'une Sœur meurt, ce sont les soldats qui portent sa bière, se relayant pour que chaque corps, et, s'il se peut, chaque compagnie ait l'honneur de ce précieux fardeau. Ils sollicitent la faveur de l'inhumer dans leur cimetière. Ailleurs, c'est la Sœur elle-même qui demande d'être enterrée parmi les soldats. — « Venez » souvent, ma Sœur, disait un soldat malade; toutes les » fois que vous entrez dans la salle, il me semble voir la » France et ma mère. » Quoique Dieu protège les Sœurs au-delà de ce que l'on osait espérer, un grand nombre ont déjà trouvé la mort. Nous lisons dans une lettre de Constantinople que, depuis un mois seulement, *neuf* ont été victimes du typhus; plus de quarante étaient atteintes. Elles ont demandé du renfort par le télégraphe électrique; elles en auront, et il y aura émulation pour partir. Dans l'encombrement des hôpitaux, les aumôniers décimés sont à bout de forces. Chacun d'eux, en

moyenne, a douze cents malades. S'ils n'étaient pas secondés par les admirables Sœurs, ajoutent nos correspondants, les trois quarts des malades mourraient sans sacrements; mais les Sœurs les avertissent; elles ont tout préparé, et l'on suffit à peu près à ce travail formidable, quitte à tomber après le combat. Quant aux Sœurs, elles n'ont que deux pensées, qui se manifestent tour à tour dans le délire de la fièvre : ou leurs chers malades, ou la crainte de voir ajourner leur récompense et d'être rejetées dans la vie. Saint Vincent de Paul disait à ceux qui craignaient la mort : Assistez les pauvres, vous mourrez doucement. Les Sœurs, presque sans exception, éprouvent les effets de cette promesse de leur bienheureux Père. Elles meurent tranquilles et contentes, souvent même favorisées de visions célestes, tendant leurs mains, qui ont touché tant de plaies et adouci tant de maux, vers quelque apparition divine qui leur sourit.

La grâce de Dieu, l'abondance des prières, le dévouement des âmes saintes, la charité, cet amour qui est fort comme la mort, tels sont donc les principes du mouvement religieux qui s'est fait dans notre armée. Le sentiment du péril, qui jadis ne produisait rien de semblable, a beaucoup fait sans doute, mais n'a pas tout fait. S'il a disposé beaucoup d'âmes, beaucoup aussi étaient déjà toutes préparées. Parmi les généraux et les officiers supérieurs qui ont donné les plus beaux exemples et que la mort a pris dans une haute renommée de vertu privée et de capacité militaire, la plupart étaient de fervents chrétiens. Saint-Arnaud, Pontevès, Saint-Pol, Brunet, Mayran, Lourmel, Brancion, Javel, Dupon de la Conterie, Elie de Jourdan, Hardy, Chassaigne et tant d'autres, en quittant le sol de la France, avaient offert

leurs jours à la patrie et à Dieu. Le nom de chacun de ces hommes éveille le souvenir de quelque trait sublime. Tous furent pleurés et glorifiés par leurs compagnons d'armes. On se souvient du noble langage que le général Canrobert fit entendre sur la tombe de Bizot; le maréchal Pélissier, sur la tombe de Chassaigne, ne put retenir ses larmes. Brancion disait en présence de ses soldats : « Je suis exposé à être tué à tout moment, et je me suis » mis en mesure de paraître devant mon Créateur. Je » suis prêt. » Une lettre écrite à la hâte, le 7 juin, à huit heures du matin, se termine par ces mots : *Je meurs dans la foi catholique, apostolique et romaine, heureux de donner mon sang pour ma patrie.* Nous remplirions de longues pages des seuls noms de ces héros chrétiens. Toutes les fois qu'un de nos officiers s'est signalé par un trait héroïque, toutes les fois qu'un cri de douleur plus poignant s'est élevé du sein de l'armée en voyant tomber un de ceux que leur mérite avait déjà mis en vue ou devait appeler bientôt aux premiers rangs, on a parlé de ses sentiments religieux. Il n'y a presque point d'exception. Ceux mêmes qui avaient négligé leurs devoirs envers Dieu, voulaient au moins se baptiser dans leur sang. « Ecrivez à mon père que je meurs en soldat et en chrétien, » s'écriait Ferdinand Lefaivre. C'était et c'est encore le mot de l'armée. Il y en a mille exemples dans le livre que nous avons sous les yeux, et la plupart arrachent des larmes d'admiration.

Ces exemples n'ont pas été donnés seulement par les officiers. Le P. de Damas venait d'absoudre un jeune soldat mortellement blessé au premier assaut de Malakoff. Ce pauvre enfant avait enfermé dans son porte-monnaie un testament ainsi conçu :

« 17 juin 1855. — Demain je vais au feu. Si je succombe sur le champ de bataille, que Dieu veuille avoir mon âme. Quant à mon argent, cinq francs seront donnés à ma compagnie, et le reste servira à faire dire des messes pour le repos de mon âme. »

Sur l'adresse du billet, il y avait :

« Si tu es Français, toi qui as trouvé ce porte-monnaie, je suis sûr que tu rempliras mes intentions. Si tu ne l'es pas, ne sois pas pire qu'une bête féroce, et montre-toi Français pour ce jour-là, en remplissant les dernières intentions d'un soldat mourant pour son pays. »

C'est le testament même du colonel de Brancion. Un autre de ces héroïques enfants sut mourir aussi grand que Bayard. C'était un Breton des Côtes-du-Nord, le caporal Jean Corbic, vaillant soldat, et qui avait été sans reproches comme sans peur. On l'emportait à l'ambulance; mais, chemin faisant, il se sentit mourir. Alors, il fait signe à camarades de le poser à terre; puis, rassemblant ses forces, il leur dit : *Mettez-moi à genoux*. Dans cette humble posture, il fait une courte prière, et tandis qu'on le replace sur le brancard, il dit encore : *Maintenant, je puis mourir;* et il meurt. « J'aurais cru, » ajoute son capitaine, « manquer à mon » devoir, comme homme et comme officier français, en » laissant ignorer ces détails. » Citons encore un trait, qui n'est pas dans le livre et que nous venons d'apprendre :

« La résignation et la foi de nos soldats, nous écrit-on de Constantinople, sont plus admirables que jamais. Ils font face à la maladie comme ils feraient face au canon, et, s'il était possible de leur trouver quelque part un courage plus grand que celui du champ de bataille, ce serait celui qu'ils déploient dans ces terribles hôpitaux. La vertu chrétienne y éclate par un abandon à la volonté de Dieu qui rappelle la vie des saints. Voici ce que vient de me dire la Supérieure des

Sœurs : Ce matin même, une Sœur soignait un scorbutique arrivant de Crimée, et cherchait à le désaltérer en humectant ses lèvres enflées d'un peu de jus d'orange. Il la repoussa doucement : — Laissez-moi, lui dit-il, ma Sœur, je ne veux que mon Dieu. Donnez-moi le ciel, donnez-moi mon Dieu ; je ne veux que lui. »

Ces hautes aspirations, ces paroles tout-à-fait saintes et qui révèlent une âme arrivée à la perfection chrétienne, sont loin, grâce à Dieu, d'être rares. Elles tombent avec plénitude et tranquillité des cœurs depuis longtemps chrétiens ; elles jaillissent de ceux qui ont le plus longtemps résisté. Le P. Gloriot raconte qu'un capitaine du génie, qui d'abord avait presque refusé de se confesser, voulut, lorsqu'enfin il se fut décidé, renouveler sa confession et prononcer tout haut son acte de contrition. Comme le Père l'engageait à baisser la voix : « Laissez-» moi faire, répondit-il, mes scandales ont été publics, il » faut que ma réparation soit publique. » Ses discours firent pleurer tous les officiers qui se trouvaient dans la salle, jusqu'au moment où il expira doucement, les lèvres sur le crucifix. Ainsi mourut le lieutenant-colonel Coué, admiré de tous par son étonnante énergie et ses vertus guerrières. Amputé du bras droit, il tenait sans cesse le crucifix dans sa main gauche ou sur sa poitrine. En le contemplant, il pouvait, sans se laisser abattre, penser à sa femme et à ses enfants. « Ses derniers moments, dit le P. Gloriot, ont été remarqués par des grâces extraordinaires. » Un de ses amis, M. de Cornulier, l'un des plus jeunes chefs de bataillon, lui avait envoyé de l'eau de la Salette. Ce commandant fut tué sur le parapet des Russes, pendant que, tourné vers ses soldats, il leur criait : *En avant !* On put retrouver son corps.

« Il avait un air de sérénité ineffable et paraissait dormir ; le bras

droit était encore tendu, comme lorsqu'il avait brandi son sabre, et le bras gauche encore à moitié plié, dans la même position qu'en montrant les Russes. Il est mort au moment de son triomphe. Ses officiers, blessés à côté de lui, disaient : *Il a été géant*. Les soldats se le montraient dans la tranchée, voyant, sans même daigner tourner la tête, les bombes et les obus éclater à côté de lui. C'était un de ces hommes rares, dont le sang-froid augmente avec le danger. Un colonel avait dit, il y a quelques mois : *Si Cornulier n'est pas tué ici, il marquera en France*. Pour ma part, je ne peux pas me faire à l'idée qu'il n'existe plus. »

Tel était ce chef de bataillon qui recommandait à ses amis de mettre leur espérance en la sainte Vierge, pour la vie et pour la mort. Nous trouvons dans le recueil la lettre d'un autre officier, qui envoyait à un amputé l'*Imitation de Jésus-Christ*. La lettre est digne du livre, et l'ascète n'a pas mieux parlé que le soldat, ni pénétré plus avant et plus saintement dans le mystère de la douleur :

« Si je ne considérais ce qui vous arrive qu'au point de vue du monde, je ne pourrais cesser de le déplorer; mais votre exemple même m'élève à des pensées plus hautes; en vous sachant si soumis à la volonté divine, je ne songe plus qu'à la divine parole : *Bienheureux ceux qui souffrent, car ils seront consolés;* je ne puis douter que le Seigneur de toute bonté, qui a mis en vous tant de force pour supporter la douleur, n'ait répandu dans l'intime de votre cœur mille consolations ineffables et cette indicible espérance d'une bienheureuse immortalité.

» Tout, dans la religion, nous montre la souffrance comme un acte nécessaire au chrétien et comme la source des grâces les plus abondantes : c'est la douleur qui éprouve, qui expie. La douleur est le caractère de l'âme fidèle. C'est elle qui la rend l'image la plus frappante du Christ, l'homme de douleur. »

Ces paroles sont datées, non pas d'un cloître, mais d'un *camp;* du camp de Traktir, le 22 octobre 1855; et encore une fois, c'est un soldat qui écrit à un soldat.

Un autre, un jeune capitaine du génie, M. A. de la Boissière, s'attendant à mourir, écrit à ses parents pour les consoler. Il leur adresse des paroles où respire déjà la sérénité de l'autre vie, et qui nous semblent résumer admirablement toutes les pensées de ces âmes élevées, agrandies, sanctifiées par la majesté du sacrifice.

1er mai 1855.

« ..... Pourquoi tant s'attrister ? N'y a-t-il pas pour tous les hommes une consolation contre toutes les douleurs ? Cette consolation, grâces vous en soient rendues, mes bons parents, je la possède. Permettez-moi de vous la rappeler. Je n'ai pas oublié les préceptes divins de la religion chrétienne, et, si je meurs, je mourrai en remerciant Dieu et la France d'être né chrétien et Français.

» Prenez donc les choses d'un point de vue un peu élevé. Le corps de votre fils, qui restera en Crimée avec tant d'autres victimes de la guerre, ce corps n'est qu'une bien petite partie de son être. Il est aussi bien dans cette Crimée que dans le cimetière de B... Mon âme vivra, et un jour, dans un temps qui n'est pas éloigné, elle retrouvera les vôtres dans le séjour des bienheureux. Ce que je dis est vrai..., est certain..., j'en ai la conviction la plus absolue.

» Négligeons donc cette dépouille mortelle, qui n'est qu'un point dans l'immensité, qui n'est rien. Ne pleurons pas trop... Quelques jours de plus ou de moins dans la vie, que sont-ils dans l'éternité?... moins qu'une goutte d'eau dans l'Océan.

» Cette vie, je la sacrifie volontiers à mon pays, à la cause de l'humanité et de la civilisation. J'ai vingt-cinq ans. J'ai vécu plus de la moitié de ce que vivent la plupart de ceux qui fournissent une carrière complète. Faut-il donc se désoler pour vingt-cinq ans d'une existence dans laquelle j'aurais eu certainement plus de chagrins que de plaisirs; faut-il regretter vingt-cinq ans de misères, quand la mort me donne une éternité heureuse, j'ose l'espérer, car j'ai toujours été honnête homme et chrétien !

» .... Vous direz avec une conviction profonde : Nous avons perdu notre fils !... que la volonté de Dieu soit faite !... mais il est mort pour son pays ; il est mort en faisant son devoir, mort en chrétien...,

c'est-à-dire son corps seul a péri, et nous le reverrons avant peu dans le séjour des bienheureux.

» La matière périt tôt ou tard ! La fortune, les positions brillantes, la gloire, le succès, tout cela disparaît en peu de jours. L'âme seule subsiste..... et l'âme de l'homme de bien subsiste heureuse.

» Au revoir donc, ô mon père vénéré ! toi qui es devenu le modèle des vertus civiles, après avoir été le modèle des vertus militaires.

» Au revoir donc, ô ma mère chérie ! Puissent ces quelques mots consoler un peu ton cœur de mère et de chrétienne !

» ADRIEN P. DE LA B. »

Et il ajoute, après avoir relu sa lettre, ces mots où toute la tendresse du fils éclate au milieu de la force du chrétien : *J'ai toujours regretté pour vous d'être fils unique !*

Par ces traits choisis entre mille, on sait maintenant ce que renferme cet humble petit livre, et l'on voit qu'il est bien un des meilleurs livres de piété qui aient paru depuis longtemps. On voit aussi qu'il a bien été écrit par l'armée française ; ajoutons qu'elle seule pouvait l'écrire. Non, tant de nobles choses à la fois ne sauraient se rencontrer ailleurs ! Dieu, dans le siècle où nous sommes, n'a répandu nulle part avec la même abondance les germes qui donnent sans relâche, depuis deux ans, tous ces fruits de bénédiction.

En terminant cette pâle esquisse d'un spectacle splendide, levons un coin du voile qui cache le cœur des mères. Là sont les immolations terribles, les glaives qui restent dans la plaie ; là sont aussi les consolations ineffables que Dieu verse sur toutes les blessures reçues par le saint amour du devoir. Et comme nous retrouvons les sentiments des martyrs dans ces hommes qui acceptent avec joie de mourir pour la cause publique, ainsi, toutes

les fois qu'une mère chrétienne a rompu le silence, nous avons reconnu ces véritables filles de l'Eglise qui, sans se targuer d'un héroïsme barbare, savent cependant aimer avant et plus que tout l'âme de leurs enfants. Une de ces mères, annonçant le départ de son fils unique, écrivait au P. de Damas :

« Je pleure, et cependant je suis heureuse. J'ai toujours désiré que mon fils fût un bon serviteur de son pays et de son Dieu. En France, il se perdait dans l'oisiveté et dans la débauche. En Crimée, les souffrances et la présence continuelle de la mort le ramèneront sans doute à des sentiments meilleurs, et ses forces et son temps seront consacrés à l'exercice de nobles devoirs. Qu'est-ce que sa mère peut désirer de plus ? Il succombera peut-être dans la lutte; mais son bonheur éternel sera assuré. Alors je me couvrirai, en pleurant, de mes habits de deuil, que je ne quitterai plus; et, pauvre veuve, séparée de mon fils, je consacrerai ma vie aux bonnes œuvres, pour obtenir de Dieu qu'il me réunisse éternellement à ceux que j'aime. »

Stabat !

Nous finissons. Il est inutile de revenir sur ces fâcheux et inconvenants écrits dont nous avons parlé en commençant, où nos dignes soldats paraissent affublés d'oripeaux, se livrant à des divertissements ridicules, sans autre souci que de battre l'ennemi et de faire bonne chère. Non, en vérité ! Ils ne sont ni plaisants, ni mélancoliques. Ils vont vaillamment au-devant de la mort, ils l'attendent tranquillement; ils exposent leur vie autant qu'on le demande; ils souffrent sans murmure dans les ambulances et dans les hôpitaux, s'assistant entre eux du mieux qu'ils peuvent avec une charité touchante; mais ils ne se donnent pas la comédie, ils n'oublient ni leur famille ni leur Dieu, ni les croix qu'ils ont plantées sur les tombes de leurs camarades.

Aussi doux que pleins de courage, sérieux dans leur

œuvre terrible, calmes dans leur sacrifice presque assuré, charitables même à l'ennemi, les voilà tels qu'ils sont, ces hommes de cœur que l'impossible n'a point découragés, que les souffrances n'ont point arrêtés, que la peste et la mitraille, que le soleil et la glace n'ont point vaincus. Les voilà, ceux qui, se souvenant tendrement de leurs mères, de leurs enfants, de leurs femmes, se souvenant de toutes leurs affections, se souviennent mieux encore de leur devoir ! Ceux qui ne discutent point avec le devoir et qui vont à la mort quand on leur ordonne de mourir ! Ils reviendront fatigués, blessés, décimés et modestes, sans même couvrir d'un voile leur drapeau vainqueur, en mémoire de tant de compagnons tombés pour l'élever au-dessus de tous les autres drapeaux. Oh ! fils de la France, nos enfants, nos frères, bons soldats et bons chrétiens, le meilleur de notre sang ; que de vertus, que de gloire, que d'espérance à l'ombre de vos armes !

XV.

LA PAIX.

31 mars 1856.

La paix a été annoncée hier. Quand le canon en a donné la nouvelle, toute la population était dans les rues

et sur les promenades, jouissant d'une magnifique journée de printemps. Paris offre un spectacle incomparable par ces jours de dimanche où le soleil sourit. Ces grandes lignes de palais et de maisons superbes, ces équipages sans nombre, cette foule paisible et parée, ces joyeux enfants, tout peint la force et la prospérité d'un peuple aimé de Dieu. C'était le spectacle de Paris hier, pendant que le soleil faisait épanouir les bourgeons, et que le canon faisait épanouir les cœurs.

On voyait aussi la brutalité de l'ingratitude humaine. A travers cette foule heureuse et libre, passaient des hommes en habit de travail, chargés de poussière, tachés de plâtre, déguenillés, couverts de boue, attelés comme des bêtes de somme à d'ignobles chariots, traînant des pierres pour le compte de quelques philosophes dont le canon de Crimée n'a pas troublé les entrailles, et dont le canon de Paris fait monter les rentes. Que doivent-ils à la Providence, ces philosophes heureux? Deux cent mille hommes sont morts pour leur acheter la paix; mais eux, ils ont payé l'impôt, et ils illumineront ce soir. Ils ne doivent rien à Dieu ni aux hommes, et ils font travailler à leur maison le dimanche. Si les ouvriers sont las, ils ont le lundi!

En vérité, pourtant, Dieu ne s'est pas montré dur envers la France, et personne n'a sujet de l'accuser de rigueur. Cette quinzaine de Pâques, durant laquelle la civilisation a fourni son contingent accoutumé de profanations et de blasphèmes, pourra être comptée dans l'histoire parmi ces époques où la Providence semble prendre à tâche d'amonceler ses faveurs sur les individus et sur les nations. Le dimanche des Rameaux, le canon a annoncé la naissance du Prince Impérial · c'est un gage

de durée dans le Gouvernement, c'est-à-dire le bienfait le plus nécessaire aux pays attaqués par l'esprit de révolution. Le dimanche de *Quasimodo*, à la fin de la sainte quinzaine, un nouveau décret de Dieu fait entendre au monde la parole du Christ ressuscité : *Pax vobis!* Une paix difficile est conclue après une guerre glorieuse, et le beau rameau de la paix s'unit aux palmes guerrières pour ombrager le berceau impérial. Notre armée va rentrer. Cet enfant né sous de si heureux auspices, semble venir pour nous rendre nos propres enfants.

Quelle que soit notre part de sacrifices dans la paix, quelles que soient les difficultés inséparables de tout arrangement fait par les hommes dans ce monde, où Dieu seul peut arranger tout, Dieu nous fait en ce moment des grâces immenses. Elles étaient annoncées, nous dirions presque promises. Des traditions anciennes, des paroles sorties de la bouche des saints, avaient assuré que la définition du dogme de l'Immaculée-Conception serait suivie d'une ère de paix pour les peuples. Nous le possédons, ce don de joyeux avénement tombé des mains de la Reine des anges. Cette ère de repos commence aujourd'hui; le printemps nous l'apporte avec le soleil et les fleurs, et il semble aussi que le sein appauvri de la terre se veuille gonfler d'une sève plus abondante.

Fasse Marie, et Dieu veuille que l'ingratitude des hommes ne tourne pas contre nous toutes ces bénédictions! Pour nous, chrétiens, la France, si abaissée et si malheureuse il y a quelques années, reçoit d'En-Haut le prix et la récompense des secours qu'elle a donnés au Vicaire de Jésus-Christ. Dieu paie aux nations, en roi et en père, tout ce qu'elles font pour son Église. La France, dans sa détresse de [illegible], n'a pas cependant permis que

le Souverain Pontife, chassé par une bande infâme, restât sans appui dans l'exil. Meilleure que ses doctrines, au fond de cette abîme de misère où elle était tombée, elle a, comme par instinct, mis la main sur l'épée de Clovis et de Charlemagne; elle a délivré Rome et rétabli le Pape. Cette année-là, nous avions vu Paris illuminé la nuit comme une chambre ardente, pleine de cadavres entassés en un jour par la guerre civile. L'avenir faisait peur aux plus hardis, alarmait jusqu'aux plus pervers. Maintenant Paris s'illumine pour des fêtes, pour des victoires, pour une paix triomphale.

Mais la prospérité a aussi ses périls, et le plus grand de tous est l'ingratitude envers Dieu. Fasse donc cette Providence divine, si miséricordieuse et si généreuse pour nous, que nous ne l'oubliions pas dans les jours heureux qu'elle nous accorde, que nous ne l'insultions pas par notre orgueil, que nous ne tournions pas contre elle ses propres bienfaits! Qu'elle daigne nous arrêter dans l'ivresse du triomphe et sur la pente rapide des jouissances matérielles! Que la main sage et vaillante qui a si à propos comprimé la révolution armée et si vaillamment conduit la guerre, soit également prudente et vaillante en face des dangers de la paix, et qu'elle ne livre pas la vérité sainte aux morsures des impies!

« Leurs fils s'élèvent autour d'eux comme des plantations nouvelles, brillantes de forces et de jeunesse;

» Leurs filles, pleines d'élégance et de beauté, sont parées comme des autels;

» Leurs greniers sont pleins, leurs troupeaux se multiplient et s'engraissent;

» Leurs enclos sont bien tenus, et il n'y a ni brèche à leurs murailles, ni séditions dans leurs cités;

« Et ils disent : Heureux le peuple qui a toutes ces choses ! Mais nous, nous disons : Heureux le peuple [illegible] qui a pour [illegible] le Seigneur Dieu » (Ps. CXLIII).

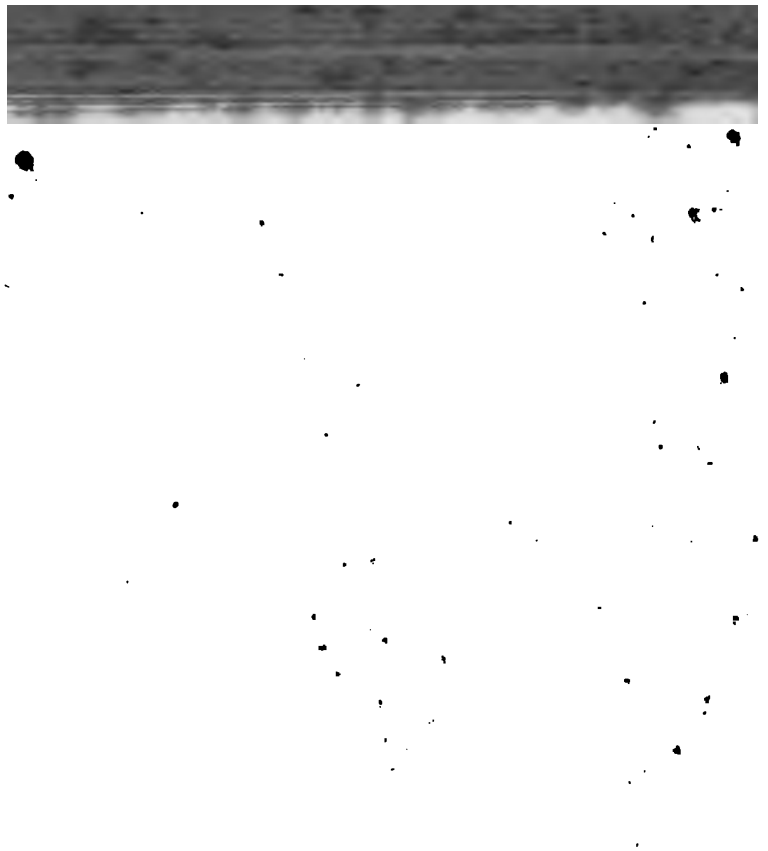
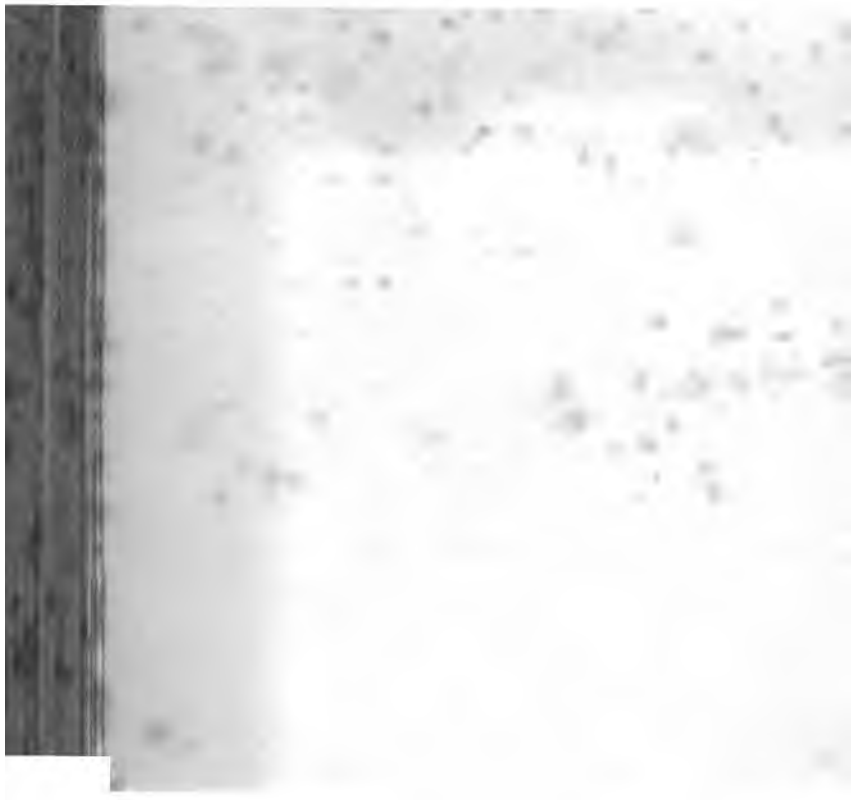
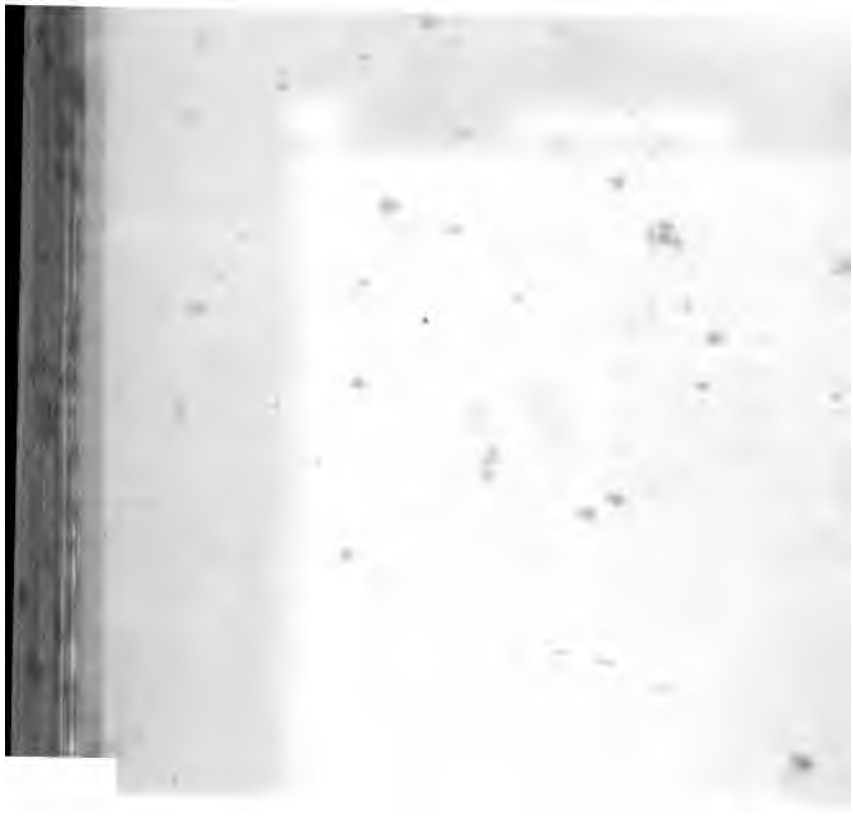
Le saint qui chantait ainsi était un grand roi.

FIN DU SIXIÈME ET DERNIER VOLUME

TABLE DES MATIÈRES

DU SIXIÈME VOLUME.

M. Sainte-Beuve et Rabelais... 1
Le Pape et l'Angleterre..... 12
Les faquins..... 20
Le travail de Dieu..... 26
Une réparation..... 38
Des ordres religieux à propos de l'établissement des Capucins.... 40
Les rouges à la messe... 92
M. Deschanel, poète... 102
La communion pascale à Notre-Dame de Paris..... 105
Le *Charivari*..... 110
M. Hugo et la peine de mort 121
Paris s'amuse..... 127
L'argument Pelloquet et l'argument Chouippe..... 135
Nouveaux manifestes rouges..... 156
M. de Bonald..... 164
Le bourreau de J. de Maistre..... 182
A propos d'une opinion de l'auteur..... 190

I. M. Émile de Girardin 194
II. L'Eglise et les supplices..... 206
III. La liberté illimitée..... 210
L'*Index* et la censure des libres-penseurs..... 223
La fin du régime..... 237
I. Situation des partis..... 237
II. Révision de la Constitution..... 244
III. Plans orléanistes 297
IV. Proposition des questeurs..... 307
V. Discours aux exposants..... 319
De l'Académie à propos de la réception de M. de Montalembert... 324
D'une théorie de M. Ponsard... 336
M. Mignet. 346
Le *Journal des Débats* et le moyen âge..... 361
Du nouveau livre de M. Proudhon 372
Réforme de l'enseignement classique..... 396
I. Opinion de M. Ch. Lenormant..... 396
II. Opinion de Mgr l'évêque d'Orléans. 403
Juan Donoso Cortès..... 422
La prière et le drainage. 447
La liberté-mère..... 454
Les barbistes..... 470
Albéric de Blanche-Raflin..... 485
Mgr Dupanloup à l'Académie. 495
Sur l'éloquence chrétienne 515
Le siècle de Marie..... 520
Sur M. Béranger 532
A qui sont les gloires de la France..... 574
Une imitation de l'antique..... 590
La guerre d'Orient..... 606
I. Menaces de l'avenir..... 606
II. Les deux empereurs..... 622
III. Chute de Sébastopol..... 629
IV. Le maréchal Saint-Arnaud..... 635
V. La guerre..... 638
VI. Prêtre et soldat..... 645
VII. Mort de l'empereur de Russie..... 652

VIII. Le général Canrobert..... 657
IX. Le général Vergé..... 659
X. Le sergent Guerrier de Dumast..... 662
XI. Ferdinand Lefaivre... 664
XII. Rentrée de la garde impériale..... 673
XIII. L'abbé Rupert..... 680
XIV. La croix et l'épée..... 698
XV. La paix..... 707